


CHRISTO ET ECCLESIAE
VE RI TAS
SIGILLUM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV·ANG·

ANALECTES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

DE LA BELGIQUE

ANALECTES

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

DE LA BELGIQUE

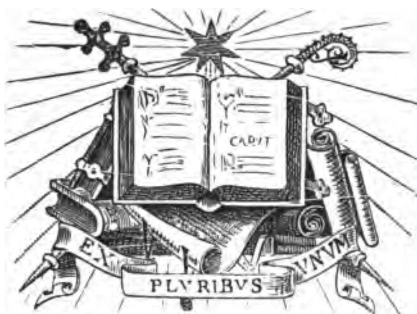
PUBLIÉS PAR

e chanoine REUSENS, prof. à la fac. de théol. et biblioth. de l'Univ. cath. de Louvain

et le chanoine VICTOR BARBIER

DEUXIÈME SÉRIE. — TOME HUITIÈME

(XXIVe DE TOUTE LA COLLECTION)



LOUVAIN

CH. PEETERS, RUE DE NAMUR, 20

—

1893

A NOS ABONNÉS

Depuis quelques années les études de la diplomatique du moyen âge ont fait des progrès considérables. C'est pour suivre ce mouvement scientifique, qui s'est produit principalement en Allemagne, que nous avons décidé d'introduire des modifications importantes dans la publication des documents. Chaque fois que nous pourrons avoir sous les yeux l'original d'une bulle, d'un diplôme ou d'une charte, nous en donnerons le texte avec toute la fidélité qu'il est possible d'obtenir dans la reproduction d'un document au moyen de caractères typographiques. En règle générale, nous conserverons l'orthographe et la ponctuation d'autrefois, bien que, le plus souvent, elles s'éloignent sensiblement de notre système moderne. Nous nous départirons exceptionnellement de cette règle, lorsque, par exemple, les caractères typographiques pour rendre les signes écrits font défaut, ou que la lecture du texte serait par trop embarrassante pour celui qui ne possède pas les notions paléographiques suffisantes; et, dans ces cas, nous ne manquerons pas de prévenir le lecteur des modifications introduites.

Le point (·) qui, dans les anciens manuscrits, a tantôt la valeur de notre point moderne, tantôt seulement celle d'une simple virgule, sera toujours conservé. Il en sera de même pour les autres signes de ponctuation, bien que leur valeur se soit modifiée dans la suite. Toutefois, ceux pour lesquels les caractères typographiques manquent seront remplacés par le signe actuel de même valeur. Des barres verticales marqueront le commencement des nouvelles lignes chaque fois que cette distinction peut offrir un intérêt diplomatique. L'écriture allongée, qu'on rencontre dans la plupart des documents antérieurs au premier quart du XIII[e] siècle, et dans les grandes bulles et les diplômes royaux des siècles suivants, notamment pour l'invocation ou toute la première ligne du texte, sera donnée en lettres dites petites capitales [IN NOMINE SANCTÆ ET INDIUIDUÆ TRINITATIS]. En attendant que notre imprimeur se procure l'e cédillé, cette lettre sera rendue par la diphthongue liée æ. Nous reproduirons les majuscules et les minuscules telles que les donne l'original, à moins qu'il ne s'agisse de certaines lettres, telles que N et R, qui ont conservé plus longtemps que les autres la forme capitale, même lorsqu'elles sont employées au milieu d'un mot. Les noms propres de personnes et de lieux seront imprimés en espaçant les lettres, lorsque l'original les donne en caractères plus grands ou plus gras pour y appeler l'attention du lecteur. Enfin lorsqu'un document aura été endommagé, les parties perdues ou illisibles seront restituées, si possible, soit par comparaison avec

des chartes analogues, soit par les textes des cartulaires; et, dans ce cas, les textes restitués seront imprimés en caractères dits italiques, placés entre crochets [ ].

Un essai de reproduction de cette nature a déjà été tenté en Belgique, il y a environ soixante ans, dans une publication importante, restée inachevée, et qui, pour cette raison, est peu répandue dans le public. Nous voulons parler du *Cartulaire de Saint Bavon*, édité par M. Serrure, alors archiviste à Gand. Les pages 1 à 280 (les seules imprimées) de ce recueil précieux, de format in-4°, renferment une série de documents du plus haut intérêt: bulles, diplômes impériaux et royaux, chartes d'évêques, de princes, etc., depuis le IXe jusqu'au milieu du XIIe siècle, tous reproduits d'après les originaux avec une grande servilité. Cet essai, parfaitement réussi, nous prouve qu'il est possible de rendre, dans certaines limites, au moyen des lettres et des signes d'imprimerie, l'aspect et le texte des originaux. Et nous avouons que la lecture de ces textes ne nous a jamais effarouchés; elle ne nous paraît pas le moins du monde embarrassante ni difficile.

De nos jours la publication des diplômes impériaux des Xe et XIe siècles, entreprise par la commission directrice des *Monumenta Germaniae historica*, se fait aussi d'après des règles analogues par le savant historien et diplomatiste M. Sickel et ses collaborateurs.

A défaut de photographies et d'héliogravures la reproduction typographique servile d'un document peut parfois fournir au diplomatiste le moyen d'en

contrôler l'authenticité; souvent aussi elle facilite singulièrement l'interprétation adéquate du texte. Enfin, un dernier avantage qu'elle procure, c'est de donner à l'historien l'assurance que l'éditeur ne s'est en rien substitué au rédacteur du document, pas même en modifiant la ponctuation de l'original pour la mettre en harmonie avec celle qui est adoptée de nos jours.

Tels sont les principes qui nous ont guidés dans les transformations apportées à notre ancienne manière de publier les textes. Les documents suivants constituent un premier essai dans cette voie. Heureux si nos lecteurs approuvent notre méthode et nous aident par leurs conseils, si pas par leurs critiques, à la perfectionner!

Louvain, mars 1893.

Deux documents du XIIe siècle concernant le chapitre de Walcourt et l'abbaye de Bonne-Espérance.

Les chartes ci-dessous, dont nous devons la copie à l'obligeance de M. Léon Lahaye, archiviste de l'État, à Namur, concernent la donation de la dîme d'Estienne-Saint-Remi, aujourd'hui Estinnes-au-Mont, à l'abbaye de Bonne-Espérance. Voyez pour l'histoire de cette localité le travail de M. Th. Lejeune : *Les Estinnes, leurs antiquités* etc., publié dans les *Monographies historiques et archéologiques* de cet auteur, I, pp. 69-376.

Outre les renseignements utiles pour l'histoire locale, la première de ces deux chartes offre encore un double intérêt. D'abord, elle nous révèle l'existence d'un abbé de Parc du nom de Renier, *Rainerus*, qui manque dans toutes les listes des abbés de ce monastère. Il est vrai qu'il a existé autrefois et qu'il existe encore aujourd'hui, à Parc, une vague tradition affirmant que la liste des abbés, telle qu'elle est donnée par Libert De Pape, dans la *Svmmaria cronologia insignis ecclesiæ Parchensis*, par le *Chronicon contractum insignis ecclesiæ Parchensis*, et, il y a peu d'années, par le prieur F.-J. Raymaekers, dans ses *Recherches historiques sur l'ancienne abbaye de Parc*, présente au moins une lacune au XIIe siècle. Le nom de ce même abbé Renier nous est encore connu par une autre charte, à peu près contemporaine, du cartulaire de l'abbaye de Heylissem, que nous comptons publier prochainement. Dans ce document, comme dans celui que nous reproduisons ici d'après l'original, l'abbé Renier de Parc figure parmi les témoins de l'acte.

Les indications chronologiques de l'*Actum* méritent aussi de fixer notre attention. La charte est datée : *Actum anno incarnati Verbi m° c° lxix°, indictione iij*ᵃ*, anno epactarum xij°, epacta j*ᵃ*, concurrente ij°*. Toutes ces notes, à l'exception du concurrent 2, se rapportent, non à l'année 1169 dont la charte porte le millésime, mais à 1170. Cette discordance apparente nous permet d'assigner une date plus précise à la charte. L'épacte changeait communément dès le 1 septembre de l'année précédente; le nombre d'or ou année du cycle lunaire, appelée ici *annus epactarum*, augmentait d'une unité avec la lune de janvier, qui commençait le plus souvent en décembre (la lune de janvier 1170 a commencé le 23 décembre 1169). Dans le diocèse de Liège, l'indiction changeait le 25 décembre, contrairement à l'usage assez général, qui fixait ce changement au 24 septembre précédent. La mutation du concurrent n'avait lieu que le 24 mars. La diversité du point de départ pour l'épacte et le concurrent s'exprimait, au moyen âge, par l'hexamètre : *Mars concurrentes, september mutat epactas*. Le nombre d'or et l'indiction de notre charte ne permettent pas de la reculer au delà du 23 et 25 décembre 1169, tandis que le concurrent détermine, comme limite la plus rapprochée de nous, le 23 mars 1170. C'est entre ces deux dates extrêmes qu'il faut la placer. L'emploi du millésime 1169, au lieu de 1170, s'explique par cette circonstance que, depuis le milieu environ du XIIᵉ siècle, on suivait généralement, dans les diocèses de Liège et de Cambrai, le style gallican, qui commence l'année, non pas le 1 janvier, mais le samedi saint après la bénédiction du cierge pascal.

I.

Le chapitre de Walcourt cède à l'abbaye de Bonne-Espérance la dîme d'Estinnes-au-Mont et de son annexe Vellereille, moyennant un cens annuel de huit livres de Hainaut (1).

25 décembre 1169 — 23 mars 1170.

IN NOMINE DOMINI. Nouerjnt tam præsentes quam futuri. quod cano- | nici valecuriensis æcclesiæ. uidelicet Johannes præpositus. Nicholaus deca- | nus. Damianus custos. Magister Gislebertus. Marsilius. Warnerus. | Petrus. Michael; omnem decimam. quam in parrochia de Lesti- | nes sancti Remigij. et appenditio eius. Vellerella. habebant. et | habere debebant. æcclesiæ de bonaspe censualiter tenendam con- | cesserunt; pro octo libris nummorum. hainoensis monetæ. | annuatim persoluendorum. Ipse autem census. jn monasterio de bona spe valecuriensis æcclesiæ canonicis. uel eorum nuntiis. | jnfra dies Natalis domini. persoluetur. Vt autem hæc concessio. rata et inconcussa permaneret. placuit utrique æcclesiæ. scripto eam et cyro- | grapho commendare; ipsumque cyrographum. utriusque sigillis | æcclesiæ. robustius confirmare. Actum anno jncarnati uerbi. m°. c°. lx°. ix°. Inditione iij[a]. Anno epactarum. xij°. Epacta. j[a]. | Concurrente ij°. S. Philippi ejusdem loci abbatis. S. Gual- | teri abbatis de sancto foillano. S. Rajneri Abbatis de parco. | S. alesteni prioris. Frederici supprioris. Odonis. Cesarij. | Totiusque conuentus de bona spe.

Chirographe original sur parchemin, avec deux doubles queues de parchemin, dont les sceaux sont enlevés. Légende : CYROGRAPHUM : Chartrier de la collégiale de Walcourt, aux archives de l'État a Namur.

(1) On lit sur le verso du document : *Carta uetus de censu quem debet ecclesia bone spei ecclesie Walecuriensi.* — Dans le texte du document nous employons la diphthongue æ partout où la charte originale porte l'e cédillé.

II.

Confirmation du contrat précédent, avec modification de l'époque du payement du cens annuel (1).

1186.

† IN : NOMINE : DOMINI : Nouerint tam præsentes quam futuri. quod canonici Wa- | lecuriensis æcclesiæ. uidelicet Nicholaus præpositus et decanus. Mychael custos. Marsilius | Warnerus. magister Jacobus. alter Jacobus Nicholai præpositi. Conradus. Gislenus. omnem | decimam quam in parrochia de Lestiniis. et appenditio eius vellerella habebant. et | habere debebant. æcclesiæ de bonaspe censualiter tenendam in perpetuum concesse- | runt. pro octo libris nummorum bannalis haynoensis monetæ publicæ. annuatim | eis persoluendorum. Ipse autem census in monasterio de bonaspe canonicis Walecu- | riensis æcclesiæ. uel eorum nuntiis infra octabas sancti Johannis baptistæ persoluetur. Ne | igitur hanc pactionem uel obliuio delere. uel cuiuslibet partis temeraria presumpti- | o ulterius ualeat infirmare. omnis controuersiæ deinceps sub anathemate se- | pulto discidio. huic paginulæ eam dignum duximus commendari. et utriusque æcclesiæ | sigillis cum subsignatis testibus roborarj. S Johannis abbatis. S Arnulphi prioris. | S Gisleni supprioris. S Roberti cantoris. S Ade custodis. Henrici cellerarii. sa- | cerdotum. S Walteri. Clementis. Anselmi. diaconorum. Canonicorum Walecuriæ. | Nicholai præpositi. cum cæteris prænominatis. Actum anno incarnati uerbi m°. c°. | lxxx°. vi°.

Chirographe original sur parchemin, avec une double queue de parchemin dont le sceau est enlevé. Légende : † CYROGRAPHVM †. Chartrier de la collégiale de Walcourt, aux archives de l'État, à Namur.

(1) On lit sur le verso du document : *Carta bone spei.* Une main plus récente a ajouté : 1° après *Carta* le mot *noua;* et 2° après *spei* les mots *et transformatio census debiti ecclesie wallecuriensi.*

BULLES PAPALES ET CHARTES RELATIVES A L'ABBAYE DE GRAND-BIGARD.

Les documents que nous publions ici d'après les originaux sont : 1° cinq bulles papales du XIIIe siècle, notamment la confirmation des possessions et des privilèges du monastère par Innocent IV ; 2° la translation de la fête de la dédicace de l'église au dimanche qui suit la fête de Saint-Mathieu ; 3° la réforme du prieuré faite le 8 mars 1381 par Jean, évêque de Cambrai ; 4° une charte de la fin du XVIe siècle, qui nous montre combien l'abbaye de Grand-Bigard eut à souffrir pendant les guerres de religion ; enfin 5° les lettres patentes de nomination pour l'abbesse Anne d'Ittre en date du 18 avril 1601.

L'abbaye de Grand-Bigard de l'ordre de Saint-Benoit, fut fondée, en 1133, par Godefroid, duc de Lotharingie et comte de Louvain, qui donna aux religieuses Wivine et Emware un lieu desert situé dans son alleu de Bigard. La charte de fondation du monastère a été publiée par Miraeus, *Opera diplomatica*, I, p. 98 ; et par Van Gestel, *Historia archiepiscopatus Mechliniensis*, II, p. 115.

Dans les commencements, le couvent de Grand-Bigard était soumis à l'abbaye d'Afflighem ; il fut soustrait à cette juridiction par une charte de l'évêque de Cambrai en date du 14 décembre 1245. Pendant longtemps il resta prieuré ; ce ne fut qu'en 1548 qu'il reçut le titre et les privilèges d'abbaye.

On lui a donné le nom de Grand-Bigard pour le distinguer du prieuré du Petit-Bigard sous Leeuw-Saint-Pierre.

Voyez au sujet de Grand-Bigard : 1° Van Gestel, *Historia archiepiscopatus Mechliniensis*, II, p. 115; 2° Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles*, I, p. 366.

I.

Le souverain pontife Innocent IV confirme les possessions et les privilèges du prieuré de Bigard.

26 juin 1245.

Innocentius episcopus seruus seruorum dei : Dilectis in christo filiabus. '.priorisse monasterij de bigardis cameracensis diocesis eiusque sororibus tam presentibus quam futuris regularem uitam professis In perpetuum | Religiosam uitam eligentibus apostolicum conuenit adesse presidium, ne forte cuiuslibet temeritatis incursus aut eas a proposito reuocet, aut robur quod absit sacre religionis eneruet. Ea propter dilecte in christo filie uestris | iustis postulationibus clementer annuimus, et Monasterium sancti Petri de Bigardis in quo diuino estis obsequio mancipate sub beati Petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti priuilegio commu- | nimus. In primis siquidem statuentes ut ordo monasticus qui secundum deum et beati Benedicti regulam in eodem loco institutus esse dinoscitur perpetuis ibidem temporibus inuiolabiliter obseruetur. Pre- | terea quascumque possessiones quecumque bona idem Monasterium impresentiarum iuste et canonice possidet, aut in futurum concessione Pontificum, largitione Regum vel Principum, oblatione fidelium, seu alijs iustis | modis prestante domino poterit adipisci firma uobis et hijs que uobis successerint et illibata permaneant. In quibus hec proprijs duximus exprimenda uocabulis. Locum ipsum in quo prefatam Monasterium si- | tum est cum omnibus pertinentijs suis. Curiam in Anscelier cum pertinentijs suis. In Noten et Wachghengheem Curias cum pertinentijs earumdem. cum pratis uineis terris, nemoribus, usuagijs, pascuis,

in bosco et | plano, in aquis et molendinis, in uijs et semitis, et omnibus alijs libertatibus et immunitatibus suis : Sane noualium uestrorum que proprijs sumptibus colitis de quibus aliquis hactenus non per- | cepit siue de uestrorum animalium nutrimentis, nullus a uobis decimas exigere uel extorquere presumat. Benedictiones uero monialium ordinationes Capellanorum uestrorum qui ad sacros fuerint | ordines promovendi, a diocesano Episcopo sine prauitate aliqua uobis uolumus exhiberi. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus, ut eorum deuotioni et extreme uoluntati qui se illic sepeliri deliberauerint | nisi forte excommunicati uel interdicti sint aut etiam publice usurarij nullus obsistat. Salua tamen iustitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Obeunte uero te nunc eiusdem loci | priorissa uel earum aliqua que tibi successerit, nulla ibi qualibet subreptionis astutia seu uiolentia preponatur, nisi quam sorores communi consensu uel eorum maior pars consilij sanioris secundum dei | timorem et beati Benedicti regulam prouiderint eligendam. Ad hec liberas et absolutas personas e seculo fugientes liceat uobis ad conuersionem recipere, et eas absque contradictione aliqua reti- | nere. Nulli quoque post factam in eodem loco professionem licitum sit sine priorisse sue licentia de Monasterio uestro nisi artioris religionis obtentu discedere. Discedentem uero absque | communium litterarum uestrarum cautione nullus audeat retinere. Preterea cum commune interdictum terre fuerit liceat uobis clausis ianuis, exclusis excommunicatis et interdictis non pulsatis | campanis dummodo causam non dederitis interdicto suppressa uoce diuina officia celebrare. Libertates quoque et immunitates a predecessoribus nostris Romanis Pontificibus Monasterio uestro concessas nec non | libertates et exemptiones secularium exactionum a Regibus et Principibus uel alijs fidelibus rationabiliter uobis indultas, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti priuilegio com- | munimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum Monasterium temere perturbare, aut eius possessiones auferre uel ablatas retinere, minuere,

seu quibuslibet uexa- | tionibus fatigare, sed omnia integra conseruentur earum pro quarum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura. Salua sedis apostolice auctoritate | et diocesani Episcopi canonica iustitia. Siqua igitur in futurum ecclesiastica secularisue persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere uenire tempta- | uerit, secundo tertioue commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat dignitate, reamque se diuino iudicio existere | de perpetrata iniquitate cognoscat et a sacratissimo corpore ac sanguine dei et domini redemptoris nostri Jhesu christi aliena fiat, atque in extremo examine districte subiaceat ultioni. | Cunctis autem eidem loco sua iura seruantibus sit pax domini nostri Jhesu christi. quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum iudicem premia eterne pacis inueniant. Amen. Amen ∴

Rota avec la légende : † *Notas michi fac domine uias uite.*	Ego Innocentius catholice ecclesie episcopus subscripsi	Monogramme BENE VALETE.

† Ego Oto Portuensis et sancte Rufine episcopus subscripsi.

† Ego Petrus Albanensis episcopus subscripsi.

† Ego Willelmus Sabinensis episcopus subscripsi.

† Ego Petrus tituli sancti Marcelli presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego Willelmus basilice duodecim apostolorum presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego frater Johannes tituli sancti Laurentii in lucina presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego frater Hugo tituli sancte Sabine presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego Octauianus sancte marie in uia lata diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Petrus sancti Georgii ad uelum aureum diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Johannes sancti Nicolai in carcere tulliano diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Willelmus sancti Eustachij diaconus cardinalis subscripsi. (1)

Dat. Lugduni per manum magistri Marini sancte Romane ecclesie vicecancellarij . vi. kalendas Julij. Incarnationis dominice anno . m°. cc°. xlv°. Indictione . iij. Pontificatus uero donni INNOCENTIJ pape Quarti anno secundo.

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb avec la légende INNOCENTIVS. PP. IIII., pendant à des lacs de soie rouge et verte.

II.

Le pape Alexandre IV délègue le doyen de Cambrai pour examiner les plaintes que les religieuses de Bigard avaient adressées au Saint-Siège au sujet des agissements du doyen de Bruxelles et de plusieurs autres personnes contre leur prieuré.

11 août 1257.

Alexander episcopus seruus seruorum dei. Dilecto filio . . Decano Cameracensi Salutem | et apostolicam benedictionem. Dilecte in christo filie . . Priorissa et Conuentus Monasterij de | Bigardis ordinis sancti Benedicti nobis conquerendo monstrarunt. quod . . Decanus | christianitatis de Bruxella, Egidius dictus de Bosco laicus et quidam alij Camera- | censis Leodiensis et Traiectensis Ciuitatum et dioceseon super decimis terris quadam pecu- | nie summa redditibus possessionibus et rebus alijs iniuriantur eisdem. Ideoque discretioni | tue per apostolica scripta mandamus, quatinus

(1) Les signatures des trois cardinaux évêques se trouvent au milieu, au-dessous du nom du souverain pontife ; celles des quatre cardinaux prêtres à la gauche, et celles des quatre cardinaux diacres à la droite du lecteur.

partibus conuocatis audias causam et appellatione | remota debito fine decidas. faciens quod decreueris per censuram ecclesiasticam | firmiter obseruari. Testes autem qui fuerint nominati si se gratia odio uel timore sub- | traxerint censura simili appellatione cessante compellas ueritati testimonium perhibere. | Dat. Viterbij iij Idus Augusti Pontificatus nostri anno Tertio.

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb avec la légende : ALEXANDER. pp. IIII., pendant à une corde de chanvre.

III.

Le pape Alexandre IV dénonce comme fausses des lettres apostoliques, fabriquées sous son nom, et qu'un certain Goswin d'Erpe avait fait valoir contre les religieuses de Bigard.

La bulle du pape Alexandre IV que nous donnons ci-dessous présente un grand intérêt pour l'histoire de la fabrication des faux documents au moyen âge. Le but que les faussaires se proposaient étaient souvent, comme dans le cas présent, de s'arroger des droits qu'ils ne possédaient pas. Le souverain pontife dénonce comme fausse une bulle fabriquée sous son nom et qu'un certain Goswin d'Erpe avait exhibée dans un différend qui avait surgi entre lui et le couvent de Bigard, au sujet de la possession d'une dîme. Si c'est de cette bulle d'Alexandre IV que M. Wauters entend parler, lorsqu'il écrit dans son *Histoire des environs de Bruxelles*, I, p. 369 : « Alexandre IV, après avoir ordonné au doyen de Cambrai de veiller à ce que cette dîme restât au monastère (1256), scella des bulles contraires qu'il déclare ensuite subreptices », nous ferons remar-

quer que, dans cette hypothèse, la dernière partie de son assertion n'est pas conforme à la vérité, puisque Alexandre déclare explicitement que la bulle colportée sous son nom n'émane pas de lui, mais est fausse et apocryphe.

11 janvier 1261.

Alexander episcopus seruus seruorum dei . venerabili fratri.. Episcopo Tornacensi Salutem et apostolicam benedictionem. Jnspecto transcripto litterarum quas sub nomine nostro confectas | Gossuinus de Erpe laicus Cameracensis diocesis contra . . Priorissam et Conuentum de Bigardis ordinis sancti Benedictj super quadam decima ad.. Scolasticum ec- | clesie sancti Petri Traiectensis dicitur reportasse, si littere ipse transcripto concordant eidem, eas constat liquido esse falsas, transcriptum quarum tale est. Alexander | episcopus seruus seruorum dei. Dilecto filio.. Scolastico ecclesie sancti Petri Traiectensis Salutem et apostolicam benedictionem. Sua nobis Gossuinus natus Gossuini de Erpe militis | Cameracensis diocesis et eius Tutor petitione monstrarunt, quod cum inter ipsos ex una parte, et . . Priorissam et Conuentum de Bigardis ordinis sancti Benedicti | predicte diocesis ex altera, super quadam decima coram . . Officiali Cameracensi non ex delegatione apostolica questio uerteretur, idem Officialis perperam | in causa procedens, contra dictum Gossuinum et eius tutorem diffinitiuam sententiam promulgauit, a qua ipsi ad Curiam Remensem appella | runt: dicte uero Curie Remensis . . Officialis perperam in eadem causa procedens, contra predictum Gossuinum et eius tutorem, iniquam | interlocutoriam pronuntiauit, a qua etiam ipsi nostram audientiam appellarunt. Ideoque discretioni tue per apostolica scripta mandamus | quatinus legittime in appellationis causa procedens, sententiam ipsam confirmare uel infirmare appellatione remota procures sicut de iure | fuerit faciendum. Dat. Anagnie vj kalendas Maij. Pontificatus nostri anno Sexto. Ne igitur falsariorum culpa remaneat

impunita, fraternitatj | tue per apostolica scripta mandamus, quatinus litteras ipsas tibi faciens exhiberi, detentores ad exhibitionem earum si necesse fuerit per censuram eccle-sia | sticam appellatione postposita compellendo : si eas tales inueneris quale est transcriptum predictum, easdem nunties esse falsas, et reuoces in irritum quic- | quid est illarum occasione presumptum, fabricatorem autem earum et quoslibet quos scienter illis usos esse constiterit, iuxta constitutionem contra falsarios editam | appellatione remota castiges. Dat. Laterani iij Idus Januarii Pontificatus nostri anno Septimo.·.,

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb avec la légende : ALEXANDER. PP. IIII., pendant à une corde de chanvre.

IV.

Le pape Grégoire X enjoint au prévôt de Sainte-Gertrude, à Louvain, de poursuivre ceux qui détiennent injustement les biens du prieuré de Bigard.

28 janvier 1273.

Gregorius episcopus seruus seruorum dej. Dilecto filio . . Preposito ecclesie sancte Gertrudis in louanio leodiensis diocesis, Salutem et apostolicam benedictionem. | Dilecte in christo filie . . Priorissa et Conuentus Monasterij de Bigardis, ordinis sancti Benedicti, Cameracensis diocesis nobis significare cu | rarunt . quod nonnulli iniquitatis filii. quos prorsus ignorant, diuersos redditus, census, decimas, et alia iura, que ipsis Prio- | risse et Conuentui prestare tenentur, necnon possessiones, terras, domos, uineas, ortos, curtes, Casalia, et quedam alia bona | ad Monasterium ipsum spectantia, malitiose occultarunt, et occulte detinere presumunt, non curantes ea dicto monasterio exhi- | bere. super quo eedem Priorissa et Conuentus prouideri sibi et eidem Monasterio per sedem apostolicam humiliter postularunt. Quocir- | ca discretioni tue per apostolica scripta mandamus. quatinus

omnes huiusmodi occultos detentores reddituum, censuum, decimarum, possessionum | et aliorum bonorum predictorum publice in ecclesijs coram populo per te uel per alium moneas ut infra competentem terminum a te prefigendum | eisdem, decimas, et alia predicta a se debita manifestent, et de hijs dictis Priorisse et Conuentui plenariam satisfactionem impendant | necnon possessiones, et alia bona predicta restituant Monasterio memorato. Alioquin extunc in eos nisi infra alium terminum peremp- | torium competentem, quem eis ad hoc duxeris prefigendum, monitis tuis paruerint in hac parte generalem excommunicationis sententiam pro- | feras, et eam facias ubi, et quando expedire uideris, usque ad satisfactionem condignam sollempniter publicari. Dat. Lugdunj. | v. kalendas februarii. Pontificatus nostri anno secundo;

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb avec la légende : GREGORIUS. PP . X⁹, pendant à une corde de chanvre.

V.

Le pape Grégoire X enjoint au prévôt de Sainte-Gertrude, à Louvain, d'obliger au payement des baux et des rentes les ecclésiastiques et les laïques qui ont en accense les biens et les rentes du prieuré de Bigard.

28 janvier 1273.

Gregorius episcopus seruus seruorum dej. Dilecto filio . . Preposito ecclesie sancte Gertrudis in louanio leodiensis diocesis, Salutem et apostolicam | benedictionem. Insinuarunt nobis dilecte in christo filie . . Priorissa et Conuentus Monasterij de Bigardis ordinis sancti Benedicti. quod non- | nulli clerici et laici. Cameracensis. Leodiensis. et Traiectensis. Ciuitatum et dioceseon, qui terras, domos, possessiones. et alia bona immobilia sub | annuo censu, uel redditu, a Monasterio ipso tenent, censum, seu redditum ipsum,

dictis Priorisse et Conuentui exhibere non | curant, quamquam ijdem clerici et laici, terras, domos, possessiones, et alia bona huiusmodi pacifice possideant et quiete, ac | fructus cum integritate percipiant eorundem .. propter quod dictis Priorisse. et Conuentui. ac Monasterio imminet non | modicum detrimentum. Quare eedem Priorissa et Conuentus nobis humiliter supplicarunt, ut de oportuno sibi super hoc re- | medio prouidere paterna diligentia curaremus. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus si est ita dictos clericos | et laicos, quod censum seu redditum memoratum, predictis Priorisse et Conuentui exhibeant integre ut tenentur moni- | tione premissa per censuram ecclesiasticam, appellatione remota preuia ratione compellas. Testes autem qui fuerint nomi- | nati si se gratia odio uel timore subtraxerint per censuram eandem appellatione cessante compellas ueritati testimonium | perhibere. Dat. Lugduni . v. kalendas februarii. Pontificatus nostri anno Secundo;

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb, avec la légende : GREGORIVS. PP . X°., pendant à une corde de chanvre.

VI.

Pierre, évêque de Cambrai, transfère la fête de la dédicace de l'église au dimanche qui suit la fête de Saint-Mathieu.

26 mars 1353 ou 1354 (1).

Vniversis presentes litteras inspecturis. Petrus dei gratia Cameracensis Episcopus salutem in domino.. Notum facimus

(1) L'année 1353 du style gallican ou ancien style s'étend du 23 mars 1353 (Pâques, le 24 mars) au 12 avril 1354 (Pâques, le 13 mars); elle a donc compris deux fois un 26 mars, c'est-à-dire le 26 mars 1353 (nouveau style) et le 26 mars 1354 (nouveau style). Comme l'indication *post* ou *ante pascha* manque, il faudrait, pour déterminer à quelle année, 1353 ou 1354, on doit attribuer la charte, pouvoir recourir à l'itinéraire de l'évêque pendant ces deux années.

quod nos religiosarum mulierum nobis in christo dilectarum filiarum Priorisse et Conuentus Monasterij de Magno Bigardis nostre diocesis precibus inclinati dedicationem ecclesie Monasterij predicti in die festi beati Mathei Evangeliste hactenus celebratam, ex certis et justis causis que nos ad hoc mouere poterant, et debebant, ad dominicam dictum festum beati Mathei proxime et immediate sequentem transtulimus et tenore presentium translatamus earumdem statuentes et precipientes tenore predictam dedicationem dicta die dominica in omnibus et per omnia prout in die festi beati Mathei consueuerat venerari. In quorum testimonium sigillum nostrum duximus presentibus apponendum. Datum in Monasterio predicto . xxvj^a^. die Martij. Anno domini m° ccc° liij°.

Pauonis.

Original sur parchemin.

VII.

Réforme du prieuré de Grand-Bigard par Jean, évêque de Cambrai.

8 mars 1381 (nouveau style).

Johannes dei gracia Episcopus Cameracensis.. Uniuersis presentes litteras Jnspecturis, et specialiter.. Dilectis nobis in christo Priorisse et Conuentui ecclesie de Bigardis maiori. Salutem in domino . Dudum fama publica referente, et denunciante clamore, qui sine scandalo pertransiri non potest, auribus nostris, quod dolentes referimus innotuit . quod per discordias, disccnciones, et inordinatum regimen tam priorisse, quam singularum personarum, ipsa ecclesia de Bigardis, in spiritualibus et temporalibus talem patitur defectum et ruinam notabilem, quod nisi de juris remedio celeriter sibi prouideatur ad irreparabilis ruine detrimentum brevissime deducetur. Que omnia et singula. anno dominj millesimo trecentesimo octuagesimo. mense marcij, in visitatione per nos personaliter facta, per testimonium plurium personarum ipsius eciam jnvenimus fore uera . Idcirco, nos ecclesiarum et personarum nobis subiectarum vtilitatem,

pacem, concordiam et salutem, prout nostro incombit officio pastorali, summe et cordialiter affectantes, certas ordinationes et statuta salubria conueniencia et utilia ecclesie et personis, cum magna deliberacione, et maturo consilio fecimus et ordinauimus, quorum tenor sequitur, et est talis: Jn primis. precipimus et ordinamus, quod diuinum officium nocturnum et diurnum, per personas conuentuales ipsius ecclesie iuxta consuetudinem et institutionem ipsius ordinis tractim perfecte et devote celebretur; et quod dicte persone impedimento cessante legitimo. cuius cognitionem priorisse committimus canonicis horis intersint, et interesse habeant, friuolis excusationibus quibuscunque sublatis, precipimus eciam, vt tempore quo diuinum officium celebratur, cessent fabule, murmurationes, placita. derisiones, discursus et vana colloquia, et cetera quecunque, que redundare possint in diuine maiestatis offensam. Jtem, precipimus et ordinamus, quod dicte persone in dormitorio ipsius ecclesie dormiant, et dormire habeant. nisi priorissa certis et legitimis de causis, det eis in priuatis locis vel cameris auctoritatem uel licenciam dormiendi. Precipimus eciam et volumus, quod in dormitorio silencium teneant ut ordo requirit, et se pacifice gerant, ne alijs quiescere seu dormire volentibus, moleste seu tediose existant. Et quia non solum a malo, sed ab omni specie mali abstinendum est, precipimus, vt de cetero ipse moniales non recipiant hospites uel aliquas personas, sine speciali licencia priorisse, de quibus sit suspictio, in priuatis locis siue cameris, sed in hospitulario hospicio, seu communj ab antiquo, ad tales vsus ordinato et deputato.. Jtem precipimus et ordinamus, quod predicte persone ab insolencijs, lasciuijs pompis, vestimentis et curiositatibus vestimentorum ordinj ipsarum et vsui antiquo contrarijs, et ceteris quibuscunque, que oculos diuine maiestatis offendere possunt, omnino abstineant et desistant vt ab hijs, qui foris sunt, bonum et laudabile testimonium habeant, et de jnteriori vita et moribus vehememencius *(sic)* presumatur.. Jtem precipimus et ordinamus, quod predicte persone, in licitis et honestis et in omnibus que tangunt

reformationem morum decenciamque status gestus et habitus priorisse sue, vt prelato ecclesie humiliter obediant, et pro excessibus seu demeritis per ipsas commissis veniam petant et se corrigibiles reddant, secundum vsum et regulas ipsius ordinis, sine rebellione et contradiccione quacunque. Jtem, quia spiritualia sine adiutorio temporali, diu stare non possunt, de assensu et consensu priorisse et sui conuentus, et ad requestam ipsarum statuimus et ordinamus, quod peccunia que in ipso prioratu vvlgariter nominatur cleder-ghelt, et omnes redditus de consuetudine ecclesie ad talem peccuniam pertinentes, cedant de cetero vsui, dispositionj et ordinationj ipsarum monialium, jniungentes et precipientes eisdem vt adiutorio alicuius receptoris vel singularis persone mediante, salubriter et ad communem profectum personarum disponant et ordinent de eisdem.. Item precipimus et ordinamus, quod priorissa, et omnes officiarij ipsius ecclesie, de receptis et expositis per eosdem, quolibet anno generaliter, et legaliter computent coram dicto conuentu toto, capitulo ad hoc eciam specialiter indicto, et copiam ipsius compoti conuentui reddant, ad finem, vt de statu ecclesie qualitateque et quantitate bonorum, et eorum situatione de villa in villam singulares persone possunt clarius et plenius informari. Jtem precipimus. vt legata et donata per deuotionem, pro obitibus, seu anniuersarijs fidelium, seu alias ad pios vsus ecclesie de Bigardis, de cetero, ad alios vsus in perpetuum non conuertantur, sed pocius reponantur et conseruentur fideliter in archa communj specialiter ad hoc deputanda quousque priorissa et eius conuentus cum maturo consilio, et iuxta mentem conferentis salubriter disposuerint, et ordinauerint de eisdem. Jtem . precipimus et ordinamus, quod singulares persone, de bonis communibus ipsius ecclesie, nichil recipiant directe, uel indirecte, publice vel occulte, vel vsibus suis applicare presumant, sine speciali et expresso mandato priorisse vel personarum per priorissam, et eius conuentum, ad hoc specialiter electarum. Jtem. precipimus et ordinamus, quod priorissa et singulares persone ipsius ecclesie, per bonum et sanum consilium solicite et concor-

diter prouideant quod ecclesia ipsorum de cetero per familiam superfluam, per cognatos uel cognatas, per hospites impertinentes, qui bono modo et sine scandalo recusari possent non habeat quomodolibet onerari vel grauari.. Hortamur vos igitur per viscera misericordie domini nostri Jhesu Christi, et nichilominus sub pena excommunicationis, et in virtute sancte obediencie vobis et vestrum cuilibet jniungimus, quatenus ordinationes nostras predictas ecclesie vestre et personis salubres et proficuas obedienter recipiatis. et easdem per caritatem, et concordiam in utroque regimine jnuiolabiliter obseruetis . alioquin inobedienciam et rebellionem vestram et premissarum ordinationum transgressores auctoritate nostra ordinaria taliter puniemus et corrigemus, vt pena vnius cedat alijs grauiter in exemplum.. Jn cuius rei testimonium nostrum sigillum presentibus litteris duximus apponendum.. Datum anno domini. millesimo. trecentesimo. octuagesimo, die octaua mensis marcij.. Vnum articulum per obliuionem et inaduertenciam superius obmissum addimus, qui talis est, quod archa communis sigilli et in qua commune sigillum reponj et custodire volumus . claudatur duabus clauibus, quarum vna per priorissam, et alia per priorissam, et alia per conuentum . uel monialem per conventum ad hoc electam custodiatur.. Precipimus insuper vt nulle littere tali sigillo sigillentur, nisi per priorissam et eius conuentum concesse fuerint et concorditer approbate. Et si in premissis ordinationibus nostris, dubia emergunt . jnterpretationj nostre reseruamus.

Sur le pli : St. de . Matheny.

Original sur parchemin.

VIII.

Le conseil de Brabant autorise les religieuses de Grand-Bigard à aliéner certaines propriétés pour subvenir à leurs besoins.

10 novembre 1586.

Alzoe juden Raide ons aldergenadichste heeren des Coninckx van Castillien van Arragon van Leon van beyden

Sicillien van Hierusalem van Portugael etc. Eertzhertochs van Oistenrycke, Hertochs van Burgundien van Lothrycke van Brabant van Limborch etc. geordineert jn desen zynen voirs. lande ende hertochdomme van Brabant, van weghen der weerdigher Abdisse ende Conventualen des godtshuys van grooten Bygaerden, der ordene van Sinte Benedictus, onder den Eertzbisdomme van Mechelen, js by requeste te kennen gegeuen, hoe dat zy om te vervullen hunne nootelycke lasten, tot onderhoudt, sustentatie en de reparatie van hunnen godtsbuyse ende bouwinghe van hunne landen, ende dieselue wederom te brenghen tot culture, ende andere pregnante redenen breeder begrepen jnde brieuen van placet ende licentie van den eerweerdighen vader in gode den Eertzbisschop van Mechelen jn date vij$_a$ Junij lxxxv[tich] ende die brieuen van octroye zynre Majesteyt daernae opten xxvj[en] Octobris jnt voirs. jaere lxxxv[tich] den supplianten verleent, hun js gepermitteert geweest huns voirs. godtshuys goeden te moghen belasten oft oyck vercoopen totter sommen toe van zeuen duysent Rinsgulden eens jnt capitael, met restrictie jnden voirs. octroye begrepen soe verre zy supplianten vuyt crachte vanden voirgaenden octroye by hun jnsgelycx verworuen jnden jaere lxxx[tich] eenighe penninghen gelicht souden hebben dat deselue cortten souden aende voirs. zeuen duysent Rinsgulden. Op welcke voirs. restrictie die supplianten by versuemenisse ende jnaduertentie noyt geleth hebbende, maer ter goeder trouwen procederende eude meynende hunne voirs. goeden te moghen belasten oft vercoopen tot die voirs. zeuen duysent Rinsgulden eens, bouen die penninghen by hun te voeren gelicht, volgende de consente gegeuen by den voirs. Eertzbisschop van Mechelen simpliciter tot die zeuen duysent Rinsgulden toe, soe hebben zy daerenboven noch vercocht gehadt zekere andere goeden ende onder andere een cleyne heerlyckheyt oft heerlycken chyns hun competerende jn Laecken, die metten vuytganck vander bernender keerssen gebleuen js als hoochste verdierder aen Huybrecht van Mastraten voer die somme van iij[c] xlv Rinsgulden xiij stuyvers j pleck daer

jnne begrepen die hooghen, ende noch thien bunderen ende lx[tich] roeden lants eussels (1) ende beempts geleghen jn diuersche stucken jnde prochie van Woluerthum, denseluen Mastraten jnsgelycx gebleuen voer die somme van zeuen hondert xxiiij[tich] Rinsgulden daerjnne oyck begrepen die hooghen, tsamen vuytbringende duysent lxix Rinsgulden xiij stuyvers 1 pleck. Welcke voirs. partyen van goeden ouermits der nyet voldoeninghe des voers. Huybrechts van Mastraten zyn hervercocht geweest en de gebleuen metten vuytganck vander bernender keerssen, te weten die voirs. heerlicheyt aen Jannen Van Roo Meyer jn Woluerthum, ende die voers. thien bunderen lx roeden lants etc. aen Jannen Maeters tsamen voer de somme van vij[c] xciiij Rinsgulden, ende alzoe min dan het capitael vande voergaende vercoopinghen ij[c] lxxv Rinsgulden xiij stuyvers 1 pleck, ter causen vande welcken ende voer tverhael van dyen zy supplianten teghen den voirs. Mastraten jn proces zyn. Welcken aengesien ende dat die supplianten hunne schulden ende andere lasten mette voirs. zeuen duysent Rinsgulden (latende noch staen die penninghen by hun te voeren by vercoopinghe oft belastinghe van andere goeden geproffiteert ende daerjnne geschoten) nyet en hebben cunnen becommen, ende dat zy bouen andere extraordinarise lasten ende noottruften wekelyck moeten coopen tzy met gereeden ghelde oft op den borch, die quantiteyt van vyff zisteren roghs voer hunnen slete, zoe hebben deselue supplianten oitmoedelyck gebeden gehadt dat zynre Majesteyt soude gelieuen die voirdere vercoopinghen van hunne goeden tzy voer of nae tvoirs. leste octroy (volghende nochtans tconsent vanden voirs. jegenwoirdighen ende den voirgaenden Eertzbisschop van Mechelen gedaen) bedraghende alles jnt capitael vyff duysent twee hondert Rinsgulden te ratificeren ende approberen, ende hun te permitteren deselue te moghen effectueren, ende de coopers daerjnne goeden ende erfuen voer hoff ende heer daer ende alzoe dat behoirt voer zoe vele tzelue alnoch nyet

(1) *Eussel*, chez Kiliaen *euwsel*, pâturage.

gedaen en zy, ende daeraff te doen depescheren behoirlycke acte oft ander bescheet daertoe dienende; Onse voirs. heere die Coninck als hertoghe van Brabant, aenmerckende die redenen voere verclaert, ende besundere die groote lasten die de voirn. supplianten gedraghen hebben, ende noch daghelycx draghen moeten, geneycht weesende ter beden derseluer supplianten, heeft de voirs. voirdere vercoopinghen van hunne goeden, zoe voer als nae tvoirs. leste octroy van zyne Majesteyt volgende nochtans de consenten respectiue der voir. Eertzbisschoppen van Mechelen, by de supplianten gedaen,alles beloopende jnt capitael vyff duysent twee hondert Rinsgulden, tot meerdere verzekerheyt van hun supplianten, geratificeert ende geapprobeert, ratificeert ende approbeert by desen, hen consenterende ende permitterende dezelue vercoopingben te moghen effectueren ende de coopers van de voers. goeden daerjnne gueden ende erffuen voer heer ende hoff daer ende alzoe dat behoiren zal, voer zoe vele tselue alnoch nyet gedaen en zy, nyettegenstaende der clausen oft restrictien jnden voirs. octroye ende hier voere breeder verhaelt. Derwelcker zyne Majesteyt vuyten voirs. redenen heeft gederogeert ende derogeert oyck by desen, ontbiedende ende beuelende daerom mynre heeren den Cancellier ende luyden van zynre voirs. Raide jn Brabant, ende allen anderen zynen ende zynder vassallen oft der smaelre heeren rechteren justicieren officieren dieneren ende ondersaten van zynre voirs. lande van Brabant dyen dat eenichssins aengaen mach ende elcken van hen besunder, dat zy de voirs. supplianten, met oyck de coopers vanden voirs. goeden van deser jegenwoirdigher ratificatien approbatien ende consente jnder vueghen ende manieren voerscreuen ende opte andere conditien jnden voirs. octroye begrepen doen laeten ende gedooghen peyselyck ende vredelyck genyeten ende gebruycken cesserende alle beletten ter contrarien. Want zynre Majesteyts geliefs sulck is. Gedaen jnden voirs. Raide van Brabant den thiensten dach van Nouember int jaer ons heren duysent vyffhondert zessentachtich. H. Facuwez *avec paraphe.*

Original sur parchemin.

IX.

Jean Hauchin, archevêque de Malines, autorise les religieuses de Grand-Bigard à aliéner certaines propriétés pour subvenir à leurs besoins les plus pressants.

24 mars 1587.

Johannes Hauchinus dei et sanctæ sedis apostolicæ gratia Archiepiscopus Mechliniensis etc. Vniuersis et singulis presentes litteras visuris, lecturis pariter et audituris Salutem in Domino. Notum facimus quod nos attenta maxima et extrema necessitate in qua dilecte nobis in Christo Abbatissa et Sanctimoniales monasterij de magnis Bigardis ordinis sancti Benedicti nostre diocesis, nobisque ordinario jure immediate subiectæ ob temporis malitiam jmpresentiarum notorie constitutæ reperiantur, eisdem Abbatisse et Conuentui, ne inedia pereant seu eadem causante se ab inuicem separent, aut creditorum prosecutionibus obruantur, ad ipsarum humilem nobis porrectam supplicationem, et instantiam, vt vltra licentias alienandi, sive vendendi, aut oppignorandi certa earum bona dudum per nos ipsis concessas, nonnulla alia bona hereditaria siue paruas terre petias plus offerenti diuendere, et jmperpetuum alienare de consensu tamen et auisamento dilecti nobis in Christo Officialis Curiæ nostræ Bruxellensis vsque ad sommam mille ducentorum florenorum Renensium communium semel, ac emptorem seu emptores eorundem bonorum coram lege laica seu alibi ubi opus fuerit per se vel suos ad hoc legittime constitutos procuratores (quos ad hoc auctoritate nostra ordinaria specialiter auctorizamus) jnuestire, et jnheredare seu investiri, et inheredari facere possint et valeant eadem auctoritate licentiam et consensum concessimus, et concedimus per presentes. Et vlterius attenta earum extrema necessitate predicta de qua nobis satis ex visitatione, et inspectione earum computuum et rationum constitit venditionem et alienationem sub tamen nostro beneplacito certi prati magnitudinis quinque journalium siti sub parrochia de Woluer-

them pro pretio centum viginti quinque florenorum similium die decima sexta huius mensis ex auisamento prefati nostri Officialis, necnon cuiusdam alterius villæ magnitudinis trium journalium sitæ sub Capella sancti Vlrici pro pretio nonaginta sex florenorum similium respective factas et jnde secuta quæcunque eadem auctoritate nostra approbandum duximus et confirmandum prout etiam approbamus et confirmamus per presentes supplentes omnes et singulos tam juris quam facti defectus si qui interuenerint in eisdem. Volumus autem ut pecuniæ ex huiusmodi venditione et alienatione prouenientes de consensu et auisamento eiusdem Officialis nostri exponantur et applicentur. Jn cuius rei fidem presentes litteras exinde fieri et per Secretarium nostrum infrascriptum subsignari sigillique nostri iussimus et fecimus appensione communiri. Datum et actum Bruxellæ dictæ nostræ diocesis Anno Domini millesimo quingentesimo octuagesimo septimo mensis martij die vigesimaquarta.

De mandato Reverendissimi Domini Archiepiscopi prefati

Sig. Lentrensis.

Original sur parchemin.

X.

Lettres patentes octroyées à l'abbaye de Grand-Bigard par les Archiducs Albert et Isabelle pour la nomination de l'abbesse Anne d'Ittre.

18 avril 1601.

Albert, ende Isabel Clara Eugenia Jnfante van Spaignen byder gratie Gods Eertshertoghen van Oistenryck, Hertoghen van Bourgondien, van Lothryck, van Brabant, van Limburch, van Luxemburch, ende van Gelre, Grauen van Habsburch, van Vlaendren, van Artois, van Bourgondien, van Tirol, Palsgraven ende van Henegouw, van Hollandt, van Zeelandt, van Namen, ende van Zutphen, Marcgrauen des heylicher Rycx van Roome, Heere ende Vrouwe van Vrieslandt, van Salins, van Mechelen, vande Stadt, Steden, ende Lande van

Utrecht, van Oueryssel en van Groeninghe, den religieusen persoonen onsen lieuen ende beminden, die priorinne, religieusen ende conuent vande Abdye van Ste Vivina van Grooten Bygaerden der ordene van Ste Benedictus by dese stadt van Brussele, jn onsen Lande ende Hertochdomme van Brabant Saluyt ende Dilectie. Alzoo ous als souveraine princen van deze onse Nederlanden toestaet ende toebehoort alle goede ende neerstighe sorghe ende toesicht te nemen ende draghen, dat die Prelaturen, Abdyen, Proessdyen, Dekenyen, Prioryen ende andere geestelycke Digniteyten jnde zelue onse landen versien wierden van goede ende catholicke persoonen, wesende van goeden ende exemplaer leuen ende conuersatie, besunderlyck om de zelve jn desen jegenwoerdighen sorchlycken ende periculosen tyt te onderhouden ende bewaeren jn onse goede ende kerstelycke catholycke Religie; Ende want by Indult appostolicq, ende anderssints ons oock toebehoort ende wy recht hebben tot sulcke Prelaturen, Abdyen, ende andere digniteyten als die commen te vacheren jn dese onse voirs. Landen te nomineren, versien ende stellen bequame persoonen ons oyck aangenaem wesende Doen te wetene dat alzoe ouermidts d'afflyuicheyt van wylen vrouwe Cathelyne Vander Straeten uwer leste Abdisse, de zelve Prelature ende Abdye jegenwoerdelyck openstaet ende vaceert, nae d'jnformatie die wy hebben doen nemen by commissarissen daertoe by ons expresselyck gedeputeert opde qualiteyt, bequaemheyt, nuthcyt, leuen ende conuersatie vande religieusen aldaer, ende dat des achtervolgende ons onder andere rapport js gedaen van t'goet, religieux, ende catholicq leuen, ende bequaemheyt van Jouffrouwe Anna d'Ittre religieuse vande zelve Abdye; Wy u consenteerende versuecken by dezen dat ghy procederende totter Electie vande nyeuwe uwer toecomende Abdisse, daertoe noempt, ende kiest die voirs. Jouffrouwe Anna d'Ittre, als persoon daertoe bequaem ende ons aengenaem zynde, de welcke wy oock consenteren ende toelaeten by desen daerop te mogen verweruen van onsen heylighen Vader den Paus, vanden Bisschop diocesan ordinaris, oft

andere superieur, sulcke bullen appostolicque, oft prouisie van confirmatie als van noode zal wesen, ende die zelve stellen, oft doen stellen tot behoorlycke executie, ende voorts nemen ende aenveerden die reele ende actuele possessie ende gebruyckenisse der voors. Abdye van grooten Bygaerden, mitsgaders vande vruchten, proffyten ende andere rechten daertoe staende ende behoorende, om dezelve Abdye te houden, regeren ende administreren soo jnt geestelyck als jnt weerlyck, sonder daeromme eenichssins te misbruycken, daerjnne geobserueert de solemniteyten jn sulcken saecke gewoonlyck, sonder gehouden te zyn te nemen andere onse brieven dan dese jegenwoerdige. Ontbieden daeromme ende beuelen onsen lieuen ende getrouwen die Cancelier ende luyden van onsen Rade jn Brabant, ende allen anderen onsen rechteren, justicieren ende officieren, dien dit sal oft mach aengaen, dat zy v in tgene voirs. js alle bystandt ende assistentie doen ende bewyzen, jndyen zulcx van noode waere, ende voorts van dese onse jegenwoerdige gratie, nominatie, ende prouisie doen, laeten ende gedooghen, de voirs. Jouffvrouwe Anna d'Ittre, rustelyck, vredelyck, ende volcommelyck genieten ende gebruycken, sonder daerjnne te doen, oft laeten geschieden eenich hinder, letsel, oft moyenisse ter contrarien jn eeniger manieren. Want ons alzoe gelieft. Gegheven jn onse stede van Brussele den achttiensten dach van april int jaer ons Heren sesthien hondert ende een.

By de Eertsherthogen, enz.

A: De La Loi, *avec paraphe.*

---

pacem, concordiam et salutem, prout nostro incombit officio pastorali, summe et cordialiter affectantes, certas ordinationes et statuta salubria conueniencia et utilia ecclesie et personis, cum magna deliberacione, et maturo consilio fecimus et ordinauimus, quorum tenor sequitur, et est talis: Jn primis. precipimus et ordinamus, quod diuinum officium nocturnum et diurnum, per personas conuentuales ipsius ecclesie iuxta consuetudinem et institutionem ipsius ordinis tractim perfecte et devote celebretur; et quod dicte persone impedimento cessante legitimo. cuius cognitionem priorisse committimus canonicis horis intersint, et interesse habeant, friuolis excusationibus quibuscunque sublatis, precipimus eciam, vt tempore quo diuinum officium celebratur, cessent fabule, murmurationes, placita. derisiones, discursus et vana colloquia, et cetera quecunque, que redundare possint in diuine maiestatis offensam. Jtem, precipimus et ordinamus, quod dicte persone in dormitorio ipsius ecclesie dormiant, et dormire habeant. nisi priorissa certis et legitimis de causis, det eis in priuatis locis vel cameris auctoritatem uel licenciam dormiendi. Precipimus eciam et volumus, quod in dormitorio silencium teneant ut ordo requirit, et se pacifice gerant, ne alijs quiescere seu dormire volentibus, moleste seu tediose existant. Et quia non solum a malo, sed ab omni specie mali abstinendum est, precipimus, vt de cetero ipse moniales non recipiant hospites uel aliquas personas, sine speciali licencia priorisse, de quibus sit suspictio, in priuatis locis siue cameris, sed in hospitulario hospicio, seu communj ab antiquo, ad tales vsus ordinato et deputato.. Jtem precipimus et ordinamus, quod predicte persone ab insolencijs, lasciuijs pompis, vestimentis et curiositatibus vestimentorum ordinj ipsarum et vsui antiquo contrarijs, et ceteris quibuscunque, que oculos diuine maiestatis offendere possunt, omnino abstineant et desistant vt ab hijs, qui foris sunt, bonum et laudabile testimonium habeant, et de juteriori vita et moribus vehememencius *(sic)* presumatur.. Jtem precipimus et ordinamus, quod predicte persone, in licitis et honestis et in omnibus que tangunt

reformationem morum decenciamque status gestus et habitus priorisse sue, vt prelato ecclesie humiliter obediant, et pro excessibus seu demeritis per ipsas commissis veniam petant et se corrigibiles reddant, secundum vsum et regulas ipsius ordinis, sine rebellione et contradiccione quacunque. Jtem, quia spiritualia sine adiutorio temporali, diu stare non possunt, de assensu et consensu priorisse et sui conuentus, et ad requestam ipsarum statuimus et ordinamus, quod peccunia que in ipso prioratu vvlgariter nominatur cledergheit, et omnes redditus de consuetudine ecclesie ad talem peccuniam pertinentes, cedant de cetero vsui, dispositionj et ordinationj ipsarum monialium, jniungentes et precipientes eisdem vt adiutorio alicuius receptoris vel singularis persone mediante, salubriter et ad communem profectum personarum disponant et ordinent de eisdem.. Item precipimus et ordinamus, quod priorissa, et omnes officiarij ipsius ecclesie, de receptis et expositis per eosdem, quolibet anno generaliter, et legaliter computent coram dicto conuentu toto, capitulo ad hoc eciam specialiter indicto, et copiam ipsius compoti conuentui reddant, ad finem, vt de statu ecclesie qualitateque et quantitate bonorum, et eorum situatione de villa in villam singulares persone possunt clarius et plenius informari. Jtem precipimus. vt legata et donata per deuotionem, pro obitibus, seu anniuersarijs fidelium, seu alias ad pios vsus ecclesie de Bigardis, de cetero, ad alios vsus in perpetuum non conuertantur, sed pocius reponantur et conseruentur fideliter in archa communj specialiter ad hoc deputanda quousque priorissa et eius conuentus cum maturo consilio, et iuxta mentem conferentis salubriter disposuerint, et ordinauerint de eisdem. Jtem . precipimus et ordinamus, quod singulares persone, de bonis communibus ipsius ecclesie, nichil recipiant directe, uel indirecte, publice vel occulte, vel vsibus suis applicare presumant, sine speciali et expresso mandato priorisse vel personarum per priorissam, et eius conuentum, ad hoc specialiter electarum. Jtem. precipimus et ordinamus, quod priorissa et singulares persone ipsius ecclesie, per bonum et sanum consilium solicite et concor-

diter prouideant quod ecclesia ipsorum de cetero per familiam superfluam, per cognatos uel cognatas, per hospites impertinentes, qui bono modo et sine scandalo recusari possent non habeat quomodolibet onerari vel grauari.. Hortamur vos igitur per viscera misericordie domini nostri Jhesu Christi, et nichilominus sub pena excommunicationis, et in virtute sancte obediencie vobis et vestrum cuilibet jniungimus, quatenus ordinationes nostras predictas ecclesie vestre et personis salubres et proficuas obedienter recipiatis, et easdem per caritatem, et concordiam in utroque regimine jnuiolabiliter obseruetis . alioquin inobedienciam et rebellionem vestram et premissarum ordinationum transgressores auctoritate nostra ordinaria taliter puniemus et corrigemus, vt pena vnius cedat alijs grauiter in exemplum.. Jn cuius rei testimonium nostrum sigillum presentibus litteris duximus apponendum.. Datum anno domini. millesimo. trecentesimo. octuagesimo, die octaua mensis marcij.. Vnum articulum per obliuionem et inaduertenciam superius obmissum addimus, qui talis est, quod archa communis sigilli et in qua commune sigillum reponj et custodire volumus . claudatur duabus clauibus, quarum vna per priorissam, et alia per priorissam, et alia per conuentum . uel monialem per conuentum ad hoc electam custodiatur.. Precipimus insuper vt nulle littere tali sigillo sigillentur, nisi per priorissam et eius conuentum concesse fuerint et concorditer approbate. Et si in premissis ordinationibus nostris, dubia emergunt . jnterpretationj nostre reseruamus.

Sur le pli : St. de . Matheny.

Original sur parchemin.

VIII.

Le conseil de Brabant autorise les religieuses de Grand-Bigard à aliéner certaines propriétés pour subvenir à leurs besoins.

10 novembre 1586.

Alzoe jnden Raide ons aldergenadichste heeren des Coninckx van Castillien van Arragon van Leon van beyden

Sicillien van Hierusalem van Portugael etc. Eertzhertochs van Oistenrycke, Hertochs van Burgundien van Lothrycke van Brabant van Limborch etc. geordineert jn desen zynen voirs. lande ende hertochdomme van Brabant, van weghen der weerdigher Abdisse ende Conventualen des godtshuys van grooten Bygaerden, der ordene van Sinte Benedictus, onder den Eertzbisdomme van Mechelen, js by requeste te kennen gegeuen, hoe dat zy om te vervullen hunne nootelycke lasten, tot onderhoudt, sustentatie en de reparatie van hunnen godtsbuyse ende bouwinghe van hunne landen, ende dieselue wederom te brenghen tot culture, ende andere pregnante redenen breeder begrepen jnde brieuen van placet ende licentie van den eerweerdighen vader in gode den Eertzbisschop van Mechelen jn date vij$_a$ Junij lxxxv^{tich} ende die brieuen van octroye zynre Majesteyt daernae opten xxvj^{en} Octobris jnt voirs. jaere lxxxv^{tich} den supplianten verleent, hun js gepermitteert geweest huns voirs. godtshuys goeden te moghen belasten oft oyck vercoopen totter sommen toe van zeuen duysent Rinsgulden eens jnt capitael, met restrictie jnden voirs. octroye begrepen soe verre zy supplianten vuyt crachte vanden voirgaenden octroye by hun jnsgelycx verworuen jnden jaere lxxx^{tich} eenighe penninghen gelicht souden hebben dat deselue cortten souden aende voirs. zeuen duysent Rinsgulden. Op welcke voirs. restrictie die supplianten by versuemenisse ende jnaduertentie noyt geleth hebbende, maer ter goeder trouwen procederende ende meynende hunne voirs. goeden te moghen belasten oft vercoopen tot die voirs. zeuen duysent Rinsgulden eens, bouen die penninghen by hun te voeren gelicht, volgende de consente gegeuen by den voirs. Eertzbisschop van Mechelen simpliciter tot die zeuen duysent Rinsgulden toe, soe hebben zy daerenboven noch vercocht gehadt zekere andere goeden ende onder andere een cleyne heerlyckheyt oft heerlycken chyns hun competerende jn Laecken, die metten vuytganck vander bernender keerssen gebleuen js als hoochste verdierder aen Huybrecht van Mastraten voer die somme van iij^c xlv Rinsgulden xiij stuyvers j pleck daer

jnne begrepen die hooghen, ende noch thien bunderen ende lxtich roeden lants eussels (1) ende beempts geleghen jn diuersche stucken jnde prochie van Woluerthum, denseluen Mastraten jnsgelycx gebleuen voer die somme van zeuen hondert xxiiijtich Rinsgulden daerjnne oyck begrepen die hooghen, tsamen vuytbringende duysent lxix Rinsgulden xiij stuyvers 1 pleck. Welcke voirs. partyen van goeden ouermits der nyet voldoeninghe des voers. Huybrechts van Mastraten zyn hervercocht geweest en de gebleuen metten vuytganck vander bernender keerssen, te weten die voirs. heerlicheyt aen Jannen Van Roo Meyer jn Woluerthum, ende die voers. thien bunderen lx roeden lants etc. aen Jannen Maeters tsamen voer de somme van vijc xciiij Rinsgulden, ende alzoe min dan het capitael vande voergaende vercoopinghen ijc lxxv Rinsgulden xiij stuyvers 1 pleck, ter causen vande welcken ende voer tverhael van dyen zy supplianten teghen den voirs. Mastraten jn proces zyn. Welcken aengesien ende dat die supplianten hunne schulden ende andere lasten mette voirs. zeuen duysent Rinsgulden (latende noch staen die penninghen by hun te voeren by vercoopinghe oft belastinghe van andere goeden geproffiteert ende daerjnne geschoten) nyet en hebben cunnen becommen, ende dat zy bouen andere extraordinarise lasten ende noottruften wekelyck moeten coopen tzy met gereeden ghelde oft op den borch, die quantiteyt van vyff zisteren roghs voer hunnen slete, zoe hebben deselue supplianten oitmoedelyck gebeden gehadt dat zynre Majesteyt soude gelieuen die voirdere vercoopinghen van hunne goeden tzy voer of nae tvoirs. leste octroy (volghende nochtans tconsent vanden voirs. jegenwoirdighen ende den voirgaenden Eertzbisschop van Mechelen gedaen) bedraghende alles jnt capitael vyff duysent twee hondert Rinsgulden te ratificeren ende approberen, ende hun te permitteren deselue te moghen effectueren, ende de coopers daerjnne goeden ende erfuen voer hoff ende heer daer ende alzoe dat behoirt voer zoe vele tzelue alnoch nyet

(1) *Eussel*, chez Kiliaen *euwsel*, pâturage.

gedaen en zy, ende daeraff te doen depescheren behoirlycke acte oft ander bescheet daertoe dienende; Onse voirs. heere die Coninck als hertoghe van Brabant, aenmerckende die redenen voere verclaert, ende besundere die groote lasten die de voirn. supplianten gedraghen hebben, ende noch daghelycx draghen moeten, geneycht weesende ter beden derseluer supplianten, heeft de voirs. voirdere vercoopinghen van hunne goeden, zoe voer als nae tvoirs. leste octroy van zyne Majesteyt volgende nochtans de consenten respectiue der voir. Eertzbisschoppen van Mechelen, by de supplianten gedaen,alles beloopende jnt capitael vyff duysent twee hondert Rinsgulden, tot meerdere verzekerheyt van hun supplianten, geratificeert ende geapprobeert, ratificeert ende approbeert by desen, hen consenterende ende permitterende dezelue vercoopinghen te moghen effectueren ende de coopers van de voers. goeden daerjnne gueden ende erffuen voer heer ende hoff daer ende alzoe dat behoiren zal, voer zoe vele tselue alnoch nyet gedaen en zy, nyettegenstaende der clausen oft restrictien jnden voirs. octroye ende hier voere breeder verhaelt. Derwelcker zyne Majesteyt vuyten voirs. redenen heeft gederogeert ende derogeert oyck by desen, ontbiedende ende beuelende daerom mynre heeren den Cancellier ende luyden van zynre voirs. Raide jn Brabant, ende allen anderen zynen ende zynder vassallen oft der smaelre heeren rechteren justicieren officieren dieneren ende ondersaten van zynre voirs. lande van Brabant dyen dat eenichssins aengaen mach ende elcken van hen besunder, dat zy de voirs. supplianten, met oyck de coopers vanden voirs. goeden van deser jegenwoirdigher ratificatien approbatien ende consente jnder vueghen ende manieren voerscreuen ende opte andere conditien jnden voirs. octroye begrepen doen laeten ende gedooghen peyselyck ende vredelyck genyeten ende gebruycken cesserende alle beletten ter contrarien. Want zynre Majesteyts geliefs sulck is. Gedaen jnden voirs. Raide van Brabant den thiensten dach van Nouember int jaer ons heren duysent vyffhondert zessentachtich. **H. Facuwez** ***avec paraphe.***

Original sur parchemin.

IX.

Jean Hauchin, archevêque de Malines, autorise les religieuses de Grand-Bigard à aliéner certaines propriétés pour subvenir à leurs besoins les plus pressants.

24 mars 1587.

Johannes Hauchinus dei et sanctæ sedis apostolicæ gratia Archiepiscopus Mechliniensis etc. Vniuersis et singulis presentes litteras visuris, lecturis pariter et audituris Salutem in Domino. Notum facimus quod nos attenta maxima et extrema necessitate in qua dilecte nobis in Christo Abbatissa et Sanctimoniales monasterij de magnis Bigardis ordinis sancti Benedicti nostre diocesis, nobisque ordinario jure immediate subiectæ ob temporis malitiam jmpresentiarum notorie constitutæ reperiantur, eisdem Abbatisse et Conuentui, ne inedia pereant seu eadem causante se ab inuicem separent, aut creditorum prosecutionibus obruantur, ad ipsarum humilem nobis porrectam supplicationem, et instantiam, vt vltra licentias alienandi, sive vendendi, aut oppignorandi certa earum bona dudum per nos ipsis concessas, nonnulla alia bona hereditaria siue paruas terre petias plus offerenti diuendere, et jmperpetuum alienare de consensu tamen et auisamento dilecti nobis in Christo Officialis Curiæ nostræ Bruxellensis vsque ad sommam mille ducentorum florenorum Renensium communium semel, ac emptorem seu emptores eorundem bonorum coram lege laica seu alibi ubi opus fuerit per se vel suos ad hoc legittime constitutos procuratores (quos ad hoc auctoritate nostra ordinaria specialiter auctorizamus) jnuestire, et jnheredare seu investiri, et inheredari facere possint et valeant eadem auctoritate licentiam et consensum concessimus, et concedimus per presentes. Et vlterius attenta earum extrema necessitate predicta de qua nobis satis ex visitatione, et inspectione earum computuum et rationum constitit venditionem et alienationem sub tamen nostro beneplacito certi prati magnitudinis quinque journalium siti sub parrochia de Woluer-

them pro pretio centum viginti quinque florenorum similium die decima sexta huius mensis ex auisamento prefati nostri Officialis, necnon cuiusdam alterius villæ magnitudinis trium journalium sitæ sub Capella sancti Vlrici pro pretio nonaginta sex florenorum similium respective factas et jnde secuta quæcunque eadem auctoritate nostra approbandum duximus et confirmandum prout etiam approbamus et confirmamus per presentes supplentes omnes et singulos tam juris quam facti defectus si qui interuenerint in eisdem. Volumus autem ut pecuniæ ex huiusmodi venditione et alienatione prouenientes de consensu et auisamento eiusdem Officialis nostri exponantur et applicentur. Jn cuius rei fidem presentes litteras exinde fieri et per Secretarium nostrum infrascriptum subsignari sigillique nostri iussimus et fecimus appensione communiri. Datum et actum Bruxellæ dictæ nostræ diocesis Anno Domini millesimo quingentesimo octuagesimo septimo mensis martij die vigesimaquarta.

De mandato Reverendissimi Domini Archiepiscopi prefati

Sig. Lentrensis.

Original sur parchemin.

X.

Lettres patentes octroyées à l'abbaye de Grand-Bigard par les Archiducs Albert et Isabelle pour la nomination de l'abbesse Anne d'Ittre.

18 avril 1601.

ALBERT, ENDE ISABEL CLARA EUGENIA JNFANTE VAN SPAIGNEN BYDER GRATIE GODS Eertshertoghen van Oistenryck, Hertoghen van Bourgondien, van Lothryck, van Brabant, van Limburch, van Luxemburch, ende van Gelre, Grauen van Habsburch, van Vlaendren, van Artois, van Bourgondien, van Tirol, Palsgraven ende van Henegouw, van Hollandt, van Zeelandt, van Namen, ende van Zutphen, Marcgrauen des heylicher Rycx van Roome, Heere ende Vrouwe van Vrieslandt, van Salins, van Mechelen, vande Stadt, Steden, ende Lande van

Utrecht, van Oueryssel en van Groeninghe, den religieusen persoonen onsen lieuen ende beminden, die priorinne, religieusen ende conuent vande Abdye van Ste Vivina van Grooten Bygaerden der ordene van Ste Benedictus by dese stadt van Brussele, jn onsen Lande ende Hertochdomme van Brabant Saluyt ende Dilectie. Alzoo ons als souveraine princen van deze onse Nederlanden toestaet ende toebehoort alle goede ende neerstighe sorghe ende toesicht te nemen ende draghen, dat die Prelaturen, Abdyen, Proessdyen, Dekenyen, Prioryen ende andere geestelycke Digniteyten jnde zelue onse landen versien wierden van goede ende catholicke persoonen, wesende van goeden ende exemplaer leuen ende conuersatie, besunderlyck om de zelve jn desen jegenwoerdighen sorchlycken ende periculosen tyt te onderhouden ende bewaeren jn onse goede ende kerstelycke catholycke Religie; Ende want by Indult appostolicq, ende anderssints ons oock toebehoort ende wy recht hebben tot sulcke Prelaturen, Abdyen, ende andere digniteyten als die commen te vacheren jn dese onse voirs. Landen te nomineren, versien ende stellen bequame persoonen ons oyck aangenaem wesende Doen te wetene dat alzoe ouermidts d'afflyuicheyt van wylen vrouwe Cathelyne Vander Straeten uwer leste Abdisse, de zelve Prelature ende Abdye jegenwoerdelyck openstaet ende vaceert, nae d'jnformatie die wy hebben doen nemen by commissarissen daertoe by ons expresselyck gedeputeert opde qualiteyt, bequaemheyt, nutheyt, leuen ende conuersatie vande religieusen aldaer, ende dat des achtervolgende ons onder andere rapport js gedaen van t'goet, religieux, ende catholicq leuen, ende bequaemheyt van Jouffrouwe Anna d'Ittre religieuse vande zelve Abdye; Wy u consenteerende versuecken by dezen dat ghy procederende totter Electie vande nyeuwe uwer toecomende Abdisse, daertoe noempt, ende kiest die voirs. Jouffrouwe Anna d'Ittre, als persoon daertoe bequaem ende ons aengenaem zynde, de welcke wy oock consenteren ende toelaeten by desen daerop te mogen verweruen van onsen heylighen Vader den Paus, vanden Bisschop diocesan ordinaris, oft

andere superieur, sulcke bullen appostolicque, oft prouisie van confirmatie als van noode zal wesen, ende die zelve stellen, oft doen stellen tot behoorlycke executie, ende voorts nemen ende aenveerden die reele ende actuele possessie ende gebruyckenisse der voors. Abdye van grooten Bygaerden, mitsgaders vande vruchteu, proffyten ende andere rechten daertoe staende ende behoorende, om dezelve Abdye te houden, regeren ende administreren soo jnt geestelyck als jnt weerlyck, sonder daeromme eenichssins te misbruycken, daerjnne geobserueert de solemniteyten jn sulcken saecke gewoonlyck, sonder gehouden te zyn te nemen andere onse brieven dan dese jegenwoerdige. Ontbieden daeromme ende beuelen onsen lieuen ende getrouwen die Cancelier ende luyden van onsen Rade jn Brabant, ende allen anderen onsen rechteren, justicieren ende officieren, dien dit sal oft mach aengaen, dat zy v in tgene voirs. js alle bystandt ende assistentie doen ende bewyzen, jndyen zulcx van noode waere, ende voorts van dese onse jegenwoerdige gratie, nominatie, ende prouisie doen, laeten ende gedooghen, de voirs. Jouffvrouwe Anna d'Ittre, rustelyck, vredelyck, ende volcommelyck genieten ende gebruycken, sonder daerjnne te doen, oft laeten geschieden eenich hinder, letsel, oft moyenisse ter contrarien jn eeniger manieren. Want ons alzoe gelieft. Gegheven jn onse stede van Brussele den achttiensten dach van april int jaer ons Heren sesthien hondert ende een.

By de Eertsherthogen, enz.

A: De La Loi, *avec paraphe.*

Bulle d'Innocent IV confirmant les possessions et les privilèges de l'abbaye bénédictine de Forest, lez Bruxelles.

Lorsque nous étudiions sur l'original les notes et les marques de chancellerie de la bulle papale confirmant les possessions et les privilèges du prieuré de Grand-Bigard, que nous avons reproduite ci-dessus, pp. 14-17, notre attention fut attirée sur une bulle semblable, de la même date, en faveur de l'abbaye de Forest lez Bruxelles, publiée, en 1880, par M. Alph. Wauters, dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 4e série, VIII, pp. 359-362.

En comparant ces deux documents, nous eûmes bientôt la conviction qu'ils étaient rédigés d'après une même formule, *paucis mutatis*. En dehors des changements nécessités par la différence même des noms des deux monastères et de leurs possessions, nous n'y constations tout d'abord que quelques inversions et l'addition, dans la bulle pour Forest, des mots *et in predictis decimis moderatione concilii generalis*, immédiatement avant l'anathème.

Toutefois, en collationnant plus minutieusement les deux textes, nous découvrîmes, dans la bulle de Forest telle qu'elle est éditée par M. Wauters, un certain nombre de variantes qui nous parurent singulières. A des mots employés d'une manière constante dans tous les actes pontificaux analogues, et formant ce que l'on peut appeler le style de la chancellerie papale, en sont substitués d'autres qui dénaturent le sens de la

phrase, si même ils ne la rendent pas inintelligible. Notre première impression fut que la bulle d'Innocent IV en faveur de l'abbaye de Forest était publiée, non d'après l'original, mais d'après un de ces cartulaires fautifs, tels que les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles nous en ont légué un si grand nombre. Aussi, quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre, par une note de l'éditeur placée à la fin du document, que le texte était extrait, non du cartulaire, mais du chartrier même de l'abbaye conservé aux archives générales du royaume, à Bruxelles. Nous avons profité de la première visite que nous fîmes à ce riche dépôt, pour demander communication du carton n° 2190, *Établissements religieux*, qui renferme quelques chartes de Forest, et nous y avons trouvé l'original de la bulle en question. En collationnant sur l'original le texte publié nous avons constaté un nombre suffisant d'erreurs, pour que nous ne jugions pas inutile de reproduire ici la bulle en entier.

Voici les principales erreurs que nous avons relevées. M. Wauters donne : a) *sue religionis*, au lieu de *sacre religionis ;* — b) *personas a seculo fugientes ad conversationem recipere*, au lieu de *ad conversionem recipere;* —c) *paternitate*, au lieu de *pravitate :* — d) *pupolice*, au lieu de *publice ;* — e) *conservantur*, au lieu de *conserventur ;* — f) *salva tamen apostolica auctoritate*, au lieu de *salva sedis apostolice auctoritate ;* — g) *secundo tertiove veniente*, au lieu de *secundo tertiove commonita ;* — h) *reumque*, au lieu de *reamque* ; — i) *cunctis autem eidem loco sua jura servientibus*, au lieu de *sua jura servantibus ;* — j) *et hic fructum*, au lieu de *quatinus hic fructum ;*

— k) *Datum Lugduni per manum Martini*, au lieu *per manum Marini*. Ensuite, dans l'énumération que fait la bulle des possessions de l'abbaye, la plupart des noms de lieu sont reproduits infidèlement, comme le prouve la note que nous plaçons ci-après à la page 37.

Enfin, toutes les souscriptions ou signatures, tant du souverain pontife que des cardinaux (ces dernières autographes), sont omises; et cependant les historiens et les diplomatistes attachent à bon droit une grande importance à la reproduction exacte de cette partie des bulles pontificales.

26 juin 1245.

INNOCENTIUS EPISCOPUS SERUUS SERUORUM DEI : DILECTIS IN CHRISTO FILIABUS. . ABBATISSE MONASTERIJ DE FORESTO CAMERACENSIS DIOCESIS EIUSQUE SORORIBUS TAM PRESENTIBUS QUAM FUTURIS REGULAREM UITAM PROFESSIS IN PERPETUUM | Religiosam uitam eligentibus apostolicum conuenit adesse presidium, ne forte cuiuslibet temeritatis incursus aut eas a proposito reuocet, aut robur quod absit sacre religionis eneruet | Ea propter dilecte in christo filie uestris iustis postulationibus clementer annuimus et Monasterium beate Marie de Foresto in quo diuino mancipate estis obsequio sub beati Petri et nostra | protectione suscipimus, et presentis scripti priuilegio communimus. In primis siquidem statuentes ut ordo monasticus qui secundum deum et beati Benedicti regulam in eodem Monasterio institutus | esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inuiolabiliter obseruetur. Preterea quascumque possessiones quecumque bona idem Monasterium impresentiarum iuste et canonice possidet, aut in futurum concessione Pon- | tificum, largitione Regum uel Principum, oblatione fidelium, seu alijs iustis modis prestante domino poterit adipisci firma uobis et hijs que uobis successerint et illibata permaneant. In quibus

hec proprijs | duximus exprimenda uocabulis. Locum ipsum in quo prefatam Monasterium situm est cum omnibus pertinentijs suis. Curiam de Waterloes. de Vroenrode. de Splozberghe. de Lenthouet. de A. et de Obbruxella curias | cum pertinentijs earumdem. de Volue, de Bolenbeke, de Alestdenberge, de Mharem, de Thascennir, de Runsberge et de Zameslacht curias cum pertinentijs earumdem. Decimas quas in de Galmarden, de Volinzelle, de Mor- | beke, de Hackele, de Bersele, de Scarenbeke, de Bolerbeke, de Aloest, de Bourste, in Brania apud forestam, de Hosterzelle et de Arleeth uillis percipitis (1), cum pratis uineis terris, nemoribus, usuagijs et pascuis, in bosco et | plano, in aquis et molendinis, in uijs et semitis, et omnibus alijs libertatibus et immunitatibus suis. Sane noualium uestrorum que proprijs sumptibus colitis de quibus aliquis hactenus non percepit siue de uestrorum | animalium nutrimentis, nullus a uobis decimas exigere uel extorquere presumat. Liceat quoque uobis liberas et absolutas personas e seculo fugientes ad conuersionem recipere et eas absque contradictione aliqua re- | tinere. Benedictiones uero monialium ordinationes capellanorum uestrorum qui ad sacros fuerint ordines promouendi, a diocesano Episcopo sine prauitate aliqua uobis uolumus exhiberi. Sepulturam quoque ipsius | loci liberam esse decernimus, ut eorum deuotioni et extreme uoluntati qui se illic sepeliri deliberauerint nisi forte excommunicati uel interdicti sint aut etiam publice usurarij nullus obsistat. Salua tamen | iustitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur. Obeunte uero te nunc eiusdem loci abbatissa uel

(1) Voici comment ce passage est reproduit par M. Alph. Wauters : *Curiam de Waterloes, de Vronrode, de Spilostberghe, de Lentouth, de A et de Obbruxella curias, cum pertinenciis earumdem; de Wolue, de Bolenbeka, de Alstberghe, de Marem, de Tussenirt, de Rinsberghe et de Sameslaght curias, cum pertinentiis earumdem; decimas quas in de Galmarden, de Volensela, de Morbeka, de Ucle, de Bersele, de Scarenbeka, de Bolebeka, de Aloest, de Borsta, in Brania, apud Forestum, de Osterzele, et de Anderlecht villis percipitis.* On remarquera les nombreuses variantes dans l'orthographe des noms et la transformation d'*Arleeth* en *Anderlecht*.

earum aliqua que tibi successerit, nulla ibi qualibet subreptionis astutia seu uiolentia pre- | ponatur, nisi quam sorores communi consensu uel earum maior pars consilij sanioris secundum dei timorem et beati Benedicti regulam prouiderint eligendam. Prohibemus insuper ut nulli sororum uestrarum | post factam in Monasterio uestro professionem fas sit sine abbatisse sue licentia de eodem loco nisi artioris religionis obtentu discedere. Discedentem uero absque communium litterarum uestrarum cautione nullus | audeat retinere. Preterea cum commune interdictum terre fuerit liceat uobis clausis ianuis, exclusis excommunicatis et interdictis non pulsatis campanis dummodo causam non dederitis interdicto | suppressa uoce diuina officia celebrare. Libertates quoque et immunitates a predecessoribus nostris Romanis Pontificibus Monasterio uestro concessas, nec non libertates et exemptiones secularium exactionum a Re- | gibus et Principibus uel alijs fidelibus rationabiliter uobis indultas auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti priuilegio communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum Mo- | nasterium temere perturbare, aut eius possessiones auferre uel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet uexationibus fatigare, sed omnia integra conseruentur earum pro quarum gubernatione ac sustentatione concessa sunt | usibus omnimodis profutura. Salua sedis apostolice auctoritate et diocesani Episcopi canonica iustitia, et in predictis decimis moderatione concilij generalis. Siqua igitur in futurum ecclesiastica | secularisue persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere uenire temptauerit, secundo tertioue commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat | dignitate, reamque se diuino iudicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat et a sacratissimo corpore ac sanguine dei et domini redemptoris nostri Jhesu christi aliena fiat, atque in extremo examine districte subiaceat ultioni. . | Cunctis autem eidem loco sua iura servantibus sit pax domini nostri Jhesu christi . quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum iudicem premia eterne pacis inueniant. Amen. Amen :

Rota avec la légende : † *Notas michi fac domine uias uite.*

Ego Innocentius catholice ecclesie episcopus subscripsi.

Monogramme BENE VALETE.

† Ego Oto Portuensis et sancte Rufine episcopus subscripsi.

† Ego Petrus Albanensis episcopus subscripsi.

† Ego Willelmus Sabinensis episcopus subscripsi.

† Ego Petrus tituli sancti Marcelli presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego Willelmus basilice duodecim apostolorum presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego frater Johannes tituli sancti Laurentii in lucina presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego frater Hugo tituli sancte Sabine presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego Octauianus sancte marie in uia lata diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Petrus sancti Georgii ad uelum aureum diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Johannes sancti Nicolai in carcere tulliano diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Willelmus sancti Eustachij diaconus cardinalis subscripsi. (1)

Dat. Lugduni per manum magistri Marini sancte Romane ecclesie vicecancellarij . vi. kalendas Julij. Incarnationis dominice anno . m°. cc°. xlv°. Indictione . iij^a^. Pontificatus uero donni INNOCENTIJ pape Quarti anno secundo.

Original sur parchemin; bulle perdue.

(1) Les signatures sont les mêmes que celles de la bulle pour Grand-Bigard, ci-dessus, pp. 16 et 17. Comme dans cette bulle, celles des trois cardinaux évêques se trouvent au milieu, au-dessous du nom du souverain pontife; celles des quatre cardinaux prêtres à la gauche, et celles des quatre cardinaux diacres à la droite du lecteur.

Documents relatifs au chapitre des Saints-Michel-et-Gudule, à Bruxelles.

Nous reproduisons ici, d'après les originaux conservées aux archives générales du royaume, quatre chartes anciennes concernant le chapitre des Saints-Michel-et-Gudule, à Bruxelles. Elles ont déjà été publiées, mais pas avec la fidélité requise pour des documents aussi importants. La première et la seconde présentent, outre leur intérêt historique, certaines particularités chronologiques que nous signalons dans l'introduction dont nous les faisons précéder.

I.

Baldéric, comte de Louvain, fait connaître la translation du corps de sainte Gudule, operée par ses ordres, de la chapelle de Saint-Géri à l'église paroissiale (de Saint-Michel), où il a fondé et doté un collège de douze clercs (1).

La date : *Actum brucselle anno dominicę incarnationis .m. xl .vij. indictione .xv. Leone .viiii. apostolicam sedem presidente pontifice summo*, a beaucoup exercé la sagacité des historiens, à cause de la discordance qui existe entre sa première et sa dernière partie. L'indiction 15e appartient à l'année 1047, tandis que Léon IX ne fut élu souverain pontife qu'en décembre 1048, et intrônisé à Rome le 12 février

(1) Cette charte a été publiée 1° dans Miræus et Foppens, *Opera diplom.*, I, p. 57; 2° dans Butkens, *Trophées du Brabant*, I, preuves, p. 25; 3° dans Van Gestel, *Hist. archiepiscopatus Mechl.*, II, p. 6; et 4° par le père Corn. Smet, dans Ghesquière, *Acta sanctorum Belgii*, V, p. 685, où le document est accompagné de notes très intéressantes.

1049. Toutefois cette discordance, quelque réelle qu'elle soit, ne nous oblige pas de regarder cette charte comme fausse; elle peut s'expliquer par les considérations suivantes.

Pendant la première moitié du XIe siècle, les actes émanés des abbés, des évêques et des princes autres que les empereurs et les rois n'avaient pas encore, dans nos contrées, le caractère juridique qu'ils acquirent dans la suite. Leur valeur se bornait, pour ainsi dire, à celle d'une note historique, d'un procès verbal destiné principalement à conserver, pour les temps à venir, la liste des donations faites, ainsi que les noms des personnes ayant assisté à la transmission orale et publique, et dont le témoignage pouvait être invoqué en cas de contestation. Comme la transmission de la propriété empruntait sa valeur juridique, non à un écrit quelconque, mais à l'expression orale de la volonté du donateur devant un certain nombre de témoins qualifiés, *idonei testes*, on comprend qu'on n'attachait pas très grand prix à ces procès verbaux écrits, et que souvent ceux-ci étaient ou négligés entièrement ou rédigés longtemps après que la donation avait été accomplie. En appliquant cette dernière hypothèse au cas présent on peut admettre que le rédacteur de la charte, écrivant peut-être quelque temps déjà après la translation des reliques de sainte Gudule et la fondation du chapitre de Bruxelles par Baldéric, s'est rendu un compte peu exact de la concordance du pontificat de Léon IX avec l'époque à laquelle se sont passés les faits narrés dans le document.

1147.

Quicquid in hoc seculo fundamento bonitatis quisquam superedificat . apud deum in ęterna remunerati- | one retribui confidat. Quapropter ego baldricus parrochialem ęcclesiam brucselle consecrari feci . et | in ea corpus sanctissimum uirginis christi Gudilę quanta potui honorificentia transtuli . quod in ęcclesiola sancti Gaugerici negligenter positum inueni . eidemque sanctissimę uirgini cum appenditijs omnibus | ipsam ęcclesiam pro animę meę meorumque propinquorum remedio legaliter coram omnibus tradidi: addens quinque | mansus in hascreold . et in Wolewe septem

bonaria. Hoc totum quamuis esset parum in clericorum duodecim | prebendas dedi et diuisi. quos ibi ad seruiendum deo et sanctę uirgini constituj. pro anima mea. heredumque | meorum et pro heredum redemptione. eisque in pascuis. siluis. theloneis. talem concessi libertatem. ut absque | ullius redditu seruitutis libere horum fruerentur utilitate. His ita constitutis quoniam ecclesia nullo erat | iuuamine fulta et undique egens auxilij ad eius edificationem redimiculi prebendarum partem dimisi. ne | statum elemosine omnino uiderer uendere precio. Ad hoc etiam concessi illis ut unusquisque fratrum ipsorum post | uitę suę spacium per annum integrum prebendam suam cuicumque sibi placuerit relinquat. et si quis eorum super | prebendariam terram edificauerit quicquid per annum istum heres eius aut cuicumque ipse adhuc uiuens concesserit | edificationes eius sibi auferat. Si quis autem quod absit heredum aut proheredum meorum aut etiam extra- | nea quelibet persona hanc meam traditionem peruertere et inde demere temptauerit quicquam iram dei et offensam | sancti Michaelis archangeli cuius in predicta ecclesia ueneratur memoria. et predictę sancte uirginis in perpetuum | incurrat. et excommunicationem sancti pontificis que in presentia cunctorum qui aderant terribilis resonabat. nunquam | euadat. sed semper huius uinculi nodo appareat ante uultum altissimi constrictus. Actum publice bruc- | selle anno dominicę incarnationis .m. xl. vij. indictione .xv. Leone .viiii. apostolicam sedem presidente pontifice | summo. Regnante henrico imperatore .iii. Cameracensium pontificalem cathedram domno Gerardo obtinente presule. | qui in his omnibus cum uxore mea Oda adiutor mihi extitit. tam auxilio quam consilio. et presens eandem ecclesiam dedica- | uit. et ut prescriptum est excommunicatione omnia firmauit. eius presentia sunt omnia ibi constituta. et testibus idoneis | firmata. Signum Domni Gerardi predicti episcopi. S. Gerardi archidiaconi. S. Emelini. S. Ingelberti fratris eius. S. Sigeri. S. | Folcardi. S. Onulfi filii eius. S. Gerardi. S. Litberti. S. Azonis presbiteri. S. Folberti presbiteri. S. Ostonis. S. Johannis | S. Fastradi. S. Johannis. S. Stepponis. S. Siberti. S. Thie-

donis decani . S. Heimezonis . S. Hartfridi presbiteri . S. Adelardi . S. Radulfi . S. Emmonis.

Original sur parchemin, muni du sceau du duc, en cire rouge, fruste et usé, pendant à une lanière de cuir.

II.

Saint Lietbert, évêque de Cambrai, exempte l'église des Saints-Michel-et-Gudule du droit de personnat et de toute autre rédemption ou redevance, moyennant le payement d'un cens annuel de trois sols à lui et à ses successeurs **(1).**

La date de la charte suivante de saint Lietbert, évêque de Cambrai : *Actum est autem hoc Cameraci anno ab incarnatione Domini .i. lxxii. indictione .x.ma ..... anno presulatus domni Lietberti episcopi xxmo iiio*, telle que nous l'offre l'original dans son état actuel, n'est pas sans présenter une difficulté sérieuse, à cause de la discordance évidente qui existe entre le millésime 1072 avec son indiction correspondante 10e, et la 23e année de l'épiscopat de saint Lietbert. En effet, celle-ci s'étend de fin mars 1073 à fin mars 1074; et l'on ne peut admettre que, dans la chancellerie de l'évêque, on se soit trompé sur l'année de l'épiscopat. La difficulté s'évanouit lorsqu'on examine plus attentivement la charte : on s'aperçoit alors que primitivement le millésime était *.i. lxxiii*, et l'indiction la *xima*, et que l'*i* final des deux chiffres a disparu soit par râture, soit accidentellement parce que l'encre est tombée après s'être écaillée.

Un autre problème chronologique nous est fourni, dans cette charte, par l'année du règne de Henri IV, exprimée : *regni uero Henrici regis xxmo iido anno*. L'année 1073 de

(1) La charte de S. Lietbert a été publiée précédemment : 1° dans Miræus et Foppens, *Opera diplomatica*, I, p. 58, d'une manière très incomplète; et 2° assez fidèlement par le père Corn. Smet, dans Ghesquière, *Acta sanctorum Belgii*, V, p. 686.

notre charte correspond, non à la 22e année du règne de Henri IV, mais à la 19e jusqu'au 16 juillet 1073, et à la 20e pour le reste de l'année. Pour résoudre cette difficulté, nous ferons observer que l'on constate, dans la chancellerie épiscopale de Cambrai, une grande irrégularité dans la manière de supputer les années du règne de Henri IV. Le point de départ pour établir ces années semble y avoir varié à différentes époques. Vers la fin de la vie de saint Lietbert notamment, deux ou même trois unités sont régulièrement ajoutées au chiffre normal. Voyez à ce sujet quelques chartes de cet évêque reproduites, d'après les originaux, par Le Glay, dans son *Glossaire topographique de l'ancien Cambrésis*, pp. 7-15.

Saint Lietbert étant devenu évêque de Cambrai à la fin de mars 1051, la 23e année de son épiscopat s'étend de fin mars 1073 à fin mars 1074. Ensuite, l'indiction 11e ne peut s'appliquer à l'année 1073 que jusqu'au 24 septembre. Il résulte de ces données, si elles sont employées, surtout la dernière, avec l'exactitude voulue, que notre document doit être placé entre la fin de mars et le 24 septembre 1073.

1073.

Lietbertus gratia dei cameracensium episcopus : omnibus successoribus coepiscopis et ceteris christi fidelibus | hereditatem promereri cum sanctis in cęlestibus·; Sicut aedificatores domus domini deo placere confidimus . ita coadiutores et | defensores ipsius domus gratia dei condonari non dubitamus·; Ita namque salomon in ueteri testamento aedificato templo domini : audiuit reuelati- | onem diuinę promissionis : in nouo uero testamento apostoli et sancti successores eorum ędificando aecclesias et destruendo delubra : amici dei appellati | sunt. Vnde proculdubio credimus existere similiter amicum dei quisquis aecclesiam dei construere et ęxaltare studuerit. Hoc igitur | in animo semper retinens cum a comitę heinrico super ęcclesia Borsellensi in qua pater eius Lambertvs comes canonicos posuerat . postula- | rer : propter deum et amorem comitis . utilitati etiam aecclesiae nostrae consulens : annui ipsius petitioni. Annui enim et annuo . ut ipsa | borsellensis ęcclesia libera sit amodo a per-

sona et abomni redemptione. excepto quod per singulos annos in festiuitate sancti Lvcae euangelistę id est in dedicatione cameracensis ęcclesiae .iii. solidi (1) michi uel successoribus meis pro ipsa aecclesia soluantur borsellensis | monetae. Vt autem factum istud ratum maneat et inconuulsum: kartam hanc iussi inde fieri. quam sygilli mei impressione firmaui. et bonorum uirorum tam clericorum quam laicorum testimonio corroboraui. | S. Gerardi archidiaconi. S. iterum Gerardi archidiaconi. S. Mazelini archidiaconi. S. Warmundi archidiaconi | S. Sigerici archidiaconi. S. Franconis archidiaconi. S. Widonis archidiaconi. S. Heinrici comitis. S. | Raineri comitis eius fratris. Signa casatorum nostrorum. S. Johannis. S. iterum Johannis. S. Amulrici. | S. Balduini. S. Engebrandi. S. Oilardi. S. Fulconis. S. Gislardi. S. Hugonis. ..... (2) | S. Heriberti.

ACTUM EST AUTEM hoc CAMERACI ANNO AB INCARNATIONE domini .ī. lxxiii. INDICTIONE xi^ma^ REGNI UERO HEINRICI | regis xx^mo^ ii^do^. anno. presulatus domni Lietberti episcopi xx^mo^ III°

Original sur parchemin, muni d'un fragment du sceau plaqué, en cire blanche, de l'évêque Lietbert.

III.

Convention conclue entre le chapitre des Saints-Michel-et-Gudule de Bruxelles touchant les droits et les obligations du chapelain de la chapelle de Notre-Dame (aujourd'hui l'église de La Chapelle) à Bruxelles (3).

1135.

✠ In nomine sanctę et individuę trinitatis. Ego Bauduinus decanus et | congregatio sancti Michaelis atque sancte Gudilę notum facimus tam | futuris quam presentibus

(1) Le premier des trois *i* formant le chiffre trois a disparu aujourd'hui. En plusieurs endroits de la charte des mots sont mutilés par la chute de l'encre qui s'est écaillée.

(2) Les mots *S. Wilrici* ont été râturés en cet endroit.

(3) Cette charte a déjà été publiée : dans MIRÆUS ET FOPPENS, *Opera diplom.*, IV, p. 513; et 2° dans DAV. A MAUDEN, *Alitologia seu veritatis explicatio qva præpositvra nvncvpata cappellæ* etc., pp. 10-11.

qualiter et quo tenore per assensum domini nostri | ducis Godefridi controuersia sopita sit: quam habebat nostra ęcclesia | aduersus capellam sanctę Marię ab eodem duce fundatam. atque uenerabili | abbati Parvino traditam. Ipse abbas sacerdotem . non monachum in eadem | capella parochianis deseruiturum eliget . qui electus: in nostro capitulo fidelitatem nobis sicut et aliarum capellarum sacerdotes faciet . Sepultura | nulli prorsus permissa est exceptis monachis . et omnibus utriusque sexus manifeste | ibi conuersis. Preterea nullum parochianorum nostrorum si infirmatus fuerit absque | permissu nostro ad conuersionem siue ad sepulturam abbati recipere licebit. Ipse etiam | abbas cum suis fratribus in nostra dedicatione. in natiuitate domini . in purificatione sanctę | Marię . in palmis . in pascha . in ascensione . in penthecosten. in festo omnium sanctorum . processio- | nibus et etiam capitulis nostris si fuerit commonitus intererit. et exequias fratrum nostrorum sicut | et nos eorum nobiscum observabit. Decimas omnium quę possident nobis reseruamus. Ipsa | autem capella pro cognitione dignitatis et primatu nostrę ęcclesię quot annis .ij^os^. solidos in pascha | nobis persoluet. Si uero aliquo euentu a diuinis nos cessare contigerit: parochianus sacerdos ibi | cessabit . qui et nobis de omnibus sibi obiectis in capitulo nostro respondebit. Vt autem hec rata et in- | conuulsa permaneant: testimonio subscriptorum . et sigillo sancti Michaelis atque predicti | ducis confirmamus. S. bauduini decani. S. rasonis prepositi. S. Walteri magistri. | S. aluezonis parochiani. S. Gerardi. S. arnoldi. S. erlebaudi. S. teoderici. S. henrici. | S. Gerardi. franconis. Egeberti. Ascelini. militum. S. bauduini. Euerwini. jtem Euerwini | Raimari scabinorum et synodalium. S. egerici. Franconis. Alberti. Georgii. Franconis. | eustachii.

Actum Bruselle anno incarnationis dominicę. m°. c°. xxxv°. Jndictione .xiij^a^. Concurrente . i°. Epacta .iiij^a^.

Chirographe sur parchemin, avec la légende : CHIROGRAPHVM. Le sceau du doyen en cire blanche, pendant à une lanière de cuir et représentant l'archange saint Michel, est seul conservé.

IV.

Enumération de donations faites par une dame nommée Rikelde et par différentes personnes à l'hospice des Douze-Apôtres à Bruxelles, et confirmation de ces libéralités par Godefroid, duc de Lotharingie (1).

1138.

IN NOMINE SUMMÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS notum sit tam futuris quam presentibus . quod matrona quedam rikeldis uidelicet . locum quendam atrio sancti | Michaelis sanctęque Guodilę uirginis continuum . omnique iure hereditario liberum . in spe ęternę retributionis ad usus pauperum alberto brucsellensis ęcclesię | parrochiano atque canonico tribuit : in quo ipse domum hospitalitatis in honore sanctę Marię semper uirginis . et .xii^cim^. apostolorum . impensa rerum suarum a principio | fundauit. Cui adhuc consolatione temporalium carenti . quidam fidelium diuinitus inspirati manum benignitatis extenderunt : et partem patrimonij sui ad | recreationem pauperum intulerunt . fastradis curtim unam . fredeburgis unam. Euerwinus canus bonarium culturę. Hugo dimidium bonarium. Theodericus de mola | bonarium et dimidium. Oda que dicebatur rufa dimidium bonarium. Eltetus quartam partem bonarij. Euerwinus de Scarenbecca unum bonarium prati . unum culturę. | tres modios annonę de molendino . et partem decimę que est in haren ; his se sic habentibus . et alberto bonę menorię uiro uiam uniuersę carnis | ingresso. Ego folbertus christianę relligionis professorum minimus . tam ex precepto Godefridi ducis lotharingie . quam exhortatione burchardi cameracensis episcopi . et | utriusque sexus peticione populi prefatam domum procurandam suscepi . cui sollicitudinem et laborem ad hono-

(1) Cette charte a déjà été publiée : 1° dans MIRÆUS ET FOPPENS, *Opera diplomatica*, I, p. 177; 2° dans GELD. A RYCKEL, *Historia sanctæ Gertrudis*, p. 512; et 3° dans VAN GESTEL, *Historia archiepiscopatus Mechliniensis*, II, p. 41.

rem dei et salutem animę meę prout potui | uigilantius impendi. Eidem enim hospitalitio prefatus cameracensis episcopus deo inspirante et nostra ammonitione inductus . redditus altaris quod est Jetterbecce adusus | pauperum pro salute animę suę assignauit . et habendos in perpetuum canonica auctoritate eidem confirmauit . Quia uero dotes prefati altaris . uidelicet .xxi. | bonaria culturę. incuria precedentium personarum ab eodem alienatę fuerant . xlii[bus] marcis . et ducentorum quinquaginta modiorum annonę impensa tandem eas ęcclesię | diligenter restituimus. Preterea sex bonaria que ad Godefridum filium Theoderici iure hereditario descenderant . ab eodem Godefrido in presentia heredum | non reclamantium . nouem marcis comparauimus . quibus in potestate prenotati principis libere contraditis . prefatam domum hospitalitatis per manum ipsius in presentia multorum | his donari impetrauimus. His Euerwinus diues unum bonarium in remissionem peccatorum suorum addidit. His preterea unum bonarium addidimus . quod | ab heredibus Franconis lupi comparauimus. Testes et assensum prebentes filij ducis . Godefridus scilicet et henricus. Testes . Waldricus . Godezo | Arnoldus capellani . Leonius . Franco castellanus . Arnoldus dapifer . Egebertus de bigardis . Gerardus hurat . Gisekinus . Franco pincerna . henricus de spalt . Euerwinus | de scarenbecca . Gozuinus clibinc . Franco canus . Egericus . Arnoldus de Widescat . Gozuinus . Balduinus Meinardus scabini·;

Actum brucselle anno uerbi incarnati .m°. c°. xxx° viii°.

Ego Godefridus dei gratia dux lotharingie recognoui . et sigilli mei appositione hec inconuulsa manere uolui·;

Original sur parchemin, avec le sceau du duc en cire rouge, fruste et usé, pendant à une lanière de cuir.

Documents relatifs a l'histoire de l'Université de Louvain (1425-1797), publiés par E. Reusens (1).

§ 1.

Fondation de l'Université de Louvain.

Au commencement du XVe siècle, il n'existait encore aucun établissement de haut enseignement dans toute l'étendue du territoire actuel de la Belgique et de la Hollande. On n'y trouvait que des écoles d'humanités établies auprès des églises collégiales, dans quelques couvents, et surtout dans les différentes maisons des Frères de la Vie commune ou Hiéronymites. Pour faire des études supérieures de philosophie, de théologie, de droit ou de médecine, nos compatriotes étaient obligés de s'expatrier et de se rendre à grands frais en pays étranger. Les Universités de Paris et de Cologne, les plus rapprochées de nos frontières, étaient visitées de préférence par les Belges et les Néerlandais. Cet éloignement considérable des villes universitaires n'était pas sans présenter, à certains moments, de graves inconvénients : souvent, à ces époques tourmentées du moyen âge, les routes n'étaient pas sûres tant à cause des voleurs que de l'état souvent troublé de l'Europe. C'est ainsi, par exemple, que lors de la guerre qui désola la France à l'avènement du roi Charles VII en 1422, l'accès de la capitale de ce pays devint pour ainsi dire impossible aux étudiants des Pays-Bas.

Vivement émus de ces circonstances, les conseillers de Jean IV, duc de Brabant (2), engagèrent leur souverain à solliciter du

(1) Suite. — Voyez ci-dessus, tomes XVII et suiv.

(2) Jean IV était aussi duc de Limbourg et marquis du Saint-Empire. Quelques historiens de l'Université ont affirmé à tort que, du chef de sa

Saint-Siège la faveur de l'érection d'une Université dans ses états. C'est à l'initiative des conseillers et de quelques autres personnages influents de la cour ducale, et non à celle du duc lui-même, prince jeune et d'un tempérament faible, que nous sommes redevables de la création d'une Université brabançonne. Nous ne voulons pas omettre de leur payer ici un juste tribut de reconnaissance, en reproduisant leurs noms : Engelbert comte de Nassau, Henri Vander Leck, seigneur de Heeswyck, Jean de Glimes, seigneur de Berg-op-Zoom, les abbés d'Afflighem et de Tongerloo, maître Jean Bont, le secrétaire du duc de Brabant Edmond de Dynter, et Pierre Pistoris ou Beckers, maître des comptes (1).

Le duc, accédant aux légitimes désirs que son entourage lui

femme Jacqueline de Bavière, le duc de Brabant était, en outre, souverain des comtés de Hainaut, de Zélande et de la seigneurie de Frise. Bien qu'il ait toujours pris ces derniers titres dans les chartes qu'il octroyait, il n'avait jamais été qu'administrateur de ces pays; et, depuis la tentative criminelle de divorce de la part de Jacqueline pour s'unir à Humphroi de Glocester vers la fin de l'année 1422, cette administration devint purement nominale. Aussi fut-elle contestée depuis lors au duc par Philippe le Bon, duc de Bourgogne et comte de Flandre, et par Jean de Bavière, l'oncle, et Humphroi, le prétendu mari de Jacqueline.

(1) Voici ce qu'écrit Pierre Impens au sujet des préliminaires de la fondation de l'Université de Louvain, dans son *Chronicon Bethlemiticum*, fol. 140. « Anno 1422 Karolo sexto defuncto succedit Karolus septimus » in Francie regno omnium malorum et calamitatum tempestatibus » repleto; nulli tutum iter erat ex Brabantie, Hannonie, Hollandie » ceterisque terris Johanni, Brabantie duci, subjectis, qui studii causa » Parisii Universitatem adire non metueret. Hinc hij apud quos consi- » liorum principis nostri graviora examinabantur negotia, judicabant » magnum illaturum detrimentum Brabantie aliarumque patriarum incolis » et illorum filiis si, preclusa via Parisensis studii, indoctos et inexercitatos » scientiis juvenes coalescere sinerentur. Horum precipui feruntur fuisse » qui studium generale fundari cupiebant, inter nobiles dominus Ynghle- » bertus de Nassouwe, dominus Henricus Van der Leck, dominus » Johannes de Rotselaer, dominus Johannes de Bergis et de Glimis; » inter prelatos domini Joannes de Afligemio, et Joannes de Tongherlo » monasteriorum abbates; inter consiliarios principis magister Johannes » Bont, magister Edmundus de Dynter et Petrus Pistoris, magister com- » poti (rationum) Brabantie. »

avait exprimés à maintes reprises, choisit Louvain comme siège de l'Université projetée (1). « Ville, dit le docteur Van de Velde, déchue de son ancienne opulence par les troubles intestins, qui avoient ruiné ses manufactures, pour laquelle l'érection d'une étude générale (Université), qui amèneroit une grande multitude d'étrangers, pourroit ouvrir une nouvelle force de richesse et de considération; située d'ailleurs dans une position salubre et avantageuse, et presque au centre des possessions du duc, elle étoit fort propre à un établissement de cette nature. Les instantes prières des habitants de la même ville de Louvain ne contribuèrent pas peu à déterminer le duc pour y établir l'Université. » *Recherches historiques sur l'érection, constitution, droits et privilèges de l'Université de Louvain*, n° 1, p. 12.

Dès les premiers mois de l'année 1425, les démarches collectives à faire auprès du Saint-Siège pour obtenir la faveur tant désirée furent concertées entre le duc, le chapitre de Saint-Pierre et le magistrat communal de Louvain. Le 5 juillet de cette même année, le magistrat dépêcha un exprès au duc, qui se trouvait en ce moment à Mons en Hainaut, à l'effet d'obtenir des lettres pour la mise à exécution du projet (2). Le 31 août suivant, la ville reçut de la part du duc des lettres de recommandation pour le Souverain Pontife. Peu de jours après Guillaume Neefs ou Nepotis, écolâtre de

(1) Jean IV avait voulu d'abord établir la nouvelle Université à Bruxelles; mais, à l'avis demandé par le duc le magistrat de cette ville avait répondu en faisant observer qu'il semblait dangereux d'admettre, dans une cité aussi peuplée que Bruxelles, une jeunesse nombreuse et fougueuse, de l'étourderie de laquelle il y avait tout à craindre. On a affirmé sans fondement que le duc balança quelque temps entre Louvain et Malines. Nous ferons remarquer qu'il ne pouvait être question de cette dernière ville, vu qu'elle ne faisait pas même partie des états du duc. Philippe le Bon était seigneur de Malines, où il avait été inauguré le 8 octobre 1419.

(2) « Item meester Gielis vanden Stoct gesent v in julio te Bergen in » Henegouwe ane den jonchere van Monjouwen omme brieuen te ghe- » crigen van minnen here van Brabant van der scolen die men te Louen » gerne hebben soude; van iij dagen, clxxx plecken. » Comptes de la ville de Louvain de 1425.

Saint-Pierre, partit pour Rome, comme délégué de toutes les autorités. Grâce aux lettres dont il était porteur, grâce aussi aux démarches individuelles réitérées que le duc avait déjà fait faire auparavant à la cour romaine, sa mission réussit promptement : dès le 9 décembre de la même année, il obtint du pape Martin V la bulle d'érection de l'Université en même temps que trois autres bulles contenant diverses faveurs pour les membres du futur établissement; il rentra à Louvain le 25 avril 1426, après une absence de 220 jours (1).

Dans la bulle de fondation le souverain pontife concède à perpétuité à Louvain une Université, avec l'autorisation d'y faire enseigner toutes les sciences, la théologie seule exceptée. Les autres bulles concernent les faveurs accordées aux professeurs, aux étudiants, etc. : *a)* de percevoir les revenus des bénéfices qu'ils possèdent, tout en ne faisant pas la résidence, pendant le temps qu'ils sont aux études; *b)* de ne pouvoir être obligés à recevoir, si ce n'est après un terme de sept ans, le diaconat, auquel ils étaient tenus de se faire promouvoir, d'après le droit commun, à cause des bénéfices dont ils jouissaient; *c)* de pouvoir s'appliquer à l'enseignement et à l'étude du droit civil malgré la défense des lois canoniques à ce sujet. L'octroi de ces faveurs avait pour but de faciliter le développement de l'institution naissante en y attirant, par leur appât, des maîtres distingués en même temps qu'un grand nombre d'étudiants.

Voici le texte de ces précieux documents tel que nous le trouvons dans un manuscrit du XV[e] siècle, contemporain de

(1) « Item ghegeuen meester Willem den scolaster bi beuele der stadt
» xxv in aprille van dat hi reet te Rome omme te impetriren ane den
» pauws van Romen een studium vniversale dat te Louen liggen soude
» ende omme een vniversiteit te Louen te hebben ten ewelicken daghen,
» van ij[c] xx dagen dat hi vvt was, elxs daghs ij gulden Ryns, valet
» iiij[c] xl gulden Ryns; stuc xlvij plecken gedragen, valent xxj[m] cxx plecken.
» Item ghegeuen vanden bulle vander voers. vniuersiteit te scriben en
» te bezegelen ane de cardinalen iij[c] lxv cronen xlij$\frac{1}{2}$ plecken; stuc te
» lx plecken, valent xxi[m] ix[c] xlij$\frac{1}{2}$ plecken.
» Item gegeuen van verliese vanden gelde ij$\frac{1}{2}$[c] plecken. « Comptes de la ville de Louvain de 1426

la fondation de l'Université. Les originaux sont perdus depuis longtemps. Pour faciliter l'intelligence de ces documents, nous ponctuons sobrement le texte d'après le système moderne, et nous le divisons en alinéas précédés d'un sommaire qui en indique le contenu.

I.

Le pape Martin V autorise, sous certaines conditions, la fondation, à Louvain, d'un studium generale *ou Université, pour l'enseignement de toutes les sciences, à l'exception de la théologie.*

9 décembre 1425.

Titre du souverain pontife et arenga *ou préface.*

MARTINUS EPISCOPUS SERUUS SERUORUM DEI. AD PERPETUAM REI MEMORIAM. Sapiencie immarcessibilis, cuius inextinguibile irradiat lumen, cuiusque infinitus est thesaurus, omnem habens vigorem, et virtutis altissimi (1) dispensator, omniumque carismatum elargitor, jpse dominus ad hoc sue miserationis dignatu nobis, licet immeritis, sponse sue vniversalis ecclesie regimen pia dispensatione commisit, et nostre debilitatis oculo iugum imposuit apostolice seruitutis vt, in Petri specula positi, tamquam de supremo vertice ad infima mundi prothoplaustique posteris, qui non natiuitatis deposcunt fructus, sed intelligencie spiritu eandem cuius inicium verissima est discipline concupiscentia perstringendi sapienciam diuinis educantur eloquiis, reflectentes intuitum, quid pro indisciplinatis errancium curandis mentibus, pro huiusmodi illustranda ecclesia ad fidei propagacionem conferat orthodoxe, quid statui conueniat fidelium quorumlibet, prospiciamus attentius, et qualiter a fidelibus ipsis, profugatis ignorancie tenebris, illi post supereminentissimam summi

(1) Beaucoup de copies de la bulle de fondation de l'Université de Louvain donnent ici *altissimus*.

opificis notionem, per eiusdem sapiencie donum in via mandatorum directi, veri luminis pertingant claritatem, solercius intendentes eo ad querendum ipsius sapiencie alimenta litterarum studia, per que diuini nominis et eiusdem fidei cultus protenditur, militantis ecclesie res publica in spiritualibus et temporalibus cum animarum salute geritur, pax et tranquillitas vbilibet solidantur, omnisque condicionis humane dilatatur prosperitas, nostre prouisionis sollicitudinis ope apostolicisque fauoribus propensius excitemus.

Supplique avec raisons à l'appui.

Sane pro parte dilectorum filiorum nobilis viri Johannis ducis Brabancie, ac prepositi, decani, scolastici et capituli ecclesie sancti Petri, necnon burgimagistrorum, scabinorum et communitatis opidi Louaniensis, Leodiensis diocesis, nobis nuper exhibita peticio continebat quod, licet in ducatu Brabancie et aliis dominijs ipsius ducis necnon eciam in Leodiensi, Cameracensi, Traiectensi, Morinensi et Tornacensi diocesibus ceterisque ibidem circumuicinis partibus et dominijs multa famosa et insignia loca populo cristiano et rerum copia admodum opulenta existant, nullus tamen in illis locis esse noscitur in quo saltem generale vigeat studium litterarum. Vnde parcium illarum plerique commodo et vsu studij carentes vel huiusmodi litterarum impericie subiacent, vel in remotis partibus degere habent, sciencie huiusmodi in eis sectantes incrementum. Verum opidum prefatum, quod de temporali dominio ipsius ducis existit, adeo rerum copia, aeris temperie, multitudinis capacitate atque domorum et aliarum rerum necessariarum commoditate per Dei graciam est refertum, quod ad huiusmodi receptandum refouendumque studium aptum plurimum et ydoneum existere perhibetur. Quapropter ipse dux, prepositus, decanus, scolasticus, capitulum, burgimagistri, scabini et communitas, considerantes attencius quod inter cetera virtutum opera que tamquam accepta summo rerum auctori sacrificia, que per manus offeruntur humanas, illa diuine maiestati grata plurimum nullatenus ambiguntur, per que ad suscipiendum

singulare virtutum dyadema illis qui scientiarum earumdem sitiunt acquirire margaritam, oportunis remedijs et auxiliaribus commodis subuentionis presidium efficaciter impertitur, generale litterarum studium in eodem opido ordinari desiderant, vt inibi discipline atque sapiencie se studijs exercentes, sibi et aliis meliores effici valeant et parcium illarum prosperitatis auctore Domino facilius incrementum sequatur. Et nichilominus dux ipse vna cum burgimagistris, scabinis et communitate huiusmodi domos aptas et loca conueniencia illic cum scampnis et alijs necessarijs officinis pro magistris, doctoribus et scolaribus, ac alijs pro tempore legentibus, docentibus, disputantibus et audientibus deputare, necnon eisdem magistris et doctoribus legentibus de salario competenti annis singulis, vel alias de beneficijs ecclesiasticis prouidere; necnon quod Rector vniuersitatis studij huiusmodi pro tempore existens super omnia membra vniversitatis eiusdem et illorum servitores tam in ciuilibus quam criminalibus et alijs quibuslibet causis, negocijs et excessibus, sine impedimentis quibusuis, jurisdictionem, cohertionem et emendationem dictis duci, preposito, decano, scolastico, capitulo, burgimagistris, scabinis et communitati communiter vel diuisim in eodem opido quomodolibet competentes exercere valeat, concedere, et jurisdictionem, cohertionem ac correctionem huiusmodi a se penitus abdicare et in Rectorem ipsum plenarie transferre; singulis quoque doctoribus, magistris et scolaribus causa studii ad dictum opidum accedentibus vel de illo recedentibus pro tempore quecumque sua, res et bona secum asportandi et ea pro sue voluntatis libito deportandi, siue ibidem vendendi libertatem tribuere intendunt pariter et proponunt. Quare pro parte dictorum ducis, prepositi, decani, scolastici, capituli, burgimagistrorum, scabinorum et communitatis desiderantium eciam quod magistri, doctores et scolares supradicti pro potiorj dicti studij incremento condignis priuilegijs se communitos sentiant, quibuslibet priuilegijs, libertatibus, immunitatibus et exemptionibus aliorum generalium studiorum, quantum in ipsis duce, preposito, decano, sco-

lastico, capitulo, burgimagistris, scabinis et communitate et alijs ipsius ducis subditis fuerit, gaudeant et vtantur, nobis fuit humiliter supplicatum, vt in dicto opido generale litterarum studium in qualibet licita facultate erigere et ordinare de benignitate apostolica dignaremur.

Concession ou octroi de la faveur demandée.

Nos igitur qui relatione fida post informationem diligentem super habilitate loci et alijs circumstantijs premissis de mandato nostro receptam, opidum ipsum aeris temperie politum singularumque rerum humano vsuj necessariarum vbertate refertum et alias pro huiusmodi studio locum aptum didicimus, pium meritoriumque eorumdem ducis, prepositi, decani, scolastici, capituli, burgimagistrorum, scabinorum et communitatis desiderium, per quod scienciarum fons, ex quo ad dei laudem et gloriam haurire possint singuli viri consilij maturitate perspicui, virtutum et dogmatum ornatibus redimiti succedant, plurimum commendantes, huiusmodi supplicationibus inclinati auctoritate apostolica presentium serie statuimus et eciam ordinamus, quod amodo in dicto opido generale in facultate qualibet, preterquam in Theologia, sit studium, jlludque perpetuis futuris temporibus ibidem vigeat et obseruetur; quodque omnes et singuli doctores, magistri et scolares inibi omnibus et singulis libertatibus, immunitatibus et indulgencijs quibusvis doctoribus, magistris et scolaribus Colonie, Wienne ac Lipzensis, Patauiensis et Merseburgensis dyocesium opidis, studij causa commorantibus per Sedem apostolicam vel alias qualitercumque concessis gaudeant pariter et vtantur.

Désignation du chancelier de l'Université.

Singuli vero qui cursu feliciter consummato in ea facultate qua huiusmodi inhesere studio brauium obtinere meruerint, sibique eciam pro aliorum erudimento docendi licenciam ac doctoratus siue magisterij honorem petierint elargiri, per jpsorum inibi doctores siue magistros preposito, quem Cancellarium studij in opido huiusmodi esse perpetuo volumus

si illic presens fuerit, alioquin decano dicte ecclesie pro tempore existentibus, siue alijs ab eis deputandis, presententur, vt ab illis si seruatis consuetudine et modis super talibus in dictis studijs generalibus obseruari solitis ad hoc extiterint ydonei sufficientesque reperti, licenciam et honorem sorciantur et reportent antedictos; et qui quidem presentati quam primum illos adepti fuerint absque vlterioribus ab eis habendis examine et approbatione in ipsa facultate qua licenciam et honorem attigerint, in eisdem legere et docere libere et licite vbique possint et valeant.

Étendue de la juridiction rectorale et nomination du premièr recteur.

Rursus quoque omnium et singulorum causarum et negociorum cognitio atque decisio doctorum, magistrorum, scolarium, membrorum atque seruitorum eorumdem, siue clerici siue layci fuerint, et eciam de quibuscumque criminibus et excessibus correctio et punitio ac omnimoda super illis jurisdictio ad Rectorem studij in eodem opido, quem dictum scolasticum per primum quinquennium esse, et ex tunc annis singulis inibi iuxta consuetudinem studiorum huiusmodi eligi volumus, et non ad ducem seu eius successores duces Brabancie, prepositum, decanum, scolasticum, capitulum, burgimagistros, scabinos et communitatem prefatos, aut aliquem ex eis ipsorumve officiales, pertinere omnimode dinoscantur; prefatisque duci, successoribus, preposito, decano, scolastico, capitulo, burgimagistris, scabinis, communitati et officialibus, et alijs quibuscumque, de causis et negocijs huiusmodi cognoscendi siue illa dirimendi, aut membra et seruitores huiusmodi, vel ex eis aliquem, pro criminibus et excessibus eisdem aut quomodolibet corrigendi vel puniendi, seu aliquam in eis superioritatem vel jurisdictionem exercendi facultate et auctoritate penitus interdictis; non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis et alijs contrarijs quibuscumque.

Clause irritante : l'organisation de la nouvelle Université doit se faire endéans le terme d'une année à compter de la date de la bulle.

Volumus autem quod, nisi infra annum a data presen-

cium computandum dux et prepositus, decanus, scolasticus, capitulum ac burgimagistri, scabini et communitas supradicti, prout eos communiter vel diuisim contingere censetur, priuilegia et libertates concesserint ac jurisdictionem a se abdicauerint et eam in Rectorem ac vniuersitatem predictos transtulerint antedicta realiter et cum affectu, presentes littere et quecumque inde secuta nullius existant roboris vel momenti.

Anathème et date.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre constitutionis, ordinationis et voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se nouerit incursurum.

Dat. Rome apud sanctos apostolos .v. Idus decembris Pontificatus nostri anno nono.

Registrata gratis
Jo. de Nursia.

II.

Le pape Martin V autorise les membres de l'Université de Louvain à percevoir, pendant qu'ils sont aux études, les revenus des bénéfices qu'ils possèdent (1).

9 décembre 1425.

Titre du souverain pontife et arenga *ou préface.*

Martinus Episcopus seruus seruorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Qui creditum sibi a Domino sensualitatis humane talentum virtuosis actibus lucrifacere querentes cupiunt in agro litterarum studii acquirere scientie margaritam, que et suos vtique provehit et illustrat possessores, ac domum dei

(1) Cette bulle est intitulée dans le manuscrit : *Priuilegium de fructibus, redditibus et prouentibus beneficiorum ecclesiasticorum percipiendis studentibus in studio louaniensi quamdiu dicto studio institerint.*

multipliciter insignit et illustrat, apostolicis sunt privilegijs et gracijs merito confouendi, eoque decet oportunitatibus eorum benignius consuli, quo ex eorum profectibus maior eciam potest in dei ecclesia vtilitas provenire.

Exposé des motifs et concession du privilège.

Cum itaque hodie per alias nostras litteras, quod inantea in opido louaniensi, leodiensis diocesis, generale litterarum studium in quauis licita preterquam in Theologica facultate vigeat duxerimus statuendum, prout in eisdem litteris plenius continetur, Nos ad studium ipsum paterne volentes impertiri dilectionis auspicia, cupientesque vt inibi pro tempore degentes nostri munere fauoris referti plenius gratiarum commoditatibus perpetuo gratulentur, dilectis filijs Rectori ac vniuersis et singulis doctoribus, magistris, licentiatis, baccalarijs et alijs scolaribus ecclesiasticis tam secularibus quam regularibus in eodem studio, postquam inibi vigere ceperit, in quacumque licita preterquam tamen in Theologica facultate huiusmodi pro tempore legentibus, aut alias litterarum studio inibi quomodolibet insistentibus, auctoritate presencium indulgemus, statuimusque et eciam ordinamus vt eorum singuli fructus, redditus et proventus omnium et singulorum beneficiorum suorum ecclesiasticorum, secularium et regularium, cum cura et sine cura, que eciam in quibusuis ecclesijs siue locis ad presens obtinent, ac illos pro tempore obtinere contigerit, eciam si canonicatus et prebende, dignitates, personatus, administrationes vel officia in cathedralibus, eciam metropolitanis seu collegiatis ecclesijs, et dignitates ipse in cathedralibus, etiam metropolitanis post pontificales maiores, aut in collegiatis ecclesijs huiusmodi principales fuerint et ad ea consueuerint qui per electionem assumi, quecumque, quotcumque et qualiacumque extiterint, cum ea integritate, cotidianis distributionibus dumtaxat exceptis, libere percipere valeant, cum qua illos perciperent si in ecclesijs siue locis ipsis personnaliter residerent; et ad residendum interim in eisdem minime teneantur, nec ad id a quoquam inuiti valeant coartari.

Annulation des clauses de droit commun contraires à la concession du privilège.

Non obstantibus si primam in ecclesijs siue locis huiusmodi non fecerint personalem residenciam consuetam, ac tam felicis recordationis Bonifacij pape .viij. predecessoris nostri, per quam concessiones super percipiendis fructibus huiusmodi sine prefinitione temporis fieri prohibentur, quam alijs apostolicis et in prouincialibus ac synodalibus concilijs editis constitutionibus, necnon statutis et consuetudinibus ecclesiarum siue locorum huiusmodi contrarijs, iuramento, confirmatione apostolica vel quacumque firmitate alia vallatis quibuscumque, eciam si de illis seruandis et non impetrandis litteris apostolicis contra ea, et ipsis litteris non vtendo, eciam ab alio vel alijs impetratis seu alias quouismodo concessis, dicti beneficiati prestiterint hactenus vel in futurum eos prestare contigerit forsitan juramentum; seu si locorum ordinarijs a sede apostolica sit concessum vel inantea concedi contingat quod canonicos et rectores ac personas ecclesiarum suarum ciuitatum et diocesium, eciam in dignitatibus, personatibus, administrationibus vel officijs constitutos per subtractionem prouentuum suorum ecclesiasticorum vel alias compellere valeant ad residendum personaliter in eisdem; aut si eisdem ordinarijs et dilectis filijs capitulis ecclesiarum predictarum vel quibusuis alijs communiter vel diuisim a sede predicta sit indultum vel in posterum contigerit indulgeri, quod canonicis et rectoribus ac personis ecclesiarum ciuitatum et diocesium predictarum, eciam in dignitatibus, personatibus, administrationibus vel officijs constitutis non residentibus in eisdem vel qui primam in illis huiusmodi residenciam non fecerint, fructus, redditus et prouentus suorum beneficiorum ecclesiasticorum ministrare minime teneantur, et ad id compelli non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem, et quibuslibet alijs privilegijs, indulgencijs et litteris apostolicis generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per

que presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri, et de quibus quorumque tenoribus habenda sit in nostris litteris mentio specialis.

Condition à remplir par celui qui désire jouir du privilége.

Prouiso quod beneficia ipsa debitis non fraudentur obsequiis, et animarum cura in eis quibus illa imminet nullatenus negligatur, sed per bonos et sufficientes vicarios a personis beneficia huiusmodi obtinentibus, deputandos, quibus de beneficiorum obtentorum huiusmodi prouentibus necessaria congrue ministrentur, diligenter exerceatur et deseruiatur inibi laudabiliter in diuinis.

Anathème et date.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis, constitutionis et ordinacionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se noverit incursurum.

Dat. Rome apud sanctos apostolos .v. Idus decembris Pontificatus nostri anno nono.

Registrata gratis
Jo. Stalberg.

III.

Le pape Martin V établit les abbés de Saint-Laurent de Liège, et de Tongerloo ainsi que le prévôt de Sainte-Gertrude à Louvain, comme conservateurs et défenseurs du privilège précédent (1).

9 décembre 1425.

Martinus Episcopus seruus seruorum dei. Dilectis filijs sancti laurencij extra muros leodienses et beate marie de Tongherloe Abbatibus, ac preposito sancte gertrudis loua-

(1) Ce document est intitulé dans le manuscrit : *Conseruatoria perpetua super priuilegio suprascripto.*

niensis per prepositum soliti gubernari, Cameracensis et Leodiensis diocesium, monasteriorum, salutem et apostolicam benedictionem. Hodie in fauorem et pro jncremento studij louaniensis, leodiensis diocesis, litteras nostras concessimus in hec verba : Martinus Episcopus seruus seruorum dei. Ad perpetuam rei memoriam. Qui creditum etc. (*Suit le texte de la bulle précédente*). Cupientes igitur vt jndulti necnon statuti et ordinationis predictorum littere prefate, cuiusuis impugnationis nota seclusa, serventur inconcusse, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatenus vos, vel duo, aut vnus vestrum, per vos vel alium seu alios, in premissis omnibus et singulis ipsis obtinentibus beneficia predicta oportune defensionis auxilio assistentes, ipsasque litteras ac jndulta, statutum et ordinationem huiusmodi auctoritate apostolica predicta, vbi et quando expedire videritis, solempniter publicantes et inuiolabiliter obseruari, necnon iuxta illarum continenciam et formam eosdem fructus, redditus et prouentus huiusmodi obtinentibus beneficia prefata integre ministrari facientes, non permittatis eos aut ipsorum aliquem contra tenorem et continentiam antedictos ad residendum in ecclesijs siue locis per ordinarios et capitula huiusmodi aut alios quoscumque compelli indebite aut alias quomodolibet molestari; contradictores quoslibet et rebelles cuiuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis vel conditionis extiterint, per censuram ecclesiasticam et alia iuris remedia efficaciter compescendo. Non obstantibus omnibus supradictis, seu etiam si ordinarijs et capitulis predictis vel quibusuis alijs communiter vel diuisim ab eadem sede sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem.

Dat. Rome apud sanctos apostolos. v. Idus Decembris Pontificatus nostri anno nono.

Registrata gratis.
Jo. Stalberg.

IV.

Le pape Martin V accorde aux ecclésiastiques de l'Université de Louvain : a) *de n'être tenus à recevoir, si ce n'est après un terme de sept années, le diaconat auquel ils peuvent être obligés de se faire promouvoir à raison de bénéfices dont ils jouissent;* b) *de pouvoir s'appliquer à l'étude du droit civil malgré la défense des lois canoniques à ce sujet* (1).

9 décembre 1425.

Titre du souverain pontife et arenga *ou préface.*

MARTINUS EPISCOPUS SERUUS SERUORUM DEI. AD FUTURAM REI MEMORIAM. Quoniam per litterarum studia viri moribus imbuuntur, virtutibus ornantur, humiles efferentur et studiosi dulci quasi quodam rore spiritu sapiencie et intellectus suffusi, diuinis humanisque sectandis legibus, gerendis quoque rebus seriem ac ceteris opem consilij conferunt sanioris, dignum ducitur vt talibus vacantes studijs amplis fauoris insignijs et gratiarum priuilegijs attollantur et honorentur.

Concession aux bénéficiers du privilège de ne pouvoir être obligés à recevoir le diaconat, si ce n'est après sept ans.

Cupientes igitur vt venerabile studium opidi louaniensis leodiensis diocesis, nostrorum fauoris et priuilegiorum munere perpetuo iocundetur, cum illis ex dilectis filijs Rectore et singulis ecclesiasticis, tam secularibus quam regularibus personis, de vniuersitate studij predicti, in quacumque inibi facultate licita et honesta legentibus aut litterarum studio quomodolibet insistentibus, presentibus et futuris, qui parochiales ecclesias vel alia beneficia ecclesiastica, secularia vel regularia, cum cura vel sine cura, quecumque, dyaconatus vel presbiteratus ordines quomodolibet requirentia, eciamsi canonicatus et prebende, dignitates, personatus,

(1) Ce document est intitulé dans le manuscrit : *Priuilegium pro auditione legum ; de septem annis stando in studio, pro illis qui habent dignitates et curas, et non sunt promoti.*

administrationes vel officia in cathedralibus, eciam metropolitanis, aut collegiatis ecclesijs vel alijs locis, seu prioratus, preposituræ eciam conuentuales ordinis cuiuscumque, et dignitates ipse in cathedralibus, eciam metropolitanis maiores post pontificales, seu collegiatis ecclesijs huiusmodi principales existant, ad presens obtinent aut in posterum obtinebunt, vt ipsorum ratione vsque ad septennium a tempore illorum pacifice possessionis adepte computandum, dummodo post habitam pacificam possessionem eandem, nisi aliud eis super hoc canonicum suffragetur, infra annum in subdyaconos rite sint promoti, ad aliquem ex alijs ordinibus prefatis se promoueri facere minime teneantur, nec ad id a quocumque compelli possint inuiti, auctoritate apostolica tenore presencium de speciali gratia dispensamus.

Concession aux bénéficiers du privilège de pouvoir enseigner et étudier le droit civil.

Illis vero ex Rectore et singularibus personis eisdem quibus, vtpote in sacerdotio aut dignitatibus, personatibus seu alijs ecclesiasticis beneficijs quibuslibet pro tempore constitutis, leges legere vel studere canonica interdicunt instituta, quod nichilominus inibi dilecti filij doctores videlicet vniuersitatis dicti studij leges ipsas legere, et alios actus scolasticos in illis exercere, nec non quilibet ex scolaribus ipsis leges huiusmodi vsque ad decennium legere et studere, ac eciam in eis disputare, necnon quosuis alios scolasticos actus facere et exercere, ac baccalariatus et licencie gradus nec non doctoratus insignia recipere, eciam iuxta laudabiles morem et vsum super hoc in alijs studijs generalibus obseruatos libere et licite valeant, eadem auctoritate concedimus et indulgemus per presentes.

Annulation des clauses de droit commun contraires à la concession du privilège.

Generalis concilij nec non felicis recordationis Honorij pape .iij. predecessoris nostri, ac alijs etiam apostolicis et in prouincialibus seu synodalibus concilijs editis constitu-

tionibus, necnon statutis et consuetudinibus ecclesiarum et locorum, in quibus seu quorum dignitates, prioratus, prepositure, personatus, administrationes, officia ac alia beneficia huiusmodi forsan fuerint, eciam iuramento, confirmatione apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, ceterisque contrarijs non obstantibus quibuscumque.

Condition à remplir par celui qui désire jouir du privilège.

Prouiso quod canonicatus et prebende, dignitates, prioratus, prepositure, personatus, administrationes, officia ac alia beneficia supradicta debitis propterea non fraudentur obsequijs et animarum cura in eis quibus illam pro tempore imminere continget nullatenus negligatur.

Anathème et date.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre dispensationis et concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se nouerit incursurum.

Dat. Rome apud sanctos apostolos .v. Idus decembris Pontificatus nostri anno nono.

Guillaume Neefs, écolâtre de Saint-Pierre, remit les bulles rapportées de Rome au magistrat de Louvain. Celui-ci lui remboursa, le 25 avril 1426, tous les frais qu'il avait eu à supporter tant pour son voyage que pour l'expédition des bulles par la chancellerie pontificale. On trouve l'indication de ces dépenses dans la note ci-dessus, p. 52.

En possession de ces précieux documents qui lui octroyaient la faculté d'ériger une Université dans ses murs, le magistrat comprenait qu'il n'y avait pas de temps à perdre si, comme tout le monde le désirait vivement en Brabant, il voulait faire ouvrir les cours au mois d'octobre suivant. Il décida donc de se mettre immédiatement à l'œuvre, et voulut lui-même se charger généreusement de toutes les dépenses que nécessiterait cette première organisation.

Plusieurs choses étaient à faire d'urgence. Il fallait recruter un corps professoral qui fût à la hauteur de sa mission, faire annoncer publiquement et officiellement l'ouverture prochaine des cours, acquérir, approprier et meubler des locaux pour les cours, enfin obtenir, avant le 9 décembre 1426, terme fatal fixé par le souverain pontife dans la bulle d'érection, l'exemption de l'Université de toute juridiction civile et ecclésiastique quelconque, et cela sous peine de nullité des faveurs accordées.

Recrutement des premiers professeurs. D'accord sans doute avec l'écolâtre du chapitre de Saint-Pierre, que Martin V lui-même, dans la bulle d'érection, avait désigné comme premier recteur pour un terme de cinq ans, le magistrat de Louvain entama des négociations avec différents savants pour leur offrir les chaires de l'institution naissante. Les extraits suivants des comptes de la ville pour les années 1425 et 1426 nous permettent de suivre, dans leurs différentes phases, les démarches de l'administration communale. Il en résulte notamment qu'on s'adressa aux personnes suivantes : 1° *Henri de Mera*, de Herenthals, licencié ès *décrets* ou droit canonique, qui occupait une position fort en vue à Bois-le-Duc (1); 2° *Jean van Neele*, de Breda, docteur en médecine, qui se trouvait dans sa ville natale; 3° *Nicolas Van Proemen* ou *a Prumea*, docteur en l'un et l'autre droit, à Cologne; 4° *Jean de Groesbeek*, docteur ès lois ou droit civil, parent de Gérard de Groesbeek, évêque de Liège, et résidant à Maestricht; 5° *Jean Rodolphi*, alias Flamingi *(Vleminck)*, d'Audenarde, maître ès arts; 6° *Jean de Platea*, dit aussi *de Lyra*, bachelier en droit canonique. Nous retrouvons tous ces savants présents, le 6 septembre 1426, à l'installation du premier recteur et à la cession de la juridiction municipale à l'Université.

(1) Nous avons parcouru en vain les histoires du diocèse et du chapitre de Bois-le-Duc de Coppens et de Schutjes, sans y trouver la moindre mention de la position que Henri de Mera occupait à Bois-le-Duc en 1426.

Pour l'intelligence des passages cités ci-dessous nous ferons remarquer que le mot flamand *rigeren*, en latin *regere*, signifie enseigner. Aussi les professeurs principaux étaient-ils appelés anciennement *régents*, *regentes*, en opposition avec les professeurs secondaires, auxquels on donnait souvent le nom de *liseurs*, *legentes*.

Le bedeau de la future Université, nommé Simon, de Cologne, fut désigné dès le mois de juin 1426. Nous reproduisons aussi ci-dessous les passages des comptes de la ville relatifs à la nomination de cet officier universitaire

16 *juin* 1426. Item Mychiel van Wanghe geseint xvi in junio te Colen met brieuen ane Symoen badel als dat hi te Louen quame bider stat omme met hem te spreken vander scole. Van viij dagen, x plecken sdaeghs; valent lxxx plecken.

21 *juin*. Item ghegeuen Symoen de bodelle xxiiij in junio ij gelten ryns wyns tot Janne Pauesterts. Voer de gelte x plecken, valet xx plecken.

1 *juillet*. Primo ghegeuen meester Henrick Merien j in julio ij gelten ryns wyns tot Dyanten Raboets. Vander gelte x plecken, valet xx plecken.

5 *juillet* Mychiel van Wanghe geseint v in julio ter Vueren met brieuen ane minen here van Brabant omme hem te bidden als dat hi scriuen woude ane de capittel ende ane stat vanden Bossche als dat sij meester Henrick [*de Mera*] wouden laten comen rigeren te Louen, ende van daer voert te Bruxel met brieue ane statt omme der selver saken wille. Valent v dagen l plecken.

10 *juillet*. Item Mychiel van Wanghe geseint x in julio metten brieue de de stat van Louen vercreghen hadde ane minen here van Brabant en ane stat van Bruxel te Bossche ane stat ende ane de capittel van den Bossche als dat meester Henrick [*de Mera*] mochte comen rigeren te Louen. Van v daghen l plecken.

13 *juillet*. Item ghegeuen Janne van Vertryck xiii in julio vanden coste de meester Henrick de Mera aldaer verterden doen hem de stat ontboden hadde als dat hi te Louen quame

spreken bider statt vander scolen, 1 croen. Valet lx plecken.

15 *juillet.* Item Mychiel van Wanghe geseint te Bruxel xv in julio ane minen here van Brabant metter andwerde de de stat ende capittel vanden Bossche gescreuen hadde van meester Henrick [*de Mera*] de te Louen rigeren soude. Van ii daghen xx plecken.

20 *juillet.* Item Mychiel van Wanghe geseint xxiij in julio te Breda met brieuen ane meester Janne Van Nele als dat hi quame te Louen bider stat omme met hem te spreken vander scolen. Van iiij dagen xl plecken.

22 *juillet.* Item meester Gielis voors. [Vander Stoct] geseint xxii in julio te Bruxel omme met here Willem den Bonte te spreken oft men meester Janne sinen neve (1) hebben souden moghe tot enen meester omme te lesen te Louen inde scole, ende voert metter stat van Bruxel enz. Van ij dagen cxx pl.

25 *juillet.* Item ghegeuen Gord Roelants xxv in julio vanden coste de meester Henrick de Mera aldaer verterden met ij perden, doen hem de stat ontboden hadde omme der scolen wille. Van vij daghen lanc ii^c xlix plecken.

— Item Coppen vander Stoct geseint xxv in julio met brieue ane meester Clase [*van Ploemen*] te Colen, ane meester Jan Vleminc [*Joannes Rodolphi, alias Flamingi, de Aldenardo*], ane meester Jan [*de Platea, alias*] Van Lyer, als dat sij quamen te Louen spreken metter stat vander scolen. Van vj daghen lx plecken.

31 *juillet.* Item ghegeuen bi beuele der statt xxxi in julio meester Henrick de Mera doen hem de stat ontboden hadde als dat hi te Louen quamen woenen omme der scolen te rigeren, voer sinen coste ende onleden vj gulden beyers, stuc te xxxviij plecken gerekent. Valent ij^c xxviii plecken.

— Item ghegeuen bj beuele der stat xxxi in julio den bodelle vander scolen doen de statt hem ontboden hadde als dat hi hier soude comen woenen. Voer sinen coste

(1) Les comptes de la ville donnent pour ce mot : *nve*, que nous traduisons par *neve*, laissant au lecteur d'apprécier la valeur de notre interprétation.

ende onleden, viij gulden beyers, stuc te xxxviij plecken, valent iij^c iiij plecken.

— Item Mychiel van Wanghe geseint xxxj in julio te Tricht [*Maestricht*] met brieuen ane meester Jan van Groensbeke omme hem te bidden dat hi te Louen quame bider stat. iij dagen, valent xxx plecken.

7 *août*. Item ghegeuen Wouteren Keyenoogen vij in oexste iiij gelten beanen die meester Jan van Groensbeke voirs. hadde. xl plecken.

8 *août*. Item ghegeuen Daniele Trappart viij in oexste van ij gelten beanen die meester Jan van Groensbeke hadde xx plecken.

— Item ghegeuen Gorde Roelans viij in oexste vanden coste die meester Jan voirs. in sine herberge verteerde; doenem die stat ontboden hadde omme dat hi te Louen woude comen rigeren ende jura lesen, vj½ gripen, stuc te xl plecken. Valent ij^c lx plecken.

— Item Jan die Pape gheseint viij oexste te Bruxel met mynen here van Brabant dat hi bidden woude meester Janne Van Groensbeke dat hi te Louen woude comen leesen jura ende die scoele regeren, ende op j cleyndinc niet en woude sien. Van .ij. dagen lx plecken.

14 *août*. Item ghegeuen Gorde Roelans bj beuele der statt xiiij in oexste vanden coste die meester Jan van Groesbeke in sijne herberge verteerde doen hi bider stat was omme der scole wille. Binnen v dagen viii½ grypen, stuc te xl plecken, valent iii^c xl plecken.

16 *août*. Item ghegeuen Janne de Pape xvj in oexste met brieuen te Aetrode ane here Wouteren den lantdeken van Louen, ende voirt te Mobertingen int lant van Loen ane meester Willem den scoelaster van Louen omme dat meester voirs. quame bider stat omme met hem te spreken vander scolen. Van ij dagen lx plecken.

20 *août*. Item ghegeuen Willem van Haien in den Weldeman xx in oexste bi beuele der stat vanden coste die meester Jan [*van Nele*] van Breda daer in sine herberghe verteerde doenem die stat ontboden hadde xcij plecken.

22 *août.* Item ghegeuen meester Clase van Proemen xxij in oexste ij gelten beanen ghehaelt te Goessen vten Lymingen. Valet xvj plecken.

En ij gelten te Janne Pauesterts. Valet xx plecken.

23 *août.* Item ghegeuen Janne [*van Neele*] van Breda xxiij in oexste van .ij. gelten ryns wyns te Joerden inden Ingel. xx plecken.

2 *septembre.* Item Heinrick vanden Dale gheseint ij in september te Breda met brieuen ane meester Janne vanden Eele als dat hi te Louen quame bider stat. Van iiij dagen xl plecken.

25 *septembre.* Item ghegeuen Symon de bodelle van sinen loene vander vniuersiteyt vander scoele van Louen xxvj in september, v gulden ryns, stuc te l plecken. Valent ii^c l plecken.

Acquisition des locaux. Dès le 23 juillet 1426, la ville acheta, aux enfants de Jean Platvoet, une maison située dans la *rue Neuve*, à l'angle de la rue de Savoie, pour y établir l'école publique de la faculté des arts (1). Ces locaux restèrent affectés à leur destination primitive jusqu'au moment de la suppression de l'Université en 1797.

« Les cours des facultés de droit et de médecine, dit » M. Van Even, furent donnés dans l'hôtel de la famille » van Rode, rue *de la Monnaie.* La ville avait obtenu cette » maison de Jean van Rode moyennant une somme modique. » L'auditoire de la faculté de médecine était orné de pein- » tures dues au pinceau d'Arnold van Voerspoële, dit *de Cof-* » *fermaker*, de Louvain. Le même artiste avait également » exécuté une peinture dans l'auditoire de la faculté de droit. » L'hôtel van Rode servit à la faculté de médecine jusqu'à » l'époque de l'appropriation à l'enseignement d'une partie » des halles au drap. Le 8 novembre 1433, la ville céda la

(1) Les comptes de la ville de Louvain, année 1426, fournissent beaucoup de détails sur les dépenses faites pour l'appropriation et l'ameublement de ce local.

» demeure de Van Rode, moyennant 100 couronnes d'or, à » Nicolas de Saint-Géry, maïeur de Louvain. » *Louvain monumental*, pp. 286 sv.

Annonce de l'ouverture des cours. A la demande du magistrat de Louvain, cette annonce fut faite solennellement, le 18 août, par le duc de Brabant lui-même. Nous donnons ci-dessous le texte de ces lettres patentes, et nous le faisons précéder de quelques extraits des comptes de la ville de Louvain, dont il résulte entre autres qu'Edmond de Dynter, secrétaire du duc, eut une large part dans l'obtention de cette faveur.

22 *août.* Item ghegeuen op .j. vaert te Bruxel xxij in oexste .j. here ende .j. clerc, dats te wetene Joes Absloens ende Geerade Van Bausele, omme mijnen here van Brabant te bidden dat hi der stat van Louen brieuen verlenen woude die scolo van Louen cont te doene in allen lande ende steden. Van ij dagen, viij gulden, stuc te xxx plecken ij^c xl plecken.

23 *août.* Item ghegeuen Willem Van Haien voirs. xxiij in oexste bi beuele der stat van den coste die meester Emont [*De Dynter*] mijns heren van Brabant secretarijs in sine herberge verterde die hj brieuen van mynen brachte van den consente van mynen here van Brabant vander scoelen doen te condegene in alle stede ende landen xxviij plecken.

24 *août.* Item Geeraide van Bausele voirs gheseint te Bruxel xxiiij in oexste die brieuen van mijnen here van Brabant te crigene omme de scole van Louen te condegene in allen lande ende steden. Van ij dagen met ij perden cxx plecken.

3 *septembre.* Item ghegeuen bi beuele der statt meester Emons sone [*de zoon van Edmond De Dynter*] iiij in september te hoefschiden doen hj der stat van Louen brieuen brachte die mijn here van Brabant der stat besegelt hadde omme te condegen in ander lande ende steden buten ende binnen lants vander scoelen van Louen, ij gulden Ryns, stuc te l plecken. Valent c plecken.

Jean IV, duc de Brabant, annonce publiquement l'ouverture des cours de la nouvelle Université pour le 2 octobre 1426 (1).

18 août 1426.

Uniuersis et singulis Serenissimis Regibus, Reuerendisque in christo Patribus et Illustribus Principibus sacri Imperij Electoribus, ac ceteris Archiepiscopis, Ducibus, Marchionibus, Lantgrauijs, Comitibus, spectabilibus et nobilibus dominis consanguineis, confederatis et fautoribus nostris dilectis ad quos vel ad quorum noticiam presentes nostre littere peruenerint, Johannes dei gracia Lotharingie, Brabantie et Lymburgie dux, sacrique Imperij marchio, necnon Hanonie, Hollandie et Zelandie comes ac dominus Frisie, obsequium nostrum et continuum amoris incrementum; necnon omnibus et singulis abbatibus, prioribus, prepositis, archidyaconis, decanis, vicedecanis, cantoribus, scolasticis, thesaurarijs, canonicis tam cathedralium quam collegiatarum, et parochialium ecclesiarum rectoribus, presbiteris, vicarijs perpetuis, capellanis, curatis, notarijs publicis, clericis, scolaribus et studentibus, ac burgimagistris, scabinis, consulibus, juratis et gubernatoribus ciuitatum, opidorum et villarum vbilibet constitutis, salutem et omne bonum cum agnitione veritatis infrascriptorum. In diuini nominis gloria exultamus et multiplici gaudiorum affluencia letamur cum ea que mens (2) nostrarumque terrarum et ditionum ac vicinarum gencium et locorum quorumcumque honores et commoda et vtilitates respiciunt, possumus explanare. Sane quidem sanctissimus in christo pater et dominus noster dominus Martinus diuina prouidentia papa modernus

(1) Ce document est intitulé dans le manuscrit : *Notificatio de inchoatione studij generalis louaniensis facta in partibus circumuicinis.*

(2) Dans les *Privilegia Academiæ Lovaniensi concessa*, éd. de 1728 (I, p. 25) on lit *nos*, au lieu de *mens*. Tous les manuscrits que nous avons pu consulter donnent *mens*. Nous pensons qu'il faut lire *nostra*.

quinto idus decembris pontificatus sui anno nono per suas litteras more Romane curie bullatas, vt litterarum sciencia deo auctore magis magisque ac vberius refloreat, mentes, intellectus et corda deuotorum irriguo suo fonte madescat, ac per eam morum, virtutum et deuotionum copie multiplicentur et tamquam in tellure compluta (1) seminate fructum germinent speciosum; ad instantes et humillimas preces Sue Sanctitati repetitis vicibus nostri pro parte suggestas, in opido nostro louaniensi, leodiensis diocesis ac nostri ducatus Brabantie, loco igitur vineis, pratis, riuulis, frugibus et fructibus ac alijs circa victualia necessarijs referto, jn aere dulci et bona temperie situato, loco quidem spacioso et jocondo, et vbi mores burgensium et incolarum sunt benigni, studium generale pie et ex sue miserationis innata clemencia erexit, quod diuersis libertatibus, exemptionibus et privilegijs ad aliorum studiorum generalium instar fulcitum decorauit. Ad cuius quidem studij prosecutionem ac ipsius de cetero continuationem de spectabilibus et egregijs doctoribus, licenciatis et magistris in omni litterarum sciencia, preterquam in sacra Theologia, eruditis sufficienter prouidimus ac prouideri fecimus. Qui siquidem doctores et magistri lecturas suas, quilibet in sua facultate, ac alios consuetos actus scolasticos secunda die mensis octobris proxime futura ad dei laudem et honorem inchoabunt, deo ductore prosperandum. Et vt tam pium tamque salubre principium laudabiliter inchoandum deo propicio effectum consequi prosperum laudabilius valeat et votiuum, ad quod doctores, magistros, licentiatos, baccalarios et scolares quoslibet hylariter inuitamus, ipsos et eorum quemlibet ab omni iniuria et violencia, dum opus fuerit, per nos et officiarios nostros vbique nostrorum ducatuum, terrarum et ditionum, tam per terram quam per aquam, defensare curabimus et tueri, ac ab opidanis et jncolis dicti nostri opidi louaniensis dulciter et amorose tractari, bannitis, proscriptis ac fugitiuis

(1) Les *Privilegia*, éd. de 1728 (I, p. 25) donnent ici *complura*, au lieu de *compluta*. Il faut *compluta*, qui signifie *arrosé par la pluie*.

a nostris Brabancie ducatu ac louaniensi opido, ac qui suis exigentibus demeritis et forefactis in corpore seu membris corrigi demeruerunt semper exclusis. Quo circa vos omnes et singulos Serenissimos Reges, Illustres Principes, Archiepiscopos, Episcopos, Duces, Marchiones, Comites, consanguineos, confederatos ac amicos nostros, ac alios prescriptos, cuiuscumque status, conditionis aut preeminencie fueritis, in amore mutuo deprecamur et rogamus quatenus omnia et singula per jurisdictiones vestras solempniter permittere publicari, ac omnes et singulos doctores, magistros, licenciatos, baccalarios, scolares et studentes vniuersos ad dictum generale nostrum studium confluentes cum suis rebus, bonis et familia ab omni violencia et iniuria defendere velitis et tueri, nostrarum precum interuentu et contemplacione singulari. Quod vobis omnibus et singulis nostris senescallis, bailliuis, scultetis, villicis ac alijs officiarijs et subditis nostris districte precipiendo ad plenum et fideliter exequi damus in mandatis. Volentes preterea quod supradictis doctoribus, magistris, licenciatis,lectoribus, baccalarijs et scolaribus ac studentibus, et eorum cuilibet, de securo et saluo conductu, si et quando requisiti fueritis, prouidere curetis sub obtentu gracie nostre; ac faciendo premissa passim et publice publicari locis et temporibus congruis et oportunis; scientes quod, si contradictionem vel negligenciam vestram ad nos veridicorum fama perduxerit, ad qualitatem demeritorum vestrorum in rebus et corpore vestris vos grauiter puniemus. Datum in opido nostro Bruxellensi, sub nostro sigillo presentibus impresso, die decima octaua mensis Augusti anno domini millesimo quadringentesimo vicesimo sexto.

Per dominum ducem
E. De Dynter.

Cession de toute juridiction à l'Université. Prescrite par le pape Martin V dans la bulle même d'érection (1), cette cession

(1) Cette exemption de toute juridiction dont jouissaient autrefois les Universités faisait partie du droit public du moyen âge.

devait se faire, sous peine de nullité de la faveur concédée, endéans l'année qui suivrait le 9 décembre 1425, date de l'expédition de la bulle. Le 6 septembre 1426, veille du jour de l'installation de l'Université, le magistrat de Louvain transporta au recteur toute sa juridiction sur les membres et les suppôts de l'Université; le chapitre de Saint-Pierre en fit de même le 5 octobre suivant. Il restait encore maintenant à obtenir la cession de juridiction de la part du duc de Brabant. Elle se fit attendre assez longtemps. Si l'on peut en croire Molanus, le duc éprouva une certaine répugnance à faire l'abdication totale de son autorité : « Audivi, écrit-il, » Wamesium in Universitate referentem. Joannem ducem » valde sollicitasse ne hanc abdicationem faceret, sed Marti- » num cedere noluisse eo quod ipse, quum Bononiensis esset » professor, a laico magistratu indigne fuisset tractatus. » *Historia Lovaniensium*, I, p. 462.

Quoi qu'il en soit, l'Université et le magistrat de Louvain voyant que la cession du duc se faisait attendre outre mesure, et craignant qu'elle n'arrivât pas avant le terme fatal fixé dans la bulle, résolurent de faire des démarches pressantes auprès du duc afin qu'il voulût bien consentir à l'octroi de la charte de cession. Comme une première députation de magistrats communaux, envoyée à Bruxelles à la fin du mois d'août 1426, n'avait rien obtenu (1), on décida d'en envoyer une nouvelle composée de professeurs de l'Université et de membres du conseil de la ville. L'Université députa Jean van Neele et Henri de Mera, docteurs et professeurs, et la ville Josse Absoloens et Gérard van Hanewyck, conseillers. Ces délégués s'abouchèrent, le 25 septembre 1426, avec le duc qui se trouvait en ce moment à l'abbaye de Saint-Ghislain, près de Mons (2), et le prièrent de pouvoir se concerter, à

(1) « Item op .j. vaert gheseint te Bruxel xxx in oexste .ij. heren, » .j. clerc ende .j. cnape, dats te wetene Gielis die Rike borgemeester, » Jan vander Borchouen, Geerad van Bausele ende Jan Colon, omme » met mijnen here van Brabant te spreken vander scoelen te Louen. Van » .ij. dagen, xiij gulden, stuc te xxx plecken; valent iiij^c xx plecken. »

(2) « Item ghegeuen Janne Van Neele, meester Hendrick de Mera, Joes

Bruxelles, avec quelques-uns de ses conseillers, afin de s'entendre sur les moyens de remplir ou de *purifier*, en langage juridique, la clause de la bulle pontificale relative à la cession de la juridiction. Une conférence fut fixée au lundi 30 septembre. De la part de l'Université les commissaires étaient les professeurs Jean de Groesbeek, Jean Van Neele, et Henri de Mera; de la part de la ville, Josse Absoloens et maître Gilles vanden Stoc; (1) enfin, de la part du prince, le comte de Conversan et de Brienne, seigneur d'Enghien, le comte Guillaume de Seyne, seigneur de Rhode-Sainte-Agathe, maître Corneille Proper, prévôt et trésorier de la cathédrale de Cambrai, et enfin Guillaume de Montenaken, seigneur de Graesen et de Wilre. Dans cette conférence, les conseillers du duc, sans doute pour vaincre plus facilement l'hésitation de leur maître, obtinrent quelques concessions de la part de l'Université, concessions qui cependant furent frustrées dans la suite grâce aux vives protestations de la faculté des arts.

Voici ce qui fut convenu. Le duc céderait, simplement et sans restriction aucune, au recteur et à l'Université toute sa juridiction sur les membres et les suppôts de l'Université,

» Absloens, Gheert van Haenwyc, xxij in september doen sij reden tot » St. Leyns in Henegouwe bij minen here van Brabant omme de privi- » legien ende rechten van hem te ghecrigene van der Vniuersiteit wegen » van Leuven, die sij verterden doen. Van v dagen met ix perden; valent » x[c] xclij plecken.

» Item van haren perthuren van v perden die sij hurden. Van v dagen, » ende van elken dage viij plecken. Valent ij[c] plecken.

» Item Jan Colon gheseint xxvj in september te St. Geleyns in Hene- » gouwe met brieuen ane mynen here van Brabant omme hem te » bidden dat hi gheuen der Vniuersiteyt van Louen priuilegien ende » rechte. Van viij dagen cxx plecken. » Comptes de la ville de Louvain, 1426.

(1) « Item op .j. vaert gheseint te Brussel xxix in september meester » Jan Van Groensbeke met iij perden, meester Jan Vanden Eele, meester » Henrick de Mera, Joes Absloens, meester Gielis Vander Stoct ende » Joerden De Coc, bi den rade van Brabant om .j. middel te vinden van » myns heren van Brabants rechte ende heerlicheit. Ende vore haren cost » die sy deden ende vore hare perthuren te gader iij[c] lxxxxiiij plecken. » Comptes de la ville de Louvain, 1426.

conformément au paragraphe *Rursus* etc. de la bulle de Martin V. Cela fait, le recteur et l'Université devaient rétrocéder, à perpétuité et sous certaines clauses, au duc et à ses successeurs, ou au mayeur de Louvain, représentant du duc, la pleine connaissance, punition, correction et exécution, pour les suppôts et membres laïques de l'Alma Mater, de toute cause criminelle emportant comme peine la mutilation ou une peine plus forte. En outre, pour prévenir l'abus que les suppôts de l'Université, sous prétexte de privilège, pourraient faire des faveurs obtenues, il fut également statué que, dans le cas où un membre de l'Université s'émanciperait au point de frapper ou de poignarder, itérativement après une première condamnation, un officier du duc ou un bourgeois de la ville, ce récidiviste ne pourrait se prévaloir des privilèges accordés à l'Université pour échapper à la juridiction ducale ou municipale (1).

A l'issue de la conférence, les délégués de la ville et de l'Université retournèrent à Louvain satisfaits parce qu'on leur avait fait les meilleures promesses. Toutefois, pour dissiper toutes ses inquiétudes, le magistrat envoya, le 14 octobre, à Edmond de Dynter, secrétaire du duc, Gilles vander Stoct, qui avait fait partie de la conférence, pour s'informer confidentiellement de la disposition du conseil de Brabant dans cette affaire (2).

Nous donnons ci-dessous le texte des trois actes de cession de juridiction : 1° de la ville, 2° du chapitre de Saint-Pierre, et 3° du duc de Brabant.

(1) Nous empruntons ces détails à l'excellent ouvrage du docteur Fr. Van de Velde : *Recherches historiques sur l'érection, constitution, droits et priviléges de l'Université de Louvain*, n° 2, pp. 8 et suivantes.

(2) « Item meester Gielis Vander Stoct gheseint xiiij in octobri te » Bruxel ane meester Emonde [*de Dynter*] omme heymelec te vernemen » hoe dat die meesters vander Vniuersiteyt van Louen van mynen here » ende sinen rade ghesceden waren vanden versuecke vanden brieuen » vander Vniuersiteyt die sij gherne ghehat hadden. Van .j. dage » lx plecken. » Comptes de la ville de Louvain, 1426.

I.

Cession de toute juridiction au recteur et à l'Université par le magistrat de Louvain (1).

6 septembre 1426.

In nomine domini amen. Anno a natiuitate eiusdem millesimo quadringentesimo vicesimo sexto, indictione quarta, Pontificatus sanctissimi in Christi patris et domini nostri domini Martini diuina prouidentia pape .v. anno nono, mensis septembris die sexta, hora vesperarum vel quasi, in nostrorum notariorum publicorum et testium infrascriptorum specialiter ad hoc vocatorum presentia personaliter constituti venerabiles, prouidi et circumspecti viri domini doctores et magistri Wilhelmus Nepotis, scolasticus ecclesie collegiate sancti Petri Louaniensis, Leodiensis diocesis, magister in artibus et baccalarius in jure canonico, Rector Vniuersitatis studii opidi Louaniensis, Johannes de Groesbeke, legum, Nicolaus de Prumea, utriusque juris, Johannes De Neel, medicine doctores et in artibus magistri, Gerardus Bruyn, in artibus magister et in jure canonico baccalarius, eiusdem ecclesie collegiate sancti Petri Louaniensis decanus, Henricus de Mera, in jure canonico licentiatus, Godefridus Cromme, Johannes de Tuldel, Johannes Rodolphi alias Flamingi de Aldenardo, Petrus de Renesse, Johannes Stockelpot, Godefridus de Gompel, Johannes Keerman et Amelricus de Sychenis, in artibus magistri, necnon Johannes de Platea alias de Lyra, in jure canonico baccalarius, animo idem studium fundandi, incipiendi et continuandi specialiter congregati, petiuerunt et debita cum instantia dominos burgimagistros, scabinos, consules, ceterosque gubernatores et juratos opidi Louaniensis presentes et pro

(1) Ce document est intitulé : *Cessio, translatio et resignatio opidi Louaniensis omnis jurisdictionis et superioritatis in Rectorem et Vniuersitatem.*

tunc, vt videbatur, ipsum opidum representantes, requisiverunt quatenus ipsi secundum tenorem et continentiam certarum litterarum apostolicarum pro generali studio inantea et in perpetuum in ipso opido Lovaniensi tenendo et fouendo, Rectori pro tempore et Vniuersitati eiusdem studij privilegia et libertates in ipsis litteris apostolicis contenta annuerent, et concederent omnem cognitionem, punitionem, cohercionem et jurisdictionem, ac penitus omnimodam superioritatem, si quam vel quas idem opidum habuit, habeat, habere potuerit, haberet vel habere possit in ipsos Rectorem et doctores, magistros ceterosque graduatos et scolares eiusdem studij ac eorum familiares in et de negocijs, causis, et rebus tam ciuilibus quam criminalibus, magnis et paruis, abdicando, et in Rectorem pro tempore et Vniuersitatem prefatos pure et simpliciter cedendo, transferendo et resignando. Quorum petitione et requisitione sic factis, ad statim post aliqualem dictorum dominorum burgimagistrorum, scabinorum, consulum, ceterorumque gubernatorum et juratorum opidi prefati inter se deliberationem prehabitam, Egidius Divitis, opidanus et burgimagister eiusdem opidi, eo nomine ac pro se et pro ipsis omnibus idem opidum Louaniense representantibus, pro tunc ac ad infrascripta, videlicet pro purificatione dictarum litterarum apostolicarum quoad fundationem, inceptionem et continuationem ipsius generalis studii Louaniensis prefati a Sancta Sede Apostolica concessarum inibi tenendi et fouendi, conuocatis et congregatis, in Rectoris, doctorum et magistrorum prefatorum ac nostrorum infrascriptorum notariorum presentia, protulit et asseruit hec verba vel consimilem intellectum habentia. Quod ipsum opidum Louaniense omnem cognitionem, punitionem, cohercionem, jurisdictionem et penitus omnimodam superioritatem, si quam vel quas habuit, habere potuerit, haberet vel habere possit in Rectorem, doctores, magistros ceterosque graduatos et scolares, aut aliquem eorum de suppositis aut membris ipsius Vniuersitatis, ac ipsorum familiares, in et de omnibus negociis, causis et rebus tam ciuilibus quam eciam criminalibus, magnis et paruis, illas sibi abdicauit et

in presenti abdicat, et in ipsos Rectorem pro tempore et Vniuersitatem cessit, transtulit et resignauit, ac eciam in presenti cedit, transfert et resignat, nichil juris in predictis aut aliquo premissorum sibi quomodolibet competentis reseruando. Sicque voluit et in presenti vult, ac in futuris perpetuis temporibus velit habere et permanere ac inuiolabiter obseruari. In cuius eciam euidentius testimonium et signum ipse Egidius burgimagister dicto domino Rectori omnes bullas siue litteras apostolicas fundationis et priuilegiorum sepedicti studij in et ad manus eius tradidit et resignauit, per Rectorem pro tempore et Vniuersitatem sepedictos in antea et de cetero reseruandas et custodiendas; supplicans tamen idem Egidius burgimagister dictis Rectori, doctoribus et magistris prenominatis, quatenus ipsi de statutis congruis et honestis pro bono et concordia Vniuersitatis et opidi prefatorum vellent prouidere. Super quibus omnibus et singulis idem magister Wilhelmus Rector nomine Rectorum pro tempore et Vniuersitatis, ac Egidius Diuitis, burgimagister, predicti, eo nomine et opidi, prefatorum a nobis notarijs publicis infrascriptis publicum fieri petierunt instrumentum seu publica instrumenta ad dictamen cuiuslibet sapientis. Acta fuerunt hec in domo consulatus prefati opidi, in camera nuncupato die Rosenhoet, sub anno, indictione, mense, die, hora, loco ac pontificatu, quibus supra, presentibus ibidem honestis et discretis viris dominis Johanne dicto Pape, presbitero, et Aristotele de Via lapidea, clerico Cameracensi, nec non dominis Waltero Leeman ac Simone de Ponte alias Metten Gelde, presbiteris capellanis ecclesie sancti Petri Louaniensis predicte, Leodiensis diocesis, testibus fide dignis ad testificandum premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego Symon de Outdorp, clericus Traiectensis diocesis, publicus imperiali auctoritate notarius, quia premissis omnibus et singulis, dum sic vt premittitur fierent et agerentur, vna cum discretis viris Judoco notario subscripto et testibus prenominatis presens interfui, eaque sic fieri vidi et audiui, ideo hoc presens publicum instrumentum exinde confectum

propria manu scripsi et subscripsi, ac signo meo solito et consueto signaui rogatus et requisitus, in fidem et veritatis testimonium omnium et singulorum premissorum.

Et ego Judocus Sapiens, clericus Leodiensis diocesis, publicus sacra imperiali auctoritate notarius, quia premissis omnibus et singulis supradictis, dum sic vt premittitur fierent et agerentur, vna cum discreto vero Symone, notario suprascripto, et testibus supratactis presens interfui eaque sic fieri vidi et audiui, ideo hoc presens publicum instrumentum, per alium fideliter scriptum, exinde confeci et subscripsi, signo solito et consueto signaui rogatus et requisitus in fidem et veritatis testimonium omnium et singulorum premissorum.

II.

Cession de toute juridiction au recteur et à l'Université par le chapitre de Saint-Pierre.

5 octobre 1426.

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat euidenter quod anno a natiuitate eiusdem millesimo quadringentesimo vicesimo sexto, indictione quarta, mensis octobris die quinta, hora summe misse vel circiter, Pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Martini diuina prouidentia huius nominis pape quinti anno nono, in mei notarij publici et testium infrascriptorum presentia personaliter constitutis venerabilibus et circumspectis viris dominis doctoribus et magistris Johanne de Groesbeke in legibus, Nicolao de Prumea in vtroque jure, Johanne De Neel in medicinis doctoribus et magistris in artibus, necnon quam pluribus alijs dominis et magistris almam Vniuersitatem studij Louaniensis representantibus, nomine et ex parte predicte Vniuersitatis, ex vna, necnon venerabilibus et circumspectis viris dominis et magistris Wilhelmo de Asscha preposito, Gerardo Bruyne

in jure canonico baccalario et in artibus magistro, decano, ac capitulo ecclesie sancti Petri Louaniensis capitulariter propter ea que sequuntur congregatis, eodem capitulo ad hoc specialiter indicto, partibus ex altera; qui quidem venerabiles et circumspecti viri domini doctores et magistri supra nominati prefatam Vniuersitatem studij Louaniensis representantes, nomine et ex parte prefate Vniversitatis studij Louaniensis per os venerabilis et circumspecti viri et domini Johannis de Groesbeke predicti debita cum instantia petiuerunt ac requisierunt prefatos prepositum, decanum et capitulum quatenus ipsi, secundum omnes tenorem et continentiam litterarum apostolicarum per dictum dominum nostrum papam pro generali studio in opido Louaniensi perpetuis temporibus tenendo et fouendo concessarum et indultarum, suos consensum et assensum adhibere velint necnon omnem jurisdictionem, dominium et libertates quas, quod et que prefati decanus, prepositus et capitulum habuerunt, habent et habere poterunt in subditos dicti opidi, pro purificatione predicte bulle ac generalis studij Louaniensis fundatione et erectione in dominos Rectorem ac doctores et magistros prefate Vniuersitatis resignare et transferre non dedignarentur seu recusarent. Qui quidem venerabiles et circumspecti viri prepositus, decanus et capitulum vnanimiter et concorditer ibidem pro maiori et saniori parte prefati capituli congregati, matura et sufficienti deliberatione prehabita, per quamdam scedulam papiream per prefatum dominum decanum mihi notario publico infrascripto ad perlegendum traditam responderunt. Cuius quidem scedule tenor sequitur et est talis :

Nos prepositus, decanus, Walterus Nepotis, Henricus de Castre, Nicolaus de Latoe, Egidius Roede, Gossuinus de Zomeren, Nicolaus de Steyvordia, Johannes Vinck et Renerus Corsbouc, canonici ecclesie sancti Petri louaniensis, per dictum dominum decanum capitulo super his indicto que sequuntur ut maior et sanior pars ipsius capituli congregati, necnon scolasticus eiusdem ecclesie concorditer et vnanimiter, nemine de predictis discrepante, transferimus, quantum

in nobis est et de jure possumus, omnem jurisdictionem in Rectorem et Vniuersitatem Alme Matris Vniuersitatis studij Louaniensis secundum tenorem litterarum apostolicarum desuper dicte Vniuersitati per sanctissimum dominum nostrum papam Martinum quintum modernum concessarum, in quantum scolares predicte Vniuersitatis presentes vel futuros concernit pro presenti vel in futurum concernere possit. Quam quidem responsionem seu reportationem unusquisque prefatorum dominorum prepositi, decani et canonicorum per se ac pro se personaliter fecit, dedit et transportauit, consentiit et accordauit quantum ipsos et eorum quemlibet concernit aut concernere poterit, nomine et ex parte dicti capituli trantulit et vt prefertur omnimodo resignauit. Super quibus omnibus et singulis prefati domini doctores ceterique magistri nomine et ex parte prefate Alme Matris Vniuersitatis studij Louaniensis publicum siue publica petierunt a me notario publico infrascripto instrumentum siue instrumenta.

Acta fuerunt hec Louanij, Leodiensis diocesis, in loco capitulari predicto, presentibus ibidem discretis et honestis viris domino Johanne Sampeyn presbitero, in predicta sancti Petri ecclesia capellano, Johanne de Drogenbroeck, Henrico de Colonia virgifero dicti capituli, et Johanne dicto Metten Gelde, Leodiensis et Cameracensis diocesium, testibus fide dignis ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego Walterus dictus Wartsman de Louanio, presbiter Leodiensis diocesis, publicus sacra apostolici et imperiali auctoritatibus necnon venerabilis curie Leodiensis juratus notarius, quia supradictis peticioni, requisitioni et responsioni per supradictas partes hinc inde factis et datis, necnon ceteris omnibus alijs et singulis, prout hic superius conscribuntur vna cum supradictis testibus presens fui eaque sic fieri vidi et audiui, idcirco hoc presens publicum instrumentum manu alterius fideliter conscriptum exinde confeci et in hanc publicam formam redegi, signoque meo solito et consueto signaui in fidem et testimonium omnium et singulorum suprascriptorum rogatus et requisitus.

III.

Jean IV, duc de Brabant, accorde le libre accès de la ville de Louvain aux professeurs et aux étudiants, abdique entre les mains du recteur toute sa juridiction sur les membres et les suppôts de l'Université, et octroie à ceux-ci les libertés et les franchises dont jouissent dans ses états les bourgeois de Louvain (1).

7 novembre 1426.

In nomine sancte et indiuidue Trinitatis. Johannes, dei gracia Lotharingie, Brabantie et Lymburgie Dux, sacrique Imperii Marchio, necnon Hannonie, Hollandie, Zelandie, Pontinij et Oesteruandie comes et dominus Frisie. Vniuersis et singulis, tam presentibus quam futuris, hoc priuilegium seu presentes litteras inspecturis, visuris seu audituris salutem et omne bonum.

Arenga *ou préface.*

Cum omnis gloria siue potencia ac principatus in subditorum constat precipue solidata fortunis, decet et expedit vt quilibet in quacumque preeminencia constitutus sit subiectis in gracia liberalis. Tunc enim dignitas principum vere laudis titulis sublimatur et eminenti decore prefulget, cum prouincias sue ditioni subiectas ad sue prouisionis prosecutionem prudentium virorum copia in qualibet litterarum scientia eruditorum fortuna fauente prospexerit decorari et inibi pro bono rei publice et subiectorum commodis in quacumque professione studia publica et generalia meruerit obtinere, vt suarum incole aliarumque vicinarum extranei patriarum ieiuni et famelici doctrinarum inueniant vnde ipsorum auiditatibus satisfiat, nec compellantur ad inuestigandas sciencias peregrinas nationes expetere, nec in alienis regionibus mendicare, vt inibi discipline atque sapiencie se

(1) Cette charte est intitulée dans le manuscrit : *Priuilegium per dominum Johannem ducem Brabantie etc. vniuersitati Louaniensi concessum.*

studijs exercentes, sibi et alijs meliores effici valeant, quorum sapiencia et prudencia prouincijs eisdem et incolis earumdem auctore domino cultus justitie, pax et tranquillitas cum prosperitatis incremento indubie speratur feliciter prouenire.

Exposé des faits.

Nuper siquidem sanctissimus in christo pater et dominus noster dominus Martinus diuina providencia papa quintus modernus .v. Idus decembris Pontificatus sui anno nono, per suas litteras apostolicas more Romane curie bullatas, vt litterarum sciencia deo auctore magis magisque et vberius refloreat, mentes, intellectus et corda deuotorum irriguo suo fonte madescat, ac per eam morum, virtutum et deuotionum copie multiplicentur, et tamquam in tellure compluta fructum germinent speciosum, ad instantes et humiles preces nostri pro parte Sue Sanctitati repetitis vicibus suggestas, in opido nostro louaniensi, loco quidem amenitatis ioconditate rerumque victualium vbertate multipliciter redimito, ac alias tanto negocio congruenti et ydoneo, studium generale pie et ex sue benignitatis clemencia duxit erigendum, quod diuersis libertatibus, exemptionibus et priuilegijs apostolicis ad generalium aliorum instar studiorum fulcitum gratiose decorauit. Voluitque et ordinauit idem dominus noster papa quod, nisi infra annum a data predictarum litterarum inantea computandum omnium et singularum causarum, negociorum et excessuum doctorum, magistrorum, scolarium, membrorum et seruitorum Vniuersitatis studij huiusmodi, siue clerici siue laici fuerint, cognitionem, decisionem, correctionem, punitionem, omnimodamque superioritatem et juridictionem exercendi in eosdem in predicto opido nostro nobis nostrisue officiarijs quomodolibet competentes, quarum cognitionem et executionem nobis penitus interdixit, quasque ad Rectorem Vniuersitatis studij huiusmodi pro tempore existentem censuit pertinere, a nobis abdicauerimus, et eas in Rectorem et Vniuersitatem predictos transtulerimus, ipsisque iuxta earumdem litterarum conti-

nenciam priuilegia et libertates concesserimus, quod predicte littere et quecumque inde secuta nullius existerent roboris vel momenti, prout in predictis litteris apostolicis, quarum continenciam et tenorem presentibus haberi volumus pro sufficienter expressatis, plenius vidimus contineri. Nos igitur, qui inter multiplicia quibus diuine potimur largitatis affluxu, principatus et dominia debitum rememoratione iugi conuertentes intuitum, hijs summopere reddimur intenti per que ad communem eorumdem nostrorum principatuum et dominiorum, et signanter ducatus nostri Brabantie, quem sua virtute poscente non immerito pre ceteris adamamus, totiusque rei publice commoditatem, vtilitatem et profectum, jn quorum prosperitate vtique prosperamur, studium generale louaniense, per nos summis expetitum consilijs et ardentibus desiderijs expectatum, per sanctissimum dominum nostrum apostolicum tam consulte quam prouide ad nostram crebram, vt premittitur, instanciam ordinatum et erectum, cui iam gratia opitulante diuina de spectabilibus et egregijs doctoribus, magistris, licenciatis, baccalarijs et legentibus, ipsorumque stipendijs, domibus, scampnis et alijs ad id necessario requisitis sufficienter prouidimus et prouideri fecimus, tam laudabiliter inchoatum deo propicio felicibus sub auspicijs continuari valeat perpetue duraturum. Quapropter dignum arbitramur et rationi congruum, debitum eciam exigit equitatis vt omnes et singulos ad predictum opidum nostrum studiorum causa confluentes et pro tempore degentes in eodem speciali prosequamur gratia et fauore, ac eodem priuilegio quo ceteros burgenses nostros sub alarum nostrarum regimine protegamus, vt eo libentius et liberalius litterarum studijs intendant, quo habundancius et vberius nostri fauoris gratia se sentiant communitos.

Concession des droits et des privilèges.

Hinc est quod nos, animo deliberato et de sano ac maturo procerum, magnatum, comitum, baronum et nobilium fidelium nostrorum consilio pariter et assensu, pro nobis nostrisque heredibus et successoribus Brabantie ducibus, vni-

uersis et singulis doctoribus, magistris et scolaribus ad predictum nostrum generale studium confluentibus et studiorum causa degentibus in eodem, membrisque, seruitoribus et successoribus eorumdem, ex certa nostra sciencia ac de nostra pura et mera liberalitate indulsimus, dedimus, concessimus et donauimus, ac tenore presencium de gratia nostra speciali indulgemus, damus, concedimus et donamus priuilegia, gratias, libertates, immunitates et exemptiones per modum et formam inferius annotatos.

a) *Les membres et les suppôts de l'Université peuvent venir librement à Louvain et en repartir avec leurs familles, leurs hardes et bagages.*

In primis siquidem in dei nomine omnibus et singulis doctoribus, magistris et scolaribus causa studij ad dictum nostrum opidum accedere volentibus cum eorum familia ac libris, rebus et bonis suis quibuscumque, dum venerint, moram traxerint vel recesserint ab eodem pro tempore, quecumque sua res, libros et bona secum apportandi et ea pro sue libito voluntatis deportandi siue vendendi per patrias et districtus nostros, tam per terram quam per aquam, securam et liberam concedimus facultatem ac fiduciam et licenciam speciales, nullis represalijs ac alijs causis obstantibus quibuscumque, bannitis, proscriptis et fugitiuis a nostris Brabantie ducatu et opido louaniensi prelibatis, aut qui suis exigentibus demeritis et forefactis in corporibus seu membris corrigi meruerunt, semper exclusis.

b) *La juridiction souveraine sur les membres et les suppôts de l'Université est remise par le duc aux mains du Recteur.*

Et insuper volumus et ordinamus quod omnium et singularum causarum et negociorum cognitio atque decisio doctorum, magistrorum, scolarium, membrorum atque seruitorum eorumdem, siue clerici siue laici fuerint, et eciam de quibuscumque criminibus et excessibus correctio et punitio ac omnimoda super illis jurisdictio ad Rectorem Vniuersitatis studij huiusmodi pro tempore existentem, et non ad nos

nostrosve successores vel officiarios, debeant integraliter pertinere, nulla nobis nostrisve successoribus et officiarijs facultate et auctoritate penitus reseruata de causis et negocijs huiusmodi cognoscendi siue illa dirimendi, aut membra et seruitores huiusmodi, vel ex eis aliquem, pro criminibus et excessibus eisdem aut quomodolibet corrigendi vel puniendi, seu aliquam in eis superioritatem vel jurisdictionem exercendi; quas a nobis penitus abdicamus, quasque in Rectorem et Vniuersitatem predictos cessimus, contulimus, donauimus et transtulimus, ac realiter et cum effectu cedimus, conferimus, donamus et transferimus per presentes.

c) *Concession aux membres et aux suppôts de l'Université des droits de bourgeoisie de Louvain.*

Preterea quoque pro potiori dicti studij incremento de vberioris dono gratie et munificencia speciali volumus et ordinamus dantes et concedentes quod vniuersi et singuli doctores, magistri et scolares causa studij in predicto nostro louaniensi opido pro tempore degentes, membraque et seruitores eorumdem, omnibus et singulis favorabilibus juribus, priuilegijs, libertatibus et francisijs vbique terrarum et patriarum nostrarum potiantur et gaudeant quibus ceteri opidani et burgenses eiusdem nostri opidi ex privilegio de jure vel consuetudine vti atque frui potuerunt seu consueuerunt, constitutionibus, ordinationibus et alijs contrarijs non obstantibus quibuscumque.

Ordre aux autorités pour la mise à execution de ces concessions.

Quo circa senescallo nostro Brabantie et villico nostro necnon burgimagistris, scabinis et communitati opidi nostri louaniensis predicti, ceterisque justiciarijs, officiarijs et subditis nostris per dictum ducatum nostrum Brabantie et alias vbilibet constitutis, et loca tenentibus, ac cuilibet eorumdem presentibus et futuris, tenore presencium districti precipiendo mandamus quatenus Rectorem, magistros et scolares membraque et seruitores Vniuersitatis studij

huiusmodi, supradictis nostris indulgencijs, priuilegijs, immunitatibus et exemptionibus vti et gaudere pacifice et quiete faciant et permittant sine impedimento et perturbatione quibuscumque, sub obtentu gratie nostre, ipsosque debitis prosequi fauoribus et honoribus studeant preuenire et a quibuscumque molestationibus iniurijs et violencijs ipsis illatis vel inferendis potencialiter defensare; quos ex nunc inantea recepimus in nostris protectione, securo conductu et custodia seu saluagardia speciali.

Renouvellement sommaire des concessions, et corroboration.

Que omnia et singula Rectori et Vniversitati predictis volumus et promittimus bona fide pro nobis et nostris heredibus et successoribus imperpetuum inuiolabiliter obseruari, fraude et dolo in omnibus et singulis semotis penitus et exclusis.

Ad cuius rei memoriam et robur perpetuo valiturum presens priuilegium seu presentes litteras inde fieri et sigilli nostri appensione iussimus communiri. Datum in opido nostro Bruxellensi, anno domini millesimo quadringentesimo vicesimo sexto, mensis Nouembris die septima.

Super plicam : Per dominum ducem in suo concilio, in quo Engelbertus comes de Nassauia, dominus de Lecka et de Breda ; Wilhelmus comes de Seyne, dominus de Rode sancte Agathe; Johannes dominus de Wesemalia et de Phaleys; dominus Johannes de Rotselair et de Vorselair; dominus Henricus de Lecka, dominus de Hesewyck; Johannes de Glimes, dominus de Bergis supra Zoomam, de Grymbergis de Meline, — barones; magister Cornelius Proper, prepositus Cameracensis; Johannes de Wytham, dominus de Boutersheym; Wilhelmus de Montenaken, dominus de Grasen et de Wylre; et quamplures alii interfuerunt.

E. De Dynter.

Dans la charte dont nous venons de reproduire le texte, le le duc de Brabant ne se contente pas, comme on le voit, de remettre aux mains du recteur toute sa juridiction sur les membres et les suppôts de l'Université, il octroie encore à

ceux-ci deux autres faveurs importantes : d'abord, le libre accès et recès de la ville universitaire, c'est-à-dire l'exemption et l'immunité des gabelles, des péages et des droits d'entrée et de sortie; ensuite la jouissance, dans tous ses états et pendant tout le temps qu'ils demeureraient à Louvain pour cause d'études, de tous les droits, privilèges, libertés et franchises dont jouissent les *poorters* ou bourgeois de la ville de Louvain. « Ce droit, dit le docteur F. Vande Velde, était » bien précieux dans ce temps-là. Le savant annaliste de » Louvain, Pierre Van Dieven, rapporte *(Rerum Lovan.*, » liv. IV, ch. 5) que les plus nobles Brabançons achetaient » pour lors régulièrement le droit de bourgeoisie de Louvain. » Engelbert de Nassau, seigneur de Breda, Jean, seigneur de » Rotselaer, Henri Vander Leck, Jean de Wytham, seigneur » de Bautersem, s'étaient fait inscrire dans la matricule des » *poirters* de Louvain en 1425, une année avant l'expédition » des lettres patentes de Jean IV, que ces mêmes seigneurs, » tous conseillers du duc, ont agréées, approuvées et sous- » crites. » Thomas, seigneur de Diest, lorsque ses biens » étaient confisqués par le duc Antoine en 1414 à raison d'un » homicide dont on le soupçonna, implora ce droit, au » moyen duquel il obtint que cette confiscation n'eût point » d'effet. Enfin, la famille Van Heetvelde se servit de ce » droit, comme d'un bouclier, contre les injures et les torts » que ceux de la famille de Lombeeck à Bruxelles lui avaient » faits, abusant de la facilité de Jean IV, duc de Brabant. » » *Recherches historiques sur l'Université de Louvain*, n° 2, pp. 19-20. Les droits des bourgeois de Louvain étaient déjà fort en honneur au commencement du XIV[e] siècle, En 1301, Jean I, duc de Brabant, voulant récompenser les habitants de Tervueren pour des services rendus et des charges supportées pour lui, leur accorda, avec d'autres faveurs, les immunités et les privilèges dont jouissaient les bourgeois de Louvain.

Difficultés, au sujet des faveurs et des exemptions pontificales, avec l'évêque et les archidiacres de Liège. Peu après des difficultés surgirent entre l'Université et l'évêque et les

archidiacres de Liège. Ceux-ci voulurent s'opposer, sous de vains prétextes, d'abord au privilège accordé par Martin V à ceux de l'Université, de percevoir, pendant le temps qu'ils étaient aux études, les revenus de leurs bénéfices, tout en ne faisant pas la résidence canonique; ensuite, à l'exemption de leur juridiction que le même souverain pontife avait exigée, sous peine de nullité, dans la bulle même de fondation. Après des discussions assez vives, un accord intervint. Nous donnons ci-dessous quelques documents relatifs à la transaction qui intervint et qui fut même approuvée par une bulle d'Eugène IV.

I.

L'Université proteste contre les empiètements de l'évêque et des archidiacres de Liège, et nomme des fondés de pouvoir pour défendre ses privilèges.

18 septembre 1427.

In nomine domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat euidenter, quod anno a natiuitate eiusdem domini millesimo quadringentesimo vicesimo septimo, indictione quinta, mensis Septembris die decima octaua, hora vesperarum vel circiter, Pontificatus sanctissimi in christo patris et domini nostri domini Martini diuina prouidentia huius nominis pape quinti anno decimo, in nostrorum notariorum publicorum ac testium infrascriptorum presentia personaliter constituti notabiles, magnifici et egregij circumspecti viri et magistri Johannes de Neel in Artibus magister et in medecina doctor, Rector pro tempore Alme Vniuersitatis studij louaniensis, leodiensis diocesis, necnon ceteri doctores magistri, licenciati, baccalarij et scolares huiusmodi Almam Vniuersitatem representantes, pro se et singulis suppositis eiusdem, ad et propter infrascripta in congregatione publica super hoc indicta pariter congregati, asserentes quod ab aliquibus licet sub incerto audiuerint relatum, quod reuerendus in christo pater et dominus domi-

nus Johannes de Hensberch Episcopus leodiensis ac certi Archydiaconi in ecclesia leodiensi seu vicarij eorumdem quamdam pretensam contra insinuationem seu publicationem certorum priuilegiorum ac certarum litterarum apostolicarum super eisdem a sanctissimo in christo patre et domino nostro papa supradicto ipsis ac Vniuersitati predicte indultorum seu indultarum ad sanctam Sedem Apostolicam aut alias interposuerunt appellationem. Quam tamen appellationem pretensam ipsis dominis ac magistris minime intimatam vel insinuatam per premissa vel subscripta nequaquam approbant vel admittunt, aut approbare vel admittere volunt vel intendunt; verum potius tanquam friuolam, indebitam et iniustam ac nullatenus canonice interpositam vel prosecutam aut prosequendam impugnare, infringere, annullare et irritare, si et in quantum de jure fieri poterit, de quo expresse protestabantur; ne tamen super eadem contra eos, seu eorum aliquem, vel contra priuilegia aut litteras apostolicas supratactas in pretensam contumaciam alicuius vel alias sub nubilo aut dolose vel pretense procedi contingat citra reuocationem aliorum suorum procuratorum alias forsan quomodocumque constitutorum, sub protestatione pretacta eaque mediante et non alias, melioribus via, jure, modo, causa et forma quibus potuerunt et debuerunt, tam coniunctim quam diuisim, fecerunt, crearunt, constituerunt et ordinauerunt suos veros, certos et legitimos procuratores, actores, factores et negociorum suorum gestores et nuncios speciales et generales, ita tamen quod specialitas generalitati non deroget nec econtra, venerabiles viros dominos ac magistros Petrum Marchant in jure ciuili licentiatum ibidem presentem, necnon Arnoldum de Glymez in sacra Theologia baccalarium, prepositum de Meirsen, Arnoldum de Witte canonicum Leodiensem, Johannem Creyt decanum Aycuriensem, Johannem de Louanio canonicum sancti Seruatij Tracectensis, Leodiensis diocesis, Johannem Hellinc decanum Osnaburgensem, Hermannum Widelerse canonicum sanctorum Apostolorum Coloniensium, Wilhelmum Nepotis scolasticum ecclesie sancti Petri

Louaniensis, Johannem de Wachtendonck canonicum ecclesie beate Marie ad gradus Coloniensis, Johannem de Roderen de Colonia et Johannem de Schirnams, in Romana curia procuratores absentes tamquam presentes, et eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit potior condicio occupantis; sed quod vnus eorum inceperit alter prosequi valeat, mediare et finire, ad tuendum et defendendum priuilegia ac litteras apostolicas supratactas, juraque ipsorum constituentium et cuiuslibet eorum circa easdem in omnibus et per omnia, etiam contra pretensos appellantes supratactos; necnon pro tuitione seu defensione huiusmodi coram quacumque justicia competenti, ecclesiastica vel seculari, si opus fuerit, nomine ipsorum ac Alme Vniuersitatis pretacte litigandum ac causam seu litem mouendum, motamque vel mouendam defendendum, libellum seu libellos et quascumque peticiones summarias dandum et recipiendum, darique et recipi videndum, litem seu lites contestandum et attestari videndum, de calumpnia vitandum et veritatem dicendum, et quodcumque aliud licitum juramentum in animas ipsorum constituencium et cuiuslibet eorum prestandum et per partem aduersam prestari videndum, ponendum et articulandum, ponique et articulari videndum, contra articulos dicendum et positionibus partis aduerse respondendum, suisque responderi petendum, testes, litteras, instrumenta, scripturas, acta, jura et munimenta et quecumque probacionum genera producendum et produci videndum, contra eos, eas et ea ac quecumque ex aduerso producta et producenda dicendum, proponendum et allegandum, excipiendum, replicandum, triplicandum et quadruplicandum, crimina et defectus opponendum, declarandum et declarari videndum, terminos ac dilationes, et etiam quartam dilationem cum sollempnitate juris, si opus fuerit, petendum et obtinendum, de loco, judicibus et notarijs conueniendum et in eos consentiendum, suspectos recusandum, concludendum et concludi videndum, sententiam et sententias tam interlocutorias quam diffinitiuas ferri petendum et audiendum; ab eaque seu eis et a quocumque alio grauamine

illato vel inferendo prouocandum et appellandum, apostolos petendum et recipiendum, appellationem seu appellationes prosequendum, intimandum, insinuandum et notificandum, earumque nullitatis causas, in quantum per partem aduersam fuerint interposite, deducendum et prosequendum, expensas, dampna et interesse petendum, expensas taxari faciendum et super eis jurandum, judicis officium implorandum, vnum vel plures procuratorem vel procuratores loco sui substituendum et substitutos reuocandum, et onus procurationis huiusmodi in se iterum reassumendum tociens quociens ipsis aut eorum alteri visum fuerit expedire; et generaliter omnia alia et singula in premissis et circa ea faciendum, dicendum, gerendum, procurandum et exercendum que necessaria fuerint quomodolibet et oportuna, aut que ipsimet constituentes facere possent si personaliter interessent, etiam si mandatum exigant magis speciale. Nolebant tamen dicti domini constituentes per presentem constitutionem seu occasione ipsius aut per aliquem actum eiusdem prefatam friuole et pretense appellationis causam aliquo modo ad curiam Romanam vel quomodolibet alibi debere deuolui, nisi merito et de iure ad ipsam vel alibi veniat deuoluenda; de quo publice fuerunt protestati. Promiserunt insuper ijdem domini constituentes fide eorum et cuiuslibet eorum media se et quemlibet eorum ratum, gratum atque firmum perpetuo habituros totum et quicquid per dictos suos procuratores aut ab eis vel ab altero eorum substituendos, vel eorum alterum, factum, dictum gestumve fuerit in premissis vel quomodolibet procuratum; necnon et eos et eorum quemlibet ab omni onere satisdandi releuare, ac judicio sisti ac judicatum solui, sub omnium bonorum suorum obligatione pariter et ypotheca.

Super quibus omnibus et singulis memoratus dominus Rector nomine et ex parte ceterorum constituencium sibi a nobis notarijs publicis infrascriptis publicum pecijt fieri instrumentum seu instrumenta. Acta sunt hec in predicta congregatione publica infra refectorium minus claustri fratrum Augustinensium Lovanii, dyocesis predicte, propter

hoc congregata, presentibus ibidem honestis et discretis viris domino Johanne Arroldo jnuestito de Corbay et presbitero, Johanne Wilhelmi de Glymes diacono, et Petro de Vucht clerico Leodiensis diocesis supradicte, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego Henricus dictus de Huffele alias de Hugardis presbiter Leodiensis diocesis, publicus apostolica et jmperiali auctoritatibus notarius, quia premissis procuratoris constitutioni et promissioni ac aliis, dum sic vt premittitur fierent et agerentur, vna cum notario et testibus subscriptis eciam presens fui, ideoque presens publicum instrumentum desuper confectum et manu alterius fideliter scriptum vna cum subscriptione prescripti notarij subscripsi et signaui rogatus et requisitus in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum.

Et ego Symon de Outdorp clericus Traiectensis dyocesis, publicus imperiali auctoritate notarius, quia premissis procuratoris constitutioni et promissioni ac alijs omnibus, dum sic vt premittitur fierent et agerentur, vna cum notario et testibus suprascriptis eciam presens fui, ideoque presens publicum instrumentum desuper confectum et manu alterius fideliter scriptum vna cum subscriptione prescripti notarij subscripsi et signaui rogatus et requisitus in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum.

II.

Accord conclu entre l'évêque de Liège et l'Université de Louvain touchant l'usage des privilèges accordés à l'Université par le souverain pontife (1).

12 novembre 1428.

Uniuersis et singulis presentes litteras visuris et audituris Johannes de Heynsberch dei et apostolice sedis gratia Epis-

(1) Cette charte est intitulée dans le manuscrit : *Concordia inter Vniuersitatem et Episcopum leodiensem.*

copus leodiensis, ac prepositus et archidiaconi ecclesie leodiensis. Salutem et subscriptorum agnoscere veritatem. Nouerint vniuersi quod, cum post erectionem et institutionem [*studii*] opidi louaniensis occasione priuilegiorum de fructibus percipiendis, iurisdictione in supposita Vniversitatis dicti studij louaniensis exercenda, et super diuersis alijs prerogatiuis et punctis, Vniuersitati et suppositis predictis per sedem apostolicam concessorum et indultorum, inter nos Johannem de Heynsberch Episcopum leodiensem et prelatos ecclesie leodiensis, videlicet prepositum et archidiaconos dicte ecclesie leodiensis, ex vna, necnon Vniuersitatem et opidum louaniense predicta, partibus ex alia, alique dissensiones et controuersie fuerunt suborte, que tandem pro bono pacis et quietis vtriusque partis post diuersos tractatus et labores, de partium hinc inde vnanimi voluntate et expresso consensu, amicabiliter concordate sunt et sopite in modum qui sequitur et est talis.

Primo quod doctores, magistri et alij studentes pro tempore louanij quoad priuilegium de fructibus percipiendis, illo in ciuitate et diocesi leodiensi gaudeant et vtantur sicut Parisienses et Colonienses suis in eisdem ciuitate et diocesi vtuntur, illa clausula ab huiusmodi priuilegio dumtaxat subtracta, qua eis concessum esse presumitur, quod ipsi vicarios seruientes seu officiantes in beneficijs suis, ordinarijs et prelatis etc. inuitis seu irrequisitis deputare possent, et illi dictis beneficijs deseruire absque dictorum ordinariorum et prelatorum licentia et consensu; sed quod hoc fiat in omnibus et per omnia, sicut ante concessionem huiusmodi priuilegiorum cum omni responsione juris tunc soliti fieri consueuit, prout Parisienses uel Colonienses faciunt in ciuitate et diocesi supradictis.

Item quoad priuilegia de iurisdictione etc., quod illis gaudeant sicut Parisienses, Colonienses vel Heydelbergenses suis gaudeant. Et per expressum quod ordinarij et prelati, prout ad illos de iure uel consuetudine spectat, de gravibus et enormibus excessibus cognoscant et illos corrigant, vtputa vulneribus tentatis, mutilationibus membrorum,

homicidijs et notorijs presbiterorum et aliorum in sacris ordinibus constitutorum focariatibus et alijs similibus uel maioribus criminibus; in leuibus uero et minoribus excessibus, vtputa contractibus, conuicijs, iurgijs, contentionibus et leuibus manuum iniectionibus, eciam si sanguinis effusio citra tamen vulnera tentata et enormes lesiones inde fuerint secuta, ac ceteris similibus, ac eciam leuioribus excessibus, cognoscatur in dicto opido per illos quibus id et in quantum forma priuilegij concedit, et per illos corrigatur. Item, ne quis de dicta Vniuersitate occasione litium sibi forsan mouendarum a suo studio distrahatur, concordatum est quod contra eos procedatur summarie, simpliciter et de plano.

Item, ne quis de dicta Vniuersitate, instante seu instigante procuratore officij, coram Episcopo seu prelatis vel eorum vicarijs super aliquibus excessibus ad iudicium calumpniose vel maliciose euocetur vel trahatur, concordatum est quod talis procurator, nisi factum vel famam legittime probauerit, per iudicem cause huiusmodi puniatur irremissibiliter eadem et consimili pena qua dictus in causam calumpniose tractus puniendus veniret, si impositus sibi excessus legittime probatus fuisset, eodem procuratore nichilominus in expensis condempnato cum illarum refusione sine mora. Item, quod solum illi de dicta Vniuersitate gaudebunt premissis et alijs priuilegijs eidem Vniuersitati quomodolibet concessis, qui per maiorem partem anni, utputa per octo menses in anno, veraciter et sine fraude, legittimo impedimento cessante, resident in loco dicti studij, interim septimanatim scolas frequentantes legendo, lectiones suas audiendo et alios scolasticos actus exercendo, quilibet in facultate sua, sine dolo et fraude. Et de hijs tenebuntur certificare et legittime fidem facere, eciam medijs eorum iuramentis, quilibet suo doctori aut Rectori dicte Vniuersitatis, qui de hijs vlterius certificabit Episcopum et prelatos predictos; alioquin non gaudebunt dictis priuilegijs.

Item quod dicte partes hincinde ac etiam burgimagistri, scabini et alij incole presentes et futuri opidi louaniensis

hanc concordiam perpetuo sine dolo et fraude inuiolabiliter obseruabunt. Et si quid forsan in contrarium attemptatum fuerit uel presumptum, hoc sit irritum et inane, et ad effectum huius concordie reducetur.

Quam quidem concordiam sic ut premittitur per certos tractatores super pretactis dissensionibus conceptam, factam, initam et concordatam, in omnibus et singulis punctis suis et articulis, Nos Johannes Episcopus, ac prepositus et archidiaconj predicti laudamus, ratificamus et approbamus, pollicentes et promittentes pro nobis et nostris successoribus, contra huiusmodi concordiam numquam in futurum venire, sed dictam Vniuersitatem et supposita eiusdem iuxta huiusmodi concordiam priuilegijs et franchisijs ipsis per Sedem apostolicam concessis vti, frui et gaudere patiemur pacifice et quiete, litteris et quibuscumque nobis concessis uel concedendis dicte concordie contrarijs, ac liti et cause necnon appellacioni pro parte nostra contra pretactam Vniuersitatem interposite presentibus renunciantes.

In cuius rei testimonium sigilla nostra ad causas presentibus litteris duximus appendendum.

Datum anno a natiuitate domini millesimo quadringentesimo vicesimo octauo, mensis nouembris die duodecima.

III.

Le pape Eugène IV approuve la transaction intervenue entre l'Université, d'une part, et l'évêque et les archidiacres de Liège, d'autre part.

29 juillet 1431.

Eugenius Episcopus servus servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Licet suscepti cura regiminis dietim nos innumeris quibus distrahi conspicimur, negotiorum illidat incursibus, ad ea tamen summopere nostre dirigimus affectionis intuitus, ut nobis ex alto commissum attentius implere possimus officium, et inter uniuersos nostre vigilantie creditos jurgiorum contentionumque semotis dispen-

diis, pacis eis ac quietis presidia feliciter ministremus, illa rursus ampliori perstringentes apostolici muniminis adminiculo que ad eiusdem pacis et quietis solidationem gratiosis dissidentium mediis novimus processisse.

Sane pro parte venerabilis fratris nostri Joannis Episcopi Leodiensis, ac dilectorum filiorum prepositi et archidiaconorum Ecclesie Leodiensis, nobis nuper exhibita petitio continebat, quod olim inter episcopum, prepositum et archidiaconos, ex una, nec non dilectos filios Rectorem et Vniuersitatem studij, ac burgimagistros, scabinos, consules et civitatem opidi Lovaniensis, Leodiensis diocesis, partibus ex altera, super percipiendis per doctores, magistros ac alios scholares Vniuersitatis eiusdem suorum in civitate Leodiensi et dicta diocesi beneficiorum fructibus, nec non jurisdictione in ipsos doctores, magistros ac scholares excercenda, et nonnullis aliis articulis, fuissent dissensiones et controversie suborte, tandem super iis inter partes ipsas amicabilis concordia successit quam Rector nec non Vniuersitas, burgimagistri, scabini, consules et communitas praedicti in omnibus articulis laudarunt, ratificarunt et approbarunt, promittentes illam bona fide pro se nec non eorum inibi successoribus perpetuo irrefragabiliter observare, nec aliquibus apostolice Sedis uti privilegiis dicte concordie contrariis, aut per se vel alios contra ipsam venire quovis quaesito colore, prout in litteris authenticis desuper confectis eorumdem Rectoris, Vniuersitatis, burgimagistrorum, scabinorum et consulum sigillis munitis, et quarum tenorem praesentibus inseri fecimus, perspicitur latius contineri. Quare pro parte Episcopi, prepositi et archidiaconorum predictorum, nobis fuit humiliter supplicatum ut concordie huiusmodi nec non singulis in ipsis literis contentis pro illorum subsistentia firmiori robur apostolice confirmationis adjicere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur dictis supplicationibus inclinati, nec non concordiam, atque contenta huiusmodi ac quecumque inde secuta rata habentes et grata, illa auctoritate apostolica ex certa scientia confirmamus et approbamus, ac presentis scripti

patrocinio communimus, supplentes omnes defectus, si qui forsan intervenerint in eisdem. Tenor vero dictarum litterarum est talis :

Universis et singulis presentes literas visuris seu audituris Rector et Vniuersitas studij, nec non burgimagistri ac scabini et consules, totaque communitas opidi Lovaniensis, Leodiensis diocesis. Salutem et subscriptorum agnoscere veritatem. Noverint universi quod cum, etc. *Suit ici le texte de la transaction tel que nous le donnons ci-dessus*, pp. 95 et suiv. (1).

. . . .

Nulli ergo hominum omnino liceat hanc paginam nostrarum confirmationis,communitionis et suppletionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Rome apud sanctum Petrum anno Incarnationis Dominice millesimo trecentesimo primo, quarto kalendas augusti, Pontificatus nostri anno primo.

Pendant qu'on poursuivait activement l'organisation de l'Université en vue de la prochaine ouverture des cours, on ne négligeait aucun moyen pour attirer des étudiants à Louvain. Grâce à l'intervention d'Edmond De Dynter, le duc de Brabant avait promis sa protection et accordé des franchises importantes à ceux qui viendraient à Louvain pour y étudier. On chercha également à obtenir de plus amples faveurs du Saint-Siège. Le 9 septembre 1426, trois nouvelles bulles furent octroyées par Martin V : par la première il constitue des conservateurs des privilèges de l'Université, c'est-à-dire des délégués permanents chargés de défendre les membres

(1) On remarquera qu'ici, dans la bulle d Eugène IV, la transaction est octroyée au nom du recteur, tandis que ci-dessus elle est donnée au nom de l'évêque et des archidiacres de Liège. Il résulte de là qu'on a fait deux expéditions de la transaction, portant chacune un titre différent. Le texte complet de la bulle d'Eugène IV se trouve dans les *Placcaeten van Brabant*, I, pp. 106-108.

de l'Université contre tous ceux qui chercheraient à porter atteinte à leurs droits et privilèges; par la seconde, il accorde aux membres de l'Université le privilège de ne pouvoir être cités en justice hors de la ville de Louvain; enfin par la dernière, il autorise les ecclésiastiques à s'appliquer à l'étude de la médecine, bien que les lois canoniques le leur défendent. Voici le texte de ces bulles :

I.

Le souverain pontife Martin V délègue l'évêque d'Utrecht, l'abbé de Tongerloo et le doyen de Saint-Pierre de Louvain pour défendre les membres de l'Université contre ceux qui chercheraient à les opprimer ou à leur causer des torts (1).

9 septembre 1426.

Titre de souverain pontife et salutation.

Martinus Episcopus seruus seruorum Dei. Venerabili fratri Episcopo Traiectensi et dilectis filiis Abbati Marie Tongerlensis ac decano ecclesie sancti Petri louaniensis, cameracensis et leodiensis diocesium, salutem et apostolicam benedictionem.

Arenga *ou préface.*

Etsi cunctis quos clericalis status includit aduersus ledere querencium conatus ex iniuncte fidelis seruitutis officio paternis assistere debeamus affectibus, illis digne qui virtutum sciencieque studijs, per que et honorabilium bonorum noticia panditur iusticie, cuius tam gentium quam naturale ius equa incedit rectitudine, stabilitur fundamentum, vanis oblectationibus semotis insistere non tepescunt, potissimis nos decet conseruationis adesse presidijs, idque totis efficere curis, vt eos quietis et tranquillitatis ardore diffusos a cunctis oppressionibus atque turbationibus releuemus.

(1) Ce document est intitulé : *Conseruatoria generalis perpetua contra iniuriatores et offensores Vniuersitatis studii louaniensis et suorum suppositorum.*

Supplique de ceux de l'Université de Louvain.

Sane dilectorum filiorum Rectoris ac vniuersorum doctorum, magistrorum ac scolarium ceterarumque personarum Vniuersitatis studij louaniensis, leodiensis diocesis, conquestione percepimus, quod nonnulli Archiepiscopi, Episcopi alijque ecclesiarum prelati et clerici ac ecclesiastice persone, tam religiose quam seculares, nec non Duces, Marchiones, Comites, Barones, nobiles, milites, layci, communia ciuitatum, vniuersitates opidorum, castrorum, villarum et aliorum locorum, nec non alie singulares persone civitatum et diocesium ac aliarum partium diuersarum occuparunt et occupari fecerunt castra, villas et alia loca, terras, domos, possessiones, jura et jurisdictiones, nec non fructus, census, redditus et prouentus Rectoris et singularum personarum Vniversitatis eiusdem, ac nonnulla alia res et bona mobilia et immobilia, spiritualia et temporalia, ad Rectorem et ipsius Vniversitatis singulares personas predictos tam ratione suorum beneficiorum quam etiam personarum ac alias legitime spectantia, et ea detinent indebite occupata, seu ea detinentibus prestant auxilium, consilium uel fauorem; nonnulli etiam ciuitatum et diocesium ac partium predictarum qui nomen domini in vanum recipere non formidant, eisdem Rectori, docteribus, magistris, scolaribus et ipsius Vniuersitatis personis, super castris, villis, locis, terris, domibus, possessionibus, juribus, jurisdictionibus, fructibus, censibus, redditibus, prouentibus et bonis predictis, nec non pecuniarum summis illis etiam huiusmodi rationibus debitis multiplices molestias ac iniurias inferunt pariter et iacturas, eosque diuersis verbalibus et realibus contumelijs atque dispendijs afficere, et contra priuilegia nec non concessiones et indulta a Sede apostolica Vniuersitati ac ipsius personis eisdem attributa temere et de facto venire, illaque modica ipsorum auctoribus dilatione ostensa,quantum in ipsis existit, infringere non verentur. Quare pro parte dilecti filij nobilis virj Philippi Ducis Brabantie nec non predictorum Rectoris doctorum, magistrorum, scolarium et ipsius Vniuersitatis personarum fuit nobis humiliter supplicatum vt Rectori,

doctoribus, magistris, scolaribus et dicte Vniuersitatis personis predictis, ne vicibus interceptis in querelis prosequendis suspensionis inchoati studij discrimine denotentur, super hijs oportune prouidere paterna diligentia curamus.

Concession de la faveur.

Nos igitur aduersus occupatores, detentores, presumptores, molestatores, iniuriatores et alios temerarios supradictos illo volentes eisdem Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus et dicte Vniuersitatis personis presentibus et futuris remedio subuenire, per quod aliorum predictorum compescatur temeritas, singulisque aditus committendi similia arcius precludatur, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatenus uos uel duo aut vnus uestrum per uos uel alium seu alios, etiam si sint extra loca in quibus deputati estis, conseruatores et judices prefatis Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus et ejusdem Vniuersitatis personis efficacis defensionis presidio assistentes, non permittatis eosdem super premissis et quibuslibet alijs bonis, rebus ac juribus ad illos communiter vel diuisim spectantibus, a quibusuis indebite molestari vel eis grauamina, iniurias siue dampna irrogari, aut contra priuilegia, concessiones et indulta, sub quacumque etiam verborum forma, ipsis Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus ac dicte Vniversitatis personis a Sede predicta uel alias hactenus concessa seu in posterum quomodolibet concedenda infringi seu violari aliquatenus, vel etiam impugnari, facturi dictis Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus et ipsius Vniuersitatis personis, cum ab eis, vel ipsorum aliquo, aut suis procuratoribus, super hijs fueritis requisiti, de predictis et alijs personis quibuslibet, super restitutione huiusmodi castrorum, villarum, terrarum, locorum, jurium, jurisdictionum, reddituum, prouentuum et aliorum bonorum quorumlibet, nec non de quibusuis molestijs, iniurijs atque dampnis ceterisque ipsorum tam realibus quam personalibus actionibus, presentibus et futuris, in illis videlicet que iudicialem requirunt indaginem, summarie, simpliciter et de plano ac

Supplique de ceux de l'Université de Louvain.

Sane dilectorum filiorum Rectoris ac vniuersorum doctorum, magistrorum ac scolarium ceterarumque personarum Vniuersitatis studij louaniensis, leodiensis diocesis, conquestione percepimus, quod nonnulli Archiepiscopi, Episcopi alijque ecclesiarum prelati et clerici ac ecclesiastice persone, tam religiose quam seculares, nec non Duces, Marchiones, Comites, Barones, nobiles, milites, layci, communia ciuitatum, vniuersitates opidorum, castrorum, villarum et aliorum locorum, nec non alie singulares persone civitatum et diocesium ac aliarum partium diuersarum occuparunt et occupari fecerunt castra, villas et alia loca, terras, domos, possessiones, jura et jurisdictiones, nec non fructus, census, redditus et prouentus Rectoris et singularum personarum Vniversitatis eiusdem, ac nonnulla alia res et bona mobilia et immobilia, spiritualia et temporalia, ad Rectorem et ipsius Vniversitatis singulares personas predictos tam ratione suorum beneficiorum quam etiam personarum ac alias legitime spectantia, et ea detinent indebite occupata, seu ea detinentibus prestant auxilium, consilium uel fauorem; nonnulli etiam ciuitatum et diocesium ac partium predictarum qui nomen domini in vanum recipere non formidant, eisdem Rectori, docteribus, magistris, scolaribus et ipsius Vniuersitatis personis, super castris, villis, locis, terris, domibus, possessionibus, juribus, jurisdictionibus, fructibus, censibus, redditibus, prouentibus et bonis predictis, nec non pecuniarum summis illis etiam huiusmodi rationibus debitis multiplices molestias ac iniurias inferunt pariter et iacturas, eosque diuersis verbalibus et realibus contumelijs atque dispendijs afficere, et contra priuilegia nec non concessiones et indulta a Sede apostolica Vniuersitati ac ipsius personis eisdem attributa temere et de facto venire, illaque modica ipsorum auctoribus dilatione ostensa, quantum in ipsis existit, infringere non verentur. Quare pro parte dilecti filij nobilis virj Philippi Ducis Brabantie nec non predictorum Rectoris doctorum, magistrorum, scolarium et ipsius Vniuersitatis personarum fuit nobis humiliter supplicatum vt Rectori,

doctoribus, magistris, scolaribus et dicte Vniuersitatis personis predictis, ne vicibus interceptis in querelis prosequendis suspensionis inchoati studij discrimine denotentur, super hijs oportune prouidere paterna diligentia curamus.

Concession de la faveur.

Nos igitur aduersus occupatores, detentores, presumptores, molestatores, iniuriatores et alios temerarios supradictos illo volentes eisdem Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus et dicte Vniuersitatis personis presentibus et futuris remedio subuenire, per quod aliorum predictorum compescatur temeritas, singulisque aditus committendi similia arcius precludatur, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatenus uos uel duo aut vnus uestrum per uos uel alium seu alios, etiam si sint extra loca in quibus deputati estis, conseruatores et judices prefatis Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus et ejusdem Vniuersitatis personis efficacis defensionis presidio assistentes, non permittatis eosdem super premissis et quibuslibet alijs bonis, rebus ac juribus ad illos communiter vel diuisim spectantibus, a quibusuis indebite molestari vel eis grauamina, iniurias siue dampna irrogari, aut contra priuilegia, concessiones et indulta, sub quacumque etiam verborum forma, ipsis Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus ac dicte Vniversitatis personis a Sede predicta uel alias hactenus concessa seu in posterum quomodolibet concedenda infringi seu violari aliquatenus, vel etiam impugnari, facturi dictis Rectori, doctoribus, magistris, scolaribus et ipsius Vniuersitatis personis, cum ab eis, vel ipsorum aliquo, aut suis procuratoribus, super hijs fueritis requisiti, de predictis et alijs personis quibuslibet, super restitutione huiusmodi castrorum, villarum, terrarum, locorum, jurium, jurisdictionum, reddituum, prouentuum et aliorum bonorum quorumlibet, nec non de quibusuis molestijs, iniurijs atque dampnis ceterisque ipsorum tam realibus quam personalibus actionibus, presentibus et futuris, in illis videlicet que iudicialem requirunt indaginem, summarie, simpliciter et de plano ac

sine strepitu et figura iudicii, in alijs uero prout qualitas negotiorum excgerit iusticie complementum; occupatores seu detentores, molestatores, presumptores et iniuriatores huiusmodi, nec non contradictores quoslibet et rebelles, cuiuscumque dignitatis, status, gardus, ordinis uel conditionis extiterint, quandocumque quotienscumque expedierit, auctoritate apostolica per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis.

Annulation des clauses de droit commun qui pourraient contrarier la mise à exécution du mandat apostolique.

Non obstantibus tam felicis recordationis Bonifacij pape .viij. predecessoris nostri, illis presertim in quibus cauetur, ne aliquis extra suam ciuitatem et diocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultrà vnam dietam a fine sue diocesis ad iudicium euocetur; seu ne iudices et conseruatores a Sede deputati predicta extra ciuitatem et diocesim in quibus deputati fuerint contra quoscumque procedere, siue alij uel alijs vices suas committere, aut aliquos vltra vnam dietam a fine diocesis eorumdem trahere presumant, dummodo vltra duas dietas aliquis auctoritate presentium non trahatur; seu quod de alijs quam de manifestis iniurijs et violentijs atque dampnis, ac alijs que iudicialem requirunt indaginem, penis in eos, si secus egerint, et in id procurantes adiectis, conseruatores se nullatenus intromittant, quam alijs quibuscumque constitutionibus a predecessoribus nostris Romanis Pontificibus tam de judicibus delegatis et conseruatoribus quam personis vltra certum numerum ad iudicium non vocandis, aut alijs editis que nostre possent in hac parte jurisdictionj aut potestati, eiusque libero exercitio quomodolibet obuiare; seu si aliquibus communiter vel diuisim a predicta sit Sede indultum, quod interdici, suspendi vel excommunicari, seu extra uel vltra certa loca ad judicium euocari non possint, per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi ac eorum personis, locis, ordinibus, nominibus propriis mentionem, et qualibet alia dicte Sedis

indulgentia generali uel speciali, cuiuscumque tenoris existat, per quam presentibus non expressam uel totaliter non insertam vestre jurisdictionis explicatio in hac parte valeat quomodolibet impediri et de qua cuiusque toto tenore habenda sit in nostris litteris mentio specialis.

Les délégués peuvent agir conjointement ou isolément.

Ceterum volumus et apostolica auctoritate decernimus quod quilibet vestrum prosequi valeat articulum etiam per alium inchoatum, quamuis idem inchoans nullo fuerit impedimento canonico prepeditus; quodque a data presentium sit vobis et vnicuique vestrum in premissis omnibus et eorum singulis ceptis, presentibus et futuris, perpetuata potestas et jurisdictio attributa, ut eo vigore eaque firmitate possitis in premissis omnibus et singulis, ceptis et non ceptis, presentibus et futuris, et pro predictis procedere ac si predicta omnia et singula coram vobis cepta fuissent et jurisdictio vestra et cuiuslibet vestrum in predictis omnibus et singulis per citationem vel modum alium perpetuata legittimum extitisset, constitutione predicta super conseruatorijs et alia qualibet in contrarium edita non obstante. Dat. Rome apud sanctos apostolos .v. idus Septembris, Pontificatus nostri anno decimo.

II.

Le souverain pontife Martin V accorde aux membres de l'Université le privilège de ne pas pouvoir être cités en justice hors de la ville de Louvain (1).

9 septembre.

Préambule.

Martinus Episcopus seruus seruorum dei. Ad perpetuam rei memoriam. Dum attente considerationis indagine perscrutamur . et diligenter attendimus quod per litterarum studia cooperante illo a quo omnium carismatum dona manant, viri efficiuntur scienciis eruditi, equum ab iniquo

(1) Ce document est intitulé : *Privilegium de non trahendo extra muros.*

discernitur, nutriuntur rudes, prouecti ad altiora conscendunt, et fides catholica roboratur, non solum huiusmodi complectentes studia, vt eo liberius quo quiecius impugnationis cuiusuis calcata radice Apostolice Sedis munimine confouemus . verum eciam quantum nobis ex alto permittitur proficiendi illis laudabilis studii interruptioni loco adempto afferimus incrementum.

Concession du privilège.

Ad hoc itaque vt studii opidi louaniensis leodiensis diocesis Vniuersitas personas obtineat aduersitatis expiatas quibus sub paçis et tranquillitatis amenitate perseverantibus veluti fontis irrigui suos floridos extendentis palmites ad instar mater honorificata letetur, hac apostolica perpetua et irrefragabili constitutione sanccimus, statuimus et ordinamus, ut nullus ex dilectis filiis Rectore, doctoribus, magistris et scolaribus ceterisque personis Vniuersitatis eiusdem in quacumque inibi facultate licita et honesta pro tempore legentibus aut litterarum studio insistentibus, siue queuis publica uel priuata negocia nomine Vniuersitatis predicte quomodolibet exercentibus, presentibus et futuris, quibuscumque etiam motis, re tamen ad presens integra, siue mouendis tam ciuilibus quam criminalibus aut mixtis, eciam mere prophanis causis subsistentibus siue ratione delicti aut contractus vel rei de qua agetur, vbicumque committatur delictum, iniatur contractus aut res ipsa consistat, per quosuis executores siue judices, eciam auctoritate litterarum dicte Sedis vel legatorum eiusdem de presentibus ac earum toto tenore de verbo ad verbum plenam et expressam mentionem non faciencium, forsitan pro tempore deputatos, et quibus eciam omnem quo ad hoc jurisdictionem adimimus et etiam potestatem, extra muros opidi predicti trahi, citari vel eciam conueniri aut alias ad iudicium euocari valeat siue possit, dummodo in opido prefato coram conseruatoribus per nos in aliis nostris litteris ipsis hodie deputatis, aut aliquo eorumdem, vel eius inibi pro tempore subdelegato, in quem eciam quo ad hoc jurisdictionis et illius exercicii adminiculum plenarie transferimus per presentes, de se querulantibus singulis se para-

tos exhibeant legitime stare juri, felicis recordationis Bonifacii pape .viij. predecessoris nostri, ac alijs constitutionibus apostolicis ceterisque contrariis non obstantibus quibuscumque. Decernimus insuper omnes et singulos processus quos contra huiusmodi presencium tenorem haberi, necnon excommunicationis, suspensionis et interdicti ac alias sententias, censuras atque penas quas promulgari exinde, ac quicquid alias secus a quoquam quauis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari, nullo subsistere robore firmitatis, efficacie vel momenti.

Anathème et date.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre sanctionis, statuti, ordinationis, ademptionis, et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se nouerit incursurum. Datum Rome apud sanctos apostolos .v. jdus Septembris Pontificatus nostri anno decimo.

III.

Le souverain pontife Martin V permet aux ecclésiastiques de l'Université de s'appliquer à l'étude de la médecine.

9 septembre 1426.

Préambule.

Martinus Episcopus seruus seruorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. Quoniam per litterarum studia viri moribus imbuuntur, virtutibus ornantur, humiles efferuntur et studiosi dulci quasi quodam rore spiritu sapiencie et intellectus suffusi diuinis humanisque sectandis legibus, gerendis quoque rebus seriem ac ceteris opem consilii conferunt sanioris, dignum ducitur vt talibus vacantes studijs apostolicis fauoribus et gratiarum priuilegiis attollantur et eciam honorentur.

Exposé des motifs et concession du privilège.

Cupientes itaque vt venerabile studium opidi louaniensis, leodiensis diocesis, nostrorum fauoris et priuilegiorum munere perpetuo iocundetur, illis ex dilectis filiis Rector

et singularibus ecclesiasticis secularibus personis de Vniuersitate studii predicti quibus, utpote in sacerdocio aut dignitatibus, personatibus seu aliis ecclesiasticis beneficiis secularibus constitutis aut illa obtinentibus, phisicam seu medicinam legere vel studere canonica interdicunt instituta, quod nichilominus inibi magistri Vniuersitatis dicti studii in illo pro tempore residentes huiusmodi phisicam siue medicinam perpetuis futuris temporibus legere, studere et in illis alios actus scolasticos exercere, necnon quilibet ex scolaribus ipsis usque ad septennium a tempore quo in dicto studio studere inceperint, in antea computandum, huiusmodi phisicam vel medicinam inibi studere, disputare et in illa quosvis alios scolasticos actus facere et exercere, necnon baccalariatus et licencie ac magisterij insignia in medicina vel phisica huiusmodi recipere eciam, iuxta laudabiles morem et consuetudinem in aliis generalibus studiis observari solitos, libere et licite valeant, auctoritate apostolica tenore presencium concedimus et eciam indulgemus.

Annulation des clauses contraires.

Felicis recordationis Honorij pape tercij predecessoris nostri ac generalis concilij et quibusuis alijs constitutionibus apostolicis necnon statutis et consuetudinibus locorum, in quibus dignitates, personatus et alia beneficia huiusmodi forsan fuerint, etiam juramento, confirmatione apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, ceterisque contrariis non obstantibus quibuscumque. Prouiso quod dignitates, personatus et alia beneficia supradicta debitis propterea non fraudentur obsequiis et animarum cura in eis quibus illam pro tempore imminere continget, nullatenus negligatur.

Anathème et date.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius se nouerit incursurum. Dat. Rome apud sanctos apostolos .v. jdus Septembris Pontificatus nostri anno decimo.

(A suivre.)

Fondation de trois messes hebdomadaires dans la chapelle de Schoonbroeck, près de Turnhout.

Schoonbroeck ressortissait autrefois à la paroisse de Rethy et au diocèse de Liège. Comme l'église de Rethy était incorporée à l'abbaye de Tongerloo, Schoonbroeck dépendait pour le spirituel de cette abbaye.

24 novembre 1476.

Johannes de Hoerne, Dei et apostolicae sedis gratia episcopus Leodiensis, universis et singulis praesentes literas visuris, lecturis et audituris, salutem in Domino sinceram et infrascriptorum agnoscere veritatem. Supplicum votis, per quae divini cultus augmentum intendi prospicitur, libenter annuimus, eaque favoribus prosequimur oportune. Sane exhibita et exposita nobis pro parte incolarum vicinii de Schoonbroeck, parochiae de Rethy, nostrae Leodiensis diocesis, nec non Henrici Slaets, curiae nostrae Leodiensis causarum procuratoris, clerici ejusdem diocesis, petitio continebat, quod alias praefati incolae praetacti vicinii de Schoonbroeck, zelo devotionis accensi ac in eodem vicinio capellam unam, in qua septimanatim tres missae celebrarentur, fundari, erigi et ordinari desiderantes, de et super hujusmodi fundatione, erectione et ordinatione ejusdem capellae, consensum pariter et assensum reverendi patris domini abbatis monasterii de Tongerloo, ordinis Praemonstratensis, Cameracensis diocesis, ecclesiae villae de Rethy, dictae Leodiensis diocesis, collatoris, nec non pro tunc investiti ejusdem ecclesiae, ac certorum fratrum conventualium dicti monasterii, rite et debite impetrarunt et obtinuerunt certis modo et forma tunc expressis, et inter cetera ita et taliter, quod vicini et incolae dicti vicinii eamdem capellam pro earumdem missarum trium celebratione ad summam seu

valorem duodecim modiorum siliginis, hereditarii redditus, dotarent aut dotari, ipsamque capellam hujusmodi in titulum perpetui et ecclesiastici beneficii nostra authoritate erigi et conservari facerent et procurarent; et post primam collationem per nos praelibato Henrico Slaets, quem nominarunt et pro quo rogarunt, nominantque et rogant, fiendam, ac post ejusdem Henrici obitum sive resignationem, unius dumtaxat et non plurium personarum collationem et praesentationem haberent; quodque etiam in ejusdem capellae fundationem, erectionem et consecrationem, ac divini cultus augmentum, hujusmodique trium missarum septimanalium in eadem septimanatim, ut praefertur, celebrandarum celebrationem, novem modii et septem lopini siliginis, hereditarii redditus, dati, relicti et assignati existunt et, Dei favente gracia, usque ad completionem praedictorum duodecim modiorum siliginis hereditariorum dabuntur, relinquentur et assignabuntur. Ut igitur hujusmodi annui redditus, sic ad finem et effectum praenarratos ad praesens assignati et assignandi, in posterum non dissipentur nec alienentur, sed in dotationem dictae capellae amortizentur, ac eidem incorporentur, exponentes praelibati nobis humiliter supplicarunt, quatenus nostra auctoritate ordinaria praedictam capellam, mediantibus bonis seu redditibus assignatis et assignandis praenarratis, sub onere trium missarum singulis septimanis perpetuis futuris temporibus in eadem capella per rectorem seu deservitorem illius pro tempore existentem, et forma ac conditionibus inter praefatos dominos abbatem investitumque et confratres ac deputatos praetacti vicinii conclusis, celebrandarum ad laudem et honorem Dei omnipotentis ejusque intactae Genitricis Mariae, nec non sanctorum Huberti, confessoris, ac Barbarae, virginis, erigere, ac illam, quam primum sic per nos erecta fuerit, praefato Henrici Slaets, si ipsum ad hoc aptum, habilem et idoneum reperiremus, hac prima vice propter Deum conferre, ipsisque incolis praetacti vicinii unam dumtaxat collationem post ejusdem Henrici decessum per eosdem incolas alicui fiendam reservare, atque praedictam capellam per nostrum in pontificalibus vice-

gerentem consecrari, benedici et dedicari faciendi licentiam concedere, omnibusque Christi fidelibus contritis et confessis saepetactam capellam dominica post festum Nativitatis beatissimae et gloriosae Mariae Virginis visitantibus, manusque suas adjutrices porrigentibus, quadraginta dies indulgentiarum de injunctis eis poenitentiis indulgere, eisque alias desuper oportune providere vellemus et dignaremur; Nosque, animarum saluti providere ac divinum cultum augeri cupientes, quia praefatus Henricus Slaets, post diligentem examinationem desuper factam, ad capellam hujusmodi obtinendam habilem et idoneum fore comperimus, supplicationi hujusmodi inclinati, praetactam cappellam in titulum perpetui et ecclesiastici beneficii ad laudem omnipotentis Dei, sub tituloque seu vocabulo beatissimae Mariae Virginis, sanctique Huberti, episcopi et confessoris, ac beatae Barbarae, virginis, mediantibus bonis seu redditibus praenarratis, sub onere trium missarum perpetuis futuris temporibus singulis septimanis, ut praefertur, celebrandarum, nostra authoritate ordinaria, quantum in nobis est, tenore praesentium in Dei nomine erigimus, praefato Henrico Slaets eandem capellam cum suis juribus et pertinentiis universis conferimus,eumque ad ipsam capellam ac ejus corporalem, realem et actualem possessionem juriumque et pertinentiarum illius admittimus, atque rectorem in eadem instituimus, investientes eumdem ac eidem providentes traditione praesentium de eadem cum suis juribus et pertinentiis universis; praenarratosque redditus et bona, ut praefertur, assignatos et assignandos, eidem capellae pro dote ecclesiastica incorporamus, amortisamus et assignamus; dictisque incolis praetacti vicinii de Schoenbroeck unam dumtaxat collationem seu praesentationem per eos, post obitum praefati Henrici Slaets, hujusmodi capellae rectoris, alicui personae idoneae faciendam reservamus, jure cujuslibet in praemissis semper salvo; utque capella hujusmodi per nostrum in pontificalibus vicegerentem, (ac ei per praesentes nostras literas in ea parte ad hoc commissionem damus specialem) consecretur, benedicatur et dedicetur, nobis placet; de nostrisque licentia et voluntate spe-

cialibus procedit, ac nostram authoritatem ad hoc adhibemus et impartimur; etiamque omnibus Christi fidelibus contritis et confessis eandam capellam dominica post festum Nativitatis beatissimae et gloriosae Mariae Virginis visitantibus, ac manus suas adjutrices porrigentibus quadraginta dies indulgentiarum de impositis eis poenitentiis de omnipotentis Dei misericordia beatissimaeque Mariae Virginis, sancti Huberti, episcopi et confessoris, ac beatae Barbarae, virginis, meritis et suffragiis confisi, indulgemus; universisque et singulis presbiteris,clericis et notariis publicis nobis subditis, et eorum cuilibet, in solidum in virtute sanctae obedientiae districte praecipiendo mandamus, quatenus accedentes praedictam capellam praefatum Henricum Slaets, ejusque legitimum procuratorem pro ipso et ejus nomine, in et ad hujusmodi capellam, ipsiusque corporalem et actualem possessionem ponant et inducant, seu ponat et inducat, calicemque, libros et missale, et cetera ornamenta ad hoc requisita, eidem in signum verae possessionis tradant et deliberent, seu tradat et deliberet, sibique Henrico, aut suo procuratori legitimo, de ejusdem capellae fructibus, redditibus et juribus universis, quantum in eis seu in eo est, respondeant aut respondeat eorum unus, ac ab aliis faciant et mandent, seu eorum alter faciat et mandet, integraliter temporibus et locis ad hoc aptis responderi.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum ad causas praesentibus nostris litteris duximus apponendum.

Datum Lovanii, dictae nostrae Leodiensis diocesis, sub anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo sexto, mensis novembris die vicesima quarta.

Concordat praesens copia cum originalibus litteris sigilli de rubra cera appensione munitis minimeque vitiatis. Quod attestor : Ego Nicolaus Vander Malen, Bruxellensis, notarius publicus admissus, meis nomine, cognomine signoque solitis in fidem et testimonium appositis.

Nicolaus Bruxellensis, notarius.

Archives de l'abbaye de Tongerloo.

QUESTIONS DE CHRONOLOGIE ET D'HISTOIRE

A PROPOS DE LA PUBLICATION DE LA

Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique par ALPHONSE WAUTERS. Tome VIII. Bruxelles, F. Hayez, 1892; 1 vol. in-4° de L-929 pages.

Nos lecteurs n'ignorent pas que la *Table chronologique* fait partie des publications de *Commission royale d'histoire*. Les sept volumes précédents, dont le premier a paru en 1866, renferment l'analyse des chartes et diplômes jusques et y compris l'année 1300. Le tome VIII, que nous allons examiner, comprend la table pour les années 1301 à 1320.

Lorsque, il y a plus de trente ans, la *Commission royale d'histoire* conçut l'idée de doter la Belgique d'une table chronologique des documents imprimés concernant notre histoire, table dont le plan serait calqué sur celui d'un travail semblable publié pour la France par MM. Brequigny et Pardessus, elle trouva, dans M. Wauters, le travailleur patient, infatigable et persévérant, qui lui était nécessaire pour la réalisation de son vaste projet. Jeune encore, et déjà favorablement connu dans le monde des historiens par ses ouvrages étendus sur l'*Histoire de la ville et des environs de Bruxelles*, qui sont le fruit de longues et de sérieuses recherches dans de nombreux dépôts d'archives, M. Wauters semblait être l'homme de la situation. Avec son ardeur et sa tenacité au travail, il ne pouvait, croyait-on, manquer d'acquérir, en peu de temps, ce qui lui manquait encore en ce moment pour le succès complet de la *Table chronologique*.

Pour mener une telle entreprise à bonne fin, il fallait que l'historien chargé d'un travail de cette nature fût en même temps un chronologiste accompli, doublé d'un paléographe et d'un diplomatiste, et qu'il possédât, en outre, une connaissance suffisante des langues latine, romanes et germaniques, dans lesquelles sont rédigés les actes du moyen âge dans nos contrées.

Un examen approfondi du tome VIII qui vient de paraître récemment, examen auquel nous avons été amené par des recherches que nous faisons en vue d'un travail sur la diplomatique et la chronologie du moyen âge dans nos provinces, nous a permis de constater si, oui ou non, M. Wauters a répondu aux espérances qu'on fondait sur lui.

I. — M. Wauters et la chronologie.

§ 1. *Dates douteuses, résultant de l'emploi du style gallican, non signalées.*

Pour faciliter l'intelligence de ce que nous allons dire, il est bon de rappeler au lecteur qu'au moyen âge il y eut différentes manières de commencer l'année. Ces manières portent le nom de *styles*. Le *style romain* commençait l'année le 25 décembre ou jour de Noël, c'est-à-dire une semaine plus tôt que nous ne le faisons aujourd'hui. Notre manière de commencer l'année au 1 janvier, que nous désignerons dans la suite sous le nom de *nouveau style* ou style *moderne*, est quelquefois appelée *style de la Circoncision*, parce que la fête de ce nom se célèbre le 1 janvier dans l'Église catholique. Le *style gallican*, nommé aussi très souvent *style de Cambrai* ou *style de Brabant*, commençait l'année le jour du samedi-saint, ou veille de Pâques, après la bénédiction du cierge pascal. C'est lui qui régnait dans nos contrées pendant le XIII[e] siècle (1). Dans le diocèse de Trèves, auquel ressortissait une bonne partie du Luxembourg, l'année se renouvelait le 25 mars, jour de la fête de l'Annonciation.

On comprend aisément les difficultés sans nombre que devait engendrer la manière gallicane, lorsqu'on songe qu'elle prenait une date variable comme point de départ. Il y a, en effet, entre deux Pâques consécutives tantôt moins de douze mois, tantôt plus, puisque les points extrêmes entre lesquels cette fête peut varier sont le 22 mars et le 25 avril. Une même année, commencée à la fin de mars, s'étendait quelquefois jusqu'au 20 ou 25 avril de l'année suivante ; elle comptait, dans cette hypothèse, deux mois d'avril presque complets. C'est ainsi qu'en 1304 (pour choisir un exemple dans la période dont nous allons nous occuper) le samedi-saint tombait le 28 mars, et l'année suivante il n'arrivait que le 17 avril. L'année 1304 du style gallican, renfermant selon notre manière actuelle de compter tout le temps compris entre le 28 mars 1304 après la bénédiction du cierge et le 17 avril 1305 avant la même cérémonie, avait un mois d'avril complet en 1304, plus encore 17 jours du même mois en 1305. De

(1) Ce n'est qu'exceptionnellement qu'au XIII[e] siècle on a daté, dans notre pays, d'après le style romain. Toutefois à cette époque, comme aussi au XIV[e] siècle et plus tard, les bulles des souverains pontifes et les diplômes des empereurs d'Allemagne étaient datés d'après le style romain.

1301 à 1320, les années 1301, 1307, 1309, 1312, 1315, 1317 et 1320 ont eu, comme 1304, des jours du mois d'avril en double.

Une partie des inconvénients qui résultaient de ces doubles emplois disparaissait, parce qu'à cette époque de foi on comptait le plus souvent les jours, non par le tantième du mois, mais par le nom des jours de la semaine mis en rapport avec les fêtes mobiles de l'année : le 9 avril 1304 de la première série s'appelait *le jeudi après les Paques clôses* 1304, tandis que le 9 avril 1304 de la seconde série, qui correspond au 9 avril 1305 selon notre manière de compter, était désigné sous le nom de *vendredi après le dimanche de la Passion*, ou encore de *vendredi avant les Rameaux*. De cette façon, on le comprend, l'inconvénient était supprimé.

Il arrivait cependant aussi que l'on comptait par le jour ou tantième du mois. Nous avons relevé dans la *Table chronologique* trois exemples pour l'année gallicane 1304, dont nous venons de nous occuper :

a) P. 111, n. 5 : *Données lan de grace mil trois cens et quatre, le premier venredi davril*. Charte en faveur de l'abbaye de Cisoing.

b) P. 114, n. 4 : *Ghedaen int jaer dat men screef t'Incarnatioen Ons Heeren m° ccc° en viere, te half aprille*. Charte en faveur d'un hôpital, à Gand.

c) P. 162, n. 5 : *Cheu fut fait et octroiet en lan de grâce m° ccc° et quatre, le disime jour davril*. Charte en faveur de l'abbaye de Saint-Bertin, à Saint-Omer.

Dans une *Table chronologique* établie d'après des principes scientifiques, ces dates douteuses doivent trouver leur place sous une rubrique spéciale, entre les deux années auxquelles elles peuvent appartenir. Le cas échéant, on les accompagnera de notes pour appeler l'attention sur des faits extrinsèques à la formule de date qui peuvent faire conjecturer que la charte appartient plutôt à une année qu'à l'autre. Si même des faits extrinsèques permettent de préciser l'année d'une manière certaine, il faudra reporter l'analyse de la charte dans l'ordre chronologique de la *Table* en y ajoutant une note explicative.

Que fait M. Wauters lorsqu'il a devant lui ces dates douteuses ? Appelle-t-il au moins l'attention du lecteur sur la double interprétation dont elles sont susceptibles ? Non ; il se contente de les analyser au hasard tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre année ; il lui arrive même, comme dans le premier exemple du § 6 ci-dessous, de les placer dans toutes les deux.

Nous n'avons pas rencontré, dans le tome VIII, une seule date dou-

teuse élucidée par des notes (1), et nous ne nous rappelons pas en avoir jamais rencontré dans les volumes précédents de la *Table*. Pour les trois dates de l'année gallicane 1304, que nous avons reproduites ci-dessus, les deux premières figurent, aux pages indiquées, dans l'année 1304 (n. st.), la troisième dans l'année 1305 (n st.). Cette façon de procéder est loin d'être scientifique.

Voici un exemple qui montre combien il est parfois facile de résoudre une date douteuse par des circonstances étrangères à la formule de date. M. Wauters analyse, p. 240, n. 5, une charte de Philippe, roi des Français, qui se termine ainsi : *Actum Mellodunt, die xxvi^a martii anno m^o ccc^o septimo*. Comme Pâques tombait en l'année 1307 de notre style le 26 mars, et en 1308 le 14 avril seulement, l'année gallicane 1307 comprend deux fois les jours compris entre le 25 mars et le 13 avril ; il résulte de là que, par la formule de la date prise isolément, il n'est pas possible de déterminer si la charte appartient à l'année 1307 ou 1308 de notre style. M. Wauters, on ne sait trop pourquoi, la place en 1307, mais c'est à tort; car, s'il avait lu le texte de la charte avec attention, il n'aurait pas manqué d'y voir la mention qui y est faite de la fête de Pâques devant arriver dans trois semaines, *ad tres septimanas instantis festi paschatis*. Cette expression, qui ne peut s'appliquer qu'à la fête de Pâques à venir, et non pas à celle qui est passée depuis un an, prouve surabondamment que le 26 mars de la charte est bien celui de 1308 de notre style. Par une considération purement historique on arrive d'ailleurs au même résultat. Dans la charte, le roi de France prie les villes de Flandre d'envoyer à Tours deux délégués qui auront à s'occuper de la punition et de la répression des Templiers ; or ceux-ci ne furent arrêtés que le 13 octobre 1307, et l'assemblée de nobles, d'ecclésiastiques et du tiers-état eut lieu à Tours au mois de mai 1308 (2). — Un examen analogue pourrait aider à déterminer l'année

(1) Nous ne pouvons considérer comme explicative la note suivante que M. Wauters place page 386, n. 3, à la suite d'une charte du 12 avril 1310, de l'évêque de Liège Thibaud : « Cet acte ne peut être, conformément au style adopté alors à Liège, de l'année 1311, car cette année commençait alors le 11 avril. » Nous ferons remarquer que ce document ne peut pas non plus être du 12 avril 1310 (n. st.), date à laquelle M. Wauters l'analyse ; car alors il eût dû être daté du 12 avril 1309 du style gallican, puisque Pâques ne tombait, en 1310, que le 19 avril.

(2) Voyez Raynouard, *Monuments historiques relatifs à la condamnation des Chevaliers du Temple*, Paris 1813, p. 41.

à laquelle doivent être rapportées les trois chartes à date douteuse, analysées par M. Wauters, pp. 240 et 241, immédiatement après celle dont nous venons de parler. Pour la première (p. 240, n. 6) il n'y a pas de doute qu'elle doive également être rapportée à 1308. Pour les deux autres, le fait qu'elles sont aussi octroyées à Melun (*Actum Melloduni*), comme les précédentes, fournit une présomption pour les placer aussi en 1308.

§ 2. *Absence de règle et inconséquences dans la réduction des dates du moyen âge à notre style actuel.*

Pendant la période de 1301 à 1320, qu'embrasse le tome VIII de la *Table*, certains faits chronologiques préparèrent la substitution du style romain au style gallican, qui s'opéra quelques années plus tard dans la partie orientale de notre pays.

D'abord, les notaires apostoliques et impériaux, qui se multiplièrent à cette époque dans nos provinces, commencèrent presque partout à se servir du style romain dans leurs actes.

Ensuite, deux diocèses limitrophes de la Belgique, ceux de Cologne et d'Utrecht, adoptèrent, en 1310, le style romain, qui avait été toujours celui de la chancellerie impériale d'Allemagne. Loin de supprimer les inconvénients, ce changement engendra de grandes difficultés en Hollande, parce que la chancellerie comtale continua, comme par le passé, à dater d'après le style gallican.

Nous avions espéré trouver des éclaircissements sur ces différents points dans l'*Introduction* au tome VIII de la *Table chronologique*. Notre espoir a été déçu et au lieu de remarques pratiques et utiles relatives à la chronologie des premières années du XIVᵉ siècle, nous y avons rencontré (p. XLVII) la *joyeuse* histoire d'un revenant, dont nous aurons à nous occuper tout à l'heure.

Les statuts du concile provincial de Cologne et du synode diocésain d'Utrecht de 1310 sont, il est vrai, indiqués dans la *Table*, mais sans la moindre allusion à la réforme chronologique qu'ils renferment, et, ce qui plus est, avec des dates erronées. L'analyse des statuts de Cologne porte (p. 377, n. 2) : « Statuts du concile provincial qui se tint à » Cologne, sous la présidence de l'archevêque Henri, et auquel l'evêque » de Liége Thibaud envoya des députés. — *Actum et pronunciatum in* » *palatio nostro Coloniensi,... in crastino Dominice Invocavit, nec* » *non feria III et IV sequentibus, concilio ipso durante, anno Domini* » *m° ccc° x°* ». La date du 9 février est erronée ; il faut le 9 mars ;

car le dimanche *Invocavit*, ou premier dimanche du Carême, tombait, en 1310, le 8 mars, et, par conséquent, le lendemain était le 9. Les statuts d'Utrecht sont libellés (p. 376) : « Guy, évêque d'Utrecht, » donne des statuts synodaux à son évêché. Ces statuts concernent » principalement l'administration des sacrements, les règles à suivre » à l'égard des usurpateurs des biens de l'Eglise, des excommuniés, etc. » — *Datum anno Domini m° ccc° x°, feria tertia post missas alleluja,* » *alleluia, alleluia* ». M. Wauters cherche, on le voit, à résumer les travaux du synode. Après cela comprend-on que cette énumération ne renferme pas un seul mot de la substitution du style romain au style gallican, qui y était imposée au clergé? Ce fait, minime en apparence, a bien plus d'importance au point de vue de la *Table chronologique* que les autres objets énumérés dans l'analyse, puisqu'il devra servir dorénavant de boussole à l'auteur de la *Table* pour dater exactement les actes émanés de l'évêque et du clergé d'Utrecht. Il n'eût pas été inutile non plus, pour le travailleur ordinaire, de pouvoir se rendre un compte exact du changement de règle dans la réduction des dates subséquentes des chartes épiscopales et ecclésiastiques en Hollande. La date du 8 février 1310, attribuée à ces statuts par l'auteur de la *Table*, ne peut soutenir l'examen; elle est doublement fautive. D'abord, les statuts sont datés de *feria tertia*, c'est-à-dire d'un mardi; or le 8 février 1310, sous lequel la date figure dans la *Table*, était le dimanche de la Sexagésime. Ensuite, il est impossible que le synode d'Utrecht ait eu lieu au mois de février 1310, car il résulte du paragraphe même des actes synodaux relatif à la réforme du style, que ce synode fut célébré après le concile provincial réuni à Cologne; donc après le 9 mars. Quant à la date précise de sa célébration, nous croyons pouvoir la fixer au mardi 5 mai 1310 pour des raisons que nous comptons développer prochainement dans un travail étendu sur la substitution du style romain au style gallican dans les diocèses de Cologne, d'Utrecht et de Liège.

L'observation des règles scientifiques que nous venons d'esquisser laisse assez souvent à désirer dans la *Table chronologique*.

D'abord, l'auteur ne semble pas se rendre un compte exact du point de départ de l'année gallicane, qui est la bénédiction du cierge pascal le jour du samedi-saint. C'est ainsi que, p. 292, n. 1, la formule : *Datum anno Domini m° ccc° vii° in vigilia Paschae post benedictionem cerei*, où les trois derniers mots sont ajoutés précisément pour indiquer que l'année nouvelle avait commencé, est considérée par M. Wauters comme exprimant encore l'année précédente; et

l'auteur augmente le millésime d'une unité. Nous rencontrons, dans la *Table*, cinq documents datés de la *vigile de Paskes*, *vigilia Pasche;* dans deux (pp. 7, n. 2; et 680, n. 2) le millésime de la traduction est augmenté d'une unité; dans les trois autres (pp. 111, nn. 1 et 2; 330, n. 4) il reste invariable. Pourquoi cette différence? Enfin, p. 730, n. 3, la date *crastino festi sancte Pasche* (c'est-à-dire le lendemain de la fête de Pâques) *anno Domini m° ccc° xix°* est traduite par le 31 mars 1320, tandis qu'elle signifie dans tous les styles le 9 avril 1319.

Ensuite, dans la réduction des dates de style romain et gallican au système chronologique moderne, la *Table* est loin d'être irréprochable, et cependant il est de toute évidence que celui qui dresse une liste chronologique de documents doit tenir compte des anomalies résultant de l'emploi de styles différents, et les faire disparaître en ramenant les dates à notre manière actuelle de compter l'année. Cette réduction nécessite : *a*) pour les dates de style gallican, l'addition d'une unité au millésime de tous les jours compris entre le premier janvier et le samedi-saint jusqu'à la bénédiction du cierge pascal (et pour le style de Trèves jusqu'au 24 mars inclus seulement); *b*) pour les dates de style romain, la soustraction d'une unité du millésime des jours compris entre la Noël et le 31 décembre. Exemples : *a*) Le 17 février 1304 du style gallican ou trévirien correspond au 17 février 1305 de notre style; et *b*) le 31 décembre 1304 du style romain, à notre 31 décembre 1303.

La réduction des dates du style romain est faite assez régulièrement dans la *Table;* nous n'y avons constaté qu'une seule erreur (p. 191, n. 4). Il n'y a d'ailleurs qu'un nombre fort restreint de dates sur lesquelles porte cette réduction, puisqu'elle n'atteint que la semaine de Noël.

Nous devons toutefois mettre une restriction à l'éloge que nous venons de donner. En effet, M. Wauters, qui traite — à tort, nous le prouverons bientôt — les chartes sorties de la chancellerie des comtes de Hollande ou octroyées dans ce pays, comme datées d'après le style romain, eût dû, pour rester conséquent avec lui-même, diminuer d'une unité le millésime de toutes celles qui sont datées de la semaine de Noël. Heureusement qu'il n'a pas songé à le faire; de cette façon les chartes occupent dans la *Table* la place qui leur revient.

A part une classe spéciale assez nombreuse de chartes dont nous allons nous occuper, et sauf quelques rares exceptions (1), les docu-

(1) Voici quelques dates mal placées : pp. 7, n. 4; 31, n. 5; 32, n. 6; 162, n. 1; 200, n. 4. L'erreur la plus frappante est celle-ci : deux chartes de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, datées

ments de style gallican sont placés dans l'année à laquelle ils appartiennent, bien que parfois la détermination du jour et du mois soient fautives.

Nous éprouvons un grand embarras à définir cette classe spéciale de documents dont nous venons de parler, par ce qu'elle a été formée sans règle et à la suite d'une inadvertance ou d'un caprice. Nous allons toutefois essayer de le faire. Observons d'abord que cette classe se compose presque exclusivement de chartes relatives à la Hollande ou octroyées dans ce pays soit par le comte, soit par des seigneurs civils ou des dignitaires ecclésiastiques. Cette circonstance nous autoriserait à conclure que l'auteur de la *Table* suppose que le style romain était le seul en usage dans les provinces septentrionales des Pays-Bas au commencement du XIV[e] siècle, si certaines dates de documents hollandais, qu'il réduit du style gallican au style nouveau, ne venaient contrarier cette supposition (1), et si les chartes datées de la semaine de Noël avaient été réduites au style moderne en défalquant

l'une et l'autre du *jeudi absolut* 1306 du style gallican, et analysées (pp. 239-240) d'après un travail de M. Gachet dans le *Compte-rendu de la commission royale d'histoire*, sont placées sous leur date exacte du 23 mars 1307 (n. st.); une de ces mêmes chartes, analysée (p. 203) d'après un travail de I. de Coussemaker, se trouve indûment insérée une seconde fois sous l'année 1306 de la *Table*. Voyez ci-dessous § 6.

(1) Trois chartes concernant la Hollande et données le jour et le lendemain de l'Épiphanie 1308 (pp. 318, n. 5; 319, nn. 1 et 2) par le comte Guillaume sont rejetées, et avec raison, de 1308 à 1309, comme datées du style gallican. De toutes les chartes sorties de la chancellerie du comte Guillaume pour la Hollande de 1301 à 1320, ce sont, avec celle du 8 mars 1319, dont nous parlons ci-dessous, les seules que M. Wauters traite comme datées d'après ce style. En 1319, nous trouvons l'anomalie suivante : A la page 703, n. 2, une charte du comte Guillaume, datée : *Ghedaen ende ghegheven tote Sinte Gherdenberghe des zonnendaghes na Sente Mattys dach int jaer Ons Heren dusend drie hondert ende neghentiene*, est analysée sous la date du 25 février 1319, tandis que, à la page suivante, n. 2, une charte du même comte, datée : *Ghegeven tot Brussel des woensdaegs, acht daegen binnen der maend van Maert, int jaer Ons Heeren duysent drie hondert ende achtien*, est également (et cette fois-ci avec raison) analysée sous la date du 8 mars 1319. Que deviennent ici les lois de la logique? Nous avouons que nous ne comprenons pas pourquoi M. Wauters fait cette exception à *sa* règle. Inadvertance ou caprice? — Nous ne mentionnons pas ici les chartes des pages 152, n. 3; 155, n 5; 157, n. 3, et 158, n. 1, parce qu'elles portent une double date dans Van Mieris, ouvrage cité, II, pp. 45 et 46.

une unité de leur millésime (1). Nous avons cherché en vain, dans l'*Introduction* au tome VIII, un mot d'éclaircissement sur le système chronologique incohérent, adopté par M. Wauters pour la série de documents dont nous venons de parler. La chose, cependant, en valait bien la peine.

Certains indices nous portent à croire que la cause de ces réductions erronées de dates réside uniquement dans la trop grande confiance avec laquelle l'auteur de la *Table* a accepté, du moins au début de son volume, ces dates telles qu'il les rencontrait dans certaines publications étrangères. En effet, nous remarquons que, sur les quatre-vingt-dix documents dont se compose cette classe, soixante-dix sont analysés d'après le *Charterboek der graaven van Holland* de Van Mieris (2), trois d'après les *Gedenkwaardigheden* (mot que M. Wauters imprime constamment *Gedenkvaardigheden*) *van Gelderland* de Nyhoff, et celles qui restent d'après d'autres recueils moins importants. Ce qui confirme cette conjecture, c'est que, p. 703, n. 3, nous trouvons une charte de Jean, duc de Brabant, analysée d'après le texte qu'en publie Van Mieris, et considérée comme datée du style romain, tandis que toutes les autres chartes du duc Jean sont traitées, avec raison, comme datées du style gallican (3).

Quoi qu'il en soit, nous aurons suffisamment démontré que pour cette classe de documents M. Wauters est dans l'erreur, en prouvant que pendant toute la période de 1301 à 1320 le style gallican a été le style adopté par le comte de Hollande. Ce même style fut d'ailleurs suivi également jusqu'en 1310 par le clergé; ce n'est qu'à partir de la Noël 1310 (nouveau style) que le clergé — et le clergé seulement — du diocèse d'Utrecht adopta le style romain. C'est ce que nous allons prouver.

Voici d'abord le témoignage de deux auteurs neérlandais qui ont

(1) Ces chartes sont au nombre de quatre : pp. 425, n. 4; 611, n. 6; 642, n. 2, et 671, n. 4.

(2) Dans le volume VI de la *Table* publié en 1881, M. Wauters réduit constamment du style gallican au style nouveau les dates des chartes hollandaises analysées d'après le *Charterboek* de Van Mieris; voyez pour 1299, p. 646, n. 2; et pour 1300, pp. 685, nn. 1, 2, 3, 4, 5 et 6; 688, nn. 2 et 5; 689, n. 2; 693, n. 1; 694, n. 2. La même chose s'observe dans ce volume pour les chartes analysées d'après les *Gedenkwaardigheden* de Nyhoff (p. 686, n. 1).

(3) La charte, datée : *Ghegheven te Vilvoirden, des woensdaghes na Zente Mathys dach apostelen, int jaer Ons Heren m° ccc° ende neghentiene*, est placée à la date du 28 février 1319. Elle est du 27 février 1320.

tout particulièrement étudié l'époque qui nous occupe. Le docteur P. L. Muller, dans l'introduction de ses *Regesta Hannonensia, Lyst van oorkonden betreffende Holland en Zeeland,* 1299-1345, publiés en 1882, s'exprime (p. IV) de la manière suivante au sujet du style suivi par la chancellerie comtale : « Wat de jaartelling aangaat, zoo » is, waar het Holland en Zeeland betreft, steeds de hofstijl, volgens » welke het jaar met Paschen begint, aangenomen, behalve waar het » bleek, dat eene andere berekening was gevolgd, zooals bij kerkelijke » stukken, die meestal Utrechtschen stijl volgen. » Tout récemment, c'est-à-dire en 1890, l'homonyme du professeur de Groningue, M. S. Muller, archiviste de l'État à Utrecht, écrivait dans ses *Bydragen voor een oorkondenboek van het sticht Utrecht*, p. 13 : « Sedert » het optreden van het Henegouwsche huis bleek het volgen van den » Paaschstijl zeker en constant. Wat voor de grafelijke kanselarij » geldt, schijnt ook waar te zijn voor de partikuliere charters; immers » professor P. L. Muller bericht mij, dat bij de bewerking der » *Regesta Hannonensia* gebleken is, hoe ook bij de berekening der » data van Hollandsche schepenbrieven, enz. de aanneming van eenen » anderen stijl dan den Paaschstijl herhaaldelijk tot moeielijkheden » aanleiding gaf. » Ces textes sont clairs et d'autant plus précieux qu'ils traitent plus spécialement du style employé sous la maison comtale de Hainaut, c'est-à-dire de 1299 à 1345.

Remarquons aussi que, dans le cas où, comme semble le croire M. Wauters, la chancellerie du comte Guillaume eût suivi en Hollande le style romain, tandis que, dans le Hainaut, de l'aveu de tous et de M. Wauters lui-même, elle a fait constamment usage du style gallican, ce double style dans la chancellerie d'un même prince constituerait un fait unique et inconnu jusqu'ici dans l'histoire de la diplomatique.

Nous pourrions borner ici notre démonstration; mais, il y a des formules de date si précises que nous ne pouvons résister au désir de les mettre sous les yeux du lecteur. Celui-ci aura, en outre, l'occasion de voir avec quelle sans-gêne M. Wauters traite les textes qui contrarient son système. Nous commençons par les formules renseignées dans le tome VIII même de la *Table,* et nous en ajoutons ensuite quelques-unes extraites des *Regesta Hannonensia* du professeur Muller.

a) *Ghegheven in die Haege, des manendaghes na Palmendach, in 't jaer Ons Heren m° ccc° ende achtiene, op den ander dach van aprile.* Charte de Guillaume, comte du Hainaut et de Hollande, publiée par Van Mieris, *Charterboek*, II, p. 196, et analysée par M. Wauters, p. 679,

n. 5. A cause de la haute importance que présente cette date, nous la traduisons : *Donné à La Haye, le lundi après les Rameaux, l'année de Notre Seigneur* 1318, *le* 2e *jour d'avril*. Le 2 avril 1318 de notre style était le dimanche de *Laetare;* la charte ne peut donc pas dater de cette année; mais il faut la considérer comme étant du style gallican, et la rapporter au 2 avril 1319 du nouveau style, qui était en effet le lundi après les Rameaux. L'exemple est décisif. Que fait M. Wauters? Au lieu de rapporter le document en 1319, comme il devait le faire, il le conserve en 1318, et traduit la date, non par le 2 avril, comme la formule elle-même le dit explicitement, mais par le 17 avril. Quelle idée se fait-il de ses lecteurs? A qui espère-t-il en imposer en agissant ainsi, et pourquoi fausser une date uniquement parce qu'elle contrarie un parti pris? La formule suivante nous offre un second exemple du même procédé, que le lecteur ne manquera pas de qualifier comme il le mérite.

b) *Gegeven in den Haeghe, des saterdages op onser Vrouwen avond in Martio, in 't jaer Ons Heeren m° ccc° ende achtiene*. Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, publiée dans Van Mieris, *Charterboek*, II, p. 194, et analysée par M. Wauters, p. 678, n. 3. Cette date signifie en français : *Donné à La Haye le samedi, veille de la fête de Notre-Dame en mars, l'année de Notre-Seigneur* 1318. La fête de Notre-Dame en mars est la fête de l'Annonciation, qui se célèbre le 25 mars; et la charte date du *samedi* 24 *mars*. La concordance de ces deux notes chronologiques ne peut s'appliquer à l'année 1318 de notre style; car alors la fête elle-même, ou le 25 mars, était un samedi; mais elle s'applique parfaitement à l'année 1319 où le 24 mars était un samedi. La charte est donc datée du style gallican. Pour quel motif M. Wauters traduit-il par 25 mars une formule de date qui elle-même affirme qu'elle date du 24 mars? Est-ce parce que en l'année 1318, à laquelle il veut à tout prix rapporter la charte, la fête de l'Annonciation ou 25 mars tombait un samedi?

c) *Des sonnendaghs op Sint Jans dagh evangelist in die Kersdaghen, in 't jaer Ons Heeren m° drie hondert ende thiene*. Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, publiée par Van Mieris, *Charterboek*, II, p. 115, et analysée par M. Wauters, p. 425, n. 4. En l'année 1310 du style gallican, la fête de Saint-Jean l'apôtre tombait un dimanche; tandis qu'en 1310 du style romain (c'est-à-dire en 1309 du style gallican et du style nouveau) cette fête tombait le samedi. Cette formule fournit donc la preuve certaine que la chancellerie du comte de Hollande ne faisait pas usage du style romain.

d) *Donderdag op O. V. Lichtmisse m. ccc.* Charte de Jean, comte de Hainaut et de Hollande, analysée par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 4. La charte ne peut être de 1300 de notre style, où la fête de la Chandeleur ou de la Purification tombait un mardi; mais, datée du style gallican, elle doit être reportée en 1301, où la Purification se célébrait, en effet, un jeudi.

e) *Des vridaghes op Sinte Gregorijsdaghe m. ccc ende thiene.* Testament de Guillaume d'Egmond, analysé par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 39. En 1310, le 12 mars ou fête de Saint-Grégoire était un jeudi ; en 1311, un vendredi.

f) *Des zaterdaghes op den jaersdach m. ccc ende zestiene.* Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, analysée par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 68. En 1316 de notre style, le jour de l'an était un jeudi ; en 1317, un samedi.

g) *Dingsdag op S. Aechtendag m. ccc. ende neghentiene*, Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, analysée par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 84. En 1319 de notre style, le 5 février, ou fête de Sainte-Agathe, tombait un lundi; en 1320, un mardi.

M. Wauters nous opposera peut-être la date : *Ghegheven in den Haghe, des zonendaghes in dertien avonde, in 't jaer Ons Heren dusent drie honderd ende vyftiene*, d'une charte du comte Guillaume, publiée par Van Mieris, *Charterboek* II, p. 148, et analysée par lui, p. 577, n. 1. Nous admettons qu'en 1315 de notre style, la veille de l'Epiphanie était un dimanche, tandis qu'en 1316 elle tombait le lundi; mais, nous répondrons qu'un exemple isolé, comme celui-ci, ne peut pas détruire la valeur des arguments multiples produits ci-dessus, d'autant qu'il peut y avoir une erreur de calcul de la part du rédacteur de la charte. Ces erreurs ne sont pas aussi rares qu'on pourrait le croire. C'est ainsi que la date suivante : *Lan de grace mil trois cens et dix huit, le vendredi devant l'Ascension, vingt cinq jours ou mois de may*, d'un document analysé par M. Wauters, p. 681, n. 3, d'après DEVILLERS, *Monuments pour l'histoire des provinces de Namur* etc., III, p. 80, ne peut s'expliquer que par une erreur de calcul ; car en 1318, le vendredi avant l'Ascension tombait le 26 mai, et cependant la formule de date le place au 25 mai. Enfin, nous avons rencontré, dans l'*Inventaire des chartes du Val-Saint-Lambert* de M. Schoonbroodt, la date suivante : *Ce fut fait et donneit lan de grasce m. ccc.* vint *et dois, le judi devant le florie Paske, c'est le vigile Sainte Gertrude en my marche*, reproduite d'après l'original, sur lequel

nous l'avons collationné nous-même. Or, cette date renferme une erreur de calcul; car en l'année 1323 (nouveau style), le jeudi avant les Rameaux était le jour même de la fête de Sainte-Gertrude.

§ 4. *Les actes des notaires impériaux et apostoliques.*

Les *notaires*, c'est-à-dire les écrivains délégués par l'autorité pour la rédaction et l'expédition des actes officiels ou jouissant de valeur juridique, apparaissent en Belgique pendant le dernier quart du XIIIe siècle. Il y avait deux espèces de notaires : les uns recevaient leur mission du Saint-Siège apostolique, les autres de l'empereur d'Allemagne; quelques-uns même étaient commissionnés à la fois par les deux autorités, et prenaient le titre de *publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius* (1). A l'origine, les notaires impériaux étaient presque les seuls connus dans notre pays.

Entre autres obligations ils avaient celle de dater leurs actes avec un soin minutieux, afin de prévenir la confusion et les erreurs. Les actes notariés portent toujours l'année, le mois, et le jour du mois exprimé par le tantième, ainsi que l'indiction, et régulièrement aussi l'année du pontificat du pape régnant, ou, en cas de vacance du siége apostolique, la formule *sede vacante*. Comme les deux autorités dont relevaient les notaires faisaient usage du style romain, les notaires employaient aussi presque toujours ce style. Rarement ils ont daté leurs actes d'après le style gallican. La multiplicité des notes chronologiques, telles que l'indiction et l'année du pontificat du souverain pontife, rendent d'ailleurs facile, dans chaque cas particulier, la détermination du style suivi par le notaire.

L'usage du style romain dans les actes notariés a contribué, dans une certaine mesure, à faire adopter ce style dans le diocèse de Liége en 1333.

Dans le tome VIII de la *Table*, nous avons relevé quinze actes notariés datés entre le 1 janvier et le samedi-saint. Trois (pp. 100, n. 4; 328, n. 3; et 507, n. 1) ont des formules de date évidemment défigurées par des fautes de transcription; pour cette raison nous n'en tiendrons pas compte. Voici comment se répartissent les treize autres :

Trois (pp. 5, n. 2; 156, n. 4; et 581, n. 3) sont datés du style gallican, et traduits exactement. Sur les neuf restants, qui sont datés du style romain, cinq (pp. 235, n. 1 ; 386, n. 4; 509, n. 3; 548,

(1) Acte du notaire Rufi, de Tongres, reproduit d'après l'original dans le *Cartulaire de Saint-Trond*, I, pp. 511-515.

n. 1; et 584, n. 3) sont également bien traduits (1); tandis que les quatre autres (pp. 614, n. 1; 649, n. 3; 675, n. 4; et 728, n. 5) sont considérés à tort comme s'ils étaient datés du style gallican. Il nous est impossible de saisir le motif pour lequel des formules de date conçues d'après des données entièrement semblables sont traitées d'une manière différente. Ce qui nous a paru le plus singulier c'est que M. Wauters traduit fautivement, par le 4 mars 1320, une formule de date d'un acte notarié, analysé d'après le *Cartulaire de Saint-Trond*, I, p. 449, que l'éditeur du *Cartulaire*, M. Piot, a assigné avec raison au 4 mars 1319. Nous serions reconnaissant à l'auteur de la *Table* s'il voulait bien nous éclairer sur le motif qui l'a porté à faire ce changement.

§ 4. *Fêtes mobiles mal assignées.*

a) *Repus dimanche* mal rendu par *dimanche des Rameaux*. A la page 238, n° 5, nous lisons la date : *Le mardi procain après le repus dimence, au mois de march m° ccc° vi°*, traduite par 21 mars 1307 (n. st.). La charte est effectivement de l'année 1307 (n. st.); mais M. Wauters fait erreur, lorsqu'il la rapporte au 21 mars de cette année, c'est-à-dire au mardi après les Rameaux. En effet, le *repus dimanche*, comme l'attestent tous les glossaires romans de dates, est le dimanche de la Passion. La date véritable de l'acte est donc le 14 mars et non pas le 21. Ce qui nous confirme que l'auteur de la *Table* se trompe sur la signification de *repus dimence*, c'est que la charte dont nous nous occupons est précédée, dans la *Table* de deux chartes, l'une du vendredi, l'autre du samedi avant le dimanche des Rameaux, et qu'elle est suivie de l'analyse d'un acte passé le *merkedi en la peneuse semaine*, c'est-à-dire le mercredi de la semaine sainte, ou mercredi après les Rameaux.

b) *Chinquème* mal rendu (p. 200, n. 4) par le second dimanche du Carême, tandis que ce mot signifie le dimanche de la Quinquagésime, comme M. Wauters le traduit d'ailleurs lui-même p. 4, n. 1.

c) *Quindena paschalis*, *quinzaine de Pâques*, mal traduite par les quinze jours qui suivent les Pâques. Tous les fidèles savent qu'on

(1) Dans le premier de ces actes, la formule de date est très remarquable; c'est pourquoi nous voulons la mettre sous les yeux du lecteur : *Actum in capitulo dicte ecclesie nostre* [S. Dionysii Leodiensis] *sub anno Nativitatis Domini millesimo trecentesimo septimo secundum consuetudinem curie romane, et secundum consuetudinem curie Leodiensis anno Domini millesimo trecentesimo sexto, indictione quinta, die decima septima mensis februarii, scilicet feria sexta post dominicam qua cantatur* Invocavit, *circa horam primam.*

entend par ce terme les quinze jours pendant lesquels on peut remplir le devoir pascal, et qui commencent le dimanche des Rameaux pour finir le jour de Pâques closes (1). Il faudra corriger de ce chef les dates des documents analysés pp. 7, n. 4; 68, n. 2; 115, n. 1; 586, n. 1; et même, croyons-nous, celle du document p. 8, n. 1, où il faut sans doute *virtyndaghe van Passchen* au lieu de *na Passchen*, comme écrit Van Mieris.

§ 5. *Fêtes de saint mal déterminées.*

a) ***Fête de Saint-Ambroise*** fixée au mois d'août, tandis que l'Église la célèbre le 4 avril et le 7 décembre. Pag. 796, n. 1, la date : ***Int jaer ons Heeren duysentich drie hondertich ende vyftiene, des wondesdaghes na Sinte Ambrosius daghe***, est traduite par le 9 août 1315. Il faut, sans aucun doute, le 11 avril 1315; en effet, le document émane de l'évêque d'Utrecht, dans le diocèse duquel on fêtait la Saint-Ambroise le 4 avril.

b) ***Translation de Saint-Benoît*** fixée au 7 mai (p. 551, n. 3) au lieu du 11 juillet. M. Wauters n'est pas conséquent avec lui-même, puisque à la page 593, n. 2, cette fête est bien déterminée.

c) La *Translation de Saint-Martin* est confondue avec la fête de Saint-Martin en hiver, qui se célèbre le 11 novembre, dans la date qu'on lit p. 721, n. 6 : *Gegeven in Middelburgh, des woensdaegh op Sinte Martens daghei n 't jaer Ons Heeren m°. ccc°. ende negentiene.* Sans examiner si réellement la fête de Saint-Martin d'hiver tombait un mercredi, M. Wauters place la charte au 11 novembre 1319. S'il s'était donné la peine de contrôler la concordance des notes chronologiques, il aurait trouvé que le 11 novembre 1319 était un dimanche. Il s'agit ici de la fête de la Translation de Saint-Martin, nommée aussi Saint-Martin-le-Bouillant ou Saint-Martin en été, qui se célébrait le 4 juillet. En 1319, le 4 juillet était un mercredi.

d) *Chaire de Saint-Pierre* fixée erronément en janvier (p. 154, n. 2), et en août (p. 405, n. 1), tandis que, dans un grand nombre d'autres endroits de la *Table*, elle est bien interprétée.

e) *Fêtes de Saint-Éloy.* Il y a deux fêtes de Saint-Éloy : une, qui se célèbre le 1 décembre, est généralement désignée sous le nom de

(1) On arguerait à tort contre cette signification de *quinzaine de Pâques* de l'emploi des mots *quindena Epiphanie (Table*, p. 233, nn. 2 et 3). Ce n'est qu'exceptionnellement que cette dernière expression se rencontre, et le sens n'en est pas fixé d'une manière certaine.

Saint-Éloy sans autre addition; une autre, célébrée autrefois le 25 juin dans la plupart des diocèses de nos contrées, notamment à Cambrai et à Utrecht, est connue particulièrement sous le nom de *Saint Éloy en esté*. C'est cette fête que M. Wauters fixe sans motif au 31 mai (p. 252, n. 4). Quant à la Saint-Éloy, fêtée avec grande solennité dans tous nos diocèses le 1 décembre, M. Wauters la traduit également, sans doute pour rester conséquent avec ses propres erreurs, par le 31 mai (p. 519, n. 2) dans la formule de date : *Faictes et données à Gand le jour S. Éloy l'an m° ccc° xiii°*. Mais, ayant rencontré plus tard le même acte dans les *Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre*, II, p. 20, où M. Van Lokeren le place, avec raison, sous la date du 1 décembre 1313, il cherche, dans le *Supplément* du tome VIII, p. 768, n. 3, à battre en retraite, et pour couvrir celle-ci, il imprime la singulière note qui suit : « P. 519, l. 13, *ajoutez* : Van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre, à Gand*, t. II, p. 20, avec la date du 1 décembre 1312 (1), date du jour où saint Éloi était honoré à Rome, mais non en France. » Que M. Wauters veuille donc nous dire où il a puisé la dernière partie de son affirmation. Pour notre part, nous avons rencontré la fête de Saint-Éloy dans tous les calendriers des diocèses français à la date du 1 décembre, et nous ne sachions pas que ce saint soit vénéré, à Rome, par un office quelconque à aucun jour de l'année. Tout au plus sa mention se rencontre-t-elle sous la date du 1 décembre, dans le *Martyrologe romain*, qui renferme d'ailleurs les noms de tous les saints connus dans les différentes parties de la chrétienté.

f) *Fête de Saint-Maxime* fixée au 27 novembre (p. 640, n. 2), au lieu du 20 novembre.

g) *Fête de Saint-Pontien*, qui se célèbre le 14 janvier, confondue avec la fête de Saint-Pons, martyr, qui se célèbre le 14 mai. A la page 709, n. 2, de la *Table*, nous lisons la date : « *Datum anno Domini m° ccc° decimo nono, feria sexta post Poncium martirum.* » que M. Wauters traduit par le 18 mai 1319. En voyant cette singulière date, où les règles de la grammaire sont foulées aux pieds, nous avons voulu recourir au *Codex Neerlandicus diplomaticus*, I, p. 16, cité par M. Wauters, et nous y avons trouvé non pas *Poncium* mais *Pontium* et la même faute *martirum*. Cette version dénaturée par

(1) Le millésime 1312 est une faute typographique de la *Table*; M. Van Lokeren imprime correctement 1313.

M. Wauters, nous a fourni la clef de la date. Quiconque est tant soit peu au courant de la paléographie voit de suite que l'éditeur du *Codex diplomaticus* a transcrit, fautivement, *Ponciam* au lieu de *Ponciani*, et qu'il a mal lu *martyrum* au lieu de *martyris*, dont la dernière syllable était abrégée par suspension.

h) *Fête de Saint-Victor* du 11 octobre, confondue avec la fête de Saint-Victor de Marseille, qui se célèbre le 21 juillet. Cette erreur a été cause que M. Wauters a analysé deux fois la même charte, à deux dates différentes. Voyez ci-dessous, § 6 *b*.

i) *Maria verhoelne* traduit par fête de l'*Immaculée Conception*, au lieu de l'*Annonciation*. La signification de l'expression *Maria verhoelne, Maria verholenderborst*, nous est fournie, d'une manière certaine, par les calendriers que l'on trouve dans des livres d'heures flamands du xve siècle. Nous publierons prochainement, dans les *Analectes*, un calendrier tiré d'un manuscrit du commencement du xve siècle, copié à Utrecht, dans lequel la fête de l'Annonciation est désignée, le 25 mars, par les mots *Maria verholen*. Les deux formules de date suivantes, renfermant cette expression, sont mal interprétées dans la *Table* : 1° P. 146, n° 4 : *Dese lettre was ghegheven int jaer ons Heren alse men screef dusentich drie ondert ende viere, up onser Vrouwendach dien men heet Verhoelne*. Traduit par 8 décembre 1304; il faut 25 mars 1305 (n. st.). 2° P. 275, n° 2 : *Gegeven int jaer ons Heeren m ccc ende vii, op onser Liever Vrouwendach verholenderborst*. Traduit par 8 décembre 1307; il faut 25 mars 1308 (n. st.).

j) *Alre Apostelendach* traduit par *fête de Saint-Philippe et de Saint-Jacques*, au lieu de *de la Division des apôtres*. La fête de Tous-les-Apôtres, appelée communément la *Division des Apôtres*, se célèbre le 15 juillet, tandis que celle de Saint-Philippe et de Saint-Jacques tombe le 1 mai. Nous ne sommes pas parvenu à saisir le motif qui a porté M. Wauters à fixer l'*Alre Apostelendach* à la fête des Saints-Philippe-et-Jacques plutôt qu'à celle des Saints-Simon-et-Jude (28 octobre) ou des Saints-Pierre-et-Paul, les chefs du collège apostolique (29 juin). Son interprétation est tout à fait arbitraire. Voici la date telle que nous la lisons, p. 550, n° 4 : *Ghegheven in die Haghe, der donderdaghe na Alre Apostelen dach int jaer Ons Heeren m° ccc° en xiiii*. Elle est traduite par le 2 mai 1314, tandis qu'il faut le 18 juillet 1314.

Enfin, la fête de la *Conversion de sainte Lucie*, mentionnée dans la charte du 13 décembre 1318 (p. 698, n. 2), aurait bien mérité aussi d'être

élucidée par une petite note. La date est reproduite fidèlement d'après Quix, *Codex diplomaticus Aquensis*, I, p. 183. Mais l'histoire est muette sur le fait de la conversion de sainte Lucie; elle nous apprend, au contraire, que, dès sa jeunesse, la sainte fut élevée dans la vraie religion par des parents pieux et chrétiens, il y avait lieu, nous semble-t-il, de soumettre à l'examen la formule de date. C'est ce que nous avons fait, et nous avons pu constater que le même Quix, dans sa *Beschreibung der Münsterkirche in Aachen*, pp. 125-126, reproduit la même charte avec la date : *Datum in festo beate Lucie virginis et martiris*. C'est certainement la seule exacte.

§ 6. *Chartes analysées deux fois dans la* Table *sous des dates différentes.*

Nous trouvons quatre exemples de doubles emplois :

a) Une charte renfermant un record du bailli et des échevins de la cour de Jupille relatif à une possession du métier des tanneurs de Liège, et datée par la formule : *Lan de grasce milh trois cens et un, le premier jur del mois davrilh*, figure une première fois (p. 7, n. 1) sous la date du 1 avril 1301, et une seconde fois (p. 33, n. 1) avec la date du 1 avril 1302; et, dans les deux cas, la source où le document se trouve publié (S. Bormans, *Le bon métier des tanneurs de Liège*, p. 272) est la même!!! La charte, datée d'après le style gallican, est probablement de l'année 1302 (n. st.), où Pâques tombait le 22 avril. Toutefois, comme dans l'année 1301 (n. st.) Pâques arrivait le 2 avril, le 1 avril de cette année appartenait aussi en partie, c'est-à-dire à partir de la bénédiction du cierge pascal, à l'année 1301 du style gallican. Dans ce dernier cas, on ajoutait parfois au millésime l'expression *post benedictionem cerei* (p. 292, n. 1). Quoi qu'il en soit, il n'y avait pas là une raison de mentionner l'acte deux fois; il aurait fallu y joindre une note explicative à l'endroit où il prenait place dans la *Table*.

b) Une charte de Thierri de Hollande, commandeur de Coblence et provincial de l'ordre teutonique, par laquelle il fonde deux chapellenies à l'église de Leyde, figure d'abord (p. 81, n. 4) sous la date du 26 juillet 1303, et ensuite (p. 89, n. 2) sous la date du 11 octobre de la même année. La date est exprimée par la formule *des vrydachs na sent Victoris dage*, et doit s'entendre du vendredi après la fête de Saint-Victor qui se célèbre le 10 octobre. C'est là la seule fête de ce saint qu'on rencontre dans l'ancien calendrier du diocèse d'Utrecht. Dans la date fautive du 26 juillet, M. Wauters a sans doute eu en

vue la fête de Saint-Victor de Marseille, du 21 juillet, totalement inconnue dans nos contrées. Dans les autres chartes de la *Table*, datées d'après la Saint-Victor (pp. 141, n. 5; 142, nn. 1 et 2; 665, nn. 2 et 3; 666, nn. 1 et 4), M. Wauters a toujours rapporté, avec raison, les dates au mois d'octobre.

c) Une charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, en faveur de Jean, fils de Simon le Vous, de Pamele, figure une première fois (p. 203, n. 4) sous la date du 31 mars 1306, et une seconde fois (p. 240, n. 1) sous la date du 23 mars 1307. Elle est datée, du *juedi absolut m. ccc et vi*. Le *jeudi absolut* est le jeudi-saint. La première fois, la charte, bien que datée du style gallican, comme toutes celles du comte Guillaume, n'a pas été réduite au nouveau style par l'addition d'une unité au millésime; la dernière fois elle est, comme une autre charte du même prince et datée de la même manière (p. 239, n. 5), donnée avec sa date exacte du 23 mars 1307 (n. st.).

d) Une charte de Jean, duc de Brabant, en faveur de la maison de Walsberghe, de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, est analysée d'abord (p. 405, n. 1) sous la date du 8 août 1310, et puis de nouveau (p. 435, n. 4) sous la date du 27 février 1311. Elle se termine : *Datum sub sigillo nostro in Bruxella, anno Domini m° ccc° x°, sabbatho post Petri ad cathedram*. Inutile de dire que la dernière date est la bonne; et que l'erreur dans la première provient de ce que M. Wauters a confondu la fête de la Chaire de Saint-Pierre, du 22 février, avec celle de Saint-Pierre-aux-liens, du 1 août.

§ 7. *Dates du calendrier ecclésiastique mal résolues.*

Pendant le moyen âge on se servait souvent des données du calendrier liturgique pour exprimer les jours et les mois. On datait les chartes en exprimant le jour de la semaine, qu'on mettait ensuite en rapport avec une fête soit fixe soit mobile de l'année ecclésiastique.

Nous avons rencontré, dans le tome VIII de la *Table*, un grand nombre de chartes ainsi datées qui sont mal réduites à notre calendrier moderne. Le tableau suivant indique les principales. A côté de la date erronée donnée par M. Wauters, nous avons placé la date exacte.

Dans ce tableau nous ne mentionnons plus les dates fautives que nous avons déjà redressées ci-dessus, ni celles qui le seront dans la suite. Nous ne nous y occupons pas non plus des chartes qui ont été placées par l'auteur de la *Table* dans une année à laquelle elles n'appartiennent pas. C'est ainsi, par exemple, que nous passons ici sous

tout particulièrement étudié l'époque qui nous occupe. Le docteur P. L. Muller, dans l'introduction de ses *Regesta Hannonensia, Lyst van oorkonden betreffende Holland en Zeeland*, 1299-1345, publiés en 1882, s'exprime (p. IV) de la manière suivante au sujet du style suivi par la chancellerie comtale : « Wat de jaartelling aangaat, zoo » is, waar het Holland en Zeeland betreft, steeds de hofstijl, volgens » welke het jaar met Paschen begint, aangenomen, behalve waar het » bleek, dat eene andere berekening was gevolgd, zooals bij kerkelijke » stukken, die meestal Utrechtschen stijl volgen. » Tout récemment, c'est-à-dire en 1890, l'homonyme du professeur de Groningue, M. S. Muller, archiviste de l'État à Utrecht, écrivait dans ses *Bydragen voor een oorkondenboek van het sticht Utrecht*, p. 13 : « Sedert » het optreden van het Henegouwsche huis bleek het volgen van den » Paaschstijl zeker en constant. Wat voor de grafelijke kanselarij » geldt, schijnt ook waar te zijn voor de partikuliere charters; immers » professor P. L. Muller bericht mij, dat bij de bewerking der » *Regesta Hannonensia* gebleken is, hoe ook bij de berekening der » data van Hollandsche schepenbrieven, enz. de aanneming van eenen » anderen stijl dan den Paaschstijl herhaaldelijk tot moeielijkheden » aanleiding gaf. » Ces textes sont clairs et d'autant plus précieux qu'ils traitent plus spécialement du style employé sous la maison comtale de Hainaut, c'est-à-dire de 1299 à 1345.

Remarquons aussi que, dans le cas où, comme semble le croire M. Wauters, la chancellerie du comte Guillaume eût suivi en Hollande le style romain, tandis que, dans le Hainaut, de l'aveu de tous et de M. Wauters lui-même, elle a fait constamment usage du style gallican, ce double style dans la chancellerie d'un même prince constituerait un fait unique et inconnu jusqu'ici dans l'histoire de la diplomatique.

Nous pourrions borner ici notre démonstration; mais, il y a des formules de date si précises que nous ne pouvons résister au désir de les mettre sous les yeux du lecteur. Celui-ci aura, en outre, l'occasion de voir avec quelle sans-gêne M. Wauters traite les textes qui contrarient son système. Nous commençons par les formules renseignées dans le tome VIII même de la *Table*, et nous en ajoutons ensuite quelques-unes extraites des *Regesta Hannonensia* du professeur Muller.

a) *Ghegheven in die Haege, des manendaghes na Palmendach, in 't jaer Ons Heren m° ccc° ende achtiene, op den ander dach van aprile.* Charte de Guillaume, comte du Hainaut et de Hollande, publiée par Van Mieris, *Charterboek*, II, p. 196, et analysée par M. Wauters, p. 679,

n. 5. A cause de la haute importance que présente cette date, nous la traduisons : *Donné à La Haye, le lundi après les Rameaux, l'année de Notre Seigneur* 1318, *le* 2e *jour d'avril*. Le 2 avril 1318 de notre style était le dimanche de *Laetare;* la charte ne peut donc pas dater de cette année ; mais il faut la considérer comme étant du style gallican, et la rapporter au 2 avril 1319 du nouveau style, qui était en effet le lundi après les Rameaux. L'exemple est décisif. Que fait M. Wauters? Au lieu de rapporter le document en 1319, comme il devait le faire, il le conserve en 1318, et traduit la date, non par le 2 avril, comme la formule elle-même le dit explicitement, mais par le 17 avril. Quelle idée se fait-il de ses lecteurs? A qui espère-t-il en imposer en agissant ainsi, et pourquoi fausser une date uniquement parce qu'elle contrarie un parti pris? La formule suivante nous offre un second exemple du même procédé, que le lecteur ne manquera pas de qualifier comme il le mérite.

b) *Gegeven in den Haeghe, des saterdages op onser Vrouwen avond in Martio, in 't jaer Ons Heeren m° ccc° ende achtiene*. Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, publiée dans Van Mieris, *Charterboek*, II, p. 194, et analysée par M. Wauters, p. 678, n. 3. Cette date signifie en français : *Donné à La Haye le samedi, veille de la fête de Notre-Dame en mars, l'année de Notre-Seigneur* 1318. La fête de Notre-Dame en mars est la fête de l'Annonciation, qui se célèbre le 25 mars ; et la charte date du *samedi* 24 *mars*. La concordance de ces deux notes chronologiques ne peut s'appliquer à l'année 1318 de notre style ; car alors la fête elle-même, ou le 25 mars, était un samedi ; mais elle s'applique parfaitement à l'année 1319 où le 24 mars était un samedi. La charte est donc datée du style gallican. Pour quel motif M. Wauters traduit-il par 25 mars une formule de date qui elle-même affirme qu'elle date du 24 mars? Est-ce parce que en l'année 1318, à laquelle il veut à tout prix rapporter la charte, la fête de l'Annonciation ou 25 mars tombait un samedi?

c) *Des sonnendaghs op Sint Jans dagh evangelist in die Kersdaghen, in 't jaer Ons Heeren m° drie hondert ende thiene*. Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, publiée par Van Mieris, *Charterboek*, II, p. 115, et analysée par M. Wauters, p. 425, n. 4. En l'année 1310 du style gallican, la fête de Saint-Jean l'apôtre tombait un dimanche ; tandis qu'en 1310 du style romain (c'est-à-dire en 1309 du style gallican et du style nouveau) cette fête tombait le samedi. Cette formule fournit donc la preuve certaine que la chancellerie du comte de Hollande ne faisait pas usage du style romain.

d) *Donderdag op O. V. Lichtmisse m. ccc.* Charte de Jean, comte de Hainaut et de Hollande, analysée par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 4. La charte ne peut être de 1300 de notre style, où la fête de la Chandeleur ou de la Purification tombait un mardi; mais, datée du style gallican, elle doit être reportée en 1301, où la Purification se célébrait, en effet, un jeudi.

e) *Des vridaghes op Sintc Gregorijsdaghe m. ccc ende thiene.* Testament de Guillaume d'Egmond, analysé par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 39. En 1310, le 12 mars ou fête de Saint-Grégoire était un jeudi ; en 1311, un vendredi.

f) *Des zaterdaghes op den jaersdach m. ccc ende zestiene.* Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, analysée par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 68. En 1316 de notre style, le jour de l'an était un jeudi ; en 1317, un samedi.

g) *Dingsdag op S. Aechtendag m. ccc. ende neghentiene*. Charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, analysée par Muller, *Regesta Hannonensia*, p. 84. En 1319 de notre style, le 5 février, ou fête de Sainte-Agathe, tombait un lundi; en 1320, un mardi.

M. Wauters nous opposera peut-être la date : *Ghegheven in den Haghe, des zonendaghes in dertien avonde, in 't jaer Ons Heren dusent drie honderd ende vyftiene*, d'une charte du comte Guillaume, publiée par Van Mieris, *Charterboek* II, p. 148, et analysée par lui, p. 577, n. 1. Nous admettons qu'en 1315 de notre style, la veille de l'Epiphanie était un dimanche, tandis qu'en 1316 elle tombait le lundi; mais, nous répondrons qu'un exemple isolé, comme celui-ci, ne peut pas détruire la valeur des arguments multiples produits ci-dessus, d'autant qu'il peut y avoir une erreur de calcul de la part du rédacteur de la charte. Ces erreurs ne sont pas aussi rares qu'on pourrait le croire. C'est ainsi que la date suivante : *Lan de grace mil trois cens et dix huit, le vendredi devant l'Ascension, vingt cinq jours ou mois de may*, d'un document analysé par M. Wauters, p. 681, n. 3, d'après Devillers, *Monuments pour l'histoire des provinces de Namur* etc., III, p. 80, ne peut s'expliquer que par une erreur de calcul; car en 1318, le vendredi avant l'Ascension tombait le 26 mai, et cependant la formule de date le place au 25 mai. Enfin, nous avons rencontré, dans l'*Inventaire des chartes du Val-Saint-Lambert* de M. Schoonbroodt, la date suivante : *Ce fut fait et donneit lan de grasce m. ccc.* vint *et dois, le judi devant le florie Paske, c'est le vigile Sainte Gertrude en my marche*, reproduite d'après l'original, sur lequel

nous l'avons collationné nous-même. Or, cette date renferme une erreur de calcul; car en l'année 1323 (nouveau style), le jeudi avant les Rameaux était le jour même de la fête de Sainte-Gertrude.

§ 4. *Les actes des notaires impériaux et apostoliques.*

Les *notaires*, c'est-à-dire les écrivains délégués par l'autorité pour la rédaction et l'expédition des actes officiels ou jouissant de valeur juridique, apparaissent en Belgique pendant le dernier quart du XIIIe siècle. Il y avait deux espèces de notaires : les uns recevaient leur mission du Saint-Siège apostolique, les autres de l'empereur d'Allemagne; quelques-uns même étaient commissionnés à la fois par les deux autorités, et prenaient le titre de *publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius* (1). A l'origine, les notaires impériaux étaient presque les seuls connus dans notre pays.

Entre autres obligations ils avaient celle de dater leurs actes avec un soin minutieux, afin de prévenir la confusion et les erreurs. Les actes notariés portent toujours l'année, le mois, et le jour du mois exprimé par le tantième, ainsi que l'indiction, et régulièrement aussi l'année du pontificat du pape régnant, ou, en cas de vacance du siège apostolique, la formule *sede vacante*. Comme les deux autorités dont relevaient les notaires faisaient usage du style romain, les notaires employaient aussi presque toujours ce style. Rarement ils ont daté leurs actes d'après le style gallican. La multiplicité des notes chronologiques, telles que l'indiction et l'année du pontificat du souverain pontife, rendent d'ailleurs facile, dans chaque cas particulier, la détermination du style suivi par le notaire.

L'usage du style romain dans les actes notariés a contribué, dans une certaine mesure, à faire adopter ce style dans le diocèse de Liège en 1333.

Dans le tome VIII de la *Table*, nous avons relevé quinze actes notariés datés entre le 1 janvier et le samedi-saint. Trois (pp. 100, n. 4; 328, n. 3; et 507, n. 1) ont des formules de date évidemment défigurées par des fautes de transcription; pour cette raison nous n'en tiendrons pas compte. Voici comment se répartissent les treize autres :

Trois (pp. 5, n. 2; 156, n. 4; et 581, n. 3) sont datés du style gallican, et traduits exactement. Sur les neuf restants, qui sont datés du style romain, cinq (pp. 235, n. 1 ; 386, n. 4; 509, n. 3; 548,

(1) Acte du notaire Rufi, de Tongres, reproduit d'après l'original dans le *Cartulaire de Saint-Trond*, I, pp. 511-515.

n. 1; et 584, n. 3) sont également bien traduits (1); tandis que les quatre autres (pp. 614, n. 1; 649, n. 3; 675, n. 4; et 728, n. 5) sont considérés à tort comme s'ils étaient datés du style gallican. Il nous est impossible de saisir le motif pour lequel des formules de date conçues d'après des données entièrement semblables sont traitées d'une manière différente. Ce qui nous a paru le plus singulier c'est que M. Wauters traduit fautivement, par le 4 mars 1320, une formule de date d'un acte notarié, analysé d'après le *Cartulaire de Saint-Trond*, I, p. 449, que l'éditeur du *Cartulaire*, M. Piot, a assigné avec raison au 4 mars 1319. Nous serions reconnaissant à l'auteur de la *Table* s'il voulait bien nous éclairer sur le motif qui l'a porté à faire ce changement.

§ 4. *Fêtes mobiles mal assignées.*

a) *Repus dimanche* mal rendu par *dimanche des Rameaux*. A la page 238, n° 5, nous lisons la date : *Le mardi procain après le repus dimence, au mois de march m° ccc° vi°*, traduite par 21 mars 1307 (n. st.). La charte est effectivement de l'année 1307 (n. st.); mais M. Wauters fait erreur, lorsqu'il la rapporte au 21 mars de cette année, c'est-à-dire au mardi après les Rameaux. En effet, le *repus dimanche*, comme l'attestent tous les glossaires romans de dates, est le dimanche de la Passion. La date véritable de l'acte est donc le 14 mars et non pas le 21. Ce qui nous confirme que l'auteur de la *Table* se trompe sur la signification de *repus dimence*, c'est que la charte dont nous nous occupons est précédée, dans la *Table* de deux chartes, l'une du vendredi, l'autre du samedi avant le dimanche des Rameaux, et qu'elle est suivie de l'analyse d'un acte passé le *merkedi en la peneuse semaine*, c'est-à-dire le mercredi de la semaine sainte, ou mercredi après les Rameaux.

b) *Chinquème* mal rendu (p. 200, n. 4) par le second dimanche du Carême, tandis que ce mot signifie le dimanche de la Quinquagésime, comme M. Wauters le traduit d'ailleurs lui-même p. 4, n. I.

c) *Quindena paschalis, quinzaine de Pâques*, mal traduite par les quinze jours qui suivent les Pâques. Tous les fidèles savent qu'on

(1) Dans le premier de ces actes, la formule de date est très remarquable; c'est pourquoi nous voulons la mettre sous les yeux du lecteur : *Actum in capitulo dicte ecclesie nostre* [S. Dionysii Leodiensis] *sub anno Nativitatis Domini millesimo trecentesimo septimo secundum consuetudinem curie romane, et secundum consuetudinem curie Leodiensis anno Domini millesimo trecentesimo sexto, indictione quinta, die decima septima mensis februarii, scilicet feria sexta post dominicam qua cantatur* Invocavit, *circa horam primam.*

entend par ce terme les quinze jours pendant lesquels on peut remplir le devoir pascal, et qui commencent le dimanche des Rameaux pour finir le jour de Pâques closes (1). Il faudra corriger de ce chef les dates des documents analysés pp. 7, n. 4; 68, n. 2; 115, n. 1; 586, n. 1; et même, croyons-nous, celle du document p. 8, n. 1, où il faut sans doute *virtyndaghe van Passchen* au lieu de *na Passchen*, comme écrit Van Mieris.

§ 5. *Fêtes de saint mal déterminées.*

a) *Fête de Saint-Ambroise* fixée au mois d'août, tandis que l'Église la célèbre le 4 avril et le 7 décembre. Pag. 796, n. 1, la date : *Int jaer ons Heeren duysentich drie hondertich ende vyftiene, des wondesdaghes na Sinte Ambrosius daghe*, est traduite par le 9 août 1315. Il faut, sans aucun doute, le 11 avril 1315; en effet, le document émane de l'évêque d'Utrecht, dans le diocèse duquel on fêtait la Saint-Ambroise le 4 avril.

b) *Translation de Saint-Benoît* fixée au 7 mai (p. 551, n. 3) au lieu du 11 juillet. M. Wauters n'est pas conséquent avec lui-même, puisque à la page 593, n. 2, cette fête est bien déterminée.

c) La *Translation de Saint-Martin* est confondue avec la fête de Saint-Martin en hiver, qui se célèbre le 11 novembre, dans la date qu'on lit p. 721, n. 6 : *Gegeven in Middelburgh, des woensdaegh op Sinte Martens daghei n 't jaer Ons Heeren m°. ccc°. ende negenticne.* Sans examiner si réellement la fête de Saint-Martin d'hiver tombait un mercredi, M. Wauters place la charte au 11 novembre 1319. S'il s'était donné la peine de contrôler la concordance des notes chronologiques, il aurait trouvé que le 11 novembre 1319 était un dimanche. Il s'agit ici de la fête de la Translation de Saint-Martin, nommée aussi Saint-Martin-le-Bouillant ou Saint-Martin en été, qui se célébrait le 4 juillet. En 1319, le 4 juillet était un mercredi.

d) *Chaire de Saint-Pierre* fixée erronément en janvier (p. 154, n. 2), et en août (p. 405, n. 1), tandis que, dans un grand nombre d'autres endroits de la *Table*, elle est bien interprétée.

e) *Fêtes de Saint-Éloy*. Il y a deux fêtes de Saint-Éloy : une, qui se célèbre le 1 décembre, est généralement désignée sous le nom de

(1) On arguerait à tort contre cette signification de *quinzaine de Pâques* de l'emploi des mots *quindena Epiphanie* (*Table*, p. 233, nn. 2 et 3). Ce n'est qu'exceptionnellement que cette dernière expression se rencontre, et le sens n'en est pas fixé d'une manière certaine.

Saint-Éloy sans autre addition; une autre, célébrée autrefois le 25 juin dans la plupart des diocèses de nos contrées, notamment à Cambrai et à Utrecht, est connue particulièrement sous le nom de *Saint Éloy en esté*. C'est cette fête que M. Wauters fixe sans motif au 31 mai (p. 252, n. 4). Quant à la Saint-Éloy, fêtée avec grande solennité dans tous nos diocèses le 1 décembre, M. Wauters la traduit également, sans doute pour rester conséquent avec ses propres erreurs, par le 31 mai (p. 519, n. 2) dans la formule de date : *Faictes et données à Gand le jour S. Éloy l'an m° ccc° xiii°*. Mais, ayant rencontré plus tard le même acte dans les *Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre*, II, p. 20, où M. Van Lokeren le place, avec raison, sous la date du 1 décembre 1313, il cherche, dans le *Supplément* du tome VIII, p. 768, n. 3, à battre en retraite, et pour couvrir celle-ci, il imprime la singulière note qui suit : « P. 519, l. 13, *ajoutez* : Van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de Saint-Pierre, à Gand*, t. II, p. 20, avec la date du 1 décembre 1312 (1), date du jour où saint Éloi était honoré à Rome, mais non en France. » Que M. Wauters veuille donc nous dire où il a puisé la dernière partie de son affirmation. Pour notre part, nous avons rencontré la fête de Saint-Éloy dans tous les calendriers des diocèses français à la date du 1 décembre, et nous ne sachions pas que ce saint soit vénéré, à Rome, par un office quelconque à aucun jour de l'année. Tout au plus sa mention se rencontre-t-elle sous la date du 1 décembre, dans le *Martyrologe romain*, qui renferme d'ailleurs les noms de tous les saints connus dans les différentes parties de la chrétienté.

f) *Fête de Saint-Maxime* fixée au 27 novembre (p. 640, n. 2), au lieu du 20 novembre.

g) *Fête de Saint-Pontien*, qui se célèbre le 14 janvier, confondue avec la fête de Saint-Pons, martyr, qui se célèbre le 14 mai. A la page 709, n. 2, de la *Table*, nous lisons la date : « *Datum anno Domini m° ccc° decimo nono, feria sexta post Poncium martirum*, » que M. Wauters traduit par le 18 mai 1319. En voyant cette singulière date, où les règles de la grammaire sont foulées aux pieds, nous avons voulu recourir au *Codex Neerlandicus diplomaticus*, I, p. 16, cité par M. Wauters, et nous y avons trouvé non pas *Poncium* mais *Ponciam* et la même faute *martirum*. Cette version, dénaturée par

(1) Le millésime 1312 est une faute typographique de la *Table*; M. Van Lokeren imprime correctement 1313.

M. Wauters, nous a fourni la clef de la date. Quiconque est tant soit peu au courant de la paléographie voit de suite que l'éditeur du *Codex diplomaticus* a transcrit, fautivement, *Ponciam* au lieu de *Ponciani*, et qu'il a mal lu *martyrum* au lieu de *martyris*, dont la dernière syllable était abrégée par suspension.

h) *Fête de Saint-Victor* du 11 octobre, confondue avec la fête de Saint-Victor de Marseille, qui se célèbre le 21 juillet. Cette erreur a été cause que M. Wauters a analysé deux fois la même charte, à deux dates différentes. Voyez ci-dessous, § 6 *b*.

i) *Maria verhoelne* traduit par fête de l'*Immaculée Conception*, au lieu de l'*Annonciation*. La signification de l'expression *Maria verhoelne*, *Maria verholenderborst*, nous est fournie, d'une manière certaine, par les calendriers que l'on trouve dans des livres d'heures flamands du xv[e] siècle. Nous publierons prochainement, dans les *Analectes*, un calendrier tiré d'un manuscrit du commencement du xv[e] siècle, copié à Utrecht, dans lequel la fête de l'Annonciation est désignée, le 25 mars, par les mots *Maria verholen*. Les deux formules de date suivantes, renfermant cette expression, sont mal interprétées dans la *Table* : 1° P. 146, n° 4 : *Dese lettre was ghegheven int jaer ons Heren alse men screef dusentich drie ondert ende viere, up onser Vrouwendach dien men heet Verhoelne*. Traduit par 8 décembre 1304 ; il faut 25 mars 1305 (n. st.). 2° P. 275, n° 2 : *Gegeven int jaer ons Heeren m ccc ende vii, op onser Liever Vrouwendach verholenderborst*. Traduit par 8 décembre 1307 ; il faut 25 mars 1308 (n. st.).

j) *Alre Apostelendach* traduit par *fête de Saint-Philippe et de Saint-Jacques*, au lieu de *de la Division des apôtres*. La fête de Tous-les-Apôtres, appelée communément la *Division des Apôtres*, se célèbre le 15 juillet, tandis que celle de Saint-Philippe et de Saint-Jacques tombe le 1 mai. Nous ne sommes pas parvenu à saisir le motif qui a porté M. Wauters à fixer l'*Alre Apostelendach* à la fête des Saints-Philippe-et-Jacques plutôt qu'à celle des Saints-Simon-et-Jude (28 octobre) ou des Saints-Pierre-et-Paul, les chefs du collège apostolique (29 juin). Son interprétation est tout à fait arbitraire. Voici la date telle que nous la lisons, p. 550, n° 4 : *Ghegheven in die Haghe, der donderdaghe na Alre Apostelen dach int jaer Ons Heeren m° ccc° en xiiii*. Elle est traduite par le 2 mai 1314, tandis qu'il faut le 18 juillet 1314.

Enfin, la fête de la *Conversion de sainte Lucie*, mentionnée dans la charte du 13 décembre 1318 (p. 698, n. 2), aurait bien mérité aussi d'être

élucidée par une petite note. La date est reproduite fidèlement d'après Quix, *Codex diplomaticus Aquensis*, I, p. 183. Mais l'histoire est muette sur le fait de la conversion de sainte Lucie; elle nous apprend, au contraire, que, dès sa jeunesse, la sainte fut élevée dans la vraie religion par des parents pieux et chrétiens, il y avait lieu, nous semble-t-il, de soumettre à l'examen la formule de date. C'est ce que nous avons fait, et nous avons pu constater que le même Quix, dans sa *Beschreibung der Münsterkirche in Aachen*, pp. 125-126, reproduit la même charte avec la date : *Datum in festo beate Lucie virginis et martiris*. C'est certainement la seule exacte.

§ 6. *Chartes analysées deux fois dans la* Table *sous des dates différentes.*

Nous trouvons quatre exemples de doubles emplois :

a) Une charte renfermant un record du bailli et des échevins de la cour de Jupille relatif à une possession du métier des tanneurs de Liège, et datée par la formule : *Lan de grasce milh trois cens et un, le premier jur del mois davrilh*, figure une première fois (p. 7, n. 1) sous la date du 1 avril 1301, et une seconde fois (p. 33, n. 1) avec la date du 1 avril 1302; et, dans les deux cas, la source où le document se trouve publié (S. Bormans, *Le bon métier des tanneurs de Liège*, p. 272) est la même!!! La charte, datée d'après le style gallican, est probablement de l'année 1302 (n. st.), où Pâques tombait le 22 avril. Toutefois, comme dans l'année 1301 (n. st.) Pâques arrivait le 2 avril, le 1 avril de cette année appartenait aussi en partie, c'est-à-dire à partir de la bénédiction du cierge pascal, à l'année 1301 du style gallican. Dans ce dernier cas, on ajoutait parfois au millésime l'expression *post benedictionem cerei* (p. 292, n. 1). Quoi qu'il en soit, il n'y avait pas là une raison de mentionner l'acte deux fois; il aurait fallu y joindre une note explicative à l'endroit où il prenait place dans la *Table*.

b) Une charte de Thierri de Hollande, commandeur de Coblence et provincial de l'ordre teutonique, par laquelle il fonde deux chapellenies à l'église de Leyde, figure d'abord (p. 81, n. 4) sous la date du 26 juillet 1303, et ensuite (p. 89, n. 2) sous la date du 11 octobre de la même année. La date est exprimée par la formule *des vrydachs na sent Victoris dage*, et doit s'entendre du vendredi après la fête de Saint-Victor qui se célèbre le 10 octobre. C'est là la seule fête de ce saint qu'on rencontre dans l'ancien calendrier du diocèse d'Utrecht. Dans la date fautive du 26 juillet, M. Wauters a sans doute eu en

vue la fête de Saint-Victor de Marseille, du 21 juillet, totalement inconnue dans nos contrées. Dans les autres chartes de la *Table*, datées d'après la Saint-Victor (pp. 141, n. 5; 142, nn. 1 et 2; 665, nn. 2 et 3; 666, nn. 1 et 4), M. Wauters a toujours rapporté, avec raison, les dates au mois d'octobre.

c) Une charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, en faveur de Jean, fils de Simon le Vous, de Pamele, figure une première fois (p. 203, n. 4) sous la date du 31 mars 1306, et une seconde fois (p. 240, n. 1) sous la date du 23 mars 1307. Elle est datée, du *juedi absolut m. ccc et vi*. Le *jeudi absolut* est le jeudi-saint. La première fois, la charte, bien que datée du style gallican, comme toutes celles du comte Guillaume, n'a pas été réduite au nouveau style par l'addition d'une unité au millésime; la dernière fois elle est, comme une autre charte du même prince et datée de la même manière (p. 239, n. 5), donnée avec sa date exacte du 23 mars 1307 (n. st.).

d) Une charte de Jean, duc de Brabant, en faveur de la maison de Walsberghe, de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, est analysée d'abord (p. 405, n. 1) sous la date du 8 août 1310, et puis de nouveau (p. 435, n. 4) sous la date du 27 février 1311. Elle se termine : *Datum sub sigillo nostro in Bruxella, anno Domini m° ccc° x°, sabbatho post Petri ad cathedram*. Inutile de dire que la dernière date est la bonne; et que l'erreur dans la première provient de ce que M. Wauters a confondu la fête de la Chaire de Saint-Pierre, du 22 février, avec celle de Saint-Pierre-aux-liens, du 1 août.

§ 7. *Dates du calendrier ecclésiastique mal résolues.*

Pendant le moyen âge on se servait souvent des données du calendrier liturgique pour exprimer les jours et les mois. On datait les chartes en exprimant le jour de la semaine, qu'on mettait ensuite en rapport avec une fête soit fixe soit mobile de l'année ecclésiastique.

Nous avons rencontré, dans le tome VIII de la *Table*, un grand nombre de chartes ainsi datées qui sont mal réduites à notre calendrier moderne. Le tableau suivant indique les principales. A côté de la date erronée donnée par M. Wauters, nous avons placé la date exacte.

Dans ce tableau nous ne mentionnons plus les dates fautives que nous avons déjà redressées ci-dessus, ni celles qui le seront dans la suite. Nous ne nous y occupons pas non plus des chartes qui ont été placées par l'auteur de la *Table* dans une année à laquelle elles n'appartiennent pas. C'est ainsi, par exemple, que nous passons ici sous

silènce les quatre-vingt-dix chartes indûment traitées comme étant du style romain, dont nous avons parlé dans le § 2.

1301. Pâques le 2 avril.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
3	5	Le samedi après le jour de Chendres.	11 fév.	18 fév.
13	3	Feria quarta post festum beatorum Petri et Pauli apostolorum.	12 juill.	5 juill.
19	3	Feria quinta post festum beati Remigii.	7 oct.	5 oct.
»	4	Feria quarta post festum beati Dionysii.	13 oct.	11 oct.
20	2	Le diemengue devant le Tossains.	28 oct.	29 oct.
24	3	In vigilia S. Thome apostoli (1).	19 déc.	20 déc.
»	5	Des donresdaeghes voor kersdaeghe.	22 déc.	21 déc.

1302 Pâques le 22 avril.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
31	4	[Die] Mercurii ante Annunciationem dominicam.	20 mars	21 mars
32	1	Le venredi devant le fieste Nostre Dame ou mois de March.	25 mars	23 mars
37	4	Sonnendaghes na Ascension dach.	2 juin	3 juin
»	5	Le premier diemence du mois de juing.	2 juin	3 juin
»	6	Sabbato post Ascentionem Domini.	5 juin	2 juin
48	4	Le jadi prochain devant la feste saint Remi en vendenges.	28 sept.	27 sept.
49	2	Die dominica post festum beati Michaelis archangeli.	2 oct.	30 sept.
51	1	Feria quinta ante festum beatorum Symonis et Jude apostolorum.	26 oct.	25 oct.

1303. Pâques le 7 avril.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
65	2	Sabbato post Annunciationem Domini.	29 mars	30 mars
66	4	Feria tercia post Ramos palmarum.	3 avril	2 avril
71	5	Des maendaghs nae Sinxendag.	29 mai	27 mai
82	2	Svriendaechs nae sinte Marie Magdalenen dach (2).	28 juill.	26 juill.
85	5	In crastino Exaltationis S. Crucis.	16 sept.	15 sept.

(1) Le document suivant (p. 24, n. 4), qui porte exactement la même formule de date, est placé au 20 décembre.

(2) Il ne s'agit pas ici d'une simple faute typographique; sinon le n. 1, qui précède, daté du dimanche après la Madeleine et bien réduit au 28 juillet, eût dû suivre au lieu de précéder le n. 2.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
91	2	Le lundi après le saint Luec.	25 oct.	21 oct.
97	1	Le lundi après le jour saint Nicaise.	14 déc.	16 déc.
		1304. Pâques le 29 mars.		
101	3	Des Wondaghes na dertiendach.	15 janv.	8 janv.
121	4	Le venredi après les octaves de la Trinité.	29 mai	5 juin
123	5	In die sanctorum Gervasii et Protasii martyrum (1).	10 juin	19 juin
132	5	S'donderdach voor S. Laureys.	5 août	6 août
144	4	Le samedy devant la saint Martyn en iver.	10 nov.	7 nov.
		1305. Pâques le 18 avril.		
153	4	In octavis Epiphanie.	14 janv.	13 janv.
154	4	Le merquedi avant feste S. Vincent.	21 janv.	20 janv.
161	5	Le devenres devant le jour de Packes flories.	2 avril	9 avril
162	2	Smanendaeghs vore Palmzonnendagh.	4 avril	5 avril
»	3	Le jour de Pasques flories.	10 avril	11 avril
178	1	Feria secunda ante Divisionem apostolorum.	11 juill.	12 juill.
		1306. Pâques le 3 avril.		
200	2	Des vriendags na die dominike als men singht Reminiscere in de vastene.	25 fév.	4 mars
209	1	Die Penthecostes.	27 mai	22 mai
217	2	Svrindages voor Sinte Pieter daghe inghangende oest.	31 juill.	29 juill.
223	2	Le venredy apiès le jour Saint Remi.	8 oct.	7 oct.
		1307. Pâques le 26 mars.		
232	3	[Die] Jovis post octobas *(sic)* Epiphanie.	12 janv.	19 janv.
258	5	Le diemenge après les octaves de la Nativités Saint Jehan Baptiste.	9 juill.	2 juill.
267	3	Le vendridi devant feste S. Denis.	7 oct.	6 oct.

(1) Il ne peut s'agir d'une faute typographique, car le document suivant porte la date du 11 juin.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
		1308. Pâques le 14 avril.		
285	1	Feria quarta post dominicam que *(sic)* cantatur Reminiscere.	21 fév.	13 mars
286	5	Feria quarta post dominicam Judica.	13 mars	3 avril
304	4	Le dimenche devant le jour Saint Piere aoust entrant.	25 juill.	28 juill.
315	3	Feria secunda ante festum Nativitatis Domini.	24 déc.	23 déc.
		1309. Pâques le 30 mars.		
322	4	Die Martis proxima ante Purificationem beate Marie.	29 janv.	28 janv.
324	1	Le venredi après le Candeler.	9 fév.	7 fév.
»	2	Op sinte Mathys dach.	14 fév.	24 fév.
326	5	Sabbatho ante dominicam qua cantatur Oculi mei.	8 mars	1 mars
329	3	Feria secunda post Letare Jerusalem.	24 mars	10 mars
334	5	Dominica qua cantatur Jubilate.	30 avril	20 avril
336	2	Le lundi après le jour del Ascension.	4 mai	12 mai
»	4	Feria secunda ante Ascensionem Domini.	4 mai	5 mai
341	6	In vigila *(sic)* Sacramenti.	29 mai	28 mai
345	4	Le diemenge après le Sen Barnabé apostele.	13 juin	15 juin
353	4	Le jour saint Lorent.	9 août	10 août
356	3	Die mercurii post Decollationem beati Johannis Baptiste.	2 sept.	3 sept.
357	6	Die Veneris post festum Nativitatis beatae Mariae Virginis.	10 sept.	12 sept.
367	2	Sdonderdaghes vor Sente Clements daghe.	24 nov.	20 nov.
		1310. Pâques le 19 avril.		
382	4	Die martis post dominicam Oculi mei.	22 mars	24 mars
385	2	Die Veneris post dominicam qua cantatur Letare Jherusalem.	4 avril	3 avril
389	1	Feria secunda post dominicam qua cantatur Misericordia Domini (1).	27 avril	4 mai

(1) Nous trouvons p. 512, n. 4, l'analyse d'une charte portant la même date et fixée également neuf jours trop tôt. Voyez ci-dessous dans l'année 1313.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
390	3	In die Inventionis Sancte Crucis.	5 mai	3 mai
395	1	Feria secunda ante Nativitatem beati Johannis Baptiste.	15 juin	22 juin
400	2	Lou dymenge prochien après feste saint Piere et saint Paul apostoles, ou moys de julet.	13 juill.	5 juill.
402	4	Le lundi après le Magdalaine.	26 juill.	27 juill.
406	1	Le mercredy après le jour de Saint Leurent.	13 août	12 août
		1311. Pâques le 11 avril.		
447	1	Feria quinta post festum beati Barnabe apostoli.	16 juin	17 juin
		1312. Pâques le 26 mars.		
467	2	Agnetis secundo (1).	22 janv.	28 janv
469	4	Le vendredy après le dimanche des brandons.	17 fév.	18 fév.
476	1	Feria tertia ante Tybartii (lisez *Tiburtii*) et Valeriani.	14 avril	11 avril
		1313. Pâques le 15 avril.		
508	1	In crastino B. Petri ad cathedram.	25 fév.	23 fév.
510	1	Le vendredi après le jour Saint Grégoire.	15 mars	16 mars
»	2	[Die] martis post sanctum Gregorium.	20 mars	13 mars
»	4	Feria sexta post Oculi mei.	25 mars	23 mars
»	5	Samedi prochain après le jour Notre-Dame, et mois de march.	29 mars	31 mars
512	4	Dominica misericordia Domini.	20 avril	29 avril
513	2	Feria prima diebus Rogationum.	25 avril	21 mai
531	5	Le samedi après le jor Sainte Croix, en septembre.	22 sept.	15 sept.
535	3	[Die] lunae post festum sanctae Catharinae.	27 nov.	26 nov.
		1314. Pâques le 7 avril.		
548	2	Feria tertia post festum Palmarum.	9 avril	2 avril

(1) M. Wauters ne connaissant pas la fête de Sainte-Agnès *secundo*, qui se célèbre le 28 janvier, traduit la date par *lendemain* de la fête de Sainte-Agnès.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
551	3	Lendemain de la Translation saint Benoit.	8 mai	12 juill.
560	3	Des maendaechs voor Sinte Pieters dach inhangende [*lisez* ingaende] Aoust.	31 juill.	29 juill.
567	5	In octavis sancti Severini episcopi.	29 oct.	30 oct.
573	2	Feria quarta post festum beati Nicolai episcopi et confessoris.	10 déc.	11 déc.
»	3	Feria quinta post festum beati Nicolai episcopi et confessoris.	10 déc.	12 déc.
»	5	Le joeudy après le Saint Nicaise.	18 déc.	19 déc.
574	1	Le venredi prochain devant le jour dou Noël.	19 déc.	20 déc.
»	3	Le lundi prochain devant le jour dou Noël.	22 déc.	23 déc.
		1315. Pâques le 23 mars.		
[illegible]	5	Die veneris post dominicam qua cantatur Jubilate.	17 avril	18 avril
[illegible]	1	Feria quarta post diem sancti Lamberti.	18 sept.	24 sept.
[illegible]	3	Feria quinta post festum beati Luce.	22 oct.	23 oct.
[illegible]	3	Donderdagh na Alderheyligen.	5 nov.	6 nov.
		1316. Pâques le 11 avril.		
[illegible]	2	Lendemain dou jour des Grandes Pasques.	11 avril	12 avril
[illegible]	4	Up den eersten woensdach in wedemaent.	1 juin	2 juin
[illegible]	3	Des dinsdages voor S. Martyns dag in de winter.	[illegible] nov.	9 nov.
		[illegible] Pâques le 3 avril.		
[illegible]	2	[illegible]	[illegible] janv.	4 janv.
[illegible]	4	[illegible]	[illegible] avril	[illegible] avril
[illegible]	[illegible]	[illegible]	4 juin	[illegible] juin
		[illegible]		
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible] juin	[illegible] juin
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible] juin	[illegible] juin

Page	n°		M. Wauters	Il faut
687	2	Le lundi avant la sainte Arnoule (1).	13 juill.	17 juill.
695	4	Datum apud Eborum xxii novembris.	17 nov.	22 nov.
		1319. Pâques le 8 avril.		
702	1	Le vintime jour de Noël.	14 janv.	13 janv.
711	1	Feria secunda post festum Sancti Sacramenti.	12 juin	11 juin
		1320. Pâques le 30 mars.		
731	3	In crastino dominicae qua cantatur Cantate.	21 avril	28 avril
734	2	Den sondags naer Beloken Pingster (2).	1 juin	25 mai
735	I	Le vendredi avant la feste de la Nativité saint Jean-Baptiste.	18 juin	20 juin
738	3	Le jeudi prochain après le jour Saint Pol (*lisez* Pierre) aoust entrant.	9 août	7 août
742	3	Des dinxendaghes na sinte Jans daghe te uytghaende Oeste.	3 sept.	2 sept.
744	2	Le samedi après le fieste Saint Mathieu évangéliste.	17 sept.	27 sept.
»	3	Die dominica ante festum beati Michaelis archangeli.	18 sept.	28 sept.
745	3	La quinzeyne de la Saint Michel.	11 oct.	13 oct.
		—		
757	5	Le dimence après le jour de Noël (1303).	27 déc.	29 déc.
758	7	Sdonredaghes na sente Pieters ende sente Pavels der apostele daghe (1305).	30 juin	1 juill.
760	6	Le jour de la Division des apostres (1308).	14 juill.	15 juill.
762	4	Le dimence après le Behourdic (1309).	3 fév.	23 fév.
766	5	Le jeudi avant les Brandons (1312).	4 mars	10 fév.
768	2	Feria sexta ante Purificationem Virginis gloriose (1313).	1 fév.	26 janv.
774	2	In lauwmaend. tsaterdaeghs naer Sinte Pauwels daghe (1319).	20 janv.	27 janv.
776	6	Lendemain après l'Assencion (1320).	11 mai	9 mai

(1) Le 13 juillet 1318 était un jeudi.

(2) Le temps de la Pentecôte est clos le *samedi* avant la Trinité, après la récitation des nones.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
777	2	In die beati Viti martiris (1320).	13 juin	15 juin
778	2	In hormaend, sondaeghs achter alre Sinten daghe (1320).	7 nov.	2 nov.
779	2	Le nut Saint Gregoire (1301).	12 mars	11 mars
792	5	Le dimence après le Saint Mathia (1312).	28 fév.	27 fév.

§ 8. *Le calendrier romain.*

Les anciens Romains divisaient déjà l'année en douze mois; et c'est à eux que nous avons emprunté les noms de mois dont nous nous servons encore aujourd'hui en français.

Ils indiquaient les jours du mois, non par une série numérique continue, commençant le premier jour pour se terminer le dernier, comme nous les comptons aujourd'hui, mais par leur relation aux calendes, aux ides et aux nones.

Les calendes tombent toujours le 1 du mois; les ides le 13, sauf en mars, mai, juillet et octobre, où ils tombent le 15. Le neuvième jour avant les ides s'appelle les nones, et tombe le 5 du mois, sauf en mars, mai, juillet et octobre, où il tombe le 7.

Pour indiquer les jours intermédiaires, on compte en rétrogradant. C'est ainsi, par exemple, que la veille du jour des ides est désignée par *pridie* ou *secundo idus* (en sous-entendant la préposition *ante* avant le mot *idus*); l'avant-veille s'appelle *tertio idus* ou, comme on l'écrit le plus souvent, *iij° idus*.

Puisque le jour des calendes correspond au premier du mois, la veille, *pridie kalendas*, et tous les autres jours *ante kalendas* tombent nécessairement dans le mois précédent. Le *secundo kalendas junii* est le 31 mai; le *iij° kal. junii* le 30 mai, et ainsi de suite. Pour trouver la concordance entre les jours des calendes et ceux du mois selon notre système actuel, il suffit d'ajouter le nombre 2 au chiffre des jours du mois précédent et d'en soustraire le chiffre des calendes. Supposons qu'on veuille réduire au calendrier moderne le *undecimo kalendas maii*. On augmente de 2 le nombre des jours du mois précédent, qui est avril et compte 30 jours; on obtient donc 32, dont on soustrait le nombre 11; la différence 21 est le quantième cherché du mois d'avril correspondant à l'*undecimo kal. maii*.

Dans l'année bissextile, le mois de février compte un jour de plus que dans l'année commune. Le calendrier romain place le jour intercalaire, non à la fin du mois, mais après le 24 février, et pour ne rien changer au nom des autres jours, on comptait deux fois le *sexto*

kalendas martii : une fois pour le 24 février, et une deuxième fois pour le jour ajouté. C'est de cet usage de répéter le *sexto kalendas*, que vient le nom de *bissextile* (*bis sexto*) donné à cette année. En réduisant au système actuel les jours datés par les calendes dans l'année bissextile, il faut tenir compte de cette anomalie, qui ne se présente qu'une fois tous les quatre ans.

M. Wauters n'a pas toujours observé avec l'exactitude voulue la réduction des jours du calendrier romain aux jours du calendrier moderne. Voici quelques erreurs que nous avons relevées :

Page	n°			M. Wauters	Il faut
41	1	1302	vii idus julii	7 juill.	9 juill.
216	4	1306	vii kal. augusti	25 juill.	26 juill.
»	5	»	» »	»	»
786	5	1307	ii idus novembris	11 nov.	12 nov.
321	2	1309	xiii kal. februarii	19 janv.	20 janv.
333	4	»	xiii kal. maii	18 avril	19 avril
357	4	»	iii idus septembris	10 sept.	11 sept.
791	2	1310	iiii nonas maii	1 mai	4 mai
395	6	»	vii kal. julii	26 juin	25 juin
400	1	»	xv kal. augusti	13 juill.	18 juill.
»	3	»	idibus junii	13 juill.	13 juin
429	4	1311	xviii kal. februarii	14 janv.	15 janv.
446	4	»	xii kal. julii	16 juin	20 juin
469	5	1312	xiii kal. martii	18 fév.	17 fév.
495	4	»	xvii kal. novembris	17 oct.	16 oct.
507	5	1313	viii kal. martii	21 fév.	22 fév.
517	2	»	xii kal. junii	20 mai	21 mai
577	4	1315	viii idus januarii	8 janv.	6 janv.
644	3	1317	v idus januarii	5 janv.	9 janv.
658	4	»	xiii kal. junii	17 juin	19 juin
689	5	1318	viii° idus augusti	8 août	6 août
801	1	1319	v kal. octobris	11 oct.	27 sept.
749	5	1320	ii kal. januarii	30 déc.	31 déc.
778	1	»	ii kal. novembris	30 oct.	31 oct.

Nous ne parlons pas ici de la formule : *Datum Laterani, XVII kalendas martii*, *anno* (*pontificatus Benedicti pape XI*) qu'on lit p. 108, n. 4, parce que M. Wauters a imprimé erronément *martii* au lieu d'*aprilis*. Le mois de février n'ayant que 28 jours, le *xvii*° *kal. martii* n'existe pas.

§ 9. *Erreurs chronologiques diverses.*

a) P. 10, n. 3, à propos d'une date, donnée différemment par Bertholet et Wolters, d'un côté, et le R. P. Goffinet, de l'autre, M. Wauters accepte de confiance, sans contrôle, l'assertion de celui-ci, qu'en 1303 et 1314 le 26 mai était le lendemain de la Pentecôte (1). Le P. Goffinet se trompe. En 1303 et 1314, le jour même de la Pentecôte tombait le 26 mai. Aux environs de l'année 1300, ce n'est qu'en 1292 et 1298 que le second jour de la Pentecôte a été le 26 mai.

b) P. 21, n. 1. *Actum D. v. S., die martis post festum Omnium Sanctorum, anno Domini m° ccc secundo.* Pour quelle raison cet acte, daté du mardi après la Toussaint 1302, est-il analysé en 1301?

c) P. 32, n. 5, on trouve la date : *Mil trois cent et dois, au jour que lon chant Invocavit au calant du moy davril,* traduite par le 1 avril, bien que le jour *Invocavit*, ou premier dimanche du Carême, ne puisse jamais venir plus tard que le 14 mars. Il y a évidemment une double omission entre *Invocavit* et *au calant.*

d) P. 42, n. 2, M. Wauters analyse, d'après M. Straven (imprimé fautivement *Struven*), *Inventaire des archives de Saint-Trond,* I, p. 13, une charte datée : *Anno Nativitatis ejusdem Domini millesimo tricentesimo* (*secundo*), *indictione octava, tercio kalendas augusti, hora meridiei.* Le mot *secundo* ne se trouve pas dans la copie de la charte faite dans le *Privilegieboeck* de la ville de Saint-Trond ; mais l'éditeur de l'*Inventaire*, pour justifier l'addition du mot, accompagne la charte de la note suivante : « Le copiste a évidemment omis le mot *secundo.* « La huitième indiction correspond, en effet, à l'année 1302. En outre, » en 1300, le siège épiscopal de Liège n'était pas occupé par Thibaut » de Bar, dont l'acte fait mention, mais par Hugues de Chalons. » M. Wauters accepte de confiance, sans contrôle, les observations erronées de l'auteur de l'*Inventaire*. S'il avait soumis cette note à un examen un peu attentif, il aurait constaté que l'indiction de 1302 est la 15[e], et non la 8[e], comme l'affirme M. Straven; et ensuite que l'évêque Thibaut de Bar, mentionné dans l'acte, ne pouvait être évêque de Liège le 30 juillet 1302, date à laquelle la charte est analysée, par la raison, qu'Adolphe de Waldeck, le prédécesseur de Thibaut sur le siège épiscopal de saint Lambert, ne mourut que le 13 décembre

(1) « Goffinet a ajouté le quantième du mois et changé le millésime, » car le 26 mai était le lendemain de la Pentecôte, en 1303, mais ne » peut-il pas y avoir erreur dans l'indication du jour? ». *Note de M. Wauters.*

1302. L'indiction 8e correspond à l'année 1310, et c'est probablement en cette année que la charte doit être placée. Thibaut décéda le 13 mai 1312; la 8e indiction ne s'est donc présentée qu'une seule fois pendant la durée de son épiscopat.

e) P. 70, n. 3. Au lieu d'imprimer la date ; *Datum die martis post dominicam qua cantatur Judica me, hoc est die decima sexta mensis martii, anno dominicae incarnationis millesimo trecentesimo tertio*, comme on lit dans les *Publications de la Société historique et archéologique du Limbourg*, V, p. 52 (la seule source citée dans la *Table*), M. Wauters imprime par inadvertance *maii* au lieu de *martii*, et traduit la date par le 16 mai 1303. S'il s'était donné la peine de vérifier cette date, il aurait trouvé : 1° que le 16 mai 1303 était un jeudi, le jour de la fête de l'Ascension; et 2° que le dimanche *Judica*, synonyme de dimanche de la Passion, a comme points extrêmes où il peut se trouver le 8 mars et le 11 avril. Le document est du mois de mars 1304 (nouveau style); nous ferons toutefois remarquer que le 16 mars 1304 était un lundi et non un mardi.

f) P. 97, n. 6, nous trouvons, sous la date du 23 décembre 1303, l'analyse d'un acte du notaire Jean Wickmakere, de Gand, daté : *Anno a Nativitate Domini m° ccc°. iii°, indictione xi, mense decembris die xxiii, pontificatus vero sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Eugenii* (sic) *divina providentia pape quarti anno iv°*. Une petite note serait venue fort à propos en cet endroit pour signaler au lecteur les contradictions que renferme la formule de date. L'année indiquée est 1303, qui a la première indiction, tandis que l'acte mentionne la 11e; enfin la 4e année du pontificat d'Eugène IV (dont M. Wauters accompagne le nom d'un *sic*, comme s'il y avait là une erreur!!!) s'étend de mars 1434 à mars 1435. Il y a donc cent trente années d'écart entre les données des deux parties de la formule de date. M. Wauters prend à tort la première partie pour la vraie. En effet, lorsqu'on lit en entier la conclusion de l'acte telle qu'elle est donnée par M. Van Lokeren, *Chartes de Saint-Pierre à Gand*, I, p. 423, on voit que le notaire Wickmakere instrumente *instante et requirente venerabili in Christo patre et domino D. Bussardo, permissione divina abbate monasterii sancti Petri juxta Gandavum*. Cet abbé n'est autre que Buchard De Munte, qui gouverna l'abbaye de Saint-Pierre de 1422 à 1442; et la dernière partie de la date, qui rapporte l'acte au pontificat d'Eugène IV (1431 à 1447), est la seule bonne. L'acte, étant donc du second quart du xve siècle, et non pas de 1303, comme le croit M. Wauters, figure indûment dans le tome VIII de la *Table*.

g) P. 122, n. 2, on lit la date : *Le demierche devant el saint Bernart, es mois de gisserez* (1) ; où saint Bernard est mentionné évidemment au lieu de saint Barnabé, dont la fête se célèbre le 11 juin. La fête de Saint-Bernard a lieu le 20 août. La méprise dans la lecture s'explique facilement par la similitude des deux noms. La charte est du 10 juin 1304, et non du 4 juin, comme l'indique M. Wauters. D'ailleurs, le 4 juin était un jeudi et pas un mercredi.

h) P. 251, n. 2, on lit : *Die lune secunda* (*xvi kalendas junii*) *post Trinitatem*. La charte est attribuée à l'année 1307. Or, en 1307, la fête de la Très-Sainte-Trinité ne tombait que le 21 mai. Il y a donc contradiction entre les deux parties de la date. M. Wauters traduit par 17 mai. Pour quelle raison ?

i) P. 248, n. 2, on trouve la date : *Et fu fait a labbeie de Felines,.. en lan del incarnation Notre Signeur mil trois cent et siet, le diemenche qui fu sezime jour d'avril entrant*. Elle prouve que le mot *sezime* signifie *seizième* et non *sixième*, comme on pourrait le croire ; en effet, le 16 avril 1307 était un dimanche, tandis que le 6 était un jeudi. Le même mot se rencontre encore quelquefois dans le volume VIII de la *Table*, notamment, pp. 380, n. 6 ; 508. n. 5 ; et 676, n. 4. Pour quelle raison M. Wauters traduit-il la première de ces trois dates par le 1 et les deux autres par le 6 mars ?

j) P. 291, n. 1, on trouve la date : *Des maendages vor dem Sontage Laetare Jherusalem* (2), sans millésime, traduite par le 1 avril 1246-1308. Jamais le lundi avant le dimanche de *Laetare* ne peut venir après le 29 mars, jour auquel il tombe lorsque Pâques se célèbre le 25 avril. De plus, dans la période comprise entre les années 1246 et 1308, Pâques est arrivé, au plus tard, le 24 avril.

k) P. 448, n. 4, on lit un acte notarié daté : *Dominice incarnationis anno m° ccc° xi°, indictione nona, mensis junii exeunte* [lisez : *exeuntis*] *die vicesima, pontificatus sanctissimi patris ac domini nostri, domini Clementis divina providente clementia pape quinti anno sexto* ; et à la page suivante, n° 1, un autre acte notarié, daté : *Anno ab incarnatione dominice* [lisez *dominica*] *millesimo trecentesimo undecimo, indictione*

(1) *Demierche* ou *demierkes* signifie mercredi, et *gisserez* ou *geskerech*, mois de juin.

(2) Nous ferons remarquer, en passant, que les *Publications de la Société du Grand-Duché de Luxembourg*, auxquelles cette date est empruntée, donnent (xxv, p. 308) : *Des maindages vur dem Sondage*. M. Wauters transcrit souvent, en les transformant, les dates des documents allemands qu'il analyse.

nona, pontificatus domini Clementis divina providentia pape quinti anno sexto, mensis junii exeuntis die octava. in vigilia nativitatis sancti Johannis Baptiste. Ces deux documents sont analysés d'après le texte qu'en a publié M. le baron Jean Bethune, dans le *Cartulaire du béguinage de Sainte-Élisabeth, à Gand*, pp. 60-63. M. Wauters admet, sans observation, la traduction fautive de la date du premier acte donnée par l'éditeur du *Cartulaire*. Comme la détermination exacte de ces dates présente un grand intérêt au point de vue de la chronologie du moyen âge, le lecteur nous pardonnera si nous nous y arrêtons un instant pour exposer en peu de mots la théorie de cette manière d'exprimer le jour du mois, connue sous le nom de *coûtume de Bologne*, *consuetudo Bononiensis*. Il arrivait fréquemment, surtout en Italie, qu'on supputait les jours du mois par ordre numérique, en y ajoutant soit la désignation de *mensis intrans*, *introeuns*, *incipiens*, *ingrediens*, *initians*, *introitus mensis*, soit celle de *mensis exiens*, *astans*, *restans*, *instans*, *stans*. *exitus* ou *finis mensis*. Dans le premier cas, les jours du *mois entrant* étaient appelés le 1, le 2, le 3 etc. suivant l'ordre du calendrier que nous suivons aujourd'hui; dans le second, les jours se comptaient en rétrogradant, comme on le fait pour les calendes, avec cette différence cependant que, dans la supputation du *mois sortant*, le dernier jour du mois reçoit le chiffre 1, tandis que, pour les calendes, il obtient le chiffre 2 ou *pridie*. Lorsqu'on se servait de cette manière de nommer les jours du mois, on partageait ordinairement le mois en deux parties : la première, ou mois *entrant*, finissait au quinzième ou au seizième jour ; la dernière, ou mois *sortant*, comprenait la dernière quinzaine du mois. Toutefois, on rencontre aussi de rares exemples, dans lesquels, pour le mois sortant, on a outrepassé le chiffre 15, et où l'on est allé, comme dans l'acte analysé par M. Wauters, p. 448, n. 4, jusqu'au chiffre 20. — Examinons maintenant les deux formules de date que nous avons transcrites ci-dessus. La dernière est particulièrement intéressante, parce que l'addition *in vigilia nativitatis sancti Johannis Baptiste* nous permet de contrôler l'exactitude du calcul qui, pour le mois de juin (mois de 30 jours), nous donne, en effet, le 23 juin comme 8[e] jour du mois sortant. La première formule, *mensis junii exeuntis die vicesima*, que MM. Bethune et Wauters rendent à tort par le 20 juin, équivaut au 11 juin.

l) P. 577, n. 3. Un diplôme de Louis de Bavière, roi des Romains, daté : *Actum et datum Aquisgrani, in sollenpnitate coronationis nostre, anno domini millesimo trecentesimo decimo quarto*, est rapporté au 6 janvier 1315, tandis que le couronnement eut lieu le

Page	nº		M. Wauters	Il faut
		1308. Pâques le 14 avril.		
285	1	Feria quarta post dominicam que *(sic)* cantatur Reminiscere.	21 fév.	13 mars
286	5	Feria quarta post dominicam Judica.	13 mars	3 avril
304	4	Le dimenche devant le jour Saint Piere aoust entrant.	25 juill.	28 juill.
315	3	Feria secunda ante festum Nativitatis Domini.	24 déc.	23 déc.
		1309. Pâques le 30 mars.		
322	4	Die Martis proxima ante Purificationem beate Marie.	29 janv.	28 janv.
324	1	Le venredi après le Candeler.	9 fév.	7 fév.
»	2	Op sinte Mathys dach.	14 fév.	24 fév.
326	5	Sabbatho ante dominicam qua cantatur Oculi mei.	8 mars	1 mars
329	3	Feria secunda post Letare Jerusalem.	24 mars	10 mars
334	5	Dominica qua cantatur Jubilate.	30 avril	20 avril
336	2	Le lundi après le jour del Ascension.	4 mai	12 mai
»	4	Feria secunda ante Ascensionem Domini.	4 mai	5 mai
341	6	In vigila *(sic)* Sacramenti.	29 mai	28 mai
345	4	Le diemenge après le Sen Barnabé apostele.	13 juin	15 juin
353	4	Le jour saint Lorent.	9 août	10 août
356	3	Die mercurii post Decollationem beati Johannis Baptiste.	2 sept.	3 sept.
357	6	Die Veneris post festum Nativitatis beatae Mariae Virginis.	10 sept.	12 sept.
367	2	Sdonderdaghes vor Sente Clements daghe.	24 nov.	20 nov.
		1310. Pâques le 19 avril.		
382	4	Die martis post dominicam Oculi mei.	22 mars	24 mars
385	2	Die Veneris post dominicam qua cantatur Letare Jherusalem.	4 avril	3 avril
389	1	Feria secunda post dominicam qua cantatur Misericordia Domini (1).	27 avril	4 mai

(1) Nous trouvons p. 512, n. 4, l'analyse d'une charte portant la même date et fixée également neuf jours trop tôt. Voyez ci-dessous dans l'année 1313.

Page	nº		M. Wauters	Il faut
390	3	In die Inventionis Sancte Crucis.	5 mai	3 mai
395	1	Feria secunda ante Nativitatem beati Johannis Baptiste.	15 juin	22 juin
400	2	Lou dymenge prochien après feste saint Piere et saint Paul apostoles, ou moys de julet.	13 juill.	5 juill.
402	4	Le lundi après le Magdalaine.	26 juill.	27 juill.
406	1	Le mercredy après le jour de Saint Leurent.	13 août	12 août
		1311. Pâques le 11 avril.		
447	1	Feria quinta post festum beati Barnabe apostoli.	16 juin	17 juin
		1312. Pâques le 26 mars.		
467	2	Agnetis secundo (1).	22 janv.	28 janv
469	4	Le vendredy après le dimanche des brandons.	17 fév.	18 fév.
476	1	Feria tertia ante Tybartii (lisez *Tiburtii*) et Valeriani.	14 avril	11 avril
		1313. Pâques le 15 avril.		
508	1	In crastino B. Petri ad cathedram.	25 fév.	23 fév.
510	1	Le vendredi après le jour Saint Grégoire.	15 mars	16 mars
»	2	[Die] martis post sanctum Gregorium.	20 mars	13 mars
»	4	Feria sexta post Oculi mei.	25 mars	23 mars
»	5	Samedi prochain après le jour Notre-Dame, et mois de march.	29 mars	31 mars
512	4	Dominica misericordia Domini.	20 avril	29 avril
513	2	Feria prima diebus Rogationum.	25 avril	21 mai
531	5	Le samedi après le jor Sainte Croix, en septembre.	22 sept.	15 sept.
535	3	[Die] lunae post festum sanctae Catharinae.	27 nov.	26 nov.
		1314. Pâques le 7 avril.		
548	2	Feria tertia post festum Palmarum.	9 avril	2 avril

(1) M. Wauters ne connaissant pas la fête de Sainte-Agnès *secundo*, qui se célèbre le 28 janvier, traduit la date par *lendemain* de la fête de Sainte-Agnès.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
551	3	Lendemain de la Translation saint Benoît.	8 mai	12 juill.
560	3	Des maendaechs voor Sinte Pieters dach inhangende [*lisez* ingaende] Aoust.	31 juill.	29 juill.
567	5	In octavis sancti Severini episcopi.	29 oct.	30 oct.
573	2	Feria quarta post festum beati Nicolai episcopi et confessoris.	10 déc.	11 déc.
»	3	Feria quinta post festum beati Nicolai episcopi et confessoris.	10 déc.	12 déc.
»	5	Le joeudy après le Saint Nicaise.	18 déc.	19 déc.
574	1	Le venredi prochain devant le jour dou Noël.	19 déc.	20 déc.
»	3	Le lundi prochain devant le jour dou Noël.	22 déc.	23 déc.
		1315. Pâques le 23 mars.		
586	5	Die veneris post dominicam qua cantatur Jubilate.	17 avril	18 avril
599	1	Feria quarta post diem sancti Lamberti.	18 sept.	24 sept.
602	3	Feria quinta post festum beati Luce.	22 oct.	23 oct.
605	5	Donderdagh na Alderheyligen.	5 nov.	6 nov.
		1316. Pâques le 11 avril.		
625	2	Lendemain dou jour des Grandes Pasques.	11 avril	12 avril
628	4	Up den eersten wonesdach in wedemaent.	1 juin	2 juin
639	3	Des dingsdags voor S. Martyns dag in de winter.	8 nov.	9 nov.
		1317. Pâques le 3 avril.		
644	2	Sdirendaeghes (*lisez* sdisendaeghes) voer Dertienen dach.	5 janv.	4 janv.
651	4	Des woensdaghes naer Paeschdach.	7 avril	6 avril
657	1	Feria sexta proxima post octavas Pentecostes.	4 juin	3 juin
		1318. Pâques le 23 avril.		
682	4	Le merkedy devant le Pentecouste.	6 juin	7 juin
683	1	Op den Pinxteravond.	11 juin	10 juin

Page	nº		M. Wauters	Il faut
687	2	Le lundi avant la sainte Arnoule (1).	13 juill.	17 juill.
695	4	Datum apud Eborum xxii novembris.	17 nov.	22 nov.
		1319. Pâques le 8 avril.		
702	1	Le vintime jour de Noël.	14 janv.	13 janv.
711	1	Feria secunda post festum Sancti Sacramenti.	12 juin	11 juin
		1320. Pâques le 30 mars.		
731	3	In crastino dominicae qua cantatur Cantate.	21 avril	28 avril
734	2	Den sendags naer Beloken Pingster (2).	1 juin	25 mai
735	1	Le vendredi avant la feste de la Nativité saint Jean-Baptiste.	18 juin	20 juin
738	3	Le jeudi prochain après le jour Saint Pol (*lisez* Pierre) aoust entrant.	9 août	7 août
742	3	Des dinxendaghes na sinte Jans daghe te uytghaende Oeste.	3 sept.	2 sept.
744	2	Le samedi après le fieste Saint Mathieu évangéliste.	17 sept.	27 sept.
»	3	Die dominica ante festum beati Michaelis archangeli.	18 sept.	28 sept.
745	3	La quinzeyne de la Saint Michel.	11 oct.	13 oct.
		—		
757	5	Le dimence après le jour de Noël (1303).	27 déc.	29 déc.
758	7	Sdonredaghes na sente Pieters ende sente Pavels der apostele daghe (1305).	30 juin	1 juill.
760	6	Le jour de la Division des apostres (1308).	14 juill.	15 juill.
762	4	Le dimence après le Behourdic (1309).	3 fév.	23 fév.
766	5	Le jeudi avant les Brandons (1312).	4 mars	10 fév.
768	2	Feria sexta ante Purificationem Virginis gloriose (1313).	1 fév.	26 janv.
774	2	In lauwmaend. tsaterdaeghs naer Sinte Pauwels daghe (1319).	20 janv.	27 janv.
776	6	Lendemain après l'Assencion (1320).	11 mai	9 mai

(1) Le 13 juillet 1318 était un jeudi.

(2) Le temps de la Pentecôte est clos le *samedi* avant la Trinité, après la récitation des nones.

Page	n°		M. Wauters	Il faut
777	2	In die beati Viti martiris (1320).	13 juin	15 juin
778	2	In hormaend, sondaeghs achter alre Sinten daghe (1320).	7 nov.	2 nov.
779	2	Le nut Saint Gregoire (1301).	12 mars	11 mars
792	5	Le dimence après le Saint Mathia (1312).	28 fév.	27 fév.

§ 8. *Le calendrier romain.*

Les anciens Romains divisaient déjà l'année en douze mois ; et c'est à eux que nous avons emprunté les noms de mois dont nous nous servons encore aujourd'hui en français.

Ils indiquaient les jours du mois, non par une série numérique continue, commençant le premier jour pour se terminer le dernier, comme nous les comptons aujourd'hui, mais par leur relation aux calendes, aux ides et aux nones.

Les calendes tombent toujours le 1 du mois ; les ides le 13, sauf en mars, mai, juillet et octobre, où ils tombent le 15. Le neuvième jour avant les ides s'appelle les nones, et tombe le 5 du mois, sauf en mars, mai, juillet et octobre, où il tombe le 7.

Pour indiquer les jours intermédiaires, on compte en rétrogradant. C'est ainsi, par exemple, que la veille du jour des ides est désignée par *pridie* ou *secundo idus* (en sous-entendant la préposition *ante* avant le mot *idus*) ; l'avant-veille s'appelle *tertio idus* ou, comme on l'écrit le plus souvent, *iij° idus*.

Puisque le jour des calendes correspond au premier du mois, la veille, *pridie kalendas*, et tous les autres jours *ante kalendas* tombent nécessairement dans le mois précédent. Le *secundo kalendas junii* est le 31 mai ; le *iij° kal. junii* le 30 mai, et ainsi de suite. Pour trouver la concordance entre les jours des calendes et ceux du mois selon notre système actuel, il suffit d'ajouter le nombre 2 au chiffre des jours du mois précédent et d'en soustraire le chiffre des calendes. Supposons qu'on veuille réduire au calendrier moderne le *undecimo kalendas maii*. On augmente de 2 le nombre des jours du mois précédent, qui est avril et compte 30 jours ; on obtient donc 32, dont on soustrait le nombre 11 ; la différence 21 est le quantième cherché du mois d'avril correspondant à l'*undecimo kal. maii*.

Dans l'année bissextile, le mois de février compte un jour de plus que dans l'année commune. Le calendrier romain place le jour intercalaire, non à la fin du mois, mais après le 24 février, et pour ne rien changer au nom des autres jours, on comptait deux fois le *sexto*

kalendas martii : une fois pour le 24 février, et une deuxième fois pour le jour ajouté. C'est de cet usage de répéter le *sexto kalendas*, que vient le nom de *bissextile* (*bis sexto*) donné à cette année. En réduisant au système actuel les jours datés par les calendes dans l'année bissextile, il faut tenir compte de cette anomalie, qui ne se présente qu'une fois tous les quatre ans.

M. Wauters n'a pas toujours observé avec l'exactitude voulue la réduction des jours du calendrier romain aux jours du calendrier moderne. Voici quelques erreurs que nous avons relevées :

Page	n°			M. Wauters	Il faut
41	1	1302	vii idus julii	7 juill.	9 juill.
216	4	1306	vii kal. augusti	25 juill.	26 juill.
»	5	»	» »	»	»
786	5	1307	ii idus novembris	11 nov.	12 nov.
321	2	1309	xiii kal. februarii	19 janv.	20 janv.
333	4	»	xiii kal. maii	18 avril	19 avril
357	4	»	iii idus septembris	10 sept.	11 sept.
791	2	1310	iiii nonas maii	1 mai	4 mai
395	6	»	vii kal. julii	26 juin	25 juin
400	1	»	xv kal. augusti	13 juill.	18 juill.
»	3	»	idibus junii	13 juill.	13 juin
429	4	1311	xviii kal. februarii	14 janv.	15 janv.
446	4	»	xii kal. julii	16 juin	20 juin
469	5	1312	xiii kal. martii	18 fév.	17 fév.
495	4	»	xvii kal. novembris	17 oct.	16 oct.
507	5	1313	viii kal. martii	21 fév.	22 fév.
517	2	»	xii kal. junii	20 mai	21 mai
577	4	1315	viii idus januarii	8 janv.	6 janv.
644	3	1317	v idus januarii	5 janv.	9 janv.
658	4	»	xiii kal. junii	17 juin	19 juin
689	5	1318	viii° idus augusti	8 août	6 août
801	1	1319	v kal. octobris	11 oct.	27 sept.
749	5	1320	ii kal. januarii	30 déc.	31 déc.
778	1	»	ii kal. novembris	30 oct.	31 oct.

Nous ne parlons pas ici de la formule : *Datum Laterani, XVII kalendas martii, anno* (*pontificatus Benedicti pape XI*) qu'on lit p. 108, n. 4, parce que M. Wauters a imprimé erronément *martii* au lieu d'*aprilis*. Le mois de février n'ayant que 28 jours, le *xvii° kal. martii* n'existe pas.

§ 9. *Erreurs chronologiques diverses.*

a) P. 10, n. 3, à propos d'une date, donnée différemment par Bertholet et Wolters, d'un côté, et le R. P. Goffinet, de l'autre, M. Wauters accepte de confiance, sans contrôle, l'assertion de celui-ci, qu'en 1303 et 1314 le 26 mai était le lendemain de la Pentecôte (1). Le P. Goffinet se trompe. En 1303 et 1314, le jour même de la Pentecôte tombait le 26 mai. Aux environs de l'année 1300, ce n'est qu'en 1292 et 1298 que le second jour de la Pentecôte a été le 26 mai.

b) P. 21, n. 1. *Actum D. v. S., dic martis post festum Omnium Sanctorum, anno Domini m° ccc secundo.* Pour quelle raison cet acte, daté du mardi après la Toussaint 1302, est-il analysé en 1301 ?

c) P. 32, n. 5, on trouve la date : *Mil trois cent et dois, au jour que lon chant Invocavit au calant du moy davril,* traduite par le 1 avril, bien que le jour *Invocavit*, ou premier dimanche du Carême, ne puisse jamais venir plus tard que le 14 mars. Il y a évidemment une double omission entre *Invocavit* et *au calant.*

d) P. 42, n. 2, M. Wauters analyse, d'après M. Straven (imprimé fautivement *Struven*), *Inventaire des archives de Saint-Trond,* I, p. 13, une charte datée : *Anno Nativitatis ejusdem Domini millesimo tricentesimo (secundo), indictione octava, tercio kalendas augusti, hora meridiei.* Le mot *secundo* ne se trouve pas dans la copie de la charte faite dans le *Privilegieboeck* de la ville de Saint-Trond ; mais l'éditeur de l'*Inventaire*, pour justifier l'addition du mot, accompagne la charte de la note suivante : « Le copiste a évidemment omis le mot *secundo.* » La huitième indiction correspond, en effet, à l'année 1302. En outre, » en 1300, le siège épiscopal de Liège n'était pas occupé par Thibaut » de Bar, dont l'acte fait mention, mais par Hugues de Chalons. » M. Wauters accepte de confiance, sans contrôle, les observations erronées de l'auteur de l'*Inventaire.* S'il avait soumis cette note à un examen un peu attentif, il aurait constaté que l'indiction de 1302 est la 15e, et non la 8e, comme l'affirme M. Straven ; et ensuite que l'évêque Thibaut de Bar, mentionné dans l'acte, ne pouvait être évêque de Liège le 30 juillet 1302, date à laquelle la charte est analysée, par la raison, qu'Adolphe de Waldeck, le prédécesseur de Thibaut sur le siège épiscopal de saint Lambert, ne mourut que le 13 décembre

(1) « Goffinet a ajouté le quantième du mois et changé le millésime, » car le 26 mai était le lendemain de la Pentecôte, en 1303, mais ne » peut-il pas y avoir erreur dans l'indication du jour ? ». *Note de M. Wauters.*

1302. L'indiction 8e correspond à l'année 1310, et c'est probablement en cette année que la charte doit être placée. Thibaut décéda le 13 mai 1312; la 8e indiction ne s'est donc présentée qu'une seule fois pendant la durée de son épiscopat.

e) P. 70, n. 3. Au lieu d'imprimer la date ; *Datum die martis post dominicam qua cantatur Judica me, hoc est die decima sexta mensis martii, anno dominicae incarnationis millesimo trecentesimo tertio*, comme on lit dans les *Publications de la Société historique et archéologique du Limbourg*, V, p. 52 (la seule source citée dans la *Table*), M. Wauters imprime par inadvertance *maii* au lieu de *martii*, et traduit la date par le 16 mai 1303. S'il s'était donné la peine de vérifier cette date, il aurait trouvé : 1° que le 16 mai 1303 était un jeudi, le jour de la fête de l'Ascension; et 2° que le dimanche *Judica*, synonyme de dimanche de la Passion, a comme points extrêmes où il peut se trouver le 8 mars et le 11 avril. Le document est du mois de mars 1304 (nouveau style); nous ferons toutefois remarquer que le 16 mars 1304 était un lundi et non un mardi.

f) P. 97, n. 6, nous trouvons, sous la date du 23 décembre 1303, l'analyse d'un acte du notaire Jean Wickmakere, de Gand, daté : *Anno a Nativitate Domini m° ccc°. iii°, indictione xi, mense decembris die xxiii, pontificatus vero sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Eugenii* (sic) *divina providentia pape quarti anno iv°*. Une petite note serait venue fort à propos en cet endroit pour signaler au lecteur les contradictions que renferme la formule de date. L'année indiquée est 1303, qui a la première indiction, tandis que l'acte mentionne la 11e; enfin la 4e année du pontificat d'Eugène IV (dont M. Wauters accompagne le nom d'un *sic*, comme s'il y avait là une erreur!!!) s'étend de mars 1434 à mars 1435. Il y a donc cent trente années d'écart entre les données des deux parties de la formule de date. M. Wauters prend à tort la première partie pour la vraie. En effet, lorsqu'on lit en entier la conclusion de l'acte telle qu'elle est donnée par M. Van Lokeren, *Chartes de Saint-Pierre à Gand*, I, p. 423, on voit que le notaire Wickmakere instrumente *instante et requirente venerabili in Christo patre et domino D. Bussardo, permissione divina abbate monasterii sancti Petri juxta Gandavum*. Cet abbé n'est autre que Buchard De Munte, qui gouverna l'abbaye de Saint-Pierre de 1422 à 1442; et la dernière partie de la date, qui rapporte l'acte au pontificat d'Eugène IV (1431 à 1447), est la seule bonne. L'acte, étant donc du second quart du xve siècle, et non pas de 1303, comme le croit M. Wauters, figure indûment dans le tome VIII de la *Table*.

g) P. 122, n. 2, on lit la date : *Le demierche, devant el saint Bernart, es mois de gisserez* (1); où saint Bernard est mentionné évidemment au lieu de saint Barnabé, dont la fête se célèbre le 11 juin. La fête de Saint-Bernard a lieu le 20 août. La méprise dans la lecture s'explique facilement par la similitude des deux noms. La charte est du 10 juin 1304, et non du 4 juin, comme l'indique M. Wauters. D'ailleurs, le 4 juin était un jeudi et pas un mercredi.

h) P. 251, n. 2, on lit : *Die lune secunda* (*xvi kalendas junii*) *post Trinitatem*. La charte est attribuée à l'année 1307. Or, en 1307, la fête de la Très-Sainte-Trinité ne tombait que le 21 mai. Il y a donc contradiction entre les deux parties de la date. M. Wauters traduit par 17 mai. Pour quelle raison ?

i) P. 248, n. 2, on trouve la date : *Et fu fait a labbeie de Felines,.. en lan del incarnation Notre Signeur mil trois cent et siet, le diemenche qui fu sezime jour d'avril entrant.* Elle prouve que le mot *sezime* signifie *seizième* et non *sixième*, comme on pourrait le croire ; en effet, le 16 avril 1307 était un dimanche, tandis que le 6 était un jeudi. Le même mot se rencontre encore quelquefois dans le volume VIII de la *Table*, notamment, pp. 380, n. 6 ; 508. n. 5 ; et 676, n. 4. Pour quelle raison M. Wauters traduit-il la première de ces trois dates par le 1 et les deux autres par le 6 mars ?

j) P. 291, n. 1, on trouve la date : *Des maendages vor dem Sontage Laetare Jherusalem* (2), sans millésime, traduite par le 1 avril 1246-1308. Jamais le lundi avant le dimanche de *Laetare* ne peut venir après le 29 mars, jour auquel il tombe lorsque Pâques se célèbre le 25 avril. De plus, dans la période comprise entre les années 1246 et 1308, Pâques est arrivé, au plus tard, le 24 avril.

k) P. 448, n. 4, on lit un acte notarié daté : *Dominice incarnationis anno m° ccc° xi°, indictione nona, mensis junii exeunte* [lisez : *exeuntis*] *die vicesima, pontificatus sanctissimi patris ac domini nostri, domini Clementis divina providente clementia pape quinti anno sexto* ; et à la page suivante, n° 1, un autre acte notarié, daté : *Anno ab incarnatione dominice* [lisez *dominica*] *millesimo trecentesimo undecimo, indictione*

(1) *Demierche* ou *demierkes* signifie mercredi, et *gisserez* ou *geskerech*, mois de juin.

(2) Nous ferons remarquer, en passant, que les *Publications de la Société du Grand-Duché de Luxembourg*, auxquelles cette date est empruntée, donnent (xxv, p. 308) : *Des maindages vur dem Sondage.* M. Wauters transcrit souvent, en les transformant, les dates des documents allemands qu'il analyse.

nona, pontificatus domini Clementis divina providentia pape quinti anno sexto, mensis junii exeuntis die octava. in vigilia nativitatis sancti Johannis Baptiste. Ces deux documents sont analysés d'après le texte qu'en a publié M. le baron Jean Bethune, dans le *Cartulaire du béguinage de Sainte-Élisabeth, à Gand*, pp. 60-63. M. Wauters admet, sans observation, la traduction fautive de la date du premier acte donnée par l'éditeur du *Cartulaire*. Comme la détermination exacte de ces dates présente un grand intérêt au point de vue de la chronologie du moyen âge, le lecteur nous pardonnera si nous nous y arrêtons un instant pour exposer en peu de mots la théorie de cette manière d'exprimer le jour du mois, connue sous le nom de *coûtume de Bologne, consuetudo Bononiensis*. Il arrivait fréquemment, surtout en Italie, qu'on supputait les jours du mois par ordre numérique, en y ajoutant soit la désignation de *mensis intrans, introeuns, incipiens, ingrediens, initians, introitus mensis*, soit celle de *mensis exiens, astans, restans, instans, stans. exitus* ou *finis mensis*. Dans le premier cas, les jours du *mois entrant* étaient appelés le 1, le 2, le 3 etc. suivant l'ordre du calendrier que nous suivons aujourd'hui; dans le second, les jours se comptaient en rétrogradant, comme on le fait pour les calendes, avec cette différence cependant que, dans la supputation du *mois sortant*, le dernier jour du mois reçoit le chiffre 1, tandis que, pour les calendes, il obtient le chiffre 2 ou *pridie*. Lorsqu'on se servait de cette manière de nommer les jours du mois, on partageait ordinairement le mois en deux parties : la première, ou mois *entrant*, finissait au quinzième ou au seizième jour ; la dernière, ou mois *sortant*, comprenait la dernière quinzaine du mois. Toutefois, on rencontre aussi de rares exemples, dans lesquels, pour le mois sortant, on a outrepassé le chiffre 15, et où l'on est allé, comme dans l'acte analysé par M. Wauters, p. 448, n. 4, jusqu'au chiffre 20. — Examinons maintenant les deux formules de date que nous avons transcrites ci-dessus. La dernière est particulièrement intéressante, parce que l'addition *in vigilia nativitatis sancti Johannis Baptiste* nous permet de contrôler l'exactitude du calcul qui, pour le mois de juin (mois de 30 jours), nous donne, en effet, le 23 juin comme 8e jour du mois sortant. La première formule, *mensis junii exeuntis die vicesima*, que MM. Bethune et Wauters rendent à tort par le 20 juin, équivaut au 11 juin.

l) P. 577, n. 3. Un diplôme de Louis de Bavière, roi des Romains, daté : *Actum et datum Aquisgrani, in sollenpnitate coronationis nostre, anno domini millesimo trecentesimo decimo quarto*, est rapporté au 6 janvier 1315, tandis que le couronnement eut lieu le

25 novembre 1314. Louis quitta Aix-la-Chapelle peu de jours après la cérémonie : du 1 au 5 décembre on le trouve à Cologne, le 15 à Bacharach sur le Rhin, le 20 à Mayence, du 23 décembre au 5 janvier à Oppenheim, enfin le 8 janvier à Worms. Le diplôme en question étant donné à Aix-la-Chapelle ne peut donc pas être postérieur au 1 décembre 1314. Nous ferons remarquer encore que, puisque les rois des Romains et les empereurs d'Allemagne suivaient le style romain, un diplôme daté de 1314 ne peut en aucune hypothèse être attribué à l'année 1315.

m) Page 654, n. 2, la date suivante d'une charte : *Datum apud Middelburch secunda die marcii anno Domini m°. ccc°. septimo decimo* est traduite par le 26 avril 1317 !!! Voici ce qui explique cette singulière traduction. Van Mieris, dans son *Charterboek* (II, p. 183), d'après lequel la charte est analysée, donne la formule de la manière suivante :... *secunda die a Marci*, c'est-à-dire le lendemain de la fête de Saint-Marc, ou le 26 avril. M. Wauters ne comprenant peut-être pas suffisamment cette expression, dans laquelle le mot *festo* est sous-entendu, l'a transformée en *secunda die Marcii*. Mais, par une conséquence heureuse, il a accepté de confiance la bonne date du 26 avril, que donne Van Mieris.

n) Page 769, n. 6, M. Wauters écrit : « Datées de *Arecci, XIV Septembris, indictione XI*, ce qui correspond au 14 septembre 1315 ». Cette note est erronée et ne supporte pas l'examen. Que l'on adopte soit l'indiction grecque qui se change le 1 septembre et qui fut assez commune en Italie, soit la *Bedana* ou la *romaine*, commençant respectivement le 24 septembre et le 25 décembre, la conclusion de M. Wauters est fausse. La 11e indiction, comptée selon la manière grecque comprend l'année du 1 septembre 1312 au 31 août 1313, et selon l'indiction de Rome du 25 décembre 1312 au 24 décembre 1313. Quoi qu'il en soit, le millésime de la prétendue date du 14 septembre 1315 est certainement de deux, peut-être même de trois unités trop élevée.

§ 10. *Dates demandant à être élucidées par des notes.*

Les dates suivantes, qui renferment des fautes et des confusions évidentes, dues sans doute à la négligence des copistes, méritaient d'être élucidées par des notes explicatives.

a) P. 14, n. 1. *Lendemenain de la Division des apostles saint Piere et saint Pol*. Les noms des apôtres saint Piere et saint Pol ne sont qu'une addition fautive; car la fête de la Division-des-apôtres, qui se célèbre le 15 juillet, est commune à tout le collége apostolique.

b) P. 34, n. 1. *Donné à Paris, le xe jour d'avril m° ccc° ii°*. C'est ainsi qu'est daté un appel au futur concile général adressé au collège des cardinaux par le roi de France et plusieurs de ses vassaux. Bien qu'émanant de la chancellerie royale de France, qui suivait le style gallican, ce document ne peut être considéré comme daté d'après ce style; car l'année gallicane 1302, commençant le 21 avril 1302 et finissant le 6 avril de l'année suivante, n'avait pas de 10 avril. Peut-être la lettre dont il s'agit a-t-elle été datée d'après le style romain parce qu'elle était adressée aux cardinaux de l'Église de Rome? Quoi qu'il en soit, la lettre est du 10 avril 1302 (nouveau style), comme le prouve la réponse des cardinaux, qui est du mois de juillet 1302.

c) P. 40, n. 4. *L'an de grâce mil trois cent et deus, le jeudy septiesme jour de juillet*. En 1302, le 7 juillet (jour auquel M. Wauters analyse le document sans y ajouter le moindre mot d'explication) était un samedi.

d) P. 47, n. 4. *Samedi neuviesme jour du dit mois de septembre (l'an mil ccc et ii)*. En 1302, le 9 septembre (jour auquel M. Wauters assigne la charte) était un dimanche.

e) P. 162, n. 5. Une charte de Robert, comte de Flandre, datée : *Datum Gandavi sexta decima die mensis aprilis anno Domini m° ccc° v°*, est assignée au 16 avril 1305. L'année gallicane 1305 n'a pas de 16 avril. Il y avait donc lieu d'expliquer pour quel motif la charte est fixée plutôt en 1305 qu'en 1306 de notre style; d'autant plus que, si nous ne nous trompons, la charte doit être fixée en cette dernière année. En effet, le comte Robert, étant encore au mois d'avril 1305 (n. st.) retenu prisonnier en France par le roi Philippe le Bel, n'a pu dater de Gand la charte en question. Nous voyons d'ailleurs, par une charte du 24 avril 1305, analysée par M. Wauters p. 163, n. 2, que Philippe, comte de Thiette et de Lorette, était à ce moment administrateur du comté de Flandre. La charte de Robert doit donc être rapportée à l'année 1306, lorsque le comte, mis en liberté, était rentré dans ses états.

f) P. 165, n. 4, on lit la singulière date : *Datum anno Domini m° ccc° quinto, ad feria prima post sancti Servatii*, reproduite d'après Wolters, *Notice historique sur la commune de Rummen*, p. 312. Il y a là évidemment plusieurs fautes de transcription, sur lesquelles il eût été convenable d'appeler l'attention du lecteur. D'abord les règles de l'orthographe latine ne sont rien moins que respectées;

chose qui se remarque assez fréquemment dans les documents reproduits par Wolters. On ne comprend pas ce que peuvent bien signifier les mots *ad feria prima*. Nous ne pouvons voir dans toutes ces irrégularités que des erreurs grossières commises par un copiste inexpérimenté. M. Wauters prend *feria prima* dans la signification de *dimanche*. Nous ferons observer qu'il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de citer des exemples indiscutables de l'emploi des mots *feria prima* au lieu de *dominica*, dans nos anciennes chartes belges.

g) P. 166, n. 2. est analysée d'après le *Charterboek* de Van Mieris, II, p. 47, une charte de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, donnée à *Chaini sour Mose* le 20 mai 1305. Il y a là une erreur évidente. Van Mieris a lu *Chaini sour Mose* au lieu de *Chauni sur Oise*, comme le prouve d'une manière décisive une charte du même prince, datée de la veille, et analysée par M. Wauters deux numéros auparavant. Cette dernière est reproduite, d'après l'original, par M. Devillers, dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 3e série, XII, pp. 412 et suiv., et donne la vraie leçon du nom de l'endroit où les deux chartes furent octroyées.

h) P. 183, n. 4. M. Wauters analyse, sous la date du 30 août 1305, une lettre adressée par Renaud, comte de Gueldre, à Guy de Dampierre, comte de Flandre. Or, celui-ci était mort le 7 mars précédent.

i) P. 213, n. 4. La date : *Le jour saint Pière et saint Pol, en fenail mois*, est traduite par le 29 juin. Cette formule renferme une contradiction entre ses deux parties : la fête des Saints-Pierre-et-Paul, ou 29 juin, et le *fenail mois*, ou mois de juillet. Il est évident qu'il y a là une date écourtée par suite de l'omission du jour de la semaine suivi de la préposition *après* avant l'indication de la fête des apôtres, et qu'il faut lire, par exemple, *le mardi après le jour saint Pière et saint Pol en fenail mois*. Une note aurait été fort utile en cet endroit pour appeler l'attention du lecteur sur cette date contradictoire.

j) P. 272, n. 2, on lit la date : *Dit was ghedan dat jar Onses Heren... dusentich drie hondert ende zevene, des donredaghes in sente Martens daghe in de winter*. Dans cette formule la préposition *in* devant *sente Martens daghe* est évidemment fautive, et devrait être remplacée par *voor* ou *na;* car, en 1307, la Saint-Martin d'hiver tombait, non un jeudi, mais un samedi.

k) P. 319, n. 5, un diplôme de Henri, roi des Romains, porte la date : *Anno gratie millesimo trecentesimo octavo, indictione septima, die sabbatho post festum Epiphanie Domini. Datum in Colonia Agrip-*

pina... regni vero nostri anno primo, tandis que douze diplômes qui suivent (pp. pp. 320 à 323), tous également du même prince et du même mois de janvier, *regni nostri anno primo*, ont le millésime 1309. Cette différence dans le millésime ne peut provenir que d'une faute de copiste ou d'impression.

l) P. 504, n. 3, on lit la date : *Geschiet in 't jaer Ons Heeren duysent drye hondert derthien, des woensdaechs op sinte Agnieten dach*, analysée d'après Van Mieris, *Charterboek*, II, p. 130, et placée à tort par M. Wauters en 1313, parce qu'elle est du style gallican. Cette date renferme des parties contradictoires, même dans l'hypothèse où elle serait du style romain; car ni en 1313, ni en 1314 de notre style, la fête de Sainte-Agnès ne tombait un mercredi.

m) P. 541, n. 4, un diplôme de Jean, roi de Bohême et de Pologne, porte la date : *Datum Treviris, iii kalendas februarii anno Domini m° ccc° xiii°, regnorum vero nostrorum anno iii°*, tandis que p. 542, n. 4, nous en trouvons un du même prince avec la date : *Datum Wytlich, kalendas* (sic !!) *februarii anno Domini millesimo trecentesimo quarto decimo. regnorum vero nostrorum anno tercio.* Une note aurait dû signaler l'erreur dans le millésime du premier diplôme; car il est de l'année 1314, et le roi Jean datait ses actes non du style gallican, mais du style romain.

n) P. 565, n. 2. La date : *Op sente Michielsdaghe Evangeliste*, traduite par le 29 septembre, renferme une confusion de noms. Nous croyons qu'il faut lire *S. Matheus evangelist* (21 septembre); sinon on doit changer le qualificatif d'*evangelist* en celui d'*aertsengel* ou *eertsengel*, comme le pense Van Mieris (*Charterboek*, II, p. 144), d'après lequel la charte est analysée.

o) P. 633. n. 1. *Che fu fait l'an de grâce mil trois cent et seize, le nuit de le Décollation saint Jehan Baptiste au mois d'Aoust, par un merquedy, vingt six jours en celuy mois*. La nuit ou veille de la fête de la Décollation de Saint-Jean est le 28 août, qui, en 1316, était un samedi; le 26 était un jeudi. Il règne, dans cette date, plusieurs contradictions qu'il aurait convenu de signaler au lecteur.

p) P. 707, n. 1. *Voor 't Pascha, in april m° ccc° xix°*. Charte de Jacques, évêque de Sude, qui est sans doute datée du style romain, que le clergé d'Utrecht avait adopté depuis 1310. Il ne peut s'agir de l'année gallicane 1319, parce qu'elle n'avait pas de jours en avril *avant Pâques*.

q) P. 738, n. 3. *Le jeudi prochain après le jour Saint Pol en aoust*

entrant; date dans laquelle *saint Pol* est sans aucun doute mentionné erronément à la place de saint Pierre. La fête de Saint-Pierre *en aoust entrant* est celle de Saint-Pierre-aux-liens, qui se célèbre le 1 août.

II. — M. Wauters et la linguistique.

§ 11. *La Table chronologique et les règles de la grammaire latine.*

En parcourant le volume VIII de la *Table*, on est frappé d'y rencontrer, pour ainsi dire à chaque pas, dans la transcription des formules de date latines, des fautes d'orthographe qui en rendent quelquefois l'intelligence difficile. Ces fautes, qui ne se rencontrent généralement pas dans les ouvrages d'après lesquels les chartes sont analysées, comme nous avons pu le constater maintes fois, pourraient être considérées comme étant le fait des typographes, si elles ne s'y trouvaient pas en nombre si considérable. L'explication la plus favorable pour l'auteur de la *Table* serait de les attribuer au peu de soin mis à la révision des épreuves (1). Il en est toutefois qu'on pourrait difficilement ranger dans cette catégorie. Nous voulons parler des termes dont on se sert, dans le calendrier romain, pour exprimer le jour des calendes, des nones et des ides. Dans beaucoup de formules de date, ces termes s'écrivent en abrégé par les deux ou trois premières lettres seulement, suivies d'un point pour indiquer l'abréviation, et on laisse au lecteur le soin de compléter le mot. C'est ainsi qu'on trouve souvent *kal.* ou *kl.*, *non.* et *id.*, au lieu des mots entiers. M. Wauters a l'habitude de reproduire ces termes en faisant disparaître l'abréviation. Quand ils sont précédés d'un nombre ordinal, il les met, comme on doit le faire, à l'accusatif, parce qu'on sous-entend la proposition *ante;* par exemple : *quarto kalendas*, c'est-à-dire *quarto die ante kalendas.* Mais, lorsqu'ils sont employés pour signifier le jour même des calendes, des nones et des ides, ils doivent se mettre à l'ablatif d'après la règle de la grammaire latine que les substantifs exprimant le temps dans lequel la chose se passe se mettent à l'ablatif. M. Wauters ne tient guère compte de cette règle.

Nous avons relevé, dans le vol. VIII de la *Table*, les dates où le terme de calendes se rencontre sans être précédé d'un nombre ordinal, et nous les reproduisons dans le tableau suivant, en mettant en carac-

(1) Nous donnons ci-dessous, § 17, une série de fautes typographiques qui déparent fortement le tome VIII de la *Table.* Il en est plusieurs qui heurtent singulièrement les règles grammaticales de la langue latine.

tères italiques celles qui sont à l'ablatif, et en les faisant suivre de la formule telle qu'on la lit dans la source citée par la *Table*; de cette manière le lecteur jugera aisément du système suivi par M. Wauters.

P. 85, n. 2 : 1303 kalendas septembris.
HENNES, *Urkundenbuch des deutschen Ordens*, II, p. 319 : « Datum et actum kal. septembris. »

P. 121, n. 5 : 1304 kalendas junii.
GRANDJEAN, *Le Registre de Benoît XI*, col. 651 : « Dat. Perusii, kalendis junii. »

P. 323, n. 1 : 1309 kalendas februarii.
WINKELMANN, *Acta imperii inedita*, II, p. 215. « Datum Colonie kalendas februarii. »

P. 342, n. 5 : 1309 kalendas junii.
CH. PIOT, *Cartulaire de Saint-Trond*, I, pp. 435 436 : « Datum Avinionis, kalend. junii. »

P. 352, n. 5 : 1309 *kalendis* augusti.
MIRÆUS ET FOPPENS, *Opera diplomatica*, III, p. 153 : « Datum Avenione, kalendis Augusti. »

P. 356, n. 2 : 1309 kalendas septembris.
WINKELMANN, *Acta imperii inedita*, II, p. 227-228 : « Dat. Spyre kalend. septembris. »

P. 372, n. 1 : 1310 kalendas januarii.
LACOMBLET, *Urkundenbuch*, III, pp. 62-63 : « Datum Colonie, kalendis Januarii. »

P. 372, n. 2 : 1310 kalendas januarii.
WINKELMANN, *Acta imperii inedita* : II, p. 231-232 : « Datum Colonie kal. jan. »

P. 393, n. 1 : 1310 *kalendis* junii.
MIRÆUS ET FOPPENS, *Opera dipl.*, III, pp. 156-157 : « Datum Avenione, kalendis junii. »

P. 408, n. 1 : 1310 kalendas septembris.
LACOMBLET, *Urkundenbuch*, III, pp. 66-67 : « Datum Spire, kal. septembris. »

P. 408, n. 2 : 1310 *kalendis* septembris.
WINKELMANN, *Acta imperii inedita*, II, p. 238 : « Datum Spire kalendis septembris. »

P. 408, n. 3 : 1310 *kalendis* septembris.
WINKELMANN, *Acta imperii inedita*, II, p. 239 : « Datum Spire kalendis septembris. »

P. 439, n. 2 : 1311 *kalendis* aprilis.
WINKELMANN, *Acta imperii inedita*, II, p. 768-769 : « Datum Egre kalendis aprilis. »

P. 478, n. 4 : 1312 kalendas maii.
E. DE BORCHGRAVE, *Histoire des colonies belges en Allemagne* : « A° 1312, kal. maji. »

P. 502, n. 4 : 1313 *kalendis* januarii.
Institut archéologique du Luxembourg. Annales, XIX, pp.287-288 : « Datum... kalendis januariis. »

P. 527, n. 4 : 1313 kalendas augusti.
BÖHMER, *Acta imperii selecta*, p. 464 : « Datum Pisis, kal. augusti. »

P. 542, n. 4 : 1314 kalendas februarii.
LACOMBLET, *Urkundenbuch*, III, pp. 91-92 : « Datum Wytlich, kal. februarii. »

P. 570, n. 3 : 1314 kalendas decembris.
ERNST, *Histoire du Limbourg*, V, pp. 28-29 : « Datum Coloniæ an. 1314 kal. decembris. »

P. 646, n. 3 : 1317 kalendas februarii.
VAN LOKEREN, *Chartes et documents de l'abbaye au Mont Blandin à Gand*, II, p. 24 : « Datum Avinione, kl. februarii. »

P. 762, n. 5 : 1309 *kalendis* mensis julii.
BALUZE, *Vitæ paparum Avenionensium*, II, Coll. 265 : « kalendis mensis julii. »

P. 779, n. 3 : 1301 kalendas septembris.
G. BROM, *Bullarium Trajectense*, I, pp. 198-199 : « Dat. Anagnie... Kl. Septembris. »

P. 789, n. 1 : 1309 kalendas aprilis.
G. BROM, *Bullarium Trajectense*, I, pp. 223-224 : « Dat. Avinione, Kl. Aprilis. »

P. 794, n. 2 : 1313 kalendas decembris.
G. BROM, *Bullarium Trajectense*, I, p. 242 : « Dat. Avinione, Kl. Decembris. »

Il eût été facile de dresser des tableaux analogues pour les formules datées par le jour des nones ou des ides; mais cela nous aurait mené trop loin. Le tableau précédent suffira pour l'édification du lecteur.

Dans le relevé des calendes, n'est pas comprise la date de la page 82, n. 3, de la *Table* : *Anno millesimo trecentesimo tertio kalendas Augusti*, que M. Wauters reproduit, d'après le *Codex diplomaticus Lossensis* de Wolters, en plaçant, comme celui-ci, une virgule entre

les mots *tertio* et *kalendas*. Il serait plus logique, croyons-nous, de lire : *Anno millesimo trecentesimo, tertio kalendas augusti*, car les anciens n'avaient pas l'habitude de placer des virgules dans leurs formules de date, et par notre façon d'interponctuer les règles de la grammaire seraient sauvegardées. Le document, dans ce cas, au lieu d'être du 1 août 1303, comme le veulent MM. Wauters et Wolters, serait du 30 juillet 1300.

Nous ne parlerons pas ici des expressions *post octabis* pour *post octabas* (p. 384 n. 3); *quartam ferium*, cité ainsi d'une manière absolue à l'accusatif (p. 761, n. 4), tandis que la phrase complète est : *Vacante nuperrime videlicet anno Domini millesimo trecentesimo octavo,... per obitum... Alberti quondam Romanorum regis imperio, et nobis una cum dictis dominis Henrico Coloniensi et Petro Maguntinensi archiepiscopis nostris coelectoribus pro futuri Regis substitutione postmodum convenientibus in diem electionis, videlicet quartam feriam ante festum beati Andreæ apostoli, quæ est vicesima septima mensis novembris, concordavimus*, etc. Nous préférons considérer ces phrases incorrectes comme de simples fautes typographiques.

§ 12. *Les noms romans des jours de la semaine.*

De même que la plupart des mots de la langue romane, les noms des jours de la semaine dérivent du latin. Ce sont les termes *dies lunae*, *dies martis*, etc., dont se servaient les Romains, qui ont fourni les éléments pour la formation des noms de jour romans. Et, comme on peut, en latin, faire précéder ou suivre indifféremment le mot *dies* du substantif qui le qualifie, et dire aussi bien *lunae dies* que *dies lunae*, on a employé, à l'origine de la langue romane et pendant une partie du moyen âge, une double dénomination pour exprimer les jours de la semaine : *lunae dies* est devenu *lundi*, et *dies lunae*, *deluns*.

Voici un petit tableau qui donne la clef pour déterminer, d'une manière certaine et facile, la signification des noms de jours dans la langue romane. La première forme seule a été conservée en français.

Dies *après le qualificatif.*	Dies *avant le qualificatif.*
Lunae dies = lundi.	Dies lunae = deluns
Martis dies = mardi.	Dies martis = demars.
Mercurii dies = merkedi.	Dies mercurii = demierkes.
Jovis dies = joesdi.	Dies jovis = dioes, diowes.
Veneris dies = venredi.	Dies veneris = devenres.
Sabbati dies = submedi.	. . . .

M. Wauters semble ne pas s'être toujours rendu un compte exact de l'orthographe et de la signification de ces noms. Le dérivé de *dies lunae* est employé dans six formules de dates du tome VIII de la *Table* : cinq fois, il l'écrit *deluus* (pp. 44, n. 1 et 5; 328, n. 4; 383, n. 2; 469, n. 2), une seule fois il l'écrit correctement *deluns* (p. 12, n. 2). Le mot *dioes*, *dious*, avec ses formes voisines, qui signifie *jeudi*, est employé onze fois; il est traduit exactement quatre fois (pp. 53, n. 1; 332, n. 5; 601, n. 5; 670, n. 5); six fois (1) par *mardi* (pp. 156, n. 3; 222, n. 3; 293, n. 4; 331, n. 2; 454, n. 1; 579, n. 4); enfin une fois (p. 770, n. 1) par *mercredi*.

Les erreurs dans l'interprétation du mot *dioes* ne sont pas rares chez nos historiens. M. le baron de Saint-Genois, dans l'*Inventaire des chartes des comtes de Flandre*, traduit généralement ce mot par *dimanche;* et tout récemment encore nous avons trouvé la même faute dans un travail remarquable de M. le comte de Nédonchel sur le *Droit criminel*, publié dans le tome 24 des *Bulletins de la Société historique* de Tournai. On y lit, en effet, p. 111 : *L'an* 1274, *par un dyves (dimanche) asseura le cors* etc. Nous soupçonnons fort que le mot *dyves* a été mal lu pour *dyoes*.

§ 13. *Jugnet* et *juignet* mal traduits par *juin*.

Nous lisons dans Fréd. Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française* (IV, pp. 669 et 670), au mot *Juignet* : « *Juignet*, *juigniet*, » *jugnet*, *jugniet*, *juingniet*, *jouignet*, *joingnet*, *joignet*, *joinnet*, » *joignat*, *jognet*, *jungnet*, *juinet*, *juynet*, *juinnet*, *guinnet*, *juniet*, » *junet*, *junei*, s. m., signifient juillet. » Puis M. Godefroy cite un grand nombre de passages d'auteurs et de documents anciens en langue romane où ces différentes formes sont employées. Nous reproduisons seulement ici ceux de ces passages qui prouvent d'une manière évidente que le mot *juignet* à la signification de *juillet*.

« Al setme meis *(septième mois)* de l'an, *juinet* l'apele l'un. (*Th. le mart.*, p. 161, Bekker).

« De jun et de *junet (de juin et juillet)* (Th. de Kent, *Geste d'Alis.*, etc.).

(1) Ce qu'il y a de plus étonnant dans ce parti pris de traduire *dioes* par *mardi* au lieu de *jeudi*, c'est que, pour quatre des six documents (les seuls auxquels les éditeurs, ou plutôt l'éditeur M. Devillers a ajouté la réduction aux jours de notre calendrier) ces dates sont bien traduites par M. Devillers. M. Wauters a donc bien cru redresser une erreur de l'éditeur en les assignant au mardi !!!!

» Le mardi après la feste de Saint Martin d'esté (1), en *juignet* (1293;
» arch. S 5093).

» Le merquedi après la feste saint Martin d'esté ou mois de
» *jungnet (l'Ordenance des marchans et des voituriers d'Auçuerre et
» de Meleun*, Richel. 20048; f° 133ᵃ).

» Demorent iluec trois mois de l'an, jung, *jungnet* et aost. (Voy.
» de Marc Pol, c. LXXV, Roux).

» *Jungnet*, aoust, septembre (*Dialog. fr. flam.*; f° 10c, Michelant). »

Roquefort, dans son *Glossaire de la langue romane* (II, p. 39), le *Glossaire français*, qui forme le VIIᵉ et dernier volume de l'édition Didot du *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis* de Du Cange, La Curne de Sainte-Palaye, dans le *Dictionnaire historique de l'ancien langage français* (VII, p. 121, col. a), et Natalis de Wailly, dans ses *Éléments de paléographie*, I, p. 122 sont unanimes pour affirmer, sans la moindre hésitation, comme Godefroy, que le mot *jugnet*, avec ses formes diverses, a dans l'ancienne langue française la signification de *juillet*.

M. Wauters ne partage pas leur avis; il motive sa manière de voir non par des raisons philologiques, comme il conviendrait, mais par une considération étrangère à la linguistique. « Quoique le mois de » *juygnet*, écrit-il p. 173, ait quelquefois été traduit, non sans raison, » par celui de juillet, il doit être entendu ici dans la signification de » juin; car est-il croyable que les personnages de tout rang, réunis à » Paris en juin pour signer la paix avec la Flandre, aient pu long- » temps prolonger leur séjour dans cette ville? » M. Wauters, on le voit, n'a aucun souci des raisons philologiques; il les passe sous silence. Il base uniquement son opinion sur l'invraisemblance d'un séjour prolongé qu'auraient fait à Paris les négociateurs de la paix pour la Flandre, arrivés en juin et repartis seulement en juillet, comme si le vaincu n'était pas obligé de se soumettre à toutes les exigences du vainqueur. D'ailleurs, le mois de juillet suit immédiatement le mois de juin, et la plupart des formules de date dont il veut tirer son argument portent la mention générale *au mois de joygnet* ou *juingnet;* ce qui permet de leur assigner le commencement du mois de juillet. Mais, même dans le cas où ces dernières formules devraient s'appliquer à la fin du mois, nous pensons que ce ne serait pas là un motif suffisant pour prouver le changement de signification d'un

(1) La fête de Saint-Martin en été, ou de la Translation de Saint-Martin, se célèbre le 4 juillet.

terme qui a sa valeur bien fixée. Dans son assertion magistrale, M. Wauters croit faire preuve de grande générosité à l'égard de ceux qui diffèrent d'opinion avec lui au sujet de la valeur du mot *juignet*. en leur accordant que *quelquefois* on l'a traduit *non sans raison* par juillet! Il pense donc, contrairement à l'avis des plus savants lexicographes de la langue romane, que *juignet* signifie souvent juin, et c'est aussi de cette manière qu'il affectionne de le traduire dans les formules de date des chartes qu'il analyse. De plus, lorsqu'il lui arrive de rencontrer une date où son opinion est clairement condamnée, ce n'est qu'à contre-cœur qu'il se rend à l'évidence. Ainsi à la page 523, n. 3, il fait suivre du mot *sic* la date suivante, qui renferme la réfutation complète de son hypothèse : *Faites et données en l'an de grâce mil ccc° et treze le lundi après le jour Saint Thomas, nuefisme jour en jungnet (sic).* La fête de la Translation de Saint-Thomas se célèbre le 3 juillet; et, en 1313, le jeudi suivant était le 9 juillet.

Outre l'exemple dont nous venons de parler, la *Table chronologique* nous fournit encore deux autres formules de date qui ne permettent pas de douter que *juingnet* a bien la signification de *juillet* : a) *Données en l'an de grâce mil trois cens et cincq, ou mois de juingnet, à Bruges, au jour de feste saint Jacques et saint Christophe* (p. 179, n. 1); b) *Données et faites à Ardenbourc, en l'an de l'incarnation de Nostre Seigneur Jésus-Christ mil trois cens et sept, le lundi vigile Saint-Jaque et Saint Kristole, ou mois de juingnet* (p. 260, n. 1).

La fête de Saint-Jacques et de Saint-Christophe se célèbre le 25 juillet. Malgré l'évidence de ces textes, M. Wauters a, dans le tome VIII de sa *Table*, placé au mois de juin 35 chartes datées du mois de *juignet :* une en 1304, dix-neuf en 1305, une en 1308, une en 1309, six en 1312, quatre en 1315, une en 1318 et deux en 1320. Il n'a placé au mois de juillet, en dehors des trois dont nous venons de parler et que la mention de la Translation de Saint-Thomas et de la fête de Saint-Jacques l'empêchait de rejeter en juin, que quatre chartes datées de *jugnet :* deux en 1309, une en 1313, et une en 1318, sans nous faire connaître le motif pour lequel il a agi autrement pour ces quatre que pour les 35 rejetées indûment en juin.

§ 14. Andach *traduit par* lendemain, *au lieu d'*octave.

M. Wauters, confondant sans doute le mot *andach* avec l'expression flamande *andere dag*, traduit constamment ce mot comme s'il avait la valeur de *lendemain*. *Andach* signifie *huitième jour*, *octave*, comme

l'attestent tous les lexicographes néerlandais. Le texte suivant, qui est très clair, nous dispense d'ailleurs de toute autre preuve; dans une charte de l'année 1330, publiée, en 1889, par M. Habets dans l'ouvrage intitulé : *De archieven van het kapittel der rijksabdij Thorn*, I, pp. 167-169, nous trouvons : *Ghegeven in den jaere ons Heren dusent drie hondert ende dertich in de octave of in endaghe sint Peters ende sent Pauwels.*

Voici les dates de la *Table chronologique*, où nous avons relevé la fausse interprétation que nous venons de signaler :

a) P. 28, n° 5 : *Int jaer Ons Heeren als men scryft m° ccc° ende een jaer, tsmaendaghs na andach onser Vrouwen lichtmisse.* Traduit par 5 février 1302; il faut 12 février 1302.

b) P. 203-204 : *Dit es geschiet ende dese brief es ghegheven int jaer Ons Heren m. ccc. ende zesse, des donredaghes na andach Paischen.* Traduit par 7 avril 1306; il faut 14 avril 1306.

c) P. 271, n° 3 : *Dit was ghedaen int jaer Ons heren als men screef m° ccc° ende sevene, op den andach van sente Martyns daghe in den winter.* Traduit par 12 novembre 1307; il faut 18 novembre 1307.

d) P. 280, n° 2 : *Smaendaechs na den andach van dertien daghe.* Traduit par 8 janvier; il faut 15 janvier (1308). Remarquons, pour l'intelligence du texte, que le mot *dertiendag* signifie *Épiphanie.*

§ 15. Sint Pietersdach in zelle *et* in den lenten *mal traduits.*

A. A la page 353, n° 3, de la *Table chronologique*, la date : *Ghedaen ende gegeven in die Haghe, des Wonsdaghen (na)* sinte Pietersdaghe in zelle, *int jaer Ons Heeren duysent drye hondert ende neghene*, est traduite fautivement par le 6 août 1309. En effet, *Sint Pieters dach in zelle* est la fête de la Chaire-de-Saint-Pierre, qui se célèbre le 22 février, et non pas, comme le pense M. Wauters, celle de Saint-Pierre-aux-liens, qui tombe le 1 août. *Zelle, zellemaent, sulle, zullemaent* signifient, en vieux néerlandais, le mois de février. Une charte de 1348, analysée dans Habets, *De archieven van het kapittel der rijksabdij Thorn*, I, p. 221, se termine : *Gegeven int iair ons heren dusent drye hondert acht ende viertich op sente Petersdach in sulle.* Cette expression est synonyme de *Sente Petersdaghe in sporkelle* (*Brab. Yeesten*, I, p. 789), et constitue la traduction du français : *le jour saint Piere en fevrier* (Devillers, *Description de cartulaires*, VIII, p. 219).

Comme la chancellerie des comtes de Hollande suivait le style gallican au XIVe siècle, il faut en conclure que notre charte est du mercredi après le 22 février, c'est-à-dire du 25 février 1310 (n. st.); et que c'est à cette date qu'elle aurait dû être analysée.

Pour étayer sa traduction, l'auteur de la *Table* fait suivre l'indication de l'ouvrage où la charte est publiée : « Van Mieris, *Charterboek der graaven van Holland*, t. II, p. 78 », de la remarque suivante, plus ingénieuse que vraie : « *Avec la mauvaise date du* 26 *février* 1309; zelle, cella, *a ici la signification de prison* ». Le ton de cette note qui cherche à corriger Van Mieris nous semble tout à fait hors de saison. Van Mieris a fort bien compris la signification du mot *zelle*, et il la confirme par une note philologique très exacte; mais il s'est trompé, comme on le faisait généralement à son époque, en ne remarquant pas que la charte est datée d'après le style gallican. Voici la note de Van Mieris : « *Zelle of zellemaand, of zillenmaand, dus werdt somwylen de sprokkelmaand, of Februarius, in de voorgaande tyden genoemd.* »

B. Page 731, n. 5, la date : *Ghegheven te Bins, des donresdaghes voer Sinte Pieters dach in den Lenten, in 't jaer Ons Heren m° ccc° ende twintich*, est traduite par le 24 avril 1320, comme si la fête y mentionnée était celle de Saint-Pierre-le-Martyr, religieux dominicain mort en 1252, et dont la fête se célèbre le 29 avril. L'auteur de la *Table chronologique* se trompe : il s'agit encore ici, comme dans l'exemple précédent, de la fête de la Chaire-de-Saint-Pierre du mois de février, qui est appelée fête de Saint-Pierre *in den lenten*, c'est-à-dire au printemps, en opposition avec les fêtes de Saint-Pierre des mois de juin et d'août. Le mot *lente*, dans l'ancien flamand, a d'ailleurs une signification beaucoup plus large que le mot français *printemps*; les Anglais se servent encore aujourd'hui du mot *lent* pour désigner le carême. Jamais la fête de Saint-Pierre-le-Martyr n'a été employée dans les formules de date au moyen âge.

Notre assertion est pleinement confirmée par le savant chronologiste allemand M. Grotefend, qui écrit, *Zeitrechnung*, I, p. 154 : « Peterstag im Lenzen, im Winter, 22 Febr. *An sand Peterstag kathedra im lanczen* 1395 (HELWIG, nach dem H. A.); *uf sente Petrus avende in dem wintere* 1337 (GUNTHER); *sant Peterstag im glenz* (EHINGER, *Spitalbuch*, Germanisches museum 7008); *tote sints Pieters dach toe in den lenten* 1346 (SCHWARZENBERG, *Charterb.* I, 203). »

La charte date de l'année 1321 (n. st.), car Guillaume, comte de

Hainaut et de Hollande, faisait usage du style gallican dans les chartes qu'il octroyait non seulement comme comte de Hainaut, mais aussi comme comte de Hollande. Elle est donc du 19 février 1321 (n. st.).

III. — Comment M. Wauters écrit l'histoire.

§ 16. *La joyeuse histoire d'un revenant.*

Après avoir raconté, dans l'*Introduction* de la *Table* (pp. XLIV-XLV), l'histoire tragique de Guillaume de Saeftingen, frère convers de l'abbaye de Ter Doest, qui, à la suite d'une tentative d'assassinat sur la personne de son abbé, se réfugia dans l'église de Lisseweghe, où il fut secouru et délivré par Jean Breydel et par le fils de Pierre De Coninck, puis ramené en triomphe à Bruges, et enfin relevé de la sentence d'excommunication qui avait été lancée contre lui, M. Wauters s'exprime de la manière suivante (p. XLV) : « Comme on le voit, ce temps était » celui des agitations. Le mécontentement populaire se révélait sous » toutes les formes, à la première occasion. On le vit se manifester de » nouveau en Belgique, à l'occasion d'un incident bizarre, où se montre » à un haut degré la crédulité des masses et la facilité avec laquelle » on pouvait en abuser. Parmi les nombreuses victimes de la bataille » de Courtrai (1) figuraient l'oncle même du duc de Brabant, Godefroid » de Brabant, seigneur d'Aerschot et de Vierson, et son fils unique, » Jean. » Puis suit le partage de la succession du duc Godefroid entre ses quatre filles. « Ces arrangements de famille, continue M. Wauters » (p. XLVI). avaient à peine été pris par Marie de Brabant, ancienne » reine de France, veuve de Philippe le Hardi, que des rumeurs sin» gulières commencèrent à circuler dans le pays. On prétendit que » plusieurs des grands seigneurs tués à Courtrai avaient échappé au » fer des vainqueurs (2) et que, confondus parmi les lollards ou *louant* » *Dieu*, ils menaient une vie de pénitence. Eux-mêmes, aux questions » qui leur furent posées, répondirent négativement ; mais c'était par » pure hypocrisie, car ils ne tenaient pas toujours le même langage et » voulaient simplement en imposer au vulgaire. Ils avaient promis, » répétait-on, que, pendant sept ans, ils vivraient dans l'austérité et » s'exileraient de leur pays. » M. Wauters nous raconte ensuite la légende de Jacques de Ghistelles, qui passa pour ressuscité, selon le

(1) On sait que la bataille de Courtrai eut lieu le 11 juillet 1302.

(2) Nous avouons ne pas comprendre comment des tués à la bataille ont échappé au fer des vainqueurs.

récit du chroniqueur liégeois Jean de Hocsem. « Celui-ci tenait ces détails d'un étudiant qui suivait avec lui les cours de l'Université d'Orléans. » Enfin vient l'histoire de Godefroid de Brabant, que M. Wauters fait également passer pour un revenant ou ressuscité, en se basant sur le témoignage d'une charte que nous allons soumettre à un examen approfondi. Voici ce qu'il écrit (p. XLVII) : « En Brabant, » la fraude avait été aussi acceptée dans le principe : c'étaient de » riches Louvanistes qui avaient acheté à Jacques de Ghistelles son » armure de chevalier, ses coursiers et tout ce qu'il lui fallait pour » jouer son rôle ! Et, circonstance singulière, nous voyons, dans un acte » du 10 décembre 1307, Godefroid de Brabant, cité le premier parmi » les témoins d'une convention entre le duc de Brabant et la ville de » Malines. Godefroid aussi passa donc pour ressuscité, quoi- » que les chroniqueurs ne mentionnent pas son nom et ne citent, » outre Jean de Vierson, que le comte d'Eu, et Arnoul, seigneur de » Crainhem. »

Voici maintenant le texte de la charte dont il est question dans le passage de l'*Introduction* de la *Table*, tel que nous le trouvons dans la source citée par M. Wauters, à savoir le *Codex diplomaticus* publié, en 1839, par J. F. Willems, comme appendice au tome I des *Brabantsche Yeesten* de J. De Klerk, I, pp. 745-746 :

« A tous ceaus ki ces lettres verront et oront, nous Godefrois de » Brebant, sires d'Arscot et de Virson, Godefrois, cuens de Vyanne, » Johans, sires de Kuc. Ernous, sires de Walehein, Giles fius...(1), » Giles de Lyminghe, Woutre de Netenes et Godefrois de le Castre, » escevin de Louvain, Godefrois li Peurtre, Henris, fius Geldolph, » Hues de Coudenberghe et Jaques de Mons, eschevin de Brousselle, » faisons a savoir que comme notre chiers sires Johans, par le grace » Diu dus de Lothier, de Brebant et de Lymbourch, et Jehans Bertaus, » segneur de Malinos d'une part, et li ville de Malines d'autre, se » fuissent en nous mis, de haut et de bas, de leur greit et de leur bonne » volontei, des débas ki estoient entre eaus d'assier les paiemens des » quarante cink mil livres paement orendroit corant en Brebant, que » li dite ville leur a donnei, en maniere ke se tout ni poens estre, » les dites parties peussent mettre autres en liu de ceaus, ki estre ni » poroent, et en liu de nous conte de Vyanne et Jehan segneur de Kuc, » ki estre ne poiens, les parties de commun assens eussent mis Wil- » laume de Julier, prevost de Treit, et Daniel de Bouchout, chevalier,

(1) Suppléez : *de Lize.*

» nous Godefrois de Brebant pour nous, Willaumes prevost, ou lieu dou
» conte de Vyanne, et Daniaus de Bochout, ou liu deu segneur de
» Kuc, Ernous sire de Walehein. Et nous li eschevin de Lovain et de
» Brousselle devant dit avons eu conseil et avis sur ices choses, si
» disons notre dit en tel maniere ke li dite ville de Malines paie tout
» avant a Johan Bertaut devant dit quinse mil livres dou dit paemens,
» et en face son grei et a notre seigneur le duc trente mil livres dou
» dit paemens ausi : quinse mil livres dedens paskes prochaines, et les
» autres quinse mil livres desdites pasques dedens un an. Et parmi ce
» disons encore que notre chiers sires li dus et Bertaus saellent a le
» dite ville de Malines leur poins et leur convenances ki sont entre eaus
» porparleez. En tesmoignage desqueils choses nous Godefrois de Bre-
» bant, et nous Willaumes, prevost de Treit, ou liu dou conte de
» Vyanne, Daniaus de Bochout, ou liu dou segneur de Kuc, Ernous,
» sires de Walehein, et nous li eschevin devant dit de Lovain et de
» Brousselle avons pendu nos saiaus a ces présentes lettres, donneez à
» Malines le dymence apres le saint Nicholai, lan de grace mil CCC
» et VII. »

C'est sur cette charte que s'appuie M. Wauters pour affirmer que Godefroid de Brabant, tué en 1302 à la bataille de Courtrai, fut regardé, en 1307, comme un ressuscité ou un revenant, et pour s'apitoyer sur « le haut degré de crédulité des masses et la facilité avec » laquelle on pouvait en abuser. » *Introduction*, p. XLV. Il est vrai que, dans le corps même de la *Table*, il n'allait pas encore si loin ; la note qui accompagne (p. 275, n. 4) l'analyse de la charte est beaucoup moins explicite. La voici : « On remarquera en tête de cet acte « la mention d'un Godefroid de Brabant, qui fut reconnu être un » imposteur, Godefroid ayant été tué à la bataille de Courtrai. »

Si M. Wauters se fût conduit en historien sérieux et en critique de bon aloi, il n'eût pas manqué de procéder d'une toute autre façon. Qu'il nous permette de lui montrer la voie qu'il aurait pu suivre, s'il désirait sincèrement arriver à la découverte de la vérité, découverte qui doit être l'unique préoccupation de l'historien digne de ce nom. C'est d'ailleurs cette voie que nous avons suivie pour arriver à la solution de la difficulté résultant de la charte de Godefroid de Brabant telle que nous la donne le *Codex diplomaticus* des *Brabantsche Yeesten*.

En présence de l'opposition formelle qui existe entre les témoignages unanimes des chroniqueurs affirmant que Godefroid de Brabant périt à la bataille de Courtrai le 11 juillet 1302, et la charte portant la date

du 10 décembre 1307, à laquelle Godefroid intervient comme principal acteur, il fallait avant tout s'assurer si la transcription faite par J. F. Willems dans le *Codex diplomaticus* était exacte et fidèle. La chose ne devait pas paraître fort difficile, puisque « l'original muni de dix sceaux en cire jaune pendant à queues de parchemin » est renseigné par l'éditeur comme se trouvant, en 1839, aux archives du royaume à Bruxelles. Grâce à ce renseignement précis, nous comptions pouvoir immédiatement, par l'examen minutieux de la charte originale, obtenir les éclaircissements que nous cherchions. A notre grand regret cet espoir fut déçu; malgré de longues et actives recherches, la charte tant désirée ne put être retrouvée; et force nous fut de recourir à d'autres moyens pour dissiper l'obscurité qui règne autour de la charte de Godefroid. Heureusement le texte même du document renferme certaines indications chronologiques permettant de contrôler l'authenticité de la date du 10 décembre 1307 qu'on lui attribue.

D'abord, nous voyons figurer, parmi les arbitres de la charte, Guillaume de Juliers, prévôt de Maestricht, fonctionnant en lieu et place de Godefroid de Vianen, empêché d'assister au tribunal d'arbitrage. Or, nous savons que Guillaume de Juliers mourut en 1304 et fut remplacé, cette même année, dans la prévôté de Maestricht par Jean de Schoonvorst (1). La charte, datée du dimanche après la Saint-Nicolas, c'est-à-dire du mois de décembre, est donc nécessairement antérieure à l'année 1304, à moins que l'on ne veuille faire passer également Guillaume de Juliers pour un revenant, comme M. Wauters le fait pour Godefroid d'Aerschot. Ici cependant la chose n'eût pas été sans présenter quelque difficulté; car comment Guillaume eût-il pu prendre encore le titre de prévôt de Maestricht alors que Jean de Schoonvorst occupait ces fonctions depuis plus de trois ans?

Une seconde note ou indication chronologique nous est fournie par les noms des quatre échevins de Louvain et des quatres échevins de Bruxelles qui firent partie du tribunal d'arbitrage. Les échevins n'étaient investis que d'un mandat annuel. A Louvain et à Bruxelles ils étaient au nombre de sept et entraient en fonctions à la Saint-Jean d'été, c'est-à-dire le 24 juin. Il existe, dans les archives de la ville de Louvain, un registre manuscrit donnant les noms des échevins de la

(1) Voyez la série des prévôts de Saint-Servais de Maestricht dans les *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*. III, 1846, pp. 358-364; VII, 1850, pp. 294-354; et notamment pour Guillaume de Juliers, VII, pp. 320-323.

ville année par année ; Divaeus les énumère également, depuis la fin du XII[e] siècle, sous le nom de *septemviri*, dans ses *Annales oppidi Lovaniensis*. Cette circonstance nous a permis de confronter les noms des quatre échevins Louvanistes présents à la charte de Godefroid de Brabant, à savoir *Gilles fils* [de Lize], *Gilles de Lyminghe*, *Walter de Nethen* et *Godefroid van Calster*, avec la série des sept échevins en fonctions du 24 juin 1307 au 23 juin 1308, et par conséquent le 10 décembre 1307, date que porte prétendument notre charte. En faisant la comparaison, on ne trouve qu'un seul nom, celui de Godefroid van Calster, qui figure sur les deux listes (1). L'absence des trois autres noms sur la liste des échevins de Louvain de 1307-1308 est une nouvelle preuve que la date du 10 décembre 1307 est erronée.

Un examen semblable fait pour les échevins de Bruxelles ne pourrait manquer de donner le même résultat. Malheureusement les listes de ces magistrats fournies par M. Wauters, dans son *Histoire de Bruxelles*, II, pp. 511-512, pour le commencement du XIV[e] siècle, sont incomplètes et fautives (2). Nous avons recherché nous-même, aux archives du royaume à Bruxelles, les noms des échevins de Bruxelles en 1307-1308, au moyen de lettres originales de ces magistrats, qui existent dans le carton dit de Sainte-Gudule, n. I. Nous en avons extrait six noms : Boniface de Coudenberg, Godefroid dit Poirter, Henri fils de Geldolphe, Arnold dit Coninc (Rex), Gérard Leo, et Henri de Loze (3). En comparant ces noms avec ceux des quatre échevins

(1) Voici la liste des échevins de Louvain pour 1307-1308 telle que la donne Divaeus, dans ses *Opera varia, Annales*, p. 13 : « Henricus Godefridi, Godefridus Calsterius, Walterus ex Liemingis, Ludovicus Bummalius, Radulphus Erpensis, Simon Minnemonius, Joannes Albus. »

(2) M. Wauters semble ne pas avoir tenu compte de ce que le changement de l'échevinage se faisait à la Saint-Jean-Baptiste, en juin.

(3) *Bonifacius de Frigido Monte* figure dans un acte daté *in nocte b. Martini hyemalis m. ccc. vii°* (acte n. 146a) ; *Godefridus dictus Portre* dans des actes datés *mense novembri m. ccc. vii.* (n. 146), *feria tercia post Lucie m. ccc. vii* (n 142), *die veneris post festum b. Petri ad vincula m. ccc. vii* (n. 141), *die martis post festum b. Gertrudis m. ccc. vii* (n. 138 bis) ; *Henricus filius quondam Geldolphi* dans des actes datés *die mercurii post Letare m. ccc. vii* (n. 139) ; *sabbato ante* et *die martis post Gertrudis m. ccc. vii* (nn. 138 et 138bis), *Arnoldus dictus Coninc* dans un acte daté *sabbato ante Gertrudis m. ccc. vii* (n. 138) ; *Gerardus Leo* dans des actes datés *in nocte b. Martini hyemalis m. ccc. vii* (n. 146a), *die mercurii post Letare m. ccc. vii* (n. 139), *die veneris post festum b. Petri ad vincula* (n. 141), *Henricus*

de la charte : *Godefrois le Peurtre*, *Henri fius Geldolph*, *Hues de Coudenberghe* et *Jaques de Mons*, on trouve que deux seulement sont les mêmes sur les deux listes, savoir Godefroid le Poirtere et Henri fils de Geldolphe; et, bien que nous ne soyons pas parvenu à trouver le nom du septième échevin, il est impossible que les quatre noms de la charte figurent tous dans la série des échevins de 1307-1308. Enfin, la présence de Boniface de Coudenberg dans cette série exclut la possibilité d'y voir figurer celui de Hugues de Coudenberg mentionné dans la charte; car jamais deux membres d'une même famille n'exerçaient simultanément les fonctions échevinales.

Le lecteur nous demandera sans doute : Puisque la charte de Godefroid de Brabant n'est pas du 10 décembre 1307, en quelle année faut-il la placer? Nous répondons qu'elle date du 10 décembre 1301. Il est évident qu'on doit la rapporter à une date antérieure à la mort de Guillaume de Juliers (1304) et de Godefroid de Brabant (1302). Nous la plaçons en 1301, d'abord parce que Hugues de Coudenberg, nommé dans la charte, était échevin de Bruxelles à cette date (1). Ensuite nous trouvons, dans la série des échevins de Louvain pour 1301-1302, les quatre noms de la charte (2).

La diplomatique et la paléographie nous viennent en aide pour expliquer comment l'éditeur de la charte a été amené à lire et à imprimer 1307 au lieu de 1301.

Celui qui a manié les chartes originales des XIII[e] et XIV[e] siècles a dû s'apercevoir qu'il règne une grande variété dans la manière d'écrire

de Loze dans un acte daté *mense novembri m. ccc. vii* (n. 146 b). Inutile de faire remarquer, croyons-nous, que les dates des premiers mois de l'année sont du style gallican, que suivait l'échevinage de Bruxelles.

(1) *Hugo de Frigido Monte* figure dans deux lettres scabinales, avec *Johannes filius Everwini campsoris*, datées l'une de *feria sexta post Jubilate m. ccc. secundo* (Archives de Sainte-Gudule, arm. VI, paquet 338), l'autre de *feria tertia ante Symonis et Jude m. ccc. i*, c'est-à-dire du 24 octobre 1301 (Carton de Sainte-Gudule, I, n. 113). Nous n'avons trouvé que deux actes scabinaux du 24 juin 1301 au 23 juin 1302.

(2) « Annus proximus (1301-1302), dit Divaeus, septemviros habuit Guilielmum Wilreum, Walterum Corseboldum, Ægidium Lizæ-Filium, Ægidium ex Liemingis, Godefridum Rodium, Godefridum Calsterium et Ægidium Bistanum. » *Opera varia*, *Annales*, p. 12.

Ægidius Lizæ-Filius est le *Giles fius*... de la charte; Ægidius ex Liemingis est *Giles de Lyminghe*, et Godefridus Calsterius, *Godefrois de le Castre*. Walterus Corseboldus a été sans doute confondu par Divaeus avec *Woutre de Netenes*.

l'année des dates. Tantôt elle est écrite en toutes lettres *(anno millesimo trecentesimo quarto)*, tantôt, au contraire, elle est en chiffres romains *(anno m°. ccc°. iv°.)*; le plus souvent, cependant, elle est partie en toutes lettres, partie en chiffres romains. Dans ce dernier cas. les centaines sont toujours en chiffres romains, et les derniers chiffres, au-dessous de vingt, en toutes lettres, tandis que le *mil* et les dizaines à partir de vingt s'écrivent indifféremment en lettres ou en chiffres. C'est ainsi qu'on trouve : *Faites et données lan de grâce mil. ccc. et douze; faictes et données lan de grâce m°. ccc° et onze; datum anno Domini m°. ccc°. xx° primo; datum anno Domini millesimo ccc°. vicesimo nono.*

Nous savons aussi par l'étude de la paléographie que les copistes du moyen âge ne connaissaient pas le point diacritique que nous plaçons aujourd'hui sur la lettre *i* (1), et qu'ils ne se servaient pas de la même manière que nous des lettres *u* et *v*. Très souvent ils mettaient un *v* là où nous plaçons un *u*, et vice versa. Ils écrivaient par exemple *vt, vng, uir*, et *uertu*, là ou nous écririons *ut*, *ung*, *vir* et *vertu*.

Examinons maintenant, à la lumière de ces données diplomatiques et paléographiques, la date de la charte de Godefroid de Brabant, telle que nous la reproduit le *Codex diplomaticus* des *Brabantsche Yeesten* : *Donnéez à Malines .... lan de grasce mil ccc et vii*. Une chose insolite nous frappe dans cette date : le *mil* est écrit en toutes lettres, tandis que le nombre *sept* est en chiffres romains. Il serait difficile, croyons-nous, de trouver des chartes originales, où la date est traitée de cette manière. Le contraire a lieu beaucoup plus fréquemment. C'est ainsi que nous trouvons : *Donné a Hedin .... lan m°.ccc° sept (Table*, p. 249, n. 6); ou bien, en écrivant le *mil* en toutes lettres : *Donné à Mons en Haynnaut .... lan de grasce mil ccc. et siept* (p. 241, n. 5). Les règles de la diplomatique nous obligent donc à n'admettre la leçon de la date donnée par le *Codex diplomaticus* que sous bénéfice d'inventaire; et, nous devons examiner si M. Willems ne s'est pas trompé en prenant, pour le chiffre romain *vii*, un mot en toutes lettres. Le doute sur ce point n'est pas possible : M. Willems a confondu le nombre sept en chiffres romains, *vii*, avec le mot *vn (un)* écrit en toutes lettres. Le *v*, comme nous l'avons déjà dit, tenait souvent la place de l'*u* moderne, et les deux *ii* ne sont que les deux jambages de la lettre *n*.

(1) Pour la distinguer, ils plaçaient quelquefois, sur la lettre *i*, une petite barre inclinée et très légère.

La méprise est d'ailleurs très excusable : un paléographe, même exercé, pourrait s'y tromper. Comme preuve de notre assertion. nous reproduisons ici le millésime de la date d'une charte de 1321, où le mot *vn* présente la plus grande analogie avec le chiffre romain *vij*. Il

doit se lire : *En lan de grasce. mil.ccc.vint et vn*, bien qu'au premier moment on pourrait croire que l'on a devant soi : *mil ccc vint et vij*. Nous ne doutons pas que, si l'original copié par M. Willems était retrouvé au dépôt des Archives du royaume à Bruxelles, notre conjecture soit pleinement confirmée.

Par ce que nous venons de dire on voit que l'histoire du revenant Godefroid d'Aerschot, dont M. Wauters fait grand état, ne résiste pas à un examen sérieux; elle croule par sa base.

IV. — Observations diverses.

§ 17. *Fautes typographiques.*

Lorsqu'on parcourt le tome VIII de la *Table chronologique*, on est frappé du nombre considérable de fautes typographiques qu'on y rencontre presque à chaque page. Et ce qui plus est, ces fautes ne sont pas toujours de celles qui échappent même à des protes exercés; très souvent elles sont de la catégorie de celles qui proviennent de la négligence et qu'on peut qualifier de grossières. Nous avons déjà eu l'occasion d'en relever quelques-unes dans les lignes qui précèdent; en voici encore un certain nombre qui déparent singulièrement le volume. Nous ne dirons rien des fautes de moindre importance, bien qu'elles soient très nombreuses.

P. 21, n. 3 : Sacrorum consiliarum amplessimo collectio, *au lieu de* sacrorum conciliorum amplissima collectio.

PP. 19, n. 3; 190 nn. 4 et 5 : Pose *trois fois au lieu de* post.

P. 28, n. 6 : Post purificationem beata Maria Virginis, *au lieu de* beate Marie.

P. 32, n. 6 : Klosserrade; et p. 435, n. 2 : Kloosterrode, *où il fallait chaque fois :* Kloosterrade.

P. 52, n. 3 : In crustino, *au lieu de* crastino.

P. 54, n. 3 : Septima *au lieu de* prima.

P. 108, n. 4 : xvii° kalendas martii, *au lieu de* xvii° kalendas aprilis.

P. 112, n. 4 : Evêque de Tusenlum, *au lieu d'*évêque de Tusculum.

PP. 128, n. 2; 232, n. 3; 281, nn 1, 2 et 3; 384, n. 5; et 434, n. 3 : octobas, *sept fois au lieu de* octabas. Rarement ce mot est bien écrit.

PP. 144, n. 2; et 149, n. 3 : L'ouvrage de BOUTARIC, *Institutions militaires de la France*, est cité deux fois sous le nom de BONTARIC.

P. 238, n. 1 : 12 mai, *au lieu de* 12 mars.

P. 384, n. 3 : Post octabis, *au lieu de* post octabas.

P. 409, n. 3 : Maguatinensis *au lieu de* Maguntinensis.

PP. 438, n. 3; 447, n. 4; et 448, n. 3 : Aute, *trois fois au lieu de* ante.

P. 440, n. 1 : Enskirchen, *au lieu d'*Euskirchen. Passé aussi dans la *Table des matières* à Enskirchen.

PP. 448, n. 1; et 768, n. 6 : Barnabum, *deux fois au lieu de* Barnabam.

P. 463. n. 1 : Diatur, *au lieu de* dicitur.

PP. 469, n. 1; et 544, n. 3 : Brandous, *deux fois au lieu de* Brandons.

P. 502, n. 4 : M. Wauters cite comme source : *Publications de la Société du Grand-Duché du Luxembourg*, t. XIX, p. 287. Ce volume n'a que 232 pages. Le document est publié dans le tome XIX, p. 287, des *Annales* de l'*Institut archéologique du Luxembourg* belge, dont le siége est à Arlon.

P. 507, n. 1 : Dans la citation du *Bulletin de l'institut archéologique liégeois*, le tome III est indiqué erronément pour le tome I.

P. 574, n. 2 : Heblen wi, *au lieu de* hebben wi.

P. 576, n. 6 : Habetatur, *au lieu de* habebatur.

P. 581, n. 3 : Indictione VIII°, *au lieu de* indictione xiii°.

P. 636, n. 3 : Deleurdi, *au lieu de* delundi.

P. 692, n. 1 et 2 : Novembre, *deux fois au lieu de* septembre.

P. 759, n. 1 : Bourgeois de Salisburg, *au lieu de* Salisbury.

P. 761, n. 4 : Quartam ferium, *au lieu de* quartam feriam.

P. 763, n. 3 : *Dans cette seule date :* a) indictione septimo, *au lieu de* septima ; b) in camera sen hospitio, *au lieu de* seu hospitio.

P. 765, n. 2 : juillet 1310, *au lieu de* 18 juillet.
P. 784, n. 5 : Lugdoni, *au lieu de* Lugduni.
P. 785, n. 3 : Burdigulis, *au lieu de* Burdegalis.

Comme exemple de négligence et d'inexactitude dans la reproduction des formules de date, on peut citer la suivante qu'on trouve p. 50 n. 3. La première colonne donne la date telle qu'elle se lit dans l'*Urkundenbuch* de Lacomblet, l'unique source citée par M. Wauters; la seconde, telle qu'elle est reproduite dans la *Table*. Nous mettons en caractères italiques les mots altérés ou dénaturés.

LACOMBLET, *Urkundenbuch*, III, page 14.	*Table chronologique*, p. 50 n. 3.
Ditze ist geschehen und diser brief gegeben in unserm her bi kolen, do man zalt von kristes geburt Druzehen hundert iar in dem andern iar darnach, des nechsten tages nach Sant Severines tag, in dem fumften iar unsers Riches.	Ditze ist geschehen und *disen* brief gegeben *is unsem* her bi kolon, do man *zalte* von *Kristus* geburt druzehen hundert Jar in *een* andern Jar darnach, des nechsten *Tayes* nach sant Severines *Tay*, in dem *funften* Jar unsers *Reiches*.

§ 18. *Les recueils de chartes utilisés pour la* Table, *et les chartes analysées.*

M. Wauters n'a pas connu, ou du moins n'a pas utilisé quelques publications étrangères renfermant des chartes concernant la Belgique. Nous nous contenterons de citer le *Regestvm Clementis papae V ex vaticanis archetypis sanctissimi domini nostri Leonis XIII pontificis mqximi ivssv et mvnificentia nvnc primvm editvm;* Romae, ex typographia vaticana, 1885-1887; 7 vol. in-folio; recueil considérable, où se rencontrent un grand nombre de documents relatifs à la Belgique. Il est regrettable que des sources quasi-officielles d'une aussi grande importance lui aient échappé.

Nous remarquons ensuite que la *Table* mentionne un certain nombre de documents dont le texte n'est pas publié, mais simplement analysé dans les sources citées; tout au plus y lit-on en entier la formule de date. Tel est le cas pour des analyses publiées par MM. Gachet, Devillers et par M. Wauters lui-même, dans le *Compte rendu de la Commission royale d'histoire* et dans d'autres recueils périodiques. Nous pensons qu'au même titre on aurait dû admettre dans la *Table*

les analyses, pour le moins aussi complètes et aussi intéressantes, de chartes publiées dans plusieurs inventaires analytiques de nos dépôts d'archives, par exemple dans l'*Inventaire des chartes des comtes de Flandre* de M. le baron Jules de Saint-Genois; dans les *Inventaires de Saint-Lambert et de Saint-Martin à Liège, et du Val Saint-Lambert* de M. Schoonbroodt, etc. Il y a, nous semble-t-il, dans cet éclectisme un manque de pondération que rien ne peut légitimer. Il fallait ou tout admettre, ou tout exclure.

On pourrait demander encore à l'auteur de la *Table* pour quel motif il cite comme source les tirés-à-part de certains articles, en omettant de renseigner le recueil périodique dans lequel l'article a paru. C'est ainsi, par exemple, que p. 454, n. 1. il cite : « Pinchart, *Analyses et extraits des archives des anciennes institutions judiciaires du Hainaut*, p. XVII, » qui n'est qu'une brochure extraite du *Compte rendu de la Commission royale d'histoire*. Il eût convenu de citer aussi ce dernier recueil (1re série, XIV, p. 209), qui existe dans toutes les grandes bibliothèques.

Enfin, on est tout étonné de rencontrer, surtout à partir de la page 319 de la *Table*, l'analyse d'une quantité de diplômes des empereurs d'Allemagne, Henri de Luxembourg et Louis de Bavière, qui ne concernent nullement la Belgique. Nous en trouvons deux à la p. 320; trois à la p. 323; trois à la p. 326, quatre à la p. 327, etc. etc., qui concernent exclusivement l'Allemagne. On ne comprend pas pour quelle raison M. Wauters cherche à grossir sa *Table* au moyen d'analyses qui n'offrent aucun intérêt pour notre histoire nationale.

CONCLUSION.

En terminant cette revue critique, qui s'est étendue bien au delà de ce que nous pensions au début, nous ne pouvons dissimuler les peines et les regrets que nous éprouvons, en voyant le travail colossal de dépouillement, d'analyse et de confection de tables, auquel s'est livré M. Wauters, produire un résultat médiocre et si peu en rapport avec l'ardeur infatigable dont l'auteur de la *Table* a fait preuve, et, avec le temps considérable qu'il a consacré à son œuvre. Pour pouvoir se faire une idée des labeurs arides et ingrats de tout genre qu'entraînent de semblables recherches, il faut, comme on dit vulgairement, avoir mis la main à la pâte.

Nous avons essayé de montrer les défauts et l'insuffisance de la

Table tant dans la solution des questions chronologiques que dans l'examen d'un fait historique. Et, à propos de ce dernier, nous dirons que les digressions historiques, fussent-elles même sensées et traitées d'après la méthode scientifique, ne nous semblent pas se trouver à leur place dans l'*Introduction* d'une *Table chronologique des chartes et des diplômes*. A notre avis, cette *Introduction* devrait être réservée uniquement à des dissertations relatives à la chronologie et à la diplomatique.

Celui qui voudrait être encore plus complètement édifié sur l'infériorité de la *Table* vis-à-vis de publications similaires faites, depuis quelque temps, en Allemagne et en France, n'aurait qu'à la comparer avec les regestes de toute espèce qui ont été publiés chez nos voisins (1).

Si M. Wauters seul avait été en jeu, nous ne nous serions pas occupé si longuement de son livre; mais la *Table chronologique* est imprimée, avec un luxe extraordinaire et à beaux deniers, pour le compte du gouvernement belge, sous les auspices de la Commission royale d'histoire, le corps savant officiel qui a les sciences historiques dans ses attributions. Dans ces conditions, les innombrables erreurs qu'on y rencontre, l'absence complète de principes et de méthode scientifiques, le manque de soin dans la reproduction des formules de date et dans la correction typographique, en un mot la légèreté incroyable avec laquelle a procédé M. Wauters, revêtent un caractère particulier de gravité, par la raison que des travaux faits ainsi ne peuvent manquer de jeter la déconsidération et le discrédit sur nos historiens et sur l'état des études historiques en Belgique.

CH^ne^ REUSENS.

(1) Nous nous contenterons de citer quelques-uns de ces travaux : 1° K. F. STUMPF, *Die Reichskanzler des X., XI. und XII. Jahrhunderts*. Innsbruck, 1865-1881. 2° TH. SICKEL, *Regesten der Urkunden der ersten Karolinger* (751-840). Wien 1867. 3° J. F. BÖHMER, *Regesta imperii*, Nouvelles éditions du tome I, par Eng. Mühlbacher, du tome V par Jul. Ficker et Ed. Winkelmann, et du tome VIII par Alf. Huber. 4° PH. JAFFÉ, *Regesta Pontificum Romanorum ab condita Ecclesia ad annum post Christum natum MCXCVIII*. Nouvelle édition par les soins de G. Wattenbach, S. Loewenfeld, F. Kaltenbrunner et P. Ewald. Leipzig 1885-1888. 5° AUG. POTTHAST, *Regesta Pontificum Romanorum inde ab a. post Christum natum MCXCVIII ad MCCCIV*. Berolini 1874-1875. 6° ACH. LUCHAIRE, *Louis le Gros. Annales de sa vie et de son règne* (1081-1137). Paris 1890.

Deux documents du xe siècle concernant l'abbaye de Saint-Pierre au Mont Blandin, à Gand, reproduits d'après les originaux.

Deux abbayes bénédictines furent fondées à Gand, presque en même temps, peu après le milieu du viie siècle. L'une, dédiée à saint Pierre, s'élevait sur une colline et fut appelée, pour cette raison, l'abbaye au Mont Blandin; l'autre, érigée en l'honneur de Saint-Bavon, était située dans la plaine. Toutes les deux se développèrent considérablement pendant les deux siècles qui suivirent leur fondation, et arrivèrent à un haut degré de prospérité sous le règne de Charlemagne, surtout après que le célèbre Éginhard, secrétaire de ce puissant monarque, fut devenu leur abbé commun. Ravagées et presque totalement détruites par les Normands au ixe siècle, elles ne tardèrent pas à se relever de leurs ruines après la retraite de ces brigands; et, dès le commencement du xe siècle, nous les trouvons plus riches et plus puissantes qu'avant leur dévastation. Peu de temps après, elles furent de nouveau réunies pendant un quart de siècle (de 956 à 981), sous un seul abbé, le célèbre Womare, qui jouit d'un crédit extraordinaire, non seulement auprès des deux Arnulphe, marquis de Flandre, mais aussi auprès des empereurs d'Allemagne et des rois de France. Il ne manqua pas d'user de son influence pour obtenir, en faveur de ses ouailles, la protection des différentes autorités; et, en administrateur sage et prudent, il

procurait les mêmes bienfaits aux deux abbayes confiées à ses soins. De cette manière il pouvait espérer avec raison diminuer, si pas éteindre, la jalousie et la rivalité, qui existait depuis longtemps entre les deux monastères. Le diplôme de Lothaire, roi de France que nous publions ci-dessous nous offre un curieux exemple de cette gestion habile. Comme nous le dirons dans l'introduction à ce diplôme, Womare obtint du roi Lothaire, pour chacune de ses deux abbayes, un *précepte* royal confirmant leurs possessions. Ce *précepte* fut donné le même jour et il est conçu dans des termes presque identiques.

Beaucoup de documents anciens relatifs aux deux abbayes bénédictines de Gand ont heureusement échappé à la destruction. Ceux de l'abbaye de Saint-Pierre au Mont Blandin existent aux archives de l'État à Gand, à l'exception des deux que nous publions ci-dessous et qui sont déposés, on ne comprend pas trop pour quel motif, aux archives générales du royaume à Bruxelles. Céux de Saint-Bavon font presque tous partie des archives de la cathédrale de Gand; quelques-uns seulement se trouvent aux archives de l'État dans la même ville. Ces deux chartriers sont bien certainement les plus riches et les plus remarquables que nous possédions en Belgique. Le premier se distingue par le nombre extraordinaire d'actes antérieurs au XIIe siècle; le second par la présence de huit diplômes impériaux et royaux datant des IXe, X^e^ et XIe siècles, tous dans un parfait état de conservation.

L'inventaire et le texte de la plupart des documents concernant l'abbaye du Mont Blandin ont été publiés par M. A. Van Lokeren, sous le titre de : *Chartes et*

documents de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin à Gand; Gand 1868 1871, 2 voll. in-4°. Diericx en a reproduit aussi un certain nombre dans ses *Mémoires sur la ville de Gand*, Gand 1814-1815, 2 voll. in-8°. La publication des diplômes et des chartes de l'abbaye de Saint-Bavon a été commencée, il y a environ soixante ans, par M. Serrure, alors archiviste à Gand. Les pages 1 à 280 de ce recueil précieux, de format in-4°, renferment une série de documents du plus haut intérêt : bulles, diplômes impériaux et royaux, chartes d'évêques, de princes, etc., tous reproduits d'après les originaux avec une grande fidélité. Malheureusement le volume, n'ayant pas été terminé, n'a jamais été mis en vente, et un petit nombre d'exemplaires seulement a été distribué par l'éditeur à des amis ou à des savants que cette publication intéressait. Nous sommes heureux d'en posséder un. Quelques actes du chartrier de Saint Bavon ont aussi été reproduits par A. Van Lokeren dans son *Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon*, Gand 1855; vol. in-4°.

I.

Le comte ou marquis Arnulphe donne à l'abbaye de Saint-Pierre au Mont Blandin l'alleu de Crombrugghe, des terres à Haspres et à Syngem, l'église d'Outryve, et une terre à Meshem.

Le premier document que nous publions ici est une charte par laquelle le comte ou marquis Arnulphe le Vieux, *Arnulfus gratia dei comes* (1), fait plusieurs

(1) Dans l'acte Arnulphe est appelé deux fois *marquis* : *Ego Arnulfus dono Dei marchysus*, et *Signum ipsius Arnulfi gloriosi marchysi*.

donations à l'abbaye du Mont-Blandin. Elle est dans un assez mauvais état de conservation ; les bords surtout ont beaucoup souffert. Toutefois, comme elle est rédigée d'après une formule que l'on rencontre dans plusieurs autres chartes relatives à l'abbaye de Saint-Pierre (1), nous sommes parvenu, au moyen de comparaisons, à rétablir le texte complet ; seuls les noms des témoins ont dû être ravivés au moyen d'un procédé chimique. La formule de date : *iii kal. iul. anno uerbi incarnati . dcccc. lx . indictione . i .*, donne une indiction erronée ; en effet l'indiction de l'année 960 est la 3ᵉ.

29 juin 960.

IN NOMINE PATRIS ET FILII ET SPIRITUS SANCTI . SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS. CVM OMNIPOTENTIS PATRIS SAPIENTIA | eademque et uirtus et uerbum dei cuncta essentia constituit esse ex nihilo solo uerbi imperio : uniuersaliter omni creaturę hoc constitu | it ut factum sequeretur factorem . Et cum iam processissent omnia valde bona a summo et bono deo creata : omnia subdidit usui hominis . quem | in hanc excellentiam componebat . ut consimilem deo faceret . et uniuersis a se super terram creatis pręferret. Sed curuę in terris | animę et cęlestium manes . degenerantes a suo factore : deperiit omnis ea creatura quę nec aliquando per se animaduertit ut declina | ret malum et faceret bonum. Vnde ne homo penitus periret quem ipse creauit deus hominem induit . quem etiam super celes | tia exaltavit sicque redem-

(1) Voyez Van Lokeren, *Chartes de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin*, tome I, n. 14, p. 20 ; n. 32, p. 35 ; n. 36, p. 39 ; n. [illegible], p. [illegible]. En parcourant rapidement les *Formulae merowingici* [illegible] de Zeumer [illegible] 1886, nous n'avons pas rencontré cette formule ; nous n'osons cependant pas affirmer d'une manière certaine qu'elle ne s'y trouve pas.

tio libertatis applausit. Praeterea documenta dedit quomodo spiritu humilibus et elemosinam | facientibus pateret ingressus cęlestium aedium. et qualiter de terrenis negotiaremus cęlestia. Thesaurizate inquiens thesau | ros in cęlo etc. | Quapropter ego ARNVLFVS gratia dei comes flagrans amore cęlestis hereditatis. cupiensque adipis | ci quandam portiunculam beatitudinis cum his qui patrimoniis suis domino legaliter traditis. cęlestem peruenerunt ad hereditatem. salubrę | hoc mihi uisum est ut ex bonis a clementi deo mihi collatis. aliquam mihi prouiderem aeternę felicitatis portionem. Id circo ad monas | terium blandinium uocabulo. cuius rector et princeps non meis meritis sed suffragante misericordia esse dinoscor., quodque a sanctę recordatio | nis patre Amando inprimitus constructum. et in honorem principis apostolorum PETRI doctorisque gentium PAULI est consecratum. | Ubi modo requiescunt corpora sanctorum Vuandregisili abbatis. ansberti. atque Vulframni archypręsulum. cum beatissima christi uir | gine Amalberga. necnon aliis multorum sanctorum pigneribus. cuiusque rector et abbas extat deo deuotus Vuomarus. cogitans ac per | tractans dei inspirante clementia. qualiter eidem loco causam utilitatis et profectus procurarem aucmentum more predecesso | rum meorum. qui illum temporibus suis optime rexerunt et nobiliter extulerunt. delegaui ad ipsum et tradidi domino deo beatoque PETRO | et ceteris sanctis ibidem requiescentibus atque seruis dei in ipso loco nunc et in futurum militaturis mei iuris alodem. id est crumbrigham et | partem terrę in haspra. et in sicgingahæm. et accclesiam in alta ripa cvm terra. Terram quoque in meshem. Haec omnia a presenti in fu | turum iugi aeuo possidenda ego arnulfus dono dei marchysus. ipsis famulis dei regularibus institutis in eodem coenobio seruientibus deo | dono ac transfundo. atque transcribo. et de iure meo in iuris potestatisque dominium eiusdem loci destino et concedo. ut ipsi servi dei amo | re hæc recipiant. et deinceps ad utilitatis suę commodum habeant. hereditarie possideant absque ullius refragatoris infestatione uel con | tradictione

quatenus expeditiores sint in exequendis mandatis secundum regulam sancti Benedicti sibi traditis . atque pro me pro meisque progenitoribus diuinam exorent clementiam . Si quis autem de successoribus meis heredibus aut proheredibus iniuriosus contradictor . seu quelibet extranea | persona huic traditioni meę contraire uoluerit . et infirmare quod multorum firmatum est testimonio . in primis sanctę Trinitatis et sanctę geni | tricis dei Marię et beati Petri . deinde omnium sanctorum iram incurrat offensam . et perpetuę maledictioni subiaceat et partem habe | at cum eis qui hereditatem domini uoluerunt delere de terra. Tamen iniqua presumptio non optineat effectum sed hec nunc tra | ditio firma permaneat et inconuulsa . Actum publice blandinio monasterio . iii . kal. IUL . anno uerbi incarnati . dcccc. lx . indictione . i . | Lotharii regis anno vii. Signum ipsius Arnulfi gloriosi marchysi . qui hanc traditionem fecit et firmari petiit . S. Vuidonis prepositi.

Sign. Adalberti clerici.	Sign. Odgaudi.
Sign. Ingelberti.	Sign. Mannonis.
Sign. Adalgaudi.	Sign. Vuenemari.
Sign. Adalgaudi item.	Sign. Odonis.

Sign. Stephani.	Sign. Vuillelmi.	Sign. Nathardi.
Sign. Euerardi.	Sign. Odacri.	Sign. Nothuldi.
Sign. Gerulfi.	Sign. Dodolini.	Sign. Hunfradi.
Sign. Vuiuelmi.	Sign. Machelmi.	Sign. [Ot]fridi (1).

Ego quoque Rodulfus monachorum peripsema uidi et notaui.

Original sur parchemin ; sceau pendant enlevé.

On lit sur le dos du document : Largitio Arnulfi gloriosi

(1) Les noms des témoins se trouvent disposés sur cinq colonnes, dans toute la largeur du document. Les deux colonnes que nous donnons en premier lieu se trouvent à la gauche du lecteur, les trois autres à la droite. Dans la dernière colonne seulement, les deux derniers noms, et principalement le dernier, sont de lecture plus ou moins douteuse.

marchysi in Crumbricca. Et terra in Haspra . & in sicgingehem . & æcclesia in alta ripa . et de terra in meshem ∴ . Lotharii regis anno vii.

II.

Le roi Lothaire, à la demande du comte Baudouin, confirme les possessions de l'abbaye de Saint-Pierre, et en fait l'énumération.

L'abbaye de Saint-Pierre avait déjà obtenu précédemment un diplôme du roi Lothaire confirmant ses possessions, et édité par Van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin*, I, n. 35, p. 37, Van Lokeren parle en note du diplôme que nous publions ci dessous, et dont un texte fautif était connu par les *Annales abbatiae Sancti Petri Blandiniensis* de M. Van de Putte. « Cette charte, écrit M. Van Lokeren, qui se trouve *dans les Ann. abb. S. Petri Bland.*, p. 90, est la même que celle que nous donnons sous ce numéro, mais dans laquelle on remarque la mention de beaucoup de biens, non indiqués dans celle-ci ». Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ici le texte de ce précieux document d'après l'original lui-même. Pour l'intelligence des noms des possessions énumérées dans le diplôme, on consultera avantageusement la *Table topographique* du tome I des *Chartes et documents de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin* de M. Van Lokeren.

Un diplôme semblable, en faveur de l'abbaye de Saint-Bavon, octroyé le même jour par le roi Lothaire, se trouve dans le *Cartulaire de Saint-Bavon*, de M. Serrure, n° 6*, p. 6. Il est conçu dans des termes

à peu près identiques. Nous remarquons que M. Serrure a mal lu les noms propres de la récognition de la chancellerie : *Bezo notarius ad uicem domni edelrici* etc, tandis qu'il faut lire : *Gezo notarius ad uicem domni odelrici.*

Dans les deux diplômes dont nous venons de parler, la date est exprimée : *Datum iii° nonas mai regnante domno lothario anno xii indictione x. Actum nobiliaco felitciter.* La douzième année du règne de Lothaire s'étend du 10 septembre 965 au 9 septembre 966 ; le diplôme date, par conséquent, du 5 mai 966. L'indiction 10e est fautive ; car l'indiction de 966 est la 9e.

5 mai 966.

(M.) IN NOMINE SANCTÆ ET INDIUIDUÆ TRINITATIS LOTHARIUS GRATIA DEI REX. SI EA QUÆ FIDELES NOSTRI PRO STATU ET UTILITATE AECCLESIARUM IN LOCIS SIBI COMMISSIS STATUERINT NOSTRIS CONFIRMAMUS EDICTIS | hoc nobis procul dubio ad aeternam beatitudinem et totius regni a deo nobis commissi tutelam mansurum esse credimus . et retributorem deum exinde in futuro habere confidimus. Igitur notum sit omnibus tam presentibus quam et futuris sanctae matris aecclesiae filiis . quod iam nuper anno uidelicet | regni nostri .x.mo indictione .vi. uenerabilis comes ARNULFUS noster uidelicet consanguineus . et regni nostri marchio nobilissimus (1) . nostram adiens excellentiam humiliter petierit . ut quoddam monasterium in honorem beatorum apostolorum PETRI et PAULI constructum . situm super fluuium scaldum . quod antiquitus | uocatum est blandinium . pro cauendo eiusdem coenobii futuro periculo et monasticę religionis uigore inibi perpetualiter corroborando . nostrę auctoritatis praecepto munirem . Cuius peti-

(1) Il résulte des mots : *uenerabilis comes Arnulfus, noster uidelicet consanguineus, et regni nostri marchio nobilissimus,* que les titres de *comte* et de *marquis* ne s'excluaient pas.

cioni libenter assensum tunc prębuimus . et statuimus ut idem monasterium . cum dei auxilio a predicto uenerabili | ARN. multis opibus nobilitatum . et in melius exaltatum . iuxta eiusdem loci scripta et regalia praecepta . et apostolici priuilegii decreta in ordine monastico sub regulari disciplina res suas quiete possideret . siue eas quas uenerabilis comes ARN. de sua propria hereditate pro dei amore et animę suę | retributione . necnon et patris ac matris suae . uxorisque ac filiorum absolutione eidem contradiderat . siue illas quas antiquitus pia fidelium largitione possederat . decernentes quoque et regia auctoritate cum omni imperio precipientes . ut prefato monasterio de rebus suis aliquod dispendium nemo umquam inferre | presumeret . nec ad dominium siue prioratum eiusdem loci aliquis tyrannica usurpatione ascenderet siue pro generis nobilitate . siue turpis lucri illicita largitione . sed secundum beati patris BENEDICTI regulam . ibi abbas constitueretur . et constitutus legitima potestate uteretur. | Illarum uero nomina rerum haec sunt. Id est inprimis a portu gandensi secus scaldum fluuium usque seuuaringahem . et exinde in directum usque legiam in loco qui dicitur [*afsna*] (1). Iterumque secus eundem fluuium legiam usque ad predictum portum . in ipso quoque portu omnes mansioniles cum ęcclesia | in eo sita. Extra portum quoque secundum ambitum prefatorum duorum fluminum . nec non et ęcclesia in afsna et ęcclesia de thisla . In sikingehem mansum .i. In pago uero flandrinse meruna (2) . et cumbescura . et terram uulgangi. In pago mempisco thuringehem. In sumeringehem mansum .i. In hainaco pago | super fluuium seua uillas duas dulciaca atque niella. In pago denique bracbantinse in loco qui uocatur mella ęcclesia .i. cum appendiciis terris . et in olfna mansum .i. super fluuium scaldum . et in letha mansum .i. In pago uuasię uilla dicta themsica . super ripam scaldi . cum

(1) Le mot a complètement disparu par une forte tache. Nous le rétablissons d'après le texte du cartulaire.

(2) Mot plus ou moins douteux à cause de la tache que nous avons signalée dans la note précédente.

omni integritate . et bocholt cum omnibus appendiciis. | Haec igitur pia fidelium largitione locus predictus antiquitus dinoscitur possedisse . quae uero infra continentur prefatus uenerabilis comes ex propria hereditate concessisse. Id est in flandris medietatem fisci qui uocatur snellingehem . de fisco uuanebrugge .x. mansos. In loco nuncupante | bugginsela. In pago karabantinse uilla canphin . et in bracbanto idingehem mansum .i. cum ęcclesia. Nunc uero iam illo ab hac luce sublato . et ad superos ut credimus transuecto . et in iam dicto coenobio in quo scilicet iam dudum tumulatus requiescit pater materque ipsius uenerabiliter cum | coniuge sua sepulto balduinus noster eiusque consanguineus nutriciusque Arnulfi pueri filii balduini filii arnulfi maioris . me presente ac matre fratreque meo promptu uoluntatis affectu quasdam res hereditatis ipsius domini sui ARN. ob remedium animarum domini et dominę suę | predicto coenobio contulit . quarum hęc sunt nomina . uualehem cum suis appenditiis . id est bucingehem . merehaga . locin . hoika . fliringehem . moringehem . ostrehem . cum pratis . siluis . et farinariis et cambis . et uillam quoque afsna reddidit cum siluula haslod pratumque sibi adiacentem nomine | bladrameres . et similiter terram in alta ripa cum ęcclesia . uillamque crumbrugge cum omni integritate . et terram in uuildis. Nonnulla etiam propriae hereditatis idem consanguineus noster balduinus ob animae suae sed et eiusdem domini et dominae | suae saluationem commemorato felici munere contradidit coenobio quarum haec sunt nomina . beuerna in pago curtracinse super fluuium legia . et alia beuerna cum aecclesia . et handelingehem et teppingehem . et thrassaldingehem cum aecclesia | et stenbecca . et tatingehem cum aecclesia . et pottingehem secus fluuiolum fiue . et forestum methela ubi possunt saginari mille porci . et sausele ubi quadringenti . et frigelingehem quam uendidit ei abba . et in foresto feret siluam iuxta fluuiolum | fifta ubi .cccc[ti]. His ergo omnibus conlatis nostram adiit excellentiam petens haec quoque et quae uidelicet ex domini sui . uel quae de proprii iuris contradiderat hereditate . nostrae

auctoritatis corroborari imperio. | Nos uero eius nihilominus annuentes saluberrimis peticionibus interuentu etiam dilectę matris nostrae gerbergae. sed et amabilis coniugis nostrae hemmae illius deo dignam adimpleuimus postulationem . precauentesque | antiqui hostis insidias quibus seruorum dei quietem conturbare et multiformi calliditate molestari nititur reverendo abbati Uuomaro . et eiusdem loci fratribus hanc nostrae auctoritatis tutelam contra uenturae perturbationis | iacula opponendam concessimus. Videlicet ut predicto abbati eiusque fratribus de rebus prelibati loci . nullus sęcularium . siue clericorum . siue laicorum . non quilibet princeps uim aliquam inferat . nullusque iudex publicus . nec quislibet | ex iudiciaria potestate in aecclesias aut loca uel agros seu reliquas possessiones memorati coenobii quod moderno tempore infra dicionem imperii nostri iuste et rationabiliter possidet . uel ea quę deinceps in iure ipsius loci uoluerit diuina | pietas augeri . ad causas audiendas . uel freda . aut tributa exigenda . uel mansiones . aut paradas faciendas . aut fide iussores tollendos . aut homines eiusdem monasterii tam ingenuos quam seruos super terram ipsius comma | nentes absque abbatis iussu distringendos uel ullas redibitiones . aut illicitas occasiones requirendas . nostris et futuris temporibus ingredi ualeat . uel ea quae supra memorata sunt penitus exigere presumat | nec de ordinationibus monasterii sui nisi ab eo rogatus secundum regulam sancti benedicti se quisquam intermittat. Quieto itaque iure cuncta quae possident . et quae deo auxiliante adquisituri siue adepturi sunt | usibus eorum deseruiant . quatinus absque penuria tam pro anima uenerabilis arnulfi . quam etiam pro totius regni nostri quiete et utilitate. diuinis laudibus incubantes domini clementiam exorent. | Quisquis igitur contra huius nostrae preceptionis munimen quod minime futurum credimus aliquid sinistrum molitus fuerit . primo omnipotentis dei iram incurrat . et iudicio fidelium conuictus | reatus sui poenam exsoluens . centum auri libras coactus predicto monasterio reddat . et quod illicite temptauit frustretur . et inane fiat . et ut firmius maneat

procurait les mêmes bienfaits aux deux abbayes confiées à ses soins. De cette manière il pouvait espérer avec raison diminuer, si pas éteindre, la jalousie et la rivalité qui existait depuis longtemps entre les deux monastères. Le diplôme de Lothaire, roi de France que nous publions ci-dessous nous offre un curieux exemple de cette gestion habile. Comme nous le dirons dans l'introduction à ce diplôme, Womare obtint du roi Lothaire, pour chacune de ses deux abbayes, un *précepte* royal confirmant leurs possessions. Ce *précepte* fut donné le même jour et il est conçu dans des termes presque identiques.

Beaucoup de documents anciens relatifs aux deux abbayes bénédictines de Gand ont heureusement échappé à la destruction. Ceux de l'abbaye de Saint-Pierre au Mont Blandin existent aux archives de l'État à Gand, à l'exception des deux que nous publions ci-dessous et qui sont déposés, on ne comprend pas trop pour quel motif, aux archives générales du royaume à Bruxelles. Ceux de Saint-Bavon font presque tous partie des archives de la cathédrale de Gand; quelques-uns seulement se trouvent aux archives de l'État dans la même ville. Ces deux chartriers sont bien certainement les plus riches et les plus remarquables que nous possédions en Belgique. Le premier se distingue par le nombre extraordinaire d'actes antérieurs au XIIe siècle; le second par la présence de huit diplômes impériaux et royaux datant des IXe, X^e et XIe siècles, tous dans un parfait état de conservation.

L'inventaire et le texte de la plupart des documents concernant l'abbaye du Mont Blandin ont été publiés par M. A. Van Lokeren, sous le titre de : *Chartes et*

documents de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin à Gand; Gand 1868-1871, 2 voll. in-4°. Diericx en a reproduit aussi un certain nombre dans ses *Mémoires sur la ville de Gand*, Gand 1814-1815, 2 voll. in-8°. La publication des diplômes et des chartes de l'abbaye de Saint-Bavon a été commencée, il y a environ soixante ans, par M. Serrure, alors archiviste à Gand. Les pages 1 à 280 de ce recueil précieux, de format in-4°, renferment une série de documents du plus haut intérêt : bulles, diplômes impériaux et royaux, chartes d'évêques, de princes, etc., tous reproduits d'après les originaux avec une grande fidélité. Malheureusement le volume, n'ayant pas été terminé, n'a jamais été mis en vente, et un petit nombre d'exemplaires seulement a été distribué par l'éditeur à des amis ou à des savants que cette publication intéressait. Nous sommes heureux d'en posséder un. Quelques actes du chartrier de Saint Bavon ont aussi été reproduits par A. Van Lokeren dans son *Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon*, Gand 1855; vol. in-4°.

I.

Le comte ou marquis Arnulphe donne à l'abbaye de Saint-Pierre au Mont Blandin l'alleu de Crombrugghe, des terres à Haspres et à Syngem, l'église d'Outryve, et une terre à Meshem.

Le premier document que nous publions ici est une charte par laquelle le comte ou marquis Arnulphe le Vieux, *Arnulfus gratia dei comes* (1), fait plusieurs

(1) Dans l'acte Arnulphe est appelé deux fois *marquis* : *Ego Arnulfus dono Dei marchysus*, et *Signum ipsius Arnulfi gloriosi marchysi.*

donations à l'abbaye du Mont-Blandin. Elle est dans un assez mauvais état de conservation ; les bords surtout ont beaucoup souffert. Toutefois, comme elle est rédigée d'après une formule que l'on rencontre dans plusieurs autres chartes relatives à l'abbaye de Saint-Pierre (1), nous sommes parvenu, au moyen de comparaisons, à rétablir le texte complet ; seuls les noms des témoins ont dû être ravivés au moyen d'un procédé chimique. La formule de date : *iii kal. iul. anno uerbi incarnati . dcccc. lx . indictione . i .*, donne une indiction erronée ; en effet l'indiction de l'année 960 est la 3e.

29 juin 960.

IN NOMINE PATRIS ET FILII ET SPIRITUS SANCTI . SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS. CVM OMNIPOTENTIS PATRIS SAPIENTIA | eademque et uirtus et uerbum dei cuncta essentia constituit esse ex nihilo solo uerbi imperio : uniuersaliter omni creaturę hoc constitu | it ut factum sequeretur factorem . Et cum iam processissent omnia valde bona a summo et bono deo creata : omnia subdidit usui hominis . quem | in hanc excellentiam componebat . ut consimilem deo faceret . et uniuersis a se super terram creatis pręferret. Sed curuę in terris | animę et cęlestium manes . degenerantes a suo factore : deperiit omnis ea creatura quę nec aliquando per se animaduertit ut declina | ret malum et faceret bonum. Vnde ne homo penitus periret quem ipse creauit deus hominem induit . quem etiam super cęles | tia exaltavit sicque redem-

(1) Voyez VAN LOKEREN, *Charte de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin*, tome I, n. 14, p. 20; n. 32, p. 35; n. 36, p. 39; n. 199, p. 124. En parcourant rapidement les *Formulae merovingici et Karolini aevi* de Zeuner (Berlin 1886), nous n'avons pas rencontré cette formule ; nous n'oserions cependant pas affirmer d'une manière certaine qu'elle ne s'y trouve pas.

tio libertatis applausit. Praeterea documenta dedit quomodo spiritu humilibus et elemosinam | facientibus pateret ingressus cęlestium aedium . et qualiter de terrenis negotiaremus cęlestia . Thesaurizate inquiens thesau | ros in cęlo etc. | Quapropter ego Arnvlfvs gratia dei comes flagrans amore cęlestis hereditatis . cupiensque adipis | ci quandam portiunculam beatitudinis cum his qui patrimoniis suis domino legaliter traditis . cęlestem peruenerunt ad hereditatem. salubrę | hoc mihi uisum est ut ex bonis a clementi deo mihi collatis . aliquam mihi prouiderem aeternę felicitatis portionem . Id circo ad monas | terium blandinium uocabulo . cuius rector et princeps non meis meritis sed suffragante misericordia esse dinoscor., quodque a sanctę recordatio | nis patre Amando inprimitus constructum . et in honorem principis apostolorum Petri doctorisque gentium Pauli est consecratum. | Ubi modo requiescunt corpora sanctorum Vuandregisili abbatis . ansberti . atque Vulframni archypręsulum . cum beatissima christi uir | gine Amalberga . necnon aliis multorum sanctorum pigneribus . cuiusque rector et abbas extat deo deuotus Vuomarus . cogitans ac per | tractans dei inspirante clementia . qualiter eidem loco causam utilitatis et profectus procurarem aucmentum more predecesso | rum meorum . qui illum temporibus suis optime rexerunt et nobiliter extulerunt . delegaui ad ipsum et tradidi domino deo beatoque Petro | et ceteris sanctis ibidem requiescentibus atque seruis dei in ipso loco nunc et in futurum militaturis mei iuris alodem . id est crumbrigham et | partem terrę in haspra . et in sicgingahæm . et accclesiam in alta ripa cvm terra. Terram quoque in meshem. Haec omnia a presenti in fu | turum iugi aeuo possidenda ego arnulfus dono dei marchysus . ipsis famulis dei regularibus institutis in eodem coenobio seruientibus deo | dono ac transfundo . atque transcribo . et de iure meo in iuris potestatisque dominium eiusdem loci destino et concedo . ut ipsi servi dei amo | re hæc recipiant . et deinceps ad utilitatis suę commodum habeant . hereditarie possideant absque ullius refragatoris infestatione uel con | tradictione

quatenus expeditiores sint in exequendis mandatis secundum regulam sancti Benedicti sibi traditis . atque pro me pro meisque progenitoribus diuinam exorent clementiam . Si quis autem de successoribus meis heredibus aut proheredibus iniuriosus contradictor . seu quelibet extranea | persona huic traditioni meę contraire uoluerit . et infirmare quod multorum firmatum est testimonio . in primis sanctę Trinitatis et sanctę geni | tricis dei Marię et beati PETRI . deinde omnium sanctorum iram incurrat offensam . et perpetuę maledictioni subiaceat et partem habe | at cum eis qui hereditatem domini uoluerunt delere de terra. Tamen iniqua presumptio non optineat effectum sed hec nunc tra | ditio firma permaneat et inconuulsa . Actum publice blandinio monasterio . iii . kal. IUL . anno uerbi incarnati . dcccc. lx . indictione . i . | Lotharii regis anno VII. Signum ipsius Arnulfi gloriosi marchysi . qui hanc traditionem fecit et firmari petiit . S. Vuidonis prepositi.

Sign. Adalberti clerici. Sign. Odgaudi.
Sign. Ingelberti. Sign. Mannonis.
Sign. Adalgaudi. Sign. Vuenemari.
Sign. Adalgaudi item. Sign. Odonis.
Sign. Stephani. Sign. Vuillelmi. Sign. Nathardi.
Sign. Euerardi. Sign. Odacri. Sign. Nothuldi.
Sign. Gerulfi. Sign. Dodolini. Sign. Hunfradi.
Sign. Vuizelini. Sign. Machelmi. Sign. [Ot]fridi (1).

Ego quoque Rodulfus monachorum peripsema uidi et notaui.

Original sur parchemin ; sceau pendant enlevé.

On lit sur le dos du document : Largitio Arnvlfi gloriosi

(1) Les noms des témoins se trouvent disposés sur cinq colonnes, dans toute la largeur du document. Les deux colonnes que nous donnons en premier lieu se trouvent à la gauche du lecteur, les trois autres à la droite. Dans la dernière colonne seulement, les deux derniers noms, et principalement le dernier, sont de lecture plus ou moins douteuse.

marchysi in Crumbricca. Et terra in Haspra . & in siegingehem . & æcclesia in alta ripa . et de terra in meshem ∴ . Lotharii regis anno VII.

II.

Le roi Lothaire, à la demande du comte Baudouin, confirme les possessions de l'abbaye de Saint-Pierre, et en fait l'énumération.

L'abbaye de Saint-Pierre avait déjà obtenu précédemment un diplôme du roi Lothaire confirmant ses possessions, et édité par Van Lokeren, *Chartes et documents de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin*, I, n. 35, p. 37, Van Lokeren parle en note du diplôme que nous publions ci-dessous, et dont un texte fautif était connu par les *Annales abbatiae Sancti Petri Blandiniensis* de M. Van de Putte. « Cette charte, écrit M. Van Lokeren, qui se trouve *dans les Ann. abb. S. Petri Bland.*, p. 90, est la même que celle que nous donnons sous ce numéro, mais dans laquelle on remarque la mention de beaucoup de biens, non indiqués dans celle-ci ». Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ici le texte de ce précieux document d'après l'original lui-même. Pour l'intelligence des noms des possessions énumérées dans le diplôme, on consultera avantageusement la *Table topographique* du tome I des *Chartes et documents de l'abbaye de Saint Pierre au Mont Blandin* de M. Van Lokeren.

Un diplôme semblable, en faveur de l'abbaye de Saint-Bavon, octroyé le même jour par le roi Lothaire, se trouve dans le *Cartulaire de Saint-Bavon*, de M. Serrure, n° 6*, p. 6. Il est conçu dans des termes

à peu près identiques. Nous remarquons que M. Serrure a mal lu les noms propres de la récognition de la chancellerie : *Bezo notarius ad uicem domni edelrici* etc, tandis qu'il faut lire : *Gezo notarius ad uicem domni odelrici.*

Dans les deux diplômes dont nous venons de parler, la date est exprimée : *Datum iii° nonas mai regnante domno lothario anno xii indictione x. Actum nobiliaco felitciter*. La douzième année du règne de Lothaire s'étend du 10 septembre 965 au 9 septembre 966 ; le diplôme date, par conséquent, du 5 mai 966. L'indiction 10e est fautive ; car l'indiction de 966 est la 9e.

5 mai 966.

(M.) IN NOMINE SANCTÆ ET INDIUIDUÆ TRINITATIS LOTHARIUS GRATIA DEI REX. SI EA QUÆ FIDELES NOSTRI PRO STATU ET UTILITATE AECCLESIARUM IN LOCIS SIBI COMMISSIS STATUERINT NOSTRIS CONFIRMAMUS EDICTIS | hoc nobis procul dubio ad aeternam beatitudinem et totius regni a deo nobis commissi tutelam mansurum esse credimus . et retributorem deum exinde in futuro habere confidimus. Igitur notum sit omnibus tam presentibus quam et futuris sanctae matris aecclesiae filiis . quod iam nuper anno uidelicet | regni nostri .x.mo indictione .vi. uenerabilis comes ARNULFUS noster uidelicet consanguineus . et regni nostri marchio nobilissimus (1) . nostram adiens excellentiam humiliter petierit . ut quoddam monasterium in honorem beatorum apostolorum PETRI et PAULI constructum . situm super fluuium scaldum . quod antiquitus | uocatum est blandinium . pro cauendo eiusdem coenobii futuro periculo et monasticę religionis uigore inibi perpetualiter corroborando . nostrę auctoritatis praecepto munirem . Cuius peti-

(1) Il résulte des mots : *uenerabilis comes Arnulfus, noster uidelicet consanguineus, et regni nostri marchio nobilissimus,* que les titres de *comte* et de *marquis* ne s'excluaient pas.

cioni libenter assensum tunc prębuimus . et statuimus ut idem monasterium . cum dei auxilio a predicto uenerabili | ARN. multis opibus nobilitatum . et in melius exaltatum . iuxta eiusdem loci scripta et regalia praecepta . et apostolici priuilegii decreta in ordine monastico sub regulari disciplina res suas quiete possideret . siue eas quas uenerabilis comes ARN. de sua propria hereditate pro dei amore et animę suę | retributione . necnon et patris ac matris suae . uxorisque ac filiorum absolutione eidem contradiderat . siue illas quas antiquitus pia fidelium largitione possederat . decernentes quoque et regia auctoritate cum omni imperio precipientes . ut prefato monasterio de rebus suis aliquod dispendium nemo umquam inferre | presumeret . nec ad dominium siue prioratum eiusdem loci aliquis tyrannica usurpatione ascenderet siue pro generis nobilitate . siue turpis lucri illicita largitione . sed secundum beati patris BENEDICTI regulam . ibi abbas constitueretur . et constitutus legitima potestate uteretur. | Illarum uero nomina rerum haec sunt. Id est inprimis a portu gandensi secus scaldum fluuium usque seuuaringahem . et exinde in directum usque legiam in loco qui dicitur [*afsna*] (1). Iterumque secus eundem fluuium legiam usque ad predictum portum . in ipso quoque portu omnes mansioniles cum ęcclesia | in eo sita. Extra portum quoque secundum ambitum prefatorum duorum fluminum . nec non et ęcclesia in afsna et ęcclesia de thisla . In sikingehem mansum .i. In pago uero flandrinse meruna (2) . et cumbescura . et terram uulgangi. In pago mempisco thuringehem. In sumeringehem mansum .i. In hainaco pago | super fluuium seua uillas duas dulciaca atque niella. In pago denique bracbantinse in loco qui uocatur mella ęcclesia .i. cum appendiciis terris . et in olfna mansum .i. super fluuium scaldum . et in letha mansum .i. In pago uuasię uilla dicta themsica . super ripam scaldi . cum

(1) Le mot a complètement disparu par une forte tache. Nous le rétablissons d'après le texte du cartulaire.

(2) Mot plus ou moins douteux à cause de la tache que nous avons signalée dans la note précédente.

à peu près identiques. Nous remarquons que M. Serrure a mal lu les noms propres de la récognition de la chancellerie : *Bezo notarius ad uicem domni edelrici* etc, tandis qu'il faut lire : *Gezo notarius ad uicem domni odelrici.*

Dans les deux diplômes dont nous venons de parler, la date est exprimée : *Datum iii° nonas mai regnante domno lothario anno xii indictione x. Actum nobiliaco felitciter.* La douzième année du règne de Lothaire s'étend du 10 septembre 965 au 9 septembre 966 ; le diplôme date, par conséquent, du 5 mai 966. L'indiction 10e est fautive ; car l'indiction de 966 est la 9e.

5 mai 966.

(M.) IN NOMINE SANCTÆ ET INDIUIDUÆ TRINITATIS LOTHARIUS GRATIA DEI REX. SI EA QUÆ FIDELES NOSTRI PRO STATU ET UTILITATE AECCLESIARUM IN LOCIS SIBI COMMISSIS STATUERINT NOSTRIS CONFIRMAMUS EDICTIS | hoc nobis procul dubio ad acternam beatitudinem et totius regni a deo nobis commissi tutelam mansurum esse credimus . et retributorem deum exinde in futuro habere confidimus. Igitur notum sit omnibus tam presentibus quam et futuris sanctae matris aecclesiae filiis . quod iam nuper anno uidelicet | regni nostri .x.mo indictione .vi. uenerabilis comes ARNULFUS noster uidelicet consanguineus . et regni nostri marchio nobilissimus (1) . nostram adiens excellentiam humiliter petierit . ut quoddam monasterium in honorem beatorum apostolorum PETRI et PAULI constructum . situm super fluuium scaldum . quod antiquitus | uocatum est blandinium . pro cauendo eiusdem coenobii futuro periculo et monasticę religionis uigore inibi perpetualiter corroborando . nostrę auctoritatis praecepto munirem . Cuius peti-

(1) Il résulte des mots : *uenerabilis comes Arnulfus, noster uidelicet consanguineus, et regni nostri marchio nobilissimus,* que les titres de *comte* et de *marquis* ne s'excluaient pas.

cioni libenter assensum tunc prębuimus . et statuimus ut idem monasterium . cum dei auxilio a predicto uenerabili | ARN. multis opibus nobilitatum . et in melius exaltatum . iuxta eiusdem loci scripta et regalia praecepta . et apostolici priuilegii decreta in ordine monastico sub regulari disciplina res suas quiete possideret . siue eas quas uenerabilis comes ARN. de sua propria hereditate pro dei amore et animę suę | retributione . necnon et patris ac matris suae . uxorisque ac filiorum absolutione eidem contradiderat . siue illas quas antiquitus pia fidelium largitione possederat . decernentes quoque et regia auctoritate cum omni imperio precipientes . ut prefato monasterio de rebus suis aliquod dispendium nemo umquam inferre | presumeret . nec ad dominium siue prioratum eiusdem loci aliquis tyrannica usurpatione ascenderet siue pro generis nobilitate . siue turpis lucri illicita largitione . sed secundum beati patris BENEDICTI regulam . ibi abbas constitueretur . et constitutus legitima potestate uteretur. | Illarum uero nomina rerum haec sunt. Id est inprimis a portu gandensi secus scaldum fluuium usque seuuaringahem . et exinde in directum usque legiam in loco qui dicitur [*afsna*] (1). Iterumque secus eundem fluuium legiam usque ad predictum portum . in ipso quoque portu omnes mansioniles cum ęcclesia | in eo sita. Extra portum quoque secundum ambitum prefatorum duorum fluminum . nec non et ęcclesia in afsna et ęcclesia de thisla . In sikingehem mansum .i. In pago uero flandrinse meruna (2) . et cumbescura . et terram uulgangi. In pago mempisco thuringehem. In sumeringehem mansum .i. In hainaco pago | super fluuium seua uillas duas dulciaca atque niella. In pago denique bracbantinse in loco qui uocatur mella ęcclesia .i. cum appendiciis terris . et in olfna mansum .i. super fluuium scaldum . et in letha mansum .i. In pago uuasię uilla dicta themsica . super ripam scaldi . cum

(1) Le mot a complètement disparu par une forte tache. Nous le rétablissons d'après le texte du cartulaire.

(2) Mot plus ou moins douteux à cause de la tache que nous avons signalée dans la note précédente.

omni integritate . et bocholt cum omnibus appendiciis. | Haec igitur pia fidelium largitione locus predictus antiquitus dinoscitur possedisse . quae uero infra continentur prefatus uenerabilis comes ex propria hereditate concessisse. Id est in flandris medietatem fisci qui uocatur snellingehem . de fisco uuanebrugge .x. mansos. In loco nuncupante | buggiusela. In pago karabantinse uilla canphin . et in bracbanto idingehem mansum .i. cum ęcclesia. Nunc uero iam illo ab hac luce sublato . et ad superos ut credimus transuecto . et in iam dicto coenobio in quo scilicet iam dudum tumulatus requiescit pater materque ipsius uenerabiliter cum | coniuge sua sepulto balduinus noster eiusque consanguineus nutriciusque Arnulfi pueri filii balduini filii arnulfi maioris . me presente ac matre fratreque meo promptu uoluntatis affectu quasdam res hereditatis ipsius domini sui ARN. ob remedium animarum domini et dominę suę | predicto coenobio contulit . quarum hęc sunt nomina . uualehem cum suis appenditiis . id est bucingehem . merehaga . locin . hoika . fliringehem . moringehem . ostrehem . cum pratis . siluis . et farinariis et cambis . et uillam quoque afsna reddidit cum siluula haslod pratumque sibi adiacentem nomine | bladrameres . et similiter terram in alta ripa cum ęcclesia . uillamque crumbrugge cum omni integritate . et terram in uuildis. Nonnulla etiam propriae hereditatis idem consanguineus noster balduinus ob animae suae sed et eiusdem domini et dominae | suae saluationem commemorato felici munere contradidit coenobio quarum haec sunt nomina . beuerna in pago curtracinse super fluuium legia . et alia beuerna cum aecclesia . et handelingehem et teppingehem . et thrassaldingehem cum aecclesia | et stenbecca . et tatingehem cum aecclesia . et pottingehem secus fluuiolum fiue . et forestum methela ubi possunt saginari mille porci . et sausele ubi quadringenti . et frigelingehem quam uendidit ei abba . et in foresto feret siluam iuxta fluuiolum | fifta ubi .cccc^{ti}. His ergo omnibus conlatis nostram adiit excellentiam petens haec quoque et quae uidelicet ex domini sui . uel quae de proprii iuris contradiderat hereditate . nostrae

auctoritatis corroborari imperio. | Nos uero eius nihilominus annuentes saluberrimis peticionibus interuentu etiam dilectę matris nostrae gerbergae. sed et amabilis coniugis nostrae hemmae illius deo dignam adimpleuimus postulationem. precauentesque | antiqui hostis insidias quibus seruorum dei quietem conturbare et multiformi calliditate molestari nititur reverendo abbati Uuomaro. et eiusdem loci fratribus hanc nostrae auctoritatis tutelam contra uenturae perturbationis | iacu'a opponendam concessimus. Videlicet ut predicto abbati eiusque fratribus de rebus prelibati loci. nullus sęcularium. siue clericorum. siue laicorum. non quilibet princeps uim aliquam inferat. nullusque iudex publicus. nec quislibet | ex iudiciaria potestate in aecclesias aut loca uel agros seu reliquas possessiones memorati coenobii quod moderno tempore infra dicionem imperii nostri iuste et rationabiliter possidet. uel ea quę deinceps in iure ipsius loci uoluerit diuina | pietas augeri. ad causas audiendas. uel freda. aut tributa exigenda. uel mansiones. aut paradas faciendas. aut fide iussores tollendos. aut homines eiusdem monasterii tam ingenuos quam seruos super terram ipsius comma | nentes absque abbatis iussu distringendos uel ullas redibitiones. aut illicitas occasiones requirendas. nostris et futuris temporibus ingredi ualeat. uel ea quae supra memorata sunt penitus exigere presumat | nec de ordinationibus monasterii sui nisi ab eo rogatus secundum regulam sancti benedicti se quisquam intermittat. Quieto itaque iure cuncta quae possident. et quae deo auxiliante adquisituri siue adepturi sunt | usibus eorum deseruiant. quatinus absque penuria tam pro anima uenerabilis arnulfi. quam etiam pro totius regni nostri quiete et utilitate. diuinis laudibus incubantes domini clementiam exorent. | Quisquis igitur contra huius nostrae preceptionis munimen quod minime futurum credimus aliquid sinistrum molitus fuerit. primo omnipotentis dei iram incurrat. et iudicio fidelium conuictus | reatus sui poenam exsoluens. centum auri libras coactus predicto monasterio reddat. et quod illicite temptauit frustretur. et inane fiat. et ut firmius maneat

incouuulsumque seruetur | hoc ei preceptum fieri iussimus et anulo nostri palatii supter firmantes iussimus insigniri.

Signum domni lotharii (M.) gloriosissimi regis.

Gezo notarius ad uicem domni odelrici archiepiscopi summique cancellarii recognouit et subscripsit.

Datum iii° nonas mai regnante domno lothario anno xii indictione x. Actum nobiliaco felitciter.

Original sur parchemin, muni encore du sceau placard, en cire blanche, du roi Lothaire. On y voit le buste du roi, avec la légende : † LOTHARIVS DEI GRACIA REX FRANCORVM.

—

UNE GÉNÉALOGIE DES MARQUIS OU COMTES DE FLANDRE PENDANT LE Xe SIÈCLE.

Sur le dos du diplôme du roi Lothaire qui précède, on lit, en caractères de la fin du xe ou du commencement du xie siècle, la courte généalogie des marquis de Flandre que nous reproduisons ici le plus fidèlement possible. Cette curieuse note a déjà été donnée par M. l'abbé Vande Putte dans les *Annales de la Société d'Émulation de la Flandre occidentale*, 1re série, III, p. 228, et 2e série, III, pp. 69-70; et elle a été également imprimée dans les *Monumenta Germaniae historica*, *Scriptorum* IX, p. 304.

Elle fut, sans aucun doute, inscrite sur le dos du diplôme du roi Lothaire pour expliquer le passage suivant qu'on lit dans ce document : *Nunc uero iam illo* [scilicet Arnulfo] *ab hac luce sublato, et ad superos, ut credimus, transuecto, et in iam dicto coenobio, in quo scilicet iam dudum tumulatus requiescit*

pater materque ipsius uenerabiliter cum coniuge sua sepulto, Balduinus noster eiusque consanguineus, nutriciusque Arnulfi pueri, filii Balduini, filii Arnulfi majoris, etc.

Arnulfus marchio magnus qui dicebatur contractus . ex adela filia hereberti comitis uirmandorum filium ge | nuit nomine Balduuinum. Qui Balduuinus ex Mathilde filium genuit nomine Arnulfum minorem | Et immatura morte preuentus morbo uariorum periit . Sed Arnulfus maior filium ejusdem Balduuini minorem | scilicet Arnulfum consanguineo suo Balduino cognomento Baldzoni nutriendum et custodiendum tradidit | eundemque Baldzonem regimini tocius monarchię . quousque iunior Arnulfus cresceret prefecit. Hic etenim | Baldzo filius fuit Adalulfi qui erat uterinus frater Arnulfi magni eundemque Baldzonem ex concubina genuit | et per infortunium a subulco proprio in quadam silua occisus interiit. Tunc Arnulfus occisi fratris filium | sibi in loco filii adoptauit . eumque postea custodem nutriciumque nepotis sui iunioris Arnulfi constituit. Hic est ille Balduuinus cognomento Baldzo qui ex propria hereditate uillam traslingehem | cum appendiciis suis sancto Petro tradidit.

Documents relatifs a l'abbaye norbertine de Heylissem.

L'abbaye de Heylissem fut fondée, vers 1130, par Renier de Zetrud, frère de Gérard, abbé de Florennes. La communauté de biens qui avait existé entre les deux frères fut cause que des contestations s'élevèrent bientôt entre les abbayes de Florennes et de Heylissem. Quelques-uns des documents que nous donnons ci-dessous renferment des détails intéressants à ce sujet.

Nous reproduisons les documents soit d'après les originaux, soit d'après un cartulaire du XIIIe siècle, conservés aux archives du royaume à Bruxelles. Dans notre série, nous ne comprenons pas la charte d'Alexandre, évêque de Liège, que Foppens a publiée, dans le supplément aux *Opera diplomatica* de Miraeus (IV, p. 365), d'après une copie qui aurait existé aux archives de l'archevêché de Malines. Cette charte, dont nous avons cherché en vain l'original ou la copie à l'archevêché, ne figure pas dans le cartulaire primitif du XIIIe siècle; elle y a été insérée, avec beaucoup de râtures et de surcharges, à une époque très rapprochée de nous, c'est-à-dire au XVIe ou au XVIIe siècle.

M. Edg. de Marneffe, attaché aux Archives générales du royaume, s'est occupé spécialement du classement des chartes de Heylissem. Il a bien voulu nous communiquer, avec permission de les utiliser, les nombreuses notes qu'il a réunies pour la publication de l'*Inventaire des chartes de l'abbaye de Heylissem*.

Nous lui témoignons ici publiquement notre gratitude pour sa bienveillante communication.

Voyez au sujet de l'abbaye de Heylissem : 1° Van Gestel, *Historia sacra et profana archiepiscopatus Mechliniensis*, I, pp. 282-283; 2° Sanderus, *Chorographia Brabantiæ*, I, pp. 284-286; et 3° A. Wauters, *Géographie et histoire des communes belges. Canton de Tirlemont*, *communes rurales*, 1re partie, pp. 100 et 116-122.

I.

Godefroid de Cortenach senior *donne à l'abbaye de Heylissem l'église de Grimde avec toutes ses dépendances* (1).

L'authenticité de la petite charte que nous publions ici n'est pas du tout incontestable. D'abord, l'orthographe de certains mots est singulière et nullement celle des documents de la première moitié du XIIe siècle; c'est ainsi qu'on y lit deux fois le mot *eccļie* . avec la cédille sous le second *c* et non pas sous les *e*; le mot *mẹe* est cédillé sous le premier *e* et pas sous le second. Ensuite, la forme ovale très prononcée et la petitesse du sceau de Godefroid de Cortenach semblent également extraordinaires pour l'année 1132, à laquelle se rapporterait la charte.

6 mars 1132.

In nomine sancte et indiuidue trinitatis : Ego godefridus de cortenach senior tam presentibus | quam posteris Notum facio Quod ego ductus spiritu consilij sanioris volens ad plenum prouidere vtilitati | anime mẹe jnter alia que jn-

(1) Nous plaçons cet acte en 1132, comme daté d'après le style romain. Le plus ancien acte daté du style gallican, octroyé en Brabant ou dans le pays de Liège, que nous ayons rencontré, est de 1148. Nous en trouvons un grand nombre qui sont datés du style romain pendant la première moitié du XIIe siècle, au moins jusqu'en 1140.

stinctu diuino legaui ecçlesie helecinensi presentibus meis vxore et liberis | Ad huc in tali bono perseuerans proposito trado legitime et do meis heredibus annuentibus et | non contradicentibus eidem ecçlesie de helenchinis in modum testamenti perpetui omne | jus quod habebam seu habere poteram in ecclesia de Grimes cum suis attinentijs nichil | juris michi aut meis in eadem reseruando. . Interfuerunt autem presenti donationi mee Dominus | Willelmus decanus lewensis plebanus nostre ecclesie . Johannes faber de cortenach . Henricus de meinzele . et alij quam | plures. In cuius rei testimonium sigillum meum una cum sigillo predicti decani et plebani presentibus est appensum. | Acta sunt hec anno ab incarnatione domini .m°.. c° . x° x° x° ij° . pridie nonas Marcij.

Original sur parchemin, avec trois sceaux pendants à de doubles lanières de parchemin. Un seul, celui de Godefroid de Cortenach, est conservé; des deux autres il ne reste que des fragments.

II.

Alexandre, évêque de Liège, confirme la donation que Renier de Zetrud, homme noble, avait faite à l'abbaye de Heylissem d'une partie de son alleu, appelée Cappendale ou Chapeauvau, et de la moitié de la dîme de Pellaines (1).

La date de cette charte d'Alexandre de Juliers, évêque de Liège : *Actum est hoc anno dominice incarnationis m°. c°. xxxij°. Indictione .x^a^. concurrente v°. epacta.j^a^. Regnante lutthero anno regni eius .viij°, presidente Rome. Innocentio anno pontificatus eius .iij°. presulatus autem mei anno secundo*, présente une certaine difficulté. Toutes les indica-

(1) *Ce document est intitulé dans le cartulaire :* Hic Renerus uir nobilis de setrut confert ecclesie helencinensi partem allodij in cappendale et medietatem ecclesie de pellines . quod alexander leodiensis episcopus testatur et confirmat per presentes.

tions chronologiques, à l'exception de la dernière, correspondent à l'année 1132, dont l'indiction est la 10e, l'épacte 1 et le concurrent 5. La 8e année du règne de Lothaire III s'étend du 13 septembre 1132 au 12 septembre 1133, et la 3e année du pontificat d'Innocent II, du 23 février 1132 au 22 février 1133. La charte doit donc être fixée en 1132, après le 12 septembre, puisque la 8e année de Lothaire III ne commençait que le 13 septembre. La 2e année de l'épiscopat d'Alexandre de Juliers, évêque de Liège, que le copiste du cartulaire écrit en toutes lettres *anno secundo*, est évidemment une erreur, qui s'explique d'ailleurs facilement par une observation paléographique. Les quatre derniers mois de l'année 1132, desquels date la charte, correspondent à la *cinquième* année de l'épiscopat d'Alexandre, qui s'étend du 18 mars 1132 au 17 mars 1133. Le copiste qui avait devant lui *anno u°*, c'est-à-dire *anno quinto*, a pris les deux jambages de l'*u* pour pour deux *ii* et a lu *ii°*, c'est-à-dire *secundo*.

Plusieurs chartes d'Alexandre, évêque de Liège, sont datées d'une manière semblable, avec un grand luxe de notes chronologiques. Les trois suivantes fournissent un bon point de comparaison pour la correction de l'année de l'épiscopat d'Alexandre dans la charte de Heylissem qui nous occupe : 1° la charte de 1130, en faveur de l'abbaye de Floreffe, publiée dans V. BARBIER, *Histoire de l'abbaye de Floreffe*, 2e éd., II, pp. 7-8; 2° la charte de 1131 en faveur de l'abbaye de Brogne, publiée dans les *Annales de la Société archéologique de Namur*, V, pp. 430-434, et 3° la charte de la même année, en faveur de Flône, publiée dans les *Analectes*, XXIII, pp. 292-294.

1132, après le 12 septembre.

In nomine patris. etc. Ego Alexander dei gratia leodiensis episcopus. Notum facio tam futuris quam presentibus quod Renerus de setruit uir nobilis tradidit partem allodij sui que dicitur cappendale et dimidiam partem ecclesie de pellines

ecclesie beate marie de helencines mediante Gerardo . fratre suo uenerabili florinensi abbate . me presente legitima donatione ob remedium anime sue . cum ea libertate qua illa tenebat patrimoniali . et proprietario iure . uidelicet ut in omnibus utilitati et uoluntati fratrum deo inibi sub regula beati augustini de ordine premonstrati seruientium applicetur . et nullum super hijs bonis que de manu eius descenderunt in cappendale sicut predictum est et in ecclesia de pellines impedimentum fratres patiantur quia absolute traditum ab ipso inconuulse conseruari ecclesie optauit futuris temporibus in perpetuum . Cuius deuotionem nos approbantes et ratum in omnibus esse uolentes: sigilli nostri impressione cartam donationis huius confirmauimus . et auctoritate a deo nobis concessa omnes super hoc eos inquietare presumentes . nisi resipiscatur . anathematis sententia condempnauimus. Actum est hoc anno dominice incarnationis . m° . c° . xxxij° . Indictione . x^{a} . concurrente . v° . epacta . j^{a} . Regnante lutthero . anno regni eius . viij° . presidente rome . Innocentio . anno pontificatus eius . iij° . presulatus autem mei anno secundo . Huius rei testes sunt. Steppo prepositus. Renzo decanus. Dodo et hermannus . archidiaconi . Nicholaus prepositus sancti dyonisij . et arnulphus de eika . et Rembaldus prepositus sancti Johannis . Wazo et Johannes de louierual canonici . . Comes Giselbertus de duras . et arnulphus de los . et Wigerus aduocatus . et Anselmus de hunafia et alij multi de familia . Widericus de prato . et lambertus et arnulphus et alij multi.

Cartulaire, fol. 50 v°.

III.

Le pape Innocent II approuve la fondation d'un monastère selon la règle de saint Augustin et l'institut des religieux prémontrés de Floreffe, faite dans l'église que Renier de Zetrud avait construite, dans son alleu d'Opheylissem, en l'honneur de la sainte Vierge Marie. Il prend aussi sous sa protection les possessions présentes et futures de l'établissement naissant.

3 mai 1135.

INNOCENTIUS episcopus seruus seruorum dei. Dilecto filio. Rainerio . salutem . et apostolicam benedictionem . Religiosis desiderijs facilis est prebendus assensus . ut fide- | lis deuotio celerem sortiatur effectum . Quia igitur dilecte in domino fili . Raineri . ob peccatorum tuorum ueniam promerendam . ęcclesiam ad honorem sanctę | dei genitricis Marię . ut iuxta beati Augustini regulam . et formam religionis florefiensium fratrum omnipotenti deo inibi seruiatur : in proprio allodio | quod elicinis superius dicitur construxisti . propositum tuum ac desiderium in domino collaudamus . et ad idem propensius exequendum omnimodis ex- | hortamur. Nos autem tuis iustis postulationibus clementer annuimus . et ut ordo canonicus in prefata ęcclesia perpetuis tempori | bus conseruetur : presenti decreto sancimus. Statuimus etiam . ut possessiones et bona quę eidem ęcclesie a te seu ab alijs religiosis ui- | ris collata sunt : uel in futurum prestante domino offerri contigerit . firma fratribus qui inibi domino famulantur et illibata permaneant. Nulli ergo | omnino hominum fas sit predictum ordinem in prenominata ęcclesia infringere . vel mutare . aut ausu temerario perturbare . uel bona eius | auferre . minuere . aut quibuslibet molestijs fatigare. Salua nimirum diocesani episcopi reverentia. Siquis autem huic nostre | constitutioni audacter uel temerarie contraire temptauerit . nisi congrue satisfecerit . indignationem beatorum apo- | stolorum. Petri . et

Pauli . se nouerit incursurum. Data Pisis . v . Non . Maij. Jncarnationis dominicę. Anno . M° . c° . xxx° . v° . Pontificatus domni | JNNoc. PP. ii. anno. v°. (1).

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb, avec la légende : INNO | CENTIVS | PP. II. attachée par un cordon de soie jaune et rouge.

IV.

Le pape Eugène III à la demande de Gerland, abbé de Floreffe, approuve la fondation de l'abbaye de Heylissem établie d'après la règle de saint Augustin et l'institut des frères de Floreffe. Il confirme, en outre, l'abbaye dans ses possessions.

La bulle d'Eugène III que nous publions ici présente beaucoup d'intérêt. D'abord elle est donnée le même jour et conçue dans les mêmes termes qu'une bulle semblable accordée en faveur de l'abbaye norbertine de Parc, près de Louvain. Cette dernière a été publiée, mais d'une manière très incorrecte, dans la *Svmmaria cronologia insignis ecclesiæ Parchensis*, pp. 36-39. Au moyen du texte de la bulle en faveur de Heylissem, que nous reproduisons ici d'après l'original, il sera facile de corriger et de compléter celle en faveur de Parc, surtout en ce qui concerne les souscriptions des cardinaux, qui y laissent beaucoup à désirer.

La bulle de Heylissem offre, en outre, un curieux exemple de faute de transcription. Ces fautes sont extrêmement rares dans les actes pontificaux ; car on n'ignore pas avec quel soin la chancellerie des souverains pontifes faisait collationner par ses employés toutes les pièces qu'elle expédiait. Malgré toutes ces précautions minutieuses, il arrivait encore que des erreurs

(1) Les derniers mots se trouvent sous le pli, à droite, dans un angle |____.

se glissaient dans les expéditions officielles des bulles, et même dans les parties les plus importantes, par exemple dans les formules de date. Nous connaissons une bulle où le millésime est de dix unités inférieur à l'année réelle, par suite de l'omission involontaire d'un *x*. Dans la bulle d'Eugène III, qui nous occupe en ce moment, l'original porte fautivement : *pontificatus uero domni Eugenij .ij. pape anno primo*, au lieu de *Eugenij .iij.* L'erreur peut trouver plus ou moins son explication dans cette circonstance que la bulle en faveur de Heylissem est une des premières du pontificat d'Eugène III.

La bulle nous prouve aussi que la chancellerie pontificale suivit, pendant le pontificat d'Eugène III, le style florentin, qui commençait l'année le 25 mars. Lucius II, le prédécesseur d'Eugène III, mourut le 15 février 1145; il résulte évidemment de là que la bulle ci-dessous est donnée le 10 mars 1145 (nouveau style).

Le document est en très mauvais état. Nous suppléons, au moyen du cartulaire, en les plaçant entre crochets, les parties de phrases devenues illisibles.

10 mars 1145 (nouveau style).

EUGENIUS EPISCOPUS SERUUS SERUORUM DEI : DILECTIS FILIIS ERMENRICO ABBATI DE HELENCINS SUPERIORI . EIUSQUE FRATRIBUS TAM PRESENTIBUS QUAM FUTURIS REGULAREM UITAM PROFESSIS IN PPM ; | Desiderium quod ad religionis propositum et animarum salutem pertinere monstratur . animo nos decet libenti concedere : et petentium desiderijs congruum impertiri suffragium. Eapropter dilecti | in domino filij religiosi uiri Gerlandi floreffiensis abbatis precibus inclinati : prefatum locum in quo diuino mancipati estis obsequio : sub beati Petri et nostra protectione su- | scipimus : et presentis scripti priuilegio communimus. In primis siquidem statuentes ut in ecclesia ibidem ad honorem sanctę dei genitricis Marie constructa : iuxta propositum | ac deuotionem nobilis uiri Rainerij ipsius loci fundatoris ordo canonicus

secundum beati Avgustini regulam et formam religionis floreffensium fratrum perpetuis temporibus | inuiolabiliter conseruetur. Preterea quascumque possessiones quecumque bona in presentiarum iuste et canonice possidetis . aut in futurum concessione pontificum . largitione regum | uel principum . oblatione fidelium uel alijs iustis modis deo propitio poteritis adipisci ꞉ firma uobis uestrisque successoribus et illibata permaneant . In quibus hęc proprijs | duximus exprimenda [uocabulis . curtem de cappendal] cum adiacentibus sibi nemoribus . Jus uestrum in ecclesia de pellens . et in [ecclesia de Grimdis] cum earum appenditijs. Sar- | tum de [budinges . et omnia ad illud pertinentia cum tota] decima. Mansum unum terrę quod aldeuort adiacet. Sane [laborum uestrorum quos proprijs] manibus aut sumpti- | bus colitis . [siue de nutrimentis uestrorum animalium] nullus omnino clericus uel laicus decimas a uobis exigat. [Prohibemus autem] ut nulli fratrum uestrorum | post factam professionem absque abbatis et capituli sui licentia ad alia loca discedere liceat . discedentem uero nullus audeat retinere. Decernimus ergo | ut nulli omnino hominum liceat eundem locum temere perturbare . aut eius possessiones auferre . uel ablatas retinere . minuere . aut aliquibus uexa- | tionibus fatigare . sed omnia integra conseruentur . eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt . usibus omnimodis profutura. | Salua diocesani episcopi canonica iustitia . et apostolice sedis auctoritate. Siqua igitur in futurum ecclesiastica secularisue per- | sona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere uenire temptauerit ꞉ secundo tercioue commonita si non satisfactione | congrua emendauerit . potestatis honorisque sui dignitate careat . reamque se diuino iudicio existere . de perpetrata iniquitate cogno- | scat . et a sacratissimo corpore ac sanguine dei . et domini redemptoris nostri ihv xpi aliena fiat . atque in extremo examine districte | ultioni subiaceat . Cunctis autem eidem loco iusta seruantibus . sit pax domini nostri ihv xpi . quatinus et hic fructum | bone actionis percipiant . et apud districtum iudicem premia eterne pacis inueniant. Amen. Amen. Amen.,

Rota	Ego Eugenius	*Monogramme :*
avec la légende :	catholicę	BENE VALETE
† Fac mecum dñe	ecclesię episcopus	
signum in bonum	subscripsi	

† Ego Conradus sabinensis episcopus subscripsi.
† Ego Theoduwinus sanctę rufinę episcopus subscripsi.

† Ego Thomas presbiter cardinalis tituli vestine subscripsi.
† Ego Aribertus, presbiter cardinalis [tituli sancte anastasie subscripsi].
† Ego Hvgo sancte Romane ecclesie presbiter cardinalis tituli sancti [laurencij] in lucina subscripsi.
† Ego Vbaldus presbiter cardinalis tituli sancte crucis in ierusalem subscripsi.
† Ego Guido presbiter cardinalis tituli pastoris subscripsi.

† Ego Guido diaconus cardinalis sanctorum Cosme et Damiani subscripsi.
† Ego Octauianus diaconus cardinalis sancti Nicolay in carcere tulliano subscripsi.
† Ego Johannes cardinalis sancte marie [noue subscripsi] (1).

Datum Narnie per manum Robertj sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii .vj. Id. Martij. Indictione .viij. Incarnationis dominice anno m° c° xl° iiij°. Pontificatus uero domni Evgenij .ij. pape anno primo.;

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb avec la légende EV | GENIVS | PP. III., attachée par un cordon de soie rouge et jaune.

(1) Les signatures des deux cardinaux évêques se trouvent au milieu, au-dessous du nom du souverain pontife; celle des cinq cardinaux prêtres à la gauche, et celle des trois cardinaux diacres à la droite du lecteur.

V.

Henri de Leyen, évêque de Liège, confirme les donations suivantes faites à l'abbaye de Heylissem : les 5/8 de l'église de Bunsbeek, la moitié de l'église de Linsmeau, une dîme novale à Budingen, un nouveau sart à Op- et Neervelp, le vallon de Mollendael, le tiers de l'église de Glabbeek, quatre manses à Attenrode, trois bonniers de terre à Noduwez, un manse et quatre bonniers à Pellaines, et un manse allodial à Geest (1).

Sans date (mai 1145 — octobre 1164).

In nomine etc. Ego heinricus dei gratia secundus leodiensis episcopus. Notum omnibus facio tam presentibus quam futuris . quod dominus Willelmus de birbaico pro remedio anime sue suorumque predecessorum dedit ecclesie de helenciuis quartam partem ecclesie de bunsbeke . cuius exemplum sequens domina Juliana eiusque filij . aliam quartam partem: et inter dominum Walterum de bunsbeke et richardum quartam partem alterius dimidie partis eidem ecclesie tradiderunt. Prefatus etiam Willelmus apud linsmeal dimidiam partem ecclesie . et apud budinges decimam que dicitur noua quia de nouis sartis accepta dedit sepememorate ecclesie. Addidit quoque hiis idem Willelmus cum suis participantibus apud fleppiam nouum sartum datum ipsi ecclesie in hereditatem pro censu .xij. denariorum . qui et decimam omnem absoluunt et uallem de mollendal . cum cauda. Item anselmus de aurendor dedit ipsi ecclesie terciam partem ecclesie de glabeka et apud aterode quatuor mansos terre sub censu quindecim solidorum. Item apud

(1) *Le document est intitulé dans le cartulaire* : Hic datur nobis ecclesia de bunsbeke in tribus partibus, et dimidia pars ecclesie de linsmeal . et apud budengen decima noua de sartibus . et apud fleppiam decimam *(sic)* noua et tercia pars ecclesie de glabeke . et apud aterode quatuor mansi terre . apud nodoweis tria bonuaria terre . apud pellines mansus terre et quatuor bonuaria . item apud gest mansus allodij.

hodoweis pro anima heinrici de mariles data sunt ei tria terre bonuaria. Item Radulphus de Yscha dedit et apud pellines unum mansum terre et quatuor bonuaria. Beatrix quoque de gest dedit ei ibidem unum mansum allodij.

Cartulaire, fol. 92 r°.

VI.

***Le chapitre de Saint-Jean-l'Évangéliste, à Liège, cède à l'abbaye de Heylissem un moulin situé à* Rosyeres, *aujourd'hui Geest-Gérompont* (1).**

La date de la charte ci-dessous est exprimée de la manière suivante : *Acta sunt hec anno incarnationis dominicę .m. c. l. ii°. indictione prima*, etc. On remarque dans l'original une râture importante au millésime. Le copiste avait écrit d'abord *m. c. l. iii°*, c'est-à-dire 1153; puis le dernier *i* a été effacé de sorte que le millésime est devenu 1152. Comme l'indiction 1re correspond à 1153 et non pas à 1152, il y a là un fait chronologique que nous devons examiner attentivement. Au premier moment, on pourrait croire que la charte date d'un des derniers mois de l'année, après que l'indiction avait déjà changé. Cette hypothèse nous paraît peu probable, car nous savons qu'à cette époque, comme précédemment et plus tard, l'indiction ne changeait dans la chancellerie épiscopale de Liège qu'à la Noël (2). Nous pensons plutôt que la charte est datée d'après le style gallican qui avait commencé à être suivi à Liège vers le milieu du XIIe siècle. Peut-être le

(1) Voyez au sujet du moulin de *Rosyeres*, à Geest-Gérompont, A. Wauters, *Canton de Perwez*, p.161.

(2) A l'appui de cette assertion nous citerons : 1° une charte synodale de l'évêque Théoduin, du 28 octobre 1050 (*Analectes*, XVI.pp.6-7); 2° une charte d'Otbert, du 13 décembre 1107 (Misson, *Chapitre noble de Sainte-Begge à Andenne*, pp. 288-289; 3° une charte de Rodolphe, du 2 décembre 1171 (Martène et Durand, *Amplissima collectio*, I, col. 884), où il faut évidemment lire *indictione iva* au lieu de *via*.

secundum beati Avgustini regulam et formam religionis floreflensium fratrum perpetuis temporibus | inuiolabiliter conseruetur. Preterea quascumque possessiones quecumque bona in presentiarum iuste et canonice possidetis . aut in futurum concessione pontificum . largitione regum | uel principum . oblatione fidelium uel alijs iustis modis deo propitio poteritis adipisci : firma uobis uestrisque successoribus et illibata permaneant . In quibus hęc proprijs | duximus exprimenda [uocabulis . curtem de cappendal] cum adiacentibus sibi nemoribus . Jus uestrum in ecclesia de pellens . et in [ecclesia de Grimdis] cum earum appenditijs. Sar- | tum de [budinges . et omnia ad illud pertinentia cum tota] decima. Mansum unum terrę quod aldeuort adiacet. Sane [laborum uestrorum quos proprijs] manibus aut sumpti- | bus colitis . [siue de nutrimentis uestrorum animalium] nullus omnino clericus uel laicus decimas a uobis exigat. [Prohibemus autem] ut nulli fratrum uestrorum | post factam professionem absque abbatis et capituli sui licentia ad alia loca discedere liceat . discedentem uero nullus audeat retinere. Decernimus ergo | ut nulli omnino hominum liceat eundem locum temere perturbare . aut eius possessiones auferre . uel ablatas retinere . minuere . aut aliquibus uexa- | tionibus fatigare . sed omnia integra conseruentur . eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt . usibus omnimodis profutura. | Salua diocesani episcopi canonica iustitia . et apostolice sedis auctoritate. Siqua igitur in futurum ecclesiastica secularisue per- | sona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere uenire temptauerit : secundo tercioue commonita si non satisfactione | congrua emendauerit . potestatis honorisque sui dignitate careat . reamque se diuino iudicio existere . de perpetrata iniquitate cogno- | scat . et a sacratissimo corpore ac sanguine dei . et domini redemptoris nostri ihu xpi al[illegible] fiat . atque in extremo examine districte | ultioni s[illegible] Cunctis autem eidem loco iusta seruantibus . sit pax [illegible] nostri ihu xpi . quatinus et hic fructum | bone a[illegible] percipiant . et apud districtum iudicem premia [illegible] inueniant. Amen. Amen. Amen..

Rota avec la légende : † Fac mecum dñe signum in bonum	Ego Eugenius catholicę ecclesię episcopus subscripsi	*Monogramme :* BENE VALETE

† Ego Conradus sabinensis episcopus subscripsi.
† Ego Theoduwinus sanctę rufinę episcopus subscripsi.

† Ego Thomas presbiter cardinalis tituli vestine subscripsi.
† Ego Aribertus, presbiter cardinalis [tituli sancte anastasie subscripsi].
† Ego Hvgo sancte Romane ecclesie presbiter cardinalis tituli sancti [laurencij] in lucina subscripsi.
† Ego Vbaldus presbiter cardinalis tituli sancte crucis in ierusalem subscripsi.
† Ego Guido presbiter cardinalis tituli pastoris subscripsi.

† Ego Guido diaconus cardinalis sanctorum Cosme et Damiani subscripsi.
† Ego Octauianus diaconus cardinalis sancti Nicolay in carcere tulliano subscripsi.
† Ego Johannes cardinalis sancte marie [noue subscripsi] (1).

Datum Narnie per manum Robertj sancte Romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii .vj. Id. Martij. Indictione .viij. Incarnationis dominice anno m° c° xl° iiij°. Pontificatus uero domni Evgenij .ij. pape anno primo.;


sur parchemin, muni de sa bulle en
légende ... GENIVS | PP. III., atta-
... ge et jaune.

... trouvent au milieu,
... des cinq cardinaux
... diacres à la ...

V.

Henri de Leyen, évêque de Liège, confirme les donations suivantes faites à l'abbaye de Heylissem : les 5/8 de l'église de Bunsbeek, la moitié de l'église de Linsmeau, une dîme novale à Budingen, un nouveau sart à Op- et Neervelp, le vallon de Mollendael, le tiers de l'église de Glabbeek, quatre manses à Attenrode, trois bonniers de terre à Noduwez, un manse et quatre bonniers à Pellaines, et un manse allodial à Geest (1).

Sans date (mai 1145 — octobre 1164).

In nomine etc. Ego heinricus dei gratia secundus leodiensis episcopus. Notum omnibus facio tam presentibus quam futuris . quod dominus Willelmus de birbaico pro remedio anime sue suorumque predecessorum dedit ecclesie de helenciuis quartam partem ecclesie de bunsbeke . cuius exemplum sequens domina Juliana eiusque filij . aliam quartam partem: et inter dominum Walterum de bunsbeke et richardum quartam partem alterius dimidie partis eidem ecclesie tradiderunt. Prefatus etiam Willelmus apud linsmeal dimidiam partem ecclesie . et apud budinges decimam que dicitur noua quia de nouis sartis accepta dedit sepememorate ecclesie. Addidit quoque hiis idem Willelmus cum suis participantibus apud fleppiam nouum sartum datum ipsi ecclesie in hereditatem pro censu .xij. denariorum . qui et decimam omnem absoluunt et uallem de mollendal . cum cauda. Item anselmus de aurendor dedit ipsi ecclesie terciam partem ecclesie de glabeka et apud aterode quatuor mansos terre sub censu quindecim solidorum. Item apud

(1) *Le document est intitulé dans le cartulaire :* Hic datur nobis ecclesia de bunsbeke in tribus partibus, et dimidia pars ecclesie de linsmeal . et apud budengen decima noua de sartibus . et apud fleppiam decimam *(sic)* noua et tercia pars ecclesie de glabeke . et apud aterode quatuor mansi terre . apud nodoweis tria bonuaria terre . apud pellines mansus terre et quatuor bonuaria . item apud gest mansus allodij.

nodoweis pro anima heinrici de mariles data sunt ei tria terre bonuaria. Item Radulphus de Yscha dedit et apud pellines unum mansum terre et quatuor bonuaria. Beatrix quoque de gest dedit ei ibidem unum mansum allodij.

Cartulaire, fol. 92 r°.

VI.

Le chapitre de Saint-Jean-l'Évangéliste, à Liège, cède à l'abbaye de Heylissem un moulin situé à Rosyeres, *aujourd'hui Geest-Gérompont* (1).

La date de la charte ci-dessous est exprimée de la manière suivante : *Acta sunt hec anno incarnationis dominicę .m. c. l. ii°. indictione prima*, etc. On remarque dans l'original une râture importante au millésime. Le copiste avait écrit d'abord *m. c. l. iii°*, c'est-à-dire 1153; puis le dernier *i* a été effacé de sorte que le millésime est devenu 1152. Comme l'indiction 1re correspond à 1153 et non pas à 1152, il y a là un fait chronologique que nous devons examiner attentivement. Au premier moment, on pourrait croire que la charte date d'un des derniers mois de l'année, après que l'indiction avait déjà changé. Cette hypothèse nous paraît peu probable, car nous savons qu'à cette époque, comme précédemment et plus tard, l'indiction ne changeait dans la chancellerie épiscopale de Liège qu'à la Noël (2). Nous pensons plutôt que la charte est datée d'après le style gallican qui avait commencé à être suivi à Liège vers le milieu du XIIe siècle. Peut-être le

(1) Voyez au sujet du moulin de *Rosyeres*, à Geest-Gérompont, A. WAUTERS, *Canton de Perwez*, p. 161.

(2) A l'appui de cette assertion nous citerons : 1° une charte synodale de l'évêque Théoduin, du 28 octobre 1050 (*Analectes*, XVI. pp. 6-7); 2° une charte d'Otbert, du 13 décembre 1107 (MISSON, *Chapitre noble de Sainte-Begge à Andenne*, pp. 288-289; 3° une charte de Rodolphe, du 2 décembre 1171 (MARTÈNE et DURAND, *Amplissima collectio*, I, col. 884), où il faut évidemment lire *indictione iva* au lieu de *via*.

rédacteur de l'acte avait-il écrit d'abord *m. c.liii*; plus tard, en collationnant la mise au net de l'acte sur la minute, il se sera aperçu de son erreur, et aura fait disparaître le dernier *i*. Dans cette supposition, qui ne manque pas de probabilité, la charte devrait être placée au commencement de l'année 1153, avant le 19 avril.

1153, avant le 19 avril.

Drogo prepositus . Goscelinus dekanus . ceterique fratres ecclesię sancti iohannis evangelistę . que est in insula leodiensi . tam futuris quam presentibus in perpetuum | Juris ratio et equitatis ordo exigit . ut semel in domino peracta . perfectionis suę statum omni tempore obtineant. Notum igitur facimus . quod Gerardus uenerabilis abbas | de heilencyenes molendinum in uilla de Rosyeres . sibi et ecclesię suę perpetuo possidendum . hereditario iure a nobis acquisiuit . hac conditionis | pactione . ut duos modios siliginis . et duos ordei . in festo sancti martini . obędientiario nostro . ad mensuram leodiensis modii soluat . et officinam molendini. | construendo et restruendo impensa sua . absque aliqua imminutione annui census . retineat. Preterea quia decursus aquę superioris molendini . eiusdem | heilincynensis ecclesię . ab uno latere in terram nostram exstagnabat . hac incommodi recompensatione . pactus est nobis in persona ecclesię suę . iiii^or . denarios leodiensis monetę . | et totidem capones . singulis annis . infra . iiii^or . dies natiuitatis domini . dare. et nos concessimus fieri collectiones aquarum ad uiuarium piscium | procurandum . absque occupatione fructuarię terrę pratorum scilicet uel agrorum. Cum igitur predictus Gerardus diem obierit . successor eius . | quicumque abbas eiusdem heilencyenes fuerit . infra quadraginta dies ordinationis suę . ad capitulum nostrum ueniet . et donum | predicti molendini . et viuarii . de manu prepositi accipiet . et pro requisitione . libram piperis preposito . fratribus dimidiam amam uini | dabit. Si uero in requisitione uel in censu soluendo negligens fuerit . iuditium terrariorum nostrorum qui secundum uulgarem editionem | uestiti dicuntur . subibit .

Horum testes sunt . Waltherus sacerdos . Diaconi . Hillinus . Berengerus . Bernardus cantor . | magister scolarum . Benedictus . Subdiaconi . Emilius . Heinricus . Nicholaus . et ceteri.

Et ne lapsu temporum horum etiam elabatur memoria . transactiones horum presenti pagina conscripsimus . et paginam ipsam impressione | sygilli ecclesię nostrę . aduersus omnem calumpniam communiuimus.

Acta sunt hec anno incarnationis dominicę . m. c. l. iiº. indictione prima presidente leodiensi episcopio | Heinrico secundo feliciter amen ;

Original sur parchemin. Sceau plaqué détruit.

VII.

Accord conclu entre Gérard, abbé de Heylissem, et Udelin, abbé de Villers, relativement à l'exploitation de deux grangiae, *situées l'une à Seumay sous Perwez* (1), *l'autre à Mellemont sous Thorembais-les Béguines* (2) *et appartenant respectivement à leurs monastères.*

1153.

IN NOMINE SANCTE ET INDIUIDVÆ TRINITATIS EGO GERARDVS ABBAS DE HELCI | nis . et ego vdelinus abbas de uillari . omnibus fidelibus tam presentibus quam futuris inperpetuum. Debent ea que pacis | studio uel utilitatis causa precedentium statuit auctoritas . tanta ratione firmari : ne sequacium ualeant obliuione | deleri . aut leuitate uariari. Ea propter memorię tradimus futurorum . quod ęcclesię nostrę duas grangias possiderunt . ęcclesia | uidelicet de helcinis unam quę dicitur svmains . et ęcclesia de uillari unam in territorio de hemelini monte : quarum | nec affinitas tanta erat ut multum altera posset obesse alteri . nec iterum tanta dis-

(1) Voyez pour Seumay, A. WAUTERS, *Canton de Perwez*, p. 14.

(2) Voyez pour Mellemont ou Emmellemont, A. WAUTERS, *Canton de Perwez*, p. 144.

tantia quin secundum constitutionem . quę inter | cistercienses et premonstratenses statuta est . aliqua forte posset controuersia generari. Perpendentes itaque neutram | discordia uel disceptatione profecturam utrique autem concordiam et pacem profuturam . unanimi consilio et consensv . et | fratrum utriusque ęcclesię pari ut opus est assensv benigne concedimus et firmiter statuimus : ut utraque grangia perpetuo perse- | ueret . adimplietur si potest. Vt autem hoc inconuulsvm permaneat . scripto firmamus . cyrographi partitione titu- | lamus . sigillorum nostrorum impressione munimus et testium subscriptione roboramus. SIGNVM . | ARNVLFI abbatis de Gemblaco . FRANCONIS abbatis de Hon . (1) SIGNVM . GERLANDI abbatis de floreffia . | LUCE . abbatis de Cornelimonte . PHILIPPI abbatis de parco. ACTVM DOMINICE INCARNATIONIS | ANNO. .M°. .C°. L III°.

Chirographe sur parchemin avec la légende : CYROGRAPHVM, encore muni (dans l'expédition qui se conserve aux archives de l'archevêché de Malines, dans le chartrier de Villers) des sceaux des deux abbés appendus à de doubles lanières de parchemin. L'expédition du chartrier de Heylissem, aux archives générales du royaume, a perdu ses sceaux. — Nous reproduisons le texte d'après l'expédition conservée à Malines.

(1) Quelle est cette abbaye *de Hon....*, dont l'abbé Francon figure comme témoin dans la présente charte? Il n'y a pas lieu, nous semble-t-il, d'y voir une faute de transcription, puisque les deux expéditions du chirographe, celle du chartrier de Heylissem à Bruxelles, et celle du chartrier de Villers à Malines, portent identiquement le même nom. S'agit-il peut-être ici d'une abbaye norbertine, filiale de Parc, dont parle Hugo dans ses *Sacri et canonici ordinis Præmonstratensis annales*, I, p. 837, de la manière suivante : « HONBEKA : In fide catalogorum mss. et Layruëlii hoc coenobium indici nostro adscribimus » et Parcensi subdimus paternitati ; quanquam Parcensis historiographus inter filiales monasterii sui ecclesias Hombekam, alias Genberch, non computaverit »? L'existence d'une abbaye du nom de *Honbeka* est donc pour le moins très problématique. Quant à voir

VIII.

Henri de Leyen, évêque de Liège, confirme la donation du hameau, vicus, *de Seumay, sous Perwez, faite par Siger de Wavre à l'abbaye de Heylissem* (1).

1154.

In nomine sanctæ et indiuiduæ trinitatis : ego Heinricus secundus : gratia dei leodiensivm episcopus : Notum facio uni- | uersitati fidelium . quod Sigerus de Wauera tradidit ęcclesię helecinensi vicum nomine somaniam cum omni iure quod illic | habebat . tam in curtilibus . quam in molendinis . pratis. alnetis . et siluis . retenta sibi tantummodo iusta aduocatia . pro defen- | sione uidelicet ęcclesię . Quod et factum est annuentibus heredibus . idest filiis suis . cunctumque ius hereditatis inibi exfe- | stucantibus. Hanc uero traditionem suscepi egoipse in manu mea . ad opus eiusdem ęcclesię. Unde et sub anathemate inter- | dixi . ne quis in posterum presumat facere iniuriam ęcclesię memoratę super eadem possessione. quod ut ratum et incon- | uulsum permaneat. sigilli nostri impressione communiuimus. subannotatis testibus idoneis . Quorum nomina hęc sunt. | Archidiaconi . Amalricus . Balduinus . Bruno . Abbas floreffiensis . Gerlandus . Abbas Rodensis Erpo . Abbas Ever- | bodensis Andreas . Abbas de viler Vdelinus . Nobiles etiam uiri . Eustachius hasbaniensis advocatus. Erfo de Calmont. | Teodericus de argenteal . Thomas de Gest . Heinricus frater

dans *Hon* . une abréviation pour *Honnecurte*, il y a également peu de motifs : d'abord Honnecourt, situé dans le Cambrésis, est à une respectable distance de Bertrée en Brabant (aujourd'hui dans la province de Liège), où l'acte est passé; ensuite on ne trouve pas, au XII[e] siècle, un abbé du nom de Francon dans cette abbaye. La question ne nous paraît donc pas encore résolue.

(1) Ce document a été publié, d'après le cartulaire, par M. A. Wauters, dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 4[e] série, VII, pp. 342-343, mais avec plusieurs erreurs, notamment dans la date : *indictione sexta*, au lieu de *secunda*.

eius . Bonefacius de bren . Henricus de bunsbech. De familia | sancti Lantberti Wedericus de prato. Arnufus de hoio . et alii quamplures.

Anno dominicę incarnationis . m°. c°. liiii°. Indictione . ii. actum feliciter . regnante frederico . romanorvm rege avgvsto.

Original sur parchemin, muni autrefois du sceau plaqué de l'évêque, aujourd'hui détruit.

IX.

Henri de Leyen, évêque de Liège, confirme les donations suivantes, faites à l'abbaye de Heylissem : a) *par Philippe de Malèves, d'un alleu à Beaumont;* b) *par Baudouin* de Jasonie, *d'un alleu à* Vicuele; c) *par Renier de Zetrud, de l'alleu de Chapeauvau et de la moitié de l'église de Pellaines;* d) *par Thomas de Geest et Arnoul* de Bivenes, *de leur part dans la même église;* e) *par Henri de Cortenach, du quart de l'église de Grimde* (1).

1155.

In nomine sancte et indiuidue trinitatis. Quia habundante iniquitate refrigescit caritas | multorum . quo amplius malorum rapacitas . in facultates ęcclesiasticas grassatur . eo amplius muniende | sunt . et firmiori uallo roborande. Eapropter ego heinricus gratia dei leodiensis episcopus | utilitati ęcclesię prospiciens . presenti testamento notum facio tam presentibus quam | futuris . quia philippus de malauia quicquid allodij habebat in uilla quę uulgo | uocatur beazmonz eo jure et libertate qua possidebat . ęcclesię de herencienes | cum uxore et liberis legitime libereque tradidit. Balduinus uero de jasonje | allodium quod in uicuele habebat pari assensu heredum suorum eidem ęcclesię me |

(1) Cette charte a été publiée avec plusieurs erreurs dans Bets, *Histoire de la ville et des institutions de Tirlemont*, II, pp. 207-208.

presente . et manum apponente . legitima traditione penitus donauit. Preterea | reinerus de seitrut annuente uxore et filijs . allodium de capendal cum suis | appenditijs . et dimidiam partem ęcclesię de pelleines et ei pertinentia . sollempniter | et legitime affectauit. Ejus uestigia sequentes thomas de gest et arnulfus | de biuenes . quicquid in eadem ęcclesia habuerunt . legitime tradiderunt. Heinricus | uero de curtenach quartam partem ęcclesię de grimes prefate ęcclesię de herencienes. | legitima traditione applicuit. Quicumque autem hęc legitime plantata conuellere | uel subripere . uel aliqua fraude demoliri temptauerit . ęternum supplicium | et truces gehennę flammas perferat. nisi resipuerit et de injuria satisfecerit; | Testes subscripsimus . Archidiaconi . Elbertus . Reinerus . Almaricus . Liberi . | Goszuinus de falkenborch . Willelmus de bierbais . Anselmus de huneffe . | Thomas de gest . Reinerus de jacia. Acta sunt hęc anno ab in- | carnatione dominica . m°. c°. Lv. Indictione . jjj . Frederico regnante.

Original sur parchemin, muni du sceau pendant de l'évêque Henri de Leyen en cire brune.

X.

Henri de Leyen, évêque de Liège, confirme les donations faites à l'abbaye de Heylissem par l'intermédiaire d'Eustache, avoué de Saint-Lambert : a) *Gozelon de* Lius *ou Leez cède un demimanse situé à Gossoncourt;* b) *Hellin de Perwez, trois bonniers de terre;* c) *une certaine Ode se donne elle-même avec quatre bonniers de terre et une cour,* curtile, *ou ferme; enfin* d) *les héritiers de cette dernière ajoutent encore quatre autres bonniers de terre et une cour dans la villa d'*Alinjees, *c'est-à-dire Agnelée sous Perwez* (1).

1155.

Cette charte, bien qu'elle ne renferme pas dans son contexte le nom de l'évêque de Liège Henri de Leyen, émane de

(1) Voyez pour *Alinjees* ou Agnelée A. Wauters, *Canton de Perwez*, p. 2.

de ce prélat, dont elle porte encore le sceau en grande partie bien conservé. De plus, on lit sur le dos du document : *Henrici episcopi leodiensis de Gocincurt, de aliniees, de perewez*.

In nomine sancte indiuidue trinitatis. Nouerint omnes fideles tam presentes quam posteri . quod goszelo | miles de lius (1) dimidium mansium (2) terrę quod habebat in gocincurt . unde annuatim in festo sancti lamberti | in altare ipsius . ij . denarios testimonio custodis soluebat . eo iure quo possidebat ęcclesię sanctę marię | de herencienes legitime donauit . et eam heredem sibi huius possessionis substituit. Huic uero | rei assensum prebuit uxor et filij. Hellinus quoque de perousweiz . tria bonuaria terrę eidem | ęcclesię contulit . unde super altare beati lamberti unum denarium in festo ipsius persoluitur. Oda uero seipsam | cum .iiii^{or}. bonuariis terrę et .j. curtili . propinquitatis suę assensu . prefatę ęcclesię de herencienes | tradidit. Postea uero heredes eiusdem . alia .iiii^{or}. bonuaria terrę . et curtile .j. in villa quę dicitur | alinjees prenominatę ęcclesię contulerunt. Unde annuatim in festo sancti lamberti denarii .jj. soluuntur. | Si quis uero hęc instituta uiolare presumpserit . anathema sit. Hęc autem tradita sunt legitime | per manum eustacij aduocati altaris beati lamberti. Anno ab incarnatione dominica . m°. c°. lv. | Indictione .iii. Regnante Frederico.

Original sur parchemin, muni du sceau, pendant à double queue de parchemin, de l'évêque de Liège, Henri de Leyen.

(1) *Lius*, Leez, aujourd'hui Grand-Leez.
(2) La charte originale porte *mansiū*.

XI.

Rapport adressé par Wiricus, abbé de Saint-Trond, et Brunon, archidiacre de Liège, à l'antipape Victor IV, qui les avait chargés de terminer en son nom un différend relatif à la propriété de la moitié de l'église de Pellaines et de l'alleu de Chapeauvau, qui existait entre les abbés de Heylissem et de Florennes, et qui fut résolu en faveur du premier à cause de la non-comparution du dernier (1).

1161 (2).

Domino et omni ueneratione dignissimo Victori summo pontifici . W. humilis eius filius . et ecclesie sancti Trudonis seruus . et . B. archidiaconus leodiensis ecclesie maioris . cum petro regnare . et cum petro uincere et regnare. Beatitudinis uestre uenerabilis et dulcis paternitas precipiendo mandavit paruitati nostre quatinus .G. abbatem de helencinis et .W. abbatem de Florines ante nostram euocaremus presentiam . et allegationibus eorum hinc inde diligenter auditis . et cognitis super controuersia dimidietatis ecclesie de pellines et alodij de cappenual . auctoritate uestra legitimos testes quos abbas de helencinis se daturum repromiserat in presentia nostra qui predictarum possessionum donationi interfuerunt, et quod easdem iuste possideret susciperemus .

(1) *Ce document est intitulé dans le cartulaire :* Procedente tempore cum ecclesia florinensis uellet sibi uendicare elemosinam supradictam pro eo quod abbas illius ecclesie iam defunctus erat frater dicti Reneri et diu esset litigatum in curia romana tandem papa commisit causam abbati sancti Trudonis et Brunoni archidiacono leodiensi . qui facta inquisitione . rescribunt domno pape sic.

(2) Ce document ne porte pas de date. L'antipape Victor IV fut élu en octobre 1159 et mourut le 22 avril 1164. La bulle de l'antipape Victor IV, confirmant la sentence arbitrale, et que nous reproduisons sous le n° suivant, fut donnée le 1 avril 1162; elle prouve que le rapport de Wiricus et de Brunon date probablement de 1161.

et eandem causam remota omni appellatione . canonico iudicio terminaremus . Sicut precepistis et mandastis . fecimus . utrisque partibus diem prefiximus et locum in cella apud bertreis . in cuius confinio abbas uterque possessiones habet et mansiones. Die prefixa abbas de helencinis cum testibus ydoneis sicut repromiserat se presentauit . Affuit ergo (1) abbas floreffiensis .ph. abbas parcensis .G. abbas niniuensis . et liberi homines. Anselmus de boneffia (2) frater illius qui predictas dedit possessiones . et Wilermus filius eius. Alexander de helencinis et frater eius Willelmus . Balduinus . Arnoldus . Rigaldus . et alij quamplures . Jam autem urgente diei uespere . cum abbas florinensis nec ueniret nec responsalem mitteret . iudicio personarum presentium abbas helencinensis cum testibus ydoneis processit . iuramentum iuste et legitime possessionis sue fecit . testes quoque legitimi qui eidem donationi interfuerunt pari modo iurauerunt. Hijs ita peractis . iudicio omnium qui aderant auctoritate uestra . ne deinceps prefatus abbas pro hac controuersia pulsaretur. pacem ei precepimus. Dignas ergo gratias sublimitati uestre et iusticie abbas agit helencinensis . et pro iniusto grauamine pro quo gravatus est ab abbate florinensi preces fundit . ad pedes misericordie uestre quia tantum negocium exequi minime potuit sine indempnitate rerum suarum . Nos uero quos acrioribus caritatis nexibus uobis astrinxistis . coram deo pro uestra pace et incolumitate preces cotidianas multiplicamus . ut sermo dei per uos de die in diem magis . proficiat et uos ad perpetue felicitatis finem perducat. Oramus quoque sine intermissione ut cito conterat dominus satan sub pedibus uestris.

Cartulaire, fol. 51 r° et v°.

(1) Il faut lire *quoque*. La confusion du copiste provient d'une certaine similitude qui existe entre les abréviations qu'on emploie, dans les manuscrits de cette époque, pour *quoque* et *ergo*.

(2) Le copiste a écrit *boneffia* au lieu de *Roneffia*.

XII.

L'antipape Victor IV confirme la sentence rendue par les délégués apostoliques Wiricus, abbé de Saint-Trond, et Brunon, archidiacre de Liège, dans le différend qui existait entre les abbés de Heylissem et de Florennes touchant la propriété de la moitié de l'église de Pellaines et de l'alleu de Chapeauvau (1).

1 avril 1162 (2).

VICTOR episcopus seruus seruorum dei . Dilecto filio . G. abbati de Helencines. Salutem et | apostolicam benedictionem. Sicut assumptj regiminis cura prouidere nos ammonet . ut ecclesiarum | negotia pacis intentio salubrj fine distringat . sic iterum apostolatus offitij ratione con- | stringimur . consensus nostrj auctoritate que rationabiliter ab ecclesiasticis personis | decisa fuerint roborare . et apostolice sedis scriptis communire: ne forte inposterum | contentio recidiua ex pace litigium gignat. et alicujus excusationis obiectu, quod canonice | est diffinitum: in dubium reducat. Proinde tue dilecte fili abbas . G. ac fratrum | tuorum pacj et tranquilitatj uolentes in domino prouidere . sententiam canonice et | rationabiliter prolatam . a dilectis filiis nostris. Wirico sancti Trudonis abbate . et Brunone . leo | diensis ecclesie archidiacono . super controuersia que inter te et Wazelinum abbatem de florines . de | medietate ecclesie de Pellines et allodij [de C]apenual agitabatur . ratam habemus . et apostolica aucto- | ritate confirmamus . et ne deinceps super h[ijs ullam] inquietationem patiaris . omnimodis inter- | dicimus ·; Dat. cremone kalend. Aprilis ·;

Original sur parchemin; bulle enlevé.

(1) Cette bulle a été publiée, avec plusieurs fautes, dans A. WAUTERS, *Géographie et histoire des communes belges. Canton de Tirlemont, communes rurales*, 1re partie, p. 169.

(2) Il résulte de l'itinéraire de l'antipape Victor IV, que celui-ci ne s'est trouvé à Crémone le 1 avril qu'en 1162. Voyez JAFFÉ, *Regesta Pontificum Romanorum*, 2e éd. II, p. 423.

XIII.

L'antipape Victor IV enjoint à Wazelin, abbé de Florennes, de se soumettre à la sentence rendue par ses délégués touchant la propriété de l'église de Pellaines et de l'alleu de Chapeauvau, et de ne plus molester l'abbé de Heylissem à ce sujet (1).

13 avril 1162 (2).

Victor episcopus seruus seruorum dei. Dilecto filio . W. abbati florinensi . salutem et apostolicam benedictionem. Quoniam seruorum dei non est litigare: profecto se longe esse a religionis professione demonstrat . qui post causam iudiciario ordine terminatam nouas lites suscitare conatur. Quod ergo de causa que agitabatur inter te et dilectum filium nostrum . G. abbatem de Helencinis de allodio de cappendale . et ecclesia de pellines . a dilectis filijs nostris . W. sancti trudonis abbate . et . B. archidiacono nostra auctoritate statutum fuit . quos ordinauimus suscipere probationem testium ratum esse debuisset et rebus iudicatis standum. Quia uero tu per subreptionem ut nobis uidetur quarumdam litterarum quas a nostra parte tibi datas profers contraire niteris nostre ordinationi quam in tui presentia cremone sollempniter ex consilio fratrum nostrorum et aliorum religiosorum uirorum constituimus . tibi in hoc deferre non possumus nec inopem a tua potentia in sua iusticia opprimi patiemur. Ea propter per apostolica tibi scripta mandamus . et precipimus . ut ulterius ecclesiam de helencinis super allodio de cappendale et ecclesiam de pellines . quam illi canonice secundum formam a nobis datam suam esse probauerunt . aliquo modo molestare presumas . sed predictis fratribus . remoto omni appellationis subterfugio .

(1) *Ce document est intitulé dans le cartulaire :* Cum iterum abbas Florinensis inquietaret Helencinensem ecclesiam super predictis : dominus papa prohibet eum scribendo sic.

(2) Voyez au sujet de cette date la deuxième note du document précédent.

pacem quiete possessionis per te et per tuos monachos per succedentia tempora inuiolabiliter conserues et teneas. ne iteratus clamor ad nos ulterius super his redire debeat. Septem autem marcas quas fraude quasi per compositionem ab eis extorques precipimus ut nullatenus recipias. quia non esse uidetur pium apud deum qui odio habet rapinam in holocaustum. Datum cremone. jdus aprilis.

Cartulaire, fol. 52 r°.

XIV.

Henri de Leyen, évêque de Liège, approuve la donation de huit bonniers de terre et de la dîme de Molembisoul, faite à l'abbaye de Heylissem, par Erlinde, comtesse de Jodoigne, et Julienne, épouse de Godefroid, comte de Duras, pour la fondation, à Molembisoul, d'un autel avec charge d'une messe quotidienne à célébrer pour les fidèles trépassés.

1164, avant le 12 mai (1).

† In Nomine domini et Saluatoris mundi. Ego Henricus dei gratia secundus leodiensis episcopus. omnibus xpi et ęcclesię fidelibus tam futuris quam presentibus in perpetuum. | Quoniam piis deo seruientium studijs ex sollicitudine omnium ęcclesiarum nobis commissa. non solum annuere uerum etiam toto annisu astipulari debemus. | notum facimus uestrę uniuersitati. quod Erlendis quondam Geldoniensis comitissa uiro suo defuncto. salutis animę illius et suę et antecessorum sollicita. cotidi | anam missam pro fidelibus defunctis constituit. et sacerdoti missam celebranti octo bonuaria terrę et decimam ex integro de molembisul vici in parochia | Geldoniensi constituti delegauit. do-

(1) La charte est datée de la dix-huitième année de l'épiscopat de Henri de Leyen, qui s'étend du 12 mai 1163 au 11 mai 1164. L'indiction 8e, qu'on lit très clairement dans l'original de la charte, est erronée. L'année 1164 a l'indiction 12e. Les remarques que nous faisons ici au sujet de la date de la charte et de l'indiction s'appliquent également à la charte suivante.

num uero istius elemosinę in manu sua retinuit. Quod ita per succedentia tempora usque ad tempus Julianę comitis- | sę uxoris Godefridi comitis perdurauit. Hęc comitissa beneficium istud animarum per plures annos neglectum et pene intermissum esse uidens . et animo eius restaurationi in | tendens . et hoc ipsum fidelius et deuotius a religiosis uiris ob salutem animarum compleri uolens . ut et ipsa huius beneficij specialius particeps existeret : habito cum | fidelibus et familiaribus suę familię salubri consilio . presentibus et concedentibus filijs et filiabus suis Egidio . Petro . Conone . Gerberga et Claritia . presentibus quoque multis | nobilibus uiris et familię suę hominibus . donum istius elemosinę cum terra et supradicta decima pro salute animę suę et uiri sui comitis Godefridi . legaliter tradidit ęcclesię sanctę | Marię in helencinis . eo tenore ut infra terminum parochię altare unum fieret . ubi prouidente abbate sacerdos pro fidelibus defunctis cotidie missam celebraret. Cuius elemosinę | traditio ut magis rata haberetur . predicta comitissa in nostram presentiam uenit . et presentibus idoneis testibus ęcclesiasticis et nobilibus uiris . presente quoque abbate helencinensi Gerar | do donum istius elemosinę in manu mea reportauit . ut si qua potens persona illius elemosinę contradictor aut peruasor existeret . ex potestate nobis a deo tradita ipse | excommunicationi subiaceret. Huius traditionis testes fuerunt hij. Bruno archidiaconus. Arnoldus prepositus de Maslines. De nobilibus uiris . Guilelmus et Heinricus fratres de bir | bais. Alexander de helencinis et Guilielmus frater eius . et Hermannus clericus. De familia comitis . Gerardus . Walterus . Albertus fratres de hupain. Et Oliuerus et Walterus de Gin | glehein. Et Salutaris de sancto Trudone et alii multi.

Actum anno dominicę incarnationis . m°. c°. lx° iiij°. Indictione VIII. Episcopatus nostri anno XVIII°.

Original sur parchemin, muni du sceau de l'évêque de Liège Henri de Leyen, pendant à une double queue de parchemin.

XV.

Henri de Leyen, évêque de Liège, approuve les donations faites à l'abbaye de Heylissem : a) *par le chevalier Alexandre de Molembais, du fief du même nom;* b) *par Julienne, comtesse de Clermont et de Jodoigne, et son fils Gislo ou Gizelon, de l'alleu du même fief;* c) *par Boamond, frère du chevalier Alexandre, d'un manse de terre qu'il tenait de l'église de Saint-Médard de Jodoigne* (1).

1164, avant le 12 mai.

In nomine sancte et indiuidue trinitatis. Amen. Henricus dei gratia secundus leodiensis episcopus . omnibus xpi et ecclesie fidelibus tam futuris quam presentibus in perpetuum. Quoniam pijs deo servientium studijs ex sollicitudine omnium ecclesiarum nobis commissa non solum annuere immo et et toto nisu astipulari debemus. Notum facimus uestre uniuersitati quod miles quidam de molembais . alexander nomine feodum suum quem in predicta uilla tenebat tradidit usibus fratrum ecclesie sancte marie de helencinis eo uidelicet iure quo ipse illum de comitissa clarimontis et Geldonie iuliana tenebat. Ipsa quoque et filius eius Gisso (2), pro salute animarum suarum . et defuncti comitis Godefridi . predicti alexandri feodum suum uidelicet allodium in manus nostras legitima affectatione deposuit . ut eo iure quo ipsa allodium uel alexander feodum tenebat . predicta ecclesia sancte marie de helencinis perpetualiter possideret. Nulla re excepta . nec etiam decimatione . quam prefate ecclesie cum ipso allodio libere et legitime tradidit. Boamundus

(1) *Ce document est intitulé :* Hic alexander miles de molembais tradit ecclesie helencinensi feodum suum quod tenebat in uilla de molembais . et boemundus frater suus etiam mansum unum terre confert eidem ecclesie.

(2) Dans un vidimus de cette charte, délivré le 30 juin 1406 par le chapitre de Saint-Germain de Tirlemont, on lit *Gislo.* C'est la bonne leçon, croyons-nous.

etiam frater alexandri . mansum unum terre quem tenebat de ecclesia sancti medardi Geldoniensis pro . xviij . denarijs . singulis annis eidem ecclesie persoluendis . prefate ecclesie de helencinis eo iure quo tenebat coram patribus suis et albero eiusdem ecclesie aduestito tradidit. Quod utrumque nos benigne applectentes : auctoritate et banno pontificali roborauimus . et presentis stipulationis monimentum sigilli nostri impressione firmari fecimus. Adhibiti sunt preterea ydonei testes quorum istá sunt nomina. Alexander prepositus maioris ecclesie . Hubertus decanus . Nobiles uiri Alexander de helencinis . Willelmus et Florinus fratres eius. Willelmus de merebech . De familia de Geldonia . Gerardus de hupain . Walterus frater eius . Salutaris de sancto Trudone . Walterus de Gingelhem . Rohardus de musin . Actum dominice incarnationis . m° . c° lxiiij° . Indictione viij^a . Episcopatus nostri anno . xviij°.

Cartulaire, fol. 1 r°.

XVI.

Lettres de confraternité entre le chapitre de Tongres et l'abbaye de Heylissem. Le chapitre cède à l'abbaye une propriété contiguë aux possessions de celle-ci, pour une rente annuelle de vingt sols liégeois (1).

1164, avant le mois de novembre (2).

In nomine sancte et indiuidue trinitatis. Notum sit tam posteris quam presentibus . quod ego symon dei gratia tun-

(1) Ce document est intitulé, sous la rubrique *Surbemt* : *Hic capitulum tungrense et ecclesia helencinensis ineunt fraternitatem et de fundo de Stochoet*. Quelle est la propriété désignée ici sous le nom de *Stochoet*, et inscrite dans le cartulaire sous la rubrique *Sucrbempde ?* D'après M. Thys dans son travail : *Le chapitre de Notre-Dame, à Tongres*, (*Annales de l'Académie d'archéologique de Belgique*, XLIII, p. 54), il s'agirait d'une terre située à Heylissem même. Nous savons par les documents qui vont suivre qu'il s'agit d'une propriété à Jodoigne, appelée Stocquoit ou Stocquoy. Voyez A. Wauters, *Canton de Jodoigne*, pp. 2 et 10.

(2) Henri de Leyen, évêque de Liège, mourut en Italie le 6 octobre 1164. La charte date donc d'un des premiers mois de cette année.

grensis ecclesie prepositus . et Emmo decanus . consensu fratrum capituli . cum Gerardo abbate ecclesie de helencinis . ipsius capituli coniuentia in pie fraternitatis pignus et gratiam conuenimus . ita quidem . ut ipsi nostrarum . et nos ipsorum orationum beneficia in perpetuum mutuo senciamus. Proinde fraterne adiectum est . dum quempiam de nostris fratribus obire contigerit . memoriali ipsorum intituletur . et in missarum . uigiliarum . orationum secretorumque que apud ipsos fiunt beneficiorum suffragijs ut uni fratrum eorum ei pie in eternum subueniatur. Quod quidem uersa uice de fratribus eorum pie satagemus. Crescente itaque pie fraternitatis noticia inter nos . crevit dilectionis confidentia . adeo quod possessiunculam ad nos spectantem eorum possessionibus continuam ipsis lege obedientie . immo iure hereditario contulimus tali quidem interposita pactione . quod singulis annis .xx. solidos . leodiensis monete in uigilia sancti seruatij . nobis transmittant . abbate quoque de medio sublato : successor suus amam uini nobis amministret. Hec itaque sollempniter gesta . ne uetustatis inuidia marcescant : sigillorum nostrorum impressionibus ea corroborauimus. Acta sunt anno dominice incarnationis .m°. c°. lxiiij°. Indictione . xij^a^. Regnante frederico romanorum imperatore. Henrico leodiensi episcopo . Godefrido existente duce lotharingie. Duobus fratribus (1) prefate ecclesie helencinensis ecclesia nostra expensas procurabit etiam si cum equis fuerint. Nec dubitetur de ueritate quia pagina ista diuersa manu scripta sit.

Cartulaire, fol. 85 v°.

(1) On avait d'abord écrit *nunciis*. A une époque récente on a effacé *nunciis* et surchargé la râture du mot *fratribus*.

XVII.

Rodolphe, custos *ou coustre de l'église cathédrale de Saint-Lambert, à Liège, fait connaître que Julienne, comtesse de Duras, et son fils Gilles ont donné à l'église de Heylissem un demi-manse allodial à Jodoigne.*

1164, avant le mois de novembre (1).

In nomine sancte et individue trinitatis . ego rodulphus gratia dei | ecclesię beati lamberti que est in leodio custos : omnibus fi- | delibus . tam presentibus quam futuris . salutem in domino. Quoniam ea que fi- | unt in tempore: facile a memoria hominum elabuntur . que coram no- | bis sunt acta . dignum duximus scripto commendare. Notum igitur | facimus tam presentibus . quam futuris . quod domina juliana de duraz | bonę memorię comitissa . et filius eius egidius . eos diuina gratia . que | mentem preuenit ut uelit . et uoluntatem subsequitur ut possit . insti- | gante: tam pro suarum animarum . quam predecessorum suorum salute . dimidium | mansum allodii sui in geldonge heilencinsi ecclesię consti- | tuerunt . ea conditione eoque tenore ut uno quoque anno super altare | sanctę trinitatis quod est in ecclesia beati lamberti . nummum persoluat . et sic | predictam terram libere possideat. Quod ut ratum sit et stabile: car- | tam hanc sigilli nostri impressione signauimus . et presentibus et astantibus | legittimis personis . quarum subscripta sunt nomina confirmauimus . | domnus bruno archidiaconus . Johannes . Guibertus . bernerus. Actum | est hoc ab incarnatione domini . anno. M. C L. xiiii. Indictione. iiii. Regnante frederico imperatore . heinrico episcopo . ii.

Original sur parchemin, muni du sceau en cire blanche, pendant à une double bande de parchemin, du *custos* Rodulphe.

(1) Voyez la note de la charte précédente. L'indiction 4e est fautive; il faut la 12e.

XVIII.

Alexandre, évêque de Liège, fait connaître qu'un noble nommé Ébal de Bierbais, fils de Henri et de Julienne de Bierbais, s'est fait religieux à l'abbaye norbertine de Saint-Martin, à Laon, et a donné à cette abbaye le quart de son alleu de Linsmeau, du consentement de sa mère, de ses deux frères et de sa sœur (1).

La charte d'Alexandre, évêque de Liège, porte la date : *Actum dominice incarnationis* [anno] *m°. c°. lx° iiij°, indictione va.* Nous savons par d'autres chartes de cet évêque, qu'il datait ses actes d'après le style gallican. Comme Henri de Leyen, son prédécesseur, mourut à Pavie le 6 octobre 1164, la charte qui nous occupe ne peut pas être antérieure à cette date; et comme Pâques tombait, en 1165, le 4 avril, elle ne peut être postérieure au 3 avril de cette année. Ce qui nous engage à placer la charte entre le 25 décembre 1164 et le 3 avril 1165, c'est qu'elle porte la 5e indiction, fautive il est vrai, mais qui, mise en rapport avec celle de la charte précédente, qui est la 4e, semblerait indiquer que la charte est postérieure au changement de l'indiction, changement qui se faisait à Liège le 25 décembre. Remarquons encore que la confirmation de cette donation par Godefroid, duc de Louvain, que nous reproduisons sous le n° suivant, est datée de l'année 1165.

25 décembre 1164 — 3 avril 1165.

Ego alexander dei gratia leodiensis episcopus notum facio tam futuris quam presentibus ecclesie xpi fidelibus quod Ebalus nobilis homo filius henrici et Juliane de birbais pro salute anime sue tradidit ecclesie sancti martini lauduni quartam partem allodij de linsmeal cum omnibus usuarijs ipsius quarte partis . scilicet aquis . aquarum decursibus . molendinis . pratis . siluis . pascuis . ut eo iure et eisdem consuetudinibus quibus ipse illud libere possidebat . eo iure

(1) *Ce document est intitulé :* Hic Ebalus de birbais confert quartam partem allodij de linsmeal ecclesie sancti Martini in lauduno.

et eisdem consuetudinibus illud ecclesia sancti martini libere possideret. Ipse quoque ebalus de huius mundi naufragio nudus euadens ut xpm sequeretur . seipsum in prefata sancti martini ecclesia deo reddidit. Cuius bonum desiderium atque opus approbantes . Juliana mater . henricus atque Jwanus fratres et Gisla soror eius . quod predictus ebalus fecerat firmauerunt . eo scilicet iure quo frater uiuens tenuerat . aut teneret si uiueret. Huius rei testes sunt . alexander abbas auerbodiensis . Gerardus . abbas helencinensis. Riczo de holtem clericus . liberi homines . Willelmus de birbais . Gerardus de dungelberg . Alexander de helencinis . Willelmus frater eius . Arnulphus (1) dapifer ducis . Godefridus frater eius . Henricus de batershem . Sygerus frater eius . Engelbertus de auendorp . alijque quam plurimi tam clerici quam laici . Actum dominice incarnationis .M°. c°. lx° iiij°. Indictione .v^a. regnante domino ihu xpo feliciter.

Cartulaire, fol. 57 r°.

XIX.

Godefroid, duc de Louvain, confirme la donation de la part qu'il avait dans l'alleu de Linsmeau, faite par le chevalier Ebalus de Bierbais dans l'acte qui précède (2).

1165.

In nomine sancte et indiuidue trinitatis. Delectabilis nouitas rerum nouarum assidue superuenientium plerumque delere solet de memorijs hominum gesta antiquitatum. Propterea ego godefridus dei gratia dux louanie memorijs et noticijs tam presentium quam futurorum commendatum esse uolo quoniam quidem ebalus miles et liber homo deo et ecclesie sancti

(1) Le copiste du cartulaire s'est trompé en écrivant *Arnulphus;* il faut lire *Arnuldus*. Voyez ci-dessous, n° XXI.

(2) *Ce document est intitulé :* Hic dux louanie suscipit donum predictum in manu sua et reddit prefate ecclesie sancti martini et confirmat.

martini laudunensis reddidit seipsum et quicquid ex paterna successione eum contingebat allodij in uilla que dicitur linsmeal . scilicet in ecclesia . in terris incultis et cultis . siluis . pratis . pascuis . molendinis . familijs . supradicte ecclesie donauit. Hoc igitur donum mater prefati ebali nomine iuliana . et fratres eius henricus et yuuanus . et soror eius loia audientes et deuotissime approbantes . idem donum dederunt sicut consuetudo est in manu alexandri de helencinis liberi hominis. Ipse uero alexander idem donum reposuit in manu mea. Ego autem tradidi idem donum hesceloni sacerdoti et conuerso qui tunc pro ecclesia sancti martini presens aderat . ad opus et utilitatem et honorem prefate ecclesie beati martini laudunensis. Huius donationis testes existunt . abbates . Philippus de parcho . Andreas de auerbodio . Gerardus de helencinis . et liberi homines . Willemus de birbais . Gerardus de dungelberg . daniel de crainheim . de familia ducis . Arnoldus dapifer et frater eius Godefridus . Gosuinus de heuerelh . alardus de batersheim . et henricus frater eius . arnoldus de thienes. Vt ergo hec carta futuris generationibus et seculis inconuulsa et intemerata permaneat . hanc nostri sigilli nobilis auctoritas confirmat. Datum bruxelle . anno uerbi incarnati .M°. C°. LXV°.

Cartulaire, fol 57 r° et v°.

XX.

Godefroid, duc de Lotharingie, fait connaître qu'Engelram a cédé à l'abbaye de Heylissem la dîme de la cour de Seumay et d'Agnelée, sous Perwez.

1165.

In nomine sancte et individue trinitatis. Ego .G. dux lotharingie ad tenendam rei geste memoriam . et ad ueritatis | testimonium confirmandum : notum facio omnibus fidelibus tam presentibus . quam futuris . quod ecclesia SANCTÆ MARIÆ IN | HELESCINIS omnem decimam ad curiam de

sulman . et ad arengis pertinentem : a domino ENGELRAMO in uadio pro | .xiicim. marcis suscepit. Quam idem engelramus in manus nostras ad usus fratrum predictę ęcclesię legitima affectatione | seposuit. Talis quoque adnotata est conditio . ut nullus eam nisi dominus engelramus suo proprio : redimat. Quod si | absque liberis decesserit : predictę ęcclesię eam . tam pro sua . quam predecessorum suorum animarum salute constituit | perpetuo possidendam. Huius stipulationis ueritatem . sigilli nostri impressione signauimus : et corroborauimus. | Adhibiti sunt etiam testes legitimi . Nobiles . Alexander . Gerardus *de benchem.* Sygerus *de uuavere* . danihel *de craenhem* . clerici . Rikezo *de holthem* . franco . wibertus *de orbec* (1). Actum est hoc anno incarnati uerbi .m°. c°. lx°. v°. indictione .VII.

Original sur parchemin, sceau, pendant à une double lanière de parchemin, perdu.

XXI.

Godefroid, duc de Lotharingie et comte de Louvain, donne à l'abbaye de Heylissem l'église de Perwez avec tous les droits qui en dépendent.

1171.

✠ In nomine Sanctę Et Indiuiduę Trinitatis. Quia magis probabile fit | et idoneum memorię quidquid sub oculis representant et adtestantur litterę : | Ego Godefridus gratia dei dux lotharingię et comes bracbantię . notum facio | omnibus xpi fidelibus tam futuris quam presentibus . quod fundus ęcclesię quę est in | Pervweiz cum omni appendenti beneficio iure fiodali a nobis possidetur. | Hoc prefato

(1) Les mots imprimés en italiques sont inscrits au-dessus des noms de personnes. On rencontre plusieurs chartes du XIIe siècle, dans les quelles le *cognomen* est ainsi inscrit au-dessus du *nomen*. Autrefois le *nomen*, ou comme nous disons aujourd'hui le prénom, était souvent employé sans l'addition du *cognomen* pour désigner les personnes.

fundo cum omnibus illic appendentibus . inbeneficiatus a nobis fuit | comes de duraz . a quo Engelrandus de Orbais toto hoc beneficio iure le- | gali infiodatus est . qui similiter Godefridum de Sumbreffia dimidia parte | huius beneficij infiodatum possessorem legitimum esse uoluit. Placuit av- | tem his omnibus inspirante deo a quo bona cuncta procedunt : ut quivis isto | beneficio infiodatus in curia domini sui coram hominibus suis . feodum per- | sonatus ęcclesię de Peruweiz uoluntarie et intuitu salubri resignaret. | scilicet Godefridus et Iacobus filius eius in curia domini sui Engelrandi. | Engelrandus in curia comitis de duraz . comes itidem in curia mea . pro | salute animarum suarum et antecessorum suorum ad opus claustri et ęcclesię quę | est in helencinis in honore beatę marię perpetuę uirginis . Ego autem | uerus et primus possessor huius beneficij . assensu et petitione eorum do- | num personatus ęcclesię de Peruweiz helencinensi ęcclesię dono sempiterno dedi . | et prout legalius potui litteris et sigilli nostri impressione signaui . | Huius traditionis testes fuerunt . Johannes Gemelacensis abbas . Phylippus abbas de | Parco . Steppo abbas de Eurebode , De nobilibus uiris . Gerardus filius Gerar- | di de Niniue . Guilielmus . Henricus . et Gerardus fratres de birbais . Anselmus | de berginis . Alexander de helencinis . Reinerus clericus de Kysenkin. | Riczo clericus de Tenis . De familia ducis . Arnoldus dapifer . Gothuinus | de Haurel . Arnulfus de Feleppe . Guilelmus de berginis . Walterus de | Tenis . Wawinus et Theodericus fratres de levs . et alij multi.

Actum anno domini millesimo Centesimo Lxx^{mo} i^{o}.

Original sur parchemin, muni du sceau équestre du duc Godefroid, en cire rouge, pendant à une double lanière de parchemin.

XXII.

Brunon, archidiacre de Liège, confirme, en chapitre du doyenné de Hanret, la donation de l'église de Perwez, faite à l'abbaye de Heylissem par quatre nobles : Godefroid, comte de Louvain, Gilles de Duras, Eigelram d'Orbais et Godefroid de Sombreffe (1).

1171.

IN NOMINE SANCTE TRINITATIS AC INDIUISE UNITATIS. Bruno dei gratia sancte leodiensis ecclesie archidiaconus omnibus in | xpo fidelibus salutem. Notum facio uobis fratres . quod quatuor uiri nobiles . quorum fuit fundus ecclesię quę est in peru- | ueis cum omni beneficio canonico appendenti . in capitulo nostro hanres celebrato . claustro heylencinis dono legitimo | et sempiterno tradiderunt . et sub autoritate nostra dominum abbatem nobis legittime in hoc dono introductum representaue- | runt. Nos autem ordine legali ad nos perductum canonice recepimus . et bannos suos canonica sentencia . nostra sub presencia a | domno decano pro debito recepit. Nos etenim ordinem gestorum considerantes et tenorem collati perspicientes. feruore caritatis atto- | niti. litteris nostris et sigilli nostri impressione hoc ordine celebratum confirmauimus. Nomina uirorum nobilium . dux godefridus | comes egidius . eigelramus . godefridus . Testes . henricus prepositus sancti lamberti . amelricus archidiacanus *(sic)* . Rudolfus archidiaconus . Simon de- | canus . Nicolaus decanus eiusdem capituli in quo hec condita sunt.

Original sur parchemin. Sceau, pendant à une double queue de parchemin, perdu.

(1) Cette charte, qui ne porte pas de date, renferme la confirmation de la donation rapportée dans la charte précédente. Il est évident que cette confirmation a été faite peu de temps seulement après la donation elle-même. Or celle-ci date de l'année 1171.

XXIII.

L'antipape Calixte III confirme à l'abbaye de Heylissem la possession des églises de Perwez et de Jandrain.

20 septembre 1172 (1).

CALIXTUS EPISCOPUS SERUUS SERUORUM DEI : DILECTO FILIO GERARDO ABBATI DE HELLECINES ET FRATRIBUS EIUSDEM ECCLESIE. SALUTEM ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM:, | Consueuit sedis apostolice clementia humiles ac sibi deuotos filios presertim | uiros religiosos propensius diligere : eorumque iustis petitionibus . efficaciter an- | nuere . Ea propter dilecti in domino filii . nos deuotionem uestram quam erga | sedem apostolicam habetis attendentes : ecclesiam de Peruez : quam Eniorrandus | et Godefridus uobis cum dote, et decima iuste et rationabiliter contulerunt . | et ecclesiam de Jandren : quam Sigerus similimodo cum dote et decima uobis tri- | buit : ecclesie uestre : auctoritate apostolica confirmamus . et pre- | sentis scripti patrocinio communimus . Statuentes : ut quicquid in eisdem ecclesiis | iuris et potestatis . prefati Eniorandus et Godefridus ac Sigerus ecclesie uestre | contulerunt : firmum uobis et ecclesie uestre : ac illibatum permaneat . | Salua in omnibus diocesani episcopi canonica iustitia . Nulli ergo omnino ho- | minum fas sit hanc nostre confirmationis paginam ausu temerario | infringere . uel ej aliquatenus contraire . Siquis autem hoc attemptare | presumpserit . indignationem dej omnipotentis et beati Petri et Paulj apostolorum eius . | et nostram : se nouerit incursurum . Dat. apud Sanctum Flauianum | .xii°. kalendas Octobris ;

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb, avec la légende : CA | LIXTVS | PP. III, pendant à une touffe de fils de soie jaune et rouge.

(1) Cette bulle ne porte ni millésime ni année du pontificat. Deux circonstances nous permettent cependant d'en fixer la date entre les années 1171 et 1175 : d'abord l'église de Perwez ne fut donnée à

XXIV.

L'antipape Calixte III confirme l'abbaye de Heylissem dans la possession de la ferme, curtis, *du Stocquoi, de huit bonniers de terre à Molembisoul et de la dîme entière de cette localité.*

20 septembre 1172 (1).

CALIXTUS EPISCOPUS SERUUS SERUORUM DEI DILECTO FILIO GERARDO ABBATI DE ELLENCINES SALUTEM ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM :, | Ea que a uenerabilibus fratribus nostris episcopis uel quibuslibet uiris religiosis iuste | et rationabiliter difinita sunt: et statuta: apostolica nos conuenit | auctoritate roborare: nequa ualeat inposterum presumptio | malignantium perturbare. Inde est quod nos qui diuina disponente gratia sedem iu- | stitie gubernandam suscepimus: tibi dilecte filj Gerarde Elincinensis abbas. et ecclesie cui deo | auctore preesse dinosceris in posterum prouidere uolentes: nequa eiusdem ecclesie quod | absit possit utilitas deperire: curtem de stocot cum decimis et omnibus pertinentiis | suis: Elemosinam quoque quam Erlendis quondam

l'abbaye de Heylissem qu'en 1171, comme il résulte des chartes publiées ci-dessus, nn. XXI et XXII; ensuite, l'antipape Calixte n'a résidé *apud Sanctum Flavianum*, que de 1169 à 1175, comme on peut le voir dans PH. JAFFÉ, *Regesta Pontificum Romanorum*, ed. 2ª, II, p. 430. De plus, elle est donnée le même jour que la bulle publiée sous le nº suivant (n. XXIV); celle-ci est antérieure à 1173, comme nous le prouvons. Il est donc probable qu'on doit rapporter les deux bulles à l'année 1172. — Les mots *Calixtus* et *salutem et apostolicam benedictionem* sont en grands caractères ornés de fioritures; les autres mots de la première ligne sont en écriture allongée. La même remarque s'applique à la bulle suivante, nº XXIV.

(1) Cette bulle, sans millésime et année du pontificat, est antérieure aux deux chartes suivantes (nn. XXV et XXVI), sinon le souverain pontife, qui mentionne, à propos de la donation d'Erlinde, comtesse de Jodoigne, la charte confirmatoire de l'évêque de Liège Henri de Leyen,

comitissa Geldoniensis . uidelicet octo bonuaria | terre . et decimam . ex integro de molenbisul uici in parochia Geldoniensi consti | tutj instituit . donum tamen eius in manu sua retinuit : sed post hec Jvliana comitissa eandem hele- | mosinam cuius donum ad ius suum pertinebat . pro remedio anime uiri sui Godefridi comitis . sueque . suorumque | predecessorum . et successorum . presentibus . et consentientibus . filiis et filiabus suis : aliisque quam pluribus : ecclesie Elincinensi | legitime tribuit . sicut ex rescripto (1) priuilegii venerabilis fratris nostri bone memorie Henrici quondam Leodiensis | episcopi : in cuius presentia hęc acta sunt : cognouimus : tibi dilecte fili . Gerarde abbas Elincinensis et ecclesie tue : auctori- | tate apostolica confirmamus . et presentis scripti patrocinio communimus . Statuentes : ut | nullj omnino hominum fas sit hanc nostre confirmationis paginam ausu | temerario infringere . uel ei aliquatenus contraire. Si quis autem contra hoc uenire temp- | tauerit . indignationem dej omnipotentis . et beatorum Petri et Pauli apostolorum eius et nostram : se nouerit incursurum :, | Dat. apud Sanctum Flauianum .xii°. kalendas Octobris :,

Original sur parchemin, muni de sa bulle en plomb avec la légende : CA | LIXTVS | PP. III., pendant à une touffe de fils de soie jaune et rouge.

que nous publions ci-dessus, n° XIV, n'eût pas manqué de rappeler l'accord acté dans la charte suivante (n. XXV), datée de 1173, et la confirmation de cet accord par Philippe de Heinsberch, archevêque de de Cologne (n. XXVI).

(1) Voyez ci-dessus, pp. 205-206, la charte de l'évêque Henri de Leyen, à laquelle il est fait allusion en cet endroit.

XXV.

Le prévôt, le doyen, les archidiacres et tout le chapitre de la cathédrale de Saint-Lambert, à Liège, terminent une contestation qui s'était élevée entre l'abbaye de Heylissem et Pierre, chanoine de Saint-Lambert, fils du comte de Duras et de Julienne, comtesse de Clermont et de Duras, au sujet des revenus de huit bonniers de terre situés à Molembisoul et de la dîme entière de cette localité, donnés à l'abbaye par la mère de Pierre, du consentement de celui-ci, de ses frères et de ses sœurs.

1173.

IN . NOMINE . SANCTÆ . ET . INDIVIDUÆ . TRINITATIS. Ego Heinricus dei gratia prepositus . Symon dekanus . archydiaconi . totusque maio- | ris ecclesię leodiensis conuentus . omnibus xpi fidelibus . tam futuris quam presentibus in perpetuum . Quoniam contestatę ueritatis . et rerum gestarum . | utilem et necessariam memoriam . nociuę plerumque obliuionis . sustinere detrimentum uidemus et molestiam : ne forte id inter ecclesiam de | Helencynes . et petrum canonicum nostrum filium comitis de duraz quandoque per incuriam aliquam euenire posset : prouidendum esse ne- | cessarium duximus . presentis paginę memorię committentes . et sygillo ecclesię nostrę munientes . concordiam et pacem . quam inter eos . pari | utriusque uoto et assensu . inuiolabili ordinatione statuimus . Erlendis siquidem olim Geldoniensis comitissa . uiro suo sublato de | medio . quam debuit . et potuit pietatem et beniuolentiam impendit . et pro illius et animę suę . et totius utriusque generis salute . cotti- | dianam missam mortualem constituit . et missę eidem . octo bonuaria terrę . et decimam ex integro de molenbisul uicj in parochia Gel- | donię constituti deputauit . huiusque elemosinę donum . sua et posteritatis suę auctoritate . cum uacaret : relocandum reseruavit . | Sed cum post pacificum uenerabilis comitissę a rebus humanis ęxcessum . quilibet capiendis elemosinę huius fructibus . sollicitus | immineret . et elemosinę cau-

sam . defunctorum uidelicet memoriam obsoletam penitus . periculosa dissimulatione preteriret: Jvliana co- | mitissa de duraz . ad quam doni i-tius auctoritas peruenerat: instaurationi neglectę defunctorum missę . pro sua etiam et suorum salute . | animum induxit . et communicato cum fidelibus et familiaribus suis deum timentibus consilio: diligentius id . et plenius . a religiosis viris . | fieri et custodiri sciens . presentibus et annuentibus filiis et filiabus suis. Egidio . Petro . Conone . Gerberga . et Claritia: donum | istius elemosinę . cum terra . et supradicta decima . ecclesię beatę Marię in helencynes . sub Gerardo venerabili et discreto loci | illius abbate . sine omni calumpnia et contradictione . legitime tradidit . ita tamen . ut infra terminum parrochię . altare unum fieret . ubi pro- | uidente abbate de helencynes . fidelium defunctorum missa . debitę celebritatis memoriam perhenniter optineret. Prefata uero comitis- | sa jvliana . in pace sepulta . cum filius eius prefatus Petrus . matris suę . et proprium sui ipsius factum . irritum facere . et elemosinę huius fructum . | in usus suos reuocare . quia clericus erat contenderet: licet ecclesia de helencynes quod factum fuerat: in ivre bene et rationabiliter reti- | nere ualeret: pacem magis et concordiam . quam litem et discordiam sequendam esse censentes . mediatores inter predictam ecclesiam . et Petrum accessi- | mus . et ut in nostrę compositionis manum . absolute super causa ista compromitterent: effecimus. Petrus ergo mandato et consilio nostro adquiescens: | quicquid querelę aduersus ecclesiam de helencynes super hac re habebat . effestucans: sollempniter remisit . et ecclesia de helencynes . propter bonum pacis . so- | li petro . et nulli alii post eum . quandiu placuerit Petro . et ipse clericali habitu fungetur . et officio . singulis annis . in dedicatione ecclesię maioris . | unam marcam argenti dabit . et lite taliter inter Petrum . et ecclesiam de helencynes omnino sopita: eadem ecclesia ivs quod prediximus . et auctorita- | tem . in predicta elemosina . sine omni legitima presenti et futura reclamatione et calumpnia . auctore deo . et beata dei genitrice . | in pace retinuit. Vt uero expressis loquamur

nominibus . huius rei testes sumus. Ego Henricus maior prepositus . et archidiaconus . Amalricus . Baldui- | nus . Brvno . Rodulphus . archidiaconi . Johannes presbiter . Waltherus . Ribertus cantor . Johannes coloñ (1). Arnulphus prepositus de Marlynes . Hein- | ricus de dunglebert . Alardus cellerarius . Arnulphus de prehele . et ipse Petrus . et quamplures alii de nostra ecclesia . Franco dekanus | sancti Petri . Arnulphus dekanus sancti Martini . Heinricus dekanus sancti Pavli . Ottho dekanus sancti Dyonisii . Magister Benedictus dekanus | sancti Johannis . et multi alii honesti et religiosi uiri . et canonici.

Actum est hoc in capitulo nostro publice . anno incarnationis dominicę .m°. c°. Lxx°. iij°. jndictione .vi^{a}. regnante Frederico Romanorum | imperatore Glorioso . Leodiensi cathedrę presidente Rodulpho.

Original sur parchemin. Le sceau, qui pendait à un cordon de lin, est détaché; deux fragments de ce sceau, en cire blanche, sont encore joints au document.

XXVI.

Philippe de Heinsberch, archevêque de Cologne, confirme l'accord intervenu dans la contestation suscitée par Pierre de Duras, chanoine de Saint-Lambert, à Liège, à l'abbaye de Heylissem, au sujet de la donation de huit bonniers de terre à Molembisoul, faite par sa mère Julienne, comtesse de Clermont et de Jodoigne.

Sans date. Vers 1173 (2).

In Nomine sanctæ et indiuiduæ trinitatis Ego Philippus gratia dei Coloniensis ecclesię archiepiscopus . omnibus Christi | fidelibus . tam futuris quam presentibus in perpe-

(1) *Coloñ* est sans doute là pour *Coloniensis*.

(2) Cette charte, qui renferme la confirmation de l'accord mentionné dans la précédente (n. xxv), est sans doute contemporaine de celle-ci.

tuum. Quoniam per obliuionis incuriam . ueritatis et rerum gestarum ignorantia . res | olim pacatas rediuiuo tumultu frequenter inquietat . ne quid tale inter ecclesiam de helencines et petrum maioris ecclesię leodi- | ensis canonicum . filium comitis de duraz . ex occasione quacumque occurreret . paterna in qua nos preesse oportet sollicitudine | prouidere curauimus . huic paginę committentes . et sigilli nostri impressione firmantes concordiam et pacem que inter eos | pari utrimque uoto et assensu ordinata est et statuta : Erlendis siquidem geldoniensis olim comitissa . defuncto | uiro suo . salutis animę illius . et suę . et antecessorum utriusque sollicita . missam mortualem cotidianam constituit . et sacerdoti mis- | sam celebranti . octo bonuaria terrę et decimam totius allodij de molenbisul qui uicus est Geldoniensis parochię delega- | uit . retento in manu dono huius elemosinę . Quod ita usque ad tempora julianę comitissę uxoris godefridi comitis | perdurauit . Hec . beneficium istud animarum per plures annos neglectum . et pene intermissum attendens . et hoc ipsum fidelius ac deuotius | a religiosis uiris amministrari confidens . bono suorum bene usa consilio . presentibus . et annuentibus filijs et filiabus suis. Egidio. | Petro. Conone. Gerberga . et claricia . donum istius elemosinę . cum terra supradicta . et decima . ecclesię beatę Marię in helencines . | sub domno Gerardo ecclesię illius abbate . legaliter tradidit . jta sane . ut infra terminum parrochię altare unum fieret . ubi abbate | ordinante . missa pro fidelibus defunctis cotidie celebraretur . Petrus autem clericus . predictę comitissę julianę filius . ipsa iam in pace | sepulta . matris suę . et sui ipsius factum infringere uolens . decimam illam uiolenter inuasit . et in suos usus iniuste conuertit . Abbas | ergo super hac uiolentia leodij frequenter habita querimonia . cum uideret se nichil proficere. Petrum in presentiam nostram condicta | die super hoc euocauit . ubi post multas dierum prosecutiones et expensas . quia petrus uenire neglexit . cum restitutione | dampni legaliter ecclesię sua iudicata est possessio. Ea propter de iusticia super hoc facienda . ad filium nostrum

maiorem prepositum | et archidiaconum Heninricum . abbatem remisimus . et ei causam filię nostrę ecclesię helencinensis bona fide commisimus . Ille . | ea fide qua commonitus fuerat . maioribus ecclesię suę secum assumptis . inter abbatem et petrum mediator accessit . et litem diu | protractam hac tandem compositione terminauit . ut uidelicet petro de fructibus elemosinę uiolenter ablatis dissimula- | retur presumptio . et ecclesię integra et quieta eiusdem elemosinę maneret possessio . Petrus itaque dampnorum et iniuriarum ecclesię im- | punitate et remissione donatus . quicquid aduersus ecclesiam de helencines . super hac re habebat . cum effestucatione sollem- | pniter remisit . et eadem ecclesia predicta elemosinam cum omni integritate qua primum eam acceperat . in legitimam . et | quietam possessionem retinuit . Pacem hanc et concordiam probabilium personarum rationabili compositio- | ne firmatam . et nos firmamus . et ut ab omni reclamatione uel calumpnia intemptata seruetur . sub anathe- | matis interminatione mandamus.

Original sur parchemin, muni d'un fragment du sceau, en cire blanche, de l'archevêque Philippe, pendant à une double lanière de parchemin.

XXVII.

Brunon, prévôt de la cathédrale de Cologne et archidiacre, notifie et fait sceller une transaction conclue entre les abbayes de Villers et de Heylissem au sujet de la possession de l'alleu de Thorembais. L'abbaye de Villers deviendra propriétaire de l'alleu moyennant le payement, à celle de Heylissem, d'une somme de trente marcs.

1177.

IN NOMINE SANCTE ET INDIUIDUE TRINITATIS : Ego Bruno dei gratia maioris | ecclesię in colonia prepositus et archidiaconus . tam presentibus quam futuris in perpetuum . Speciosum quidem est | nomen pacis et ipsa per se placet .

pulcritudo unitatis . Hanc debemus perditam querere . turbatam compo- | nere . et inuentam sollicite custodire. Hoc pio studio et labore nostro gratulamur impletum . qui uillari- | ensem abbatem . et heliciniensem et fratres eorum inconuenienter discidentes . ad concordiam reuocauimus . et in osculo | pacis laudabili sollicitude (1) confederauimus . Quod qualiter factum sit . modernis et futuris literis presentibus indi- | camus . Inter abbatem uillarensem et heliciniensem super quibusdam possessionibus lis uertebatur . sed per dei misericordiam | bono pacis interposito . funditus est sopita . Inter conuentus duorum monasteriorum villariensis et heliciniensis me- | diante maturo prudentum consilio . sic est transactum . sic est per prouidam compositionem litis et querimonie sopita | suspicio. Abbas uillariensis abbati heliciniensi triginta marchas dedit . de cetero in pace bona et absque | omni inquietacione possessurus . totum allodium de torenbas cum omnibus appendicijs suis . quod dono Godefri- | di per manum fratris sui Sygeri perceperat . Abbates prenominati et confratres eorum hanc compositionem acceptaue- | runt . postulantes scripto confirmari . et per scriptum memorię commendarj . tam factum quam facti modum . Facta sunt | hęc et corroborata in ecclesia coloniensi in presentia priorum . tanto firmius robur habentia . quanto discre- | tius et sollempnius executjoni sunt mandata . Hęc igitur ut firma permaneant et nulla deinceps occasione | soluantur . ad pacis custodiam . presentem paginam . sigillo beati petri signauimus . et in testimonium consensus | conuentuum . sigillis ecclesiarum muniri decreuimus . et testium probabilium subscriptione roborauimus . quorum | ista sunt nomina . Hugo decanus maioris ecclesię in colonia . Wezelo prepositus sancti andreę . Herimannus | decanus sanctorum apostolorum . Magister pyramus . Magister Bertrannus . canonicus sancti Gereonis . magister

(1) Il faut lire *sollicitudine,* comme on lit d'ailleurs dans l'expédition chirographaire qui fait partie du chartrier de Heylissem, aux archives générales du royaume, à Bruxelles.

conradus | canonicus sanctorum apostolorum . prepositus de cappenberge . prepositus de knechtstede . prepositus de steinvelt . et alij quam plures | tam clerici quam monachi ;
Acta sunt hęc anno dominicę jncarnationis m°. c°. lxx° vij.

Chirographe sur parchemin, avec la légende : CYROGRAPHUM, encore muni (dans l'expédition qui se conserve aux archives de l'archevêché de Malines, dans le chartrier de Villers) de deux grands sceaux attachés à de doubles lanières de cuir. L'un, celui du prévôt Brunon, est circulaire et mesure environ 8 centimètres de diamètre; il représente l'apôtre saint Pierre assis tenant les clefs dans la droite, et un livre dans la gauche; autour on lit la légende : † SCS PETRVS APOSTOLVS PATRONVS ...... COLONIÆ ; l'autre sceau est celui de l'abbé de Heylissem. L'expédition du chartrier de Heylissem, aux archives générales du royaume, à Bruxelles, a perdu ses sceaux; le deuxième sceau pendu à cette expédition était sans doute celui de l'abbé de Villers.

XXVIII.

Albert, abbé de Heylissem, atteste qu'il a assisté à la donation faite en faveur de Saint-Nicaise de Reims, par Lambert, prêtre et chanoine de Saint-Martin à Laon, de certains biens possédés à Linsmeau par cette dernière abbaye (1).

Cette petite charte présente un double intérêt : d'abord, elle nous renseigne sur le mode juridique et légal de la transmission des propriétés immobilières à la fin du XII[e] siècle; ensuite, elle nous fournit une preuve de plus pour l'existence de l'abbé de Parc, du nom de Renier, dont nous avons parlé ci-dessus, p. 9, et qui ne figure dans aucune des listes des abbés de ce monastère, soit manuscrites soit imprimées.

(1) *Ce document est intitulé dans le cartulaire :* Hic abbas helencinensis testatur se interfuisse uenditioni facte ab ecclęsia laudunensi ecclesie sancti Nichasij.

Libert De Pape ne parle pas de cet abbé dans sa *Svmmaria cronologia insignis ecclesiæ Parchensis*; et M. Raymaekers, dans ses *Recherches historiques sur l'ancienne abbaye de Parc*, publiées en 1858, l'omet également.

Le texte de la charte d'Alexandre, évêque de Liège, où est actée la donation du quart de son alleu de Linsmeau, faite par Ébal de Bierbais en faveur de l'abbaye de Saint-Martin, à Laon, se trouve ci-dessus, nº XVIII, pp. 211-212.

Sans date. Vers 1180.

In nomine domini amen. Notum esse uolumus rem scire uolentibus quod ego albertus dei gratia uocatus abbas helencinensis cum pluribus alijs personis quorum nomina subscribentur affuimus et uidimus et audiuimus ubi frater lambertus, sacerdos et canonicus ecclesie laudunensis sancti martini . quicquid habebat eadem ecclesia in uilla que dicitur linsmeal ex elemosina ebali . resignauit in manus iwani de birbais . fratris eiusdem et ad usus ecclesie sancti nichasij remensis, quod Radulphus monachus sancti nichasij ex parte ecclesie sue de manu eiusdem iwani libere suscepit et ab ipso inuestitus est et de diuidendo eodem allodio . iwani fidei se commisit et fratres sancti Martini laudunensis perpetuo liberos esse testatus est . Testes sunt Rainerus quondam abbas de parcho . Rainerus et Egidius . canonici helencinenses . Willelmus de birbais . Walterus de pellines milites . Hermannus clericus de helencines.

Cartulaire, fol. 57 vº.

XXIX.

Le souverain pontife Alexandre III confirme l'abbaye de Heylissem dans la possession de ses propriétés, de ses privilèges et de ses immunités.

La bulle d'Alexandre III est datée d'après le style florentin, qui commençait l'année le 25 mars, jour de la fête de l'Annonciation. Cela résulte évidemment de la formule de date

elle-même ; car l'indiction 12e et la 20e année du pontificat d'Alexandre III correspondent au 10 mars 1179, et cependant le millésime est exprimé par les mots : *Incarnationis dominice anno m° c° lxxviii°*. Nous avons également constaté ci-dessus, p. 189, l'emploi du style florentin dans une bulle d'Eugène III, du 10 mars 1145.

Nous reproduisons la bulle d'Alexandre III, non d'après l'original, mais d'après un *vidimus* du document délivré, le 6 février 1416, par Jean Neckere, doyen du chapitre de Saint-Germain, à Tirlemont. Cette expédition nous semble faite avec beaucoup de soin et d'une manière très complète, car elle relate les souscriptions du pape, des cardinaux et du chancelier, détails que beaucoup d'éditeurs négligent.

La bulle d'Alexandre III a été publiée, mais avec des omissions, des erreurs et mutilations, par M. V. Bets, dans sa *Geschiedenis der gemeenten Oplinter, Bunsbeek en Hauthem*, p. 211-212.

10 mars 1179 (nouveau style).

Alexander episcopus seruus seruorum dei, dilectis filiis Alberto abbati ecclesie sancte marie de Helencinis eiusque fratribus tam presentibus quam futuris regularem uitam professis in perpetuum. Religiosis desideriis dignum est facilem prebere consensum, ut fidelis deuocio celerem sortiatur effectum. Eapropter, dilecti in domino filii, predecessorum nostrorum uestigijs inherentes vestris iustis postulationibus clementer annuimus et helencinensem ecclesiam in qua diuino mancipati estis obsequio cum omnibus ad eam pertinentibus sub beati petri et nostra protectione suscipimus, et presentis scripti priuilegio communimus. Statuentes ut quascumque possessiones, quecumque bona eadem ecclesia inpresenciarum iuste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum, uel principum, oblatione fidelium, seu aliis iustis modis prestante domino poterit adipisci, firma uobis uestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda uocabulis. Ecclesiam de Jandrench, donum videlicet

cum omnibus quę ad ius presbiterij pertinent. Ecclesiam de Perewes, simili modo. Elemosinam in allodio de Jodunne (1). Octo bonuaria terre, et decimam de Molenmesuel (2) quam Erlendis comitissa pro missa defunctorum cotidie celebranda instituit, et comitissa Juliana cum filijs et filiabus suis contulit. Ecclesiam de bonnesbech (3) cum tota decima et censu et familia. Ecclesiam de pellenis sub eodem jure. Quartam partem ecclesie de grindis. Curtem de lanquade cum omnibus appendicijs suis quam christianus quidam homo nobilis uobis contulit ab omni actione liberam preter aduocatiam possessionum. Curtem de Sumaigne. Curtem de Molembais. Curtem de feleppe. Curtem de Sarto. Nouam decimam de buedengis. Virgintiocto bonuaria terre in villa Aldenuort (4) cum censu eiusdem terre. Mansum vnum in hesbinis (5) cum censu suo. Sedecim solidos in villa aterode. Quartam partem ecclesie de Glabech. Mansum vnum in villa Wlmersem. Allodium in villa que dicitur yelne (6). quod uobis clemencia nobilis matrona contulit cum censu et familia. Sane noualium uestrorum que propriis manibus aut sumptibus colitis, seu de nutrimentis vestrorum animalium nullus omnino a uobis decimas exigat. Sancimus quoque ut ordo canonicus qui secundum beati Augustini regulam, et institutionem fratrum premonstratensium in eodem loco noscitur institutus, perpetuis ibidem temporibus inuiolabiter conseruetur. Nulli eciam fratrum post factam in eodem loco professionem absque proprii abbatis et capituli sui permissione, fas sit ex eodem claustro discedere; discedentem vero absque communium litterarum cautione, nullus audeat retinere. Adicimus identidem, ut ecclesia ipsa pro communi interdicto parrochie a diuinis officiis non abstineat; sed clausis januis

(1) Dans le cartulaire : *Jodonge*.
(2) Dans le cartulaire : *Molenbisuel*.
(3) Dans le cartulaire : *Bunesbech*.
(4) Dans le cartulaire : *Adenuort*.
(5) Dans le cartulaire : *Hespinis*.
(6) *Yelne*, Alinjees ou Agnelée? Voyez ci-dessus, p. 199, note.

et exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis tintinnabulis, diuina uobis liceat officia demissa uoce celebrare. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus, ut eorum qui se illic sepeliri deliberauerint deuocioni extremeque uoluntati, nisi forte excommunicati uel interdicti sint, nullus obsistat. Salua tamen justicia matricis ecclesie. Crisma, oleum sacrum, consecraciones altarium seu ecclesiarum, ordinaciones clericorum, a diocesano episcopo suscipietis, siquidem catholicus fuerit et graciam sedis apostolice habuerit, et ea gratis absque prauitate uobis uoluerit exhibere. Alioquin liceat uobis catholicum quem malueritis adire antistitem. Qui nimirum nostra fultus authoritate quod postulatur indulgeat Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatam ecclesiam temere perturbare, uel eius possessiones auferre uel ablatas retinere, minuere aut aliquibus vexacionibus fatigare, sed omnia integra conseruentur, eorum pro quorum gubernacione ac sustentacione concessa sunt, vsibus omnimodis profutura. Salua sedis apostolice auctoritate et dyocesani episcopi canonica iusticia. Siqua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitucionis paginam sciens contra eam temere venire temptauerit, secundo terciove commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se diuino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine dei et domini redemptoris nostri Jhesu christi aliena fiat, atque in extremo examine districte vltioni subiaceat. Cunctis autem eidem loci sua jura seruantibus sit pax domini nostri Jhesu christi, quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inueniant. Amen. Amen. Amen.

Ego Alexander catholice ecclesie episcopus subscripsi.

† Fgo Hubaldus Hostiensis episcopus subscripsi.

† Ego Johannes presbiter cardinalis sanctorum Johannis et Pauli tituli Pamachij subscripsi.

† Ego Johannes presbiter cardinalis tituli sancte Anastasie subscripsi.

† Ego Theodinus presbiter cardinalis sancti Vitalis tituli Vestine subscripsi.

† Ego Petrus presbiter cardinalis tituli sancte Susanne subscripsi.

† Ego Hugo tituli sancti Clementis presbiter cardinalis subscripsi.

† Ego Jacobus (1) dyaconus cardinalis sancte Marie in Cosmedin subscripsi.

† Ego Ardicio dyaconus cardinalis sancti Theodori subscripsi.

† Ego Laborans diaconus cardinalis sancte Marie in porticu subscripsi.

† Ego Rainerius diaconus cardinalis sancti Georgij ad velum aureum subscripsi.

Dat. Lateranj per manum Alberti sancte romane ecclesie presbiteri cardinalis et cancellarii .vi. idus marcij, indictione .xij. Incarnationis dominice anno m. c. lxxviij. pontificatus vero domni Alexandri pape tercij anno eius xx°.

D'après un *vidimus* donné, le 6 février 1416, par Jean Neckere, doyen du chapitre de Saint-Germain, à Tirlemont.

XXX.

Egbert, abbé de Grimbergen, et Nicolas, abbé de Saint-Feuillen du Rœulx, rendent compte à Guillaume, archevêque de Reims et légat du Saint-Siège, d'une enquête faite au sujet d'une donation que les frères hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem contestaient à l'abbaye de Heylissem.

Ce document, qui ne porte pas de date, est de l'année 1179 environ, car il concerne la contestation qui est défini-

(1) Au lieu de *Jacobus*, il faut lire *Jacinthus*.

tivement résolue en faveur de Heylissem dans la charte suivante, datée de 1179. Elle ne peut pas être postérieure à cette année, parce qu'Egbert, un des enquêteurs, ne fut abbé de Grimbergen que de 1170 à 1179.

Le texte de ce document a été publié, d'après le chartrier de Heylissem, avec plusieurs fautes qui le rendent inintelligible, par M. Alph. Wauters dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 4e série, VII, pp. 362-363. Voici les principales fautes de transcription que nous avons constatées :

1. *Première ligne*. M. W. omet le sigle .V. ou .W. (1) au commencement de la charte, avant les mots *Reuerendo dei gratia Remorum archiepiscopo*. Ce sigle n'est autre chose que la première lettre du nom *Vuillelmus* ou *Willelmus*, porté par l'archevêque de Reims.

2. *Ligne* 3. Il donne : *Salutem et omnimode subiectionis reverentia*, au lieu de : *Salutem et omnimode subjectionis reuerentiam*, comme la charte porte clairement.

3. *Ligne* 15. Il donne : *esset*, au lieu de *est*.

4. *Ligne* 17. Il lit : *pro fidelitate*, au lieu de *per fidelitatem*.

5. *Ligne* 20. M. W. lit : *hec*, au lieu de *hoc*. *Ligne* 24, il traduit, avec raison, la même lettre abréviative par *hoc*.

6. *Ligne* 21. Il lit *tanquam*, au lieu de *nonquam*; ce qui dénature complètement le sens de la phrase.

7. *Ligne* 22. Il donne : *suum*, au lieu de *suuus* ou *suus*. Le mot *suum* n'a pas de sens ici.

8. *Ligne* 26. Il lit : *vendere*, au lieu de *uenerit*; s'apercevant que sa leçon est inintelligible, il la fait suivre du signe (?) !

9. *Ligne* 28. Il donne *leodiensis*, tandis qu'on lit clairement dans la charte : *leodicensis*.

10. *Dernière ligne*. Il dédouble le mot *Helecinensium*, et en fait *Helencinensis suum* !!

(1) Le premier montant de la lettre V de la charte se bifurque légèrement dans sa partie supérieure. Cette particularité nous autorise sans doute à voir, dans cette lettre, le double V ou W. La forme du W majuscule dans les chartes contemporaines du chartrier de Heylissem confirme d'ailleurs cette conjecture.

Vers 1179.

.W. Reuerendo dei gratia Remorum archiepiscopo romane sedis legato . E. grimbergensis . N. sancti foilliani abbates . salutem. | et omnimode subiectionis reuerentiam. Venimus Helencinis pro inquirenda ueritate de quadam causa que uersatur inter ecclesiam | helencinensem et fratres de hospitali . ubi antequam abbas grimbergensis uenisset . conuenerant . decanus illius prouincie cum .x. sa- | cerdotibus . et .x. milites de familia comitis Geldonie . probare parati ueritatem ecclesie . quos ego abbas sancti | .f.[oilliani] absente socio meo audire nolui. Denique nobis ambobus presentibus uenerunt duo sacerdotes et tres milites in- | genuj qui nobis uidentibus super sanctos iurauerunt se interfuisse . et uidisse . quod comitissa iuliana consentientibus | liberis suis .E. C. P. .G. et .C. (1) elemosinam illam de qua contentio est super altare beate Marie de helencinis . legitime | dedit. Deinde uenimus ad comitem . qui conuocatis hominibus suis coniurauit eos per fidelitatem quam ipsi debebant | ut si alicuj ipsorum notum esset quod predicti .v. iurauerant . non celarent. Illi uero omnes se nescire dixerunt. Comes | hoc audiens nichilominus se paratum jurare opptulit cum quotquot ingenuis uiris iudicaretur nonquam illam elemo- | sinam se dedisse . uel consensisse . sed postquam suuus (2) esse cepit eam retraxisse. Quod autem helencinenses priuile-

(1) Il s'agit ici des trois fils : Égide, Conon et Pierre, et des deux filles : Gerberga et Claritia, de Julienne, comtesse de Clermont et de Jodoigne et épouse de Godefroid, comte de Duras, comme il résulte très clairement des chartes nn. XIV, XXV, XXIV, XXXI et XXXII, que nous publions ici, et où les noms des enfants de la comtesse Julienne sont exprimés en toutes lettres. C'est donc à tort que M. Wauters accompagne la publication du document de la singulière note que voici : « Ces initiales indiquent les fils de la comtesse Julienne, fille d'Othon de Duras. Ils s'appelaient Egide ou Gilles, Conon et Pierre. Quant à G. (Godefroid ?), et C., leur existence est restée inconnue à tous les écrivains. » !!!

(2) On lit dans la charte *suu⁹*, c'est à dire *suuus*, écrit pour *suus*.

gium co- | mitis de sepedicta elemosina se habere dicunt . hoc et ipse comes non negat . sed quia per ecclesiasticam districtionem | ad hoc uenerit ne christianitate sua careret . quidquid postulabant tamquam coactus fecit. Preterea priuilegia | sufficientia . archiepiscopi . episcopi . cappituli leodicensis . et ipsius comitis . sub testimonio legittimorum uirorum scripta . | nobis ostenderunt . que omnia testimonium ecclesie helecinensium de inquisita ueritate perhibuerunt.

Original sur parchemin, muni autrefois de deux sceaux, pendant à de doubles lanières de parchemin. Il ne reste qu'un fragment informe de l'un des deux sceaux.

XXXI.

Gilles, comte de Jodoigne, se désiste, en faveur de l'abbaye de Heylissem, des prétentions qu'il avait élevées injustement sur huit bonniers de terres situés au Stocquot, ainsi que sur la dîme de Molembisoul.

Vers 1179 (1).

†. In Nomine sancte et indiuidue Trinitatis. Ego Egidius comes geldoniensis . omnibus christi fidelibus tam futuris quam presentibus | in perpetuum. Quoniam ea que gerimus quantumcumque recentia . facile a recordatione hominum furatur obliuio . res nuper alta pace composi- | tas . in pristinum rescindi tumultum . cotidiana probamus experientia. Id michi timens . et in futurum precauens . pacem

(1) Cette charte est postérieure à celle que nous publions ci-dessus, sous le n° XXVI, et que nous avons rapportée à l'année 1173 environ; cela résulte du texte même du document. Mais elle ne semble pas lui être beaucoup postérieure, car Gilles, comte de Jodoigne, reprit les prétentions de son frère Pierre, après que celui-ci fut entré en arrangement avec les religieux de Heylissem, et un accord intervint également entre Gilles et l'abbaye de Heylissem, au plus tard en 1179, comme l'affirme le document suivant, n° XXXII.

quam cum ecclesia helencinensi | super quadam controuersia diu inter nos et multum agitata firmaui . litteris commendare et sigilli mei impressione roborare curaui . et sic perpetuitate | qua potui donatam . inuiolabilem et inconcussam perseuerare mandaui. Verum . ad euidentiorem rei notitiam . altius ordienda est rei narra- | tio. Erlendis olim geldoniensis comitissa . uiro suo facto de medio . pro remedio anime illius . et sue . et antecessorum utriusque . missam cotidianam pro | fidelibus defunctis constituit . et eidem misse viii[cto] . bonuaria terrę . et decimam quandam sui indominij in parrochia geldoniensi . sub legi- | tima traditione deputauit . donum tamen huius elemosine . sua et posteritatis sue auctoritate cum uacaret relocandum retinuit. Quod ita per suc- | cedentia tempora usque ad tempus Juliane comitisse matris mee perdurauit. Hec . beneficium istud animarum . multis iam annis neglectum et pene in- | termissum esse uidens . restaurationi neglecte defunctorum memorie . pro sua etiam et suorum salute animum intendit . et communicato cum familiaribus | suis uiris religiosis consilio . diligentius etiam id a religiosis uiris custodiendum confidens . me . et omnibus fratribus et sororibus meis . Petro uidelicet . Conone . gerberga . | et claricia . presentibus et annuentibus . donum istius elemosinę . cum terra . et decima supradicta . ecclesie beate Marie in helencinis . sub domno Gerardo pie | recordationis eiusdem loci abbate secundo . sine omni contradictione tradidit . ea conditione . ut infra terminum parrochie geldoniensis . altare fieret . ubi prouidente abbate | helencinense . sacerdos missam constitutam pro fidelibus defunctis cotidie celebraret. Postmodum matre mea rebus humanis exempta . petrus frater meus ecclesie sancti lamberti leodi- | ensis canonicus . matris sue . et proprium ipsius factum infringere uolens . sepedictam elemosinam in suos usus quia clericus erat reuocare contendit . sed ab hac presumptione | licet multis laboribus et expensis abbas helencinensis eum tandem cohercuit . et litem calumpniose suscitatam . pacifica compositione sopiuit. Ego autem liberiore ut | pote seculari fretus potentia .

fratre meo represso . acriore iniuria in ecclesiam insurgens . pretaxatam elemosinam . obstinata impudentia reclamaui . et modo ma- | nifesta uiolentia . modo uaria tergiuersatione . omnes conatus abbatis eludens . ecclesiam grauiter affligendo uexaui. Tandem . urgente et perurgente coartatus iustitia | et quod maius est . recogitans quod in penitentiam me adduceret diuina patientia . inpunitate iniuriarum ecclesie . simulque bonorum que apud eam fiunt communicatione donatus . quic- | quid querele aduersus eam super hac re habebam effestucans . sollempniter remisi . et elemosinam matris mee cum omni integritate sua liberam et quietam ecclesie helencinensi resi- | gnans . preteritorum malorum penitens . de cetero deuotum et fidelem rebus ecclesie me adiutorem promisi. Actum est hoc . sub testibus ecclesiasticis . Conrado . Tho- | ma . et Marsilio. Et uiris nobilibus . Alexandro . et Guillelmo fratre eius . et herimanno clerico de Helencinis. De familia mea . Galtero . | et Alberto fratre eius . Oliuerio . Alberto . et Gosceuuino de Hupaing . Engone . Galtero . et Stephano *malet* (1) de bumale.

Original sur parchemin, muni d'un fragment du sceau équestre, en cire brune, du comte Gilles, pendant à une double lanière de parchemin.

XXXII.

Les hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, à l'intervention de Nicolas, abbé de Saint-Feuillen du Rœulx, renoncent, en faveur de l'abbaye de Heylissem, aux prétentions qu'ils avaient cru pouvoir élever sur la dîme de Molembisoul.

Ce document a été publié, d'après le cartulaire, avec plusieurs erreurs de transcription, par le baron de Reiffenberg, en 1846, dans les *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, IV, pp. 425 sv.

(1) Le mot *malet* est inscrit, dans la charte, au-dessus de la ligne. Voyez ci-dessus la note de la page 214.

1179.

-|- In Nomine Sanctę et Indiuiduę Trinitatis. Nos fratres de hospitali quod situm est in Jherosolimis: omnibus | xpi fidelibus tam futuris quam presentibus in perpetuum. Quia gesta antiquorum auctoritate et testimonio scripturę | perueniunt ad notitiam futurorum . per hoc memoriale descriptum tradimus notitię fidelium . qualiter inter nos et ęcclesiam | sanctę Marię de helencinis tempore alberti abbatis conuenerit super quadam decima de molembisul uici in geldoniensi paro- | chia constituti . habita super ea inter nos multorum diervm prosecutione et expensis. Longe antequam donum ęcclesię de Geldo- | nia tradente Egidio comite in manus nostras deueniret . Erlendis olim Geldoniensis comitissa . uiro suo defuncto | pro remedio animę illius et suę et antecessorum utriusque . missam cotidianam pro fidelibus defunctis constituit . et | eidem missę octo bonuaria terrę et quandam decimam sui indominij ex integro de molenbisul uici in geldonien- | si parochia constituti deputauit . donum uero huius elemosinę sua et posteritatis suę auctoritate cum uacaret relocandvm re- | seruauit. Quod ita per succedentia tempora usque ad tempus Julianę comitissę uxoris Godefridi comitis perdurauit. | Hęc comitissa beneficium istud animarum per plures annos neglectum et pene intermissum esse uidens . et animo eius | restaurationi intendens . et hoc ipsum beneficium fidelius ac deuotius a religiosis uiris ad salutem animarum comple- | ri uolens . ut et ipsa huius beneficij specialius particeps existeret: habito cum fidelibus et familiaribus suę fami- | lię salubri consilio . presentibus et concedentibus filijs et filiabus suis . Egidio . Petro . Conone . Gerberga et Claritia . | presentibus quoque multis nobilibus uiris et familię suę hominibus . donum istius elemosinę cum terra et supradicta decima pro | salute animę suę et uiri sui comitis Godefridi et antecessorum suorum legaliter tradidit sanctę Marię in Helencinis . sub do- | mino Gerardo ipsius loci abbate secundo . eo tenore ut infra terminum parochię altare unum fieret . ubi

prouidente abbate | sacerdos pro cunctis fidelibus defunctis cotidie missam celebraret. Predicta uero Juliana comitissa in pace sepulta . Petrus filius | eius quia clericus et canonicus erat beati Lamberti . matris suę et proprium sui ipsius factum irritum fecit . et huius elemosinę fruc- | tus in usus suos quia clericus erat reuocare contendit. Verum ęcclesia de Helencinis et abbate Gerardo super hac uiolenta | iniuria maiorem audientiam Leodij et Colonię expostulante . prefatus Petrus iniustę peruasionis sibi conscius . amico- | rum et religiosorum uirorum qui predictę elemosinę dono interfuerant presentialiter salubri consilio usus ab iniustitia de- | stitit et quidquid querelę aduersus ęcclesiam de Helencinis super hac re habebat exfestucans sollempniter remisit. Ista de | Petro clerico sopita querimonia . frater eius comes Egidius accinctus iniustitia et seculari fretus potentia acrio- | re iniuria in ęcclesiam insurrexit . et predictam elemosinam tam recenter et tam legaliter ęcclesię in elemosinam contraditam | impudenter reclamauit . ęcclesia uero legitima possessione et proborum hominum qui eiusdem elemosinę traditioni | interfuerant et cartarum legitimarum testimonio freta . maiorem audientiam adiit . canonicam iustitiam super iniusto | peruasore expostulauit . et tandem perurgente coartatus iustitia quidquid querelę aduersus ęcclesiam super hac re habebat | exfestucans remisit . et elemosinam matris suę cum omni integritate sua liberam et quietam ęcclesię Helencinensi resig- | nauit. Post hęc omnia nos fratres de hospitali iherosolimitano . cum ut supradiximus ad donum ęcclesię de Geldonia | tradente Egidio comite peruenissemus . rebus omnibus ad eam pertinentibus diligenter inspectis quorumdam etiam usi consi- | lio . predictam decimam quia intra terminum parochię nostrę erat calumniati sumus . aliquid iuris nos in ea habere sperantes. | Verum ęcclesia et Alberto abbate uero et rationabili hominum et cartarum testimonio . quod sui iuris erat lege qua | superius contra nos defendente . tandem post multas dierum prosecutiones et expensas utrimque habitas . quibusdam re- | ligiosis personis ęcclesiarum rectoribus . et precipue domino Nicholao abbate

sancti Foillani de Kerbeniris (1) propter bonum pacis | et iustitię se nobis medios opponentibus . utrique compositioni eius die denominato compromisimus . et quidquid quere- | lę super hac re aduersus ęcclesiam Helencinensem nobis erat exfestucantes legaliter remisimus . et super omnia etiam si quid | iuris in predicta decima habere uidebamur . sapientum hominum usi consilio et compositione . prefatam ęcclesiam cum omni | integritate libere et quiete in perpetuum possidere concessimus. Hoc autem ut ratum in futuro permaneat: sigil- | li nostri inpressione . et fratrum nostrorum qui in capitulo nostro fuerunt apud ceresires attestacione: corrobo- | rari fecimus. S. radulfi . prioris anglie . S lietaudi . S. Jacobi . bochardi . Nicholai . sacerdotum . S. Ran- | nulfi . Giraudi . Rogerrii . Rad[ulfi ?] . Johannis . diaconorum . S. Odonis de breina . Girardi dabecort . | frederici . fratrum et militum . Actum est hoc anno uerbi incarnati . M° .C°. .LXX° nono.

Original sur parchemin. Le sceau est enlevé.

XXXIII.

Convention entre les abbés de Heylissem et de Florennes au sujet d'une terre située à Chapeauvau et à Pellaines.

Cette charte a été reproduite, d'après le cartulaire de Heylissem, avec plusieurs erreurs, par M. Alph. Wauters dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 4e série, VII, pp. 366-367. Comme nous aurons l'occasion de revenir ci-dessous sur ces erreurs, nous nous contenterons de signaler ici les plus grossières.

(1) *Abbas sancti Foillani de Kerbeneris*, c'est-à dire l'abbé de l'abbaye norbertine du Rœulx, dans la forêt Charbonnière. Voyez, au sujet de cette forêt, CH. DUVIVIER, *Recherches sur le Hainaut ancien (Pagus Hainoensis) du VIIe au XIIe siècle*, dans les *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, 2e série, IX, pp. 21 et svv. *De Kerbeneris* ne figure pas dans la liste des variantes du nom de la forêt Charbonnière, citées par M. Duvivier.

Ligne 1. M. W. lit : *Quum*, au lieu de *Quoniam*.
Lignes 2-3. Il donne : *sequentibus*, au lieu de *sapientibus*.
Ligne 17. Il ajoute sans raison le mot *pars* après *utraque*.
Ligne 19. Il lit : *firmitatis*, au lieu de *fraternitatis*.
Ligne 20. Il donne : *interserere*, au lieu de *interrepere*.

1182.

Quoniam dies nostri sicut umbra pretereunt . et nos tanquam fenum are- | scendo cotidie deficimus : prudenter a sapientibus cautum est . ut propter re- | pentinos humane fragilitatis defectus . humana negotia . fideli lit- | terarum custodie committantur . ne si sub obliuione sepulta fuerint . | discidium inde in posteros transfundatur. Nouerit ergo tam presens | etas quam futura posteritas . quod controuersia de quadam in terra caponual et | pellennes inter florinensem et helicinensem ecclesiam diu habita : sic tandem | pacifice sopjta . et plenarie terminata est : quod helicinensis ecclesia . terram illam de | qua lis erat sub coniuentia florinensis ecclesię . quietę et sine omni calumpnia posside- | bit . ita tamen quod singulis annis . in festo beati Remigij . xij denarios leodiensis monete uel unum au- | reum . de respectu . helicinensis ecclesia florinensi soluere debebit. Adiunctum | est etiam hujc compositionj . quod propter maiorem plenarie pacis firmitudinem . utra- | que istarum ecclesiarum orationum suarum inuicem communicent suffragia . ut huius | interueniente fraternitatis uinculo . nulla inter eos in perpetuum possint interrepere | discidia. Quia uero habundans cautela non nocet . ad confirmandam hujus rej ue- | ritatem . prefatę ecclesie abbatum suorum sigillis hanc cartulam insignire cura- | uerunt. Actum est hoc anno domini M° c° lxxx° ij°.

Chirographe sur parchemin, avec la légende : CYROGRAPHVM· ⁝ ·, et muni du sceau de l'abbé de Florennes en cire blanche, pendant à une double lanière de parchemin.

NICOLE SERRURIER, HÉRÉTIQUE DU XV[e] SIÈCLE, PAR LE DOCTEUR ALFRED CAUCHIE, CHARGÉ DE COURS A L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN.

Le 12 avril 1418, les nations du concile de Constance (1) tenaient une assemblée solennelle dans la cathédrale de cette ville. Il y avait là des patriarches, des archevêques, des évêques, des abbés et nombre de personnages distingués par leur science et leur vertu; il y avait là les ambassadeurs et les délégués des souverains, des princes, des prélats et de quelques corps politiques, scientifiques et religieux. Toutefois ce n'était point le grand attrait de la curiosité :

(1) On sait ce qu'il faut entendre ici par *nations*. Les prélats et les docteurs italiens avaient à peu près la moitié des voix. Pour leur enlever l'avantage que leur aurait donné le vote par tête, il fut décidé, le 7 février 1415, que le vote aurait lieu par nation. « Tous les membres du concile furent répartis en quatre nations : la nation italienne, la nation allemande qui comprenait les Polonais, la nation française et la nation anglaise; pour chaque nation, on choisit un certain nombre de députés clercs et laïques, ainsi que des procureurs et des notaires. A la tête des députés de chaque nation, on mit un président qui devait être changé tous les mois. Les nations devaient se réunir séparément pour examiner les questions qu'on soumettrait au concile, et se communiquer réciproquement leurs décisions pour lever tous les obstacles. Quand elles se seraient entendues sur un point, on réunirait une congrégation générale des quatre nations, et l'article universellement adopté serait soumis à la session suivante du concile pour y être approuvé. » HEFELE, *Histoire des conciles*, traduite par l'abbé Delarc, X, p. 385. Paris 1874.— Par la *Convention de Narbonne*, les députés du Portugal s'unirent au concile le 15 octobre 1416, ceux de l'Aragon et de la Navarre le 24 décembre de la même année, et ceux de Castille le 18 juin 1417. Les Espagnols réunis formèrent la cinquième nation du concile. Voyez ouv. cité, XI, pp. 13, 17 et 29.

l'attention générale était fixée sur un religieux de l'ordre des Ermites de Saint-Augustin : Nicole Serrurier (1), du couvent de Tournai. Placé sur une estrade élevée au milieu de l'assemblée, cet émule de l'infortuné Jean Huss lui succédait dans cette enceinte pour s'entendre condamner, lui aussi, du fait d'hérésie.

Mais quelque célébrité qu'ait dû lui faire cette condamnation, quelles qu'aient été d'ailleurs les circonstances étranges de sa vie agitée, le silence s'est fait autour de son nom. Bien des écrivains de notre époque se sont appliqués à décrire l'histoire des hérésies; sous des titres divers, plusieurs de nos auteurs ont aussi retracé les antécédents de la réforme dans les Pays-Bas. Mais ni les uns ni les autres n'ont porté leur attention sur l'hérétique tournaisien.

Et cependant Nicole Serrurier n'a pas toujours été un inconnu dans l'histoire. Dans ses *Annales ecclesiastici* (*ad ann.* 1420), Raynald a publié, à son sujet, une bulle importante du pape Martin V. Cet historien est loin cependant de nous avoir fourni toutes les pièces relatives à Nicole Serrurier. Jusqu'ici un grand nombre sont restées inconnues, bien que plusieurs surpassent en intérêt la bulle pontificale.

En premier lieu, il faut mentionner le procès verbal

(1) Le *Registre des consaux* appelle cet hérétique une première fois *Nicolle Serrurier*, et une seconde fois *Nicole* (voyez ci-dessous la pièce imprimée sous le n° I). Dans la table, placée en tête du cartulaire H des archives de la cathédrale de Tournai, il est désigné sous le nom de *Nicolaus Serrurier*. Enfin, dans les actes latins relatifs à ce personnage, il est généralement appelé *Nicolaus Serrurarii*. Nous adoptons l'orthographe *Nicole Serrurier*.

de l'arrestation et de l'emprisonnement de l'hérétique à Tournai, en l'année 1416. Ce document avait été naguère signalé par Vandenbroeck (1), mais il n'a pas été remarqué des historiens. Nous devons à la bienveillance de M. P. Macquest, archiviste de l'état et de la ville à Tournai, la satisfaction de pouvoir en publier ici le texte complet.

Une autre pièce, d'un intérêt capital, contient les actes du procès de Nicole Serrurier, d'abord au concile de Constance, ensuite devant différents cardinaux délégués en appel par le pape. Cette même pièce reproduit aussi la bulle déjà mentionnée de Martin V. Enfin, elle donne la relation officielle de la communication de ces divers documents à l'official de Tournai, en l'année 1422. Nous l'avons découverte aux archives de la cathédrale à Tournai.

A cette énumération il faut ajouter six lettres de Martin V, poursuivant l'histoire de Nicole Serrurier depuis sa condamnation jusqu'en l'année 1424. Nous les avons déjà signalées dans un autre travail (2). A cette occasion nous avons exprimé notre gratitude à M. l'abbé Vernet; car c'est chez lui, c'est dans ses notes que nous avons appris l'existence de ces lettres aux archives vaticanes. Nous ne pouvons manquer de réitérer ici l'hommage de notre reconnaissance à ce jeune savant, aussi distingué par le cœur que par l'esprit.

(1) *Extraits analytiques des anciens registres des consaux*, dans les *Mémoires de la Société historique et littéraire de Tournai* (1861), VII, p. 127.

(2) A. Cauchie. *Mission aux archives vaticanes. Rapport à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique*. Brux. 1892, pp. 12 et svv.

Grâce aux divers documents que nous venons d'indiquer, il est permis de suivre assez loin l'histoire agitée de Nicole Serrurier. Nous allons essayer de la retracer.

Dans notre exposé, nous verrons les hérésies de Nicole Serrurier, les divers procès contre cet hérétique, à Tournai, au concile de Constance, et à la cour pontificale, enfin, la désobéissance de Nicole Serrurier à la sentence de condamnation, et les efforts de Martin V pour l'en châtier.

I. Hérésies et opinions singulières de Nicole Serrurier.

Nicole Serrurier apparaît en scène au moment où les luttes du clergé séculier avec les ordres mendiants étaient arrivées à leur apogée.

Ces luttes étaient fort anciennes. Déjà pour y mettre fin Boniface VIII avait octroyé aux ordres de Saint-Dominique et de Saint-François divers privilèges sur le droit de prêcher, d'entendre les confessions et d'inhumer les fidèles défunts dans leurs églises (1), et bientôt les Carmes et les Ermites de Saint-Augustin jouirent des mêmes faveurs. Ces avantages leur furent repris par Benoît XI (2), mais Clément V les leur rendit au concile de Vienne (3). Le clergé séculier s'en plaignit pendant longtemps avec véhémence, mais sans succès. Même le pape Jean XXII condamna diverses propositions de Jean Poilley, docteur de la faculté de théologie

(1) *Extravagant. comm.*, lib. III, tit. VI, *de sepulturis*, c. 2.
(2) Ibidem, lib. V, tit. VII, *de privilegiis*, c. 1,
(3) *Clementin.*, lib. III, tit. VII, *de sepulturis*, c. 2.

à l'Université de Paris, qui s'était opposé aux privilèges des religieux mendiants (1). Depuis ce moment, la lutte se poursuivit avec ardeur à travers tout le XIVe siècle. Elle entra dans une phase particulièrement critique lorsque, en 1409, l'Université de Paris força Jean Gorel, de l'ordre des Franciscains, à rétracter diverses assertions en faveur des ordres mendiants et à reconnaître les prérogatives du clergé séculier (2). Le 12 octobre de cette année, Alexandre V, récemment élu, publia la bulle *Regnans in excelsis* (3). Cette bulle confirmait les dispositions de Boniface VIII, de Clément V et de Jean XXII, en faveur des religieux des ordres mendiants, et condamnait plusieurs propositions de leurs adversaires.

Ce fut un coup de foudre. Un orage éclata et il fut violent, à Paris surtout. Les religieux mendiants étaient dans l'allégresse : ils s'empressèrent de publier la bulle et de la commenter dans leurs sermons du carême 1410. Mais l'Université de Paris, célèbre par ses luttes séculaires avec les religieux, fit une énergique opposition au document pontifical. Le troisième dimanche de carême, l'illustre Gerson, chancelier de l'Université, s'éleva avec force contre cette bulle, dans un discours prononcé à la basilique de Notre-Dame; le 5 mars, la faculté de théologie déclara la bulle subreptice et décida l'exclusion des ordres mendiants de l'Université et de la chaire, s'ils ne renonçaient aux privilèges de la bulle. Devant cette redoutable opposi-

(1) Joan. XXII *Extravagant.*, lib. V, tit. III, *de haeresi*, c. 2.
(2) Bullaeus, *Historia Universitatis Parisiensis*, V, pp. 189 et svv.
(3) *Magnum bullarium.* Luxemburgi 1730; IX, pp. 221 svv,

tion, Jean XXIII, successeur d'Alexandre V, rétablit, le 27 juin 1410, les choses dans l'état où elles étaient avant la bulle de son prédécesseur (1).

Cependant la lutte ne cessa pas. En ce moment même, elle éclate avec véhémence à Tournai. C'est ici qu'apparaît notre personnage. Il se fait le champion des ordres mendiants, mais dans des circonstances où l'on s'attendait à un tout autre rôle de sa part ; car il venait de s'élancer dans l'arène comme défenseur de l'orthodoxie contre les hérétiques qui infestaient nos diocèses, et cela avec l'appui de ceux qu'il allait combattre. Il faut ici expliquer l'occasion de son entrée en scène. Ce sera retarder l'exposé de ses erreurs, mais aussi ce sera compléter l'image de la situation religieuse (2).

Depuis longtemps déjà, les diocèses de Tournai, de Cambrai, d'Arras et de Térouane étaient infestés par une secte d'hérétiques étranges : ceux-ci se retiraient du commerce des hommes pour vivre dans les bois, les cavernes, les endroits solitaires et cachés : ils tenaient entre eux de fréquentes réunions secrètes et professaient diverses erreurs des vaudois (3), des

(1) Bullaeus, *Historia Universitatis Parisiensis*, V, pp. 200 svv.

(2) Nous prenons désormais pour base de notre exposé les documents que nous publions.

(3) Les *vaudois* tirent leur nom de Pierre Valdo ou Pierre de Vaux, de Lyon, qui, en 1277, entreprit de ressusciter la vie apostolique. Leurs erreurs portent avant tout sur la morale : ils condamnent comme contraires à la Bible le serment, le service militaire, la peine de mort, la prière pour les défunts. D'autre part, ils imposent l'obéissance aux supérieurs de leur secte, la chasteté et la pauvreté : il faut renoncer à toute propriété et s'abstenir de tout travail. Mais cette obligation ne s'adresse qu'aux *perfecti* ou prédicateurs, et non aux *credentes* ou

beggards (1) et d'un certain hérétique connu sous le nom de *chauve-souris (vespertilio)*.

simples croyants. Cependant ils professent également de nombreuses erreurs dogmatiques. Ils méprisent la tradition et prennent comme base de leurs doctrines la Bible, qu'ils interprètent à la lettre et qu'ils connaissent surtout par des traductions en langues vulgaires. Pour réaliser leur idéal basé sur l'Écriture sainte, il est nécessaire de prêcher et d'expliquer la Bible. Aussi attribuent-ils aux laïques le droit de prêcher. Dès lors ils rejettent la hiérarchie catholique, et par conséquent les sacrements et le culte. Il y a cependant de nombreuses variétés dans cette secte : il faut surtout distinguer les pauvres d'Italie et les pauvres de France. A consulter E. MONTET, *Histoire littéraire des vaudois de Piémont*, 1885.

Cette hérésie recruta de nombreux adhérents. S'il faut en croire DIERXCSENS *(Antverpia Christo nascens et crescens*, I, pp. 243 et svv.), ces hérétiques se répandirent en grand nombre en Flandre vers le milieu du XIIIe siècle. Quoi qu'il en soit, nous apprenons dans le procès de N. Serrurier qu'ils étaient nombreux chez nous à l'époque des prédications de cet hérétique.

(1) Les *beggards* et les *béguines*, dont l'origine est encore discutée, formaient des associations religieuses très florissantes au XIIe et XIIIe siècles. Mais d'autre part, dès la seconde moitié du XIIIe siècle, le nom de beggards a une acception hérétique. Dans ce cas, il faut souvent entendre, sous le nom de beggards, non seulement les hérétiques *beggards* au sens strict du mot, mais une foule d'autres hérétiques, tels que les *frères et sœurs du libre esprit*, les *frères apôtres*, les *frérots*, les *lollards*, les *lucifériens* etc. Ces termes sont employés l'un pour l'autre. D'ailleurs, toutes ces sectes représentent une même tendance : sous le couvert du mysticisme panthéiste, emprunté à Amaury de Bène et à David de Dinant, elles représentent, au moyen âge, la libre pensée et la morale indépendante : Fi de la hiérarchie et du dogme! Fi de la morale chrétienne! Extérieurement toutefois les hérétiques de ce genre se donnent des allures de pauvreté et font profession de mendicité.

De tels hérétiques n'étaient pas rares dans nos contrées depuis la fin du XIIIe siècle Au reste, l'hérésie de Tanchelin, au début du XIIe siècle, avait merveilleusement préparé le terrain pour les futures erreurs. Deux femmes ont surtout contribué à l'extension de celles-ci,

Jean de Thoisy, évêque de Tournai, chancelier du duc de Bourgogne et chef du conseil privé, résolut de combattre cette secte : il invita et fit inviter les docteurs et maîtres en sciences sacrées à prêcher contre elle (1). Or, vivait alors au couvent des

au XIVe siècle : Marguerite Porrette et Bloemardine de Bruxelles. Au début du XVe siècle, les hérésies de cette dernière réapparaissent à Bruxelles dans la secte des *homines intelligentiae*, dont les deux principaux chefs furent condamnés, en 1411, par Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai. On peut consulter à ce sujet les documents réunis par P. FREDERICQ dans son *Corpus documentorum inquisitionis hereticae pravitatis neerlandicae*, I (1889), pp. 114-281. Voyez encore LEA, *History of the inquisition*, II (1888), pp. 359 svv. ; AUGER, *Étude sur les mystiques des Pays-Bas au moyen âge*, dans les *Mémoires couronnées et autres mémoires publiées par l'Académie royale de Belgique*, in-8, XLVI (1892). A consulter aussi, sur les beggards et les vaudois, la *Practica inquisitionis haeretice pravitatis auctore Bernardo Guidonis, ed. C. Douais*, (1886) passim.

(1) Le jugement prononcé par Jean, patriarche de Constantinople, au concile de Constance, en 1418, nous indique cette mesure de l'évêque de Tournai, mais sans en préciser la date. Il est certain qu'elle fut prise plusieurs années avant l'arrestation de Nicole Serrurier en 1416 ; car ce religieux prêcha ses erreurs *sepius pluribus annis* avant d'être emprisonné. D'ailleurs, à leur assemblée du 7 août 1411, les consaux de Tournai décident de se rendre à la « prédication qui se fera a juedj pour le fait de le Foy et des yreges », selon qu'a bien voulu m'en informer M. Macquest, d'après le *Registre des consaux* n° 155. De même, nous constatons qu'en cette année 1411, Pierre Floure et plusieurs docteurs de la cour spirituelle de Tournai déployèrent une grande activité contre les hérétiques de Lille.

A la même époque, des prédications et des poursuites avaient lieu contre les bougres dans les diocèses de Cambrai et de Térouanne. Voyez P. FREDERICQ, *Corpus documentorum inquisitionis haereticae pravitatis Neerlandicae*, I, pp. 266-281. On pourrait nous objecter que Jean de Thoisy ne fit son entrée en son église cathédrale de Tournai que le 6 novembre 1413 (COUSIN, *Histoire de Tournay*, IV, 197). Par conséquent, ses invitations aux maîtres en sciences sacrées ne sont pas

Ermites de Saint-Augustin à Tournai (1) un religieux du diocèse de Liège, du nom de Nicole Serrurier. Il offrit ses services, lesquels furent acceptés (2).

Mais voici qu'au lieu de s'attaquer à l'hérésie, comme on le croyait, il entre en campagne contre le clergé séculier et propage d'innombrables erreurs. Même, il produisit bientôt celles-ci au grand jour, et pour mieux en assurer la diffusion, il en traduisit plusieurs en wallon.

Disons quelles étaient ces doctrines.

Dans les actes du procès elles sont énumérées d'après leur degré d'hétérodoxie. Nous préférons les grouper d'après leur nature. On trouvera, du reste, dans les documents mêmes, leur classification au point de vue du dogme.

Pour déblayer le terrain nous signalerons d'abord

antérieures à cette date. Mais, déjà avant son intronisation, Jean de Thoisy prit des mesures pour la défense de la foi dans son diocèse, comme nous l'atteste la publication qu'il fit lire au peuple de Tournai, le 10 mai 1412. Voyez ci-dessous, p. 256.

(1) Les Ermites de Saint-Augustin s'étaient établis à Tournai, en 1319. Voyez Cousin, *Histoire de Tournay*, édition de la Société historique et littéraire de Tournai, 1868, IV, pp. 115 svv.; et De Tombeur, *Provincia belgica ord. FF. Eremitarum S. P. N. Augustini*, pp. 159 svv.

(2) Les prédications de N. Serrurier eurent lieu *sepius pluribus annis* avant son arrestation, comme nous l'avons dit dans une note précédente. Il est probable qu'elles commencèrent avant 1412; car, comment admettre qu'après l'émotion produite par les sermons des Augustins durant le carême de cette année (voyez ci-dessous, p. 255), l'évêque ait accordé à trois moines de cet ordre la mission de prêcher contre les hérétiques. Il est même vraisemblable que les hostilités de 1410 entre les ordres mendiants et l'Université, à Paris, auront eu aussitôt de l'écho à Tournai. C'est vers cette époque, et, en tous cas, avant 1412, que nous plaçons les débuts de Nicole Serrurier dans l'hérésie.

quatre *propositions étrangères à la querelle des ordres mendiants* et de natures hétérogène :

1. La charité a Dieu et le prochain pour objet et non pas nous-mêmes.

2. Dieu n'a pas remis et ne peut remettre une faute au pécheur sans que la contrition parfaite ne précède.

3. C'est un devoir de se confesser immédiatement après une faute grave, sous peine de commettre un péché mortel.

4. La cérémonie des relevailles n'est pas nécessaire ; elle constitue même un acte de judaïsme.

L'ensemble des autres doctrines porte sur la *lutte des ordres mendiants avec le clergé séculier.* Ici Nicole Serrurier ne se contente pas de revendiquer pour les religieux mendiants le droit d'entendre les confessions ; mais, pour mieux réussir dans cette campagne, il s'emporte contre la conduite des prêtres, et même il s'attaque à la dévotion populaire à saint Antoine, que le clergé séculier favorisait. Nous énumèrerons donc ces doctrines sous ces trois chefs :

Questions de juridiction ;

Attaques contre la conduite du clergé séculier ;

Attaques contre la dévotion populaire à saint Antoine le Grand ou l'Ermite.

Et d'abord, quelles sont les doctrines de Nicole Serrurier relatives à la *juridiction des religieux* en matière de confession?

1. Aucun paroissien n'est tenu de demander à son curé la permission de se confesser à un autre prêtre, et surtout à un religieux mendiant. Il n'est pas nécessaire de se confesser à son propre curé ; il suffit de se confesser aux moines mendiants.

2. Les curés disent à leurs ouailles que tout paroissien est tenu de se confesser, au moins une fois l'an, à son propre curé. Ce n'est pas vrai, disait Nicole Serrurier, ajoutant qu'il suffit de se confesser à quelque religieux mendiant *presentatus*.

3. Les religieux mendiants *présentés* sont des prêtres au sens propre du mot, et de vrais curés.

4. Les curés empêchent leurs paroissiens de faire des aumônes, des dons ou des legs aux religieux mendiants et de choisir leur sépulture dans les maisons de ces religieux.

5. Çelui qui s'est confessé aux religieux mendiants, peut recevoir licitement la sainte communion. Un curé ne peut ni ne doit refuser la sainte communion à qui s'est confessé à ces religieux. S'il la refuse, il pèche mortellement et se trouve frappé d'excommunication.

Vient ensuite une série d'*accusations contre les clérogames*. C'est ici la répétition d'anciennes attaques, qui s'étaient notamment produites lors de la querelle des investitures. Malheureusement les anciens abus avaient reparu, et mêmes les troubles occasionnés par le grand schisme les avait considérablement multipliés. C'était là un arme terrible entre les mains des religieux mendiants dans leur lutte contre les prêtres séculiers. Nicole Serrurier ne manqua pas de s'en servir. Énumérons les propositions qu'il émit à ce sujet :

1. Les prêtres qui vivent publiquement en concubinage n'ont pas l'autorité ni la puissance d'absoudre le pécheur. Un pécheur qui se confesse à un tel prêtre sort du tribunal de la pénitence sans être absout.

2. Les oraisons et les prières de la messe de tels prêtres sont sans valeur.

3. Les prêtres qui vivent en concubinage public sont excommuniés, de même que ceux qui ne les évitent pas sciemment.

4. Les prêtres qui vivent en concubinage public sont pires que Judas qui employait l'argent des apôtres à nourrir sa concubine et ses enfants.

5. Depuis peu de temps, plusieurs prêtres ont fait semblant de congédier leurs concubines. Ils ont fait semblant, dit-il, car ils mangent et boivent en secret avec elles (1). Personne ne devrait souffrir une telle chose. Bien plus, ceux qui ont des relations avec de tels prêtres et leur accordent leur faveur sont aussi coupables qu'eux. C'est aussi une faute de chercher à les excuser.

6. Si les paroissiens d'un curé concubinaire public aimaient vraiment Dieu, ils devraient lui défendre de célébrer la messe ou tout autre office en leur présence.

7. Ceux qui font célébrer des messes par de tels prêtres pèchent mortellement, de même ceux qui assistent sciemment à leurs messes.

Dans quelques-uns de ses discours, N. Serrurier alla jusqu'à traiter les prêtres d'endurcis et de réprouvés. Il ajoutait que ce n'est pas sans raison que les prêtres sont appelés des « ribauds. »

Outre ces protestations contre la juridiction et la conduite du clergé séculier, Nicole Serrurier s'élève enfin avec violence contre la *dévotion à saint Antoine le Grand.*

Cette dévotion a toujours été très populaire dans

(1) Il semblerait d'après cela qu'il ne faut pas toujours entendre par prêtres concubinaires des prêtres libidineux, mais aussi des prêtres qui avaient à leur service une personne du sexe. L'ancienne discipline était, en effet, très sévère sur ce point.

l'Église. Elle l'était surtout au moyen âge. En 1095, deux gentilshommes du Dauphiné, Gaston et son fils Didier, qui attribuaient à saint Antoine leur guérison du *mal des ardents*, fondèrent l'association des Antonites ou frères hospitaliers de Saint-Antoine. Cette association subit dans la suite de grandes transformations; mais elle contribua toujours considérablement à entretenir et à développer la confiance du peuple en son illustre patron (1).

On invoquait surtout saint Antoine contre la peste et d'autres fléaux analogues. On recourait à lui pour obtenir, par son intercession, la préservation des animaux, et surtout des porcs, d'une maladie analogue à la plaie des ardents, connue encore sous le nom de feu de Saint-Antoine. En diverses localités, la commune entretenait à ses frais un cochon qu'on appelait le cochon de Saint-Antoine. Souvent ces animaux portaient au cou une clochette en l'honneur du saint. Le peuple voulait montrer par là qu'il attendait leur préservation de la protection du bienheureux.

Le centre de la dévotion à saint Antoine l'Ermite était Vienne en Dauphiné; mais nos contrées se distinguaient aussi par ce genre de piété (2). Ainsi en était-il notamment au début du XVe siècle. La preuve en est dans les violentes attaques de Nicole Serrurier lui-même, et plus encore dans l'indignation de l'Église en face de ces attaques. A cet égard, rien de plus significatif que le panégyrique prononcé en l'honneur de

(1) Voyez AVIELLE, *Histoire de l'ordre hospitalier de Saint-Antoine*, 1883.

(2) Voyez les *Acta sanctorum januarii*, II, pp. 156 et svv.

saint Antoine par le chancelier Gerson, au concile de Constance, le 17 janvier 1417, le jour même de la fête de ce saint. Toute l'éloquence du célèbre orateur est à exalter les grandeurs de son pieux héros et à appeler les foudres de l'Église sur ses détracteurs (1).

Le lecteur comprendra maintenant la portée des propositions de Serrurier :

1. Rendre des honneurs à la châsse de saint Antoine, c'est un crime d'idolâtrie.

2. Ceux qui donnent à manger aux cochons qui portent la clochette de Saint-Antoine pèchent mortellement.

3. N. Serrurier s'étonnait vivement qu'en considération des larges présents qu'ils recevaient des religieux de Saint-Antoine, les prélats permissent de porter la châsse de saint Antoine à travers les contrées soumises à leur autorité.

4. Ceux qui reçoivent la mission de porter ainsi la châsse de saint Antoine ne sont que des trompeurs et des imposteurs.

5. N. Serrurier ne croyait pas que les religieux Antonites eussent obtenu quelque privilège concernant le port de la châsse de saint Antoine et les choses qui s'y rattachent.

6. Il ne croyait pas être vrai que ces moines eussent reçu du souverain pontife des indulgences pour les dons faits à saint Antoine ou à ses messagers, ou aux cochons qui portent une clochette en son honneur. Il ajoutait que jamais aucun pape n'avait accordé d'indulgence pour de la nourriture donnée à un animal.

(1) Ce sermon a été édité par Dupin, dans les *Opera* GERSONIS, II, pp. 349 svv.

7. Ces religieux et leurs messagers ont inculqué à leurs auditeurs, particulièrement dans les villages, la crainte que saint Antoine ne les brûle, et par suite de cette crainte ces auditeurs, n'eussent-ils qu'un seul denier, le donneraient.

Telles étaient les doctrines répandues par Nicole Serrurier. Dans toute cette campagne, il était fortement secondé par les religieux de son couvent à Tournai. Car non seulement il est probable que ses deux confrères qui avaient reçu en même temps que lui la mission de prêcher contre les hérétiques, auront marché à sa remorque; mais nous savons positivement qu'en 1412, les Augustins de Tournai produisirent un scandale considérable par leurs sermons durant le carême de cette année (1). Or, il est vraisemblable que Nicole Serrurier était l'âme de cette agitation.

Quoi qu'il en soit, grand fut l'émoi causé par de telles prédications, d'autant plus que Nicole Serrurier traduisit, comme nous l'avons dit, plusieurs de ses doctrines en wallon. Dans la ville et le diocèse de Tournai, dans les régions environnantes, les prêtres séculiers tombèrent dans un discrédit profond. Le peuple n'eut plus pour eux que du mépris, leur refusa toute obéissance et cessa de fréquenter les sacrements. A Tournai, les passions populaires se déchainèrent avec tant de violence, que le clergé n'osait plus célébrer des processions publiques (2).

(1) Voyez la *publication* que nous reproduisons à la page suivante.

(2) C'est ce que nous lisons dans la rétractation de N. Serrurier au concile de Constance. D'autre part cependant, à ce que nous écrit M. Macquest, les *Registres des consaux* et les *Registres aux publications*, conservés aux Archives de l'état et de la ville, à Tournai,

Une telle situation était d'autant plus dangereuse que N. Serrurier se rencontrait sur plusieurs points avec Wicleff et Jean Huss. Or ces derniers avaient provoqué un immense mouvement en faveur de leurs doctrines. Pour calmer les esprits, l'évêque de Tournai et son chapitre firent lire la protestation suivante « en l'escaffaut de l'église Saint-Quentin, présent le peuple, le jour de l'ascension (10 mai 1412), après le prédication faite par frère Platiel, frère mineur » :

« De par Mons. l'evesque de Tournay et ses vicaires
» soit dit au peuple et aussi de par Mess. de capitle,
« qu'aucun religieux de l'ordene de saint Augustin
» ont fait plusieurs sermons au peuple en ce quaresme
» passé, et depuis, en parlant publiquement et notoire-
» ment contre lonneur l'église généraulment et aussi
» dudit Mons. l'evesque et de tout le clergié, tant de
» ceste cité comme de l'évesquié, en tourblant et met-
» tant les cœrs du simple peuple en grant variation et
» qui plus est en aucuns grans erreurs contre la sainte
» doctrine des aposteles, comme plus ad plain leur
» sera remonstré, au plaisir de Dieu, dedens brief
» temps. Lesquelles coses sont venues à la cognois-
» sance de l'Université de Paris et du dit Mons. l'eves-
» que et du Roi notre sire, lesquelz, pour ceste cause,
» doivent envoier par decha certaines notables per-
» sonnes de ladite Université, pour réformer en bien
» les coses pour eulx preschiées, et remettre le peuple
» en leur droite voye et apaisement de leur conscience.

permettent de constater que de 1410 à 1418, il y eut d'assez nombreuses processions à Tournai. Il ne peut donc s'agir que d'un fait ou l'autre isolés, voire même de simples craintes, si tant est qu'il ne s'agisse pas d'autres localités que Tournai.

» Et pour ce, mes bonnes gens, jusques ad ce que les » dessusdis légas ou commissaires de l'Université » seront venus, ne vueillés avoir vos consciences » troublées par leurs sermons fais ou à faire, ne adjouster foy à leurs sermons, espécialement en coses » qui, de prime face, sonnent mal (1). »

II. Procès de Nicole Serrurier a Tournai.

Nous ne savons si les légats de l'Université de Paris vinrent effectivement à Tournai (2). Quoiqu'il en soit, le scandale persévéra. Pour y mettre fin, Pierre Floure, inquisiteur général « ou maistre des Bougres » dans la province de Reims, poursuivit Nicole Serrurier pour fait d'hérésie. Mais il eut beau le citer plusieurs

(1) Vandenbroeck, *Extraits analytiques des anciens registres des consaux*, dans les *Mémoires de la société historique et littéraire de Tournai,* VII, p. 91. Cette publication vise sans doute les prédications des Ermites de Saint-Augustin à Tournai, durant le carême de 1412. Mais quiconque rapproche de ce texte les délits reprochés à Nicole Serrurier, se persuadera aisément qu'il était le premier atteint par cette publication. Car, comme nous l'avons déjà dit, nous pensons que les prédications de cet hérétique et de ses confrères avaient commencé depuis quelque temps déjà, lorsque se produisit cette protestation. Nous n'oserions cependant affirmer que Nicole Serrurier ne poursuivit pas ses prédications après cette publication du 10 mai 1412; car il ne fut arrêté qu'en 1416, après s'être montré plusieurs fois rebelle aux citations de Pierre Floure, inquisiteur général dans la province ecclésiastique de Reims. Et encore à cette époque le scandale causé par ses prédications était énorme.

Quoi qu'il en soit, la publication contre les sermons des Augustins nous montre bien l'émoi causé par les prédications de Nicole Serrurier. D'autre part elle inaugure la série des mesures répressives à son égard. Nous nous croyons donc autorisés; en tous cas, à la placer ici, sans intervertir l'ordre des faits.

(2) Il n'y a rien à ce sujet dans les *Registres des consaux.*

fois à son tribunal : l'accusé ne comparut pas. Sur ce, l'évêque de Tournai, Jean de Thoisy, le doyen et le chapitre de la cathédrale intervinrent auprès des jurés et des autres chefs de la ville. Le jeudi, 7 mai 1416, Nicole Serrurier fut arrêté, du consentement de ceux-ci, au couvent des Augustins et conduit dans la prison de l'évêché. Chemin faisant, l'hérétique déclara se pourvoir en appel; mais le lundi suivant, il renonça à son appel.

L'évêque et l'inquisiteur procédèrent ensuite contre lui. Au cours de ce procès furent relevées à sa charge les propositions énumérées dans la bulle de Martin V. On lui reprocha également l'émotion et le scandale causés par ses prédications. L'exposé qui précède nous dispense de nous arrêter sur ce point. Il serait intéressant de connaître l'issue de ce procès. Malheureusement, nous n'en possédons pas les actes.

Ce que nous savons, c'est que dans l'intervalle, le concile de Constance, réuni depuis l'année 1414, avait entendu des prélats et divers autres personnages de France élever des plaintes contre Nicole Serrurier (1). Même l'évêque de Tournai, Jean de Thoisy, et l'inquisiteur Pierre Floure demandèrent au concile de procéder contre cet hérétique. Nous allons voir se dérouler cette cause.

(1) Cette circonstance est mentionnée dans le procès verbal du jugement rendu par Antoine, cardinal de Sainte-Susanne. Elle renferme une allusion très claire au sermon prononcé au concile de Constance, le 17 janvier 1417, par Gerson, chancelier de l'Université de Paris.

III. Procès et condamnation de Nicole Serrurier au concile de Constance.

Le concile de Constance, on le sait, s'était donné pour triple mission de mettre fin au grand schisme, de réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, et de réprimer l'hérésie. En ce qui regarde ce dernier point, le seul qui puisse nous intéresser ici, il avait déjà accompli une grande partie de sa tâche : les hérésies de Wicleff avait été réprouvées ; Jean Huss non seulement avait vu ses doctrines condamnées, mais le 6 juillet 1415, il était mort sur le bûcher. Ainsi avaient été frappés les deux chefs de l'hétérodoxie. Restait à poursuivre l'œuvre. A cet effet, le concile nomma une commission chargée de procéder contre les hussites et les wicleffistes. Plus tard Martin V ratifia les pouvoirs de cette commission (1). Elle avait à sa tête Jean, patriarche de Constantinople, qui avait été chargé plusieurs fois de semblables fonctions. Elle avait reçu, d'ailleurs, à ce sujet, une délégation spéciale de la part de Jean de Thoisy, évêque de Tournai, et de Pierre Floure, inquisiteur général dans la province de Reims.

C'est devant cette commission que fut examinée la cause de Nicole Serrurier.

(1) C'est ce que nous apprennent les actes du procès de Nicole Serrurier au concile de Constance, mais sans nous indiquer la date où cette commission fut constituée. Nous sommes portés à croire qu'il s'agit de la commission nommée par le concile, à la dix-neuvième session générale, le 23 septembre 1415. Cfr. Hefele, *Histoire des conciles*, X, p. 542 ; Von der Hardt, *Magnum Constantiense concilium*, IV, p. 528.

Il ne semble pas cependant que, dès l'abord, le concile et la commission désignée contre les hussites et les wicleffistes aient montré beaucoup de zèle à poursuivre Nicole Serrurier. C'était sans doute qu'elle tenait à ménager les ordres mendiants. Nous en avons la preuve dans le sermon que prononça Gerson, chancelier de l'Université de Paris, le 17 janvier 1417, à l'occasion de la fête de Saint-Antoine (1) et dont nous avons déjà parlé ci-dessus, p. 254.

Cependant l'instruction de cette cause commença et fut menée avec grand soin. Les juges prirent connaissance des articles reprochés à Nicole Serrurier, les examinèrent à fond, entendirent divers rapports, pesèrent les témoignages recueillis tant au cours du présent procès que dans l'enquête faite antérieurement à Tournai.

Après avoir conferé entre eux sur les divers actes des deux procès, la culpabilité de N. Serrurier leur parut suffisamment établie : il fut prouvé que ses prédications avait causé un mal immense, ainsi que nous l'avons narré plus haut; les propositions qu'il avait prêchées furent jugées dignes de diverses censures.

Nicole Serrurier, de son côté, reconnut sa culpabilité, donna des signes extérieurs de repentir et promit par écrit d'accepter la peine et la pénitence qui lui seraient imposées. Cette attitude et d'autre part l'intervention du général des Ermites de Saint-Augustin, Pierre de Bène, en sa faveur, le firent admettre à la cérémonie de la réconciliation.

Celle-ci eut lieu, le 12 avril 1418, en même temps

(1) *Opera Gersonis*, ed. Dupin, II, p. 349.

que le prononcé du jugement (1). Dès huit heures du matin, les nations du concile se réunirent dans la cathédrale. Après que les membres de l'assemblée eurent pris leur place habituelle, Nicole Serrurier fut introduit et installé sur une estrade assez élevée, au milieu de l'enceinte.

Ces préliminaires finis, on vit le patriarche de Constantinople monter à l'ambon et prendre la parole pour narrer le procès de Nicole Serrurier par Jean de Thoisy, évêque de Tournai, et Pierre Floure, inquisiteur général dans la province de Reims.

Suivit la lecture des articles condamnés. Ces articles furent présentés à l'hérétique, accompagnés de diverses censures, afin qu'il les révoquât, selon qu'il s'y était offert. Mais à peine les eut-il examinés quelque peu, qu'il déclara qu'il lui était impossible de les lire : car il avait un œil myope, et l'autre, il l'avait perdu en prison. De plus l'écriture était trop mince. Aussitôt on lui apporta deux chandelles; mais il répéta les mêmes raisons, qui furent acceptées du patriarche Jean. Celui-ci, à la demande de l'intéressé, députa Pierre de Lamburga pour lire en son nom.

Après cette formalité, le patriarche de Constantinople prononça la sentence définitive de la commission. Les

(1) Ulrich von Richental (*Chronik des Constanzer Concils* 1414 *bis* 1418, *herausgegeben van* Michael Richard Buch, dans la *Bibliothek des litterarischen Vereins in Stuttgart*, clviii, p. 144, Tubingen 1882) nous a transmis un vague souvenir de cette séance dans les termes suivants : « Uff zingstag am xii tag im Abrellen, do wurdent verbrennt maister » Dominicus de Laude bücher uff dem obern hof, die er gemacht hett. » Und maint man sy wärint uff des Hussen ser genaigt. Und widder- » rüft och da der selb maister und noch ainer siner kätzery, die sy » gehalten hetting und schwürind die fürohin niemer mer ze halten. »

considérants rappellent la marche du procès et la nature théologique des articles professés par N. Serrurier. Vient alors le jugement proprement dit, dont voici la substance :

Il est défendu à Nicole Serrurier de jamais reparaître dans les villes et les diocèses de Tournai et de Cambrai ainsi que dans les régions environnantes jusqu'à trente lieues de distance.

Il lui est également interdit de se rendre encore dans la ville et le diocèse de Paris avant le terme de dix ans, à partir de l'acceptation du jugement.

Nicole Serrurier doit obéir à ces décisions sous peine d'être emprisonné à perpétuité sans espoir de pardon, d'être livré au bras séculier et d'encourir d'autres châtiments encore.

Mais, comme nous l'avons dit, le coupable avait donné des signes extérieurs de repentir et avait offert de se soumettre. De plus, le général de son ordre s'était interposé en sa faveur. Aussi les juges déclarent qu'ils ont décidé de le recevoir dans le sein de l'Église, ils le relèvent de l'excommunication, des autres censures ecclésiastiques et des peines qu'il avait encourues avant le jugement, sauf la correction qu'il pourrait avoir à subir d'après la règle de son ordre.

Comme pénitence, il est condamné à une réclusion de deux ans dans le couvent des Augustins, à Metz : l'enceinte du monastère constitue les limites de sa prison. Il lui est défendu d'avoir aucun colloque, aucune communication avec les laïques, quels qu'ils soient, sous les mêmes sanctions que plus haut.

En cas de désobéissance, le patriarche Jean ordonne à tous les supérieurs ecclésiastiques et à quiconque

possède ou exerce la juridiction, plein et libre pouvoir de le châtier, en vertu des facultés de la commission, et de lui imposer les punitions précédentes et n'importe quelles autres peines du droit canon, sans égard aux privilèges ni aux exemptions.

La sentence porte encore que le jugement, y compris l'énumération, la condamnation et l'abjuration des articles, serait expédié sous bulle pontificale et solennellement publié en présence du clergé et du peuple dans les villes et les diocèses de Tournai et de Cambrai, et partout ailleurs où il serait jugé utile, et cela autant de fois que ce serait opportun. De plus, les propositions incriminées devaient être brûlées sur la place publique de Constance.

Enfin les juges décident que, si Nicole Serrurier refuse ou néglige d'anathématiser et d'abjurer ces articles ou s'il se soustrait à l'exécution de la sentence, il sera, en qualité d'hérétique opiniâtre, immédiatement privé et dépouillé, selon le rite de l'Eglise, de tout ordre et de tout grade ecclésiastiques pour être abandonné au bras séculier.

Ce jugement prononcé, Nicole Serrurier révoque sommairement ses erreurs. Puis il pose la main droite sur les saints Évangiles que lui présente le général de son ordre, Pierre de Bène ; et le bras soutenu par ce dernier et par le sacriste de Viviers, il déclare accepter la sentence et promet de s'y soumettre sincèrement.

En suite de tous ces actes, Jean des Wastines (1), et

(1) Ce personnage, désigné sous le nom de *Johannes de Wastina* dans les actes du procès, est appelé dans divers actes en wallon de l'époque tantôt Jehan de le Wastine, ou de le Wastines, tantôt Jehan

Jean de Wachtendonc (1), procureurs de l'évêque de Tournai. Jean de Thoisy et de l'inquisiteur Pierre Floure, ainsi que Jean de Poilley, licencié en décrets et précepteur de la maison de Renverso, de l'ordre de Saint-Antoine, demandèrent collectivement et séparément, en présence de nombreux témoins de haute qualité, que les protonotaires et les notaires du Saint-Siège, députés à la rédaction des actes du concile, composassent le procès verbal de cette cause et en fissent plusieurs expéditions pour en garder à jamais la mémoire.

L'instant d'après, les articles condamnés sont portés de l'église sur la place publique, un immense bûcher est allumé et les articles sont brûlés en présence d'un énorme concours de peuple.

A la demande de Jean des Wastines, de Jean de Wachtendonc, et de Jean de Poilley, mentionnés plus haut, Jean Guiard et Antoine Guidon, notaires publics, firent rédiger un procès verbal de cette scène et de tous les antécédents : l'assemblée des nations du concile, le 12 avril 1418, la comparution de Nicole Serrurier, le rapport du patriarche de Constantinople sur le procès de l'évêque de Tournai et de l'inquisiteur Pierre Floure, la lecture des articles avec les censures théologiques dont ils étaient susceptibles, le prononcé du jugement par le patriarche de Constantinople, la rétractation et la soumission de Nicole Serrurier, la scène où furent brûlés les articles, en un mot tous les actes du concile relatifs à cette cause furent consi-

des Wastines ou Jehan des Wastines dit Gallois, comme nous l'avons remarqué dans le cartulaire H des archives de la cathédrale de Tournai, f°s 10, 101, 102. 104, 124, 147, 361, 370 etc.

(1) Jean de Wachtendonck devint plus tard chanoine de Sainte-Marie-au-Capitole, à Cologne. Voyez ci-dessus, p. 93.

gnés dans un procès verbal, et Jean Guiard et Antoine Guidon y apposèrent leur signature.

L'œuvre du concile au sujet de Nicole Serrurier était donc accomplie. Après une procédure aussi soignée, après un jugement aussi solennel, après la soumission publique du condamné, on pouvait croire que tout était fini. Mais en Nicole Serrurier avaient été frappés les quatre ordres mendiants. Sans être responsables de ses erreurs, ils avaient cependant vu le concile anathématiser ses revendications en faveur de la juridiction des religieux. Aussi vont-ils aussitôt demander une revanche.

IV. Procès et condamnation de Nicole Serrurier à la cour pontificale.

Pour réparer une défaite aussi éclatante, il ne restait aux religieux mendiants d'autre ressource que d'en appeler de la décision du concile à la sentence du pape. Ils n'hésitèrent pas à tenter ce moyen. Jean di Napoli, Antoine de Garseno, Bertrand Wuquier et Guillaume Arnaud, respectivement procureurs des Dominicains, des Frères Mineurs, des Carmes et des Ermites de Saint-Augustin, remirent bientôt à Martin V une supplique pour obtenir que le pape soumît à un nouvel examen la cause de Nicole Serrurier.

C'est que, disaient-ils, parmi les propositions condamnées, les unes l'ont été au détriment de la foi, d'autres au détriment de la vérité et des bonnes mœurs et quelques-unes au détriment des quatre ordres mendiants et de toute l'Église. Aussi le jugement du patriarche de Constantinople allait-il provoquer un

grand scandale dans le monde chrétien et porter préjudice à la foi.

En conséquence, lesdits procureurs priaient le souverain pontife de remettre les choses en l'état où elles étaient avant le jugement et de faire reprendre le procès par le patriarche de Constantinople ou par tout autre membre du collège sacré des cardinaux, de préférence par Angèle, cardinal des Saints-Pierre et Marcellin, communément connu sous le nom de cardinal de Vérone. C'était, en effet, le zélateur des causes en matière de foi. Ils promettaient que Nicole Serrurier ferait au sujet des articles, ou de l'un et de l'autre d'entre eux, les réparations exigées par l'Écriture et le droit canon.

Martin V agréa cette supplique et la fit transmettre au cardinal de Vérone. Quelques mots, écrits sur son ordre à la fin de la lettre, lui commettaient le soin de procéder conformément à la demande des procureurs des ordres mendiants.

Le cardinal reprit donc l'examen de cette cause, mais il mourut bientôt avant d'être arrivé à aucune conclusion.

Le pape remit alors de vive voix l'affaire à Pierre, cardinal de Sainte-Marie-in-Domnica, appelé vulgairement le cardinal de Venise. Celui-ci la reprit au point où l'avait laissée le cardinal de Vérone; mais pour certaines raisons que nous ne connaissons pas, la question fut portée à la chancellerie pontificale. Ici elle fut confiée par Martin V à Antoine, cardinal de Sainte-Susanne, ordinairement nommé le cardinal d'Aquilée, dans la même forme qu'elle avait été commise au cardinal de Vérone, pour qu'il la conduisît à bonne fin.

Le cardinal d'Aquilée se mit en devoir d'exécuter cette mission difficile. Cependant il adressa bientôt une supplique au pape pour obtenir des pouvoirs plus étendus. Dans les considérants la supplique rappelle d'abord le procès dirigé par le patriarche de Constantinople, ensuite la mission de reviser la cause successivement confiée aux cardinaux de Vérone, de Venise et d'Aquilée. Mais, continue en substance la demande, quelle était la juridiction confiée au cardinal d'Aquilée par cette mission? L'intention de Sa Sainteté était-elle que Nicole Serrurier fût de nouveau entendu au sujet des articles qu'il avait lui-même rétractés au concile de Constance? Quel était le rôle du cardinal d'Aquilée dans ce procès? Le serment par lequel Nicole Serrurier avait révoqué ses propositions et promis de ne plus les prêcher n'était-il pas un obstacle pour l'admettre à défendre ces propositions? N'était-ce pas un obstacle aussi que les procureurs des ordres mendiants ne possédaient pas, ou du moins n'avaient point produit des mandats suffisants pour « agir et défendre » en cette cause? Enfin, dans la commission du cardinal, on ne trouvait désigné ni l'*actor* ni l'accusé ni la chose qui devait servir de matière au procès et de base à la juridiction du cardinal.

La conclusion de cet exposé était qu'il fallait éviter de rendre dérisoire la juridiction du cardinal d'Aquilée et prévenir le scandale qui ne manquerait pas de se produire dans ce cas. En conséquence, le souverain pontife était prié de mander *ex certa scientia* au cardinal d'examiner les actes du procès dirigé par le patriarche de Constantinople. S'il lui était manifeste que la sentence du patriarche était passée au rang des choses

jugées, que Nicole Serrurier avait abjuré ses erreurs et promis ne plus les enseigner, que les procureurs des ordres mendiants n'avaient pas exhibé des mandats suffisamment valides ou même que la chose était passée au rang des choses jugées, dans ce cas le cardinal pouvait procéder *ex officio*, et, sur l'avis de docteurs en théologie et en droit canon et d'autres personnes versées dans le droit, confirmer ou infirmer la sentence du patriarche de Constantinople avec droit de la modifier et avec pouvoir de faire exécuter le jugement contre les rebelles par l'application, l'aggravation et la réaggravation des peines fulminées et par l'appel au bras séculier.

Le souverain pontife admit cette demande et la renvoya au cardinal avec l'autorisation désirée.

Sur ce, celui-ci procéda à un minutieux examen de la cause. Enfin, sur les conclusions de maître Symon, promoteur et instigateur nommé d'office par le cardinal lui-même, et de l'avis des prélats, des juristes et des nombreux maîtres en diverses sciences sacrées députés par le pape, le cardinal rendit solennellement sa sentence, à Florence, au monastère de Tous-les-Saints, au siège habituel de son tribunal, le lundi 11 décembre 1419, à l'heure des vêpres. Il confirmait les actes et la sentence du concile de Constance. L'ensemble des actes du procès en appel furent ensuite consignés dans un procès verbal qui fut souscrit par Herman Lutkehns, clerc de Munster, notaire public de par l'autorité apostolique et impériale.

Restait à exécuter le jugement.

V. Mesures exécutives des jugements rendus contre Nicole Serrurier.

A la suite de la sentence du cardinal d'Aquilée, Martin V exposa, dans une bulle solennelle, datée de Florence, 6 janvier 1420, les fautes de Nicole Serrurier, les divers procès qui avaient eu lieu contre lui, et les condamnations qui l'avaient frappé. Après cet exposé, il mande aux patriarches, archevêques, évêques, abbés, prieurs, prévôts, doyens, archidiacres et autres supérieurs du clergé séculier et régulier, ainsi qu'aux inquisiteurs qui recevraient communication de sa lettre, d'exécuter ou de faire exécuter les jugements rendus, de les publier et faire publier solennellement, au nom du Saint-Siège, dans les villes et diocèses de Tournai et de Cambrai, dans les régions voisines et partout ailleurs où cela paraîtrait utile.

Dans le cas où Nicole Serrurier n'obéirait pas soit au jugement du patriarche de Constantinople soit à l'un ou l'autre point de ce jugement, il fallait, disait la bulle, le punir d'après le texte du jugement et les prescriptions du droit canon.

Le pape ordonnait, en outre, de poursuivre les fauteurs de cet hérétique et de les frapper, au nom du souverain pontife, des censures et des peines habituellement fulminées contre les hérétiques. A cet effet, il dérogeait à la bulle de Boniface VIII et annulait les privilèges particuliers dont Nicole Serrurier ou ses adeptes auraient pu se prévaloir,

Telles étaient les prescriptions du souverain pontife. Pour en assurer l'efficacité, il fallait avant tout les promulguer. C'est ce qui eut lieu probablement en

divers endroits; mais nous ne sommes bien renseignés que sur leur notification au clergé de Tournai.

Le 28 janvier 1422, maître Absalon Oskin, promoteur des causes d'office de la cour spirituelle de Tournai et procureur de l'évêque Jean de Thoisy, comparut devant l'official de cette cour, en présence de plusieurs témoins et de divers notaires, pour lui présenter les actes du procès de Nicole Serrurier au concile de Constance, les lettres patentes du cardinal d'Aquilée et la bulle du pape Martin V. Il produisit les originaux de ces différentes pièces, et pria l'official d'en faire prendre copie, par mesure de prudence en faveur des exécuteurs du jugement. Ainsi fut fait, et pour le rappeler en passant, c'est précisément la copie authentique qui fut rédigée à cette occasion que nous publions ici.

Ensuite de cette communication, le jugement rendu contre Nicole Serrurier fut-il solennellement publié à Tournai, selon l'ordre de ses juges et la volonté du souverain pontife? C'est probable, mais nous ne possédons pas de renseignements à cet égard. Nous ne connaissons pas davantage la publicité qui dut être donnée ailleurs à ce jugement. Quoi qu'il en soit, les faits signalés ici nous laissent assez voir le soin apporté par Martin V à l'exécution du jugement.

Voyons maintenant quelle fut la conduite de Nicole Serrurier.

VI. Rébellion de Nicole Serrurier. — Efforts de Martin V pour le chatier.

Devant le danger qui le menaçait au concile de Constance, Nicole Serrurier avait fait les plus belles pro-

messes de soumission ; mais il n'eut garde de les tenir. Non seulement il chercha d'obtenir en cour romaine l'annulation du jugement rendu contre lui par le patriarche de Constantinople, mais il reparut, séjourna et prêcha dans les villes, les diocèses et les régions qu'on lui avait interdits.

Or, en 1423, alors qu'il était en route, disait-il, pour le concile général (1), il fut arrêté à Lausanne par l'évêque de cette cité, Guillaume IV de Challant, et par l'inquisiteur général de ce diocèse, Orric de Torrente. Ils savaient que Nicole Serrurier avait été condamné pour fait d'hérésie ; ou peut être aussi avait-il, à leur connaissance, porté une nouvelle atteinte à l'orthodoxie. Toujours est-il qu'il fut incarcéré dans les prisons de l'évêché.

L'évêque et l'inquisiteur l'interrogèrent sur divers articles, mais il répondit en termes équivoques, se contenta de faire une profession de foi douteuse, et pour mieux se soustraire à la prison, il allégua qu'il était en route pour le concile général.

Guillaume IV et l'inquisiteur écrivirent à ce sujet à Martin V, lui envoyèrent la confession de Nicole Serrurier et demandèrent ce qu'ils avaient à faire. Le pape vit immédiatement qu'ils ne possédaient sans

(1) A la trente-neuvième session générale, le 9 octobre 1417, les Pères du concile de Constance avaient décidé que désormais l'Église tiendrait souvent des conciles œcuméniques, et notamment que la prochaine réunon aurait lieu dans le délai de cinq ans. Conformément à ces dispositions, Martin V déclara, le 19 avril 1418, que l'assemblée se réunirait à Pavie. De fait, un concile s'ouvrit dans cette ville, le 23 avril 1423. Mais, au mois de juin, la peste éclata et, par suite de l'épidémie, le concile fut transféré à Sienne. Voyez Hefele, *Histoire des conciles*, XI, pp. 111 svv.

doute pas le texte du jugement rendu au concile de Constance; car il lui paraissait que l'hérétique n'avait pas subi un interrogatoire complet et détaillé sur chacun des articles condamnés. D'autre part, ses réponses aux propositions sur lesquelles il avait été questionné, étaient ambiguës, incertaines et partant insuffisantes. Enfin, il n'avait pas indiqué d'une façon précise les points du jugement auxquels il avait obéi ni ceux qu'il avait enfreints.

Martin V avait trop à cœur la répression de l'hérésie pour laisser N. Serrurier bénéficier de l'ignorance de l'évêque et de l'inquisiteur. Le 12 novembre 1423, il transmit à ceux-ci le jugement rendu à Constance et leur manda de le faire exécuter. Si l'interrogatoire que l'hérétique avait subi ou qu'il subirait sur les articles indiqués dans le jugement prouvait qu'il était relaps ou coupable, il devait être châtié en conséquence conformément aux prescriptions du droit canon. S'il se manifestait une opposition en sa faveur, il fallait punir les opposants, faire appel en cas de besoin au bras séculier et forcer les témoins à comparaître.

Le souverain pontife ne se contenta pas de cette lettre. A diverses reprises, il écrivit à l'évêque de Lausanne pour lui rappeler les fautes et les condamnations de Nicole Serrurier, et le presser de ne pas relâcher cet hérétique, mais de le juger avec rigueur et de le punir d'une façon exemplaire. D'autre part, bien qu'il fût seigneur temporel de Lausanne, l'évêque avait exprimé la crainte d'un soulèvement populaire en faveur de Nicole Serrurier. Le pape non seulement l'engagea à recourir au bras séculier, mais il écrivit lui-même à Amédée, duc de Savoie, pour le prier de

prêter son appui à l'évêque en cas où les laïques voudraient empêcher ou troubler le cours de la justice. Amédée promit son concours (1).

Toutefois ni l'évêque ni l'inquisiteur n'agissaient. Pour expliquer ses hésitations, l'évêque tantôt déclarait que Jean des Wastines, chanoine de Tournai, qui avait été convoqué pour le jugement, ne paraissait pas malgré ses instances, tantôt il alléguait qu'il était infirme, et tantôt il invoquait de nouveau qu'il craignait un soulèvement du peuple, bien que le pape eût écrit à Amédée de Savoie et que celui-ci eût offert son appui.

Martin V était d'autant plus contrarié de ces hésitations, qu'il désirait plus ardemment un châtiment exemplaire pour Nicole Serrurier, et qu'il craignait l'extension de l'hérésie, si on négligeait de la réprimer. Pour couper court à toute tergiversation, il écrivit à Orric de Torrente, le 16 mars 1424. D'une part, il lui rappelle sa lettre du 12 novembre précédent, lui montre combien il est mécontent de la conduite de l'évêque de Lausanne; d'autre part, il le charge d'entamer et de mener à bonne fin cette cause. A cet effet, l'inquisiteur doit d'abord députer comme promoteur de la cause Jean des Wastines ou tout autre personne qu'il lui plaira, demander le concours de l'évêque; procéder seul à l'exécution des ordres du pape avec l'aide de personnes capables qu'il choisira lui-même, si l'évêque ne peut ou ne veut pas accepter, écarter

(1) Amédée, d'abord comte de Savoie, avait été créé duc en 1416 par l'empereur Sigismond. Au concile de Constance, il déploya un grand zèle pour l'extinction du schisme. Mais plus tard, en 1439, il accepta la dignité d'antipape et prit le nom de Félix V. Il abdiqua, en 1449, et mourut pieusement, deux ans plus tard.

tout appel et tout autre motif de délai, requérir l'appui du duc Amédée et de tout autre et de n'importe quels personnages ecclésiastiques, voire même des ordres mendiants.

A la fin de sa lettre, le pape engage l'inquisiteur à ne pas encourir le reproche de négligence, mais à mériter sa faveur par une prompte obéissance. C'est un signe assez clair qu'il n'était pas rassuré sur l'efficacité de sa nouvelle démarche. Nous l'apprenons d'ailleurs expressément par une lettre que le souverain pontife adressa le même jour à Thibaud de Rougemont, archevêque de Besançon. Après un exposé succint de la question, il informe le prélat de sa dernière démarche auprès d'Orric de Torrente. Mais on doute, dit-il, que l'inquisiteur veuille procéder seul contre Nicole Serrurier. Cependant il ne veut plus que l'affaire souffre aucun retard. C'est pourquoi dans le cas où l'inquisiteur ne voudrait pas procéder et que l'archevêque serait requis d'exercer les fonctions de promoteur, le pape lui enjoint d'appeler cette cause devant lui, de la reprendre au point où elle se trouve au tribunal de l'évêque et de l'inquisiteur de Lausanne, et de la mener promptement à bonne fin.

Il serait intéressant de connaître quelle suite fut donnée à ces ordres de Martin V et quelle fut la fin de l'histoire de Nicole Serrurier. Malheureusement ici s'arrêtent nos renseignements. Nous nous sommes démandé si les archives de Besançon ou celles de Lausanne n'auraient pas pu nous fournir quelques éclaircissements. M. Viancin, bibliothécaire de Besançon, et M. l'abbé Gremaud, professeur à l'Université de Fribourg en Suisse, nous ont prêté à cet égard

l'aimable concours de leurs lumières, mais pour nous convaincre que notre espoir était une pure illusion. A Besançon, nous écrit M. Viancin, « les jugements de l'officialité et ses procédures civiles ont complètement disparu pendant la période révolutionnaire. Les archives du Doubs n'ont recueilli du fonds de l'ancien archevêché de Besançon qu'une vingtaine de registres et autant de liasses échappées aux destructions de 1793, documents concernant principalement le domaine. »

De son côté, M. l'abbé Gremaud recherche, depuis de longues années, dans les archives de la Suisse et du Nord de l'Italie, les documents relatifs à l'histoire de l'évêché de Lausanne; mais ni dans ses explorations antérieures ni dans les investigations nouvelles qu'il a bien voulu faire à notre intention, il n'a rien découvert au sujet de notre personnage.

Certes nous regrettons vivement que notre attente ait été déçue; toutefois nous n'en sommes pas moins profondément reconnaissant à M. Viancin et à M. l'abbé Gremaud pour la bienveillance et la générosité qu'ils ont bien voulu nous témoigner.

Puissent d'autres être plus heureux et poursuivre un jour jusqu'au bout l'histoire de Nicole Serrurier! Si nous ignorons la suite de cette histoire, nous ne savons guère mieux quel fut le sort des doctrines propagées par lui. A Tournai et dans les régions voisines, l'hérésie fut combattue avec énergie. Mais à travers tout le XVe siècle apparaissent des sectaires qui reproduisent, en partie du moins, les erreurs du moine augustin. Il est permis de croire que ses anciennes prédications n'auront pas été sans influence sur ces nouvelles manifestations de l'hétérodoxie.

Cependant nous ne saurions déterminer le degré de cette influence : il nous suffit d'avoir exposé ce que nous connaissons de Nicole Serrurier lui-même.

I.

Arrestation et emprisonnement de Nicole Serrurier.

7-11 mai 1416.

Le juedj, vij[e] jour de May ensiuant, frere Nicolle Sierurier, Augustin, fu, a le requeste de monseigneur levesque et des Doyen et Capitle de leglise Nostre Dame de Tournay, sur ce quilz disoient le dit frere Nicole auoir este accuse du fait deresie, et dont le maistre des Bougres le poursiuoit, et, pour celui cause, cites et mis en deffaultz et contumaces, par faulte de non conparoir a ses journees, prins et arrestes en le maison et eglise des Augustins en le ditte ville, et amenes es prisons du dit monseigneur leuesque, par assens de nous Jurez, et des autres chiefs de le dicte ville, et que quant il fu au dehors de le maison Gilliart le Siellier il appella, et le lundi ensivant renoncha a son dit appel (1).

Archives de Tournai. — Registre des consaux de 1413 à 1414; n° 156 de l'Inventaire des registres, sous la date du 27 mai 1416.

(1) En marge du registre, on lit, sous la date du 7 mai 1416, en regard de la fin du passage que nous reproduisons, les mots : *Appel. Renontiation.*

II.

Acte notarié dressé à la demande de l'official de Tournai, le 28 janvier 1422 (nouv. st.).

Outre le préambule, qui expose les circonstances ayant amené la transcription officielle des pièces relatives à la condamnation de Serrurier, l'acte renferme les documents suivants; 1º Le procès verbal dressé par deux notaires apostoliques et impériaux Jean Guiard et Antoine Guidon, relatant le procès, la condamnation et la soumission de l'hérétique tournaisien à l'assemblée des nations du concile de Constance, le 12 avril 1418; 2º le décret ou lettres patentes d'Antoine, cardinal de Sainte-Susanne, touchant le procès en appel et la condamnation de Nicole Serrurier en cour romaine, à Florence, le 11 décembre 1419; enfin 3º la bulle du souverain pontife Martin V, en date du 6 janvier 1420, exécutoire des sentences prononcées à Constance et à Florence.

Le document des archives de la cathédrale de Tournai dont nous reproduisons le texte aussi fidèlement que possible, est l'orignal même de l'acte notarié dressé sur l'ordre de l'official de Tournai. Il répond d'ailleurs parfaitement au signalement qui en est donné tout à la fin de l'acte lui-même : *Huiusmodi transumptum seu exemplum in presenti volumine quatuordecim folia continente redactum fieri et per dictos notarios publicos signari, subscribi et publicari fecimus et mandauimus, sigillique sedis Tornacensis jussimus appensione muniri.* L'acte relié dans le cartulaire H de la cathérale de Tournai se compose, en effet, de quatorze feuillets: il porte les signatures monogrammatiques des notaires Thomas Griaume, Jean Milot et Pierre Bonsin; le notaire Simon Brotolli a opposé sa signature et son monogramme séparement. Le sceau de l'évêché ou de l'officialité de Tournai, *sigillum sedis Tornacensis*, a disparu, mais on voit encore, à l'angle de droite de la marge inférieure des feuillets, les trous à travers lesquels passait le lac ou cordon du sceau.

Préambule.

Universis presens transumptum seu presens publicum instrumentum inspecturis officialis Tornacensis (1) salutem in domino, cum notitia veritatis. Quoniam pium est jurique et racioni consonum veritati testimonium perhibere. Notum igitur facimus quod anno, indictione menseque et die infrascriptis, comparente personaliter et constituto coram nobis in judicio in curia Tornacensi, in notariorum etiam publicorum et testium infrascriptorum ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum presentia, honorabili ac prouido viro magistro Absalone Oskin clerico, promotore causarum officij dicte curie, procuratoreque reuerendi in Christo patris et domini domini Johannis miseracione divina Tornacensis Episcopi, prefatus magister Absalon nomine antedicto certum publicum instrumentum signis et subscriptionibus discretorum virorum magistrorum Johannes Guiardj, Pictauensis diocesis, et Anthonij Guidonis Auinionensis clericorum, publicorum apostolica et imperiali auctoritatibus notariorum signatum et subscriptum, sanum et integrum; et certas patentes litteras a reverendissimo in christo patre domino Anthonio, eadem miseracione tituli sancte Susanne Romane ecclesie presbytero cardinali, Acquilegiensi vulgariter nuncupato, emanatas, eius vero ac proprio sigillo oblongo in cera rubea cum capsa cere albe et cordula fili rubei sigillatas ac signo et subscriptione discreti viri magistri Hermanni Lutkehus, clerici Monasteriensis, publica apostolica auctoritate predicta notarij, signatas et subscriptas, sanas et integras; necnon litteras sanctissimj in Christo patris et domini nostri domini Martinj diuina prouidentia pape quinti, eius vera bulla plumbea cum cordula canapis more Romane curie bullatas, sanas et integras, non viciatas aut cancellatas seu in aliqua sui parte suspectas, sed omni prorsus vicio et suspicione carentes, quarum

(1) Nous avons vu un grand nombre d'actes contemporains dans lesquels intervient l'official de Tournai; mais jamais son nom n'est indiqué.

quidem litterarum et instrumenti tenores inferius describuntur, coram nobis et dictis notarijs ac testibus infrascriptis judicialiter exhibuit atque porrexit, dicens et seriosius exponens, quod quamplures huiusmodi litterarum et instrumenti executores pro contentorum in eisdem execucione, prout ipsis incumbit, juridice fienda tam in ciuitate Metensi, quam in alijs locis diuersis, dictis litteris et instrumento, aut ipsarum et eius veris et legitimis transumptis, necessario indigebant. Ad quos quidem executores atque loca, viarum attentis varijs et notorijs incommodis tam propter gentes armorum nunc proch dolor vndique discurrentes quam alias, antedicte littere originales et instrumentum commode transferrj non poterant absque perdicionis aut totalis destructionis earumdem periculo permaximo; que tamen littere originales et instrumentum, si illas et illud amitti vel destrui, casu fortuito contingeret, extra Romanam curiam et sine magnis laboribus et expensis originaliter recuperari non possent. Quapropter dictus magister Absalon nomine ipsius reverendi patris nobis humiliter supplicauit, nos etiam debita cum instantia requirendo, quatenus dictas litteras et instrumentum per dictos notarios publicos transumj et fideliter exemplarj, ac earum transsumptum in formam publicam redigi facere, et dicto transumpto nostram auctoritatem ordinariam pariter et decretum interponere, sic quod eidem transumpto tam in judicio quam extra plena fides sicut dictis litteris et instrumento originalibus merito valeat adhiberi, dignaremur atque vellemus.

Nos igitur Officialis Tornacensis memoratus, receptis per nos litteris et instrumento predictis, ipsisque per nos visis et diligenter inspectis, ac sanis et integris reppertis, attendentes dictam ipsius magistri Absalonis requestam juri et racioni consonam fore, constito tamen nobis ex plurium fide dignorum testimonio sufficienti, dictas litteras et instrumentum fuisse et esse sigillatas sigillis, ac signatas et subscriptas signis, subscriptionibus et manibus illorum quorum in eisdem esse dicuntur; et per dictum magistrum Absalo-

nem affirmato in manibus nostris, suo medio juramento, quod huiusmodi transumptum non dolo vel fraude, sed ex causis dumtaxat premissis fieri petebat; dictis etiam itinerum periculis, que notoria sunt, per nos diligenter consideratis, cum ceteris animum nostrum ad hoc de jure mouentibus, prefatas litteras et instrumentum originales per notarios publicos infrascriptos in presenti volumine de verbo ad verbum fideliter transumi ac exemplari et in hanc publicam formam redigi fecimus et mandauimus in hunc modum.

Et primo dictum instrumentum cuius tenor talis est.

A. *Procès, condamnation et soumission de Nicole Serrurier au concile de Constance.*

a) *Comparution de Serrurier devant les nations du concile, le* 12 *avril* 1418, *et acte d'accusation.*

In nomine sancte et indiuidue Trinitatis patris et filij et spiritus sancti amen. Nouerint vniuersi presentes et futuri quod anno a natiuitate domini millesimo quadringentesimo decimo octavo, indictione vndecima, die vero martis duodecima mensis Aprilis, de mane hora octaua post mediam noctem, de mandato sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Martinj digna dei prouidentia pape, pontificatus eiusdem anno primo, in ciuitate Constantiensi prouincie Maguntinensis, in qua sacrosanctum vniversalis ecclesie concilium pro vnione sancte matris ecclesie reformacioneque eiusdem tam in capite quam in membris, ac extirpacione errorum et heresum quorumcumque celebratur et tenetur, fuit congregatio nationum sacrosanctum Constantiense concilium facientium, prout hactenus fuit obseruatum in dicto concilio, in ecclesia maiori Constantiensi, in loco in quo congregaciones et alie actiones sessionesque fieri solite sunt pro magnis et arduis negocijs eiusdem sacri concilij celebrarj, et fieri, solemniter congregate et adunate, ibidemque existentibus et presentibus reuerendissimis reuerendisque in Christo patribus dominis patriarchis, archiepiscopis, episcopis, abba-

tibus, necnon egregijs, scientificis, spectabilibus famosisque viris magistris et doctoribus licentiatis ac bacallarijs, ac etiam nonnullorum regum, ducum, principum, prelatorum ac vniuersitatum studiorum, communitatum, capitulorum, conuentuum, et quorumdam aliorum absentium ambaxiatoribus, nuntijs et procuratoribus, alijsque notabilibus et circumspectis viris pro eodem sacro generali Constantiensi concilio in Constantia destinatis, existentibus, et ipsis in locis et sedibus suis vt moris est sedentibus, fuit in prefato loco Constantiensis ecclesie, quidam Nicolaus Serrurarij, Leodiensis diocesis, frater ordinis heremitarum sancti Augustinj conuentus Tornacensis, in theologia magister, adductus, et in medio loci predicti in quodam scanno satis alto et a terra eleuato constitutus; et ipso in dicto scanno existente, reuerendissimus in christo pater dominus Johannes, Dei gratia patriarcha Constantinopolitanus, judex et commissarius per sacrum Constantiense concilium, et deinde per dominum nostrum papam Martinum predictum judex et commissarius specialiter deputatus contra tenentes et dogmatizantes eorumque fautores et adherentes, sectam et doctrinam wiclefistarum et hussitarum, prout de ipsius commissione liquet et apparet in actis et actitatis eiusdem sacri concilij, ascendit ambonem, vbi acta, statuta, decreta, ordinationes et alij actus solemnes dicti sacri concilij legi, publicari et pronuntiari et proponj solent; qui tanquam judex et commissarius plena et sufficienti potestate suffultus proposuit atque dixit narrando processum agitatum contra dictum magistrum Nicolaum per dominum Episcopum Tornacensem, et inquisitorem heretice prauitatis in eadem diocesi et prouincia Remensi, videlicet quod dudum in diocesibus Cameracensi, Attrebatensi, Tornacensi et Morinensi, insurrexerant quidam homines segregantes se a consortio hominum et in siluis, nemoribus et cauernis, et in locis absconsis et abditis sua faciebant conuenticula, ac inter se refricabant et dogmatizabant quasdam hereses et articulos condempnatos qui repperiuntur waldentium, qui dicti fuerunt pauperes de lugduno, ac quorumdam begardorum qui condempnati fuerunt in concilio

Viennensi (1), et vltimate cuiusdam vespertilionis sic nominati Contra quorum doctrinam et multiplicacionem Episcopus Tornacensis, debitum officij exsoluendo, inuitauit et inuitari fecit quoscumque doctores et magistros ad docendum et predicandum in suis ciuitate et diocesi contra talem sectam multiplicacionemque et doctrinam. Inter quos magister Nicolaus Serrurarij se obtulerat, cum duobus alijs sui ordinis, et dum crederetur quod dictam doctrinam et sectam impugnarent, inuoluerunt se ad aliam perfidam doctrinam; et quod inter eos idem magister Nicolaus multos articulos erroneos, quosdam in fide et moribus, quosdam vero scandalosos, alios erroneos in moribus ecclesiasticis scandalosos, male sonantes vel piarum aurium offensiuos dogmatizauerat et predicauerat, prout in quibusdam processibus et articulis in eis contentis contra ipsum magistrum Nicolaum tam in partibus coram dictis episcopo et inquisitore, eorumque commissarijs, quam in curia Romana probatis; quorum tenor de verbo ad verbum cum eorum qualificacionibus per judices fidei generales eorumque commissarios et deputatos de singulis nacionibus qualificatis inferius est insertus et plenius continetur.

Qui quidem articuli post recitacionem processus fuerunt dicto magistro Nicolao vt eos reuocaret, prout ad hoc se obtulerat, in quadam papiri cedula, cum certis verborum aliorum descriptionibus ad legendum traditi; quibus per eum receptis et aliquantulum inspectis, dixit quod non videbat, nec posset eos legere, eo quod visum haberet abbreuiatum et vnum ex oculis suis perdidisset in carceribus, et littera nimis gracilis et tenuis erat, et incontinenti fuerunt sibi portate due candele ceree accense vt clarius posset videre, sed perstetit in primis suis excusacionibus; que dicto domino patriarche judici et commissario verisimiles apparuerunt et apparebant; et de ipsius mandato, ad requestam dicti magistri Nicolai, fuit deputatus vnus ad legendum dictos articulos cum descriptionibus alijs nomine eiusdem

(1) *Clementin.*, lib. III, tit. XI, c. 1; et lib. V, tit III, c. 3.

magistri Nicolai et pro ipso, videlicet magister Petrus de Lamburga in decretis licentiatus, ac voluit et consentijt quod perinde haberetur ac si ipse magister Nicolaus eosdem articulos et alia in dicta cedula contenta legisset siue legeret. Que cedula per sic deputatum alta et intelligibili voce fuit lecta.

Et ipsa lecta, idem dominus patriarcha et vigore commissionis sibi facte per sacrosanctum concilium et dominum nostrum papam Martinum predictum, quandam diffinitiuam sententiam contra eumdem magistrum Nicolaum Serrurarij legit, protulit, pronunciauit, et de verbo ad verbum promulgauit sub hijs verbis.

b) *Sentence motivée prononcée contre Nicole Serrurier, par Jean, patriarche de Constantinople.*

Christi nomine inuocato. Quia communicatis processibus inter nos judices super quibuscumque heresibus, et specialiter super secta et falsa doctrina dampnate memorie Johannis Wicleff et Johannis Huuss eorumque sequacium et fautorum per sacrosanctam synodum Constantiensem generaliter deputatos tam per nos in curia quam in partibus per reverendum patrem Episcopum Tornacensem inquisitoremque heretice prauitatis contra et aduersus fratrem Nicolaum Serrurarij, ordinis heremitarum sancti Augustini, domus eorumdem fratrum Tornacensis, in sacra theologia magistrum, super nonnullis articulis erroneis in fide et bonis moribus, scandalosisque et sediciosis atque in auribus hominum male sonantibus, coram nobis in judicio realiter exhibitis et productis inferius descriptis, ipsisque diligenter inspectis, necnon relacionibus nonnullorum proborum et litteratorum quibus ex habundanti cautela commisimus recensendos, mature auditis, numeroque testium vtrorumque processuum consideratis, cunctisque circa hec equo libramine inter nos ponderatis, constat nobis ex illis sufficienter probatum esse dictum fratrem Nicolaum .xxviij. ex dictis articulis (1) publice

(1) Le procès verbal parle plus loin de trente-un articles prêchés par Serrurier; mais il s'agit ici des articles prêchés *publice et sepius*

et sepius pluribus annis erronee, temere et presumptuose in plerisque locis, et presertim in ciuitate Tornacensi et Cameracensi diocesibus in presentia populi predicasse et dogmatizasse, et christianum populum super ipsis quam plurimum contra veritatem catholice fidei et sanam doctrinam sanctorumque patrum infecisse, et ad inficiendum magis plures ex dictis erroneis seu hereseis articulis de latino in vulgare gallicum transtulisse, propter que etiam grauia et enormia nondum plene sopita scandala in clero et populo illarum partium subsecuta fuisse, ipsumque populum contra huiusmodi clerum ciuitatis et diocesis Tornacensis et locorum circumuicinorum dampnabiliter et periculosissime incitasse et etiam commouisse.

Quorum siquidem articulorum aliqui contra eandem orthodoxam fidem erronei, aliqui vero injuriosi, temerarii et scandalosi, presumptuosi vel seditiosi, et nonnulli piarum aurium offensiui euidenter existunt; quibus quidem temeritatibus et scandalis, nisi salubriter obuiaretur de remediis oportunis, periculosiora possent sequi; idcirco ad exaltationem fidei et veritatis manifestacionem in hac parte, communicato consilio multorum in eadem theologia et sacris canonibus magistrorum et doctorum, necnon aliorum peritorum et discretorum, per hanc nostram diffinitiuam sententiam, quam per vocis organum reverendissimi patris, domini Johannis patriarche Constantinopolitanj, et de nostro consensu et voluntate, necnon etiam juxta commissionem per dominum nostrum papam Martinum tam viue vocis oraculo et in audientiis suis publicis quam in scriptis factam ferimus in hijs scriptis, pronuntiamus, decernimus et declaramus prefatum magistrum Nicolaum hic presentem, coram nobis ipsum populum et potissime simplices, in ciuitate et diocesibus predictis, per huiusmodi pretensas predicationes et dogmatizationes fallaciter docuisse, infecisse et in scanda-

pluribus annis. Au reste, on n'énumère ci-dessous que trente articles; de plus, les quatre derniers renferment, non des propositions enseignées par l'hérétique, mais les effets de ses prédications.

lum ecclesie et contra veritatem fidei atque bonorum morum periculosissime seduxisse et commouisse.

Et quia quorumlibet delictorum qualitas et quantitas inspiciuntur, et juxta illas penitentia indicatur, ideo pensatis omnibus interdicimus sibi, quoad vixerit, ciuitates et dioceses Tornacensem et Cameracensem antedictas, et omnem regionem circumquaque contiguam infra triginta leucas, ac diocesim et ciuitatem parisiensem per decem annos, a die acceptacionis sentencie continue numerandos, ne ad eas deinceps accedat vel ipsas attingat, quouis quesito colore, sub pena perpetue incarceracionis, sine spe alicuius remissionis, remissionisque ad brachium seculare, quatenus juris scripti ordo hoc exposceret siue permitteret, necnon alijs juris penis quibuscumque, quas eo ipso incurrat et incurrisse noscatur, si contra fecerit.

c) *Circonstances atténuantes militant en faveur de la réconciliation de l'hérétique avec l'Église et d'un adoucissement des peines. Texte de la sentence adoucie.*

Verum quia ex nonnullis coniecturis et signis exterioribus nobis apparuit et apparet de premissis erroribus et alijs scandalis et offensis per eum commissis contritionem habere et compunctum esse, et penam atque penitentiam per nos sibi pro commissis propterea salubriter imponendam se velle suscipere, necnon pro viribus adimplere, et quod ad hoc etiam sponte se submisit, et scripturam super hoc conscriptam manu sua propria se subscripsit in testimonium veritatis; etiam consideracione venerabilis patris domini generalis et procuratoris dicti ordinis, se prudenter interponentium; eapropter ipsum magistrum Nicolaum Serrurarij, ad anathematizandum detestandumque et reuocandum dictos .xxviij. articulos juxta formam inferius adnotatam et jam primo lectam de mente et consensu dictorum dominorum judicum et prefati domini patriarche Constantinopilitani specialis commissarij contra predictam sectam deputati, concordatam publice et solemniter, vnacum doctrina dampnatorum Johannis Wycleff et Johannis Huuss et eorum sequacium,

auctoritate nobis in hac parte per ipsam sacrosanctam synodum et dominum nostrum papam commissa, etiam in vim submissionis sue juxta quam visus est etiam animo bene deliberato appetijsse, et se facere velle imponenda, duximus admittendum et ipsum ad gremium sancte matris ecclesie deuote redeuntem suscipimus, et ab excommunicationis sentencia, omnibusque alijs ecclesiasticis censuris et penis quibus propterea ante hanc nostram sententiam tenebatur astrictus, absoluimus, excepta correctione regulari sui ordinis, et eundem communicationi siue communioni ecclesie reconciliamus, si tamen vt asserit ad eam puro corde redierit et permanserit, et penitentiam quam nos sibi salubriter injungimus peregerit, secum in hac parte misericorditer juris temperare seu mitigare rigorem volentes penitentiam sibi imponendam duximus et imponimus, vt inclusus per duos annos continuos in conuentu Metensi, in domo sui ordinis, cuius totum ambitum sibi pro carceribus assignamus, sit et remaneat, interdicta sibi omni collocucione et communicacione quorumcumque laicorum sub penis predictis, quas ipso facto incurrat, si non seruauerit, ad peragendam pro commissis per se hujusmodi penitentiam continuo debeat remanere, ipsa interim deflendo per se commissa vt prefertur; decernentes ac etiam concedentes, et prefata auctoritate injungimus omnibus ecclesiasticis prelatis, ac etiam quibuscumque alijs juridictionem ecclesiasticam habentibus siue exercentibus, et eorum cuilibet in solidum, in quorum juridictionem vel districtum contigerit eum repperirj, plenam et liberam facultatem, si ipsum contra premissa, aut eorum aliquod, quod deus auertat, contigerit attemptari, vel non adimplere, auctoritate nostra et qua fungimur puniant et predictas penas et quascumque alias infligant, juxta canonicas sanctiones, quacumque exemptione vel priuilegio non obstante.

Hanc autem nostram sententiam cum insertione articulorum necnon anathematizacione, detestacione et reuocacione prefatorum, sub bulla domini nostri pape expedita in ciuitatibus et diocesibus supradictis, et etiam alibi vbi

expediens, ac totiens quotiens oportunum fuerit, coram eisdem clero et populo volumus et mandamus etiam solenniter publicari; ipsos articulos erroneos et hereticos aliosque per ipsum dogmatizatos, inferius eciam descriptos, prout hoc vltro petijt fieri, in loco publico Constantiensi in detestacionem criminis fore conburendos et etiam concremandos decernentes. Si vero anathematizationem et reuocationem huiusmodi recusauerit vel eam neglexerit et quoad hoc huic nostre sententie parere subterfugerit, ipsum tamquam pertinacem hereticum actualiter degradandum et exuendum in forma ecclesie omni ordine et gradu ecclesiastico, ac brachio secularj relinquendum fore declaramus.

d) *Soumission et rétractation de Nicole Serrurier.*

Qua sententia lecta, pronunciata, prolata et promulgata vt fertur, predictus magister Nicolaus Serrurarij dixit verba sequentia in effectu : Quia ex depositione testium super articulis lectis productorum sum, vt ex tenore processus apparet, convictus, ideo eosdem articulos reuoco, promitto et juro, anathematizo et detestor, prout me obtuli facturum et admissus sum, quemadmodum in sententia continetur. Tunc manum imponendo supra quemdam librum siue breuiarium sibi presentatum et oblatum per venerabilem patrem dominum Petrum de Bena, generalem ordinis Augustiniensis, et per eumdem ac sacristam Viuariensem, dum manus ponebat supra eum, sustentatum; et deinde subiunxit ore proprio idem magister Nicolaus quod dictam sententiam, prout lata fuerat, acceptabat, admittebat, et illi acquiescebat, parereque et obedire se offerebat puro corde et sincera mente.

e) *Teneur des articles comdamnés.*

Tenor vero dictorum articulorum siue cedule de quibus supra fit mentio, de verbo ad verbum sequitur et est talis.

Quamquam Samaritanus euangelicus clero euangelico pro fidelium regimine non solum vtriusque testamenti denarios, verum insuper plenitudinem potestatis contulerit supererogandi et desuper condendj medelas constitutionum et

canonum vsque ad consummacionem seculi et innouandi quotiens expedit propter insolentiarum emergentias, quibus assolet habundare iniquitas et refrigescere caritas subdito-torum, nec propter presidentium deformitatem, qua dicunt et non faciunt,licere subditis quouis modo repugnare prefatis legibus, saluatore dicente : « Super cathedram Moysi etc. omnia quecumque vobis[dixerint] facite,leges videlicet vtriusque testamenti velut paternas venerantes, supererogatas vero ecclesiasticas tanquam maternas pro condigna participatione sacramentorum, cuius participacionis gratia prelibata sunt dumtaxat edita documenta; ipse quoque venerande reliquie sanctorum tanquam sacri incitamenta operis et scandali presidentium temperamenta, eatenus vt pusilli scandalizati per vitam prepositorum reprobam per sanctorum predecessorum presidentium edificentur memorias; itaque sicut presidentis cleri malicia sanctimonia documentorum non viciat ex prefato saluatoris testimonio, sic nec efficaciam sacramentorum, beato Gregorio contestante : Cui inquit similes malos sacerdotes dixerim, nisi aque baptismatis, que lotos ad celum dirigit, ipsa vero ad cloacas effusa descendit. Qua in re sacerdotum malicia sacramentorum et sacrificiorum ecclesie nequaquam efficaciam impedit participantium presertim qui prefatis legibus obsecuntur. Sed prefatis doctrinis saluberrimis non obstantibus, quarum noticiam et verum intellectum habere debui ego Nicolaus Serrurarij, Leodiensis diocesis, frater ordinis heremitarum beati Augustini conuentus Tornacensis, in theologia magister, contra doctrinas premissas christianissimas, quasdam sentencias dogmatizaui et predicaui publice ad populum per ipsos auditores per me scandalizatos, principaliter .xxxj. articulos (1) continentes prout conuictus reppertus sum. Quorum quinque sunt erronei et contra fidem, videlicet nonus qui incipit :

Item quod caritas est ad deum et proximum et non ad seipsum.

(1) En réalité, cependant, l'énumération ne comprend que trente articles. Peut-être faudrait-il décomposer l'un de ceux-ci qui comprend une double proposition. Mais il y en a plusieurs de ce genre.

Item quod deus non remisit neque remittere potest culpam peccatorj absque preuia contricione.

Item quod presbyteri publici concubinarij non habent auctoritatem seu potestatem absoluendi peccatorem, et peccator confessus sacerdoti publico concubinario recedit absque absolucione.

Item quod orationes et preces missales talium sacerdotum publicorum concubinariorum sunt nullius valoris, et misse per tales concubinarios celebrate pro defunctis aut viuis sunt nullius valoris.

Item quod oratio non debet dirigi nisi ad deum solummodo et non ad sanctos.

Alii vero scandalosi, temerarii et presumptuosi, quales sunt primus, secundus et quartus videlicet :

Quod nullus parrochianus debet a suo curato petere licentiam confitendj alteri et potissime religioso mendicanti, et quod non est necesse confiteri proprio curato, et quod sufficit parrochiano confiteri fratribus religiosis mendicantibus.

Item quod curati dicunt parrochianis suis quod saltem semel in anno parrochianus tenetur confiteri suo proprio curato, quod non est verum, ut dixit ipse Serrurarij, affirmans ut supra quod sufficit peccatori confiteri alicui religioso presentato mendicanti.

Item quod religiosi presentati sunt proprii sacerdotes et veri curati.

Item quod curati impediunt parrochianos suos ne dent nec faciant elemosinas, dona aut legata mendicantibus, et ne dicti parrochiani eligant sepulturas suas in domibus eorumdem mendicantium Est sediciosus.

Item quod mendicantibus presentatis ipsis confessus licite potest recipere corpus christi, et non potest nec debet curatus confesso mendicantibus prefatis denegare corpus christi; quod si deneget dictus curatus, peccat mortaliter et est excommunicatus. Est presumptuosus et temerarius, et in fine in moribus fidei erroneus.

Item quod statim peccato mortali commisso, peccator sub pena peccati mortalis debet illud confiteri, priusquam

illud obliuiscatur. Est erroneus in moribus sacramentorum et fidei temerarius.

Item quod non est mulieri opus purificarj, quinymo hoc scilicet purificarj est judayzare. Est temerarius et scandalosus in moribus et obseruantijs ecclesie.

Item quod presbyteri publici concubinarij sunt excommunicati et secum scienter participantes. Est presumptuosus et scandalosus, et in secunda parte erroneus.

Item quod presbyteri concubinarii publici sunt peiores Juda, qui de loculis apostolorum nutriuit suam concubinam et suas proles. Est presumptuosus et in moribus ecclesie erroneus.

Item quod plures sacerdotes a modico tempore citra licentiauerunt ficte suas concubinas; ficte, inquam, quia occulte bibunt et comedunt cum suis concubinis, quod nullus deberet pati; ymo cum eisdem sacerdotibus publicis concubinarijs conuersantes et eos fauorisantes sunt in pari peccato, et peccant qui eos nituntur excusare falsis glosis. Est sediciosus et piarum aurium offensiuus et in moribus ecclesie suspectus.

Item si parrochianj alicuius curati concubinarij publici bene deum diligerent, deberent inhibere suo curato publico concubinario, ne missam aut aliud diuinum officium coram eisdem parrochianis celebraret. Est suspectus in moribus ecclesie, et scandalosus et inter articulos wiclefistarum sententialiter condempnatus.

Item quod facientes celebrari missas per sacerdotes concubinarios publicos peccant mortaliter. Est scandalosus et sediciosus in moribus ecclesie, et temerarius in vltima sui parte.

Item quod audientes scienter missas sacerdotum publicorum concubinariorum peccant mortaliter. Est temerarius et in moribus ecclesie scandalosus.

Item in aliquibus sermonum suorum dictus Serrurarii vocabat et presbyteros vocauit obstinatos et reprobatos, addiciens vlterius, quod non sine causa presbiteri vocabantur ribaldj. Est scandalosus et injuriosus.

Item quod deferre honorem feretro beati Antonii erat cri-

men ydolatrie. Est absolute scandalosus et piarum aurium offensiuus, et in casu quo in feretro beati Antonii forent reliquie, extunc est in fide erroneus secundum beatum Jeronimum, qui propter dehonestationem reliquiarum et sanctorum puluerem hereticat Vigilantium.

Item quod illi qui dant ad comedendum porcis baiulantibus campanulam beati Antonij peccant mortaliter racione precedenti. Videtur in moribus ecclesie erroneus et est de se scandalosus, in fine vero in moribus ecclesie erroneus.

Item quod multum mirabatur quomodo prelati sustinebant tale quid, scilicet deferre huiusmodi feretrum per patrias suas propter larga donaria que a religiosis sancti Anthonii habebant. Est scandalosus et piarum aurium offensiuus, et a predicatione vulgari extraneus.

Item quod deputati ad deportandum hujusmodi feretrum non sunt nisi trumpatores et cabusatores. Est injuriosus et in moribus fidei suspectus.

Item quod non credebat quod religiosi prefati super deportatione feretri cum ceteris que ibi fiunt, obtinuerunt aliqua, quodque hoc faciunt indebite et injuste, populum seducendo. Est sediciosus et injuriosus et piarum aurium offensiuus.

Item quod non credebat fore verum quod habeant illi religiosi indulgentias a papa pro dando aliquid beato Anthonio, nuncijs eius, seu porcis portantibus campanulam beati Anthonij; addens quod numquam aliquis papa dedit indulgentiam pro dando victum animali. Est injuriosus et audientium infectivus.

Item quod tales religiosi et nuncij ipsorum intulerunt timorem audientibus, et presertim in villagiis, quod sanctus Anthonius conburit eos, et ideo timore perterriti, si non haberent nisi vnum denarium, darent eumdem. Est scandalosus et piarum aurium offensiuus.

Vltimj quatuor articuli michi imponuntur tanquam injuriosi, scandalosi et sediciosi; de quibus sum et fui diffamatus et fide dignorum testimonio conuictus, videlicet :

Quod propter huiusmodi predicationes meas, populum

ciuitatis Tornacensis concitaui contra clerum, adeo quod clerus fuit in periculo.

Item quod propter huiusmodi predicationes adhuc clerus istis diebus est in opprobrium, derisum et odium populi.

Item quod propter huiusmodi predicationes et turbacionem inde secutam, illi de clero non audebant facere processiones generales pro ecclesia et pro rege propter metum qui merito potest cadere in constantem virum.

Item quod propter huiusmodi predicationes populus retractus est et continue retrahitur a deuotione, frequentatione et obedientia suarum ecclesiarum parrochialium et a receptione sacramentorum.

f) Profession de foi de Serrurier : réprobation des doctrines de Huss et de Wicleff; et acceptation du jugement.

Sciens me errasse et deliquisse in illis quam plurimum, ore confiteor et corde firmiter credo, omnes articulos suprascriptos, cum determinatione huius sacri concilij Constantiensis aliquos non esse catholicos sed nec aliquos ex eis esse dogmatizandos. Et insuper libera mente, nullo cogente aut impellente, hoc proprio meo scripto, coram reuerendissimis in christo patribus et dominis patriarchis, archiepiscopis, episcopis, abbatibus, coramque doctoribus et magistris variarum facultatum doctissimis, ceterisque dominis quorumque statuum aut graduum singulis et vniuersis huius sacre congregacionis profiteor quod sto et semper paratus sum stare firmiter et fideliter, cum sancta catholica, apostolica et Romana ecclesia, etiam in determinationibus et ordinationibus eius, tanquam cum matre mea atque omnium christi fidelium, nedum decretorum sed et decernendorum vera magistra; cui sensum meum non coequans seu preferens, sed reuerenter subiciens, nunc et semper humiliter obedio, atque semper obedire paratus sum, prout fidelis filius, qui tenetur fideliter pro viribus sue honestissime matris tueri honorem, vbilibet fortiter et constanter defendere. Et consequenter eadem libertate profiteor vere atque veridice, quod cum hoc sacro Constantiensi generali concilio vniuersalem

dei ecclesiam representante sto et stabo, et semper stare paratus sum fideliter et firmiter, super determinationibus et ordinationibus eius et presertim in illis que ad fidem pertinent, ratas nedum credens eas aut profitens, sed constanter tenturus et professurus super condempnatione .xlv. articulorum Johannis Wiclef de Anglia, et .xxxj. articulorum Johannis Huuss de Bohemia (1), cum quibus aliqui ex predictis articulis connexionem et dependentiam habere noscuntur (2); directe atque sincere profitens, rite ac vtiliter illas esse condempnatas conclusiones tanquam christi fidelibus obnoxias, atque dicte ecclesie dei turbatiuas, et in ista fide sententia quemcumque fidelem catholicum viatorem esse judico permansurum, et pertinaciter contrarium asserentem fore hereticum teneo et assero tenendum. Et ad firmitatem et ostensionem sinceritatis et puritatis mentis mee, necnon pura mente sed simulate huic sancte congregationi me existimer conformari, anathematizo et detestor omnes et singulas hereses et errores predictorum hereticorum condempnatorum Johannis Wiclef et Johannis Huuss; ac specialiter errores supradictorum articulorum meorum reuoco, et omnem aliam heresim et quoscumque alios errores se extollentes vel erigentes contra et aduersus traditionem aposto-

(1) Voyez la bulle de Martin V, du 22 février 1418, concernant les erreurs de Jean Wicleff et de Jean Huss, publiée dans le *Magnum bullarium Romanum*, Luxemburgi, I, pp. 288 svv. On n'y trouve cependant que trente articles et non pas trente-un relevés à charge de Jean Huss.

(2) Dans l'énumération des propositions de Nicole Serrurier faite plus haut, une seule, la seizième, est signalée comme entachée de wicléfisme. Elle montre très bien la relation fondamentale entre les erreurs de ce personnages, d'une part, et les doctrines de Wiclef et de Huss, d'autre part. On pourrait cependant établir une comparaison au sujet de plusieurs autres articles. Mais il suffit de remarquer avec Raynaldus (*Annales ecclesiastici, ad ann.* 1420) que Serrurier se rapproche de Wiclef et de Huss en ce qu'il enseigne : *Sacrificia a concubinariis sacerdotibus peracta non valere, neque orandos esse sanctos vel colendas reliquias.*

licam et obseruantiam ecclesiasticam etiam anathematizo et detestor de ipsius ecclesie sacramentis, clauibus, veneracione sanctorum et eorumdem reliquiarum et indulgentiarum, approbans et approbaturum me promittens, et bona fide jurando, nunc et semper dei gratia cooperante sententiam, fidem et credulitatem sancte catholice et Romane ecclesie de prefatis seruaturum; et juro per sanctam trinitatem et per hec sancta dei euangelia, quod in manibus meis teneo, me in veritate ecclesie catholice semper et sine dubio permanere, et eos qui contra presentem meam professionem venerint cum dogmatibus suis, eterno anathemate dignos esse pronuntio. Quod si ego ipse quod absit contra hanc veritatem et confessionem aliquando aliud sentire, tenere, predicare, aut asserere publice vel occulte, verbotenus vel in scriptis, presumpsero, canonum seueritati subiaceo et me subiacere judico ipso facto. Et hanc confessionem et obligationem proprio juramento vallatam volo dirigi ad regnum Francie, regi, regine, studio Parisiensi, baronibus et communitatibus ciuitatum videlicet Tornacensis, Morinensis, Cameracensis et Attrebatensis et opidorum circumadiacentium, vt hoc scriptum fiat sempiternum munimentum fidei mee orthodoxe, et etiam ne quis sit in quoquam angulo mundi, qui audeat nomine meo istas reprobatas et juste dampnatas per hoc sacrum Constantiense concilium tueri aut approbare conclusiones; et vt toti christianitati resplendeat, nedum me istis conclusionibus seu sectis non esse propitium, verum atque continuum fore sempiternum inimicum. Insuper volo et consentio, rogo et obsecro dictam meam scripturam hereticam et erroneam et seditiosam et piarum aurium offensiuam, publice comburi.

g) *Les procureurs de l'évêque de Tournai et l'inquisiteur de Reims requièrent la rédaction d'un procès verbal de la condamnation et de la réconciliation de Nicole Serrurier.*

De quibus omnibus et singulis superius descriptis reuocatione, anathematizatione, detestatione, juramento prefato et alijs vt prefertur actis, lectis, prolatis, pronuntiatis, promul-

gatis, et de reuocatione dicti magistri Nicolai Serrurarii, ac de eo quod acquieuit sententie supra descripte, venerabiles et circumspecti viri domini et magistri Johannes de Wastinia, canonicus Tornacensis, Johannes Wachendonc, procuratores asserti et procuratorio (1) reuerendi in christo patris domini Johannis miseracione divina Episcopi Tornacensis, ac venerabilis patris magistri Petri Floure sacre theologie professoris inquisitorisque heretice prauitatis antedicti; ac etiam Johannes de Poilleyo in decretis licentiatus, preceptor domus de Renuerso Tauriniensis diocesis, a monasterio sancti Antonij Viennensis diocesis dependentis, pro et nomine abbatis et conuentus ac totius ordinis sancti Antonij, tam coniunctim quam diuisim petierunt et instanter requisiuerunt, et eorum quilibet petijt et requisiuit, per dominos sedis apostolice prothonotarios ac notarios publicos, ad conscribendum acta dicti concilij deputatos et ordinatos, et alios ibidem presentes et eorum quemlibet fieri et confici vnum et plura publicum et publica, ac totquot sufficient instrumentum et instrumenta, ad perpetuam rei memoriam, presentibus reuerendissimo reuerendisque in christo patribus dominis Johanne patriarcha Anthiocheno, Petro Auinionensi, Alano Leonensi, Johanne Vaurensi, Vitale Tholonensi episcopis, Johanne abbate monasterii sancti Wandregisilij Rothomagensis diocesis, magistro Guillielmo Pulcrihepotis, serenissimi ac christianissimi principis, domini nostri regis Francorum ambaxiatoribus et nuncijs, Petro de Bena generali fratrum Augustinensium, Gerardo Faideri decretorum, Johanne de Rocha in theologia doctorum, Jacobo Despars in artibus et medecina magistro, et Johanne de Templis magistro in artibus et bacallario in theologia, necnon egregijs, scientificis, spectabilibus, famosisque viris, magistris et doctoribus, licentiatis ac bacallarijs, ac eciam nonnullorum regum, principum, prelatorum, ducum comitum, communitatum, vniuersitatum, studiorum, capitulorum, conuentuum, et quorumdam aliorum absentium am-

(1) Le mot *nomine* semble omis en cet endroit.

baxiatoribus, nuncijs et procuratoribus, alijsque notabilibus et circumspeotis viris in multitudine copiosa.

h) *Les articles condamnés sont brûlés sur la place publique de Constance.*

Et deinde sine aliquo temporis interuallo prefati articuli fuerunt extra ecclesiam predictam et ad plateam palatij iuxta eandem ecclesiam portati, vt comburerentur, prout per tenorem dicte sententie fieri mandabatur. Qui quidem articuli in magno lignorum aceruo igne succenso fuerunt proiecti, et combusti; ad quorum combustionem magna populi multitudo conuenit.

i) *Formule finale de l'acte des notaires Jean Guiard et Antoine Guidon.*

De quibus articulorum combustione et omnibus alijs supradictis prefati Johannes de Wastinia et Johannes de Wachendonc, ac Johannes de Poilleyo preceptor de Renuerso et eorum quilibet nominibus quibus supra petierunt et instanter requisiuerunt fieri et confici per nos Johannem Guiardi et Antonium Guidonis notarios publicos infrascriptos ibidem tunc presentes, vnum et plura publicum et publica instrumentum et instrumenta ad perpetuam rei memoriam, presentibus venerabilibus, circumpectis et discretis viris Gilberto Oueral Laudunensis, Michaele Goye Remensis ecclesiarum canonicis, Johanne Romani rectore parrochialis ecclesie de Tornaco Cameracensis diocesis, Johanne Blandurel, Stephano Monoque, presbyteris, Johanne Monoque clerico capellano in ecclesia Tornacensi, Roberto de Molendino in artibus magistro, clerico Tornacensi, Johanne Gigart clerico Cameracensi, Gerardo Sannageti et Mermeto Corteti domini nostri pape cursoribus, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Signatum et sic subscriptum :

Et quia ego Johannes Guiardi clericus Pictauensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritatibus ac sacri generalis concilii Constantiensis pro natione Gallicana et eiusdem nationis notarius, premissis omnibus et singulis

dum sic vt superius describuntur, in locis supra designatis proponerentur, legerentur, pronunciarentur, reuocarentur, sentenciarentur, diffinirentur, promulgarentur, dicerentur, proferrentur, agerentur et fierent, vnacum prenominatis dominis testibus in singulis actibus presens fui, eaque sic fieri vidi et audiui, ideo huic presenti publico instrumento, alia manu fideliter scripto, manu mea propria me subscripsi, et signum meum consuetum vnacum signis et subscriptionibus notariorum publicorum infrascriptorum apposui in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum, requisitus specialiter et rogatus.

Et ego Anthonius Guidonis, clericus Auinionensis publicus apostolica et imperiali auctoritatibus notarius ac inclite nationis Yspanice in sacro Constantiensi concilio existens scriba, quia premissis omnibus dum sic vt supra scribuntur per ordinem in locis supranominatis et designatis proponerentur, legerentur, pronunciarentur, reuocarentur, acceptarentur, sententiarentur, diffinirentur, promulgarentur, dicerentur, agerentur, peterentur, requirerentur et fierent, vnacum pronominatis dominis testibus in singulis actibus, gestis et factis supra descriptis presens fui, eaque sic fieri vidi et audiui et in notam recepi; ideo hoc presens publicum instrumentum per alium me alijs occupato negotijs fideliter scriptum, manu mea propria me subscribens signo meo consueto, vnacum signis et subscriptionibus notariorum supra et infra scriptorum signaui, in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum requisitus specialiter et rogatus.

JTEM dictas ipsius reuerendissimi patris domini Acquilegiensis litteras que continent hec verba :

B. *Décret d'Antoine, cardinal de Sainte-Susanne, touchant le procès en appel et la condamnation de Nicole Serrurier en cour romaine.*

a) *Préambule.*

In nomine domini amen . Vnigenitus dei filius, cuius liuore sanati sumus, et sanguinis fonte renati, solus suam fundauit ecclesiam, supra petram fidei mox nascentis erexit,

beatoque Petro apostolorum principi, eterne vite clauigero, celestis et terrenj simul imperij jura commisit, dispersos Israel ad ouile suum ministerio sue passionis reductus, ligandi atque soluendi sibi et in eo suis successoribus tradito principatu. Quapropter Romano pontifici, eiusdem principis in principatu huiusmodi successori, hee vigilie precipue sedulo, jugique studio imminent apostolice seruitutis vt ecclesiam ipsam sponsam suam nouo semper fetu multiplicet, multiplicatamque in ipsius integritate, cum mater sit illibata sine macula et ruga, extra quam nullus proficit ad salutem, absque erroris presertim heresis commixtione inuiolatam conseruet.

b) *Résumé de la cause jusqu'à la sentence rendue par Jean, patriarche de Constantinople.*

Sane pridem ad sacrosancte et generalis synodi Constantiensis vniversalem dei ecclesiam representantis, pro reformacione morum ac heresum extirpatione in spiritu sancto legitime congregate, sede apostolica pastore carente, primo, et deinde ad sanctissimi in christo patris et domini nostri, domini Martinj diuina prouidentia pape quinti, ad apicem summi apostolatus assumpti, clamorosa lamentabilique voce nonnullorum prelatorum et aliorum zelo dei feruentium de partibus Gallie, vt didicimus, peruenit auditum, quod quidam frater Nicolaus Serrurarij, ordinis fratrum heremitarum sancti Augustini, contra doctrinam apostoli plus sapere volens quam oportet, tunicam domini inconsutilem scindere molitus est, zizaniam iniquitatis satore procurante, in non modicum sinceritatis fidei orthodoxe et religionis christiane iacturam seminando ac, quod execrabilius est auditu, quasdam erroneas et a fide deuias, bonisque moribus contrarias asserciones, in diuine maiestatis offensam publice ad populum asserere et dogmatizare non verebatur. Ne autem vna ouis morbida totum gregem inficeret, populusque deo deuotus in lege domini simpliciter caritate non ficta ambulans, pseudo prophete attendens illabaretur ad vetita, contaminarenturque sancta, et plures de vanitate conuc-

nirent in idipsum, prefata sacrosancta sinodus generalis primo, ac deinde dictus noster papa, cura peruigili diligentique exquisita iuxta veritatis verbum, arbor que non facit fructum bonum excidetur et in ignem mittetur, infructuososque palmites instruens succidendos, et vt de premissis veritas dilucidaretur, prout tanti negotij exigit qualitas, fideique orthodoxe conseruaretur sinceritas, nec sub dissimulacione sicco pede videretur ambulare, per suas speciales commissiones, omnes et singulas causas, que ventilabantur contra quoscumque adherentes dampnate memorie Johannj Wicleff et Johanni Huss, eorumque sequaces et fautores, ac quascumque causas, pro parte instigatorum et promotorum, contra tenentes, predicantes vel dogmatizantes doctrinam et sectam predictorum Johannis Wicleff et Johannis Huss deputatas, ac etiam ad instantiam et petitionem reuerendi patris domini Episcopi Tornacensis, atque magistri Petri Floure sacre theologie professoris heretice prauitatis jnquisitoris in prouincia Remensi,ac ciuitate et diocesi Tornacensi, contra et aduersus prefatum fratrem Serrurarij, ordinis sancti Augustini heremitarum, jn theologia magistrum, de et super nonnullis articulis erroneis in fide et bonis moribus, scandalosisque et sediciosis atque piarum aurium offensiuis, coram populo christiano in prouincia, ciuitate et diocesi predictis predicatis et dogmatizatis ventilatas atque motas, successiue commiserunt certis judicibus super quibuscumque heresibus, et specialiter super secta et falsa doctrina dictorum Johannis Wicleff et Johannis Huss, generaliter deputatis, ac etiam omnes et singulas causas quascumque quas honorabilis magister Michael de Broda Theutonicali, promotor et instigator causarum huiusmodi, contra eosdem hereticos seu de heresi suspectos mouere intendebat, aut mouit contra quoscumque predictos et alios de dicta heresi in genere vel in specie suspectos, et personarum huiusmodi fautores, receptatores et defensatores vbicumque fuerint constituti vel quacumque prefulgerent dignitate, reuerendissimo in christo patri domino Johannj patriarche Constantinopolitano audiendas, cognoscendas, decidendas, et fine debito terminandas,

cum omnibus et singulis suis emergentibus, incidentibus, dependentiis et connexis, ac ex officio summarie inquirendum et procedendum ac quoscumque processus seu monitoria quecumque expediendum, omniaque et singula faciendum que in premissis et circa ea necessaria fuerint, seu etiam quomodolibet oportuna. Quarum quidem commissionum vigore dicti domini judices ac dominus Johannes patriarcha, judex et commissarius, in dictis causis rite et legitime procedentes, seruatis seruandis, ac cognitis hujusmodi cause meritis, prehabitaque super premissis deliberatione matura, de consilio et assensu certorum prelatorum, magistrorum in sacra pagina et vtriusque juris doctorum, suam diffinitiuam sententiam ad instantiam dicti promotoris siue instigatoris, contra et aduersus prefatum fratrem Nicolaum per organum dicti domini patriarche in scriptis tulerunt huiusmodi sub tenore.

Christi nomine inuocato. Quia communicatis processibus inter nos *et sic de verbo ad verbum ut supra* (*pp.* 283-294), *usque ad haec verba :* publice comburi.

c) *Intervention et supplique de Jean de Naples, Antoine de Garseno, Bertrand Wuquier et Guillaume Arnaud, procureurs des ordres mendiants, pour que la cause de N. Serrurier soit reprise au point où elle en était avant la sentence du patriarche de Constantinople, et soit confiée à un cardinal, de préférence à Angèle, cardinal des Saints-Pierre-et-Marcellin, vulgairement cardinal de Vérone. — Le pape agrée la supplique et renvoie la cause à ce dernier cardinal.*

Deinde pro parte religiosorum virorum fratrum Johannis de Neapoli Predicatorum, Antonij de Garseno Minorum, Bertrandi Wuquerij Carmelitarum, et Guillielmi Arnaudj Augustinensis ordinum assertorum procuratorum, ad dictum dominum nostrum papam et sanctam sedem apostolicam appellati, idem dominus noster papa quandam commissionis siue supplicationis cedulam bone memorie quondam domino Angelo tituli sanctorum Petri et Marcellinj sancte Romane ecclesie cardinali, Veronensi vulgariter nuncupato, zelatori causarum fidei feruentissimo, per certum suum cursorem presentari fecit huiusmodi sub tenore.

Beatissime pater. Cum de anno millesimo quadringentesimo decimo octauo, die duodecima mensis aprilis, fuerit quedam sententia lata contra magistrum Nicolaum Serrurarij, continens triginta vnum articulos in ea descriptos, quorum aliqui sunt condempnati in preiudicium fidei, aliqui in preiudicium veritatis et bonorum morum, et aliqui in preiudicium quatuor religionum ordinum mendicantium, videlicet Predicatorum, Minorum, Augustinorum et beate Marie de monte Carmeli, ac totius ecclesie status, vt pluribus apparet, per reuerendissimum patrem dominum Johannem patriarcham Constantinopolitanum talem sententiam proferentem nomine judicum concilij, vt in dicta sententia asseritur; ex qua quidem prolatione sententie maximum in ecclesia dei scandalum in fidei preiudicium venturum est, nisi sanctitas vestra occurrat et super hijs procuratores dictorum quatuor ordinum appellauerint. Supplicatur itaque sanctitati vestre pro parte quatuor procuratorum dictorum ordinum, per hoc a dicta appellatione non recedendo, quatenus mandare dignemini in fidei fauorem, ac quietem dictarum religionum, ac propter bonum statum totius vniuersalis ecclesie dictas sententiam et causam ad priorem statum in quo erant antequam dicta sententia ferretur et huiusmodi cause processus inchoaretur, ad fines vt in causa fidei huiusmodi valde periculosa, melius et certius deliberetur, redigi et reuocari, necnon de nouo committere eidem domino patriarche, vel alicui ex reuerendissimis sancte Romane ecclesie cardinalibus, et si placet domino cardinali Veronensi, coram quo alie cause fidei pendent cum dependentiis et annexis, vt dictos articulos sic condempnatos, ad se conuocatis magistris in theologia, examinet et examinari faciat et qualificari, quoniam exinde dicti procuratores offerunt prefatum magistrum Nicolaum Serrurarij, contra quem talis sententia per prefatum dominum patriarcham vt prefertur lata fuit, ad faciendum omnem reparacionem quam circa prefatos articulos vel aliquem ex ipsis facere teneretur secundum sacram scripturam ac juris dispositionem, et quod interim nil innouetur pretextu dictorum sententie et processus con-

tra prefatum magistrum Nicolaum, cum non obstantibus et clausulis oportunis.

In fine vero dicte commissionis siue supplicationis cedule scripta erant de alterius manus littera superiori littere ipsius cedule penitus et omnino dissimili, et diuersa, hec verba, videlicet : De mandato domini nostri pape audiat idem reuerendissimus pater dominus cardinalis, redigat in statum etc. et procedat vt petitur.

d) *Le cardinal de Vérone meurt. La cause est confiée au cardinal de Venise. La cause revient à la chancellerie pontificale et est confiée au cardinal d'Aquilée. Celui-ci reçoit ensuite,* ex certa scientia, *de la part du souverain pontife, la faculté de procéder* ex officio *pour examiner et réformer, s'il y a lieu, la sentence du patriarche de Constantinople.*

Postquam vero idem dominus cardinalis judex et commissarius ad nonnullos actus judiciales in huiusmodi causa citra tamen conclusionem rite et legitime processisset, sicut altissimo placuit, diem vite sue clausit extremum, ac causa huiusmodi reuerendissimo in christo patri et domino domino Petro miseratione diuina sancte Marie in domnica dicte Romane ecclesie diacono cardinali, Venetiarum juniori vulgariter nuncupato, in eo statu quo vltimo coram dicto domino cardinali Veronensi tempore obitus sui remanserat, per dictum dominum nostrum papam viue vocis oraculo commissa et per eum in statu debito resumpta, ipsaque certis de causis ad cancellariam domini nostri pape remissa, idem dominus noster papa causam huiusmodi in eo statu quo vltimo coram prefato domino Petro cardinali Venetiarum remanserat, nobis Antonio eadem miseratione tituli sancte Susanne dicte Romane ecclesie presbytero cardinali, Acquilegiensi vulgariter nuncupato, commisit resumendam et vlterius audiendam, cognoscendam, decidendam et fine debito terminandam cum omnibus et singulis suis emergentibus, incidentibus, dependentiis et connexis. Pretextu huiusmodi commissionis causa huiusmodi per nos in statu debito resumpta, subsequenter prelibatus dominus noster

papa quandam aliam commissionis siue supplicationis dependentem cedulam, nobis per certum suum cursorum presentari fecit huiusmodi sub tenore :

Beatissime pater. Cum alias reuerendissimus pater dominus patriarcha Constantinopolitanus in consilio Constantiensi eiusdem concilij auctoritate, processu communicato judicibus generaliter super fide deputatis et de eorum consensu seu majoris partis eorum, viginti octo articulos, quos quidam frater Nicolaus Serrurarij ordinis heremitarum beati Augustini in ciuitate Tornacensi, ac eiusdem *(sic)* Tornacensi ac Cameracensi diocesibus et in pluribus alijs locis circumvicinis in odium cleri populum commouendo, aduersus clerum predicauit et dogmatizavit, per sententiam diffinitiuam judicasset et condempnasset, reperitur expost presentata vna commissio reuerendissimo in christo patri domino cardinali Veronensi, et post eius decessum per generalem commissionem domino Venetiarum juniori, et vltimate per aliam generalem commissionem domino Acquilegiensi. Cuius tenor sequitur in hec verba :

Beatissime pater. Cum de anno millesimo quadringentesimo decimo octauo, die duodecima mensis aprilis, *et sic deinceps de verbo ad verbum ut supra (pp.* 301-302*) ad haec usque verba* : cum non obstantibus et clausulis oportunis.

Sic signata : De mandato domini nostri pape audiat idem reuerendissimus pater dominus cardinalis, redigat in statum etc., procedat vt petitur.

Beatissime pater. Licet in vim istius commissionis sit ad nonnullos actus in eadem causa, cuius statum habentes pro expresso, coram eodem domino cardinali processum, tamen vertitur in dubium, coram dicto domino cardinale Aquilegiensi, que et qualis jurisdictio sit eidem domino cardinali in vim dicte commissionis concessa, et vtrum sit intentionis vestre sanctitatis, quod idem frater Nicolaus super eisdem articulis dudum tempore late sententie in concilio Constantiensi per eum reuocatis de nouo debeat audiri et que sint

partes dicti domini cardinalis procedendi in hac causa, maxime ex eo quia, si idem frater Nicolaus admitteretur ad defendendum materiam dictorum articulorum per eum vt prefertur reuocatorum, obstaret sibi, et de jure ac racionabiliter obstare debet juramentum per eum prestitum, per quod dictos articulos reuocauit et eosdem non velle amplius predicare neque dogmatizare promisit. Obstaret etiam procuratoribus ordinum mendicantium, de quibus in dicta commissione fit mentio, quod mandatis saltem sufficientibus ad agendum et defendendum in hac causa non sunt fulciti vel saltem hucusque talia mandata non produxerunt. Obstaret etiam quod in dicta commissione non repperitur actor nec reus, nec res designata, super qua agi, et jurisdictio ipsius dominj cardinalis fundari possit. Ne ergo, beatissime pater, jurisdictio dicti domini cardinalis derisoria censeatur, et fundamentum habeat, scandalumque quod ex hoc verisimiliter posset euenire submoueatur, dignetur sanctitas vestra eidem domino cardinali ex certa scientia committere et mandare, vt si sibi ex actis cause constiterit dictam sententiam dominj patriarche in rem transiuisse judicatam, dictumque fratrem Nicolaum, de consilio quondam generalis eiusdem ordinis, prefatos articulos publice reuocasse, et eosdem amplius non velle dogmatizare et predicare promisisse, procuratoresque ordinum mendicantium mandata ad hanc causam facientia non produxisse, vel etiam quoad eos in rem judicatam transiuisse, per dictam sententiam juxta eius formam et tenorem, vel saltem in ea parte in qua repperitur rite lata, auctoritate apostolica, ex officio, alio ordine judiciario pretermisso, de consilio doctorum tam in theologia quam in jure canonico et aliorum jurisperitorum, de quibus sibi videbitur, confirmet vel infirmet; cum potestate eandem sententiam mutandi, corrigendi vel moderandi, prout rigor justicie fidei catholice vel equitas juris permittet et suadebit; cum potestate eandem eciam sententiam contra inobedientes et rebelles in curia et extra exequendi, processus desuper necessarios, cum aggrauacione, reaggrauacione et auxilij brachij secularis inuocacione vnico contextu, cum interuallis

dierum dercernendi, dicta commissione et alijs in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque.

In fine vero dicte commissionis siue supplicacionis cedule scripta erant de alterius manus littera superiori littere ipsius cedule penitus et omnino dissimili et diuersa hec verba, videlicet : De mandato domini nostri pape audiat idem reuerendissimus pater dominus cardinalis, et si sibi constiterit de premissis, procedat ex officio ad confirmacionem vel infirmacionem dicte sententie, cum potestate mutandi etc., decernendi processum etiam cum inuocacione etc., electis per eum ad consulendum magistris, de quibus sibi videbitur.

e) *Formalités judiciaires accomplies par le cardinal d'Aquilée en vertu de la mission qui précède.*

Cuius commissionis vigore nos in eadem causa rite et legitime procedentes seruatis seruandis ac productis coram nobis diuersis articulis, informacionibus, documentis, relacionibusque publicis et allegacionibus vicibus repetitis coram nobis ad plenum habitis et factis, per diuersos in sacra pagina magistros, deinde comparuit in judicio coram nobis magister Symon promotor et instigator ex officio nostro deputatus, in huiusmodi causa ac promotorio et instigatorio nominibus, et quantum in eo fuit in hac causa conclusit, et secum in eadem concludj, et expost diffinitiuam sententiam pro parte sua in scriptis ferri et promulgari per nos debita cum instantia postulauit. Nos tunc vnacum dicto magistro Symone concludente et secum concludi petente, in hac causa conclusimus; et deinde visis primitus et diligenter inspectis omnibus et singulis actis, actitatis, litteris, scripturis, articulis, proposicionibus, responsionibus, informationibus, juribus et munimentis, testiumque depositionibus in hac causa exhibitis atque productis, eisque cum diligentia et maturitate debita recensitis, de diuersorum prelatorum, jurisperitorum, magistrorum in sacra pagina, et vtriusque juris doctorum, nobis per prefatum dominum nostrum papam in huiusmodi causa deputatorum, ac in sententia nostra infrascriptis manibus eorum proprijs subscriptorum, et nonnullorum aliorum

consilio et assensu, quibus de huiusmodi cause meritis relationem plenariam fecimus et fidelem, prehabitaque super premissis deliberatione matura, ad nostram in hac causa diffinitiuam proferendam sententiam processimus, eamque per ea que vidimus et cognouimus, in scriptis tulimus et promulgauimus, ac presentibus ferimus et promulgamus in hunc modum :

f) Sentence du cardinal d'Aquilée, confirmant celle du patriarche de Constantinople.

CHRISTI NOMINE inuocato, pro tribunali sedentes et solum Deum pre oculis habentes, visis omnibus et singulis actis et actitatis tam in partibus quam in concilio generali constantiensi in presenti causa habitis, necnon testium depositionibus, dictique magistri Nicolai Serrurarij certorum articulorum in causa huiusmodi designatorum, et per eum in Tornacensi et Cameracensi ciuitatibus et diocesibus et locis circumvicinis predicatorum et dogmatizatorum, reuocatione, confessione, juramentique de non veniendo contra prestatione, et omnibus inde secutis, ipsisque cum diligentia debite recensitis, vigore commissionis nobis desuper facte, de consilio certorum prelatorum, in sacra theologia et sacris canonibus magistrorum et doctorum, et aliorum juris diuini et canonici peritorum, per hanc nostram diffinitiuam sententiam, quam in hijs scriptis ferimus, pronunciamus, decernimus, declaramus per reuerendissimum in christo patrem dominum Johannem patriarcham Constantinopolitanum contra prefatum magistrum Nicolaum Serrurarij bene fuisse et esse processum, sententiatum et diffinitum, ipsiusque sententiam diffinitiuam contra ipsum Nicolaum latam per quatuordecim sacre theologie sacrorumque canonum et legum doctores, inter quos fuerunt cardinales, episcopi, prelati, sacri palatii apostolici causarum auditores et alij doctores, manibus eorum proprijs subscriptam, approbatam et roboratam, confirmandam fore et confirmamus; ipsamque sententiam ipsius domini patriarche executioni demandandam fore et demandamus processus et litteras desuper necessarias et oportu-

nas juxta dicte commissionis continentes formam et tenorem decernentes.

Que quidem nostra sententia per diuersos prelatos, doctores, magistros et jurisperitos, ad hec per dominum nostrum papam predictum deputatos, videlicet Hermanum Dwerg, sedis apostolice prothonotarium, Gundisalvum episcopum Ascoritensem, Petrum archiepiscopum Cretensem, Thomam de Aurelia episcopum Vigintimiliensem et sacri palacij apostolici causarum auditorem, Conradum de Susaco sacre theologie professorem, domini nostri pape subdiaconum, Johannem de Francfordia etiam sacre theologie professorem, Nicolaum abbatem sancti Wandregisili, Jacobum Morestinj, Johannem de Fabrica et Johannem Gundisaluj, dicti palacij causarum auditores, extitit approbata et manibus eorum proprijs subscripta. In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum, presentes nostras litteras seu presens publicum instrumentum, hujusmodi sententias diffinitiuas in se continentes seu continens, exinde fieri et per Hermannum notarium publicum, nostrumque et huiusmodi cause coram nobis scribam infrascriptum, subscribi et publicari mandauimus, nostrique sigilli jussimus appensione communiri.

Lecta, lata et in scriptis promulgata fuit hec presens nostra diffinitiua sententia per nos Antonium cardinalem, judicem et commissarium prefatum, Florentie in monasterio Omnium Sanctorum nostre solite residentie, nobis inibi hora vesperorum vel quasi consueta, ad jura reddendum in loco nostro solito et consueto pro tribunali sedentes, sub anno a natiuitate domini millesimo quadringentesimo decimo nono, indictione duodecima, die vero lune vndecima mensis decembris, pontificatus prefati domini nostri domini Martinj pape quinti anno tertio; presentibus ibidem honorabilibus et discretis viris dominis Daniele decano Concordiensi et Johanne de Gaieta cubiculario nostro, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

f) *Signature du notaire Lutkehns.*

Signatum et sic subscriptum :

Et Ego Hermannus Lutkehns clericus Monasteriensis, publicus apostolica auctoritate notarius, prefatorum reuereudissimorum in Christo patrum dominorum cardinalium, judicum et commissariorum, in huiusmodi causa coram eis successiue scriba, quia huiusmodi diffinitiue sententie promulgationi alijsque premissis, dum vt prefertur fierent et agerentur, vnacum prenominatis testibus presens fui, ideo hoc publicum instrumentum per alium fideliter scriptum subscripsi, et in hanc publicam formam redegi, signoque et nomine meis solitis et consuetis signaui, vnacum dicti domini cardinalis Aquilegiensis judicis et commissarij sigilli appensione, rogatus et requisitus, in fidem et testimonium omnium premissorum.

Item et prefatas litteras apostolicas que sunt huius tenoris.

C. *Bulle du pape Martin V, exécutoire des jugements précédents, donnée le* 6 *janvier* 1420.

Cette bulle a été publiée, sans le préambule et la fin, par Raynaldus dans ses *Annales ecclesiastici, ad annum* 1420. On la trouve, en entier, dans plusieurs *Bullaires*, et notamment dans ceux de Tomasetti (IV, pp. 690-695), et de Coquelines (III, pp. 435-438).

Elle est également enregistrée à la chancellerie pontificale, dans le *Regestum* n° CCCLVIII, ff. 72-75, conservé encore aujourd'hui dans les Archives vaticanes.

Nous en donnons ici le texte d'après l'acte notarié du cartulaire H des archives de la cathédrale de Tournai. Les modifications et les variantes d'une certaine importance sont signalées dans nos notes.

a) *Préambule.*

Martinus, episcopus, seruus seruorum dei, venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis, episcopis et dilectis filijs electis abbatibus, prioribus prepositis, decanis, archi-

diaconis ac alijs ecclesiarum et monasteriorum prelatis, et inquisitoribus heretice prauitatis, ad quos presentes littere peruenerint, salutem et apostolicam benedictionem. Ad hoc precipue disponente domino universali ecclesie presidentes, ut christi fideles sub orthodoxe fidei sinceritate quibusuis erroribus intacti permaneant, vigilamus, aduersus quoque bases fidei et ecclesie predictarum doctrinas, decreta, obseruantias et ordinationes quomodolibet dogmatizata solicitis studijs angimur extirpare, ne ager ipse dominicus heresis et errorum contagio valeat maculari.

b) *Résumé des griefs à charge de Nicole Serrurier.*

Dudum siquidem postquam venerabilis frater noster Joannes Episcopus Tornacensis dilectum filium Nicolaum Serurarii, ordinis fratrum heremitarum sancti Augustini professorem, in sacra theologia magistrum, qui maligno inflatus spiritu, credens plus sapere quam oporteret, in ciuitatibus et diocesibus Tornacensi et Cameracensi ac partibus illis contiguis, immaculate ecclesie puritatem inficere et dirumpere, ac simplices et vulgares christianos populos in eterne damnationis interitus viam ponere satagens, eis articulos et assertiones infrascriptos, heretica labe et erroribus infectos, scandalosos, seditiosos, temerarios et injuriosos, per nonnulla tempora in suis publicis sermonibus et alias predicauerat, publicauerat (1) et diuulgauerat, et quod illos defendere tanquam veros se jactabat, in sue dictique populi animarum periculum, necnon cleri illarum partium turbationem grauissimam perniciosumque scandalum, ad inquisitionem auctoritate ordinaria descenderat, et in causa huiusmodi diutius processerat, testes et alias probationes recipiendo super articulis et assertionibus memoratis, quorum tenores sequuntur in hec verba :

c) *Erreurs enseignées par Nicole Serrurier à Tournai et dans les environs.*

Caritas est ad deum et proximum , et non ad seipsum.

(1) Le mot *publicauerat* ne se trouve pas dans le *Regestum*.

Deus non remisit neque remittere potest culpam peccatori absque preuia contritione.

Presbiteri publici concubinarij non habent auctoritatem seu potestatem absoluendi peccatorem. Et peccator confessus sacerdoti publico concubinario recedit absque absolutione.

Orationes et preces missales talium sacerdotum publicorum concubinariorum sunt nullius valoris; et misse per tales concubinarios celebrate pro defunctis aut viuis sunt nullius valoris.

Oratio non debet dirigi nisi ad deum solummodo, et non ad sanctos.

Curati dicunt parrochianis suis, quod saltem semel in anno parrochianus tenetur confiteri suo proprio curato.

Religiosi presentati sunt proprii sacerdotes et veri curati.

Curati impediunt parrochianos suos, ne dent nec faciant elemosinas, dona aut legata mendicantibus, et ne dicti parrochiani eligant sepulturas suas in domibus eorumdem mendicantium.

Mendicantibus presentatis ipsis confessus licite potest recipere corpus christi; et non potest nec debet curatus confesso mendicantibus prefatis denegare corpus christi; quod si deneget, dictus curatus peccat mortaliter et est excommunicatus.

Statim peccato mortali commisso, peccator sub pena peccati mortalis debet illud confiteri priusquam obliuiscatur.

Non est mulieri opus purificari; quinymo hoc scilicet purificari est judaizare.

Presbiteri publici concubinarij sunt peiores Juda, qui de loculis apostolorum nutriuit suam concubinam et suas proles.

Presbiteri publici concubinarij sunt excommunicati, et secum publice scienter participantes.

Plures sacerdotes a modico tempore citra licentiauerunt ficte suas concubinas; ficte, inquam, quia occulte bibunt et comedunt cum suis concubinis; quod nullus debet pati, ymo cum eisdem sacerdotibus publicis concubinarijs conuer-

santes et eos fauorizantes sunt in pari peccato, et peccant qui eos nituntur excusare falsis glosis.

Si parrochiani alicuius curati concubinarij publici bene deum diligerent, deberent inhibere suo curato publico concubinario, ne missam aut aliud diuinum officium coram eisdem parrochianis celebraret.

Facientes celebrare missas per sacerdotes concubinarios publicos peccant mortaliter.

Audientes scienter missas sacerdotum publicorum concubinariorum peccant mortaliter.

In aliquibus sermonibus suis vocauit obstinatos et reprobatos, adiciens vlterius quod non sine causa presbiteri vocantur ribaldi.

Deferre honorem feretro beati Antonij erat crimen ydololatrie.

Illi qui dant ad comedendum porcis baiulantibus campanulam beati Antonii peccant mortaliter ratione precedente.

Multum mirabatur quomodo prelati sustinebant tale quid, scilicet deferre huiusmodi feretrum per patrias suas propter larga donaria que a religiosis sancti Antonii habebant.

Deputati ad portandum huiusmodi feretrum non sunt nisi trumptatores et cabusatores.

Non credebat quod religiosi prefati super deportatione feretri cum ceteris que ibi fiunt, obtinuerunt aliqua priuilegia.

Hoc faciunt indebite et injuste populum seducendo.

Non credebat fore verum, quod habeant illi religiosi indulgentias a papa pro dando aliquid beato Antonio, seu nuntiis eius, seu porcis portantibus campanulam beati Antonii; addens quod nunquam aliquis papa dedit indulgentias pro dando victum animali.

Tales religiosi et nuntii ipsorum intulerunt timorem audientibus et presertim in villagijs, quod sanctus Antonius comburit eos; et ideo timore perterriti, si non habeant nisi vnum denarium, darent eundem.

d) *Condamnation de Nicole Serrurier au concile de Constance.*

Sacrosancta synodus Constantiensis ad quam dictus Nico-

laus propterea personaliter accesserat, et ad cuius synodi articuli et assertiones predicti notitiam peruenerant, tunc apostolica sede vacante, tantum scelus ne satore zizanie procurante in huiusmodi christiana fide et populo peramplius pullularet, radicitus extirpare cupiens, et de premissis certam notitiam non habens, venerabili fratri nostro Joanni patriarche Constantinopolitano in dicta synodo et ipsius potissimum membrum existenti causam inquisitionis huiusmodi ad se aduocans, eam ad instantiam dilecti filii Michaelis de Broda Theutonicali, clerici promotoris et instigatoris causarum fidei catholice, cum idem Nicolaus tunc apud sedem existeret predictam, vt prefertur, audiendam commisit et fine debito terminandam.

Et deinde postquam idem patriarcha ad dictorum articulorum et assertionum, ad id vocatis et presentibus Nicolao predicto magnoque archiepiscoporum, episcoporum, abbatum et aliorum in eadem theologia necnon jure canonico et ciuili magistrorum et doctorum numero, discussionem et examinationem diligentem, necnon circa illorum per Nicolaum predictum assertionem et defensionem processerat, Nos, diuina fauente clementia ad summi apostolatus apicem assumpti, juxta debitum apostolatus officii nobis injuncti huiusmodi hereses et errores cupientes a fide et populo eliminari predictis, prefato patriarche commissimus, vt causam predictam in eo statu, in quo tempore assumptionis nostre huiusmodi coram eo remanserat, resumeret (1), eamque vlterius audiret, et fine debito terminaret, juxta tenorem commissionis antedicte.

Postea vero per eundem patriarcham super articulis et assertionibus memoratis cum archiepiscopis, episcopis, abbatibus, ceterisque magistris et doctoribus prefatis, discussione et examinatione peramplioribus, catholicis et veridicis, et super eorum predicatione et assertione huiusmodi per Nicolaum memoratum factis, vt prefertur, sufficientibus

(1) Le mot *resumeret* est omis sans raison par le copiste de l'acte notarié de Tournai.

probationibus tam per fidedignorum testium in huiusmodi causa productorum et examinatorum attestationem fidelem, quam alias etiam per processum per dictum Joannem Episcopum eadem auctoritate factum (1), vt prefertur, prehabitis, prefatus Nicolaus spiritus sancti gratia ad viam veritatis reductus, in premissis se turpiter errasse et deliquisse cognoscens, dicta durante synodo, certo peremptorio termino competenti sibi per eundem patriarcham super hoc assignato, coram eo in judicio comparens, non compulsus, non coactus, sed sponte et libere, puro corde et animo, vt ore proprio dicebat, asseruit et confessus fuit, se cum determinatione dicte synodi firmiter credere nonnullos ex eisdem articulis et assertionibus fore heretica labe infectos, alios erroneos, aliquos scandalozos et seditiosos, et aliquos temerarios ac injuriosos, ac eos penitus reuocauit. Et nichilominus juramento solemniter professus fuit se semper stare firmiter et fideliter, cum sancta catholica et apostolica Romana ecclesia, in suis determinationibus et ordinationibus, illis semper obediendo, in hijs presertim, que ad fidem pertinent eandem; etiam quoad damnate memorie Johannis Wiclef et Johannis Huss condempnatos articulos, cum quibus aliqui ex eisdem articulis et assertionibus per eumdem Nicolaum predicatis et publicatis, vt prefertur, connexionem habere noscuntur, anathematizans et detestans omnes et singulos hereses et errores articulorum predictorum, quodque in sacramentis et clauibus dicte ecclesie, veneratione sanctorum, et illorum reliquijs ac indulgentijs, in vnitate ipsius ecclesie integre et perfecte absque dubio permaneret; et si ipse contra predicta aliquid senserit aut predicanerit publice vel occulte, verbo vel in scriptis, canonum seueritati se subiceit, ipsamque confessionem manu sua propria subscriptam ad regnum Francie et studium Parisiense, ac nobiles et communitates predictarum Tornacensis et Cameracensis ciuitatum et diocesum, ac opidorum circumiacentium, dirigi voluit, ne quis nomine sui articulos

(1) L'acte de Tournai donne erronément *factam*.

et assertiones suprascriptos approbaret; quos voluit, rogauit et obsecrabatur ne vlterius pias aures offenderent, publice ad eorum detestationem notoriam concremari.

Et successiue prefatus patriarcha, visis per eum et diligenter inspectis omnibus actis et actitatis, habitis, probatis et confessis in causa huiusmodj, ipsisque cum diligentia recensitis et examinatis, et super hijs cum archiepiscopis, episcopis, abbatibus ac magistris et doctoribus predictis, deliberatione matura et fideli prehabitis, ad exaltationem fidei et veritatis manifestationem, per suam diffinitiuam sententiam, etiam per venerabilis fratris nostri Thome episcopi Caputaquensis, et dilectorum filiorum Roberti abbatis monasterii Cluniacensis, Matisconensis diocesis, ac Mauricii de Praga, Guillelmi Pulcrinepotis canonici ecclesie Aniciensis, in eisdem theologia et juribus magistrorum et doctorum (1), subscriptionem manibus proprijs factam et approbatam, pronunciauit, decreuit et declarauit eundem Nicolaum in ciuitatibus Tornacensi et Cameracensi ac partibus predictis per suas falsas dogmatizationes populum infecisse in scandalum ecclesie et contra veritatem fidei atque bonorum morum, illosque periculosissime seduxisse et circumuenisse.

Et quia quorumlibet delictorum qualitas et quantitas inspiciende sunt, et juxta illas penitentia indicatur (2), ciuitates et dioceses Tornacenses et Cameracenses predictas, et regionem eis contiguam triginta leucarum spatio, eidem Nicolao, quoad viueret, ac ciuitatem et diocesim Parisiensem usque ad decem annos a die late sententie huiusmodi computandos, sub pena incarcerationis perpetue absque spe cuiusuis remissionis interdixit, ipsum, si contrafecerit, brachio seculari relinquendo; necnon apparentibus de premissis erroribus in eodem Nicolao contritionis et compunctionis signis

(1) Le manuscrit de Tournai donne : *magistris et doctore.*

(2) Le manuscrit de Tournai porte : *vt indicatur*, tandis que le bullaire de Coquelines porte : *vt juxta illas penitentia inducatur.* La leçon que nous donnons est celle de la sentence même du concile de Constance; voyez ci-dessus, p. 285.

ac ipsius voluntaria super salubriter imponendis sibi subiectione, et illorum humili petitione preuijs, prefatum Nicolaum ad gremium sancte matris ecclesie deuote redeuntem suscepit, et ab excommunicationis sententia et alijs censuris ecclesiasticis, quibus tenebatur adstrictus, sui ordinis regulari correctione excepta, absoluit, et communioni ecclesie prefate reconciliauit, sibique, si penitentiam sibi iniunctam salubriter peregerit, misericorditer rigorem juris attemperans (1), vt inclusus per duos annos continuos in domo Metensi eiusdem ordinis heremitarum sancti Augustini, et illius totum ambitum pro carceribus assignauit, omni collocutione et communicatione quorumcumque laicorum sub penis prefatis, quas ipso facto eum incurrere voluit, penitus interdicta.

Decreuit denique, concessit et injunxit omnibus et singulis prelatis ecclesiasticis aut alias jurisdictionem ecclesiasticam habentibus, in quorum jurisdictione dictus Nicolaus repertus fuerit, quod illum, si contra premissa vel eorum aliquod attemptauerit, juxta sanctiones canonicas, quibuscumque non obstantibus, punirent. Si vero dictus Nicolaus anathematizationes, detestationes et reuocationes huiusmodi recusauerit vel etiam neglexerit adimplere, et huic sententie parere subterfugerit, ipsum tamquam pertinacem hereticum actualiter degradandum et exuendum in forma ecclesie omni ordine et gradu ecclesiastico, et brachio seculari relinquendum fore declarauit.

e) *Procès en appel et nouvelle condamnation de Nicole Serrurier en cour romaine.*

Postmodum vero, cum ab aliquibus, presertim procuratoribus Predicatorum, Minorum, predicti heremitarum sancti Augustini et beate Marie de Monte Carmelio ordinum, in Romana curia tunc presentibus, an sententia ipsa mature (2) et juste contra dictum Nicolaum lata hesitatum foret, Nos

(1) Le manuscrit de Tournai porte : *obtemperans.*

(2) Le manuscrit de Tournai porte : *matura.*

dilecto filio nostro Antonio, tituli sancte Susanne presbytero cardinali, commisimus, vt de sententia ipsa cognoscens, legitime eam confirmaret vel infirmaret, prout de jure foret faciendum. Idemque cardinalis, ad predictorum et magistri Symonis Bowehoux (1) archidiaconi ecclesie Cauallicensis, bacalarij in decretis, cause huiusmodi specialiter deputati procuratoris, instanciam, prout vigore commissionis huiusmodi poterat, in huiusmodi causa procedens legitime, visis omnibus et singulis actitatis et habitis in causa huiusmodi, illisque cum diligentia recensitis et examinatis, ac habito super hijs cum venerabilibus fratribus nostris Petro archiepiscopo Cretensi, Gundisaluo Astoricensi (2), Thoma Vigintimiliensi episcopis, et dilectis filiis magistro Hermanno Dwerg notario nostro, Nicolao abbate monasterij sancti Wandregisilij et magistris Jacobo Morestinj, Johanne de Fabrica, Johanne Gundisalui capellanis nostris, causarum palatii apostolici auditoribus, Johanne de Francfordia et Conrado de Susaco et aliis in eadem theologia et vtroque jure doctoribus et peritis consilio maturo, de illorum consilio et assensu, per suam diffinitiuam sententiam pronunciauit, decreuit et declarauit per eumdem patriarcham in causa huiusmodi bene fuisse et esse processum, sententiatum et diffinitum, ipsiusque sententiam antedictam confirmandam fore, et confirmauit, illamque executioni debite demandandam fore, et demandauit, prout in instrumentis publicis inde confectis, eorumdem cardinalis et patriarche sigillis munitis, dicitur plenius contineri.

f) *Martin V ordonne la publication de la sentence du patriarche de Constantinople et veut qu'on châtie les adhérents de Nicole Serrurier.*

Nos itaque huiusmodi articulos et assertiones Nicolai predicti penitus cupientes extirpari, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus, quatenus vos et quilibet vestrum, per se vel alium seu alios, prefatas

(1) Le *Regestum* donne : *Bollehoux*.

(2) Lisez aussi ci-dessus, p. 307, ligne 7 : *Astoricensem* (Astorga en Espagne).

sententias executioni debite demandantes, illasque et presentes litteras in ciuitatibus et diocesibus prefatis ac locis eis vicinis et alibi vbilibet, vbi vobis videbitur expedire, auctoritate nostra solemniter publicetis et publicari faciatis, ac prefatum Nicolaum, si predicte sententie ipsius patriarche in singulis suis partibus non paruerit cum effectu, juxta ipsius sententie tenorem et alias sacrorum canonum exigentiam puniatis. Et nichilominus contra Nicolaum prefatum, necnon sibi adherentes, et dictorum articulorum et assertionum sectatores, ac huiusmodi articulos et assertiones vel eorum aliquem approbantes, tenentes, defendentes vel dogmatizantes, exemptos et non exemptos, et quemlibet ipsorum, de quibus vobis constiterit, cuiuscumque dignitatis, status, gradus, ordinis vel conditionis existant, diligenter inquirere studeatis, et eos quos per inquisitionem huiusmodi diffamatos vel errorum huiusmodi labe respersos repereritis, auctoritate predicta, etiam per excommunicationis, suspensionis et interdicti, necnon priuationis dignitatum et beneficiorum ac feudorum, que a quibuscumque ecclesijs sive monasterijs et alijs locis ecclesiasticis obtinent, etiam bonorum secularium, et per alias penas, sententias et censuras ecclesiasticas, ac vias et modos quos ad hoc quomodolibet expedire seu opportunos esse videritis, etiam per captiones et incarcerationes personarum et alias penas corporales, quibus heretici puniuntur seu puniri solent, corrigatis et puniatis, ac corrigi et puniri faciatis. Contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo inuocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Non obstantibus tam felicis recordationis Bonifacii pape VIII, predecessoris nostri, qua cauetur ne quis extra ciuitatem et diocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis vltra vnam dietam a fine sue diocesis ad iudicium euocetur; seu ne judices a sede apostolica deputati extra ciuitatem et diocesim, in quibus deputati fuerint, contra quoscumque procedere, siue alij vel alijs vices suas committere, aut aliquos vltra vnam dietam a fine diocesis eorumdem trahere

presumant, et de duabus dietis in concilio generali, quam alijs quibuscumque constitutionibus apostolicis, tam de judicibus delegatis, quam personis vltra certum numerum ad judicium non vocandis, aut alijs editis, que possent in hac parte vestre jurisdictioni aut potestati, eiusque libero exercitio quomodolibet obuiare. Seu si prefato Nicolao vel quibusuis alijs communiter vel diuisim ab eadem sit sede indultum, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi et eorum personis, locis, ordinibus, et nominibus proprijs mencionem, et qualibet alia dicte sedis indulgentia generali vel speciali, cuiuscumque tenoris existat, per quam presentibus non expressam vel totaliter non insertam vestre jurisdictionis explicatio in hac parte valeat quomodolibet impediri, et de qua cuiusque toto tenore in nostris literis habenda sit mentio specialis.

Datum Florentiae, .viij. idus Januarij, pontificatus nostri anno tertio (1).

Formule finale de l'expédition notariée des trois documents qui précèdent.

a) *Formalités accomplies pour authentiquer, à la cour épiscopale de Tournai, la copie des actes précédents.*

Et quia dictis litteris et instrumento, sic vt premittitur transsumptis et exemplatis, factaque de huiusmodi transsumpto siue exemplo ad prefatas litteras et instrumentum originales superius insertas per nos et dictos notarios collatione diligenti, huiusmodi transumptum siue exemplum inuenimus, prout dicti notarij publici inuenerunt, cum litteris et instrumento originalibus memoratis in omnibus et per omnia concordare, nil addito vel remoto quod sensum mutet aut variet intellectum; idcirco ad dictam ipsius magistri Absalonis supplicationem, nomine quo supra, nostram

(1) *Le* Regestum *ajoute* : Antonius de Curia. Gratis. De mandato domini nostri pape : A. De Ponto.

premissis auctoritatem ordinariam atque decretum interponentes, pronuntiandum duximus et decernendum, pronuntiamusque et decernimus in hijs scriptis, huiusmodi transumpto siue exemplo tantam et eandem fidem imperpetuum, tam in judicio quam extra, adhibendam fore et adhiberi debere, sicut dictis litteris et instrumento originalibus, si in judicio vel alibi exhibite forent vel ostense. Et hoc omnibus et singulis quorum interest vel interesse poterit quomodolibet in futurum notificamus per presentes.

In quorum omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum huiusmodi transumptum seu exemplum in presenti volumine quatuordecim folia continente redactum fieri et per dictos notarios publicos signari, subscribi et publicari fecimus et mandauimus, sigillique sedis Tornacensis jussimus appensione muniri.

Datum et actum in dicta Tornacensi curia, anno domini millesimo quadringentesimo vicesimo primo, indictione decima quinta, mensis vero januari die vicesima octaua, pontificatus dicti domini nostri pape anno quinto, presentibus venerabilibus viris magistris Johanne de Malda in decretis, Nicolao de Malda in legibus licentiatis, presbiteris, aduocatis, Rollando Boydin, Johanne Musiel, Nicasio Piedanas, Johanne Honin, Mathia Sandrard et Eustacio Sauarijs, clericis notarijs dicte Tornacensis curie juratis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

b) *Signatures des notaires.*

Et Ego Thomas Griaume, Lexouiensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritatibus curieque episcopalis Tornacensis notarius, et dicte curie scriba juratus; quia facta per me cum discretis viris notarijs publicis infrascriptis de presenti transsumpto ad litteras originales superius insertas collatione diligenti, huiusmodi transsumptum cum eisdem litteris et instrumentis originalibus in omnibus et per omnia concordare inuenj, nil addito vel remoto; premissisque omnibus et singulis, dum modo prescripto per venerabilem et circumspectum virum dominum officialem Torna-

censem predictum et coram eo agerentur, dicerenturque et fierent, vnacum prenominatis testibus presens fui, eaque sic fieri vidi et audiui; idcirco hoc presens publicum instrumentum seu transsumptum decretum in se continens, manu aliena fideliter scriptum, de dicti domini officialis mandato confeci, et cum dictis notarijs publicaui, signoque meo solito, vnacum sigilli sedis Tornacensis appensione, signisque et subscriptionibus dictorum notariorum roboraui, hic me subscribens manu propria, in fidem et validius testimonium omnium et singulorum premissorum, specialiter requisitus.

Et ego Johannes Milot, clericus Tornacensis dyocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritatibus curieque episcopalis Tornacensis notarius, quia, facta per me cum discretis viris notarijs publicis supra et infrascriptis de presenti transsumpto ad litteras originales superius insertas collatione diligenti, huiusmodi transsumptum cum eisdem litteris et instrumentis originalibus in omnibus et per omnia concordare inueni, nil addito uel remoto, premissisque omnibus et singulis, dum modo prescripto per venerabilem et circumspectum virum dominum officialem Tornacensem predictum et coram eo agerentur, dicerenturque et fierent, vnacum prenominatis testibus presens fui, eaque sic fieri vidi et audiui; idcirco hoc presens publicum instrumentum seu transsumptum decretum in se continens, manu aliena fideliter scriptum, de dicti domini officialis mandato confecto *(sic)*, signo meo solito, vnacum sigilli sedis Tornacensis appensione, signisque et subscriptionibus dictorum notariorum, roboraui, hic me manu propria subscribens in fidem et validius testimonium omnium et singulorum premissorum, requisitus.

Et quia Ego Symon Brotolli de Tornaco, clericus Cameracensis, publicus apostolica et imperiali auctoritatibus et curie episcopalis Tornacensis juratus notarius et auditor, de dictis litteris originalibus supra insertis cum presenti transsumpto siue exemplo cum prouidis viris notariis supra et infrascriptis collationem feci diligentem, et vtramque scrip-

turam, nil addito uel remoto quod sensum mutet aut variet intellectum, de verbo ad verbum concordare inueni, hic me subscripsi et signum meum, vnacum signis et subscriptionibus dictorum notariorum ac appensione sigilli sedis Tornacensis, apposui consuetum, in testimonium veritatis ipsorum premissorum, requisitus. SYMON.

Et Ego Petrus Bonsin, clericus Tornacensis, publicus apostolica et imperiali auctoritatibus curieque episcopalis Tornacensis juratus notarius et auditor, quia facta per me cum discretis viris notarijs publicis suprascriptis de presenti transsumpto ad litteras originales superius insertas collatione diligenti, huiusmodi transsumptum cum eisdem litteris et instrumentis originalibus in omnibus et per omnia concordare inueni, nil addito vel remoto, premissisque omnibus et singulis, dum modo suprascripto fierent, dicerenturque et agerentur per venerabilem et circumspectum virum dominum officialem Tornacensem et coram eo, vnacum prenominatis testibus presens fui, eaque sic fieri vidi et audiui; idcirco hoc presens publicum instrumentum seu transsumptum decretum in se continens, manu aliena fideliter scriptum, de dicti domini officialis mandato confeci et cum dictis notariis publicis publicaui, signoque meo solito, vnacum sigilli sedis Tornacensis appensione, signoque et subscriptionibus dictorum notariorum roboraui, hic me propria manu subscribens, in fidem et validius testimonium omnium et singulorum premissorum, specialiter requisitus (1).

Nouvelle collation de la copie notariée sur les originaux des différents documents qui y sont reproduits :

Anno domini millesimo cccc^mo^ xxij°, die xxij augusti, facta prius collatione de suprascriptis instrumentis sententiarum et bullis apostolicis ad litteras originales ipsas, ad inuicem

(1) Les signatures sont accompagnées, en marge, des monogrammes des notaires.

concordare inuenimus, nil addito vel remoto quod sensum inmutet.

T. Lemaire (?). Gruisy.

Archives de la cathédrale de Tournai. Cartulaire H, fol. 275-288.

Des lettres papales qui vont suivre (III à VIII) trois seulement sont datées : *a)* celle *Inter precipuas*, du 12 novembre 1423 ; *b)* celle *Etsi in quibuslibet*, et *c)* celle *Ad augmentum catholice fidei*, toutes deux du 16 mars 1424. Celles-ci sont évidemment les deux dernières en date. Mais on peut se demander : Quel rang chronologique faut-il assigner aux brefs non datés *Audivimus*, *Intelleximus* et *Sicut pridie*? D'après la lettre *Ad augmentum catholice fidei*, il est légitime de penser que celle du 12 novembre 1423 est la première de toutes. Le pape dit, en effet, qu'il a d'abord écrit *in communi* à l'évêque et à l'inquisiteur de Lausanne. Or la lettre *Inter precipuas* est la seule que nous connaissions comme ayant été adressée à la fois à l'évêque et à l'inquisiteur. La même conclusion se dégage de l'examen du bref *Etsi in quibuslibet*. Le pape y déclare qu'après avoir adressé à l'évêque et à l'inquisiteur de Lausanne la lettre *Inter precipuas*, après avoir ensuite pressé plusieurs fois l'évêque d'exécuter les ordres contenus dans cette lettre, après qu'Amédée de Savoie avait promis son appui au prélat, il lui a été exposé récemment (le jour même de l'expédition du bref *Etsi in quibuslibet*, comme il résulte de sa lettre à l'archevêque de Besançon) que l'évêque de Lausanne avait, sous divers prétextes, différé de procéder. Il est clair que le souverain pontife a ici en vue les lettres *Intelleximus*, *Sicut pridie* et *Audivimus*. Par conséquent celles-ci sont postérieures au bref *Inter precipuas*. Cependant une double difficulté se présente : D'abord, dans la lettre *Sicut pridie*, il est dit : *Cito tibi mittentur sententie;* et, dans la lettre *Inter precipuas* : *Sentenciam predictam quam vobis sub publico instrumento transmittimus* ; d'où il

semblerait résulter que la missive *Inter precipuas* est postérieure à la lettre *Sicut pridie*. Mais, dans la lettre *Inter precipuas*, il n'est question que de la sentence du concile de Constance, tandis que le bref *Sicut pridie* parle de la sentence du concile de Constance et de celle du cardinal Antoine. A supposer donc que tout se soit passé en réalité comme il est dit dans la bulle, le pape aura d'abord envoyé le jugement du concile de Constance seulement, et il n'aura annoncé que plus tard l'envoi d'expéditions de toutes les sentences.

Ensuite, dans la lettre *Etsi in quibuslibet*, il est dit que l'évêque a été pressé plusieurs fois, *vt ad executionem dictarum literarum* (Inter precipuas) *et contentorum in eisdem iuxta ipsarum continenciam et tenorem procedere vna tecum vellet*. Or, dans les brefs *Intelleximus* et *Sicut pridie*, il ne paraît pas être ordonné de procéder *ad executionem*.

Nous répondons : 1° le pape dit, non pas qu'il a répondu aux excuses, mais qu'il a plusieurs fois pressé et requis l'évêque de procéder ; 2° On peut entendre *ad executionem* au sens large : or, on retrouve le même ordre dans *Intelleximus* et *Sicut pridie* que dans *Inter precipuas*.

Ce point établi, on se demande l'ordre respectif d'*Intelleximus* et *Sicut pridie*. Le commencement de cette dernière lettre : *Sicut pridie tibi per unum breve nostrum scripsimus*, permet de conclure qu'elle vient après la lettre *Intelleximus* ; car comme brefs adressés à l'évêque de Lausanne seul, nous ne connaissons, en dehors de *Sicut pridie* même, que celui *Intelleximus*.

Reste le bref *Audivimus* à Amédée de Savoie. Cet appel au bras séculier se trouve déjà recommandé conditionnellement et sans désignation de personne dans la lettre *Inter precipuas*. Mais le bref *Audivimus* est un appel *hic et nunc* à Amédée de Savoie personnellement. Il ne lui aura été adressé qu'après les hésitations de l'évêque. Il nous paraît même certain que le pape a envoyé cette lettre à Amédée au moment où il expédiait le bref *Sicut pridie* à l'évêque de Lausanne. Car, dans cette missive au duc de Savoie, Martin V l'informe qu'il écrit dans le même sens au prélat. Or l'identité des idées

et des expressions dans le bref *Sicut pridie* et la lettre *Audivimus* prouve à l'évidence qu'il s'agit de la lettre *Sicut pridie* (1). D'autre part ce bref *Audivimus* est certainement antérieur aux deux lettres du 16 mars. Nous le placerons donc avant celles-ci, mais après le bref *Sicut pridie*.

III.

Bref adressé par Martin V à Guillaume IV de Challant, évêque de Lausanne, et à Orric de Torrente, inquisiteur de de la foi dans la ville et du diocèse de Lausanne.

Le pape a reçu leurs lettres l'informant de l'arrestation de Nicole Serrurier, accompagnées de la profession de foi de celui-ci et demandant ce qu'il fallait faire de lui, d'autant plus que N. Serrurier prétendait être en route pour le concile général. Ayant vu par là que l'évêque et l'inquisiteur ne possédaient pas le texte du jugement prononcé au concile de Constance, le pape le leur envoie et leur ordonne de faire exécuter ce jugement. S'ils trouvent que Nicole Serrurier est relaps et coupable, ils doivent lui appliquer les peines canoniques. Il faut frapper les contradicteurs des censures ecclésiastiques, demander, au besoin, l'appui du bras séculier.

12 novembre 1423.

Martinus episcopus, seruus seruorum dei, venerabili fratri .. episcopo Lausanensi et dilecto filio .. heretice prauitatis in ciuitate et diocesi Lausanensi inquisitori salutem et aposto-

(1) Dans le bref *Sicut pridie*, le pape dit à l'évêque de Lausanne : *Ad nostram notitiam est deductum quod quidam Nicolaus Serrurarii, professor ordinis heremitarum beati Augustini, certis ex causis sub tua custodia detinetur.... Mandamus quatenus predictum Nicolaum, quacumque de causa detentus sit, diligenter in carceribus tuis facias retineri.* Dans le bref *Audivimus*, le pape dit à Amédée de Savoie : *Audivimus quod quidam Nicolaus Serrurarii, professor ordinis heremitarum sancti Augustini, certis ex causis detinetur sub custodia venerabilis episcopi Lausanensis... Scribimus prefato episcopo ut eum diligenter faciat retineri, prout videbis in copia nostrarum litterarum.*

licam benedictionem. Inter precipuas solicitudines regiminis vniuersalis ecclesie quibus ex iniuncto nobis diuinitus officio saluti gregis dominici propensius intendere et feruencius inuigilare debemus, hec nobis incumbit cura potissima, vt hereses et alios quoslibet errores, sediciones et scandala inter populos christianos omnemque eiusdem gregis infectiuam doctrinam prorsus abicere et funditus extirpare conemur.

Nuper siquidem litteras vestras, quendam Nicolaum Serrurarii ordinis heremitarum sancti Augustini, sacre theologie magistrum, dudum Constancie super nonnullis erroribus fidem catholicam tangentibus, per ipsum in certis Galliarum partibus dogmatizatis, diffinitiua ex commissione nostra, sacro approbante concilio, lata sententia, postmodum in eodem concilio ex simili commissione confirmata, damnatum et sententiatum, apud vos carceribus detineri insinuantes, vna cum quodam publice confessionis per ipsum facte instrumento, interrogacionibus eciam per eum coram tabellione et testibus datis, accepimus; et cum idem Nicolaus tempore captionis pretenderet se esse in via ad concilium generale eundi, quid de eo fieri vellemus a nobis postulastis.

Vnde cum, viso dicto confessionis instrumento, non sit verisimile tenorem dicte sentencie apud vos tunc existere, cum idem Nicolaus plene et specifice super singulis dicte sentencie articulis non videatur interrogatus, ipseque sufficientes, sed aliquas dubias et alternatiuas ad illos quibus respondit articulis, non dederit responsiones, nec in quibus dicte sentencie paruerit aut contrauenerit specificauerit, nos consultacioni vestre breuiter respondentes, vobis committimus et mandamus quatenus sententiam predictam, quam vobis sub publico instrumento transmittimus, executioni debite per vos vel alium seu alios auctoritate nostra demandare curetis. Et nichilominus si per iam factam vel faciendam dicti Nicolai, quem super singulis in eadem sententia contentis articulis singulariter et specifice interrogetis, confessionem aut probaciones alias, de quibus etiam eadem auctoritate diligenter inquiratis, eundem Nicolaum relapsum fore

aut alias in premissis deliquisse repereritis, ipsum prouide corrigatis et puniatis secundum canonicas sanciones. Contradictores per censuras ecclesiasticas, appellacione postposita, compescendo, inuocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Testes autem qui fuerint nominati qui se gracia, odio vel timore subtraxerint, censura simili appellacione cessante compellatis veritati testimonium perhibere. Non obstantibus tam felicis recordacionis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri, in quibus cauetur ne iudices a sede apostolica deputati aliquos ultra unam dietam a fine diocesis eorundem trahere presumant, et de duabus dietis in concilio generali, quam aliis constitucionibus apostolicis ceterisque contrariis quibuscumque, seu si aliquibus communiter vel diuisim a dicta sit sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari, aut vltra vel extra loca ad iudicium euocari non possint, per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mencionem. Datum Rome apud sanctam Mariam maiorem, II Idus Nouembris, pontificatus nostro anno sexto.

Archives secrètes du Vatican. Regestum nº CCCLV, fol. 8..

IV.

Bref de Martin V adressé à Guillaume IV de Challant, évêque de Lausanne.

Nicole Serrurier, condamné par Jean patriarche de Constantinople et par Antoine cardinal de Sainte-Susanne, a été de nouveau arrêté pour fait d'hérésie; il est détenu par Orric de Torrente, inquisiteur général de la foi. Comme ce personnage est rebelle et contumace, l'évêque doit veiller à ce qu'il ne soit pas relâché et qu'il ne reste pas impuni, mais il doit procéder et faire procéder contre lui, pour que son châtiment serve d'exemple.

Martinus episcopus etc. Venerabili fratri episcopo Lausanensi salutem et apostolicam benedictionem. Intelleximus quod ille Nicolaus Serrurarii ordinis sancti Augustini, contra quem alias venerabilis frater Joannes, tum patriarca Con-

stantinopolitanus, nunc archiepiscopus Rothomagensis, processit et certam sententiam tulit, et similiter postea dilectus filius noster, Antonius tituli sancte Susanne presbyter cardinalis, de nostro mandato etiam aliam sententiam promulgauit propter certas conclusiones erroneas in fide catholica quas tenebat, nouiter captus et detemptus est in ciuitate Lausanensi per dilectum filium inquisitorem heretice prauitatis. Et quia, sicut informati sumus, dictus Nicolaus supradictis sententiis non paruit, nec aliqualiter se correxit, tanquam contumax et scandalosus, volumus et fraternitati tue tenore presencium committimus et mandamus quatenus taliter prouideas quod non relaxetur et quod non remaneat impunitus, sed contra eum procedas et procedi facias mediante iustitia, vt eius debita punitio aliis transeat in exemplum. Datum etc.

Archives secrètes du Vatican, Arm. XXXIX, vol. V, fol. 122; et vol. VI, fol. 96.

V.

Bref adressé par Martin V à Guillaume IV de Challant, évêque de Lausanne.

Le pape ne veut pas que l'ignorance des fautes de Nicole Serrurier lui assure l'impunité. Il rappelle à l'évêque les condamnations que ce personnage a encourues au concile de Constance et en cour romaine. Quel que soit le motif de son arrestation, l'évêque doit le retenir dans ses prisons et le châtier. Le pape enverra de suite à l'évêque les originaux des deux sentences et de la bulle exécutoire.

Martinus episcopus etc. Venerabili fratri episcopo Lausanensi salutem et apostolicam benedictionem. Sicut pridie tibi scripsimus per unum breue nostrum, ad nostram notitiam est deductum, quod quidam Nicolaus Serurarii, professor ordinis heremitarum beati Augustini, certis ex causis sub tua custodia detinetur. Et quia nullo modo volumus quod

pro tantis eius culpis et demeritis forsitan te ignorante transeat impunitus, significamus tibi quod, cum hic Nicolaus, sicut fuimus a fide dignis informati, dudum populum Tornacensem suis prauis dogmatibus infecisset, clerum et ecclesiam Dei scandalizando, et quamplures errores Wicklefistarum et Hussitarum seminando, quos in sacro generali concilio Constantiensi publice reuocauit, condemnatus fuit per certam sententiam venerabilis fratris Joannis tunc patriarche Constantinopolitani, nunc archiepiscopi Rothomagensis, contra eum latam, quam ipse emologauit et acceptauit. In qua dicitur inter cetera contenta quod ipse Nicolaus deberet per duos annos continuos in ciuitate Metensi, et in conuentu sui ordinis remanere, omni communicatione laicorum sibi penitus interdicta, et pro toto tempore vite sue ciuitates et dioceses Tornacensem et Cameracensem, omnemque regionem circumquaque contiguam infra triginta leucas, et ciuitatem ac diocesim Parisiensem per decem annos a die acceptationis dicte sententie computandos, non intraret sub penis incarcerationis perpetue, et aliis penis iuris et remissionis ad brachium seculare.

Et nichilominus ipse Nicolaus, sicut asseritur, ciuitates et dioceses ac regiones sibi interdictas de facto intrauit ibidem morando et publice predicando, nec in Metensi conuentu agendo penitentiam residere curauit, contra prefatam sententiam temere veniens et infringens eandem; quam etiam in ciuitate Florentina, excitatis quatuor ordinibus mendicantium, studuit facere reuocari, causamque committi procurauit dilecto filio nostro, Antonio tituli sancte Susanne presbitero cardinali; qui etiam dictam sententiam sua sententia confirmauit; que in rem iudicatam dicitur transiuisse. Nos itaque cupientes ut iustitia locum habeat, et quod huius debita punitio ceteris transeat in exemplum, fraternitati tue presencium serie committimus et mandamus quatenus predictum Nicolaum, quacumque de causa detentus sit, diligenter in carceribus tuis facias retineri, pro suprascriptis et alias suis demeritis debite puniendum. Nam pro debita executione iustitie cito tibi mittentur supradicte sententie cum execu-

toria originales, vt contra predictum Nicolaum procedi possit, prout ordo iuris postulat et requirit. Datum etc.

Archives secrètes du Vatican, Arm. XXXIX, vol. V, fol. 121-122.

VI.

Bref adressé par Martin V à Amédée, duc de Savoie.

Le pape informe Amédée, duc de Savoie, des ordres donnés à Guillaume IV de Challant, évêque de Lausanne, au sujet de Nicole Serrurier et lui en envoie copie. Il l'exhorte à prêter main forte à l'évêque, en cas où les laïques voudraient empêcher ou troubler le cours de la justice. Le duc doit engager l'évêque à procéder contre Nicole Serrurier, non seulement avec justice, mais avec sévérité, afin que le châtiment serve d'exemple.

Martinus episcopus etc. Dilecto filio nobili viro Amedeo duci Sabaudie salutem et apostolicam benedictionem. Audiuimus quod quidam Nicolaus Serurarii, professor ordinis heremitarum sancti Augustini, certis ex causis detinetur sub custodia venerabilis fratris episcopi Lausanensis. Et quia scandalosus homo esse dicitur et seminator erroris in fide catholica, scribimus prefato episcopo vt eum diligenter faciat retineri, prout videbis in copia nostrarum literarum presentibus introclusa, nobilitatem tuam hortantes vt, si forte laicorum fauor pro dicto Nicolao prefatum episcopum impediret aut aliqualiter perturbaret, tu eidem pro debita executione iustitie faueas et assistas, immo etiam horteris eundem vt in tali causa que fidem concernit se non tantum iustum prebeat, sed etiam rigorosum, vt in vno ex talibus deceptoribus fidelium et simplicium animarum ceteris transeat in exemplum. Datum Rome etc.

Archives secrètes du Vatican, Arm. XXXIX, vol. V, fol. 122-123; et vol. VI, fol. 58.

VII.

Bref adressé par Martin V, à Orric de Torrente, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, du couvent de Lausanne, inquisiteur général dans les villes et les diocèses de Besançon, de Lausanne, etc.

Le pape rappelle la lettre Inter precipuas *qu'il a adressée, le* 12 *novembre* 1423, *à Guillaume IV, évêque de Lausanne, et Orric de Torrente, inquisiteur dans le diocèse de Lausanne, sans mentionner leurs noms, et insère dans le présent bref la teneur de cette lettre. Mais il a apprisr écemment que, sous divers prétextes, l'évêque a différé d'accomplir ses ordres, bien qu'il ait été pressé et requis plusieurs fois de le faire. Il enjoint à l'inquisiteur de les exécuter promptement et sans négligence, de procéder seul, si l'évêque ne veut ou ne peut procéder avec lui, de demander, si c'est nécessaire, l'appui d'Amédée, duc de Savoie, et de tout autre personnage, de n'importe quelles personnes ecclésiastiques, voire même des ordres mendiants.*

16 mars 1424.

De Curia — P. De Trillia

Martinus episcopus etc. Dilecto filio Orrico de Torrente ordinis fratrum Predicatorum, in conuentu Lausanensi professori, ac in Bisuntina, Lausanensi et certis aliis ciuitatibus et diocesibus heretice prauitatis inquisitori, salutem et apostolicam benedictionem. Etsi in quibuslibet causis et negociis ad forum spirituale pertinentibus ex iniuncto nobis pastoralis officii debito iusticiam administrare et administrari facere teneamur, in causis tamen et negociis fidem catholicam tangentibus illam tanto ardencius cupimus, vt tenemur, exhibere et exhiberi facere, quanto ex ipsius omissione maiores hereses et errores in Dei ecclesia prouenire conspicimus.

Dudum siquidem hereses omnemque infectiuam doctrinam ac errores quoslibet per quendam Nicolaum Serrurarii ordinis fratrum heremitarum sancti Augustini in nonnullis Galliarum partibus dogmatizatos a Dei ecclesia, ne sediciones

et scandala in christiano populo orirentur, abicere et funditus extirpare cupientes, venerabili fratri Guilleімо episcopo Lausanensi et tibi, vestris nomin ibus non expressis (1), litteras nostras direximus sub hiis verbis.

Martinus episcopus, seruus seruorum Dei, venerabili episcopo Lausanensi et dilecto filio heretice prauitatis in ciuitate et diocesi Lausanensi inquisitori, salutem et apostolicam benedictionem. Inter precipuas solicitudines etc., *et sic deinceps ut supra.*

Cum autem, sicut nuper non sine vehementi admiracione graui et cordis displicencia percepimus, licet prefate littere dicto episcopo et tibi presentate iam sunt, multi menses extiterunt, et episcopus ipse pluries pulsatus et requisitus fuerit, vt ad executionem dictarum litterarum et contentorum in eisdem iuxta ipsarum continenciam et tenorem procedere vna tecum vellet, ipse tamen episcopus eo quia, vt dicit, dilecti filii Johannis de Vastina, canonici Tornacensis, expedicionem huiusmodi apud eum et frequenter sollicitantis, non intersit, aliquando vero propter infirmitatem grauatus intendere non valens, aliquando autem quia, vt eciam ait, dubitat populi commocionem, quamuis episcopus Lausanensis pro tempore existens dominus sit spiritualiter et temporaliter ciuitatis Lausanensis, et dilectus filius nobilis vir Amedeus, dux Sabaudie, velut fidelis athleta et pugil Ecclesie, ac heresum et errorum aduersus immaculatam fidem intrepidus defensor, se eidem episcopo et tibi in hoc et sibi assistere et fauere, ac auxilium et iuuamen prebere obtulerit, occasionibus sumptis seu alias expedicionem eandem hucusque in fidei catholice detrimentum dilatauit (2), Nos, considerantes quod dilacio in tanto fidei negocio periculosa et

(1) Les mots *vestris nominibus non expressis* font allusion à l'usage suivi par la curie romaine dans les lettres qu'elle envoie aux dignitaires ecclésiastiques. Lorsque. par exemple, une lettre est adressée à un évêque personnellement, on exprime son nom ; lorsqu'au contraire, elle est adressée au titulaire du siége épiscopal quel qu'il soit, on n'exprime pas le nom propre de l'évèque mais on le remplace par deux points (..).

(2) *Dilatavit* pour *distulit.*

dampnosa existit, et volentes de remedio prouidere oportuno, discretioni tue tenore presencium committimus quatenus prius prefato Johanne de Vastina quoad causam, et Nicolaum in preinsertis nostris litteris expresse denotatos, aut alio (1) [de] quo tibi visum fuerit in promotorem, instigatorem seu procuratorem cause fidei huiusmodi deputato, et dicto episcopo pro te requisito, si ipse ad expedicionem huiusmodi tecum concurrendo procedere non possit aut nolit, tu solus de consilio peritorum, de quibus etiam tibi visum fuerit, ad breuem et celerem expedicionem et executionem realem contentorum in nostris dictis preinsertis litteris, in quibus, verbis : postmodum in eodem concilio ex simili commissione confirmata, amotis, illorum loco addas : in Florencia ex nostra commissione confirmata, iuxta ipsarum litterarum continenciam et tenorem, prout iuris fuerit et racionis indilate procedas, cuiusuis appellacionis reiecto obstaculo, inuocatis ad hoc, si opus fuerit, prefati ducis et cuiuslibet alterius, ac quarumcunque personarum ecclesiasticarum, eciam ordinum mendicantium, brachiorum auxiliis. Non obstantibus priuilegiis, indulgenciis et litteris apostolicis vel quibusuis aliis, necnon omnibus hiis que in dictis nostris preinsertis litteris voluimus non obstare litteris, et aliis contrariis quibuscunque. Nos enim quicquid in premissis egeris ratum habebimus atque gratum, idque faciemus auctore Domino inuiolabiliter observari. Tu tamen taliter juxta datam tibi a Domino prudenciam in premissis habere te studeas, quod de prompta obediencia commendari, et de negligencia reprehendi minime merearis.

Datum Rome apud sanctum Petrum, XVII. Kalendas aprilis, pontificatus nostri anno septimo.

M. Goye.

Archives secrètes du Vatican. Regestum CCCLV, fol. 8-9.

(1) Toute cette phrase est incorrecte ; il faut sans doute lire : *prius prefato Johanne de Vastina, quoad causam et Nicolaum in preinsertis nostris litteris expresse denotatos, aut alio, de quo tibi visum fuerit, in promotorem, instigatorem seu procuratorem cause fidei huiusmodi, deputato* etc.

VIII.

Bref adressé par Martin V à Thiebaud de Rougemont, archevêque de Besançon.

Le pape instruit l'archevêque de Besançon de la désobéissance de Nicole Serrurier au jugement rendu contre cet hérétique au concile de Constance, de son arrestation et de son incarcération dans les prisons de l'évêque de Lausanne, du bref Inter precipuas *adressé à Guillaume IV, évêque de Lausanne, et à Orric de Torrente, inquisiteur des diocèses de Besançon, de Lausanne et d'autres diocèses encore, enfin de la lettre* Etsi in quibuslibet *expédiée à l'inquisiteur. Mais le pape doute que celui-ci veuille procéder seul. C'est pourquoi, si l'archevêque de Besançon apprend qu'Orric ne veut pas traiter cette cause et s'il est requis de remplir les fonctions de promoteur, le pape lui enjoint d'évoquer la cause à son tribunal, de la reprendre au point où elle en est et de la mener à bonne fin.*

6 mars 1424.

Martinus, episcopus, seruus seruorum Dei. Venerabili fratri Theobaldo archiepiscopo Bisuntino salutem et apostolicam benedictionem. Ad augmentum catholice fidei, que hominum mentes illuminat suisque cultoribus eterne beatitudinis premia pollicetur, vigilantibus studiis, prout ad nostrum spectat officium, intendentes, pestem heretice prauitatis que suorum corpora sectatorum infamie nota commaculat et eorum animas tenebris dampnacionis inuoluit, vbilibet, extirpare satagimus, vt fidei christiane religio eo magis suos fines adampliet, quod ad dicte pestis extirpationem omnimodam studium operis adhiberi contigerit pociorum. Sane dudum Constancie prouincie Maguntinensis sacro generali concilio inibi sedente, iniquitatis filius Nicolaus Serrurarii, ordinis heremitarum sancti Augustini, super nonnullis erroribus quos aduersus immaculatam fidei catholice puritatem, in certis Galliarum partibus nequiter predicare, asserere et alias dogmatizare presumpserat, accusatus, et demum conuictus, ex commissione nostra, ipso approbante concilio, sententia diffinitiua contra ipsum lata,

et certe pene eidem in ea iniuncte fuere, a quibus per eum licet indebite appellato, sententia ipsa extitit postmodum auctoritate apostolica confirmata. Et subsequenter, cum ipse sentenciam huiusmodi et in ea contenta saltem in multis passibus, vt nobis tunc extitit expositum, minime obseruasset, quinymo non absque multa fidei orthodoxe iniuria et apostolice sedis et ipsius concilii contumelia, creatoris nostri ac uniuersalis ecclesie graui opprobrio et contemptu, relapsus assereretur, cupientes errores huiusmodi ac omnem christiani gregis infectiuam doctrinam, per quos presertim in Dei ecclesia et christiano populo sediciones et scandala oriri possent, ab ipsis ecclesia et populo abicere et penitus extirpare, ac de ipso Nicolao, prout iuris et racionis foret, debitam iusticiam ministrare, venerabili fratri Guillelmo episcopo Lausanensi, in cuius carceribus detinebatur, prout detinetur, et dilecto filio Orrico de Torrente, ordinis fratrum Predicatorum professori, in Bisuntina, Lausanensi et certis aliis ciuitatibus et diocesibus heretice prauitatis inquisitori, ipsorum nominibus non expressis, nostras primo in communi, et deinde, videlicet hodie, nobis exposito, quod idem episcopus circa ea que ipsis super hec commiseramus, intendere [non] (1) posset aut nollet, eidem Orrico inquisitori in solidum alias nostras direximus litteras; quarum tenores presentibus inseri fecimus. Qui sunt tales : *Martinus* etc., *totum de verbo ad verbum prout in precedenti bulla continetur.*

Vnde cum verisimiliter ab aliquibus dubitetur eundem inquisitorem nolle forsan solum in premissis procedere, et nolentes vlterius tantam tam pestiferi dampnatique viri nequiciam tollerare, fraternitati tue, que in partem sollicitudinis est assumpta, et cuius velut ecclesie Dei honorabile membrum eciam interest hereses errores et doctrinam prefatos abicere et penitus extirpare, per apostolica scripta committimus et mandamus districte precipiendo quatenus, constito tibi quod dictus inquisitor in dicta causa procedere noluerit et pro parte promotoris cause fidei huiusmodi fueris

(1) Le mot *non* est évidemment omis en cet endroit.

requisitus, causam huiusmodi ad te aduoces, quam eciam ex nunc dicto casu ad nos aduocamus, quamque eidem fraternitati tue per presentes cum dicto Nicolao, necnon omnibus processibus coram episcopo et inquisitore prefatis eciam diuisim agitatis, in eo statu in quo ultimo coram ipsis seu eorum altero remanserit, resumendam, continuandam et fine debito terminandam remittimus ac committimus summarie, simpliciter et de plano iuxta tenorem preinsertarum nostrarum litterarum, audias, decidas et fine debito celeriter termines, faciens quod decreueris per censuram ecclesiasticam et alia juris remedia oportuna cum inuocatione brachii secularis et personarum ecclesiasticarum inuiolabiliter obseruari. Testes autem qui fuerint nominati qui se gracia, odio vel timore subtraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellatis veritati testimonium perhibere. Non obstantibus omnibus hiis que in predictis litteris voluimus non obstare.

Datum Rome apud sanctum Petrum, XVII. Kalendas aprilis, pontificatus nostri anno septimo.

Jo. de Vado.

Archives secrètes du Vatican. Regestum CCCLV, fol. 9-10.

ADDITIONS.

P. 252. *Ajoutez après le n° 7 :*

8. Ceux qui entendent sciemment la messe des prêtres vivant en concubinage public pèchent mortellement.

P. 254. *Ajoutez avant le n° 1 :*

La prière ne doit s'adresser qu'à Dieu seul et non aux saints.

P. 263, *ligne* 27. *Ajoutez après le mot* sincèrement :
Ensuite, il fit une profession de foi, réprouva les erreurs de Wicleff et de Huss, et jura de rester à jamais attaché à la foi de l'Église catholique et romaine. De plus, il demanda que sa confession et ses promesses fussent portées à la connaissance du royaume de France, du roi et de la reine de ce pays, de l'Université de Paris, de la noblesse et des communes de Tournai, de Térouane, de Cambrai, d'Arras et des villes voisines. Enfin, il exprima le désir et la volonté que les articles relevés à sa charge fussent brûlés publiquement.

SUPPLÉMENT AUX QUESTIONS DE CHRONOLOGIE ET D'HISTOIRE

OU OBSERVATIONS SUR UNE

« *Note en réponse aux critiques dont la* Table chronologique des chartes et diplômes *a été l'objet. par* M. ALPHONSE WAUTERS, *Secrétaire-trésorier de la Commission.* » (1)

La livraison du *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire* (Ve série, III, n° 3), qui vient de paraître, renferme une *Note* de douze pages, dans laquelle M. Wauters essaie de se justifier des critiques dont le tome VIII de la *Table chronologique des chartes* a été l'objet dans nos *Questions de chronologie et d'histoire.* Nous devons constater, avant tout, que l'auteur de la *Note* ne répond à aucune des observations que nous lui avons présentées; il semble plutôt préoccupé de faire valoir ses mérites et de chanter ses propres louanges. Pour montrer à nos lecteurs l'inanité de cette réponse, nous ne croyons pouvoir mieux faire que de la reproduire intégralement (2), en l'accompagnant de quelques notes rectificatives. On aura ainsi sous les yeux toutes les pièces du procès, et il ne sera difficile à personne d'émettre un jugement impartial et de décider de quel côté se trouvent la vérité et la courtoisie. Un autre avantage que nous procurera la reproduction textuelle de la *Note,* c'est que nous ne serons pas exposé à dénaturer, pour le besoin de la cause, la pensée de notre adversaire et de lui prêter, comme M. Wauters le fait pour nous, des opinions et des assertions qu'il n'a pas émises. Enfin, de cette manière encore, le lecteur ne sera pas obligé, comme celui de la *Note,* de croire sur simple parole, pour connaître « le ton qui règne dans la réponse et l'évidente partialité » dont l'auteur fait preuve ».

Voici ce texte. Nos observations rectificatives sont placées dans la partie inférieure des pages.

(1) Voyez nos *Questions de chronologie et d'histoire,* ci-dessus pp. 113-168.

(2) Nous ferons remarquer que notre reproduction est textuelle, y compris les fautes d'impression, assez nombreuses, de la *Note.*

NOTE DE M. WAUTERS.

Le ton qui règne dans l'article consacré à *la Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique* dans la dernière livraison des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique* (t. XXIV, 1re liv.), et l'évidente partialité dont l'auteur, M. Reusens, y fait preuve. en ne trouvant rien, absolument rien à louer dans un travail qui comprend actuellement huit ou, pour mieux dire, neuf volumes in-quarto (1), aurait suffi pour me déterminer à le laisser sans réponse, s'il ne finissait en y mêlant le nom de la Commission royale d'histoire, et en prétendant que « des » travaux faits ainsi ne peuvent manquer de jeter la déconsidération » et le discrédit sur nos historiens et sur l'état des études historiques » en Belgique ». Une pareille accusation suffit pour expliquer et justifier ma réponse. (2)

M. Reusens, en terminant, exalte, dans une note (*l. c.*, p. 168), des publications similaires faites depuis quelques années en Allemagne et en France, et, en particulier, les regestes de toute espèce qui ont été édités chez nos voisins. Sans vouloir diminuer en rien la valeur de ces derniers travaux, est-il nécessaire d'observer qu'ils n'ont rien de com-

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

(1) Pour toute réponse à cette assertion, nous rappellerons à nos lecteurs l'éloge que nous avons fait de l'activité de M. Wauters, dans la *Conclusion* de nos *Questions* : « En terminant cette revue critique, » disions-nous, nous ne pouvons dissimuler les peines et les regrets » que nous éprouvons en voyant le travail colossal de dépouillement, » d'analyse et de confection de tables, auquel s'est livré M. Wauters, » produire un résultat si médiocre et si peu en rapport avec l'ardeur » infatigable dont l'auteur de la *Table* a fait preuve, et, avec le temps » considérable qu'il a consacré à son œuvre. Pour pouvoir se faire » une idée des labeurs arides et ingrats de tout genre qu'entraînent » de semblables recherches, il faut, comme on dit vulgairement, avoir » mis la main à la pâte ».

(2) Le lecteur pourra juger, par les observations que nous allons présenter sur la *Note* de M. Wauters, si la Commission royale d'histoire a lieu de se féliciter d'avoir trouvé en lui le défenseur de son honneur et de son prestige.

parable avec la *Table chronologique?* Ces regestes s'occupent des actes appartenant à une époque, à un règne, à une institution déterminée. C'est toujours une personnalité ou le même genre de personnalités qui est en cause, tandis que, dans la *Table chronologique*, il a fallu embrasser l'histoire du pays pendant des siècles, on a dû y comprendre des actes de toute nature, on a été obligé d'entremêler, à ce qui concerne les différentes provinces des anciens Pays-Bas, des chartes et des faits se rattachant à l'Allemagne, à la France, à l'Italie, à l'Angleterre, etc. De là, à chaque instant, des difficultés de tout genre, et surtout chronologiques, dont il n'est pas aisé de sortir. La seule œuvre comparable, celle, du reste, dont celle-ci n'est qu'une imitation, la *Table chronologique des chartes et diplômes concernant l'histoire de la France*, commencée par Bréquigny il y a plus de cent quarante ans (en 1763), n'en est arrivée, en 1878, qu'à son huitième volume et à l'année 1314, tandis que, pour la Belgique, un travail analogue a été accompli en trente-quatre années. (1)

La *Table chronologique* française, à l'exception du premier volume, n'a pour ainsi dire pas d'introduction, tandis que la *Table chronologique* belge en présente, à chaque volume, une, presque toujours très étendue. Aussi M. Reusens s'empresse-t-il de déclarer (p. 168) que « les digressions historiques, fussent-elles même sensées ou traitées » d'après les méthodes scientifiques, ne lui semblent pas s'y trouver à

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

(1) Dans les publications destinées, comme la *Table chronologique des chartes*, à devenir le répertoire auquel l'historien puisse recourir pour ses recherches, il faut, avant tout, une exactitude irréprochable et au-dessus de toute discussion. M. Wauters a eu le grand tort de vouloir produire vite, sans être suffisamment préparé et sans se donner la peine de compléter ses connaissances. Il eût mieux valu, pour la science, avoir un travail moins considérable, mais exempt d'erreurs. Dans cet ordre de choses surtout, la quantité ne compense nullement la qualité. Les auteurs des Regestes que nous avons cités comme modèles du genre n'ont pas été aussi pressés : ils ont parfois attendu très longtemps avant de publier le résultat de leurs recherches ; et cela uniquement afin de les compléter et de fournir ainsi aux travailleurs des guides sûrs, des œuvres sérieuses et durables.

» leur place. A notre avis, ajoute-il, cette Introduction devrait être » réservée uniquement à des dissertations relatives à la chronologie » ou à la diplomatique ». Est-il nécessaire de faire remarquer que produire des volumes de 800 à 1,000 pages in-quarto, contenant chacun 4 à 5,000 analyses de diplômes, sans faire ressortir les conséquences des faits les plus saillants mis au jour par ces analyses, constituerait une suite grossière (1), faute que l'on ne manquerait pas de reprocher à l'auteur du travail? Nous en appelons, pour protester contre les attaques de M. Reusens, à ceux qui nous ont fréquemment remercié d'avoir écrit ces introductions et prié de les réunir en un volume distinct, afin d'en rendre l'étude et la lecture d'un usage plus facile.

Il eût du reste été regrettable pour M. Reusens de ne pas posséder l'Introduction de mon tome VIII, car il eût ainsi perdu l'occasion d'écrire sept pages, un chapitre tous entier, intitulé : *Comment M. Wauters écrit l'histoire* et, en sous-titre, *La joyeuse histoire d'un revenant.* Après avoir raconté comment, en 1308, des aventuriers

---

Observations rectificatives.

(1) Nous avouons ne pas comprendre la raison pour laquelle une *Table chronologique des chartes* bien établie, publiée sans dissertations préliminaires purement historiques, « constituerait une suite grossière », comme le prétend M. Wauters. Personne, pour autant qu'il est à notre connaissance, n'a jamais songé à faire le moindre reproche soit aux *Regesta Pontificum Romanorum* de Jaffé et de Potthast, soit à la *Table des diplômes* de De Brequigny et Pardessus, parce que ces travaux ne renferment aucune dissertation historique proprement dite. Les *Regesta imperii* de Böhmer et de ses continuateurs sont précédés, non de mémoires sur différents points spéciaux, mais d'un court aperçu sur la vie des empereurs dont les actes sont analysés. Si notre contradicteur publiait séparément, ou bien dans le *Compte rendu de la Commission royale d'histoire,* des dissertations dont le sujet et les détails lui seraient suggérés par l'élaboration de sa *Table*, personne ne trouverait à redire. Pour notre part, nous continuons à penser que des digressions historiques quelles qu'elles soient, ne doivent pas trouver leur place dans l'introduction d'une *Table chronologique des chartes.*

se firent passer, dans nos provinces, pour des seigneurs échappés à la bataille de Courtrai, et y furent reçus avec force acclamations, j'ajoute : « Godefroid de Brabant passa donc pour ressuscité, quoique » les chroniqueurs ne mentionnent pas son nom ». Ce Godefroid de Brabant, seigneur d'Aerschot et de Vierson, était le père de Jean de Brabant, mort avec lui à Courtrai et dont un imposteur joua si bien le rôle en 1308, qu'il fut accepté par la dame de Mortagne pour son époux et reçu dans son lit. Or, je m'étais basé sur un diplôme du 10 décembre 1307, publié par Willems, l'un des anciens membres de la Commission, l'un des pères de la nouvelle école flamande de littérature (*Brabantsche yeesten,* t. Ier, p. 745). Ce diplôme, M. Reusens le déclare mal daté et ne remontant qu'au 10 décembre 1301. On se demanda en quoi cette rectification annihile mon récit. *La joyeuse histoire d'un revenant* continue à subsister; seulement, elle s'applique à Jean de Brabant et non à son père Godefroid, et quant à l'erreur diplomatique, si elle existe, elle est la faute de Willems et non la mienne. (1)

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

(1) Le ton rien moins que sérieux de cet alinéa nous autoriserait à le passer sous silence. Toutefois, comme notre contradicteur cherche à déplacer l'objet de la discussion, nous ne pouvons pas nous dispenser de l'y ramener. D'abord, sa volte-face, en essayant de substituer à Godefroid de Brabant un fils de celui-ci du nom de Jean, nous rappelle involontairement le passage de la fable de Lafontaine : *Si ce n'est toi, c'est donc ton frère.* Ensuite, dans notre discussion, il ne s'agit nullement de la question de la croyance aux revenants de la bataille de Courtrai qui aurait existé au commencement du XIVe siècle — que cette légende ait eu cours à cette époque, peu nous importe —, mais il s'agit du point de savoir si M. Wauters s'est prévalu à tort ou à raison d'une charte publiée par F. Willems dans les *Brabantsche Yeesten* avec la date du 10 décembre 1307, pour faire passer Godefroid de Brabant comme ressuscité. Voilà toute la question et la seule dont il s'agit entre nous. Nous croyons avoir suffisamment prouvé ci-dessus que M. Wauters ne s'est pas conduit en historien sérieux lorsqu'il a accepté, sans la contrôler, la fausse date attribuée à la charte par Willems, d'autant que la charte elle-même ren-

NOTE DE M. WAUTERS *(suite)*.

Un chapitre spécial est consacré aux recueils de chartes que je n'ai pas consultés et que j'ai utilisés à tort. On me reproche d'abord de n'avoir pas dépouillé le *Regestum Clementis papae V* (Rome, 1885-1887, 7 vol. in-f°). Mais pour tirer parti d'un livre, il faut l'avoir à sa disposition. Or, la Bibliothèque royale de Bruxelles ne possédant pas encore, à l'heure actuelle, cette publication, elle était donc et elle est

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

ferme plusieurs indications chronologiques facilitant ce contrôle. Même après ces observations, qu'il laisse sans réplique, M. Wauters semble ne pas avoir compris les devoirs de l'historien digne du nom, puisque, dans sa réponse à nos critiques, il continue à n'attacher aucun prix aux données chronologiques du texte même de la charte, mais exalte l'autorité extrinsèque de celui qui a édité le document avec la date erronée du 10 décembre 1307, c'est-à-dire de M. Willems, qu'il appelle pompeusement : « l'un des anciens membres de la Commission royale d'histoire, l'un des pères de la nouvelle école flamande de littérature. » Nous ne voyons pas trop l'argument que ce dernier titre peut apporter dans la discussion. Quoi qu'il en soit, ce n'est certes pas M. Willems, l'éditeur de la charte, qui est le coupable, mais bien l'historien qui, oublieux de ses devoirs, a fait usage du document sans en vérifier la date, chose qui lui était cependant extrêmement aisée.

Nous remercions notre contradicteur de ce que, en s'occupant encore ici de la *joyeuse histoire*, il nous fournit l'occasion d'achever notre démonstration de la fausseté de la date 1307, erronément attribuée par Willems à la charte de Godefroid de Brabant. Depuis la publication de nos *Questions de chronologie*, il nous a été donné de constater que Jean Berthout, seigneur de Malines, celui-là même qui, avec le duc de Brabant, réclamait de la ville de Malines le payement de la dette pour laquelle le tribunal d'arbitrage fut constitué, n'était plus de ce monde en 1307; il avait passé de vie à trépas le 25 août 1304. Encore quelques constatations de ce genre, et M. Wauters, qui n'aime pas à lâcher ses revenants, pourra ne plus voir, dans l'acte qu'il a cherché à exploiter pour s'apitoyer sur la crédulité des masses au moyen âge, qu'une belle et plaisante comédie, une petite farce de revenants jouée au duc Jean et à la bonne ville de Malines.

encore inabordable pour moi. (1) Mais il y a mieux. Je prétends, et la Commission ne me désavouera pas, j'en suis persuadé, que rien, si ce n'est une obligation morale, librement acceptée par moi, ne m'oblige à compléter mon travail au moyen des œuvres nouvellement parues. L'arrêté ministériel en date du 30 avril 1858 qui m'a chargé de publier la *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés* ne m'astreint qu'à « revoir, coordonner et livrer à l'impression » les bul-

---

Observations rectificatives.

(1) Dans le § 18 de nos *Questions de chronologie*, nous avons fait remarquer que M. Wauters n'a pas connu, ou du moins n'a pas utilisé quelques publications étrangères renfermant des documents importants relatifs à la Belgique; et nous avons cité, comme exemple, le *Regestum Clementis papae V*, 7 voll. in-folio; recueil considérable et d'un caractère quasi-officiel, édité par la typographie vaticane, de 1885 à 1887, donc bien longtemps avant que M. Wauters ne commençât l'impression du tome VIII de la *Table chronologique*. C'est le premier alinéa de ce § 18, que M. Wauters cherche ici à rencontrer. Sa réponse renferme plusieurs parties, que nous allons examiner successivement.

La première excuse qu'allègue M. Wauters est bien futile : « Pour » tirer parti d'un livre, dit-il, il faut l'avoir à sa disposition. Or, la » Bibliothèque royale de Bruxelles ne possédant pas encore, à l'heure » actuelle, cette publication, elle était donc et elle est encore inabor» dable pour moi » !! M. Wauters eût peut-être été plus sincère, s'il avait avoué sans artifice que la publication lui était inconnue. Nous sommes persuadé que, s'il avait exprimé à la direction de la Bibliothèque royale le moindre désir de consulter cet ouvrage, celle-ci se serait empressée de l'acquérir immédiatement. Mais *ignoti nulla cupido*, dit le proverbe. Si nous avions raisonné comme notre adversaire, lorsque nous nous occupions du § 11 de nos *Questions*, il nous eût été impossible de faire notre travail. Nous n'avons pas trouvé, il y a trois mois, à la Bibliothèque royale, ni les *Acta imperii inedita* de Winkelmann, ni les *Acta imperii selecta* de Böhmer; force nous a été de les chercher ailleurs. C'est ce que nous avons fait, et c'est ce que M. Wauters eût dû faire également pour le *Regestum Clementis papae V*, s'il l'avait connu.

letins qui ont été rédigés pour former la Table (Voir *Bulletin de la Commission*, 2e série, t. XI, p. 118). Tout ce qui a été fait en plus, l'a été spontanément par moi et dans le but de compléter un travail qui me paraissait incomplet, et que je me suis efforcé de rendre meilleur. C'est pour ce motif seulement que j'ai pris la peine de dépouiller des ouvrages immenses, des volumes et des brochures de toute espèce, et dont quelques-uns venaient à peine de paraître lorsque je les ai analysés. Dans le nombre je puis citer le *Corpus documentorum inquisitionis haereticae praevitatis Neerlandicae*, de M. Paul Fredericq (t. Ier; Gand 1889), dépouillé pour mon tome VII en la même année; le *Bullarium Trajactense* (Utrecht, 1891), dépouillé pour mon tome VIII en 1892, etc., tandis que dans la *Table chronologique* de Bréquigny et ses continuateurs, on n'a pris le même soin pour aucune des nombreuses publications éditées en France dans ce siècle. Il m'est même arrivé de puiser dans des ouvrages n'ayant pas encore paru et dont je n'avais à ma disposition que les bonnes feuilles, tels que le tome III des *Layettes du trésor des Chartes* de M. Teulet (Paris, 1875).

Observations rectificatives.

Dans la seconde partie de sa réponse, M. Wauters invoque l'arrêté ministériel du 30 avril 1858, qui ne l'astreint qu'à « *revoir, coordonner et livrer à l'impression* » les bulletins qui ont été rédigés pour la *Table* » par d'autres personnes ou par lui-même, conformément à l'arrêté royal du 8 décembre 1837 et à l'arrêté ministériel du 16 novembre 1838. Il ne lui est pas permis d'ignorer que ces différents arrêtés ne répondent plus du tout au mouvement actuel des études historiques; et certes, il importerait de les rapporter immédiatement pour l'honneur du pays. Ce n'est pas d'après de telles règles qu'on peut produire un travail scientifique homogène. M. Wauters fait ensuite grand état de son travail de dépouillement, auquel d'ailleurs nous avons rendu hommage, et que nous n'avons pas hésité à qualifier de colossal (voyez notre *Conclusion* des *Questions de chronologie*). Mais tout n'est pas de dépouiller, il faut aussi analyser, et analyser avec exactitude et précision; puis coordonner, et pour coordonner il faut assigner à chaque document sa date véritable; c'est en ce dernier point surtout, comme nous croyons l'avoir montré suffisamment, que M. Wauters est bien en dessous de sa tâche.

et le *Cartulaire de l'abbaye d'Eenham*, de M. Piot. En un mot, au lieu de 23,500 bulletins mis à ma disposition et dont je n'ai pu utiliser jusqu'à présent que 15,000 environ (sans décompter les doubles emplois), j'ai porté ce nombre à près de 40,000 (en comptant, en moyenne, six bulletins par page d'impression). J'ai donc, uniquement de mon chef, triplé à peu près l'étendue du travail de dépouillement. Et pour ma récompense, on m'accuse de ne pas connaître une publica-

---

Vient enfin la dernière partie de la réponse, conçue dans ces termes : « Et pour ma récompense on m'accuse de ne pas connaître une publi- » cation qui ne se trouve pas en librairie et dont les exemplaires, fort » rares partout, constituent la propriété exclusive du pape Léon XIII, » qui seul en dispose! » Dans une correspondance adressée à un journal quotidien de la capitale, M. Wauters a exprimé sa pensée d'une manière un peu plus explicite; nous en extrayons le passage suivant relatif au Regeste dont il s'agit : « Ces volumes édités au Vatican, » ne sont pas dans le commerce, et le pape les distribue à son gré. » Or, la Bibliothèque royale de Bruxelles ne les ayant pas reçus, je » n'ai pas pu les utiliser ». *Journal de Bruxelles* du 7 juillet 1893. Nous ferons remarquer à M. Wauters que les publications de la typographie vaticane se trouvent en dépôt, à Rome, à la librairie Spithöver, place d'Espagne. Nous avons sous les yeux : 1° un extrait du catalogue imprimé de cette librairie, où le Regeste de Clément V figure en tête : « *Regestum Clementis V; 7 vol. fol. L.* 350 » ; 2° une offre de la même librairie conçue : « *Regestum Clementis V,* 9 *années en* 7 *tomi, plus* 1 *tomus Appendicis à* 50 *frs, fr.* 400 ».

Le Regeste est donc dans le commerce, tout comme les publications de l'Académie royale de Belgique et de la Commission royale d'histoire. En effet, le gouvernement belge fait aussi imprimer celles-ci à ses frais, en distribue à qui bon lui semble; ce qui ne l'empêche pas d'en mettre un certain nombre d'exemplaires à la disposition de ceux qui veulent en faire l'acquisition. L'affirmation de M. Wauters est donc une pure invention imaginée dans l'intérêt d'une cause en détresse.

Que dirait-on d'un savant bavarois, par exemple, qui écrirait au sujet des publications belges dont nous venons de parler : « Ces

tion qui ne se trouve pas en librairie et dont les exemplaires, fort rares partout, constituent la propriété exclusive du pape Léon XIII, qui seul en dispose!

Mais si je n'ai pas assez complété mon travail sous ce rapport, d'après M. Reusens, j'ai eu tort d'y comprendre des tirés à part. Quel savant, quel bibliophile ignore que ces tirés à part sont parfois beaucoup plus connus que les revues d'où ils sont extraits? Combien de travailleurs ne possèdent-ils pas des travaux isolés de nos écrivains, tandis qu'ils n'ont pas l'occasion ou les moyens d'acquérir les séries nombreuses de volumes publiés par les sociétés savantes du pays et de l'étranger? (1) L'objection n'est pas sérieuse, non plus que celle où l'on m'accuse d'avoir cité sans nécessité des diplômes d'empereurs d'Allemagne, et, en particulier, de l'empereur Henri VII et de son

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

» volumes édités aux frais du gouvernement belge ne sont pas dans » le commerce, et ce gouvernement les distribue à son gré. Or, la » Bibliothèque royale de Munich ne les ayant pas reçues, je n'ai pu » les utiliser!! » Ne serait-on pas en droit de taxer sévèrement des insinuations aussi malveillantes?

(1) Pour se disculper, M. Wauters feint de croire que nous lui avons reproché de citer les tirés-à part de certains articles; il n'en est rien. Ce que nous avons demandé c'est que, lorsqu'il cite un tiré-à-part, il cite *en même temps* l'ouvrage dont le tiré-à-part est extrait; ce qui est toute autre chose que ce que M. Wauters nous fait dire. Voici comment nous nous sommes exprimé : « On pourrait encore » demander à l'auteur de la *Table* pour quel motif il cite comme source » les tirés-à-part de certains articles, en omettant de renseigner » le recueil périodique dans lequel l'article a paru. C'est » ainsi, par exemple, que p. 454, n. 1, il cite : « Pinchart, *Analyses et* » *extraits des archives des anciennes institutions judiciaires du Hai-* » *naut*, p. XVII, qui n'est qu'une brochure extraite du *Compte rendu* » *de la Commission royale d'histoire*. Il eût convenu de citer aussi » ce dernier recueil (1[re] série, XIV, p. 209), qui existe dans toutes » les grandes bibliothèques ». Tout lecteur qui possède la notion de la loyauté ne manquera pas de qualifier, comme elle le mérite, cette manière de travestir la pensée de son adversaire.

successeur Louis de Bavière. Il ne faut pas oublier que le grand nombre de nos provinces dépendaient de l'Empire, que Henri VII était comte de Luxembourg, que, dans la querelle entre Louis de Bavière et Léopold d'Autriche, le premier fut soutenu par Jean de Luxembourg, fils de Henri et roi de Bohéme, et par Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, qui devint ensuite son beau-père (1). N'est-ce

---

Observations rectificatives.

(1) Dans le dernier alinéa du § 18 de nos *Questions*, nous avons manifesté notre étonnement de rencontrer dans le tome VIII de la *Table chronologique*, surtout à partir de la page 319, l'analyse d'une quantité de diplômes des empereurs d'Allemagne, Henri de Luxembourg et Louis de Bavière, qui ne concernent nullement la Belgique; et nous avons ajouté que nous ne comprenons pas pour quelle raison M. Wauters cherche à grossir sa *Table* au moyen d'analyses qui n'offrent aucun intérêt pour notre histoire nationale. C'est à cette question que M. Wauters essaie de répondre. Malgré les prétextes qu'il allègue et à l'occasion desquels il se décerne encore à lui-même un *satisfecit* pour ce qu'il a cru trouver de nouveau concernant le gouvernement de Henri de Constantinople, nous ne pouvons que maintenir notre critique; et nous avouons ne pas saisir le degré d'utilité que présente, au point de vue de l'histoire de Belgique, l'insertion, dans la *Table*, des analyses du genre de celles que nous indiquons ci-dessous; elle ne peut, nous semble-t-il, que produire la confusion par l'introduction d'éléments complètement étrangers. Si l'on admettait la règle préconisée par M. Wauters, la *Table chronologique* deviendrait, pour certaines périodes, par exemple pour le règne des deux empereurs dont nous avons parlé, celle de l'empire d'Allemagne tout entier. Remarquons aussi que le savant qui voudra étudier l'histoire d'un empereur d'Allemagne certes ne recourra pas à la *Table* de M. Wauters pour se procurer les renseignements qu'il cherche, mais à des travaux plus spéciaux, plus consciencieux et plus considérables, publiés en Allemagne, tels que les *Regesta imperii* de Boehmer et de ses continuateurs, ou les *Jahrbücher des deutschen Reichs*.

D'ailleurs, en se basant uniquement sur les analyses de la *Table*, on s'exposerait à de singuliers mécomptes. Voici un exemple à l'appui de cette assertion. A la page 345 du tome VIII, M. Wauters analyse un

pas au moyen de faits paraissant étrangers à l'histoire de la Belgique que j'ai pu, par exemple, caractériser le gouvernement de Henri de

---

diplôme impérial dans les termes suivants : « Le roi Henri, à l'imita- » tion du roi Albert, son prédécesseur, permet aux bourgeois d'Ueber- » lingen d'établir dans cette ville une assise (*Zunfta*)? ». Dans ce diplôme, dont voici la phrase principale : « Vestris petitionibus annuere » cupientes, vobis ut zunftam in civitate nostra Ueberlingen habere » possitis, ad instar dive recordationis Alberti Romanorum regis, » antecessoris nostri, de benignitate regia indulgemus », il ne s'agit nullement de la perception d'une assise ou d'un impôt, comme le dit M. Wauters, mais bien de l'établissement d'une corporation ou corps de métier, que les Allemands désignent encore de nos jours sous le nom de *Zunft*.

Voici l'indication sommaire des diplômes de l'empereur Henri de Luxembourg, insérés à tort, selon nous, dans les années 1308 et 1309 de la *Table*, parce qu'ils ne concernent pas notre histoire nationale, mais bien l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. Ils sont au nombre de 58 pour ces deux années seulement, et occupent environ 12 pages sur 50, c'est-à dire presque le quart de l'ensemble.

P. 320, n. 1. Le roi Henri confirme un diplôme du roi Albert, son prédécesseur, qui avait autorisé l'archevêque de Mayence à transférer à *Lahnstein* le tonlieu de *Boppard*.

» n. 2. Le roi Henri engage aux comtes palatins, ducs de Bavière, Rodolphe et Louis, les châteaux de *Flos* et de *Parkstein*.

» n. 5. Le roi Henri accorde des privilèges à l'archevêque de *Trèves*.

P. 321. n. 3. Le roi Henri confirme le diplôme du roi Albert en faveur du monastère de *Marienberg*, près de *Boppard*,

P. 323, nn. 1 et 2 sont relatifs à *Kaiserswerth* sur le Bas-Rhin.

» n. 5. Le roi Henri confirme les libertés et les privilèges dont jouissent l'archevêque et le diocèse de *Cologne*.

P. 326, n. 2. Le roi Henri ordonne aux autorités d'Oppenheim et du Wetterau de protéger les Clarisses de *Mayence*.

» n. 3. Le roi Henri confirme les libertés des bourgeois de *Spire*.

» n. 6. Le roi Henri confirme les franchises de *Worms*.

Constantinople, le frère du célèbre et malheureux Baudouin dit aussi de Constantinople, et donner une idée de la manière remarquable

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

P. 327, n. 1. Le roi Henri exempte d'impôts les Dominicaines de *Saint-Lambrecht* près de *Neustadt, dans le Palatinat.*

» n. 2. Le roi Henri confirme aux religieuses de *Königsbruck* le droit de pâture dans la fôret de *Heiligenforst.*

» n. 3. Le roi Henri invite les autorités de *Hagenau* à laisser jouir librement les religieuses de *Königsbruck* de certains droits qu'il leur avait accordés dans la fôret de *Heiligenforst.*

» n. 4. Confirmation des privilèges accordés autrefois à l'abbaye *Köningsbruck.*

P. 328, n. 5. Le roi Henri confirme les franchises des habitants d'*Annweiler* dans les Vosges.

P. 329, n. 5. Confirmation des libertés de la ville de *Hagenau.*

P. 331, nn. 4 et 5. Diplômes du roi Henri en faveur des religieuses du couvent d'*Unterlinden*, à *Colmar.*

P. 332, n. 4; et 333, n. 1. Privilèges accordés par le roi Henri à la ville de *Berne*, en Suisse.

P. 333, n. 2. Diplôme en faveur du monastère de *Payerne* (en allemand *Peterlingen*), près du lac de *Neuchâtel*, en Suisse.

» nn. 4 et 5. Confirmation des privilèges des religieux d'*Interlaken*, en Suisse.

P 339, n. 2. Le roi Henri confirme à la cathédrale de Mayence la possession de *Seligenstadt*, en Bavière.

» nn. 4 et 6; et 340, n. 1. Privilèges accordés aux habitants de *Zurich*, en Suisse.

P. 342, n. 6. Le roi Henri amplifie le fief de *Wolfstein.*

P. 343, nn. 1 à 4. Franchises accordées à la ville de *Schwyz*, en Suisse.

P. 345, n. 2. Le roi Henri autorise l'établissement d'une *Zunft* ou corporation à *Ueberlingen* dans le Wurtemberg.

» n. 5. Privilèges accordés aux religieuses de *Buindt.*

P. 346, n. 2. Le roi Henri annonce son élection à la ville de *Mantoue*, en Italie.

P. 351, n. 3. Privilèges accordés à l'abbaye de *Fulda*, dans la Hesse.

» n. 5. Le roi Henri prend sous sa protection les bourgeois d'*Erfurt*, en Saxe.

Note de M. Wauters (*suite*).

dont ce guerrier belge sut gouverner les provinces de l'empire d'Orient, qu'il avait à défendre à la fois contre les Ottomans, contre les partisans des Comnène, contre les exigences de ses alliés eux-mêmes?

J'arrive au chapitre, très étendu et très développé, des fautes typographiques. Personne ne croira que j'ignore le latin parce que l'on a imprimé en caractères microscopiques, c'est-à-dire presque illisibles, *sacrorum consiliarum amplessima collectio,* au lieu de : *sacrorum*

Observations rectificatives.

P. 352, n. 1. Le roi Henri autorise F. Sleiden, son parent, à recevoir des juifs dans son château et à les y laisser séjourner.

P. 355, n. 1. Faveurs accordées au couvent de *Brumbach.*

» n. 4. Le roi Henri charge Othon, comte de Straseberg, et les avoués provinciaux de Bourgogne, de défendre les frères de l'ordre Teutonique de *Könitz*, dans la fôret de *Laupen.*

» n. 5. Le roi Henri donne à l'ordre Teutonique le patronat de l'église de *Niederselters*, dans l'archidiocèse de Mayence.

P. 356, n. 2. Autorisation accordée à la ville de *Mantoue* de secourir la ville de Ferrare, qui était attaquée.

P. 357, nn. 4 et 5. Faveurs accordées au comte Henri de Werdenberg. Le roi lui cède le château de *Rheineck.*

P. 358, n. 1. Le roi Henri ordonne de protéger l'archevêque de *Trèves.*

P. 360, nn. 2, 3 et 4. Faveurs accordées à l'archevêque de *Cologne.*

» n. 5. Faveurs accordées à l'archevêque de *Trèves.*

P. 361, n. 4. Le roi Henri confirme l'échange que son prédécesseur avait fait du château de *Gleichen près de Meyenfeld* contre celui de *Wildenstein* dans le Wurtemberg.

P. 364, n. 3. Établissement d'un marché à *Castelnau.*

» nn. 4 et 5. Faveurs accordées aux Dominicaines de *Colmar.*

P. 365, n. 1. Privilèges accordés à l'abbaye de *Fulda.*

P. 367, n. 4. Le roi Henri augmente la rente qu'un bourgeois de *Spire* percevait sur les juifs de cette ville.

P. 368, n. 6. Lettre de Henri au magistrat d'*Esslingen* au sujet du couvent des Dominicains.

P. 369, n. 1. Lettre du roi Henri au magistrat de *Wimpfen.*

» n. 2. Le roi Hen confirme les privilèges de l'abbaye d'*Altenberg*

conciliorum amplissima collectio, et autres détails semblables. Je profite, au contraire, de la circonstance pour rendre hommage aux compositeurs de mon texte : la *Table* n'est pas un ouvrage comme un autre; elle est hérissée de dates, de noms de lieux et de personnes, souvent écrits de manière différente; les suscriptions des diplômes y sont rédigées dans des langues diverses : en latin, en français, en flamand, en allemand, et toujours, non dans l'idiome tel qu'on l'écrit de nos jours, mais tel qu'on l'employait au moyen âge; certes, il faut à nos typographes autant qu'à moi une attention continuelle et soutenue pour ne pas se tromper à chaque instant. Il ne s'agit pas ici, chacun le sait, d'un travail exécuté dans des conditions exceptionnelles et richement rémunéré. Personne n'ignore comment sont payées les impressions mises en adjudication; quant aux travaux de rédaction, ils sont rétribués de manière à égaler, à peu de chose près, la journée d'un manœuvre. (1)

Je ne m'arrêterai pas à réfuter tous les méfaits dont on m'accuse. Mais il y a avant tout nécessité de montrer les difficultés sans nombre contre lesquelles j'ai dû me précautionner. En voici un exemple

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

(1) Nous pensons que le lecteur est pleinement édifié sur l'incorrection typographique de la *Table*, par les fautes grossières dont nous avons dressé la liste dans notre § 17. La première surtout, qui est bien *Sacrorum consiliarum amplessimo collectio*, comme nous l'avons dit, et non pas *sacrorum consiliarum amplessima collectio*, comme l'imprime M. Wauters, dépasse tout ce que l'on peut imaginer de plus étrange. Dans notre liste, nous avons passé sous silence les fautes de moindre importance, par exemple, un chiffre au lieu d'un autre. Nous savons parfaitement que ces erreurs échappent même aux protes les plus exercés. Si nous avions voulu relever les fautes de cette nature, notre liste eût été pour le moins décuplée.

M. Wauters a tort, pensons-nous, de chercher à rejeter la faute de ces erreurs sur son imprimeur, en disant que « personne n'ignore comment sont payées les impressions mises en adjudication ». M. Hayez, l'imprimeur de l'Académie et de la Commission royale d'histoire, est trop avantageusement connu par la correction de ses travaux pour ne pas dédaigner de semblables insinuations.

frappant. En ouvrant des paquets des bulletins anciens qui m'avaient été confiés comme datant de 1320 à 1330, j'en trouve un qui est ainsi conçu : « 1324, 22 septembre. — Promesse de Gautier de Châtillon » prêtée au nom de Philippe, roi de France, à la ville de Lille, après » la bataille de Mons-en-Pevèle (DE ROSNY, *Histoire de Lille*, p. 152). » Le bulletin est de la main de Gachet, qui était un érudit de valeur, et l'analyse est la reproduction fidèle de ce que dit l'ouvrage auquel elle a été empruntée. Seulement, vérification faite, et ce détail m'a pris une demi-heure, la date est fautive; elle doit être remplacée par celle du 22 septembre 1304, et, loin de constituer une promesse faite par le roi, c'est un ordre de celui-ci, adressé à Gautier de Châtillon, et lui enjoignant de recevoir le serment de fidélité des Lillois, qui venaient de se soumettre à Philippe le Bel. Récemment encore, j'ai eu à classer le premier acte dans lequel il soit question des d'Artevelde. Deux fois il a été publié comme appartenant au 1er avril 1324; j'ai dû le rejeter en 1325, l'année en Flandre ne commençant à cette époque qu'à Pâque, qui tombait en 1324 le 15, et en 1325 le 7 avril. (1)

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

(1) M. Wauters se glorifie ici d'avoir assigné à l'année 1304 un bulletin analysé par M. Gachet, d'après l'*Histoire de Lille* de De Rosny, et placé erronément à l'année 1324; et il a soin d'ajouter que cette rectification lui « a pris une demi-heure »; détail intéressant qui, du moins, a l'avantage de nous renseigner sur la facilité et la rapidité du travail de notre contradicteur; car, qu'est-ce qu'une demi-heure pour une recherche importante? Nous avouons ingénument que le redressement de mainte erreur chronologique de la *Table* nous a demandé plus d'une journée entière; mais nous avons évidemment le travail moins facile. Quoi qu'il en soit, nous décernons avec plaisir un bon point à M. Wauters pour sa rectification, tout en lui exprimant tous nos regrets de n'en pouvoir faire autant pour un si grand nombre d'autres chartes qui sont mal datées, et pour lesquelles les demi-heures si précieuses lui ont peut-être manqué. Nous nous contenterons de lui rappeler, entre mille autres que nous avons signalées dans nos *Questions* comme fort susceptibles de correction dans leur date, les quatre-vingt-dix chartes mal datées d'après Van Mieris, Nyhoff et autres, ainsi que la charte légendaire de Godefroid de Brabant, sur laquelle il

NOTE DE M. WAUTERS *(suite)*.

Cette observation n'est pas inutile, car tantôt, page 140, une seconde fois même page, pages 143, 146, 150, etc., M. Reusens me reproche d'accepter de confiance, sans les contrôler, les observations erronées d'autrui, et tantôt (pp. 141, etc.) il m'accuse de ne pas les avoir suivies En un mot, dans tous les cas, c'est moi qui ai tort, c'est moi le grand coupable. (1)

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

a si adroitement, ou maladroitement si l'on veut, brodé la jolie histoire de son revenant.

M. Wauters se vante également ici d'avoir rectifié la date de la charte relative aux Van Artevelde. Nous lui ferons remarquer que le moindre élève d'un cours de diplomatique ferait cette correction, pour laquelle il suffit de se rendre un compte exact du point de départ de l'année en Flandre au XIV[e] siècle; et cela d'autant plus facilement encore, que l'année gallicane 1324 ne compte qu'un seul 1 avril : celui qui correspond au 1 avril 1325 de notre style. Voyez ci-dessus, § 1. Ce que fait ici notre contradicteur, c'est ce qu'on appelle vulgairement enfoncer une porte ouverte.

(1) Il nous est impossible de comprendre ce que M. Wauters veut dire dans cet alinéa, lorsqu'il écrit que » nous l'accusons de ne pas avoir suivi les observations erronées d'autrui », et qu'il indique les pages 141, etc. des *Analectes* (qui correspondent aux pages 29 etc. des *Questions)* comme renfermant ces énormités. Évidemment, notre contradicteur n'a rien à nous répondre. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien relire attentivement ce que nous disons en cet endroit, et nous avons la certitude qu'ils partageront complètement notre avis. Ils ne manqueront pas de dire, comme nous, que de semblables affirmations seraient ridicules, si elles n'étaient tout simplement absurdes et injustes.

N'est-il pas souverainement triste de voir l'auteur de la *Table des chartes*, secrétaire-trésorier de la Commission royale d'histoire, qui jouissait pourtant de la réputation d'être un érudit et un savant, se livrer, dans une discussion scientifique, à de pareils ébats? Nous nous demandons ce que les savants étrangers penseront bien de telles puérilités, en lisant la *Note* dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire* !!!

Note de M. Wauters *(suite)*.

Observons cependant combien les critiques sont difficiles et combien il est aisé de se tromper (1). *Sint Peeters dach in celle* est, d'après

---

Observations rectificatives.

(1) Nous nous permettrons d'appeler l'attention toute spéciale de nos lecteurs sur l'alinéa que nous allons examiner. Il est extrêmement intéressant : d'abord, parce qu'il nous montre la manière dont M. Wauters, acculé et à bout d'arguments, travestit la pensée de son contradicteur, passe sous silence les arguments décisifs de celui-ci et se livre magistralement à des affirmations gratuites, afin de sauver, du moins en apparence, une cause qui n'est défendable par aucune raison sérieuse; ensuite, parce qu'il nous découvre les petits moyens, indignes d'une controverse scientifique, dont M. Wauters sait se servir admirablement pour en imposer au lecteur peu attentif et essayer de faire dévier, si possible, la discussion. Nous ne lui laisserons pas le bénéfice de cette tactique; nous allons, au contraire, la démasquer et ramener l'auteur de la *Table* au cœur même de la question. Nous discuterons, l'une après l'autre, toutes ses affirmations, afin d'édifier complètement nos lecteurs. Ceux-ci voudront bien nous excuser si, pour être clair, nous sommes obligé d'être plus long que nous ne l'eussions voulu.

L'alinéa de la *Note* qui nous occupe et dans lequel M. Wauters essaye de répondre au § 15 de nos *Questions*, renferme deux parties distinctes, se rapportant : l'une à la signification de *Sint Pieters daghe in zelle*, l'autre à celle de *Sint Pieters dach in den lenten*.

A. *Sinte Pieters daghe in zelle.* Page 353, n. 3, de sa *Table*, M. Wauters analyse une charte renfermant le serment de fidélité prêté par des Frisons occidentaux à Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande; et portant la date : *Ghedaen ende gegeven in die Haghe, des Wonzdaghen (na) Sinte Pieters daghe in zelle, in 't jaer Ons Heeren duysent drye hondert ende neghene;* qu'il traduit par 6 août 1309, comme si l'expression *Sinte Pieters daghe in zelle* équivalait à Saint-Pierre-aux-Liens, fête tombant le 1 août. Il indique ensuite que la charte est publiée par Van Mieris, *Charterboek der graven van Holland*, II, p. 78, et pour étayer sa traduction de date, il dit : « *zelle, celle*, a ici la signification de prison ». Enfin, il ajoute encore que Van Mieris a édité le document « avec la mauvaise date du 26 février 1309. »

mois (t. VIII, p. 353), Saint-Pierre-ès-Liens, *in cella*, en prison.

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

Dans nos *Questions* nous avons fait observer à M. Wauters qu'il était dans l'erreur, et qu'en vieux néerlandais *zelle, zellemaent, sulle* et *zullemaent*, signifient le mois de février. A l'appui de notre assertion nous avons d'abord reproduit, d'après HABETS, *De archieven van het kapittel der rijksabdij Thorn*, I, p. 221 (un des recueils restés inconnus à M. Wauters et non dépouillés pour sa *Table*), la date : *Gegeven int iair ons heren dusent drye hondert ende viertich op sente Petersdach in sulle*, où les mots *in sulle* constituent une variante de l'expression *in zelle*, et prouvent que celle-ci ne dérive pas de *in cella*. Nous avons ensuite invoqué aussi la note philologique suivante, dont Van Mieris accompagne la charte en question : « *Zelle of zellemaand, of zillen-* » *maand, dus werdt somwylen de sprokkelmaand, of februarius,* » *in de voorgaande tyden genoemd* ». D'ailleurs, la signification de *zelle* est tellement connue de ceux qui s'occupent de l'ancienne langue flamande, qu'il nous semblait inutile de la corroborer davantage. On n'a qu'à ouvrir l'*Etymologicon teutonicæ linguæ* de Kiliaen (éd. Hasselt, II, p. 583, col. b), où l'on trouve : « *Selle, sellemaend, sulle*. Vetus holl. *Februarius* ». M. Ém. Gachet aussi, dans ses *Recherches sur les noms des mois*, publiées dans le *Compte rendu de la Commission royale d'histoire* (IIIe série, VII, p. 387) écrit : « Les calendriers et les » diplômes plus récents donnent les formes *sillemaend, selmaend,* » *zellemaend, zulmaend*. Les formes abrégées *selle, zelle, sulle, zulle,* » *zille*, signifient aussi le mois de février, et se rencontrent fréquem- » ment dans les chartes flamandes et hollandaises ». Après cela, n'étions-nous pas en droit de supposer qu'il suffisait de signaler à l'auteur de la *Table* la véritable signification du mot *zelle*, pour qu'il se rappelât immédiatement le bien fondé de notre assertion? Il devait avoir rencontré plusieurs fois cette signification dans les travaux chronologiques si remarquables de feu M. Ém. Gachet, autrefois son collaborateur pour les bulletins d'analyse de la *Table*, d'autant que ces travaux ont tous paru dans le *Compte rendu de la Commission royale d'histoire*.

Voilà la première et la principale partie de notre argumentation, qui peut se résumer : En vieux néerlandais *zelle* signifie février, de

NOTE DE M. WAUTERS *(suite).*

M. Reusens triomphe en disant que *zelle, zellemaent*, équivaut à *spor-*

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

même que *zellemaend*, *sulle* et *sullemaend*; ce que nous prouvons par deux raisons : a) par la formule de date d'une charte de 1341 (n. st.) où on lit la variante *Sente Petersdach in sulle*, variante qui ne peut en aucune manière dériver du latin *cella*; b) par l'autorité de Van Mieris.

A cette première partie nous en avons ajouté une autre, mais qui n'est que secondaire et accessoire, et dans laquelle nous prouvons qu'au moyen âge la fête de la Chaire-de-Saint-Pierre, du 22 février, se déterminait très souvent, en flamand et en français, par la simple addition du nom du mois de février aux expressions *Sint Pieters dach* et *jour de Saint Pierre*. A cet effet nous avons reproduit deux formules parallèles : l'une, en flamand : *Sente Petersdaghe in sporkelle* (ce dernier mot signifie aussi février), d'une charte publiée par Willems dans les *Brabantsche Yeesten ;* l'autre, en français : *le jour de saint Piere en fevrier*, d'une charte éditée par M. Devillers dans sa *Description de cartulaires*, t. VIII. Ces exemples ont tout simplement pour but de montrer que la formule *Sinte Pietersdaghe in zelle*, Saint-Pierre en février, ne présente rien d'insolite.

Voici ce que M. Wauters répond à notre double argumentation : « *Sint Pieters dach in celle* est, d'après moi (t. VIII, p. 353), Saint-» Pierre-ès-Liens, *in cella*, en prison. M. Reusens triomphe en disant » que *zelle, zellemaent*, équivaut à *sporkille* ou février, et que Saint-» Pierre *in cella* n'est autre chose que la Chaire de Saint-Pierre, et » comme preuve il cite l'assertion, toute gratuite, de Willems (*Bra-» bantsche Yeesten*, t. I, p. 780). » Cette réponse renferme : 1° l'affirmation que *Sint Peetersdach in celle* est la fête de Saint-Pierre-ès-Liens, puisque le mot *cella* signifie prison; affirmation qui d'abord nous découvre les petites malices dont notre contradicteur sait si bien se servir à l'occasion, pour donner le change au public, et nous montre ensuite son ignorance complète de la valeur du mot *cella*; 2° l'affirmation mensongère que, pour démontrer que *zelle, zellemaent*, équivaut à *sporkille* ou février, « nous citons comme preuve l'assertion, toute gratuite, de Willems (*Brabantsche Yeesten*, t. Ier, p. 780) ». Nous allons constater successivement les petites malices, l'ignorance et les sophismes que renferme la courte réponse de notre contradicteur.

kille ou février, et que Saint-Pierre *in cella* n'est autre que la Chaire

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

Ce qui aura frappé le lecteur attentif dans le passage de la *Note* que nous reproduisons ci-dessus, c'est que M. Wauters, au lieu de *zelle*, comme porte la charte analysée par lui d'après Van Mieris, écrit une fois *celle* et deux fois *cella*, en changeant arbitrairement la lettre initiale *z* en *c*. Il se permet même d'insinuer indirectement que nous admettons aussi cette manière d'écrire, car il nous fait dire que « Saint-Pierre *in cella* n'est autre chose que la Chaire de Saint-Pierre.» Cette altération du mot *zelle*, qui n'a jamais été orthographié avec un *c* dans les documents du moyen âge, constitue tout simplement un petit calcul dans l'idée de son auteur. En effet, voulant absolument que *Sint Pieters dach in zelle* soit la fête de Saint-Pierre-ès-Liens (comme il écrit fautivement) par la raison que « *zelle, celle*, a ici la signification de prison » (*Table*, VIII, p. 353), il cherche ainsi à rapprocher autant que possible l'orthographe de *zelle* de celle du mot latin *cella*, dans lequel il croit, abusivement comme nous allons le prouver, trouver l'étymologie de *zelle*.

Le mot *cella* n'a eu la signification de *prison* ni dans le latin classique ni dans la latinité du moyen âge. On n'a qu'à consulter le premier dictionnaire venu pour être convaincu que, dans la langue de Cicéron et de Virgile, le mot *cella* désigne un magasin ou un dépôt, situé dans les parties basses des édifices, et dans lequel on gardait les provisions de bouche de toute espèce. Les différentes sortes de dépôts sont régulièrement distinguées par une épithète qui indique la nature des denrées qu'on y gardait. C'est ainsi que nous rencontrons *cella olearia* pour l'huile, *cella vinaria* pour le vin, *cella mellaria* pour le miel. Employé au pluriel, il s'appliquait aussi : *a*) aux petites chambres, groupées ensemble, qui formaient le dortoir des esclaves ; *b*) aux chambrettes des bains romains, communiquant l'une avec l'autre ; enfin *c*) aux niches d'un pigeonnier ou d'un poulailler. Voilà pour le latin de l'antiquité. Pour la basse latinité, Ducange nous apprendra, dans son *Lexicon ad scriptores mediæ et infimae latinitatis*, la signification de *cella* : « *Cella*, écrit-il, Latinis est ἀποθήκη, penus, pomptuarium, in » quo quaepiam ex iis, quae ad vitam conducunt, reconduntur, veluti » cella vinaria, olearia, mellaria, etc. Interdum pro cubiculo, ut apud

de Saint-Pierre, et comme preuve il cite l'assertion, toute gratuite, de

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

» Vitruvium..., *Cella* vero et *cellula* posterioribus saeculis usurpantur » pro monachorum domicilio atque adeo ipso monasterio. *Cellae* » quoque vox crebro pro monasteriolis seu, ut olim vocabant, abba- » tiolis vel obedientiis «. On le voit, ni dans l'antiquité ni pendant le moyen âge, le mot *cella* n'a eu une signification approchant de près ou de loin de celle de prison. L'acharnement que met notre adversaire à prétendre que l'ancien néerlandais *zelle* dérive du latin *cella*, et que, pour cette raison, il signifie, d'après lui, prison, ne prouve donc qu'une seule chose, à savoir qu'il ignore complètement la valeur du mot *cella* tant dans la bonne que dans la basse latinité. Pour attribuer cette signification erronée au mot *cella*, se serait-il peut-être laissé impressioner par l'expression moderne de prison cellulaire? Il faut presque le croire.

M. Wauters se trompe encore singulièrement sur la portée de la fête que l'Église célèbre, le 1 août, en l'honneur du prince des apôtres. Cette fête, que la langue liturgique nomme si bien, en latin, *sancti Petri ad vincula*, ne rappelle que d'une manière fort indirecte le séjour que saint Pierre fit en prison à Jérusalem et à Rome, et doit se traduire en français, si l'on veut parler correctement, par *Saint-Pierre-aux-liens*, et non par *Saint-Pierre-ès-Liens*, comme le fait notre contradicteur, sans doute encore par calcul, pour faire croire qu'il s'agit d'une fête en l'honneur de l'emprisonnement de Saint-Pierre. La fête du 1 août a été instituée à Rome, dans une église, élevée vers le milieu du ve siècle sur le Mont-Esquilin, pour y conserver les chaînes avec lesquelles le chef des apôtres avait été attaché dans les prisons de Jérusalem et de Rome. Cette église, et aussi la fête qu'on y célébrait et qui fut bientôt étendue à toute la chrétienté, reçurent, pour ce motif, le nom de *sancti Petri ad vincula*, de même que l'église de Sainte-Marie-Majeure, à Rome, fut parfois appelée *sancte Marie ad praesepe*, parce qu'on y conservait la relique vénérable de la crèche du Sauveur.

Nous demanderons encore à notre contradicteur comment, dans son système, il s'y prendrait pour traduire la formule : *In den daghe sente Peters die komet binnen selle* 1293, d'une charte publiée dans

Willems (*Brabantsche yeesten*, t. Ier, p. 780). De même *Sint Peeters*

---

l'*Oorkondenboek van Holland* de Van den Bergh, 1ste afd., 2e deel, p. 384? S'il veut rester conséquent avec lui-même, il ne peut le faire que de la manière suivante : *Le jour de Saint-Pierre qui arrive dans la prison*. L'absurdité d'une pareille traduction saute aux yeux.

Pour terminer l'examen des sophismes dont notre contradicteur use si largement à l'endroit de la signification de *Sint Pieters dach in zelle*, il nous reste à faire connaître avec quelle hardiesse il cherche à en imposer à ses lecteurs, lorsqu'il nous attribue une argumentation de tout point risible. En effet, il ose affirmer que, pour démontrer « que *zelle*, *zellemaent* équivaut à *sporkille* ou février, et que Saint-» Pierre *in cella (sic)* n'est autre que la chaire de Saint-Pierre, nous » citons comme preuve l'assertion, toute gratuite, de Willems (*Bra-» bantsche Yeesten*, t. Ier, p. 780) ». Il n'en est rien cependant. Nous nous sommes servi du terme *Sente Petersdaghe in sporkelle* (*Brabant. Yeesten*, I, p. 740) uniquement pour prouver qu'au moyen âge on avait coutume d'exprimer la Chaire-de-Saint-Pierre, en ajoutant à *Sint Peetersdach* ou *jour de Saint-Pierre* la mention du mois de février. « Cette expression *(Sint Peeters dach in zelle* ou *in sulle)*, disions-nous, est synonyme de *Sente Petersdagh in sporkelle* (*Brab. Yeesten*, l. c.), et constitue la traduction du français : *le jour de saint Piere en fevrier* (DEVILLERS, *Description de cartulaires*, VIII, p. 219). » Que le lecteur, désireux de se rendre un compte exact de notre controverse, veuille bien relire, pour son édification, le premier alinéa du § 15 de nos *Questions*. Puisque le savant académicien était en si bonne veine, nous nous étonnons qu'il n'ait pas affirmé également que nous nous appuyons sur la date romane de DEVILLERS, *Description de cartulaires*, VIII, p. 219, pour démontrer que *zelle*, *zellemaent* équivaut à *sporkille*; la raison était identiquement la même!!! Que doit-on penser de l'écrivain qui, pour avoir l'air de triompher, ne craint pas d'user de pareils procédés?

B. *Sinte Pieters dach in den lenten*. Dans le § 15 de nos *Questions*, nous avons fait observer à M. Wauters qu'il était dans l'erreur, en traduisant la date *Sinte Pieters dach in den lenten*, comme s'il s'agissait

NOTE DE M. WAUTERS *(suite)*.

dach in den lenten, Saint-Pierre-au-Printemps, est encore, d'après lui,

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

de la fête de Saint-Pierre-le-Martyr, qui se célèbre le 29 avril. Il semble s'être rendu à nos raisons, car il y voit maintenant la fête de la Translation des saints Pierre et Paul, fixée, d'après lui, au 16 avril. Cette fois-ci encore, il se trompe.

Nous avons affirmé, dans le même paragraphe, que *Sinte Pieters dach in den lenten* n'est autre que la fête de la Chaire-de-Saint-Pierre ou du mois de février, appelée *in den lenten* par opposition avec les fêtes de Saint-Pierre des mois de juin et d'août. Et nous avons fait remarquer que le mot *lente* avait, dans le vieux néerlandais, une signification beaucoup plus large que le mot français *printemps*, traduction du terme flamand moderne *lente*; ce que nous avons confirmé par ce fait linguistique qu'en anglais le mot *lent* sert encore aujourd'hui à désigner le carême. Enfin, nous avons cité, d'après Grotefend, une formule de date dans laquelle l'expression *im lanczen* (mot provenant du même radical que *lenten*) est élucidée par l'apposition de *kathedra*, terme latin pour exprimer la fête de la Chaire-de-Saint-Pierre : « *An sand Peterstag kathedra im lanczen* 1395 », ce qui équivaut au flamand : « *Op sinte Peetersdag kathedra in de lente* ». Ne tenant aucun compte des arguments que nous avons fait valoir, notre contradicteur nous répond : « *Sint Peeters dach in den lenten*, Saint-Pierre-au-» printemps, est encore d'après lui » (c'est-à-dire d'après nous) « une » expression rappelant la chaire de Saint-Pierre, quoique le mois de » février soit en hiver. Il faut, d'après moi, y voir la Translation des » saints Pierre et Paul, le 16 avril. » Singulière réponse, on le voit, qui ne rencontre aucun de nos arguments, et qui se contente d'affirmer ce qui est en question. Elle se réduit à une double assertion, dénuée de preuves : *a)* que, dans la formule de date de 1320, dont il s'agit, le mot *lenten* a la même signification que le mot moderne *printemps*; *b)* que la fête en question est celle de la Translation des apôtres Saints-Pierre-et-Paul, célébrée le 16 avril. Ces affirmations gratuites trahissent, chez leur auteur, non seulement l'ignorance des choses qu'il avance, mais aussi l'absence complète de méthode pour obtenir une solution scientifique de la difficulté. Nous allons le lui prouver.

Note de M. Wauters *(suite)*.

une expression rappelant la chaire de Saint-Pierre, quoique le mois

---

Observations rectificatives.

Celui qui veut déterminer la signification de *lenten* dans une formule de date d'un document remontant à l'année 1320, ne doit pas, comme le fait M. Wauters, s'en rapporter à la valeur moderne de ce mot en flamand, ou de sa traduction française *printemps*; car la langue du XIVe siècle présente souvent des différences considérables avec celle de notre époque. Procéder ainsi, ce serait affirmer ce qui précisément est l'objet du litige, et s'exposer à de graves méprises, comme dans le cas qui nous occupe. Le premier moyen pour arriver à un résultat scientifique est de chercher des points de comparaison dans les documents et les écrits du moyen âge. C'est ce que nous avons fait : nous avons déjà cité ci-dessus la formule de date : « *An sand Petersdag kathedra im lanczen* 1395 », qui nous prouve que la fête de la *Chaire-de-Saint-Pierre, kathedra,* célébrée le 22 février, se trouve *im lanczen* ou *in den lenten*. En voici encore une autre : *Acht tag nach sand Mathyastag im lanzen* 1351 (Grotefend, I, p. 110), qui se rapporte à la fête de Saint-Mathias, du 24 février. *Lente* avait donc, à cette époque, une signification plus étendue que notre *lente* ou printemps actuel, qui correspond généralement au printemps astronomique, compris entre le 21 mars et le 21 juin environ. Cette signification plus étendue nous est encore confirmée par l'extrait suivant du *Spieghel der kerstenen geloove,* donné dans le *Mittelniederdeutsches Wörterbuch* de K. Schiller et A. Lübben, II, p. 666 : « *Die quatertemper vast men vierwerwe in* » *den iaer, eerst vast men se in den lenten, als in der weke* » *nae groet vastellauent, op dat ons God wil gheuen enen guden* » *lenten, tidich weder* » etc. Les quatre-temps du carême tombent en février, toutes les années où les Pâques viennent avant le 9 avril; le mot *lente* s'appliquait donc souvent, pendant le moyen âge, à la partie de l'année qui comprend le mois de février; et *Sint Pieters dach in den lenten* est bien la fête de la Chaire-de-Saint-Pierre, du 22 février.

Enfin, voici encore une preuve que, même au XVIe siècle, le mois de février était censé faire partie du printemps. Dans un manuscrit de 1512, renfermant l'évaluation des monnaies à l'usage de l'huissier du Grand-Conseil de Malines, nous trouvons, en tête du volume, le tableau suivant, qui montre d'une manière évidente qu'à cette époque,

Note de M. Wauters *(suite)*.

de février soit en hiver. Il faut, d'après moi, y voir la fête de la Translation des saints Pierre et Paul, le 16 avril.

Observations rectificatives.

le printemps se composait des mois de février, de mars et d'avril :

Januier	a	xxxj	jours	. . . .	
Feurier	a	xxviij	jours	} Printemps	
Mars	a	xxxj	jours		
Auril	a	xxx	jours		
May	a	xxxj	jours	} Este	
Juiniet	a	xxx	jours		
Juillet	a	xxxj	jours		} Iuer
Aoust	a	xxxj	jours	} Wing	
Septenbre	a	xxx	jours		
Octobre	a	xxxj	jours		
Nouenbre	a	xxx	jours	. . . .	
Decenbre	a	xxxj	jours	. . . .	

Il nous reste encore à examiner la valeur de la dernière assertion de notre contradicteur, que, dans le *Sint Pieters dach in den lenten*, « il faut voir la Translation des saints Pierre et Paul, le 16 avril ». A cette affirmation, gratuite comme toutes celles que nous venons de discuter, nous répondons qu'une fête ne peut être mentionnée dans une formule de date, que si elle existe et qu'elle est généralement connue par les fidèles dans la contrée et à l'époque où la formule est employée. Or, la charte dont il s'agit fut donnée à Binche par le comte de Hainaut et de Hollande en faveur des marchands de Kempen. Nous avons donc ouvert d'abord les calendriers des saints et des fêtes dont se servaient, au moyen âge, les diocèses de Liége, de Tournai, de Cambrai et d'Utrecht; mais aucun n'indique, ni au 16 avril ni à toute autre date, la Translation des Saints-Pierre-et-Paul. Nous avons ensuite consulté le Martyrologe romain, qui énumère, pour chaque jour de l'année, les fêtes chrétiennes célébrées dans l'univers entier; et nous avons constaté qu'il ne dit mot, au 16 avril, d'une solennité qui serait célébrée ce jour, à Rome ou ailleurs, en l'honneur de la Translation des reliques des deux apôtres. Il en est de même de tous les calendriers de la France, de l'Allemagne et des contrées septentrionales de l'Europe, que nous avons parcourus sans y rencontrer la

NOTE DE M. WAUTERS (*suite*).

Un reproche revenant à plus d'une reprise est celui d'avoir confondu, dans le mois de juin, les chartes datées du mois du *junet*, *juignet*, *junigaet*, etc. ; ici, j'ai pu m'être trompé, mais, de son côté, mon contradicteur s'égare aussi ; car *junet* n'équivaut pas à juillet, comme il le dit (p. 152), mais à juin, et ce qui le prouve, c'est le passage d'un traité conclu entre les Liégeois et leur évêque : « en l'an de » grâce MCCCXXX, le premier jour du mois de *junet* que ons dit » resalhe mois, assavoir le vendredi après le Penthecostes ». L DE MAS LATRIE, *Glossaire des dates ou explication des noms peu connus des jours de la semaine, etc.* Paris, Champion, 1883, in-8°, p. 54. Il n'y a pas ici de doute possible, car jamais la Pentecôte n'a été célébrée soit au mois de juillet, soit dans les derniers jours de juin. (1)

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

moindre mention de la Translation qu'invoque notre contradicteur. En présence de ce silence, il est inutile, pensons-nous, de nous étendre davantage sur l'inanité de la réponse de M. Wauters. Toutefois, nous nous permettrons de demander qu'il veuille nous indiquer où il a puisé le renseignement qu'il nous objecte avec tant d'assurance ; et nous lui rappellerons aussi, à cette occasion, que jusqu'ici il a oublié de répondre à une demande semblable que nous lui avons faite ci-dessus, § 5 *e*, au sujet de la célébration de la fête de Saint-Éloy le 1 décembre à Rome et non en France !

(1) Lorsqu'il dit que nous affirmons, dans le § 13 de nos *Questions*, que le mot *junet* équivaut à *juillet*, M. Wauters fait une supposition toute gratuite dans l'intérêt d'une cause qui, de son aveu même, est perdue. Il n'y a rien, dans ce paragraphe, qui puisse l'autoriser à nous prêter cette opinion, parce que nous ne nous y sommes occupé que des mots *jugnet* et *juignet* avec la lettre *g* au radical, comme le prouvent : 1° l'intitulé même du paragraphe : *Jugnet et juignet mal traduits par juin* ; il est de toute évidence que si nous avions voulu parler également de la forme *junet*, nous n'eussions pas manqué de l'inscrire en tête du paragraphe avec *jugnet* et *juignet* ; — 2° la manière dont nous nous sommes exprimé à la suite de la citation tirée du *Dictionnaire* de Godefroid : « Roquefort, disions-nous, le *Glossaire* » *français* de Ducange, La Curne de Sainte-Palaye et Natalis de » Wailly, sont unanimes pour affirmer, sans la moindre hésitation,

NOTE DE M. WAUTERS *(suite).*

On m'accuse (p. 126) également d'avoir traduit *quindena Paschae* par la quinzaine après Pâque. Après avoir cité maints auteurs, on déclare solennellement que cette expression désigne les quinze jours s'écoulant entre le jour des Rameaux et le jour de Pâques closes. Cependant, ce n'est pas l'avis général. « Nous appelons ainsi, dit un

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

» que le mot *jugnet*, avec ses formes diverses, a dans l'ancienne langue » française la signification de *juillet*. M. Wauters ne partage pas » leur avis »; nous ne parlons pas, on le voit, de la forme *junet;* — enfin 3° le fait que, dans la supputation des chartes datées du mois de *juignet* et rejetées à tort en juin par l'auteur de la *Table*, nous n'avons pas compris les trois formules, pp. 169, n. 4; 397, n. 2; et 628, n. 6; qui sont les seules où se lise le mot *junet*. Il y a d'ailleurs, pour ne pas les comprendre dans ce nombre, une raison décisive que nous fournit la date de la première de ces trois chartes (p. 169, n. 4), ainsi conçue : *Lan de graice m° ccc° et cinc, ou moix de junet. le mardi devant le saint Jehant Baptiste.* Puisque la fête de Saint-Jean-Baptiste tombe le 24 juin, il est évident qu'ici le *moix de junet* est bien le mois de juin. On comprend aisément qu'en présence de ce texte, qui est clair et que nous signalons à l'attention de M. Wauters, nous n'aurions jamais voulu assigner au mot *junet* la signification exclusive de *juillet*. Si nous l'avions fait, notre contradicteur eût eu beau jeu. Ce qui nous étonne, c'est que M. Wauters, pour combattre l'opinion qu'il nous attribue à tort, au lieu de se servir du texte que nous venons de citer et qu'il avait sous la main dans le vol. VIII même de sa *Table*, ait cru nécessaire de recourir au *Glossaire des dates* de M. de Mas Latrie pour y puiser un texte liégeois où *junet* signifie juin. Nous appelons, sur la forme *juiniet* du petit tableau reproduit ci-dessus, l'attention de celui qui voudrait faire une étude sérieuse des termes romans dont on s'est servi dans notre pays pour désigner le mois de juin. Elle présente le plus grand intérêt.

Suit-il de là que le mot *junet* a eu toujours et partout la valeur de juin? Nous ne le pensons pas, en présence de la citation de Th. de Kent faite par Godefroid dans le passage de son *Dictionnaire* que nous avons reproduit au commencement du § 13 (*Analectes*, p. 152; *Questions*, p. 40).

Note de M. Wauters *(suite)*.

» écrivain d'un mérite incontesté, les huit jours qui précèdent Pâques » unis aux huit jours qui suivent la solennité. Les bénédictins pen- » saient qu'il en était de même au moyen âge. On peut en douter » cependant. Il est incontestable que dans les *Tablettes de cire* de » Jean Sarrazin, publiées au XXI[e] volume des *Historiens de France*, » la quinzaine de Pâques se comptait à partir des jours de Pâques » seulement. Cet usage était-il général du temps de Jean Sarrazin? » Telle est la question à résoudre, et nous inclinons vers l'affirmative. » S'il en fut ainsi, les expressions : *Octava mensis Paschae, tres* » *septimanae mensis Paschae*, étaient en relation régulière et signi- » fiaient une, deux ou trois semaines après Pâques. Quant à la quin- » zaine de la Pentecôte, à la quinzaine de Noël, c'est sans aucun doute » du jour même de la fête que l'on doit commencer à en compter les » quinze jours. » De Mas Latrie, *loc. cit.*, p. 52. (1)

Observations rectificatives.

(1) M. Wauters ne s'aperçoit-il pas qu'en reproduisant le passage du *Glossaire des dates* de M. de Mas Latrie, il signe sa propre condamnation? En effet, que dit l'écrivain français? « Nous appelons quin- » zaine de Pâques, écrit-il, les huit jours qui précèdent Pâques unis » aux huit jours qui suivent la solennité. Les bénédictins pensaient » qu'il en était de même au moyen âge ». Voilà la première partie du passage : on y affirme clairement ce que nous avons dit nous-même § 4 *c*. Puis M. de Mas Latrie continue : « On peut en douter cepen- » dant. Il est incontestable que dans les *Tablettes de cire* de Jean » Sarrazin, publiées au XXI[e] volume des *Historiens de France*, la » quinzaine de Pâques se comptait à partir des jours de Pâques seule- » ment. Cet usage était-il général du temps de Jean Sarrazin? Telle » est la question à résoudre, et nous inclinons vers l'affirmative ». A cela nous répondrons, que malgré l'estime que nous professons pour l'érudition du savant français, nous sommes obligé de le contredire en ce point. Nous avons parcouru, avec la plus grande attention, les *Tablettes* de J. Sarrasin dans le tome XXI[e] du *Recueil des historiens des Gaules*, et nous n'y avons pas trouvé une seule fois l'expression *quindena paschae*. Il résulte de là que c'est à tort qu'on en appelle à cette autorité. Nous ferons remarquer, en outre, que même dans le cas où l'expression *quindena paschae* s'y rencontrerait dans le

NOTE DE M. WAUTERS *(suite)*.

L'accusation la plus grave que l'on m'adresse, c'est d'avoir de préférence suivi le système chronologique adopté par Van Mieris, et d'avoir fait commencer la nouvelle année au 1er janvier, pour les actes concernant la Hollande et émanant des comtes de ce pays appartenant à la famille des d'Avesnes ou des comtes de Hainaut. (1) Remar-

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

sens de quinzaine après Pâques, la question resterait entière. En effet, les *Tablettes* de Sarrasin renferment les comptes de la maison royale de France en 1256 et se servent fréquemment d'expressions, telles que *mensis paschae, octava mensis paschae, tres septimanae mensis paschae*, peu usitées dans le langage ordinaire des chartes et de la liturgie. Si l'expression *quindena Paschae* ou *quindena mensis Paschae* s'y trouvait, elle aurait naturellement sa place entre l'*octava* et les *tres septimanae*, mais dans un sens différent de celui du langage liturgique. Nous n'ignorons pas que ces dernières expressions ont été employées quelquefois dans les formules de date de chartes octroyées en France, mais jusqu'ici nous ne les avons jamais rencontrées dans des chartes belges ou hollandaises.

(1) M. Wauters cherche ici à répondre aux observations que nous lui avons présentées, dans le § 2 de nos *Questions*, au sujet de sa manière arbitraire de résoudre les dates des chartes octroyées en Hollande. « L'accusation la plus grave que l'on m'adresse, dit-il, c'est d'avoir de » préférence suivi le système chronologique adopté par Van Mieris, » et d'avoir fait commencer la nouvelle année au 1er janvier, pour les » actes concernant la Hollande et émanant des comtes de ce pays » appartenant à la famille des d'Avesnes ou des comtes de Hainaut. » Ce que nous lui avons reproché, ce n'est assurément pas d'avoir suivi tel ou tel système chronologique, mais bien de ne pas en avoir suivi du tout; car, parfois il réduit du style gallican au style nouveau (comme il aurait dû le faire toujours) les chartes sortant de la chancellerie comtale ou octroyées en Hollande; le plus souvent, cependant, il ne les réduit pas. Dans la note 1 de la page 120 des *Analectes* (page 8 de nos *Questions*), nous avons indiqué les chartes ramenées, comme il convenait, à notre style actuel ou moderne. On comprend aisément les singulières anomalies qu'a produites, dans la *Table*, cette manière inconséquente de procéder. Nous en avons signalé un exemple frappant

NOTE DE M. WAUTERS *(suite)*.

quons d'abord, comme la raison principale qui m'a fait pencher en faveur de cette opinion, l'injonction comprise dans les statuts du synode d'Utrecht, de l'an 1310, de commencer l'année dans tout le

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

dans la note 1 dont nous venons de parler; en voici encore un qui n'est pas moins curieux. M. Wauters analyse deux chartes du comte Guillaume : l'une (p. 291, n. 5), donnée en faveur des habitants de Zwolle, est datée : *Ghegheven in 't jaer ons Heren M. CCC ende achtte, des maenendaghes na Palmendaghe;* l'autre (p. 318, n. 5), relative au château d'Ysselstein, porte la date : *Gegeven tot Aken, opten derthienden dach, in 't jaer ons Heeren M. CCC ende acht;* il place la première en 1308, la seconde en 1309. Pourquoi les met-il dans deux années différentes, lorsque la formule de date s'exprime d'une manière identique? Il ne peut même faire valoir ici l'excuse « d'avoir de préférence suivi le système chronologique adopté par » Van Mieris », puisque celui-ci, conséquent avec lui-même, les place toutes les deux dans la seule et même année 1308. Rien ne peut expliquer ces anomalies si ce n'est que l'auteur de la *Table* ne se rendait pas un compte exact de la manière de commencer l'année en Hollande pendant le premier quart du XIVe siècle; de là ses tâtonnements et ses inconséquences. Nous avons exposé clairement, croyons-nous, et avec preuves à l'appui, ci-dessus (*Analectes*, p. 121; *Questions*, p. 9), ce qui concerne l'emploi des différents styles, en Hollande, pendant le moyen âge, et nous ne voulons plus y revenir ici.

Quant au système chronologique de Van Mieris, que notre contradicteur semble vouloir prôner ici, nous ferons observer qu'il est une pure fiction. Les dates des chartes placées en vedette dans le *Charterboek der graaven van Holland en van Zeeland* prouvent surabondamment que le savant hollandais ne possédait pas la moindre notion de chronologie en ce qui concerne les diverses manières de commencer l'année pendant le moyen âge. Il accepte le millésime tel que l'énonce la formule de date, et ne soupçonnant pas qu'il pouvait y avoir une différence entre le style nouveau, déjà suivi à son époque, et les styles romain et gallican d'autrefois, il tombe dans les erreurs les plus grossières. On comprend aisément les inexactitudes que devait produire cette ignorance lorsqu'il s'agissait de documents datés d'après le style

NOTE DE M. WAUTERS *(suite)*.

diocèse d'après l'usage de la cour de Rome : « *Item statuendo praeci-* » *pimus*, dit l'évêque Guy, *quod de caetero in perpetuum per nostram* » *civitatem et dioecesim dicta annorum Domini ipso die Navitatis*

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

gallican et appartenant aux premiers mois de l'année; et ces documents sont très nombreux en Hollande pendant tout le moyen âge. Ces inexactitudes portent non seulement sur le millésime, mais aussi sur les mois et les jours du mois que l'auteur du *Charterboek* assigne à ces chartes, qui sont presque toutes datées soit par les fêtes mobiles, soit par les féries précédant ou suivant la fête d'un saint.

Pour prouver que la chancellerie comtale de Hollande avait abandonné le style gallican, M. Wauters invoque le décret du synode d'Utrecht, de 1310 : « Remarquons d'abord, dit-il, « comme la raison » principale qui m'a fait pencher en faveur de cette opinion, l'injonc- » tion comprise dans les statuts du synode d'Utrecht, de l'an 1310, de » commencer l'année dans tout le diocèse d'après l'usage de la cour de » Rome ». Puis il reproduit le texte du décret synodal tel que nous le donnons dans sa *Note*, c'est-à-dire avec deux fautes typographiques *dicta* pour *data*, et *secundum novem* pour *secundum morem*, dont nous aurons encore à nous occuper ci-dessous. Nous demanderons d'abord à notre contradicteur ce que le décret de 1310 peut bien prouver pour la première moitié du vol. VIII de la *Table chronologique*, volume qui renferme les années 1301 à 1310, antérieures par consé quent au décret synodal? Et cependant M. Wauters analyse, pour cette période, un assez bon nombre de chartes hollandaises, traitées et réduites au style moderne, comme si elles étaient datées d'après le style romain. Telles sont, par exemple, les suivantes : pp. 27, n. 3; 60, nn 2 et 3; 160, n. 4; 161, n. 2; 291, n. 5; 324, n. 2; 327, n. 5; 329, nn. 1, 2 et 4; 373, nn. 4 et 5; enfin 381, n. 2. Pour quelle raison procède-t-il d'une manière différente avec des chartes émanant d'un même prince et expédiées par une même chancellerie? Ces anomalies ne peuvent s'expliquer que par l'absence de règle et de principe.

M. Wauters poursuit : « Or cette prescription émane d'un dignitaire » ecclésiastique qui était le frère de Guillaume, comte de Hainaut et » de Hollande, etc., et qui n'était monté sur le siège épiscopal qu'avec » l'aide de ce prince; est-il déraisonnable de supposer que les arrêts

» *ejusdem, secundum novem Romanum et statuta nostrae metropoli-* » *tanae ecclesiae innovatur.* » Van Mieris, *Charterkoek der graaven van Holland*, t. II, p. 99. Or, cette prescription émane d'un dignitaire

---

Observations rectificatives.

» du synode, auquel ont dû assister un grand nombre d'ecclésiastiques » de la Hollande, ont été exécutés dans ce comté comme dans le » restant de l'évêché? » A cela nous répondrons que le style romain fut suivi, en Hollande, depuis l'année 1310 par le clergé seulement; la chancellerie comtale, les échevinages, en un mot les autorités civiles continuèrent, comme par le passé, à dater leurs actes d'après le style gallican. Les chartes du XIVe et du XVe siècle émanées des comtes désignent communément que ce style a été suivi, par l'addition, à la formule de date, des mots *na den loipe van onsen hove*, c'est-à-dire d'*après le cours*, en latin *cursus*, ou *coutume de notre cour;* et cela précisément pour le distinguer du style romain, suivi par les chancelleries pontificale et impériale, par l'évêché d'Utrecht et les personnes et établissements ecclésiastiques qui en dépendaient, et pour prévenir ainsi la confusion qui ne pouvait manquer de résulter de l'emploi simultané de différents styles par l'autorité civile et par l'autorité ecclésiastique. La raison de convenance qu'invoque ici M. Wauters est on ne peut plus futile : dans les questions de faits positifs, les simples conjectures ne font pas preuve. S'en servir dans la présente discussion c'est d'ailleurs montrer qu'on ignore quelle fut la cause principale et déterminante, qui amena, dans le diocèse d'Utrecht, la substitution du style romain au style gallican. Cette cause nous la trouvons, non pas dans les relations de parenté de l'évêque avec la maison comtale, mais bien dans les débats et les prescriptions du concile provincial célébré à Cologne, au mois de mars 1310, par l'archevêque et les évêques suffragants de la province ecclésiastique de Cologne, et dans lequel on décréta l'adoption du style romain, « *ut errores et difficultates,* » *qui propter diversitatem inceptionis anni Nativitatis Domini multoties* » *evenerunt, de cetero evitentur* ». L'évêque d'Utrecht, Guy de Hainaut, assistait en personne à ce concile; rentré dans son diocèse, il réunit un synode diocésain à Utrecht, au commencement du mois de mai suivant, pour y faire adopter le style romain, conformément à ce qui venait d'être statué par l'église-mère ou métropole de Cologne. *Secundum statuta nostrae metropolitanae ecclesiae,* dit le décret lui-même.

ecclésiastique qui était le frère de Guillaume, comte de Hainaut, de Hollande, etc., et qui n'était monté sur le siége épiscopal qu'avec

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

L'erreur la plus singulière de l'auteur de la *Note* est certes de prétendre que, pendant le moyen âge, la nouvelle année commençait le 1 janvier, dans la chancellerie des comtes de Hollande. Cette assertion ne peut manquer d'exciter l'étonnement chez ceux de nos voisins du nord qui s'occupent de chronologie. A l'appui de son assertion, M. Wauters produit deux arguments, dont l'un réfute sa thèse en termes clairs et nets; l'autre ne prouve absolument rien; et si, par impossible, il avait force probante, il condamnerait ce que notre contradicteur a constamment pratiqué, et pratique encore dans le vol. VIII de la *Table chronologique*.

Voici son premier argument. On lui reproche, dit-il, d'avoir fait commencer l'année au 1 janvier pour les actes concernant la Hollande; et il répond que la raison principale qui l'a fait pencher en faveur de cette opinion est l'injonction comprise dans les statuts du synode d'Utrecht de 1310, de commencer l'année dans tout le diocèse d'après l'usage de la cour de Rome. — Or, quel était l'usage de Rome, ou en d'autres termes, quand l'année commençait-elle dans le style romain? C'était au jour de Noël ou 25 décembre; ce que confirme d'ailleurs le texte même du décret synodal d'Utrecht, qu'il allègue : *Quod data annorum Domini ipso die Nativitatis ejusdem, secundum morem Romanum et statuta nostrae metropolitanae ecclesiae innovatur;* phrase qui doit se traduire : *l'année du Seigneur se renouvelle le jour même de sa Nativité* (c'est-à-dire le jour de Noël) *selon l'usage de Rome et les prescriptions de notre église métropolitaine*. Comprend-on que, pour prouver que l'année se renouvelait, en Hollande, le 1 janvier, notre contradicteur en appelle solennellement à un décret enjoignant en termes formels de la commencer le jour de Noël, ou le 25 décembre? Singulière logique! Aussi, à la première lecture de la *Note*, ne pouvions-nous en croire nos yeux; nous pensions à une méprise de notre part, tellement la chose paraissait étrange. Certes, on est en droit, après cela, de se demander si notre contradicteur comprend bien le texte qu'il cite.

M. Wauters croit trouver un argument décisif, en faveur de sa

l'aide de ce prince; est-il déraisonnable de supposer que les arrêts du synode, auquel ont dû assister un grand nombre d'ecclésiastiques de

---

thèse, dans le nom de *jaersdach*, donné au 1 janvier par les chartes émanées de la chancellerie des comtes de Hollande au xiv[e] siècle. « Notons aussi, écrit-il, l'emploi fréquent du mot *jaersdach*, jour de » l'an, dans le langage diplomatique de la cour de Hollande, terme » qui désigne évidemment le 1[er] janvier et qui, dépouillé de l'idée de » jour *initial* de l'année, n'a plus aucune valeur et aurait été plus » utilement remplacé par le terme : « jour de la fête de la Circon- » cision », généralement adopté, en Belgique, à cette époque ». Nous admettons volontiers, avec notre contradicteur, que le mot flamand *jaersdach* indique toujours le 1 janvier dans les écrits et les documents du moyen âge, de même que les expressions françaises ou romanes *jour de l'an, an renuef* et *an nuef;* et nous sommes heureux de nous trouver encore d'accord avec lui pour affirmer que le mot *jaersdach*, dépouillé de l'idée de jour *initial* » ou premier jour « de l'année, n'a » plus aucune valeur ». Mais, où nous différerons peut-être d'opinion, c'est lorsqu'il s'agira de définir la signification du mot *jaer*, année, qui entre dans la composition du terme *jaersdach*. Et, cependant, si l'on veut procéder méthodiquement et éviter la confusion, il faut commencer par en bien préciser la valeur.

L'*année* dont il s'agit n'est autre que celle du calendrier julien ou romain de l'antiquité, se divisant en douze mois et commençant par le 1 janvier. Il n'y a d'ailleurs là rien d'étonnant. Accepté par l'Église naissante, ce calendrier fut toujours conservé par elle, et est encore à son usage aujourd'hui. L'autorité civile aussi l'a adopté partout, et continue aussi à s'en servir. Pendant les onze premiers siècles de l'ère chrétienne, on n'a guère daté que d'après lui, soit en exprimant le nom et le quantième du mois, soit par les calendes, les nones et les ides. Au moyen âge, il n'a cessé d'être employé, comme le prouvent les documents datés par le nom et le quantième du mois. Et n'est-ce pas ce même calendrier qu'on trouve, augmenté des noms de saints et de l'indication des fêtes fixes, dans les livres liturgiques et les livres d'heures du moyen âge? De plus, bien que, en l'honneur des grands mystères de la Nativité de Notre-Seigneur (25 décembre), de l'Incar-

NOTE DE M. WAUTERS *(suite)*.

la Hollande, ont été exécutés dans ce comté comme dans le restant de l'évêché? Notons aussi l'emploi fréquent du mot *jaersdach*, jour de

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

nation divine (25 mars), et de Pâques, la fête des fêtes, certaines contrées, certaines autorités aient choisi ces jours-là pour changer le millésime des années en l'augmentant d'une unité (chose que nous exprimons par le mot de *style*), nulle part le peuple n'a cessé de considérer le 1 janvier comme le jour où se célébrait le renouvellement de l'année. Témoin l'usage des étrennes, qui s'est toujours pratiqué ce jour-là, et ce jour-là seulement. Cette tradition populaire invétérée explique aussi la facilité avec laquelle l'abandon des anciens styles s'est fait partout vers la fin du XVI[e] siècle.

On aurait tort, croyons-nous, d'attacher au renouvellement des années d'après tel ou tel style une importance qu'il n'a pas. Il se faisait sans bruit, et constituait, pour ainsi dire, une simple affaire de chancellerie. Le renouvellement que fêtait le peuple était celui du 1 janvier de l'ancien calendrier julien.

D'ailleurs, les formules de date exprimant clairement l'identité du *jaersdach* et de la fête de la Circoncision, qui se célèbre et s'est toujours celébrée le 1 janvier dans toute la chrétienté, ne manquent pas. Nous allons en mettre quelques-unes sous les yeux du lecteur. Dans son *Codex diplomaticus*, V, p. 803, Gudenus reproduit le texte d'une charte de 1331 renfermant un acte de partage entre Godefroid d'Epstein et Ulric de Hanau, se terminant ainsi : *Dreyzehen hundert Jahr in dem ein und dreysigsten Jahr, vff dem jahrstage, als Gott beschnitten ward*, c'est-à-dire : *En l'an* 1331, *le jour de l'an à la fête de la Circoncision*. Parmi les chartes de la famille de Reinach, déposées aux archives du Grand-Duché de Luxembourg (*Publications de la section historique de l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg*, XXXIII, p. 155), nous trouvons l'analyse d'une charte de l'année 1395 (style de Trèves) portant: *Des anderes dages na den heiligen Jars dage den man nennet Circoncisio Domini;* c'est-à-dire : *Le lendemain du saint jour de l'an (Jars dage), que l'on nomme la Circoncision du Seigneur*. Nous ferons observer que, dans le diocèse de Trèves, l'année se renouvelait au 25 mars. Dans une charte, citée par Tollner, *Historia palatina*, p. 86, la date est exprimée : *An dem Jahrstag, den man nennt Circumcisio*

NOTE DE M. WAUTERS *(suite).*

l'an, dans le langage diplomatique de la cour de Hollande, terme qui désigne évidemment le 1er janvier et qui, dépouillé de l'idée de jour

---

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

Domini; dans une autre, de 1464, donnée dans le Wurtemberg, on lit : *Montag nach dem heiligen ingenden Jahrstag zu latin Circumcisionis;* enfin, dans une autre encore, de 1471, on trouve : *Mitwoch erst nach dem halligen Jarstag der Beschneidung Christi.* La veille du 1 janvier, ou 31 décembre, etait souvent désigné sous le nom de *jaersavont,* en français *nuit de lan renuef;* nous trouvons, dans l'*Urkundenbuch* de Lacomblet, III, p. 373, une charte de 1348, émanant du marquis Guillaume de Juliers et de son fils aîné Gérard, avec la date : *Gegeven doy man schreyf van gots geburde dusent dru hundert eycht ind veirzich jare, up den heyligen jairs avent den man schryft zo latine vigilia circumcisionis domini.* Ces textes prouvent surabondamment que le terme *jaersdach, jarstag,* a toujours eu la signification de 1 janvier quel que fût le style suivi pour le renouvellement de l'année. Il serait superflu, après cela, d'en appeler encore au témoignage des chronologistes, tels que Pilgram, Haltaus, Grotefend et autres, qui tous sont unanimes pour affirmer la même chose.

Interrogeons maintenant M. Wauters pour connaître son opinion. Mais, o phénomène singulier!! Il se dédouble, et au lieu d'une seule personne, il nous en apparaît deux : M. Wauters, l'auteur de la *Note en réponse à nos critiques*, et M. Wauters de la *Table chronologique,* en d'autres mots M. Wauters d'aujourd'hui et M. Wauters d'autrefois.

A la question : Le mot *jaer,* dans le composé *jaersdach,* doit-il s'entendre de l'année commune dont le commencement variait dans les différents pays d'après les styles qu'on y suivait; — ou bien ce mot signifie-t-il l'année du calendrier julien qui commence invariablement le 1 janvier? — l'auteur de la *Note* répond qu'il s'agit de l'année commune, et non de l'année julienne; en effet, il se base sur la valeur du mot *jaersdach,* donné au 1 janvier dans les chartes hollandaises, pour conclure que l'année du style de la chancellerie comtale commençait à cette date.

Si l'argument de notre contradicteur avait force probante, il prouverait trop; or, *quod nimis probat, nihil probat.* En effet, comme les expressions *jaersdach, jahrstag, an renuef,* ont été employées égale-

initial de l'année, n'a plus aucune valeur et aurait été plus utilement remplacé par le terme de : « jour de la fête de la Circoncision », généralement adopté en Belgique à cette époque. La question est donc douteuse à mes yeux. Disons, de plus, que si M. Reusens apporte des

---

ment en Belgique, en Allemagne et en France, il en résulterait que les styles romain, gallican et trévirien, n'auraient pas été en usage dans ces pays. Ce qui est tout simplement absurde.

A la même question l'auteur de la *Table chronologique* répond, au contraire, que c'est l'année du calendrier julien; car il traduit les termes *jaersdach* et *an renuef* par 1 janvier, et traite néanmoins les dates comme étant du style gallican, puisqu'il augmente leur millésime d'une unité; ce qu'il n'aurait pu faire, si le *jaersdach* se rapportait, comme il le veut dans la *Note*, à l'année commune ou du style, et non à l'année du calendrier julien. Voici les exemples que nous avons relevés dans le vol. VIII de la *Table;* ils prouvent, en même temps, que l'usage de ces termes n'est pas aussi rare en Belgique que M. Wauters semble le croire :

P. 59, n. 3. Acte des échevins d'Anvers. *Ghemaeket ende ghegeven int jaer Ons Heren m° ccc° ende tue, des donredags na jairsdach.* Traduit exactement par le 3 janvier 1303 (nouveau style).

» n. 4. Charte de Godefroid, comte de Vianden : *L'an de grâce mil ccc° et deus, le samedi après le jour de lan renoef.* Traduit exactement par le 5 janvier 1303 (nouveau style).

P. 152, u. 3. Relief de fief du comte Guillaume de Hollande et de Zélande : *Ghegeven in 't jaer Ons Heeren duusent dry hondert en de viere, des zonnendaeghes naer jaerdaeghe.* Traduit exactement par le 3 janvier 1305 (nouveau style). Cette traduction correcte est d'autant plus remarquable que la charte dont il s'agit sort de la chancellerie de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, pour laquelle M. Wauters, auteur de la *Note*, cherche à prouver qu'elle commençait l'année au 1 janvier.

P. 195, n. 3. Charte de Henri, comte de Luxembourg : *Donné à Lyon, lendemain de l'an nuef, l'an de grâce mil trois cenz et cinc.* Traduit exactement par le 2 janvier 1306 (nouveau style).

témoignages en faveur de l'opinion préférée par lui (p. 123), il en allègue ensuite d'autres qui lui sont contraires (p. 124), mais dont il se débarrasse facilement en les qualifiant d'erreurs. (1)

Observations rectificatives.

P. 231, n. 4. Compromis entre le comte de Namur et Baudouin d'Aiseau : *Données en l'an de grasce m° ccc° vi°, le mardi après le jour de l'an renuef.* Traduit exactement par le 3 janvier 1307 (nouveau style).

P. 725, n. 3. Lettres de l'échevinage de Gand : *Faites et données en l'an de grâce mil trois cens diis et nuef, le jour l'an renuef.* Traduit exactement par le 1 janvier 1320 (nouveau style).

Nous pensons avoir prouvé suffisamment que l'opinion de M. Wauters sur le point en discussion a varié selon les besoins de la cause.

Pour finir, nous appellerons encore l'attention de nos lecteurs sur l'étrange conclusion que l'auteur de la *Note* tire des prémisses qu'il a posées. Après avoir exposé avec assurance et fait valoir les arguments en faveur de sa thèse, il ajoute : « La question est donc douteuse à mes yeux » !!

(1) Notre contradicteur altère encore la vérité, lorsqu'il écrit : « Disons, de plus, que si M. Reusens apporte des témoignages en » faveur de l'opinion préférée par lui (p. 123 des *Analectes;* p. 11 des » *Questions*), il en allègue ensuite d'autres qui lui sont contraires » p. 124 des *Analectes;* p. 12 des *Questions*), mais dont il se débar» rasse facilement en les qualifiant d'erreurs ». Pour prouver que, pendant la période de 1300 à 1320, le style gallican a été suivi par la chancellerie des comtes de Hollande, nous avons d'abord apporté le témoignage des deux Muller, qui se sont occupés tout spécialement de cette question ; nous avons aussi fait remarquer que, si la chancellerie du comte Guillaume eût adopté, en Hollande, un style différent de celui qu'elle suivait dans le Hainaut, ce fait serait unique dans l'histoire de la diplomatique. Ensuite, nous avons élucidé, à l'appui de notre thèse, sept formules de date qui ne laissent aucun doute au sujet de la question qui nous occupe. Enfin, nous avons cité et discuté une seule date qui aurait pu faire difficulté. Faisant allusion à cette dernière date, M. Wauters, en parle au pluriel, sans doute encore pour donner le change à ses lecteurs et leur faire croire que les dates

NOTE DE M. WAUTERS *(suite).*

Pour terminer, déclarons que tous ces reproches me touchent peu. J'ai tout fait pour éviter de les encourir, et ils ne feront que m'attacher à ne plus en encourir de semblables. Mais me rendre solidaire, après avoir accompli un travail aussi excessif, des fautes d'impression qui peuvent m'avoir échappé ou des erreurs de tout genre qu'entraîne nécessairement un pareil labeur, c'est une prétention dont je dois signaler le peu de convenance. Qu'il me soit permis, pour rendre la pareille à mon contradicteur, de signaler très haut l'étrange bévue commise dans le numéro de la Revue où il essaye de m'écraser, et où, en republiant une charte importante de l'an 1047, il lui donne, en caractères bien saillants et bien lisibles, la date de 1147 (*Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. XXIV, p. 41). C'est l'histoire de la paille et de la poutre. (1) On connaît l'immense recueil de Rymer, les *Foedora* des rois d'Angleterre. Qui pourrait en contester la grande utilité, malgré les fautes de lecture que l'on y remarque et qui ne sont pas plus corrigées dans la dernière édition que dans la première? On peut en juger par les actes où jai été retrouver, sous des formes tout à fait barbares (de *Birtau* ou de *Bertrand*) le nom de Walter Berthout, l'un des nobles Brabançons qui mit son épée au service du roi Jean sans Terre (voir la *Table*

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

contre notre thèse sont aussi nombreuses que celles qui militent en sa faveur. Ce procédé n'est pas honnête.

(1) M. Wauters triomphe, à la façon des enfants, d'une faute d'impression qui nous a échappé. Il sait pourtant que nous n'exigeons pas de lui une correction absolue; nous savons trop, par notre propre expérience, qu'elle n'est pas possible. Ce que nous lui avons reproché et ce que nous lui reprochons encore c'est une impardonnable négligence qui rend parfois le texte inintelligible, et qui accuse, en outre, chez l'auteur de la *Table*, une ignorance complète de la langue latine. En voici un nouvel exemple emprunté à la *Note* (p. 411 du *Compte rendu*) : *Item statuendo praecipimus quod de caetero in perpetuum per nostram civitatem et dioecesim* ***dicta*** *annorum Domini ipso die Nativitatis ejusdem secundum* ***novem*** *Romanum et statuta nostrae metropolitanae ecclesiae innovatur*; où il imprime erronément *dicta* pour *data*, et *novem* pour *morem.* Le *dicta annorum, dit des ans*, et le *novem Romanum, neuf Romain*, valent de l'or.

chronologique, t. III, pp. XVIII et XIX). J'ose croire qu'on me tiendra compte, malgré mes erreurs, de la rapidité avec laquelle mon travail a marché, de l'importance que je lui ai donnée, de la nécessité dans laquelle je me suis trouvé d'être à la fois le rédacteur, le metteur en ordre et le correcteur d'un pareil travail. (1) Je regrette seulement que ces attaques démesurées me viennent d'une *Revue* où l'on m'avait traité avec plus de considération, d'un homme qui, de son aveu même, n'avait eu avec moi que de *bonnes relations*. Qu'aurait-il dit si j'en avais eu avec lui de mauvaises! (2)

FIN DE LA NOTE DE M. WAUTERS.

OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

(1) Les raisons alléguées ici par l'auteur de la *Table* ne peuvent, en aucune façon, excuser les erreurs et les inexactitudes si nombreuses qu'on y rencontre à chaque page. Puisqu'il revient encore sur ce point pour faire état de son travail, nous ne pouvons que lui répéter ce que nous avons dit précédemment; que, la *Table* étant destinée à devenir le répertoire et le manuel de l'historien dans ses recherches, elle doit être, quant à l'exactitude, au-dessus de tout soupçon et de tout reproche. La quantité ici ne peut pas compenser la qualité. Nous nous permettrons de demander à notre contradicteur quelle raison il peut bien avoir de chercher à produire vite et beaucoup?

(2) Les observations critiques que nous avons présentées sur la *Table* — observations que l'auteur qualifie injustement et peu courtoisement d'*attaques démesurées* — ont été faites sans aucune animosité contre sa personne ou contre son œuvre. Ce que nous avons cherché c'est d'abord, mettre le public savant en garde contre la trop grande confiance qu'il pourrait avoir dans la *Table*, et ensuite, empêcher qu'à l'étranger on ne rende tous les savants belges solidaires des erreurs qu'on y trouve, d'autant qu'elle est éditée aux frais du gouvernement et sous le patronage de la Commission royale d'histoire. Dans notre examen, comme d'ailleurs toujours dans nos travaux, nous avons fait abstraction de toute question de personnes. Nous n'avons eu devant les yeux que l'adage : *Amicus Plato, sed magis amica veritas.*

FIN DES OBSERVATIONS RECTIFICATIVES.

Conclusion.

Nous pensons que nos *Observations rectificatives* suffiront pour édifier pleinement le public sur la valeur, ou plutôt la non-valeur, des raisons apportées par notre contradicteur pour se disculper de la négligence et de l'incurie avec lesquelles a été faite la publication du volume VIII de la *Table chronologique*. En présence de l'insignifiance, de la nullité même, de ces raisons, nous sommes en droit de demander comment il s'est fait que la Commission royale d'histoire ait autorisé l'impression, dans le *Compte rendu de ses séances*, d'une *Note* qui est loin d'être marquée au coin de la science, de la courtoisie, et même de la loyauté. Nous avouons ne pas comprendre les motifs qui peuvent l'avoir portée à se départir, en cette circonstance, de la règle de conduite qu'elle s'est tracée à elle-même, règle dont elle fait état dans sa lettre adressée, le 23 juillet 1893, à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, et qu'elle publie dans le même n° du *Compte rendu* que la *Note* de son secrétaire-trésorier. Elle a perdu, ce nous semble, une occasion propice d'exercer, dans l'intérêt de son prestige et de son honneur, le droit d'examen des publications de ses membres, droit qu'elle possède et qu'elle se plaît à rappeler dans sa lettre à M. le Ministre, dans les termes suivants : « Tout récemment encore, et plusieurs mois » avant l'incident dont il est ici question, la Commission a élaboré » un règlement en vertu duquel les mémoires publiés dans son *Bulletin* ne sont livrés à l'impression qu'après avoir été examinés par » une sous-commission de trois membres qui statuent sur leur admission ou sur leur rejet. »

Comme la *Note* de M. Wauters n'est qu'un tissu de sophismes, d'inconséquences et d'affirmations gratuites ; que, de plus, elle dénature et travestit, à chaque pas, nos assertions les plus claires, et que, par suite, elle ne présente aucun caractère sérieux ni scientifique, nous eussions pu nous dispenser d'y répondre. Mais, nous avons tenu à la mettre sous les yeux de nos lecteurs afin qu'ils puissent, avec nous, condamner les procédés de l'érudit académicien.

En terminant, nous lui déclarons que nous ne répondrons plus à ses *Notes*, à moins qu'il ne se tienne dans les limites d'une discussion loyale et scientifique. A cette condition, mais à cette condition seulement, nous accepterions encore la lutte.

Appendice aux Questions de chronologie.

1.

La Table chronologique *répertoire de l'historien belge*, *ou découverte d'un abbé de Villers en Brabant!*

En parcourant le vol. VIII de la *Table chronologique des chartes*, notre attention fut attirée sur un Henri, abbé de Villers et chancelier de l'Empire, qu'on rencontre dans la récognition d'un certain nombre de diplômes de l'empereur Henri VII de Luxembourg. Un diplôme du 26 septembre 1309 (p. 360, n. 2) se termine par la formule : *Ego frater Henricus, abbas monasterii Villariensis, imperialis aule cancellarius, vice domini Petri, archiepiscopi Maguntini, sacri Imperii per Germaniam archicancellarii, recognovi*. Une formule semblable se lit dans un diplôme du 3 septembre 1310 (p. 409, n. 3). Plus tard, ce même Henri, auparavant abbé de Villers, apparaît, dans les récognitions, comme chancelier et évêque de Trente, *episcopus Tridentinus*. Nous le trouvons, avec ce titre, d'abord dans un diplôme (p. 433, n. 1) du 9 février 1311 : *Ego frater Henricus, Tridentinus episcopus, sacre imperialis aule cancellarius, vice domini Henrici, Coloniensis archiepiscopi, per Italiam archicancellarii, recognovi*; ensuite, (pp. 439, n. 5; et 476, n. 4), dans des formules identiques de diplômes du 3 avril 1311 et du 19 avril 1312. Enfin, (p. 526, n. 2) dans l'expédition d'un diplôme du 27 juillet 1313, il a un vice-chancelier pour suppléant : *Et ego Egidius de Marcella, vices gerens in officio cancellarie domini fratris Henrici, Tridentini episcopi, nunc imperialis aule cancellarii, vice domini Henrici Coloniensis archiepiscopi, sacri Imperii per Italiam archicancellarii, recognovi*. Il paraît encore comme chancelier, évêque de Trente et délégué de l'empereur, dans l'analyse d'un diplôme du 17 juillet 1313 (p. 524, n. 4).

Les fonctions de chancelier effectif étaient de loin les plus importantes de la cour impériale; celui qui en était investi jouissait toujours de la confiance illimitée du souverain et, pour cette raison, exerçait une influence prépondérante dans toutes les affaires de l'Empire. Le fait qu'un abbé brabançon aurait occupé ce poste ne pouvait manquer de flatter notre orgueil national et d'exciter notre curiosité, d'autant que nous ne nous souvenions pas du tout de l'avoir jamais rencontré dans les annales de la célèbre abbaye. Aussi, pour avoir une certitude raisonnée, nous sembla-t-il prudent de nous assurer s'il s'agissait bien de l'abbaye de Villers en Brabant. Nous

ouvrons donc la *Table des noms des lieux*, placée à la fin du volume VIII. et nous y trouvons, p. 917, col. b : VILLERS « (l'ab» baye de), à Tilly, province de Brabant. — Ses abbés,.... , voir » HENRI, JACQUES ». Passant ensuite, dans la *Table des noms des personnes*, au mot HENRI, nous y lisons, p. 829, col. a : « HENRI, » abbé de Villers, puis évêque de Trente, vice-chancelier de l'empe» reur Henri VII » ; suit l'indication des pages où sont mentionnés les diplômes dont nous avons parlé ci-dessus. Le doute n'était plus possible : le chancelier Henri était bien un abbé de Villers en Brabant!

Si la *Table chronologique* était ce qu'elle devrait être, c'est-à-dire un travail sérieux pouvant servir de répertoire à l'historien, la conclusion que nous avons tirée des prémisses puisées dans le volume VIII, devrait être indiscutable. Malheureusement — nous le disons avec regret — il n'en est pas ainsi. Le chancelier impérial Henri (que M. Wauters appelle erronément vice-chancelier, nous ne savons pour quel motif) n'était pas du tout abbé de Villers en Brabant, mais bien de Villers-Betnach en Lorraine, abbaye cistercienne de l'ancien diocèse de Metz. Voyez le *Gallia christiana*, XIII, col. 946; et UGHELLI, *Italia sacra*, 2ª ed., V, col. 623. Ce dernier auteur s'exprime ainsi : « Hen» ricus de Metis, monachus Cisterciensis, abbasque Villariensis ejusdem » ordinis, Metensis dioecesis, praestantissimo vir ingenio, cancel» lariusque Lutzemburgensis imperatoris, ad preces ejusdem caesaris » adlectus fuit hujus [Tridentinae] sedis antistes anno 1310, confir» matusque a Pontifice die 10 kal. junii, ex Reg. Vatic. E. 380, » fol. 105, ejusdem anni ».

Est-il concevable que l'auteur de la *Table*, lui qui a écrit deux fois l'histoire de l'abbaye de Villers en Brabant (1), ne se soit pas aperçu de sa méprise, méprise d'autant plus étonnante que l'abbé de ce monastère, contemporain du chancelier Henri, portait le nom de Jacques? Il serait difficile, croyons-nous, de trouver un argument plus décisif que cette erreur, pour montrer l'incurie et la négligence avec lesquelles la *Table chronologique* est élaborée. Et cette *Table* se publie luxueusement aux frais du gouvernement!! N'est-il pas temps de mettre un terme à ce gaspillage des deniers publics?

(1) M. Wauters a publié : 1° *L'ancienne abbaye de Villers. Histoire de l'abbaye et description de ses ruines*. Bruxelles, 1856; vol. in-8° de 99 pages; 2° l'histoire du même monastère dans la *Géographie et Histoire des communes belges. Canton de Genappe*. Bruxelles, 1859; in-8°.

II.

M. Wauters éditeur de chartes.

Ce n'est pas seulement dans la *Table chronologique*, mais aussi dans des communications faites de temps en temps à la Commission royale d'histoire et insérées dans le *Compte rendu des séances* de ce corps savant, que nous avons pu constater la légèreté avec laquelle M. Wauters fait ses publications.

Lorsque, il y a deux mois environ, nous imprimions, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de Belgique*, les plus anciens documents relatifs à l'abbaye norbertine de Heylissem (1), notre attention fut attirée sur cinq chartes déjà éditées antérieurement par M. Wauters, d'après les mêmes originaux et le même cartulaire du XIIIe siècle que ceux dont nous nous sommes servi (2). Nous rencontrâmes, dans le texte imprimé de ces chartes, un nombre considérable d'erreurs de transcription, trahissant, chez l'éditeur, non seulement la négligence et la précipitation, mais aussi peu de sûreté dans le déchiffrement des anciennes écritures. Pour prémunir nos lecteurs contre une trop grande confiance dans les textes publiés par M. Wauters, principalement dans ceux des deux séries qu'il décore du titre solennel d'*Analectes diplomatiques* (*Compte rendu de la Commis. royale d'histoire*, 4e série, tomes VII et VIII), nous avons déjà signalé (*Analectes*, XXIV, pp.35 et 197 suiv.) quelques-unes de ces inexactitudes. Aujourd'hui nous voulons faire davantage. Afin de rendre notre démonstration plus claire et plus complète, nous allons placer en regard, pour les cinq documents mentionnés ci-dessus et pour une bulle d'Innocent IV, concernant l'abbaye de Forest (reproduite aussi, d'après l'original, dans les *Analectes*, XXIV, pp. 36 et svv.), le texte que donnent les originaux (1re colonne) et celui que nous trouvons chez M. Wauters (2e colonne). Nous mettons en italiques les mots que celui-ci a mal déchiffrés, et entre crochets ceux qu'il a omis.

La comparaison du texte des deux leçons ne peut manquer de con-

(1) Cette série de documents intéressants paraît dans la même livraison des *Analectes* que le *Supplément aux Questions de chronologie*.

(2) Le texte de ces documents a été publié par M. Wauters, dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 4e série, tome VII, et dans la *Géographie et Histoire des communes belges, Canton de Tirlemont, Communes rurales*, 1re partie.

duire le lecteur aux conclusions suivantes : 1° il y a lieu de taxer l'éditeur des *Analectes diplomatiques* ou d'incurie ou d'incapacité; et 2° il faut se mettre en défiance complète vis-à-vis des textes édités par lui. Cette comparaison fera aussi naître le regret de voir ces publications se faire dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*.

La charte que nous donnons plus loin, sous le n. 4, mérite de fixer tout spécialement l'attention de nos lecteurs; elle constitue un modèle du genre. Jamais ils n'auront rencontré, même dans les publications les plus médiocres, une reproduction aussi défectueuse.

En terminant ce court préambule, nous demanderons à M. Wauters pour quel motif il a publié, d'après le cartulaire de l'abbaye de Heylissem, un certain nombre de documents dont l'original existe dans le chartrier de la même abbaye, aux Archives générales du Royaume? Bien que le cartulaire reproduise d'ordinaire assez fidèlement les originaux, il arrive néanmoins, par exemple pour la charte n. 1 ci-dessous, qu'il y a, dans la copie, un certain nombre d'erreurs: en effet, dans cette charte, l'original donne : *Notum facio universitati fidelium*, tandis que le cartulaire porte erronément : *universitati omnium*, ce qui constitue un pléonasme.

1. *Charte de Henri de Leyen, évêque de Liège, de* 1154. Original aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles. Ce document est publié, d'après l'original, dans les *Analectes*, XXIV, p. 197; et d'après le cartulaire, fol. 17, par M. Wauters, dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 4e série, VII, p. 342.

Texte du cartulaire.	*Texte de M. Wauters.*
In nomine sancte et indiuidue	In nomine Sancte et Individue
trinitatis. Ego Heinricus secun-	Trinitatis, ego Heinricus secun-
dus gratia dei leodiensis episco-	dus,gratia Dei Leodiensis episco-
pus. Notum facio uniuersitati	pus, notum facio universitati
omnium quod Sygerus de Wavera	omnium quod Sygerus de Wavera
tradidit ecclesie Helencinensi ui-	tradidit ecclesie Helencinensi vi-
cum nomine Somaniam cum omni	cum nomine Somaniam, cum omni
iure quod illic habebat tam in	jure quod illic habebat, tam in
curtilibus. quam in molendinis.	curtilibus quam in molendinis,
pratis. alnetis. et siluis! retenta	pratis, alnetis et silvis, retenta
sibi tantummodo iusta aduocatia	sibi tantummodo justa advocatia
pro defensione uidelicet ecclesie.	pro defensione videlicet ecclesie,
Quod factum est annuentibus	quod factum est annuentibus

Texte du cartulaire.

heredibus id est filijs suis . cunctumque ius hereditatis inibi effestucantibus Hanc uero traditionem suscepi ego ipse in manu mea ad opus eiusdem ecclesie. Vnde et sub anathemate interdixi . ne quis in posterum presumat facere iniuriam ecclesie memorate super eadem possessione. Quod ut ratum et inconuulsum permaneat : sigilli nostri inpressione communiuimus sub annotatis testibus ydoneis . quorum nomina hec sunt. Archidyaconi . Almaricus . Balduinus . Bruno . Abbas Floreffiensis Gerlandus . Abbas Rodensis Erpo . Abbas Euerbodiensis Andreas . Abbas de Uiler Vdelimus . Nobiles etiam uiri . Eustachius Hasbaniensis aduocatus . Erfo de Calmont . Theodericus de Argenteal . Thomas de Gest . Heinricus frater eius . Bonefacius de Bren . Henricus de Bunsbech . De familia sancti Lamberti . Wedericus de Prato . Arnulfus de Hoio et alii quamplures. Anno dominice incarnationis . millesimo , C°. l. iiij°. Indictione secunda . actum feliciter regnante Frederico Romanorum rege augusto.

Texte de M. Wauters.

heredibus, id est filiis suis, cunctumque jus hereditatis inibi effestucantibus. Hanc vero traditionem suscepi ego ipse in manu mea ad opus ejusdem ecclesie, unde et sub anathemate interdixi ne quis in posterum presumat facere injuriam ecclesie memorate super eadem possessione.

Quod ut ratum et inconvulsum permaneat, sigilli *mei* impressione *communimus* sub annotatis testibus ydoneis quorum nomina hec sunt : archidyaconi : Almaricus, Balduinus, Bruno; abbas Floreffiensis Gerlandus, abbas Rodensis Erpo, abbas Everbodiensis Andreas, abbas de Viler Udelinus; nobiles etiam viri Eustachius Hasbaniensis advocatus, Erfo de Calmont, Theodericus de Argenteal, Thomas de Gest, Henricus frater ejus, Bonefacius de Bren, Henricus de Bunsbech; de familia Sancti Lamberti Wedericus de Prato, Arnulfus de Hoio et alii quamplures. Anno Dominice Incarnationis millesimo C° LIIII°, indictione *sexta*. Actum feliciter regnante Frederico Romanorum rege augusto.

2. *Bulle de l'antipape Victor IV du* 1 *avril* 1162. Original aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles. Ce document est publié, d'après l'original : 1° dans les *Analectes*, XXIV, p. 203; et 2° par M. Wauters dans la *Géographie et Histoire des communes belges. Canton de Tirlemont*, *Communes rurales*, 1re *partie*, p. 169.

Texte de l'original.

Victor episcopus seruus seruorum dei . Dilecto filio . G. abbati de Helencines. Salutem et apostolicam benedictionem. Sicut assumpti regiminis cura prouidere nos ammonet . ut ecclesiarum negotia pacis intentio salubri fine distringat . sic iterum apostolatus officii ratione constringimur . consensus nostri auctoritate que rationabiliter ab ecclesiasticis personis decisa fuerint roborare . et apostolice sedis scriptis communire: ne forte inposterum contentio recidiua ex pace litigium gignat. et alicujus excusationis obiectu, quod canonice est diffinitum: in dubium reducat. Proinde tue dilecte fili abbas . G. ac fratrum tuorum paci et tranquilitati uolentes in domino prouidere . sententiam canonice et rationabiliter prolatam . a dilectis filiis nostris. Wirico sancti Trudonis abbate . et Brunone . leodiensis ecclesie archidiacono . super controuersia que inter te et Wazelinum abbatem de Florines . de medietate ecclesie de Pellines et allodij de Capenual agitabatur . ratam habemus . et apostolica auctoritate confirmamus . et ne deinceps super hijs ullam inquietationem patiaris . omnimodis interdicimus; Dat. Cremone kalend. Aprilis;

Texte de M. Wauters.

Victor episcopus servus servorum Dei dilecto *fili* G., abbati de Helencines, salutem et apostolicam benedictionem. Sicut assumpti regiminis cura providere nos *commonet*, ut *ecclesiastica* negotia pacis *intentu* salubri fine distringat, sic iterum apostolatus officii ratione constringimur, consensus nostri auctoritate, que rationabiliter ab ecclesiasticis personis decisa fuerint roborare et apostolice sedis scriptis communire, ne forte in posterum contentio recidiva ex pace litigium gignat et alicujus excusationis objectu quod canonice est diffinitum in *dubitum* reducat. Proinde tue, dilecte fili abbas G., ac fratrum tuorum paci et tranquillitati volentes in Domino providere, sententiam canonice et rationabiliter prolatam, a dilectis filiis nostris Wirico, Sancti Trudonis abbate, et Brunone, Leodiensis ecclesie archidiacono, super controversia que inter te et Wazelinum, abbatem de Florines, de medietate ecclesie de Pellines et allodii de Capenval agitabatur, ratam habemus et apostolica auctoritate confirmamus, et ne deinceps super hiis [*ullam*] *inquietatione* patiaris, omnimodis interdicimus. Datum Cremo[*ne*]. .. kalend. aprilis.

3. *Charte de Godefroid duc de Lotharingie et comte de Louvain; de* 1171. Original aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles. Ce

document est publié, d'après l'original, dans les *Analectes*, XXIV, p. 214; et d'après le cartulaire, fol. 21, par M. Wauters dans le *Compte rendu de la Commission royale d'histoire*, 4e série, VII, p. 358.

Texte du cartulaire.

In nomine sancte et indiuidue trinitatis. Quia magis probabile fit et ydoneum memorie quicquid sub oculis representant et attestantur littere. Ego Godefridus, gratia Dei dux Lotharingie et comes Brabantie. notum facio omnibus christi fidelibus tam futuris quam presentibus quod fundus ecclesie que est in Peruueiz cum omni appendenti beneficio iure feodali a nobis possidetur. Hoc prefato fundo cum omnibus illic appendentibus inbeneficiatus fuit a nobis comes de Duras. a quo Engelrandus de Orbais toto hoc beneficio iure legali infeodatus est. qui similiter Godefridum de Sombreffia dimidia parte huius beneficii infeodatum possessorem legitimum esse voluit. Placuit autem hijs omnibus inspirante deo a quo bona cuncta procedunt ut quiuis isto beneficio infeodatus in curia domini sui coram hominibus suis feodum personatus ecclesie de Perweiz uoluntarie et intuitu salubri resignaret. scilicet Godefridus et Jacobus filius eius in curia domini Engelrandi. Engelrandus in curia comitis de Duraz. comes itidem in curia mea. pro salute animarum suarum, et antecessorum suorum ad opus claustri

Texte de M. Wauters.

In nomine Sancte et Individue Trinitatis. Quia magis probabile *sit* et ydoneum memorie quicquid sub oculis representant et attestantur littere, ego Godefridus, gratia Dei dux Lotharingie et comes Brabantie, notum facio omnibus Christi fidelibus tam futuris quam presentibus quod fundus ecclesie *qui* est in Perweiz, cum omni appendenti beneficio. jure feodali a nobis possidetur. Hoc prefato fundo cum omnibus illic appendentibus *inbenificiatus* fuit a nobis comes de Duras, a quo *Engebrandus* de Orbais toto hoc beneficio *viro* legali infeodatus est, qui similiter Godefridum de Sombreffia dimidia parte hujus beneficii infeodatum *possessionem legitimam* esse voluit. Placuit autem [*hijs*] omnibus, inspirante Deo, a quo bona cuncta procedunt, ut *quis* isto beneficio infeodatus in curia domini sui, coram hominibus suis, feodum personatus ecclesie de Perweiz voluntarie et intuitu salubri resignaret, scilicet Godefridus et Jacobus filius ejus in curia domini *Engebrandi*, *Engebrandus* in curia comitis de Duraz, comes itidem in curia mea, pro salute animarum suarum et antecessorum suorum, ad opus claustri

Texte du cartulaire.	*Texte de M. Wauters.*
et ecclesie que est in Helencinis in honore beate Marie virginis perpetue. Ego autem uerus et primus possessor huius beneficii. assensu et petitione eorum donum personatur ecclesie de Peruueiz Helencinensi ecclesie dono sempiterno dedi. et prout legalius potui litteris et sigilli nostri impressione signaui. Huius traditionis testes fuerunt Johannes Gemelacensis abbas. Philippus abbas de Parcho. Steppo abbas de Eurebode. De nobilibus uiris. Gerardus. filius Gerardi de Niniue. Guillelmus. Henricus et Gerardus fratres de Birbais. Anselmus de Berginis. Alexander de Helencinis. Renerus clericus de Kisenkin. Riczo clericus de Thenis. De familia ducis. Arnoldus dapifer. Gothuinus de Haurel. Arnulphus de Fleppe. Guilelmus de Bergines. Walterus de Thenis. Wawinus et Theodoricus fratres de Leus. et alii multi.	et ecclesie que est in Helencines, in honore beate Marie Virginis perpetue. Ego autem, verus et primus possessor hujus beneficii, assensu et peticione eorum, donum personatus ecclesie de Perweiz Helencinensi ecclesie dono sempiterno dedi, et prout legalius potui, litteris et sigilli nostri impressione signavi. Hujus traditionis testes fuerunt Johannes *Gemblacensis* abbas, Philippus abbas de Parcho, Steppo abbas de Everbode; de nobilibus *nostris* Gerardus filius Gerardi de Ninive, Guillelmus, Henricus et Gerardus fratres de Birbais, Anselmus de Berginis, Alexander de Helencines, Renerus clericus de Kisenkin, Riczo clericus de Thenis; de familia ducis Arnoldus dapifer, Gothuinus de Havrel, *Arnoldus* de Fleppe, Guilielmus de Bergines, Walterus de Thenis, Wawinus et Theodericus fratres de Leus et alii multi.
Actum anno Domini millesimo. C° lxx° j°.	Actum anno Domini millesimo C° LXX° I°.

4. *Rapport d'une enquête faite par les abbés de Grimbergen et de Saint-Feuillen du Rœulx, de* 1179 *environ.* Original aux Archives générales du Royaume. Ce document est publié, d'après l'original : 1° dans les *Analectes*, XXIV, p. 233; et 2° par M. Wauters dans le *Compte rendu de la Commission royale d'histoire*, 4e série, VII, p. 362.

Il existe, dans le chartrier de Heylissem, sept documents relatifs à une fondation faite à cette abbaye par Erlinde, comtesse de Jodoigne, et réorganisée par Julienne, comtesse de Jodoigne, de Clermont et de Duras, du consentement de ses trois fils Égide, Conon et Pierre, et de

ses deux filles Gerberga et Claritia. Nous les avons reproduits dans les *Analectes*, XXIV, pp. 205 et svv., sous les nn. XIV, XXIV, XXV, XXVI, XXX, XXXI et XXXII. Le premier (n. XIV) est la ratification de la donation par l'évêque de Liège; le second (n. XXIV), une bulle pontificale confirmant la donation; le troisième (n. XXV), un accord intervenu entre l'abbaye de Heylissem et Pierre, chanoine de Saint-Lambert, à Liège et fils de la deuxième donatrice, qui avait élevé des prétentions sur les biens donnés par sa mère; le quatrième (n. XXVI) est l'approbation de cet accord par l'archevêque de Cologne; le cinquième (n. XXX), celui même que nous reproduisons ici, est le rapport d'une enquête faite par les abbés de Grimbergen et de Saint-Feuillen du Rœulx au sujet de prétentions élevées sur les mêmes biens par les frères Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem; enfin le sixième et le septième (nn. XXXI et XXXII) sont des actes par lesquels Égide ou Gilles, comte de Jodoigne, et les frères Hospitaliers de Saint-Jean renoncent à leurs prétentions injustes. De ces sept documents M. Wauters publie celui qui présente le moins d'intérêt. S'il s'était préoccupé le moins du monde de faire un choix judicieux, il ne se serait pas arrêté à la charte qu'il reproduit. Mais, il y a plus : la note dont il accompagne le texte du document prouve qu'il n'a pas même examiné les autres chartes; il s'est contenté d'en prendre une au hasard. Voici cette note, qui cherche à expliquer les sigles E., C., P., G. et C., dont le document se sert pour désigner les enfants de la comtesse : « Ces initiales indiquent les » fils de la comtesse Julienne, fille du comte Othon de Duras. Ils » s'appelaient Égide ou Gilles, Conon et Pierre. Quant à G. (Gode- » froid ?), et C., leur existence est restée inconnue à tous les écrivains ». M. Wauters ne s'est pas donné la peine de déplier les documents contemporains du chartrier, sinon il y aurait trouvé l'explication des sigles qui lui ont fait consulter en vain « tous les écrivains » : cinq des chartes indiquées renferment ces noms en toutes lettres. Voici ce qu'on lit dans les nn. XXV et XXVI : *Presentibus et annuentibus filiis et filiabus suis Egidio, Petro, Conone, Gerberga et Claritia.*

Dans la dernière partie du document, M. Wauters fait des fautes de transcription tellement grossières, que son texte devient inintelligible et dit le contraire de ce que porte l'original. Qui pourrait bien comprendre ce qu'il imprime : *per ecclesiasticam districtionem vendere (?)*, tandis qu'il faut lire *venerit*? Et encore, qu'est-ce cela en comparaison de la bévue qu'il commet en lisant *tanquam* au lieu de *nunquam?* En effet, le comte, appelé en témoignage, affirme sous serment *nunquam illam elemosinam se dedisse vel consensisse*, c'est-à-

dire *que jamais il n'a fait cette largesse et qu'il n'y a jamais consenti*, tandis que M. Wauters, supprimant la négation, lui fait dire *tanquam illam elemosinam se dedisse vel consensisse*, ce qui signifie *comme s'il avait fait la largesse et y avait consenti*. Enfin, ne parvenant pas à déchiffrer ou ne comprenant pas le sigle W.. en tête du document (sigle qui n'est autre que la première lettre de *Willelmus*, au datif *Willelmo*, nom de l'archevêque de Reims, auquel le rapport est adressé), il ne trouve rien de mieux que de le laisser de côté. Inutile, croyons-nous, d'insister davantage.

Texte de l'original.

.W. Reuerendo dei gratia Remorum archiepiscopo romane sedis legato . E. Grimbergensis . N. sancti Foilliani abbates . salutem . et omnimode subiectionis reuerentiam. Venimus Helencinis pro inquirenda ueritate de quadam causa que uersatur inter ecclesiam Helencinensem et fratres de hospitali . ubi antequam abbas Grimbergensis uenisset . conuenerant . decanus illius prouincie cum .x. sacerdotibus et .x. milites de familia comitis Geldonie . probare parati ueritatem ecclesie . quos ego abbas sancti .F.[oilliani] absente socio meo audire nolui. Denique nobis ambobus presentibus uenerunt duo sacerdotes et tres milites ingenui qui nobis uidentibus super sanctos iurauerunt se interfuisse . et uidisse . quod comitissa Iuliana consentientibus liberis .E. C. P., G. et .C. elemosinam illam de qua contentio est super altare beate Marie de Helencinis . legitime dedit . Deinde uenimus ad comitem . qui conuocatis homi-

Texte de M. Wauters,

[W.] Reverendo Dei gratia Remorum archiepiscopo Romane sedis legato, E. Grimbergensis, N. Sancti Foillani abbates, salutem et omnimode subjectionis *reverentia*. Venimus Helencinis pro inquirenda veritate de quadam causa que versatur inter ecclesiam Helencinensem et fratres de hospitali. Ubi antequam abbas Grimbergensis venisset, convenerant decanus illius provincie cum decem sacerdotibus et decem milites de familia comitis Geldonie, probare parati veritatem ecclesie, quos ego abbas Sancti Foillani, absente socio meo, audire nolui. Denique nobis ambobus presentibus venerunt duo sacerdotes et tres milites ingenui qui, nobis videntibus, super sanctos juraverunt se interfuisse et vidisse quod comitissa Juliana, consentientibus liberis suis, E., C., P., G. et C, elemosinam illam de qua contentio *esset*, super altare Beate Marie de Helencines legitime dedit. Deinde venimus ad comitem qui, convocatis homi-

Texte de l'original.

nibus suis coniurauit eos per fidelitatem quam ipsi debebant ut si alicui ipsorum notum esset quod predicti .v. iurauerant . non celarent. Illi uero omnes se nescire dixerunt. Comes hoc audiens nichilominus se paratum jurare opptulit cum quotquot ingenuis uiris iudicaretur nunquam illam elemosinam se dedisse . uel consensisse . sed postquam suus esse cepit eam retraxisse. Quod autem Helencinenses priuilegium comitis de sepedicta elemosina se habere dicunt . hoc et ipse comes non negat . sed quia per ecclesiasticam districtionem ad hoc uenerit ne christianitate sua careret . quidquid postulabant tamquam coactus fecit. Preterea priuilegia sufficientia . archiepiscopi . episcopi . cappituli leodicensis . et ipsius comitis . sub testimonio legittimorum uirorum scripta . nobis ostenderunt . que omnia testimonium ecclesie Helecinensium de inquisita ueritate perhibuerunt.

Texte de M. Wauters.

nibus suis, conjuravit eos *pro fidelitate* quam ipsi debebant, ut si alicui ipsorum notum esset quod predicti quinque juraverant, non celarent. Illi vero omnes se nescire dixerunt. Comes *hec* audiens nichilominus se paratum jurare optulit cum quotquot ingenuis viris judicaretur, *tanquam* illam elemosinam se dedisse vel consensisse, sed postquam *suum* esse cepit, eam retraxisse. Quod autem Helencinenses privilegium comitis de sepedicta elemosina se habere dicunt, hoc et ipse comes non negat, sed quia per ecclesiasticam districtionem ad hoc *vendere (?)*, ne christianitate sua careret, quicquid postulabant, tamquam coactus, fecit. Preterea privilegia sufficientia archiepiscopi, episcopi, capituli *Leodiensis* et ipsius comitis, sub testimonio legitimorum virorum scripta nobis ostenderunt, que omnia testimonium ecclesie *Helencinensis suum* de inquisita veritate perhibuerunt.

5. *Convention entre les abbés de Heylissem et de Florennes, de* 1182. Original aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles. Ce document est publié, d'après l'original, dans les *Analectes*, XXIV p. 366 ; et d'après le cartulaire, fol. 54 v°, par M. Wauters, dans le *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 4e série, VII, p. 366.

Texte du cartulaire.

Quoniam dies nostri ut umbra protereunt . et nos tanquam fenum arescendo cotidie deficimus.

Texte de M. Wauters.

Quum dies nostri ut umbra pretereunt et nos tanquam fenum arescendo cotidie deficimus,

Texte du cartulaire.

prudenter a sapientibus cautum est . ut propter repentinos humane fragilitatis defectus humana negocia . fideli litterarum custodie committantur . ne si sub obliuione sepulta fuerint . discidium inde in posteros transfundatur. Nouerit ergo tam presens etas quam futura posteritas. quod controuersia de quadam terra in Cappenual et Pellines . inter Florinensem et Helencinensem ecclesias diu habita sic tandem pacifice sopita et plenarie terminata est. quod Helencinensis ecclesia terram illam de qua lis erat sub coniuentia Florinensis ecclesie quiete et sine omni calumpnia possidebit. Ita tamen quod singulis annis in festo beati Remigii xii[cim] denarios leodiensis monete uel unum aureum de respectu Helencinensis ecclesia Florinensi soluere debebit. Adiectum est eciam huic compositioni quod propter maiorem plenarie pacis firmitudinem utraque istarum ecclesiarum orationum suarum communicent suffragia . ut huius interueniente fraternitatis uinculo. nulla inter eos in perpetuum possint interrepere discidia. Quia uero habundans cautela non nocet ad confirmandam huius rei ueritatem prefate ecclesie abbatum suorum sigillis hanc cartulam insignire curauerunt.

Texte de M. Wauters.

prudenter a *sequentibus* cautum est ut, propter repentinos humane fragilitatis defectus, humana negocia fideli litterarum custodie committantur, ne si sub *oblivionem* sepulta *fuerunt*, discidium inde in *posteris* transfundatur. Noverit ergo tam presens etas quam futura posteritas quod controversia de quadam terra in Cappenval et Pellines, inter Florinensem et Helencinensem ecclesias diu habita, sic tandem pacifice sopita et plenarie terminata est, quod Helencinensis ecclesia terram illam de qua lis erat sub conniventia Florinensis ecclesie quiete et sine omni calumpnia *possidebet*. Ita tamen quod singulis annis in festo beati Remigii XII denarios Leodiensis monete vel unum aureum, de respectu Helencinensis ecclesia Florinensi solvere debebit. Adjectum est etiam huic compositioni quod propter majorem plenarie pacis firmitudinem, utraque *pars* (1) istarum ecclesiarum orationum suarum communicent suffragia, ut hujus interveniente *firmitatis vincule,* nulla inter eos in perpetuum possint *interserere* discidia. Quia vero habundans cautela non nocet ad confirmandam hujus rei veritatem, prefate ecclesie abbatum suorum sigillis hanc cartulam insignire curaverunt.

(1) Pour quelle raison M. Wauters ajoute-t-il ici le mot *pars* ? Peut-être ne comprenait-t-il pas la phrase *utraque istarum ecclesiarum* ?

Texte du cartulaire.	*Texte de M. Wauters.*
Actum est hoc anno Domini .M°. C°. lxxxij°.	Actum est hoc anno Domini I° (pour M°) C° LXXXII° (1).

6. *Bulle d'Innocent IV, du* 25 *juin* 1245. Original aux Archives générales du Royaume. Ce document a été publié, d'après l'original : 1° dans les *Analectes*, XXIV, pp. 36-39 ; et 2° par M. Wauters, dans le *Compte rendu de la Commission royale d'histoire*, 4ᵉ série, VIII, pp. 359 svv. Nous ne donnons que les passages où il y a le plus d'erreurs.

Texte de l'original.	*Texte de M. Wauters.*
Innocentius episcopus seruus seruorum Dei. . . . . . . Religiosam uitam eligentibus apostolicum conuenit adesse presidium, ne forte cuiuslibet temeritatis incursus aut eas a proposito reuocet, aut robur quod absit sacre religionis eneruet.	Innocentius episcopus, servus servorum Dei, ... Religiosam vitam eligentibus apostolicum convenit adesse presidium, ne forte cujuslibet temeritatis incursus aut eas a proposito revocet aut robur, quod absit, *sue* religionis enervet.
. . . .	. . . .
In quibus hec propriis duximus exprimenda uocabulis. Locum ipsum in quo prefatum Monasterium situm est cum omnibus pertinentiis suis. Curiam de Waterloes . de Vroenrode . de Splozberghe . de Lenthouet . de A. et de Obbruxella curias cum pertinentiis earumdem . de Volue, de Bolenbeke, de Alestdenberge, de Mharem, de Thascennir, de Runsberge et de Zameslacht curias cum pertinentiis earumdem. Decimas quas in de Galmarden, de Volinzelle,	In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus pertinenciis suis, curiam de Waterloes, de *Vronrode*, de *Spilostberghe*, de *Lenthouth*, de A et de Obbruxella curias, cum pertinenciis earumdem ; de *Wolue*, de *Bolenbeka*, de *Alstberghe*, de *Marem*, de *Tassenirt*, de *Rinsberghe*, et de *Sameslaght* curias, cum pertinentiis earumdem ; decimas quas in de Galmarden, de *Volensela*,

(1) On ne comprend pas ce que veut M. Wauters, en imprimant I° au lieu de M°, comme le cartulaire porte très clairement, et en ajoutant entre parenthèse : *(pour M°)*.

Texte de l'original.

de Morbeke, de Hackele, de Bersele, de Scarenbeke, de Bolerbeke, de Aloest, de Bourste, in Brania apud Forestam, de Hosterzelle et de Arleeth uillis percipitis . . . .
nullus a uobis decimas exigere uel extorquere presumat. Liceat quoque uobis liberas et absolutas personas e seculo fugientes ad conuersionem recipere et eas absque contradictione aliqua retinére. Benedictiones uero monialium, ordinationes capellanorum uestrorum qui ad sacros fuerint ordines promouendi, a diocesano Episcopo sine prauitate aliqua uobis uolumus exhiberi. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus, ut eorum deuotioni et extreme uoluntati qui se illic sepeliri deliberauerint, nisi forte excommunicati uel interdicti sint aut etiam publice usurarii, nullus obsistat. Salua tamen iustitia illarum ecclesiarum a quibus mortuorum corpora assumuntur . . . . .
Preterea cum commune interdictum terre fuerit, liceat uobis, clausis ianuis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, dummodo causam non dederitis interdicto, sup-

Texte de M. Wauters.

de *Morbeka*, de *Ucle*, de Bersele, de *Scarenbeka*, de *Bolebeka*, de Aloest, de *Borsta*, in Brania, apud Forestum (1), de *Osterzele* et de *Anderlecht* villis percipitis. . . . .
nullus a vobis decimas exigere *et* extorquere presumat. Liceat quoque vobis liberas et absolutas personas *a* seculo fugientes ad *conversationem* recipere et eas absque contradictione aliqua retinere. Benedictiones vero monialium, ordinationes capellanorum vestrorum qui ad sacros ordines fuerint promovendi, a dyocesano episcopo sine *paternitate* aliqua vobis volumus exhiberi. Sepulturam quoque ipsius loci liberam esse decernimus, ut eorum devotioni et extreme voluntati, qui se illic sepeliri deliberaverint, nisi forte excommunicati et interdicti sint aut et *pupplice* usurarii, nullus obsistat, salva tamen *illarum ecclesiarum justicia* (2), a quibus mortuorum corpora assumuntur . . . . .
Preterea cum commune interdictum terre fuerit, liceat vobis, clausis januis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, dummodo *tamen* non dederitis interdicto *causam*, sup

(1) M. Wauters imprime : *in Brania, apud Forestum,* comme s'il s'agissait de deux localités, tandis que la bulle donne *in Brania apud Forestam.*

(2) Ici, comme encore plus loin, M. Wauters intervertit arbitrairement l'ordre des mots de l'original.

Texte de l'original.

pressa uoce diuina officia celebrare. Libertates quoque et immunitates a predecessoribus nostris Romanis Pontificibus Monasterio uestro concessas, nec non libertates et exemptiones secularium exactionum a Regibus et Principibus uel aliis fidelibus rationabiliter uobis indultas auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti priuilegio communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatum Monasterium temere perturbare, aut eius possessiones auferre uel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet uexationibus fatigare, sed omnia integra conseruentur earum pro quarum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura. Salua sedis apostolice auctoritate et diocesani Episcopi canonica iustitia, et in predictis decimis moderatione concilii generalis. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisue persona hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere uenire temptauerit, secundo tertioue commonita, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat dignitate, reamque se diuino iudicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini Redemptoris nostri Jhesu Christi aliena fiat, atque in

Texte de M. Wauters.

pressa voce divina officia celebrare. Libertates quoque et immunitates a predecessoribus nostris, *Romanorum* pontificibus, monasterio vestro concessas, nec non *et* libertates et exemptiones secularium exactionum a regibus, [*et*] principibus vel aliis fidelibus rationabiliter vobis indultas, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti privilegio communimus. Decernimus *igitur* ut nulli omnino hominum liceat prefatum monasterium temere perturbare aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere [*minuere*] seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra *conservantur* earum pro quarum gubernatione ac sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva *tamen apostolica* auctoritate et dyocesani episcopi *justitia canonica* et in predictis decimis moderatione concilii generalis. Si *quis igitur ecclesiastica secularisve persona in futurum* hanc nostre constitutionis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove *veniente*, nisi reatum suum congrua satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui careat dignitate, *reumque* se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat et a sacratissimo corpore et sanguine Dei et Domini Redemptoris nostri JhesuChristi aliena fiat, [*atque*] in

Texte de l'original.	*Texte de M. Wauters.*
extremo examine districte subiaceat ultioni. Cunctis autem eidem loco sua iura servantibus sit pax domini nostri Jhesu Christi . quatinus et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum iudicem premia eterne pacis inueniant. Amen. Amen.	extremo examine districte subjaceat ulcioni. Cunctis autem eidem loco sua jura *servientibus* sit pax domini nostri Jhesu Christi [*quatinus*] et hic fructum bone actionis percipiant et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen. Amen.

M. Wauters omet toute la partie de la bulle que nous imprimons ici à pleines lignes. Elle n'est cependant pas la moins importante du document.

(*Rota*) Ego Innocentius catholice ecclesie episcopus subscripsi. (*Monogr.*)

† Ego Oto Portuensis et sancte Rufine episcopus subscripsi.

† Ego Petrus Albanensis episcopus subscripsi.

† Ego Willelmus Sabinensis episcopus subscripsi.

† Ego Petrus tituli sancti Marcelli presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego Willelmus basilice duodecim apostolorum presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego frater Johannes tituli sancti Laurentii in Lucina presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego frater Hugo tituli sancte Sabine presbyter cardinalis subscripsi.

† Ego Octauianus sancte Marie in uia lata diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Petrus sancti Georgii ad uelum aureum diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Johannes sancti Nicolai in carcere tulliano diaconus cardinalis subscripsi.

† Ego Willelmus sancti Eustachii diaconus cardinalis subscripsi.

Dat. Lugduni per manum magistri Marini sancte Romane ecclesie vicecancellarii . vi. kalendas Julii. Incarnationis dominice anno . m°. cc°. xlv°. Indictione . iij^a^. Pontificatus uero domni Innocentii pape quarti anno secundo.	Datum Lugduni, per manum magistri *Martini*, Sancte Romane Ecclesie vicecancellarii, VI kal. julii, incarnationis Dominice [*anno*] M° CC° XLV°, indictione III, pontificatus vero domni Innocentii pape quarti anno secundo. . . . .

Documents relatifs a l'abbaye de Flône, communiqués par M. Évrard, curé de Jehay (1).

CXXXIII.

Simon, abbé de Heylissem, reconnaît que trois journaux de terre arable, situés in valle versus Betborne super semitam que ducit versus Thenas, *appartiennent à Élisabeth Loickini, par suite d'un échange fait avec feu son mari.*

3 mai 1303.

Datum anno Domini m° ccc° tertio, in die inventionis sancte Crucis.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXXXIV.

Louis de Waroux, écuyer, donne à l'abbaye de Flône, un cens de huit sols, arrenté sur une terre à Geer (2).

18 avril 1304.

Lan m. ccc *et quatre, le semedis apres le domenie com chantè Misericordia, a savoir dose jours devens auvrilh al ishue, Lowis de Warues escuiers* cède à l'abbaye de Flône huit sols de cens *gesans sor terre herule en terroir de Geire ki allues est.* Ce transport est fait devant la cour allodiale de Liège, composée de Johans de Pulaine, maire; de Lowis de Ramey, Weris de Lavoir, Henris Draweas, Baduiens de Viseis, Johans Bokehous, Johans del Fontaine, Johans li Polreas

(1) Suite. Voyez *Analectes* XXIII, p. 273.

(2) Ce document est intitulé : *Lettre que Lowis de Warues quittat l'abbeit et le convens dè Flone de owyt souls de cens heritables qu'ils avoit sur terre herule à Geer.* Au bas de l'original est écrit : *W. de Villa per registrum hominum predictorum.*

de Warus. Maître Thiry, archiprêtre, y met le sceau. Jean de Hemmericourt, chanoine de Flône, réprésentait cette abbaye.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXXXV.

Thibaut de Bar, évêque de Liège, rend à l'abbaye de Flône la seigneurie de Geer, dont Arnoul, comte de Looz, s'était injustement emparé.

4 octobre 1304.

Thiebaus par le grace de Deu evesques de Liege a tous cheais qui ces presentes lettres veront et oront salut et savoir veriteit. Cum il fust ensi que hons religiois li abbes delle gliese de Flones, de lordene saint Augustin, pour lui et pour se covent, oist mostreit en deplendant par devant le reverent pere notre predecessoir de bone memoire mon sangnour Adulphe, par le grace de Deu evesque de Liege, seiant en justice en gardin de palais a Liege, et par devant les homes, que nobles hons Arnus coins de Louz par se force les avoit desaisi delle ville de Geire, del justice haute et basse, et de toutes droitures et appartinances qui i afirent, qui movent en fies de levesque de Liege, li dis reverens peres deputat et enstablit por lenseignement des homes certens enquerois, a savoir sont : le doien de Notre Dame de Huy et monseignour Rober de Forcilloules chevalir, pour enqueire des couses desoir dites. Et apres ceu ladit enqueste fait par les dis enquerois deligemment et raportee a nos, apres le deces de notre dit predecessoir, si quil affiert, vint par devant nous seiant en justice en jardin desoir dit, l'an de grace m. ccc. et quatre, le diemenge après le feste sain Remi, le abbes dele dit eglise de Flones et nous requist, par devant nos homes, por lui et pour se covent, que nos feissiens la ditte enqueste overir et raporteir droit et jugement de nos homes, solon lenqueste des chouses desoir dites. Et nous la ditte enqueste chergie de par nous, a notre ameit feiable Johant dit Sureles, citain et eschevin de Liège, commandames a dit Johan quil en raportast sor chen juge-

ment; li ques Johans la dit anqueste overte et luite devant nos homes et eut conseait et deliberation, a nos raportat par jugement et par plaine siute de nous homes, que le dis nobles hons Arnus coins de Looz avoit desaisi labbeit et le covent desoirdit delle ditte ville de Geire, de le justice haute et bausse, et des doitures devant dites, et de cheu fut faite pleine siute, et fut mis en le warde et en le retenance de nos hommes. Si fut le dis jugement rendus solon lenqueste desoirditte et tantoist, apres cheu, a notre somonce, fut raporteit par jugement et por seute des homes que nous avins les dis religiois a resaisier des devant dis biens, et eais a warder de force et les en devins faire joier. A ches jugemens furent nos homes, a savoir sont : messires Eustauses Persans, sires de Haneffe, Thierris ses freires, Clarebaus siures d'Auterive, Gerars sieres de Berlois, Willems de Warous, Libers li Polens, Willeames de Hamale, Lambers de Feze, Bertrans de Liers, Warniers de Davelos et Anthones de Fontaines, chevaliers; mes sieres Bauduins d'Autregliese escolaustres et sieres Johans deVillembrengnes, chanoines de Liege; Willeames Cossens et Johans li Moines, maistré borjois; Johans de le Roise, Henris de sain Servais, Fastres Bares del Change, escheviens; et Johans de Novis, borjois de Liege, Gerars de Bovignistier, nos balliers de Hesbain, Louis del Noufville, Willeames Bealfroitpont, Godefrois de Wihongne et Libers Tatar de Hex, eschuiers et plesours autres.

En tesmoignage de la quel choise, nous avons pendut notre saial a ces presentes lettres.

Doneit l'an et le jour desoir dis.

P. DE AWANS.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXXXVI.

Donation faite à l'hospice de Flône d'une propriété sise à Longpré, sous Incourt.

7 février 1305 (nouveau style).

Wilhiames condist Wilhemin de Lompreit et Ysabiaus sa femme

donnent à l'hospice de Flône une court et assize situées à Lompret et relevant de la cour de Saint-Laurent d'*Aoncourt* (Incourt), pour sept deniers de cens annuel. Ils se réservent le revenu leur vie durant. Reniers, doyen de l'église d'Incourt, Renier, chapelain de l'autel de Saint-Jean, Libert, prêtre de « grant messe », Renier, vestit de la paroisse d'Incourt, Thomas, chapelain de l'autel de Saint-Nicolas, Piron, chapelain de l'autel de Sainte-Rainofle (1) en l'église d'Incourt, Jean de Brombais, chapelain de l'autel Notre-Dame de *Rous* (Roux-Miroir), ont appendu leurs sceaux à cette donation, *ell an de grasce mil trois cens et quatre, le dimengne après le Purification notre Dame sainte Marie* (2).

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liége.

CXXXVII.

La cour allodiale de Liège ordonne au bailli du Condros de remettre l'abbaye de Flône en possession de tout ce que Goswins le Marinois lui avait laissé et de tout cè qui lui avait été adjugé par un jugement rendu contre Ywen d'Amas et Ponchelet, son fils (3).

17 février 1307 (nouveau style).

Donnée sous le sceau de Thiry, l'archiprêtre, l'an M. CCC et VI, *le vendredy apres le grant quareimme.*

Cartulaire, fol. 50.

(1) S. Ragenufle, née à Brombais, du Aius et de Aia.

(2) Ce document est intitulé : *Lettre de donation que Wilhame condist Wilhmyns et Ysabeaux sa femme donnent al hospital de Flone leur revenue qui siet à Lompreit le cour etc.*

(3) Ce document est intitulé : *Une pryre des hommes de Cyse-Dieu a bailhir de Condroz pour adjourneir li abbe et li covens de Flone al instanche des allues que Goswins le marinois tenoit.* Voyez ci-dessus, n° CXXV.)

CXXXVIII.

Henri d'Orjo, chanoine de Saint-Lambert, mandataire de l'évêque Thibaut de Bar, fait la visite canonique de l'abbaye de Flône.

8 octobre 1308.

In nomine Domini Amen. Universis presentes litteras visuris Th[eobaldus], Dei gratia Leodiensis episcopus, salutem in Domino sinceram. Sollicitudo curie nostre episcopalis nos inducit, ut monasterium Flonense, tam in temporalibus quam spiritualibus multipliciter desolatum et onere gravium oppressum debitorum, tam in membris quam in capite, curaremus visitare. Unde dictam visitationem venenerabili viro socio nostro, domino Henrico de Orjo, canonico et custodi majoris ecclesie nostre Leodiensis, commisimus pro reformatione ipsius monasterii facienda. In qua dictus Henricus procedens de voluntate etiam et assensu abbatis et conventus ejusdem monasterii, qui in omnibus stare sue ordinationi fide et juramento promiserunt, sic secundum ea que in loco predicto invenit, duxit ordinandum de proborum et antiquorum dicti monasterii consilio.

Quod quilibet canonicus ipsius monasterii emancipatus, ex nunc residens in eodem, regularem vitam sui ordinis sub obedientia sui abbatis ducens, habeat ad triennium annis singulis triginta modios spelte, et quilibet vero de non emancipatis quindecim modios spelte, pro suis victu et vestitu de bonis dicti monasterii, distribuendos et convertendos inter ipsos canonicos in dicto monasterio secundum ipsius visitatoris, vel ejus quem ad hoc duxerit deputandum, et abbatis dicti monasterii dispositionem et ordinationem. Et quod ipsi canonici talibus portionibus propter paupertatem ipsius monasterii et relevamen ejusdem medio tempore sint contenti. Postmodum, considerato valore reddituum et proventuum ecclesiarum et investiturarum ad ipsum monasterium pertinentium, ad opus relevaminis antedicti et in subventionem ejusdem, sic de ipsis fructibus de consilio predicto ordinavit :

quod rectores earum de suis portionibus, quas hactenus percipere consueverunt de suis beneficiis, eidem monasterio reddant et solvant per triennium antedictum ea que secuuntur, videlicet : Domnus Egidius, investitus de Helencines, canonicus dicti monasterii Flonensis, quolibet anno dictorum trium, infra festum beati Andree apostoli, duodecim modios spelte ad mensuram Hoiensem; item domnus Johannes, investitus de Hermalle, modo simili quindecim modios; item domnus Wilhelmus, investitus ecclesie de Drays, decem modios spelte unacum aliis decem modiis, in quibus perpetuo monasterio tenetur; item domnus H., investitus de Enghis, sex modios spelte eodem modo. Item ordinavit quod domnus Bodo, quondam abbas et nunc investitus ecclesie de Anthey, unacum quinquaginta modiis spelte, quos singulis annis debet restituere dicto monasterio et perpetuo, spatio dictorum trium annorum in suo hospitio domno Gerardo de Hodeghe ministraret victum et vestitum in suis expensis, ita quod, si contingeret aliquo casu domnum Gerardum ab eodem domno Bodone recedere de consensu dicti sui abbatis, tenebitur dictus domnus Bodo dicto Gerardo deliberare annis singulis, pro rata temporis quod de dictis tribus annis esset futurum, quadraginta modios spelte pro suis victu et vestitu faciendis persolvere. Item ordinavit quod domnus Philippus, investitus de Borsoit, per dictos tres annos in suis expensis in suo hospitio teneat domnum Jacobum dictum le Peneker in coadjutorem et vicarium in ecclesia sua predicta; et quod eidem ministret suas expensas victuales medio tempore, ita quod, si idem Jacobus ab eodem recederet ante dictum tempus completum de licentia dicti sui abbatis, teneretur quidem Philippus eidem Jacobo deservienti in dicta sua ecclesia assignare competentiam de fructibus dicte sue ecclesie; alioquin indilate rectores antedicti ad suum claustrum sub regulari vita revertantur, ibidemque Domino famulentur. Decrevit quoque, quod domnus Guido, nunc rector ecclesie de Geire, ad suum claustrum revertatur, et quod dictam suam ecclesiam cum universis fructibus, redditibus et obventionibus ejusdem, dispositioni

dicti sui abbatis spatio dictorum trium annorum relinquat; quibus quidem abbati et conventui concedimus, paupertati eorumdem condescendentes, quod fructus ipsius ecclesie ad triennium predictum habeant pacifice, et quod ipsam ecclesiam medio tempore per ydoneum vicarium faciant deserviri.

Qui quidem monasterii (1) fructus ipsius abbatie anni gratie nostre, a sede apostolica nobis concesse pro ultima resignatione abbatis ejusdem, pure propter Deum, propter ejus paupertatem remittimus et quittamus.

Preterea dictus dominus Heinricus in visitatione predicta de domno Liberto de Mele, canonico dicti monasterii, suis culpis exigentibus, sic statuit, quod dictus Libertus apud abbatiam de Malonia se transferat statim post monitionem dicti sui abbatis, a loco predicto non recessurus sine sui abbatis predicti licentia speciali.

Prout omnia et singula dictus visitator nobis fideliter reportavit, cui in premissis fidem adhibemus, et ipsa omnia et singula tamquam rite acta pro utilitate ipsius ecclesie et personarum ejusdem laudamus et approbamus, ac auctoritate nostra pontificali confirmamus.

In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum presens est appensum.

Datum anno .m°. ccc° viii, in vigilia beati Dyonisij.

Cartulaire, fol. 82.

CXXXIX.

L'évêque Thibaut de Bar ordonne à la cour échevinale de Geer d'exécuter la sentence qu'il a portée, le 4 octobre 1304, en faveur de l'abbaye de Flône (2).

1 juillet 1310.

Doneit a Liege lan de grausse m. ccc. et diz, le merquedi apres le fieste saint Pire et saint Paul.

Cartulaire, fol. 39.

(1) Lisez : *Cui quidem monasterio.*

(2) Ce document est intitulé : *Commandement des esquevins de Lige aux esquevins de Geer.*

CXL.

Le pape Clément V charge le prévôt de Saint-Martin, à Liège, de juger une contestation survenue entre l'archevêque de Cologne et le monastère de Flône.

10 décembre 1311.

CLEMENS, episcopus, servus servorum Dei dilecto filio .. preposito ecclesie sancti Martini Leodiensis salutem et apostolicam benedictionem. Sua nobis abbas et conventus monasterii Flonensis, ordinis sancti Augustini, Leodiensis diocesis, petitione monstrarunt, quod, cum venerabilis frater noster archiepiscopus Coloniensis, loci metropolitanus, asserens, quod nos ei duxeramus per nostras sub certa forma litteras indulgendum, ut in singulis monasteriis monachorum et monialium in sua provincia consistentibus singulas personas ydoneas possit recipi facere in monachos vel moniales, et sincera in domino caritate tractari, ac regularem eis habitum juxta ipsorum monasteriorum statuta et consuetudines exhiberi, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo, hujusmodi indulti pretextu eosdem abbatem et conventum moneri fecisset, ut Libertum, filium Walteri de Hutem, clericum dicte diocesis, infra certum terminum in canonicum dicti monasterii, quod existit de provincia supradicta, reciperent et in fratrem et sincera in domino caritate tractarent, sibique regularem habitum exhiberent, alioquin in abbatem excommunicationis et conventum predictos interdicti sententias proferebat; iidem abbas et conventus, cum ipsius archiepiscopi, propter nimiam loci distantiam, adire presentiam non valerent, coram quo, si copiam habere potuissent ipsius, parati erant proponere et probare quod, cum in dicto monasterio ab antiquo fuerunt et fuissent, et nunc existerent et existant canonici regulares et non monachi, ac hujusmodi indultum se dumtaxat extenderet ad monasteria monachorum et monialium predictorum, prout ex ipsius tenore liquido apparebat; propter quod idem archiepiscopus hujusmodi indulti pretextu, in quo de

monasteriis canonicorum regularium nulla mentio habebatur, ad monitionem hujusmodi de jure non poterat processisse, protestatione super hoc coram probis viris facta, videlicet quod ipsius archiepiscopi ob causam premissam habere copiam non valebant, et causa appellationis expressa, videlicet quod ad mandatum hujusmodi taliter processerat contra eos, a mandato hujusmodi infra dictum terminum et tempus a jure statutum ad sedem apostolicam appellarunt; ac idem archiepiscopus, hujusmodi appellatione contempta, abbatem excommunicatum et conventum predictos interdictos fecit publice nuntiari. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta mandamus, quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, et auditis hinc inde propositis, quod justum fuerit, appellatione remota, decernas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari.

Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia odio vel timore subtraxerint, per censuram ecclesiasticam, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere.

Datum Vienne, iiij idus decembris, pontificatus nostri anno septimo.

Original sur parchemin, muni de la bulle en plomb attachée par une corde de chanvre.

CXLI.

Le chapitre de la cathédrale de Saint-Lambert ratifie l'arrangement intervenu entre l'abbaye de Flône et un jeune sujet sorti du monastère (1).

21 juillet 1314.

Universis presens hoc publicum instrumentum inspecturis CAPITULUM MAJORIS ECCLESIE LEODIENSIS salutem in Domino cum notitia veritatis. Noverit universitas vestra per hoc publicum

(1) Ce document est intitulé dans le cartulaire : *Littera Stassardi de Seraing, canonici regularis hujus ecclesie infra annos pubertatis, qui renuntiavit a prebenda antequam habuit annos pubertatis, et quittavit ecclesiam de omni jure quod habuit occasione dicte prebende, obligans super hoc omnia sua bona, prout intus narratur.*

instrumentum quod anno nativitatis Domini m°. ccc°. quarto decimo, indictione xii^a, mensis julii die xxi, in presentia dilecti nostri Johannis Conradi, clerici, publici et curie Leodiensis notarii, ad hoc deputati per commissionem sibi directam, necnon testium subscriptorum ac specialiter vocatorum et rogatorum propter hoc personaliter constitutis religioso viro Johanne Surlet, canonico regulari et preposito monasterii Flonensis, nomine sui dicti monasterii ac pro suo abbate et conventu, ex una parte, et Stassardo dicto de Seraigne, ex altera; dicti Johannes et Stassardus spontanei recognoverunt, quod olim dictus Stassardus, cum esset impuber, utpote duodecim annorum, ipse ingressus fuerit dictum monasterium, receptus ab abbate et conventu predictis, ut loco et tempore efficeretur ibidem canonicus regularis; sed antequam decimum quartum etatis sue annum attingeret vel compleret, exivit pluries, ipsum monasterium premonens, penitens de ingressu et nolens in eodem monasterio tanquam canonicus de cetero remanere. Et quod, licet per minas amicorum suorum aliorumque ad dictum monasterium fuerit reductus invitus infra dictos annos et post, semper tamen contradixit et cum oportunitate hinc sepe aufugit a monasterio predicto, recusans esse canonicus regularis ipsius, nec umquam consentiit, quod esset canonicus ibidem, priusquam ad annos discretionis pervenit, nec adhuc consentit; et si aliquod jus haberet contra dictos religiosos ad canonicatum vel prebendam seu fraternitatem ecclesie ejusdem petendum, ipse spontaneus renuntiavit eidem, et jurans super sacro-sancta evangelia ab eo tacta corporaliter et promittens sub pena excommunicationis, quod dictos religiosos vel ipsam ecclesiam in personis vel rebus in perpetuum non impetet nec vexabit quoquo modo, per se vel per alium, de jure vel de facto ecclesie [ratione ?] premissorum, clam vel palam; sed erit bonus et fidelis promotor ipsorum, ubicumque poterit, obligans ex habundantia dictus Stassardus dicto monasterio pro premissis omnia bona sua presentia et futura.

Actum Leodii anno, indictione, die et mense predictis,

presentibus ibidem magistro Francone officiali leodiensi, Petro dicto Pierechon et Egidio dicto Gillechon, clericis dicti magistri Franconis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

In cujus rei testimonium ad reportationem dicti notarii, cui fidem adhibemus et cujus formam approbamus in hac parte, huic puncto instrumento sigillum ecclesie nostre ad causas duximus apponendum. Datum die et anno predictis.

Suit la commission donnée au notaire Jean Conradi par le chapitre de Saint-Lambert, le 21 *juillet* 1314.

Cartulaire, fol. 70 v°.

CXLII.

Emicho de Spanheim, archidiacre du Brabant, approuve un échange fait par l'abbaye de Flône pour la dotation du recteur et du marlier de l'église paroissiale de Heylissem.

16 juin 1315.

Emicho de Spanehem Leodiensis archdiaconus confirmat « permutationem, quam abbas et conventus monasterii Flonensis et dominus Gerardus de Hodeges, canonicus regularis dicti monasterii, mamburnus ac defensor ecclesie parochialis de Helechineal, facere intendebant, videlicet de quadraginta et uno modiis cum dimidio nudi grani dicti *wessen*, mensure Thenensis, et de centum gelimis straminum partim yvernagii et partim avene seu ordei, ac uno modio dicti bladi ad opus matricularii; qui recipi consueverant annuatim ad opus rectoris ecclesie de Helechineal in grangia ipsorum religiosorum sita apud Helenchines, cum obsonio et cathedratico dicte parochialis ecclesie, gratiis, subventionibus, visitationibus, procurationibus et aliis juribus; que jura nobis et successoribus a dicto investito persolvi debebunt ad viginti bonuaria terre ipsorum religiosorum, jacentia in territorio dicte ville, et tria jornalia vel circiter prati jacentia ibidem in loco dicto a Hametea, decimam tamen ipsarum terrarum et prati ad ipsos religiosos spectantem sibi retinentes.

« Dicta vero viginti bonuaria et pratum sita sunt in locis inferius declaratis : Primo dictum pratum situm est in loco dicto Hameteal; item tria bonuaria cum dimidio vel circiter sita sunt in dicto territorio in una petia in loco dicto *a Marlieres de Kinimont.* Item sex bonuaria vel circitir in eodem territorio in loco dicto de Chapevaaz, in magna petia inter terras monachorum de Helenchines, ex una parte, et terram Johannis et Henrici fratrum de Angulo, ex altera. Item bonarium unum vel circiter in loco dicto de Pichedalle. Item unum bonarium vel circiter in loco dicto de Bonenbergh inter terras dictorum monachorum hinc inde. Item octo virgate magne vel circiter juxta viam de Nodeweis, inter terram Johannis Welkoit, ex una parte, et terram Evrardi, ex altera. Item dimidium bonarium vel circiter in duabus petiis contiguis inter terram dictorum monachorum, ex una parte, et terram Colemanni, ex altera. Item dimidium bonarium vel circiter in via de Chapendalle, inter terram Aelidis relicte Robeken, ex una parte, et terram monachorum predictorum, ex altera. Item duodecim virgate magne vel circiter juxta spinam in semita de Chapendalle et de Helenchineal inter terram Egidii de Wechis, ex una parte, et terram Wilhelmi dicti Haien, ex altera. Item quatuor virgate magne vel circiter ibidem juxta terras Reneri candelatoris. Item ibidem tria jornalia vel circiter juxta locum dictum Skembergh; item unum bonarium vel circiter retro dictam villam Helenchineal juxta terras dictorum monachorum hinc inde. Item tres virgate magne vel circiter juxta paludem de Pypotem. Item ibidem in Monte unum jornale vel circiter. Item ibidem dimidium bonuarium vel circiter juxta terram dicti Reneri candelatoris. Item octo virgate magne vel circiter juxta terram Wilhelmi dicti Haien. Residuum vero dictorum viginti bonuariorum terre arabilis situm est in magna petia terre dictorum abbatis et conventus de Flones, sita ibidem versus villam de Gochoncur. »

« In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum curie nostre duximus appendendum. Datum anno Domini m°. ccc°. quinto decimo, feria secunda post festum Sacramenti. »

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXLIII.

Robert de Plailliaco, archidiacre de Senlis, en lieu et place de l'évêque de Senlis, conservateur des biens et privilèges des maîtres et écoliers de Paris, approuve la sentence arbitrale que le chevalier Henri de Hermalle avait prononcée, et par laquelle l'abbé de Flône avait été condamné à payer une certaine somme à Jean de Cephas, clericus scolaris Parisiensis.

24 septembre 1319.

Datum anno Domini m° ccc° decimo nono, die lune post festum beati Mathei apostoli et evangeliste.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXLIV.

L'église de Neerheylissem est érigée en vicairie perpétuelle de l'abbaye de Flône.

5 mars 1324 (nouveau style).

Universis presentes litteras inspecturis Emicho de Spanhem, archidiaconus Leodiensis, veritatis notitiam cum salute. Noveritis quod, cum per diligentem inquisitionem auctoritate nostra super hoc rite factam invenerimus, quod parochialis ecclesia de Helecinis inferiori, nostri archidiaconatus, fuit ab antiquo cum fructibus, redditibus et proventibus ipsius ecclesie, monasterio de Flones, Leodiensis diocesis, ordinis sancti Augustini, incorporata et annexa, et pro incorporata habita communiter et annexa, pronuntiamus per hanc nostram sententiam diffinitivam dictam ecclesiam esse deinceps et in perpetuum manere debere ipsi monasterio incorporatam et annexam, et pro annexa et incorporata dicto monasterio cum omnibus suis fructibus, redditibus et proventibus universis habendam, ita quod de cetero dicte ecclesie deserviatur per vicarium idoneum et perpetuum, nobis nostrisque successoribus archidiaconis dicti loci ab abbate predicti monasterii

Flonensis, rectore seu investito dicte ecclesie de Helecines, processu temporis presentandum, et ibidem instituendum a nobis et nostris successoribus, ut est dictum. Cui vicario taxamus pro sua portione anniversaria, vicariis annalibus dicte ecclesie consueta ante hec tempora assignari, et alia anniversaria in posterum eidem ecclesie a quibuscumque personis leganda vel dimittenda; insuper et oblationes, obventiones et accidentia, quocumque nomine censeantur, que ad ipsam ecclesiam pervenient in futurum; nec non domum seu mansionem ibidem sitam in atrio dicte ecclesie cum orto seu curte dicte domui adjacente; et etiam septem bonuaria terre arabilis assignanda eidem vicario competenter a dictis abbate et conventu in et de terris jacentibus et pertinentibus ad ipsos abbatem et conventum, ratione ecclesie memorate, jure decimali in dictis septem bonuariis terre ipsis abbati et conventui retento; ita quod dicti abbas et conventus solvere tenebuntur cathedraticum et obsonium, vicarius autem alia onera episcopalia et archidiaconalia supportabit.

In quorum testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo tertio, sabbato post dominicam *Reminiscere*.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXLV.

Thomas, chapelain de Chantemerle, est nommé chapelain de la Neuville-en-Condros.

10 juin 1325.

Nicolas, curé de Hermalle, a présenté Thomas, chapelain de Chantemerle, à la chapellenie de Notre-Dame à la Neuville-en-Condros. Jean, chapelain de l'église de Saint-Nicolas à Clermont, informe H. de Culento, archidiacre du Condros, que les publications canoniques ont été faites en l'église de Hermalle.

Datum anno Domini m°. ccc°. xxv°, feria secunda post Sacramenti.

Cartulaire, fol. 23.

CXLVI.

Lambert de Vingnis fait l'acquisition d'une court, curtis, *à Yernawe.*

13 novembre 1326.

Devant la cour de Saint-Georges en Hesbaye, Rasses, chevalier, sires de Warfusée, de Heiripont et de Waroux, transporte à « Lambier con dist de Vignis le court et manoir qui fut jadis Lowis de Ernauz, et le court con dist alle Colenbier pour douze muids et demi d'epautre ». Le dit Lambier rachète quatre de ces muids avec cinquante-six livres de tournois; il paiera dix-sept setiers à Michel de Saint-Georges et à dame Agnès, fille de feu Jehan Jeheit de Saint-Georges, douze setiers au Val-Notre-Dame, et les quatre muids sept setiers restants au dit chevalier Rase de Warfusée, sa vie durant; après son décès, il les paiera à sa fille Katheline, religieuse à la Paix-Dieu.

Fait l'an del incarnation milh trois cens et vinte sies, le jour del dicasse sain Geore, trase jours en novembre.

Chirographe sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXLVII.

L'évêque de Liège déclare que les habitants de Geer sont exempts de taille et de prestation de bétail.

7 juin 1328.

Nous Adulf, par le grasse de Dieu eveske de Lige, mandons et commandons si comme que nos poons a vos tous nos baillius, maieurs, serjans et autre sugis, ke vos ne facies

tailhe ne crenee de beistes, ne dautre chose sur le ville de Geire, ki est hommes religieux labbeit et le convent de Flone, et ne meneis les hommes del ditte ville fuers des anciens usages ; ains les laissies demor paisiulement si comme il ont esteit as tens de nos devantrans.

Doney a Huy, l'an de grasse m. ccc. xxviij, vij^e jour en jung.

Cartulaire, fol. 38.

CXLVIII.

Sentence arbitrale prononcée par les échevins de Louvain, au sujet de deux propriétés à Neerheylissem.

15 juillet 1329.

Sentence arbitrale prononcée par Raoul Corsebold, Louis uytten Lieminghen, Raoul de Redinghen et Jean de Calstris, échevins de Louvain, par rapport à la propriété d'une pièce de terre sise près de Wincborne, et d'une autre sise au lieu dit Zijp, en la paroisse de Heylissem ; la terre de Wincborne appartiendra au seigneur de Gossoncourt, et la terre de Zyp appartiendra au dit seigneur pour une moitié et à l'abbé de Flône pour l'autre moitié.

Datum anno Domini m° ccc° vicesimo nono, quinta decima die julii.

Cartulaire fol. 30 v°.

CXLIX.

Parchevallus de Carreto, archidiacre de la Hesbaye, déclare que le patronage de la chapelle du Saint-Sauveur-du-Mont, à Pitet, appartient à l'abbé de Flône.

3 mai 1330.

Le bénéfice du Saint-Sauveur, à Pitet, vacant par la mort ou la résignation de Jean le Trenchant, dernier recteur, fut conféré par Henri, abbé de Flône, à Gilles de Lardier, fils du chevalier Jean de Lardier. Rigauld, écuyer, seigneur de

Fallais, prétendant au droit de patronage, s'opposa au choix de l'abbé de Flône et présenta Godefroid d'Asseche, prêtre, fils de Walter d'Asseche. Les deux candidats plaidèrent leur cause devant l'archidiacre, qui reconnut le droit de patronage de l'abbé de Flône, approuva la présentation de Gilles de Lardier, et ordonna son installation après l'examen de capacité.

Datum anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo, feria quarta post *Misericordia Domini.*

Original sur parchemin; sceau enlevé.

CL.

Parchevallus de Carreto, archidiacre, ordonne au curé de Saint-Jean, à Warnant, d'installer Gilles de Lardier comme recteur de la chapelle du Saint-Sauveur, à Pitet.

6 juin 1331.

Datum anno Domini millesimo tricentesimo xxx. primo, feria quinta post Sacramenti, mensis junii die sexta.

Original sur parchemin.

CLI.

Le curé de Saint-Jean, à Warnant, informe l'archidiacre qu'il a installé Gilles de Lardier comme recteur de la chapelle de Pitet.

20 juin 1331.

Datum sub sigillo meo anno Domini millesimo ccc. xxxi, feria quinta ante Nativitatem beati Johannis Baptiste.

Original sur parchemin; sceau enlevé.

CLII.

Déclaration d'Arnold, voué de Hesbaye, concernant un bonnier de terre féodale, appartenant à la cure d'Engis.

4 décembre 1331.

Arnould, chevalier, voué de Hesbaye, seigneur de Lumay, de Chaumont et de Hermalle, déclare que tout chanoine de Flône, curé d'Engis, possède à Engis un bonnier de terre féodale, relevant de la juridiction du dit seigneur, « gisant en terroir de Engis et qui tient maintenant Libart dEngis a ahan. »

Fait l'an de grauce milhe trois cens trente et unc, le jour fieste notre dame sainte Barbe.

Cartulaire, fol. 73.

CLIII.

Acquisition d'une maison située à Huy.

20 juillet 1332.

Hugues de Haneffe, sire de Champ, écuyer, opère en faveur de l'abbaye de Flône le transport d'une maison située « en la petite ville de Huy, joignant la maison et brasserie Henri d'Annevin, et la ruelle de Manxhoie, desous le maison Maleplume, devant le cour de Bastien de Lamalle, enteilhour de dras, marit Johanne, filh Johan jadit de Muxhal, bourgeois de Huy; Johans dis Hannekines li normans, Domitien d'Andenalle et Jamothon des Beiestes », composaient la cour. Michel, chanoine et prévôt de Flône, représentait l'abbaye.

Faites et doneies vint jours en mois de fenals al entrie, lan mil trois cens trente et dois.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLIV.

Henri, abbé de Flône, fait un échange avec Hugues de Haneffe, seigneur de Champ.

13 août 1332.

Hugues obtient la *manson et le court* que feu sires Johan Surlet, chanoine de Flône et curé de Borsu, avait acquis à Borsu et quarante-cinq bonniers de terre gisant en terroir de Borsu (Boisoit), Fonteney (Fontenoi) et Odet (Odain), dont une partie est franc-alleu, une partie meut de la cour d'Odet, et une partie de la cour de Fonteney. Ces héritages étaient échus à l'abbaye par la succession dudit Johan Surlet. L'abbé acquiert la maison que Hugues de Haneffe possédait à Huy « en Manhoie sour Muze deleis le maison Henri Danboy le brasseur », et qu'il avait héritée de son père, Eustache Persant. L'abbaye est dégrevée de la pension viagère de cinquante muids d'épeautre, qu'elle devait audit Hugues; elle lui paie cent livres tournois, en amendement de cet échange.

L'an de grace traze cens et trente dois, le trazieme jour del mois daouste.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLV.

Adolphe, évêque de Liège, approuve cet échange.

14 août 1332.

Donné à Liège, l'an de grace treize cens trente dois, quatorze jour dedens aoust.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLVI.

Le chapitre de Saint-Lambert, à Liège, donne un vidimus *de ces documents.*

31 janvier 1333 (nouveau style).

.. Datum anno Domini m°. ccc°. xxx°. ii°, ultima die mensis januarii.

Vidimus sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLVII.

Barthélemi de Calamandrana, archidiacre du Brabant, décide que deux bénéfices de l'église paroissiale de Neerheylissem, qui étaient à collation annuelle, seront à l'avenir conférés à vie.

20 décembre 1333.

Universis presentes litteras inspecturis Bartholomeus De Calamandrana (1), Dei gratia archidiaconus Leodiensis, salutem in Domino cum notitia veritatis. Noverint universi et singuli quod ad sedandam questionis materiam, que plerumque oriebatur inter nos, ex una parte, et religiosum virum abbatem monasterii Flonensis, ex altera, super admittendo per nos annaliter presbitero, qui nobis de anno in annum consueverat a dicto abbate presentari ad officiandum duo altaria annalia, videlicet altare sancte Marie et altare sancti Nicholai consistentia in ecclesia parochiali de Helechines, de consensu domni Henrici, dicti monasterii abbatis, sic duximus ordinandum, videlicet :

Quod deinceps dicta duo altaria sint perpetua et ab invicem dependentia, ac unicum habeant rectorem perpetuum, nobis et successoribus nostris a dicto abbate et successoribus suis

(1) Cet archidiacre du Brabant n'était pas connu ; il a, sans doute, succédé à Émichon de Spanheim. Voyez de Theux, *Chapitre de Saint-Lambert,* II, p. 79.

ex nunc, et quotiens illa ipsa duo altaria vacare contigerit, presentandum, et ad ipsius abbatis et suorum successorum, qui erunt pro tempore, presentationem per nos et successores nostros admittendum et in illis instituendum. Et cum presbyter annalis, per quem antea consueverat in dictis duobus altaribus deserviri, non perciperet ab abbate dicti monasterii nomine stipendii nisi duntaxat portionem decem modiorum nudi grani mensure de Helechines, ordinamus quod dicta duo altaria preter unum modium nudi grani annuum, quod illa duo altaria habere dicuntur pro anniversariis, deinceps habeant pro dote sua redditum annuum tredecim modiorum nudi grani, mensure predicte, eisdem altaribus a dicto domno Henrico, abbate, in locis subscriptis assignatos, videlicet : Ad et supra molendinum de Fays apud Ancourt septem modios multure nudi grani; item ad et supra unum bonuarium terre jacens supra viam de Racour duos modios cum dimidio nudi grani; item ad et supra unum aliud bonuarium terre situm apud Helechines, in loco qui dicitur Elsborne, duos modios nudi grani; item unum modium hereditarium nudi grani, quod olim legavit dicto monasterio quondam domnus Johannes dictus de Hammeteal, presbyter, apud Hammeteal, mensure predicte; item ad et supra curtem de Crimont quinque sextaria nudi grani, mensure predicte.

Et hac siquidem portione rector perpetuus dictorum altarium, quicumque fuerit pro tempore, contentus esse debebit, nullum ad abbatem dicti monasterii vel ejusdem abbatis et sui monasterii bona recursum in posterum habiturus.

In cujus rei testimonium presentes litteras duximus appensione sigilli nostri roborari.

Nos etiam Henricus, abbas predictus, in signum nostri consensus sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Superscriptionem *nostris* approbamus.

Datum anno Domini m°. ccc°. xxx°. iii°, in vigilia beati Thome, apostoli.

Original sur parchemin, muni du sceau de l'abbé de Flône, aux archives de l'État, à Liège.

CLVIII.

Détail de la dotation des autels de Notre-Dame et de Saint-Nicolas en l'église de Neerheylissem.

3 mars 1335.

La charte précédente, du 20 décembre 1333, est reproduite jusqu'aux mots : « a dicto domino Henrico, abbate in locis subscriptis assignatum »; *puis on continue :* Quatuor scilicet modios nudi grani cum duobus sextariis ad et supra terras arabiles, quas olim dicto monasterio legavit quondam Johannes, villicus de Linsmeal, jacentes in pluribus petiis in territoriis de Libretenges et Linsmeal; quarum una, continens unum jornale cum dimidio, sita est in duabus petiis, et alia, continens unum jornale cum dimidio, sita est in loco, quod dicitur *alle piere*, inter villas de Linsmeal et de Hamteal; item alia petia, continens unum bonuarium terre terciate, sita est in loco, qui dicitur *a suor*; item in eadem cultura sita est una petia continens quatuordecim virgatas terre terciate, sita est supra Montem de Pelenes; item una, continens tria jornalia terre terciate, sita est in cultura de Dalles prope manerium domicelle Ermetrudis, juxta terram Nicholai de Fraine; item una petia, continens unum jornale cum dimidio terre terciate, sita est juxta terram Hugardi de Linsmeal et terram mense sancti Spiritus Thenensis; item alia petia, continens duas virgatas terre terciate, sita est supra viam de Geldonia, juxta terram Nicholai de Fraine; item viginti septem dosinos nudi grani valentes tredecim sextaria cum dimidio dicte mensure, ad et supra tria bonuaria terre terciate ad dictos religiosos pertinentis site in parochia de Helechines apud Nodues, juxta domum de Golar; item novem dosinos dicte mensure, valentes quatuor sextaria cum dimidio nudi grani, ad et supra duodecim virgatas terre terciate site in dicta parochia versus locum qui dicitur Chapeval; item sedecim sextaria dicte mensure ad et supra duo bonuaria terre terciate site in eadem parochia, inter Racourt et Odenort, in loco qui dicitur Udekemput; item

duos modios nudi grani, dicte mensure, ad et supra domum de Crimont, ad dictos religiosos in villa de Helechines pertinentem, quos olim dicto monasterio legavit quondam dictus Godefridus de Odenort; et possunt et debent fratres dicti domini Godefridi hujusmodi duos modios alibi quam supra dictam domum competenter assignare; et, si non assignent, tunc dicta domus pro illis remanet obligata; item modium nudi grani, predicte mensure, quem olim dicto monasterio legavit quondam dictus Johannes de Hameteal, presbyter, supra bona et sufficientem hereditatem consistentem apud Hamteal.

Et hac siquidem portione predictus rector et sui successores dictorum altarium rectores perpetuis temporibus debebunt esse contenti, nullum super hujusmodi portione augmentanda vel immutanda adversus dominum abbatem, vel suos successores dicti monasterii abbates, aut ejus conventum sive suum monasterium, regressum quomodolibet habere etc.

Datum anno m°. ccc°. trecesimo quinto, tertia die mensis martii, videlicet feria sexta post Cineres.

Original sur parchemin.

CLIX.

Adolphe, évêque de Liège, et Henri, abbé de Flône, règlent la collation et fixent la dotation de la chapelle de Nederheim.

19 septembre 1335.

Universis presentes litteras inspecturis Adulphus, Dei gratia episcopus Leodiensis, et Henricus, Dei patientia abbas, totusque conventus monasterii Flonensis, ordinis sancti Augustini, Leodiensis diocesis, salutem in Domino sempiternam cum notitia veritatis. Orta materia questionis inter nos abbatem et conventum, ex una parte, et Conrardum de Wincrode, nunc rectorem capelle sancti Nicholai de Nedrehem, ad collationem nostram, scilicet abbatis et conventus,

spectantem, ex altera, super eo quod dictus Conrardus proponebat et dicebat, quod dicta capella tanto tempore vacaverat, quod ipsius capelle collatio erat ad nos episcopum juxta statuta Lateranensis concilii legitime devoluta, et quod propter hoc nos episcopus jure ad nos in hac parte devoluto dictam capellam dicto Conrardo canonice contuleramus, sibique provideramus de illa, ac ipsum induci feceramus in ipsius capelle possessionem corporalem; nobis abbate et conventu in contrarium asserentibus et dicentibus, quod dicta capella non vacaverat nec vacabat, sed potius rectorem habebat alias a nobis abbate in dicta capella canonice institutum, domnum scilicet Gerardum de Hodegia, nostrum concanonicum, et quod in dicta capella non consueverant institui nisi duntaxat persone regulares monasterii nostri predicti; quodque propter hoc dicta capella eidem Conrardo erat per nos episcopum minus rationabiliter et de facto collata, et quod non solum idem Conrardus ex collatione hujusmodi fructibus, redditibus et proventibus ad eandem capellaniam spectantibus, non erat contentus, verum etiam fructus, redditus et proventus quam plures nostri monasterii quasi ad dictam capellam pertinentes sibi vendicabat, nos episcopus predictus, ad sedandam hujusmodi discordie seu questionis materiam, et ut appareret qui seu quales ac quanti redditus annui ad ipsam capellam pertinebant ac pertinere deberent, de consensu dictarum partium inquiri fecimus per certos nostros commissarios, ad hoc per nos specialiter deputatos, super premissis diligentius veritatem. Qua inquisitione nobis reportata et de consensu dictarum partium publicata, visisque per nos et a nobis plenius discussis contentis in eadem, et consideratis considerandis, invenimus dictam capellaniam ad collationem seu provisionem dictorum abbatis et conventus spectantem tanto tempore vacavisse quod ipsius capellanie collatio erat ad nos episcopum juxta statuta dicti concilii devoluta. Quapropter de jurisperitorum consilio, partibus ipsis seu earum procuratoribus procuratorio nomine presentibus declaravimus atque declaramus collationem de predicta capellania

a nobis episcopo, ex dicto jure ad nos devoluto factam, manere debere ratam, et capellaniam eamdem pro dote sua seu pro portione rectoris ejusdem, qui est et erit pro tempore perpetuis et futuris temporibus de et in bonis, redditibus et proventibus de Nedrehem et villis circumjacentibus ad dictum monasterium Flonense spectantibus, habere debere annuatim xxx[a] duntaxat modios spelte, bone et pagabilis annui et perpetui redditus, ipsi capelle seu rectori ejusdem per dictos abbatem et conventum ex nunc sufficienter assignandos, et per ipsum rectorem de cetero levandos et percipiendos. Quos, prout sequitur, nos abbas et conventus assignamus ad terras nostras infra scriptas, videlicet :

Ad sedecim virgatas magnas terre arabilis jacentes in loco qui dicitur *Nindendale*, juxta terram abbatis sancti Laurentii, ex una parte; item ad viginti virgatas magnas jacentes ad molendinem supra viam asinorum, que vadit de Elst (1) versus Glons, juxta terram dominorum sancti Petri, ex una parte, et, ex altera parte, heredum Walteri dicti Copenase; item ad decem virgatas magnas jacentes supra viam que vadit de Elst versus Brust (2), juxta terram Flonensem, ex una parte, et ex altera parte, juxta terram dominorum sancti Johannis; item ad sex virgatas magnas jacentes infra montem Vurebruc juxta hendum Clerici; item ad viginti octo virgatas magnas jacentes, juxta Vure prope parvam silvam Nicholay, juxta terram domicelle de Lithenbergh, ex una parte, jungentem ad unum montem situm in loco qui dicitur *ale blanke piere*, supra viam de Meire (3); item ad triginta quatuor virgatas magnas supra montem inter ecclesiam de Glons et Elst; item ad quinque virgatas magnas supra viam de Brust et viam de Meire; item ad viginti virgatas magnas supra viam predictam de Meire; item ad septem virgatas magnas prope tumbam prope terram monachorum; item ad sex virgatas magnas prope viam molendini, juxta terram Mathie de Elst; item ad viginti duas virgatas magnas et quatuor parvas

(1) Elst, hameau de Millen.
(2) Brus, hameau de Glons.
(3) Mheer, dépendance de Falle Mheer.

jacentes in loco qui dicitur Fons de Glons, juxta terram domini de Duras, ex una parte; item ad septem virgatas magnas et sedecim parvas supra viam fontis Amelii, juxta terram monialium Vallis beate Marie prope Hoium jacentes ex utraque parte; item ad decem et septem virgatas magnas juxta *Papeil spine* supra viam Leodii et viam molendini, que jacet in territorio de Nedrehem; item ad quindecim virgatas magnas supra viam que vadit de Wihongne apud Othey; item ad novem virgatas magnas supra viam que vadit de Wihogne apud Glons, juxta terram Egidii dicti Wihot, ex una parte, et terram ecclesie sancte Crucis, ex altera, jacentes in territorio de Wihongne; item ad quindecim virgatas magnas juxta terram Johannis de Brust et terram Stassardi, filii le Maweire, jacentes in territorio de Glons et de Brust; item ad tria sextaria spelte hereditaria, que debent nobis Wiricus Mathe de Melin et sui heredes supra septem virgatas magnas cum dimidia jacentes apud Melins (1).

Cujusmodi siquidem portione, scilicet triginta modiorum spelte, et assignatione predictus Conrardus, et sui successores post eum dicte capellanie rectores, erunt perpetuis temporibus et esse debebunt contenti, nullum deinceps super hoc vel propter hoc contra nos abbatem et conventum regressum habituri. Decernimus etiam nos episcopus quod per hujusmodi nostram collationem seu provisionem dicto Conrardo factas et per alia premissa dicto monasterio nullum in posterum prejudicium generetur, quin abbas et conventus dicti monasterii possint ex nunc dictam capellam, cum vacaverit, persone ydonee de dicto suo monasterio, sicut hactenus fecisse noscuntur, libere conferre et illam in possessionem ipsius capellanie inducere corporalem; que scilicet persona predicta portione triginta modiorum spelte, ut premittitur, assignatorum debebit esse contenta.

In quorum omnium testimonium et munimen nos episcopus sigillum nostrum una cum sigillis dictorum abbatis et conventus; nos etiam abbas et conventus predicti, premissa omnia laudantes et, quantum in nobis est, approbantes, sigilla

(1) Melins, Millen.

nostra una cum sigillo dicti reverendi patris domini nostri episcopi Leodiensis presentibus litteris duximus apponenda.

Datum anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo tricesimo quinto, feria tertia post festum beati Lamberti, mensis septembris die decimo nono.

Cartulaire, fol. 79.

CLX.

Sentence arbitrale par rapport à la propriété des biens de l'abbaye de Flône à Bois-Borsu.

25 septembre 1335.

Alexandre de Saint-Servais, chevalier et échevin de Liège, et maître André de Ferrieres, avocat de la cour de Liège, arbitres choisis par Henri, abbé de Flône, et Hugues de Champ, écuyer, décident que Hugues restera en possession de tous les biens que l'abbaye lui avait cédés à Borsu. Sont exceptés : quatre bonniers, dits quartaux, qui furent jadis à Denis de Hale, les quartaux de Nicolas Rondeaulx, de feu Bodard de Borsu, de feu Colard le Ribo, fils de Nicolas de Boin (Bois), le pré de Bodart de Borsu, le pré qui fut à damoiselle Pontea de Odain et le pré de Werner. L'abbé payera audit Hugues une soulte de quarante livres tournois.

Acta sunt hec in ecclesia Leodiensi, presentibus Balduino de Rahirs, Rodulpho de Viron, Hugone de Bassines, Johanne Frongnut, Johanne Labroy, et Johanne de Ferme et Jacobo de sancto Christophoro, anno mº. cccº. tricesimo quinto, mensis septembris die xxv.

Cartulaire, fol. 70.

CLXI.

La chapellenie de la Neuville-en-Condros est conférée à Nicolas dit Colon.

5 avril 1336.

Jean de Auhourt, religieux, atteste avoir été nommé, il y a environ vingt-six ans, par Jean *dit Havele*, curé de Hermalle-sous-Huy, à la chapellenie de la Neuville-en-Condros, vacante

par la résignation de Philippe de Hemmericourt. Plus tard, il résigna ce bénéfice, qui fut conféré à Nicolas dit *Colon*, auparavant curé *de Profondorivo* (Parfondry).

Actum Nivelle, presentibus Petro dicto Bade et Nicolao dicto Japart, anno Nativitatis m°. ccc°. xxxvi°, indictione quarta, die quinta aprilis, pontificatus sanctissimi patris... Benedicti XII anno secundo.

Cartulaire, fol. 23.

CLXII.

L'official de Liège condamne le recteur de l'église de Dreye à payer à l'abbaye de Flône une rente de dix muids d'épeautre et de liquider les arriérés.

15 mars 1337.

Datum anno a Nativitate Domini m° ccc° xxxvii°, sabbato post dominicam *Invocavit me*, xv die mensis martii.

Cartulaire, fol. 88 v°.

CLXIII.

L'official de Liège repousse l'appel interjeté par Wéry de Thenceis, procureur de Robert, doyen du concile d'Andenne, contre la présentation faite de Jean de Coir, chanoine régulier de Flône, à la cure de Dreye.

5 mars 1338.

Acta sunt hec Leodii, anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo tricesimo octavo, indictione sexta, mensis martii die quinta, presentibus magistris Nicholao de Wanheireis, Alberto de Warnef, Eustacio de Villari et Henrico de Gemblaco, advocatis, et Michaële Huberti, notario.

Cartulaire, fol. 63 v°.

CLXIV.

Thomas, chapelain de la Neuville-en-Condros, installe Jean de Coir, chanoine de Flône, en la cure de Dreye.

14 mars 1338.

Datum anno a Nativitate Domini m°. ccc°. xxxviii°, indictione sexta, die decima quarta mensis martii, presentibus domino Lamberto, investito de Antey, Johanne dicto le Scuwier de Drays, Johanne dicto de Vilhe, Gofardo milite de Drays, Helino fratre dicti Johannis de Vilhe, et Maria uxore Goffardi de Drays.

Cartulaire, fol. 64.

CLXV.

Devant la cour des tenants de l'hôpital Bata, à Huy, l'abbaye de Flône fait relief de deux maisons sises à Huy et qu'elle a acquises de Hugues de Haneffe.

9 novembre 1341.

Tenants : « Johan de Moxheron, dom Hues de Tinen, maistre de l'hospitaul Bata, Johan Martin, Gerart de Sart, Gilhon Abry, Gerard le tapsiers, Colin Malve ».

Cartulaire, fol. 75.

CLXVI.

Lambert de Vignis, d'Yernawe, fonde un anniversaire.

21 juillet 1343.

Lambert de Vignis, d'Yernawe, donne à l'abbaye de Saint-Jacques, à Liège (1), la maison et les biens qu'il possédait à Yernawe; après son décès et celui de sa femme Anne, l'abbaye

(1) Le cartulaire de Flône donne cette charte parce que, dans la suite, un chanoine de Flône desservit cette chapelle de Notre-Dame à Yernawe, chapelle qui n'existe plus aujourd'hui.

devra célébrer leur anniversaire et payer un muid d'épeautre aux quatre bénéficiers de l'église de Saint-Georges; le chapelain de l'abbaye qui dessert la chapelle de Notre-Dame à Yernawe devra faire tous les lundis un *memento* pour les fondateurs.

Datum anno a Nativitate Domini m° ccc° xliii°, in vigilia beate Marie Magdalene.

Cartulaire, fol. 65.

CLXVII.

Contrat entre Lambert de Huy, curé d'Antheit, Baudouin de Montorgueil et autres, concernant l'exploitation de la houille dans les propriétés de la cure (1).

28 décembre 1343 (nouveau style).

A thouz cheauz qui ces presentes lettres veiront et oront Lambiers de Huy, moines del englize de Flones, priest vesti del englize de Antey, salut et cognoistre veriteit. Sachent tuit que por le profit de moy et del dit eglize de Antey, aye donneit a ovreir a Balduwin de Mont Orguelhe, Weron de Crustengneis et a Renchon de sain Nicholay, tous les ovrages de hulhes et de cherbon qui sunt ens es hiretages que je ay gizans sor le voie de Vileir, soient terres, bois ou autres biens, en liwe quon dit a Sairt Polet, entre les bins monsangnour Rauson de Waroux, chevalir, et les biens del Vauz Notre Dame, si avant que je les teigne entre bonnes et rennals et que court me warde al liwe et la entour, de toutes les voynes qui ens sunt, si avant que ilh en poront ovreir por leur hairnais (2) que ilh ont faites et feront al derier ou que ilh amoynent ou amonront vers mes dis biens, solunc lusage et manyement de cherbonage, qui est elle franchise et evesqueit del chiteit de Lige, por condition et por devises teilles que le dis ovriers doient les dis ovraiges ovreir ou faire ovreir bin et loialment, de jour en jour, sens atargier, se che nest

(1) Ce document est intitulé : *Lettre de Anthey de hulhes et de cherbons*.

(2) Lisez : *arènes*.

por forche de aiwe ou de saingne (1) faute de lumire ou mois dawost as uze et auz costumes deseurdittes. Et de tous profis que ilh en jetteront ou feront jetteir, gros et menus, ilhe en doient rendre a moye, ou a mes successeures vestis, droit siseme, cest a savoir de syes paniers unc panier, ou de syes deniers un denier, sauf por tot les botteis des ovrieis solonc lusage deseurdit; et doy avoier sour chascunne fousse ovrante al cherbon en mes dis biens al cost delz dis ovriers traheur suffissant se journeye deservant pour moy compter et caraige a wardeir, al queil coust des dis ovrirs mesmes je poray, totes les fois que mestirs serat, envoyer en dis ovrages les voirs jureis de charbonage deseurdit, ou dois autres proidomes a chu connissans, se ilh moy plaist, pour mesureir ou visenteir; et se ilh targinent dovreir se che nastoit par loial songne, solunc lusage deseurdit, je poray les dis ovriiers, ou lunc deauz pour tous les autres, sommonre por my ou por unc de mes certains mesaigez, par devant dois personnes dignes de foid, et sieroit li dit sommonte de autreteil valeur que elle fust faite par les dis voirs jureis. Et por su que portant que le dis voirs jureis sunt lonc de liwe, se le dis ovriers se voloient excuseir ou remostrieir, faire le pulent par les dois hommes deseurdis, ou par les voirs jureis deseurdis, ou par dois autres proidommes dignes de foid, se ons ne poioit les dois personnes deseur nommeies bonnement troveir sens malengin. Et est deviseit que le dis ovriers pulent prendre, copeir et tailhier en nos dis bois, al moyns maul et al moyns de damage, verges et paals pour faire hutes et cheefes als dis ovraiges necessaires tant soilement, sens gros bois ne stalons a copeir, se ce nest por mon greit et otroy. En quilles ovrages deseurdis le dis Balduins at une quarte, le dit Weron le moitiet et le dit Renchon lautre quarte. Et tout chu que dis est fut mys de par my el warde et retenanche des tenans del court jureie delle dit englize dAnthey; qui bien en eurent leur droit et je ossi les miens; a savoir sunt Lambiers Briffars le bresseirs,

(1) Lisez : *baingne*.

Johans dis Foreais, Johans Jolis, Johan Rochefort, Johans dis Pater et Johans de Lovuche dis li maires.

Et par tant que che soit ferme chouse et estauble, si ay je Lambiers, vestis deseurdis, por my, et nos li dis tenans, chascuns por li, qui auz dites oevres et convens a faire fummes presens et les wardons ensi que dit est, avons pendus a ches dites lettres faites par chirographes nos propres saials en tesmognage de veriteit.

Chu fuit fait et donneit lan del Nativiteit notre Sangnoir Jhesu Crist m. ccc. xliiij, le xxviij[me] jour des moys de décembre.

Cartulaire, fol. 47 v°.

CLXVIII.

Convention entre l'abbaye de Flône et Jean de Chantemerle pour le partage des dîmes de la Neuville-en-Condros.

23 mars 1344.

Le 23 mars 1344, en la maison de Cocroul à Liège, en présence des témoins Jean de Laminnes, Guillaume de Waroux, Guillaume de Crochey, Radulphe Surlet et Jean de Xhendremale, par devant la cour de l'official et de Boniface Fachar, clerc de cette cour et notaire public, fut arrêté et rédigé l'accord suivant entre Jean de Chantemierle et Kathelinne de Vinammont, son épouse, leurs fils Lambert et Renier ratifiant, d'une part, et Henri, abbé de Flône, et Arnus Boilewe, chanoine de Flône, d'autre part : 1° ceux-ci possédant la moitié de la dîme de trente-deux bonniers situés en la seigneurie de la Neuville-en-Condros, et les Chantemerle prétendant à l'autre moitié, on convient que cette seconde moitié appartiendra à l'abbaye, à condition de payer aux époux Chantemerle une pension viagère équivalente à cette dîme et réversible au survivant; cette rente sera éteinte après la mort du dernier survivant; 2° l'abbaye du Val-Saint-Lambert ayant la moitié de la dîme de dix-huit bonniers situés devant la porte de Moge, l'autre moitié appartient à l'abbaye de Flone; 3° Johans et sa femme tien-

dront à ferme de l'abbaye de Flône la moitié de la dîme de la court et assise en laquelle ils demeurent à la Neuville; 4° on convient que les époux Chantemerle-Vinamont percevront, moyennant une rente de deux setiers d'avoine, la petite dîme sur certaines propriétés de l'abbaye, à condition de payer les rentes dues aux autels de Saint-Nicolas à Clermont et de Saint-Pierre à Saint-Séverin; 5° l'abbaye du Val-Notre-Dame cèdera aux Chantemerle et à leurs successeurs, ses dîmes de la Neuville, au prix d'une rente annuelle de six muids d'épeautre.

Faites a Liege, en la maison de Cocroul, l'an delle Nativiteit nostre Seigneur milh trois cens quarante et quatre, l'indiction douzieme, le vinte troisime jour de mois de marce. Témoins : Johan de Laminnes, Wilheame de Warrous, Wilheame de Crochey, Rodulphe Surlet, Johan de Skendremale.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLXIX.

Jean de Sechfau (1), *chanoine de l'église de Saint-Servais, à Maestricht, comme héritier de son frère Louis, renonce en faveur de Henri, abbé de Flône, à tout droit qu'il pouvait avoir sur un pressoir* (pressorii sive torcularis), *situé à Ombret, entre le moulin de Hermalle et le moulin de Saint-Lambert* (2).

20 avril 1344.

Acta fuerunt hec Leodii, in domo domini officialis Leodiensis, presentibus domino Balduino de Lardario, presbytero, Arnoldo Boilewe, dicti monasterii monacho, Radulfo Surlet, cive Leodiensi, Johanne de Lardario, fratre dicti

(1) *De Septfawe*, lieu-dit sous la Neuville-en-Condros.

(2) Ce document est intitulé : *De stalli cujusdam seu pressorii sive torcularis sede in villa de Umbray.*

Balduini. Actum anno Dominice Nativitatis millesimo trecentesimo quadragesimo quarto, indictione duodecima, mensis aprilis die vicesima.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLXX.

Catherine de Fontaine, abbesse du Val-Notre-Dame, consent à ce que la rente de six muids d'épeautre, qu'elle avait sur les dîmes de la Neuville-en-Condros, soit reportée sur deux bonniers de terre situés à Fexhe-le-Voué (Fexhe-le Haut-Clocher), sous la juridiction de l'avoué de la Hesbaye.

27 mai 1344.

Doney l'an m° ccc. xliiii, le xxvii. jours de mois de may.

Cartulaire, fol. 48.

CLXXI.

Gérard de Quartario, prévôt d'Amay, décide une contestation survenue entre Hugon de Fies, curé de Borsu, et ses paroissiens, quant au droit de nommer le marguillier.

30 décembre 1344 (nouveau style).

Il statue que cette nomination doit se faire de commun accord par le curé et la majorité des paroissiens.

Acta sunt hec in ecclesia de Thihange, presentibus domino Henrico dicto de Molin, ecclesie ejusdem investito, Symone de Holengnole, presbytero, Lamberto de Vilari et Jacobo de Herzimont, clericis de Hoyo, etc. anno m° ccc° quadragesimo quinto, indictione decima tertia, die penultima decembris.

Cartulaire, fol. 52.

CLXXII.

Échange de biens sis à Heylissem, entre les abbayes de Flône et de Heylissem (1).

25 avril 1345.

L'abbaye de Flône cède à l'abbaye de Heylissem : 1° une prairie située près de Heylissem, sur le ruisseau dit le *Harbeek*, entre le vignoble de maître Gilles et le pré de Jute de Marais *(de Palude)*, payant deux sols et neuf dozains d'avoine, à la cour censale de Heylissem, et sept sols et six deniers au duc de Brabant; 2° une saussaie ou oseraie (lieu planté de saules : *salicicium*, *vulgariter* saceur *dictum)*, mouvant en fief de la cour de Jacques de Pellaines, située au même lieu, au delà du même ruisseau d'Harbeek.

Ces deux pièces contiennent ensemble 38 verges grandes et 15 petites. L'abbaye de Heylissem accepte toutes les charges; celle de Flône se réserve la dîme. L'abbaye de Heylissem, en retour, cède à Flône un cotillage sis près de la ferme de Crimont, en face de la maison de Henri Henon, grevé d'une rente de douze deniers à payer au chantre de l'église de Saint-Germain, à Tirlemont, contenant sept verges grandes et treize petites. Reste à payer une soulte pour les 31 verges grandes et deux petites de différence. Le bonnier de la saussaie est estimé a quatre muids de blé, et toute la soulte à six muids, un setier, et 5/8 de dozaine, assignés comme suit :

L'abbaye d'Heylissem quitte à Flône, 1° une rente de deux muids due sur trois pièces de terre sises sur le chemin de Nodeweiz à Tirlemont, près des terres de Léonard, et près de celles de Jean de Jodoigne; 2° une rente d'un dozain léguée par Gérard de Pelliparins, de Heylissem; 3° neuf dozains d'avoine pour 4 1/2 de blé; 4° deux sols de cens sur

(1) Ce document est intitulé : *Cambium cujusdam prati et salcitii ad abbatem et conventum de Helenchin pro aliis heredibus intus nominatis*.

le pré échangé; 5° trois sols dus *supra nonnullas stanccias* (1) *dictas idiomate gallico* stances; 6° onze sols et six deniers sur le journal de Golar près du pré de Gérard *villicus*, dus à la Saint-Remi. Heylissem paiera au duc de Brabant sept sols et six deniers dus par Flône avant ces conventions. Toutes ces rentes sont estimées, de commun accord, à un muid et demi et 1/8 de dozain. Par suite Flône recevra encore : dix setiers de blé, assignés sur les terres de Lisbet Jordani *versus Bece*, tenus par Pierre de Adner, le jeune; trois setiers et un dozain sur la maison de Jean Molpas, et un dozain sur la même maison pour la dîme du bouvier de Rolenges.

Témoins présents à cet échange : « Gerardus filius Gerardi » villici, Johannes de Lardario, presbyter, nostri abbatis Flo- » niensis, Johannes Delescluse, nostri abbatis Helecinensis » fratres, Johannes Sacemal, Johannes, camerarius de Helen- » cines. »

Anno dominice Nativitatis millesimo trecentesimo quadragesimo quinto, aprilis die vicesimo quinto.

Original avec deux sceaux, aux archives de l'État, à Liège.

CLXXIII.

L'abbaye de Flône rappelle que les propriétés sises à Anthey, énumérées à la fin de la présente, appartiennent à l'abbaye et non à la cure d'Anthey.

26 avril 1348.

In nomine Domini. Amen. Universis presentibus apparenter innotescat, quod anno Domini m° ccc° xlviij°, indictione prima, die xxvi mensis aprilis, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini domini Clementis divina providentia pape vi[i] anno vi°, in mei notarii publici testiumque

(1) *Stanctiae*, ou *stanches*, comme à Verlaines, lieux où l'on arrêtait l'eau pour former des étangs.

subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum presentia, personaliter in loco capitulari ecclesie Flonensis more solito et capitulo ad hoc, ut dicebatur, indicto, congregati, venerabiles et religiosi viri domini Johannes de Cornu, abbas, Philippus de Helechineal, Johannes dictus Plomme de Geire, Arnoldus dictus Boylewe de Hermalles ecclesiarum investiti; Arnoldus de Tungris, Arnoldus de Dyst, Theobaldus de Hodege et Bertrandus de Monte Regali, canonici regulares dicte ecclesie Flonensis et capitulum facientes, attendentes quod, si quid unquam bonorum virorum studio, divino cooperante, contrahitur, quo pauperes ecclesie et persone ejusdem ad tranquilitatem et pacem promoveantur, nullatenus est sub silentio transcendendum, sed ut ad posteritatis transeat notitiam scriptis auctenticis annotandum. Igitur predicti abbas et conventus seu capitulum, predicte sue ecclesie et ecclesie parochiali de Anthey, que ad presens vacabat per mortem quondam domni Lamberti, ultimi rectoris ejusdem ecclesie, cupientes de pacis beneficio providere et certaminis materiam, que inter ipsos abbatem et conventum, ex una parte, et investitos ipsius ecclesie de Anthey, ex altera, valeat futuris temporibus suboriri occasione bonorum inferius nominatorum, que antiquitus ad ipsos abbatem et conventum pleno jure pertinebant, pertinuerant ac pertinent, ut habebat eorum assertio, licet idem domnus Lambertus, vel forsan predecessores ejusdem, investiti dicte ecclesie, illa ab ecclesia Flonensi predicta sub accensa aliquali tenuisse noscerentur, penitus amputare, bona ipsa a manibus, potestate et maniatione ipsorum investitorum dividentes et separantes, ne ipsi investiti propter eorum diuturnam maniationem in bonis eisdem aliquid juris valeant quomodolibet successu temporis vendicare, et ecclesie Flonensi predicte exinde prejudicium generetur, eisdem investitis de Antey silentium perpetuum super eisdem bonis tenendis et possidendis, ac accensa eorumdem vendicandis vel reclamandis, imposuerunt; et illa integraliter cum suis pertinentiis universis ad perpetuam rei memoriam predicte ecclesie Flonensi reduxerunt et reposuerunt. Ac ulterius decreverunt prefati abbas et

conventus, et sub anime sue periculo, nullo penitus discrepante, receperunt, quod bona inferius declarata fuerant et erant dicte ecclesie Flonensis, ipsique investiti, ratione ipsius investiture de Anthey, nihil juris proprietatis vel actionis habeant vel poterant in eisdem bonis reclamare. Et super hiis omnibus, quibus prefati domni tam singulariter quam conjunctim suos consensum pariter et assensum adhibuerunt, iidem domni abbas et conventus sibi a me notario subscripto fieri et dari petierunt publicum instrumentum.

Acta sunt hec in loco capitulari predicto, anno, indictione, mense et pontificatu predictis, presentibus honorabilibus viris domnis Thoma, investito sancti Georgii Leodiensis, Henrico de Halendas, milite, et Johanne de Chantreimerle, armigero.

Bona vero in hac parte declaranda sunt hec, videlicet : Manerium, quod ipse quondam Lambertus et sui predecessores investiti ratione ipsius investiture inhabitare consueverunt, situm in villa de Anthey. Item quindecim bonuaria nemoris contigui dicto manerio. Item due partes grosse decime et minute ville et territorii de Anthey. Item xxii bonuaria terre arabilis, paulo plus paulo minus, jacentia supra viam Hoyensem, que tendit ad villam de Villari le Boulhet, ex uno latere, et ex alio adjacentia eisdem terris terre de Sarto Lambucii. Item dimidium bonuarium prati jacens in loco dicto *al perieir*.

Cartulaire, fol. 45.

CLXXIV.

Approbation de l'acte précédent par les intéressés.

19 mai 1348.

Arnold de Tongres, Arnold de Diest et Bertrand de Mont-Royal, religieux de Flône, approuvent par serment l'acte qui précède. Arnold de Tongres, en sa qualité de curé d'Antheit, y adhère également et se reconnaît obligé de payer chaque année à l'abbaye de Flône un cens de vingt sols et de vingt chapons.

Acta fuerunt in loco capitulari dicti monasterii Flonensis, presentibus domnis Johanne de Claromonte, canonico Amaniensi, ac Waltero de Flonis, presbytero, ac Nicholao de Namurco, rectore scolarum dicti monasterii Flonensis, anno dominice Nativitatis m°. ccc°. xlviii°, indictione prima, die decima nona mensis maii, pontificatus.... Clementis pape vi[i], anno vii°.

Cartulaire, fol. 46.

CLXXV.

Sentence arbitrale touchant la dîme de Parfondry, sous Clermont.

1 juillet 1348.

Jean de Coir, abbé de Flône, revendiquait la dîme sur le *manoir*, *courte*, *assize et appendiche*, que Johan de Parfondry possédait à Parfondry (Parfonriwe). Les parties, ne parvenant pas à s'entendre, choisirent deux arbitres : Wilhame de Coir, de Liège, chevalier, et Johans dit de Chantremel, écuyer. Les arbitres décidèrent que Johan de Parfondry devait la demi-dîme, dans son domaine de Parfondry, de tous biens, fruits et autres choses dont on a usage et coutume de payer la dîme au pays de Liège : mais l'abbé de Flône, *pour noirir amour entre eux*, le dispensa de cette obligation, sa vie durant.

L'an delle Nativiteit nostre Sangnour Jhesus Christ milh ccc et xlviii, le indiction prime, le premier jour del mois de julet.

Fait en le hosteil le dit abbeit à Flône, en la presenche de Lowit, vesti de Betencour, Thomas, vesti de Noveville en Condros, prestres; Piron de Seraing, Albetin d'Amain, Henri de Okirs, clercs; Wilhemotte de Crypey le cois.

Cartulaire, fol. 26.

CLXXVI.

Jean de Coir, abbé de Flône, fait relief des biens de son abbaye qui mouvaient de la cour féodale de Thierry de Rochefort.

17 décembre 1348.

Nous Thiri, sire de Rochefort et de Haneffe, faisons savoir a tous que sires et religieux messires Johan de Cour abbeis delle englise de Flone (pour ly et le covent de sa dite englise, par devant nos personeilment constitueis) relevat de nous les biens chi desous escris et denomeis qui en fiez mouent de nos. Et nos le dit saignour Johan qui a nos fist humage de dit fiez et quant que faire en diet a droit et a loy al ensengnement de nous hommes et solont ce que us et costumme en fut de faire, rechivimmes a homme, et en signe que le dis abbeis aiet releveit les dis biens de nos en fief, fait hommage, et que ilh en est nos hons, et assy que li dis biens movent de nos, li avons pour ly et sa dite englise pour avoir tesmoniage perpetueit des choises dessusdictes davoir ches presentes lettres overtes saieley de notre propre saiele, sour lan del nativiteit notre Sangnour m. ccc. xlviij, le merquedi devant le sain Thomas. Li bien feodas qne le dis abbeis tient de nous sunt teils : premiers le cour de Hottines; item tous nos preis et terres de rivage de Musse d'Engy jusques a Ombray, dela Musse et de chay; item les demmes grosse et menuwes de rivage de Musse de Engy jusques a Ombray, de la Muse et de chay, contre nos parchenieirs, et ousy et si avant que la diete englise de Flone les tient et at tenut anchinement; item les demmes grosse et menuwes des vilhes d'Auhoul et delle Novevilhe, si avant que les dictes diemes gisent dedans la terre de Clermont ou la entour, solont che que la dite englise en at esteit en possession anchinement. Item tous les bois qui gisent entre Ombray et Hermalles qui sunt deskendens de Clermont. Datum ut supra.

Cartulaire, fol. 78, v°.

CLXXVII.

Relief devant la cour de Saint-Lambert à Amay.

8 mars 1349.

Par devant la haute cour de Saint-Lambert à Amay, l'abbaye de Flône relève les propriétés sises à Amay, que lui avait léguées Lambert, chanoine de Flône et curé d'Antheit. Membres de la cour : Warnier de Gest, maire; Jean de Saint-Ylaire, Yernekins de Vinalmont, Lambert d'Ampsin, Lambert le Boulanger, Bauduin Bodenoile et Goswin Piles, échevins. Thiebaud de Hodeige, chanoine de Flône, et Piron de Seraing, mandataires de l'abbaye. Les pièces de terre léguées par Lambert, vesti d'Anthet, fils de Wauthier le Fèvre, sout situées en la *valeie d'Amagne*, contre la vigne de l'évêque et près de l'héritage qui appartint au seigneur Godefroid; à l'issue de la ruelle des Vignerons après les terres Hauton; au Tiersir; treize verges n'étaient grevées d'aucun cens, mais leur tenant devait garder la prison, lorsqu'un prisonnier y était renfermé.

Fait et doneit par recour lan del Nativiteit notre saingneur Jhesu Christi mille ccc et xl noif, le witeine jour de mois de Marche, al entreie.

Cartulaire, fol. 14.

CLXXVIII.

Record de la cour de justice de Flône, comme quoi les manants de Flône n'ont aucune propriété à Flône, en dehors du fond et des murs de leurs masures.

8 juin 1351.

A thos cheaux ki ches presentes lettres veiront et horont nos Johans de Parfonriwe, maire del vilhe de Flone, Pyron de Serang, Libier del Fontaine, Gerars del Kariteit, Renchons Bletar, Henris dOkirs, Johans de Conderos, Lambier de Mon de Jehaing, eskevins del court de Flone, savoir faison a thos ke par devant nos et par devant cour vinrent

Johans de Cour, par le soffranche Dieu abbes de Flone, et sire del dit vilhe de Flone et tos le convens de che mimes lieu, et requisent a maiour ke ilhe somonist les eskevins desourdis combien chias del dit vilhe de Flones avoient de hiretages defours lour maisons et defours lour murs; et nos Johans desourdis, mairs, al request de desourdit abbeit et convent en somonis les eskevins sor lour fauteit; et nos li eskevins desourdis a chu somons alons a conseilhe et raportons par plaine siete, sen nul debat, ke nos ne li autres demorans a Flones navoient point de hiretages furs de lour fons sons et de lour murs de lour dites maisons, fours ke aisemenche daleir a moize et de venir et de mettre lours ansines, si mestier lour est, sen empechier le werixhay. Et chu tenons et wardons firmement; liqueis recours fut mis en notre warde et en awins bien nos drois. Et por tant que chu soit ferme choze et mies wardeie, nos li maire et tos li eskevins desourdis, cascun por li, avons pendut ou faire pendere nos propres saias à che presents lettres oviertes. Faite et doneies lan de grasse mille trois cens et chinquant une, viij. jours en mois de junet al entreie.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liége.

CLXXIX.

Transport d'une petite ferme située à Vieux-Waleffe.

21 mai 1352.

Devant la cour allodiale de Liège, Lambiers de Streies transporte à « Thiris Nicars li vinirs le cortis a le Colembire, seans a vies Waleve et sauze verges grandes ». Composaient la cour : « Massottes li claweres, maires; homme delle cyse-Dieu : Arnus de Stirs, Waters dAbeies, Renar de sain Victour, Renar de Seifas, Lambottes de Seifas, Johan de Baenbu ».

Lan del Nativiteit nostre Singnor m. ccc. et chinquante dois, vint on jour devens le mois de may.

Original sur parchemin aux archives de l'État, à Liège. Stock troisième 39 v°.

CLXXX.

Location d'une ferme située à Hottines.

15 janvier 1353.

L'abbaye de Flône loue à Piron de Seraing, pour douze muids d'épeautre, *a bin cormorneis de van et de flaiel* et certains cens à payer à damoiselle Clamenche de Hottines, une cour, maison et appendices séant à Hottines.

La cour des tenants de l'abbé était composée de « Thiris de Muhaul, chanoine de Huy, maire, et de Renechons le Clers, Gerars delle Kariteit, Libotons de Flonnes, Johans de Condros, Thomas de Jehain, Pirars delle Malleliwe et Renechon Bletars. »

Faites et doneies l'an de graze mil ccc. cinquante trois, xve jour el mois de jemvier.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLXXXI.

Concession de l'exploitation de houilles à Antheit.

12 juin 1353.

L'abbé de Flône Jean de Coir concède à Rase de Waroux, chevalier, Baudouin Harduwin de Huy, Hubin Harduwin, échevin de Liege, Renechon de Saint-Nicolas et Renchon de Mormont, boulenger de Huy, le droit d'extraire la houille des propriétés de l'abbaye sises à Antheit, en lieu dit Sart-Polet, sur le chemin de Villers-le-Bouillet. Ce record est donné par la cour des échevins de Flône, savoir : l'abbé, Guillaume Koes, Henri d'Okirs, Piron de Seraing, Libert del Fontenne, Renechon Bletar, Jean de Condros de Flône, Thomas de Jehaing, Gérar del Kariteit.

Che fut fait et doneit lan del Nativiteit notre Sangneur Jhesu Christ m. ccc. liii, xii jours en resailhe mois al entreye.

Cartulaire, fol. 46 v°.

CLXXXII.

Transport de terres situées à Amay.

8 janvier 1356.

Devant « Clamens de Monroyaul, maieres et sirs de son propre hyretige, Ernars li cornus, Tirenes Bon lorefiers, Watiers Bulhons et Hanons Abule les tenants de sa cour, Badewiens Bulhes Damechins » transporte à Wilhiames le fis Stasse d'Amaie plusieurs pieces de terre situées « el vaze d'amaie, al grosse piere, sor le tiege, a Francevalle et a Ernakes, sor les communes et les longhegnules, sor Muse.

Fait et doneit lan del Nativiteit nostre Sagnour Jhesu Christ milhe trois cens cinquente siese, owit jours en mois de genvier.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liége.

CLXXXIII.

Donation d'une rente féodale de vingt muids sur les dîmes de Hermalle.

15 juillet 1356.

« Anno 1356, quinse iours en fenal mois, par devant Jean, sire de Wavres et de Hermalle, et par devant ses hommes, comparurent messire Jean Polarde, chevalier, echevin de Liege, d'une part, Henry, son fils légitime, d'autre part, et Jacqmin de Hans et Jean de Moxhe, bourgeois de Huy, stipulant, partie faisant sique mambours de damoiselle Maroye, femme alle dit Henry, et la meisme le dit messire Jean Polarde relevat du seigneur de Hermalle en fief et homaige vingt muids de spelte héritables, gisans sur la deïsme de de Hermalle que tient messire Henry de Halendas, chevalier, et en fit feaute et fut receu a homme a main a bouche.

» Quoy faict, reportat le dit fief en prouffit de Henry, son fils, pour accomplir les convenances de mariage qui faict estoit entre ledit Henry et damoiselle Maroye desseurnommee, et en fut la meisme advesty.

» Quoy faict, ledit Henry reportat tout le dit fief au prouffit de Jacquemin et Jean de Moxhe en pure donation (1). »

Stock II, fol. 13 v°.

CLXXXIV.

Record de la cour des tenants de Flône concernant les propriétés de Sart-Polet, à Antheit.

27 janvier 1357.

La cour des tenants de l'abbaye de Flône délivre à l'abbé Jean de Coir un record déclarant que les biens situés à Sart-Polet, à Antheit, sur la voie de Huy à Villers-le-Bouillet, entre les propriétés de Rase de Waroux et celles de l'abbaye du Val-Notre-Dame, appartiennent à l'abbaye de Flône.

Les membres de la cour sont les mêmes qu'en 1353.

« Fait et doneit lan del Nativiteit notre Sengneur Jhesu-Crist m. ccc. lvii, v° jours en mois de jenvier al essuwe ».

Cartulaire, fol. 46.

CLXXXV.

Relief de deux fermes que l'abbaye de Flône possédait à Crenwick.

3 août 1348 (2).

« Devant Johans Campin, maire, Amele de Warnants, Johans Crespins, Johans li Beirgirs, Lorens de Bovingeisters, Hankins Cruskins et Hene Quarmeal, echevins de la haute

(1) Suivent les reliefs de cette rente faits le 9 mai 1415 par Henri Polarde, sur la dîme que tient Henry de Soumagne dit de Halendas, le 25 octobre 1490 par Marie de Lamberch, épouse de messire Jean Denglebert, le 21 avril 1533 par Jean delle Vaulx par main plevie de demoiselle Catherine de Modave, fille aînée de Jean Waldor de Modave, le 19 septembre 1560 par Nicolas Salmy, mari de Jeanne delle Vaulx, fille de Jean delle Vaulx; Henri delle Vaulx, beau-frère de Salmy, y renonce, le 5 mai 1598, par Nicolas Salmier. Le 3 juillet 1598, l'abbé de Flône Jean de Streel achète cette rente au prix de 2000 florins de Brabant.

(2) C'est par erreur que cette charte, qui date du 3 août 1348, est placée après la charte du 27 janvier 1357.

cour de Crenwic; devant sire Johans, vicaire perpétuel et maire, Lorens de Bovengeister, Massones de Crenwic, Johans Hancars, tenants de leglise saint Laurent de Crenwic; devant Johans Campins, maire, sire Johans, vicaire, Lorens de Bovengistier, Masson le fis Masson de Crenwic et Denis fis Massons, hommes aluwens tenans des alous de Crenwic, Piron de Seraing, clerc, lieutenant de l'abbaye de Flône, reçoit l'investiture de deux cours et assises situées à Crenwic.

« Fait et doneit lan de la Nativiteit notre Sangnour Jhesu Christ m. ccc. xl ovit, le diemenge apres le sain Piere, awost entrant ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLXXXVI.

Jugement de la cour allodiale concernant les propriétés que l'abbaye de Flône avait à Rosoux.

17 septembre 1358.

L'abbaye de Flône possédait, à Rosoux-Berloz, en alleux, trente-trois bonniers de terre cédés « en awangnage et a stuit » à Libert de Rosoux et Ivette, sa femme, au prix de deux muids d'épeautre le bonnier.

Celle-ci, son fils Robert et ses autres enfants, se disaient propriétaires, affirmant que leurs ancêtres détenaient les trente-trois bonniers en héritage propre, et « en lansage » seulement des abbés de Flone. L'abbaye avait cité ses locataires en déguerpissement devant la cour de Rosoux, et prouvé, devant la cour des tenants de Flône, ses titres de propriété. Les locataires refusèrent de quitter et la cause fut portée devant les échevins de Liège qui donnent gain de cause à l'abbaye. Néanmoins Ivette et ses fils prétendirent, à l'aide d'une lettre d'un ancien abbé, que l'abbaye ne donnait « a ahan » et ne possédait que vingt-six bonniers et un journal, et que au moins le surplus (6 bonniers et 3 journaux) appartenait à leur famille.

Pour ce point la cause est portée à la cour allodiale de Liège, qui admet les preuves de l'abbaye et lui adjuge la propriété allodiale des trente-trois bonniers, condamnant Ivette et ses hoirs, et annulant tous les reliefs ou titres de propriété qu'elle et les siens ont obtenus frauduleusement devant les cours féodales de tenants.

Présents « les hommes del Chise Dieu : messires Henri le Beaux, Johan de Brus, Guillaume Del Court, maistre de la cite, Baudouin de Flemalle, Giles Surlet, Henri de Hallendas, Weri Delcor, chevaliers, Johan le Robeir maistre del cite, Hubin Harduin, Jaquemar de Mes, Jacquemien dit Jacob de Molant, Lambuce Gailhar, esquevins de Liege, Humbier Corbeal de Hollengnols. bailhirs de Hesbangne, Johan de Juppilhe, Johan Boileuwe de Mons, Wilhame de Flemalle, Wilhame Corbeaux de Biernamont, escuirs, Rigaux le Rostis, Weris Galhars, Humbiers de Warnans, Rassekins de Waruz, Giles de Mez, Thiry Cloz, Rigoles de Hollongne, Giles Quareis, Gilon Bacheleirs nos cleirs, Hannelotte li Mangon d'Ilhe, Mathir fils li belle Dame, Baduins Nadeles de Harstal, Colars fils jadit Bachaleirs, Johan li Kokin; Rigole de Geneffe maire.

« Lan delle Nativiteit notre Saingneur Jhesu Christe m. ccc. lviii, le jour del feste saint Lambier ».

Cartulaire, fol. 53.

CLXXXVII.

Sur la réclamation de l'abbé de Flône, l'archidiacre du Brabant ordonne que le curé de Neerheylissem desserve la chapelle de Saint-Gertrude, à Hampteau, comme cela se faisait auparavant.

7 mars 1359.

Andoynus, miseratione divina atque sanctorum Johannis et Pauli presbyter cardinalis, archidiaconusque Brabantie in ecclesia Leodiensi (1), presbytero de Linsmeal, necnon uni-

(1) Andouin ou Audouin apparaît comme chanoine de Saint-Lambert en 1354; voyez de Theux, *Chapitre de Saint-Lambert*, II, p. 92. Sa qualité d'archidiacre du Brabant n'était pas connue.

versis et singulis aliis presbyteris et clericis, ac tabellionibus publicis, ad quos presentes littere prevenerint, salutem. Ex parte religiosorum viri domni abbatis monasterii de Flones nobis exstitit significatum quod, licet vicarii perpetui ecclesie parochialis de Heylichem, qui hactenus pro tempore fuerunt, a tanto tempore, de cujus contrario memoria hominum non habetur, consueverint una cum dicta ecclesia capellam sancte Gertrudis de Hameteal, sitam et constructam infra metas et limites parochie predicte, officiare in divinis, prout etiam domnus Henricus, nunc vicarius perpetuus ejusdem ecclesie, dictam capellam tanquam filiam de appenditiis memorate ecclesie unacum sua predicta ecclesia officiare consueverit, et plures officiaverint in divinis, ad hocque dicti vicarii ex antiquo statuto dicte ecclesie fuerint obligati, prout et ipse domnus Henricus obligatus esse dinoscatur, nichilominus ipse dictus Henricus cultum divinum minuendo prelibatam capellam in divinis, contra statutum predictum et notoriam consuetudinem dicte parochie officiare denegavit et distulit, illam suo jure indebite defraudando; et premissa adeo notoria sunt et manifesta, quod nulla possunt tergiversatione celari. Supra quibus prelibatus domnus abbas, qui patronus existit ecclesie pretacte, cujusque interest officium nostrum in premissis excitare, nobis humiliter supplicavit de remedio provideri oportuno. Volentes igitur nostris temporibus cultum divinum non minui sed augeri, vobis, et vestrorum cuilibet, ita quod in hiis exequendis alter alium non expectet, districte precipiendo mandamus, quatenus moneatis dominum Henricum prelibatum, quem etiam monemus per presentes, sub penis excommunicationis suspensionisque a divinis et nichilominus viginti florenorum veterum ad scuta, nobis pro contemptu nostro et dicte capelle pro suo interesse mediatim applicandorum, ut, si est ita, memoratam capellam, prout hactenus et ab antiquo fieri solitum est, horis et temporibus congruis officiet in divinis, cum intimatione quod, si nostris presentibus mandatis non paruerit cum effectu, nos contra ipsum ad penas predictas et alias graviores, justitia suadente, procedemus, nisi causam contra

premissa pretendat efficacem; qua pretensa citetis ipsum peremptorie coram nobis Leodii in curia nostra seu nostro commissario, ad certos diem et horam competentes, ad voluntatem latorum presentium contra abbatem predictum seu ejus procuratorem, hujusmodi causam allegaturum et ulterius procedendum, ut jus erit, cum auctoritate debita etc. Et quid de premissis feceritis, ac diem et horam citationis cum ejus responsione nobis liquide rescribatis.

Datum anno Nativitatis dominice m°. ccc°. lix, mensis martii die septima.

Cartulaire, fol. 37.

CLXXXVIII.

Décision de l'archidiacre du Brabant concernant la chapelle de Hampteau.

14 mai 1359.

L'archidiacre du Brabant, Andoynus, après examen de la cause touchant la chapelle de Sainte-Gertrude, à Hampteau, admet les réclamations de l'abbé de Flône, et condamne Henri, curé de Neerheylissem (1), à desservir la chapelle de Hampteau.

Datum anno Nativitatis dominice millesimo ccc° quinquagesimo nono, mensis maii die decima quarta.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CLXXXIX.

Rente de dix muids due par l'abbaye de Flône à Conrard de Wichrode, chapelain de Nederheim.

22 novembre 1359.

Renier de Ghoor. prévôt de Saint-Denis, et Philippe Bruni, doyen de Sainte-Croix, à Liège, reconnaissent que les dix muids de rente viagère que l'abbaye de Flône paie à Conrard

(1) Les chapelles de Linsmeau et de Hampteau sont filiales de l'église de Neerheylissem.

de Wichrode, chapelain de Nederheim, lui sont dus, non pas à raison de sa chapellenie, mais à titre de compensation pour les dépenses d'un long procès qu'il avait soutenu contre l'abbaye.

« Datum anno Nativitatis Domini m° ccc° quinquagesimo nono, mensis novembris die vicesima secunda ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXC.

Transport d'une rente sur une maison de Huy.

7 juillet 1360.

Devant la cour jurée de l'hôpital « seiant deles chastial » en Huy, sire Johans de Fontainnes, vestis de l'église saint Georges en rioul à Huy, et Ydule, femme de Henroton de Lonoir, exécuteurs testamentaires de Franchois jadit Kinon, prêtre, vestit de l'église saint Séverin à Huy, cèdent à Arnote dis de Marchiet, boulenger à Huy, une rente héritable de neuf sols et neuf deniers, que le dit Franchois avait sur la maison Henroton Wareal située « deles chastial », devant le maison sangnour Johan Linsemeal, prêtre.

Libiers de Biers, maire, Johans li Normans et Johans Massons, Godiens de Ahyens, Lorens de Chinchins, Lambiers de Hans, Adans de Vinalmont et Johans dis Hanekins de Turines, tenants jurés.

« Faites et données sept jours en mois de fenals, lan milh trois cens et sisante ».

Original avec trois sceaux, aux archives de l'État, à Liège.

CXCI.

Rejet de l'appel au Saint-Siège touchant les propriétés de Rosoux.

20 septembre 1361.

Ivette, veuve de Libert de Rosoux, son fils Robert et ses autres enfants, malgré le jugement rendu le 17 septembre 1358, refusèrent de reconnaître à l'abbaye de Flône la pro-

priété de six bonniers, et à en payer le fermage montant à douze muids et demi. Le chantre de Saint-Denis, juge apostolique pour cette affaire, les condamna à payer le fermage. Ivette et consors en appelèrent au Saint-Siège. Le doyen de Saint-Martin, nommé juge apostolique, délégua Henri de Lonchin, chantre de Saint-Lambert, pour prononcer définitivement sur l'appel présenté le 26 juin 1360.

Thibaud de Hodeige, prieur de Flône, Jean de Cologne, prévôt de Flône, et le clerc Raskin de Yernawe, chanoine de Flône et procureur de l'abbé, représentèrent l'abbaye au procès. L'appel était soutenu par Ywannus de Kisekin, procureur d'Ivette.

Le 20 septembre 1361, Henri de Lonchin, en sa demeure claustrale de Saint Lambert, rejeta l'appel et confirma la condamnation prononcée contre Ivette par le chantre de Saint-Denis. Témoins : Wilhemme de Cornu, chevalier, citoyen de Liège; Tonard de Cornu, son parent; Lambert de Hubretenges, clerc.

« Facta sunt prefata in domo nostra claustrali, sita in claustro predicte Leodiensis ecclesie, anno dominice Nativitatis m°. ccc°. sexagesimo primo, indictione quartadecima, mensis septembris die vicesima, videlicet in vigilia festi sancti Mathei, apostoli et evangeliste, hora vesperarum, supradictis, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Innocentii, digna Dei providentia pape huius nominis sexti, anno nono.

Cartulaire, fol. 55 v°.

CXCII.

Transport d'une maison sise à Ans et grevée d'une rente au profit de l'abbaye de Flône.

21 septembre 1362.

Par devant la cour jurée de l'église de Flône, savoir : Jean de Coir, abbé de Flône, son frère Weris de Coir, chevalier, Henri d'Ockirs, Gerars del Kariteit, Renchons dis Bletars, Pirars delle Kariteit et Thumas de Gehaing, compa-

raissent : Radus Surles, chevalier, son frère Balduin Surles, chanoine de Flône, exécuteurs testamentaires de leur frère Gilles Surles, leur beau-frère Gerars dis Poistre, de Tongres, tous fils et gendre de Radus Surles, d'Ans, décédé, et de son épouse Ysabeail survivante; et Gobiers de Waroux, changeur à Liège. Radus Surles avait laissé au chanoine Baudouin, son fils, une rente viagère de 50 sols de bonne monnaie, à percevoir après le décès de sa femme Isabeau; après la mort de Baudouin, cette pension serait réduite en rente perpétuelle de 30 sols au profit de l'abbaye.

Cette rente était hypothéquée sur la maison, « belfroit, viviers, jardin, preit, tenure et assise » de Radus Surles sis à Ans, devant le mostier. Gerard Poistre, de Tongres, avait racheté une rente de cinq muids grevant la même maison, qui d'ailleurs devait lui revenir en vertu de son contrat de mariage; il cède la propriété en question au changeur Gobier de Waroux, qui devra acquitter les charges.

« Che fut fait sour lan del Nativiteit nostre Saingnor Jhesu Christ m° ccc° et sissante dois, le jour del saint Mathier lapostle, xxi jour dedens le mois de septembre».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXCIII.

Vente d'une maison située à Tilleur.

31 mai 1365.

Par devant la cour des tenants à Saint-Gilles-en-Publémont : Henri Pollarde, son fils Johans Pollarde de Tilleur, Ernar Wasselin, Goffins de Hemricourt, Wilhem de Tilleur, Jean Massar, Jean Kaltruy d'Ongnees, comparaissent Colon Jakemar, fils Jean Jakemar, et Henri le Pessereaulx, citain de Liège.

Le premier fait transport au second d'une maison, court, assise, etc., séant à Tilleur, joignant la tenure du vesti de Tilleur.

« Che fut fait lan delle Nativiteit notre Sangneur m. ccc. sissante et chinqs, le dairain jour de mois de may ».

Cartulaire, fol. 67 v°.

CXCIV.

Relief de deux maisons à Hermalle.

10 mai 1367.

Par devant la cour, hauteur et justice de Hermalle, Lowechons de Chamons, maire; Colengnons de Chamons, son frère, Hanes le Corbesiers, Andrechons de Falangne, Hanes le Boviers, Johans Boulars et Colinet, fils Hanes le Beigue, échevins, comparaissent Jean de Coir, abbé de Flône, et Kinons Hawidonne, époux de la veuve de Wilmar Denfier. Le second relève, au nom de l'abbé, deux maisons et cours situées à Hermalle.

« Faites et doneie en l'an del Nativiteit nostre Saingnor Jhesu Crist milhe trois cens et sissante et sept, diez jours dedens le mois de mai, al entreie ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXCIV.

La cour des échevins de Liège, jugeant en appel, ratifie un jugement de la cour des tenants de l'abbaye de Flône, et lui donne force exécutoire, en cause de rentes dues à Houtain-Saint-Siméon.

13 janvier 1368.

A tous cheaus qui ces presentes lettres veront et oront li esquevins de Lige salut en Dieu permanable et cognissanche de veriteit. Comme venerables et religieuzes persones messire Johans de Coir, par la soffranche de Dieu abbes, et tous li covens delle eglise de Flones en la dyocèse de Liege, delle ordene sains Augustien, demandassent et

raissent : Radus Surles, chevalier, son frère Balduin Surles, chanoine de Flône, exécuteurs testamentaires de leur frère Gilles Surles, leur beau-frère Gerars dis Poistre, de Tongres, tous fils et gendre de Radus Surles, d'Ans, décédé, et de son épouse Ysabeail survivante; et Gobiers de Waroux, changeur à Liège. Radus Surles avait laissé au chanoine Baudouin, son fils, une rente viagère de 50 sols de bonne monnaie, à percevoir après le décès de sa femme Isabeau; après la mort de Baudouin, cette pension serait réduite en rente perpétuelle de 30 sols au profit de l'abbaye.

Cette rente était hypothéquée sur la maison, « belfroit, viviers, jardin, preit, tenure et assise » de Radus Surles sis à Ans, devant le mostier. Gerard Poistre, de Tongres, avait racheté une rente de cinq muids grevant la même maison, qui d'ailleurs devait lui revenir en vertu de son contrat de mariage; il cède la propriété en question au changeur Gobier de Waroux, qui devra acquitter les charges.

« Che fut fait sour lan del Nativiteit nostre Saingnor Jhesu Christ m° ccc° et sissante dois, le jour del saint Mathier lapostle, xxi jour dedens le mois de septembre».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXCIII.

Vente d'une maison située à Tilleur.

31 mai 1365.

Par devant la cour des tenants à Saint-Gilles-en-Publémont : Henri Pollarde, son fils Johans Pollarde de Tilleur, Ernar Wasselin, Goffins de Hemricourt, Wilhem de Tilleur, Jean Massar, Jean Kaltruy d'Ongnees, comparaissent Colon Jakemar, fils Jean Jakemar, et Henri le Pessereaulx, citain de Liège.

Le premier fait transport au second d'une maison, court, assise, etc., séant à Tilleur, joignant la tenure du vesti de Tilleur,

« Che fut fait lan delle Nativiteit notre Sangneur m. ccc. sissante et chinqs, le dairain jour de mois de may ».

Cartulaire, fol. 67 v°.

CXCIV.

Relief de deux maisons à Hermalle.

10 mai 1367.

Par devant la cour, hauteur et justice de Hermalle, Lowechons de Chamons, maire; Colengnons de Chamons, son frère, Hanes le Corbesiers, Andrechons de Falangne, Hanes le Boviers, Johans Boulars et Colinet, fils Hanes le Beigue, échevins, comparaissent Jean de Coir, abbé de Flône, et Kinons Hawidonne, époux de la veuve de Wilmar Denfier. Le second relève, au nom de l'abbé, deux maisons et cours situées à Hermalle.

« Faites et doneie en l'an del Nativiteit nostre Saingnor Jhesu Crist milhe trois cens et sissante et sept, diez jours dedens le mois de mai, al entreie ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXCIV.

La cour des échevins de Liège, jugeant en appel, ratifie un jugement de la cour des tenants de l'abbaye de Flône, et lui donne force exécutoire, en cause de rentes dues à Houtain-Saint-Siméon.

13 janvier 1368.

A tous cheaus qui ces presentes lettres veront et oront li esquevins de Lige salut en Dieu permanable et cognissanche de veriteit. Comme venerables et religieuzes persones messire Johans de Coir, par la soffranche de Dieu abbes, et tous li covens delle eglise de Flones en la dyocèse de Liege, delle ordene sains Augustien, demandassent et

clamassent a avoir vinte chinque sols de bone monoie et vinte chinque chapons de cens et rente hiretables sour tous les cens et chapons que vailhans hons de bonne memore messire Henri de Fexhe, jadit chevalirs, nos conesquevins de Liege, sire dAaz (1) et de Houten, tenoit, avoit et possédoit al jour de son obit et trepas en la dite vilhe, terroir et justice de Houten, et que Rasses Maxhereis, ses fis legitimes, y tenoit encors de present delle succession son jadit peire, et fessissent li dis religieux par leur certain manbour et procureur demineir les hiretages, le dit Rasses Maxhereis par devant sa dite hauteure de Houten, por faute de payement de la dicte rente des xxv. sols et xxv. chapons devant escripts, et les deminemens prendans compromissent al encontre par devant cely meismes hauteur et justiche venerables hons Rigaz de Fexhe, canons delle eglise saint Paul en Lige, freres al dit Maxhereit, et Thomas de Houlleseez, mambors al dit Maxhereit, et pour ly stipulans et partie en cesti cas faisans, portant quile astoit a presens pour lavanchissement et promotion de son corps aleis en estrangne pays, et debatissent le dis mambours les deminemens deseur nommeis, pour le quel debat ilh furent par la dite hauteure, ensy que loy ensengne, renvoyez en la court des dis religieuz, en la quele ilh plaidiont partie contre partie par plusieurs quinzaines, et dissent et proposent, et chascune delles por ly singulierement, toutes les aligances, defenses et coloires faisantes a leur propos et exhibuant toutes lettres, fourches, munimens, chatres, papirs, recors de cours et autres esplois qui profitable leur sembloit a proveir leurs intentions. Et ne quident le court des dis religieuz nen fut point sage sains notre recargement por tant que apres toutes les mostrances des parties et la renontiation par eaux faites, li dois mambours descurdis nastoyent onkes revenus por devant la dicte court pour atendre lexécution de la dicte querelle. Pour quoy nos faisons savoir a tous que par devant nos, comme par devant chief haute court et justice, compa-

(1) Aaz et Hermée.

rurent li masewirs del court jureie monseignor labbeit et covent sovent nonmeis, as frays des dis religieuz, dune part, et le dis religieuz, dautre part. Et la meismes en presence de nos et de la dicte court furent les raisnes des parties suffisament reciteez et ansi nos recordat la dicte court toutes les mostrances par ly examineez, avuek ce quelle en savoit et wardoit cleirement. Et nos considereis et prepondereis les merites de la dicte caze, ont sour ce meure consultation, par diligent avis, inclinans alle anchiene possession clerement mostree par les dis religieuz, en adjostant ausi plaine foid et creanche az chartres ou registres de leure dicte eglise par la dicte court approveez, desimes et ensengnames par loy et par jugement en recargant les masewirs deseurdis, que se mesire li abbeit nommeis et dois des anchiens canones de la dicte eglise de Flones voloyent sollempnement jureir sor sains, que li xxv. sols de foir cens et xxv. chapons de rente herytables devant reciteis astoyent a eaz et leur dicte eglise boins hiretages, sains faire injure al dit Maxhereit, dont demoroyent ilh a eaz et leure dicte eglise perpetuelment comme leurs boins hiritages, sour tos les cens et chapons que li dis Rasses Maxhereis avoit en teroir et justice de la dicte vilhe de Houten, sain mettre en ce contradiction. Et pour tant que nos volons cesti jugement demorcir en la memore de nos successeurs, nous li esquevins de Lige deseurdis avons a ces lettres fait apprendre nos propres seaz, en relation de veriteit, sour lan de grasce notre Sangnour Jhesu Christ milh trois cens sissante et owit, troise jours en mois de jenvier alle entree.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

(1) Aaz et Hermée.

CXCV.

Relief d'une maison sise sous le restiaux de Saint-Pierre, à Huy, mouvant de la cour Notre-Dame, à Huy.

12 juillet 1369.

Henri de Tourines, chanoine de Huy, maire, Henri le Soris et Lambert de Hans, Johan de Fanchon; Hubin de Marbais, Balduin Langhin, Johan d'Antey, tenants jurés.

Comparants : Colar Albri, opidain de Huy, maître Gile de Soisson en Franche, manant el hosteit chiaux de Flone en Huy; Johanne de Seraing, fille feu Thonar de Fontaynes. Cités : Arnar Hanston et feu Renieir de Florenche, chanoine de Huy.

« Faites et donnes douze jours en moy de julet, lan milhe trois cens et sissante neuf ».

Cartulaire, fol. 74 v°.

CXCVI.

Collation de la chapellenie de Pitet.

15 janvier 1370.

Werner, recteur de la chapelle de Pitet, permute avec Wilhelm d'Eure, recteur de l'église de Borlez. Perchevallus de Carreto, archidiacre de la Hesbaye, approuve la résignation de Werner et la présentation de Wilhelm, faite par Gilles Surlet, chanoine de Saint-Lambert, au nom de l'abbé de Flône, patron de la chapelle de Pitet.

« Datum anno Domini m° ccc° lxx, feria tertia post octavam Epiphanie ».

Cartulaire, fol. 61 v°.

CXCVII.

Propriétés de l'abbaye de Flône en la hauteur de Haneffe.

15 mai 1371.

A thos chias ki ches presentes lettres verunt et oront nos Raskins de Odumont, meires et eskevins del haute cour et justiche de Haneffe, Wilhemes li Cornus de Stirs, Henris de

Stirs, Ernars de Harduelmont, Collet Hutens de Doncheir, Johans de Vileir et Wateles li Lombars, tuit eskevins del dit cour et justiche, salut en Dieu permanable et conisanche de veriteit. Savoir faisons chascuns presens et a venir ke par devant nos comme par devant cour et haulteur est venus sires Michir de Crenwic, prevost de Flones por le tens, en priant et requerant a nos por ly et por lenglise de Flones, si ke chis ki boin poior en avoit de par monsengnor labbeit et totes le convent del dit englize de Flones, que nos vosesiens remesureir et atyermeir par nos et a notre ensingnement par loy tos leurs hiretages gisans en notre dit hauteur et justiche de Haneffe a chans et a vilhe. Nous les meires et eskevins deseur escris entendans et enclinans a leur requeste et prier, alammes sour leur dit hiretages a chans et a vilhe, bien adjourneis tous les marchizans a dis hiretages por nos et a nostre insingnement, et le fesimes mesureir del main Rogir de Votem manans a Seve, por le tens mesureur jureis a nos, totes les dis hiretages, pyche par pyche, et en trovat li dis Rogirs mesureur sor son serment toutes les pyches de terre a chans et a vilhe por tele summe et mesure ke elles gizent chi desous en escrit; et la mimes et tantost furent toutes les dictes pyche de terre a chans et a vilhe atyermeys al presenche de nos et a notre ensingnement et enbanneis por loy et a droit; et en avimes bien nos drois a chu afferans; li dis mesureur et li foystiers les leur droitures et chu salvons et wardons bien. A savoir sunt les pyches de terre : premirs : noef verges grandes owit petites et dois tirches en lieu con dist en *Pierons*, jondant les terres de san Jakeme d'une part, et les terres Pirar Gyot qui fut fies Pirar Cabalke d'autre part; item sies verges grandes deleis le cortis de Flones; item douze verges grandes et douze petites la mimes jondant a terres de sen Jaqueme de Lige d'une part, et les terres mon sengnor de Haneffe datre part; item un bonieir quinze verges petites derier le cortis Henrar, fys dame Femon, sor le voie des Temples, en le quele ilhe at une verge grande de chaveie (1); item vinte chinque verges grandes et septe,

(1) *Chaveie*, enfoncement formé par l'écoulement des eaux.

petites derier le cortis Thyrion le Bastar de Serang jondant a terres chias de sen Jaqueme et a terres les pouvres de Haneffe; item vinte et trois verges grandes et onze petites derier le cortes Pirelos sor le voie de Doncheir jondant les terres Watier le maiour a dois costeis; item trente sept verges grandes et quatre verges petites et demeie et jondant les terres del hospita d'une part, et les terres chias de sen Jaqueme datre part; item vinte dois verges grandes et chinque petites jondant les terres chias de sen Jakemes; item vinte une verges grandes et dois petites sor le riwal jondant le terre ki fut Franchois, en lieu condist en Huwet jondant les terres de sen Jakeme; item onze verges grandes et trois petites, voies et fosses four mises, en lieu condist sor les aselhirs sor le voie des Temples, jondant les terres Henrar fys Damme femme et les terres chias de sain Gile de Lige; item sies verges grandes et saze petites en tyer deleis le cortis Milot et les terres chias de sen Jakeme d'une part, et le Sengnor de Haneffe datre part; item une journal et owit petites verges en lieu condist a tige de rege deleis les terres Bareit de Geneffe; item saze verges grandes et sies petites a rege deleis les terres Colin Schapulhiet et les terres Piron le Frebre; item demi bonier et owiet verges petites a marlires; item disept verges grandes et trauze petites desous le voie de Bois en Herenfosse, jondant le terre ki fut Watier le maiour; item vinte chinque verges grandes et disept petites la mimes de costeit daval; item trente sept verges grandes et quinze petites sor le voie de Doncheir jondant le terre ki fut Watier le maiour dune part et le terre del hospita d'autre part; item sept verges grandes et owit petites et demey sor le tige de Spinevaus jondant le terre Colin de Vileir et le terre Wilhemot de Harduwemont; item vinte chinque verges grandes et quinze petites sour le tige a railhar jondant les terres les enfants Ernekin d'une part et les terres Henri de Stiers datre part; item trois boniers, quatorze verges grandes et dois petites deleis le tyege de molin d'une part et les terres chias de sen Jakeme datre part; item noef verges grandes et sies petites en huvet,

jondant les terres del l'hospita d'une part et les terres monsengnor de Haneffe datre part; item sept verges grandes et trois petites en huvet jondant les terres le Roitial d'une part et les terres damosel Clamenche datre part; item trois verges grandes et dous petites en cortis al rebatte, jondant le preste de Haneffe; item sies verges grandes et saze petites la mimes, de queilles ilhe y at diez verges petites la cheruwe ne puet corir; item trois verges grandes et chinque petites la mimes desous le terre le preste de sein Nicholay; item trente noeff verges grandes a labesse fosse jondans les terres chias de son Jakeme sor le sentir ki vat de Haneffe a Gyneffe; item owit verges grandes le cortis condist de Flone; item disowiet verges grandes et quatre petites des queilhes ilhe y at quinze verges petites ou cheruwe ne puet curie, se gist derier le cortis fornir de Harduwemont dune part, et les terres les povres de Lige datre part; item quinze verges grandes el champange de Limon, el hauteur de Haneffe jondant les terres de mesir Libier de Vierme d'une part. Et por tant ke chu soit choze ferme et mies creuwe, nos li meres et tos li eskevins deseur nommeis avons pendut ou fait apprendre a ches presentes lettres oviertes chascuns por li nos propres saials.

Fait et doneys lan m. ccc sisante et onze, quinze jour en mois de may.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CXCVIII.

Collation de la chapellenie de Sainte-Marie à la Neuville-en-Condros.

26 septembre 1372.

Nicolas de Saint-Séverin, chapelain de Sainte-Marie à la Neuville-en-Condros, étant mort, Jean de Coir, abbé de Flône, présente pour le remplacer Arnold, fils d'Augustin de Charneux, chevalier. Pierre Begons, archidiacre du Condros, agrée cette nomination.

« Datum anno a Nativitate Domini m° ccc° septuagesimo secundo, mensis septembris die vicesima sexta ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liége.

CXCIX.

Jean Sapin attribue en douaire, à Béatrice de Vaus, une vigne située à Ampsin.

18 décembre 1372.

Devant la cour jurée de l'église de Neufmostier comparurent « Johan, fils de feu Johan Sapin, bourgeois de Huy, et damoiselle Beatris, fille de Colar de Vaus, bourgeois de Huy », assistée de son père et de Wilheame de Vaus, son cousin. Johans, « esperans et desirans le dite Beatris avoir a femme leial espeus », lui assigne en douaire une vigne gisant à Ampsin, joignant la vigne « qui fut a monseigneur Arnul de Warnants, chevalier, dune part, et la vigne Johan de Bens le Bolengier, borgois de Huy, dautre part ». Johans de Falais, clerc notariez, maire, Jakemen de Hans, Johans li Clokiers, Arnuls li Normans, Giles de Vinalmont et Johan Doxhen, tenants jurés.

« Faites et doneies diesewyt jours elle moys de decembre, lan milh trois cens septante et doys ».

Original avec sceau, aux archives de l'État, à Liége.

CC.

Transport d'une maison sise à Ampsin (1).

8 octobre 1377.

Devant « Johans Sappine, bourgeois de Huy, et ses tenans Jakemin Brabanchon et Pierlot Walays, Johans de Bens le Bolengiers, bourgeois de Huy, » cède à « Johans dit li pron-

(1) A ce document sont transfigés quatre documents, du 9 octobre 1415, du 4 juillet 1436, du 31 mai 1456 et du 23 août 1485, où apparaît Thiery de Clocker, jadis maître et présentement échevin de Huy.

domme de Gemeppe sour Meuse », une maison, vigne, tenure et assise, située à Ampsin, joignant d'un côté, Colar de Saltere et, d'autre, Liebar le Caffreal.

« Donneis le owyteme jour del mois de octembre, lan mil trois cens et septante sept ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CCI.

Le moulin de Fayt, à Incourt, est donné en « lansage » par l'abbé de Flône.

15 février 1378.

Pour mettre un terme à d'anciennes contestations à propos du moulin de Fayt, sis à Incourt, en la tenure d'Olivier Frieken, « Johans de Jodoigne, escuwirs et sires de Roux-Myroy », reprend ledit moulin et se reconnaît débiteur envers l'abbaye de Flone d'une rente annuelle de six muids de blé. Ce relief est fait devant « le mayeur et les eskevins delle court saint Mathieu de Flone dans la franke ville d'Ayncourt ». Johans de Cologne, chanoine procureur, représentait son abbaye. « Lan m. ccc septante owit, xv jours en fevrier ».

Cartulaire, fol. 71.

CCII.

Cession d'une rente de trois muids hypothéquée sur une terre située à Moxhe.

18 octobre 1378.

Devant la cour jurée de Saint-Lambert à Moxhe, « Colins, fils Renechon jadit dAmbresin li coutiliers, bourgois de Huy », cède à « Gillechon dAmbresin, le coutelier, bourgeois de Huy », une rente de trois muids d'épeautre, que lui devait Pirelot d'Ambresin sur trente-deux verges grandes de terre entre Hannut et Moxhe. « Willeames fils Jakemin dAltrive,

maire en feauteit de part le Jakeme son père, souverain mayeur et eschevin de la dite cour, Johans Hanoses de Moxhe chevalier, Jakemens devant dis et Connars enfans de Johan Sanaris de Moxhe, Johans Trochon et Lienars dis li clercs de Moxhe », échevins(1).

« Fait et donné dyesowit jours en moys de octembre, lan mil trois cens et septante owit ».

Original avec sceaux, aux archives de l'État, à Liège.

CCIII.

Donation de rentes sur des maisons situées à Wezeren, Walsbetz et Houtain-l'Évêque.

2 mars 1386.

Devant la cour allodiale de Liège, maître Winan de Jehancourt, chanoine de l'église de Saint-Martin, à Liège, donne « a Gerars dis Gruiter, fils damoiselle Ude de Johancourt, son cusien, plusieurs rentes sur des masures gisant a Wizerins, a Beiche et a Huten levesque. Hommes del cise Dieu : Gilbier des Boisman de Monthengney, Desier de Latines, Mathe Coman de Monthengny, Herman Kuster de Coirwaremme, Rennechon de Fawe, Massonet Mangnois, Tarte de Dynant, Colar de Leirs, Johan de Udechien ».

« L'an de grasce m. ccc. quatrevins et syes, le secon jour de mois de marrhe.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

(1) A cette charte sont transfigés des documents du 22 janvier 1384, du 20 janvier 1455 et du 4 décembre 1496.

CCIV.

Relief des biens descendant en fief de Montaigu et de Clermont.

27 mars 1386.

Nous Thiri de Rochefort, mambours des terres de Rochefort et dAgimont, faisons savoir a tous que par devant nos et les hommes de fiez de notre thres chier et ameit cusien Johan, sangnour de Rochefort et dAgimont, chi apres nomeit, est comparus venerables peires et religieuz messire Bertrans de Monroial, abbeit delle englise de Flone, et soy offrit comme novial abbeit pour ly et pour son covent et englise de Flone de releveir de nous, comme mambour de de notre dit cusin, les biens et les hiretages chi apres declareis appartenans a ly et a son covent et englise de Flone, movans et descendans en fiez de notre dit cusin, si comme de fiez de Montagu. Et nos, al requeste de dit messire Bertrans, a droit et a loy par lensengnement et rappourt des hommes de fiez sour che somons, rendimmes a dit messire Bertran les desouz declareis hiretages et len rechevimmes a homme pour ly et pour son convent et englise, les relevant de nous comme mambour, faisant feauteit et homaige a nos en nom de notre dit cusien et pour ly aux us et costumme de notre cour et a ce acostumieis a faire, si que ilh et son dit covent en puelent et doient goieir et leur profit faire comme de leur boin fiez et hiretaige, salveit le droit de notre dit cusien. Et de chascun ly declaration des dis hiretage est teille : premiers, le cour de Hottines; item tous les preis et terres quilh tiennent de rivage de Muse dEngis jusquez a Ombray decha Muse et dela; item le dimes grosses et menues de rivaige de Muse dEngis jusques a Ombray de la Muse et decha contre leurs parcheniers, et ensy et si avant que li englise de Flonez les tient et at tenut anchinement; item les dismes grosses et menues de vilhes dAuhoul et delle Noveville, sy avant que le dictes dismes gisent dedens le terre de Cleirmont ou la entour, selonc ce que la dicte englise en at esteit en possession anchinement, et tous les bois qui

gisent entre Ombray et Hermalles qui sont descendant de Cleirmont. Toutes les quilles chouze deseurdittes nos Thirys avons mis en le warde et perpetueie memore des hommes a che presens, a savoir : Thonar delle Venne, Johan Collengnon de Marcoul, Kinet dit le Warial et Weris de Makerial. Et bien en paiat le dis abbeis tous drois a ce afferans. En tesmongnage des quiles chozes nous Thiry ale requeste delle dit abbeit avons appendut notre propre seyalle a ces presentes lettres faites et donneies le mardi devant le dymengne *Letare Jhierusalem*, lan m. ccc. owitantesyez.

Cartulaire, fol. 78.

CCV.

Arnold de Horne, évêque de Liège, approuve la nomination de Bertrand de Montroyal comme abbé de Flône.

6 juin 1386.

Arnoldus, Dei gratia episcopus Leodiensis, religiosis viris priori et conventui ecclesie seu monasterii beati Mathei Flonensis, ordinis sancti Augustini, singulisque personis,etc. salutem in Domino. Ad nostram accedens presentiam, vir religiosus d. Bertrandus de Monte regali, confrater et concanonicus dicti monasterii, litteras venerabilis capituli nostri Leodiensis inferius annotatas et electionis decretum nuper de eo facte in dicto monasterio Flonensi nobis tam pro se quam priore et conventu predicto presentavit, supplicans.... ut electionem de ipso factam dignaremur confirmare. Nos vero, volentes in hiis mature procedere, et ne alicui cito manum....... re (1) videremur, citari fecimus peremptorie Leodii coram nobis seu coram venerabili viro domino Jacobo Lupi, decano ecclesie sancti Pauli et sigillifero nostro Leodiensi, cui committebamus, si nos die citationis hujusmodi abesse contingeret, in premissis et ea tangentibus vices nostras, ad certos diem et horam tunc futuras et nunc preteritas,

(1) Il y a, à cet endroit, un trou dans le parchemin. Lisez *imponere*.

omnes illos qui sua super hujusmodi electione dicebant aut credebant interesse, dicturos contra et se opposituros, si quid dicere aut si se opponere vellent, alioquin visuros confirmationem dicte electionis, si et prout de jure foret facienda, cum intimatione debita et legali. Qua die nullus contra dictum electum comparuit, electo ipso legitime et corporaliter comparente et, quantum debuit, expectante, et electionem de se factam confirmari postulante, prout et hec et illa in litteris et processibus super hoc confectis plenius sunt expressa. Tandem autem nos nostris et ecclesie nostre negociis arduis adeo fuimus occupati, quod circa predictum confirmationis negocium commode vacare non valuimus, nec in civitate nostra Leodiensi personaliter esse dicta die, propter quod prefatus commissarius noster, examinata diligenter electione predicta, tam in materia quam in forma et toto ipsius processu, et comperto per eum, quod electio ipsa canonice erat quoad formam celebrata, et quod dictus electus vir erat in spiritualibus providus et in temporalibus circumspectus et expertus, de legitimo thoro genitus, etatis legitime, competentis litterature, aliisque virtutum et gratiarum donis mirifice perornatus, et in sacro sacerdotii ordine constitutus, electionem eandem de jurisperitorum consilio auctoritate nostra in Dei nomine confirmavit, curam et solicitudinem dictorum monasterii et abbatie, ab antiquis temporibus solitorum per solum abbatem gubernari, eidem committendo, ipsumque de eadem abbatia investivit solempniter et in possessionem ejusdem cum suis juribus et pertinentiis universis induxit realem et corporalem, recepto tamen ab ipso prius solito et debito juramento. Nos igitur factum dicti nostri commissarii in hac parte ratum et gratum habentes, omnia et singula supradicta eadem auctoritate laudamus, ratificamus et approbamus, mandantes vobis omnibus et singulis, quatenus eumdem dominum Bertrandum recipiatis et admittatis in vestrum et dicti monasterii Flonensis abbatem et pastorem, sibique, tanquam ejusdem monasterii vero abbati et pastori, in spiritualibus et temporalibus..... reverenter obediatis et intendatis, ac eidem de dicti monasterii

fructibus, reddilibus, proventibus, juribus et obventionibus universis respondeatis..... In quorum omnium testimonium sigillum nostrum ad causas hiis duximus litteris apponendum sub anno Nativitatis Domini millesimo ccc^mo octuagesimo sexto, mensis junii die sexta.

Suit l'approbation du chapitre de Saint-Lambert, qui avait été donnée anno a Nativitate Domini millesimo ccc° lxxxvi, mensis junii die prima.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CCVI.

Visite de l'abbaye de Flône et statuts octroyés par l'évêque de Liège Arnold de Horne.

20 octobre 1386.

Arnoldus, Dei et apostolice sedis gratia Leodiensis episcopus, dilectis nobis in Christo filiis abbati et conventui monasterii Flonensis, ordinis sancti Augustini, nostre diocesis, salutem in Christo sinceram. Pastoralis dignitatis officium nobis, licet invitis, superna dispositione commissum, tunc cura diligentiori prosequimur, cum errata corrigimus, dispersa colligimus et reformanda in melius reformamus, ne, quod absit, pro defectu pastoris gregem dominicum lupus rapax invadat, quia non potest esse pastoris excusatio, si lupus oves comedat et pastor nesciat, et mandata celestia tunc efficacius gerimus, si nostra onera cum fratribus partiamur.

Sane pridem vestra ecclesia per obitum fratris Johannis de Cornu vacante et pastoris solatio destituta, non solum fama publica, verum etiam quam plurimorum fide dignorum relatu ad nostrum pervenit auditum, quod ipsa in spiritualibus et temporalibus, tam in corpore quam in membris, magnos et enormes patiebatur defectus, quibus, nisi de celeri remedio provideretur, verisimiliter subsequi possent graviora nocumenta. Nos, exemplo nostri Salvatoris, in con-

ventum descendam et videbo, si clamorem, qui venit ad me, opere compleverunt.

Comitato nobiscum religiosorum et domnorum peritorum consilio, vicesima secunda die mensis maii nunc ultimo preterita, personaliter accessimus ad eamdem et de premissis nostra auctoritate ordinaria inquisivimus diligenter, in tantum (quod dolenter referimus) ipsam ecclesiam per legitimam et ydoneam informationem reperimus in spiritualibus et temporalibus desolatam, et quam plures vestri monasterii confratres multiplicibus, diversis et gravibus criminibus et excessibus involutos. Quapropter ne, quod absit, sanguis eorum, in delictis perseverantium, de manibus nostris requiratur, ad ipsius reformationem, Deum pre oculis nostris habentes, processimus per hunc modum :

Inprimis siquidem quia, quod a prelatis, qui quasi signum positi sunt ad sagittam, agitur, a subditis facile trahitur in exemplum, precipimus vestro abbati, quatenus circa sibi subditos se ipsum bonorum operum prebeat exemplum, nec existimet se potestate dominantem sed caritate serviente felicem, et quanto frequentius poterit, sit cum fratribus in conventu, vigilem curam et diligentem sollicitudinem gerens, ut in omnibus de officio sibi commisso dignam Deo possit reddere rationem, districteque in virtute obedientie precipiat suis subditis, ut divinum officium, nocturnum pariter et diurnum, quantum Deus dederit eis, studiose pariter celebrent et devote. Hortamurque ut prefatus abbas die qualibet, rationabiliter causa impedimenti cessante, missam celebret vel audiat, et nichilominus in solemnibus festis, secundum presentis patrie ritum triplicibus nuncupatis, in suo monasterio, et si non frequentius, saltem missas et solemnes studeat celebrare, et ad hoc sufficiens canonicorum numerus fuerit, qui in officiis diaconatus et subdiaconatus ministrent hujusmodi celebranti; et in simili casu, saltem de uno qui in officio diaconatus assistat, precipue in festis, in quorum matutinis habentur novem lectiones. Et qui ebdomadarius fuerit misse majoris, horas canonicas incipiat et collectas et omnes orationes dicat, et una cum aliis, non transcurrendo

aut sincopando, sed tractim et distincte psallant et celebrent humiliter et devote. Subditosque suos in sacerdotio constitutos dictus abbas circa missas celebrandas habeat caritative monere; ceteros vero canonicos non sacerdotes, annos discretionis attingentes, moneat et ortetur, ut in qualibet quindena saltem semel confiteantur et quolibet mense reverenter et devote suscipiant Eucaristie sacramentum, nisi forte de proprii confessoris consilio ob aliquam causam rationabilem ad tempus ab ejus perceptione eorum aliquis duxerit abstinendum.

Preterea, quia per ingressum religionis et professionem regularem, tacitam vel expressam, ad observantiam castitatis, paupertatis et obedientie, quivis religiosus obligatur, expresse precipimus canonicis, ut ipsi suo abbati reverenter et humiliter habeant obedire. Nec habeant proprium vel pecuniam, nisi de ipsorum abbatis procedat licentia et consensu, aut cui hoc permittitur ratione officii vel administrationis sibi commisse; quum presbiter qui fraudem facere de facultatibus ecclesiasticis voluerit, sacrilegium committit et par crimini Jude furis, qui sacras oblationes asportabat et furabatur; et in regula vestra beati Augustini dicitur, quod talia committentes furti judicio condempnentur.

Si qui vero feminas suspectas sive focarias habuerint, eas infra octo dies omnino dimittere teneantur, ipsas de cetero minime recepturi. Quod si secus egerint, per ipsum abbatem secundum exigentiam excessuum personarum et delicti juxta regularia et canonica instituta taliter et debite puniantur, quod ultrix procedat dura sententia, que delinquentes sic graviter puniat, quod alios a similium presumptione compescat.

Item statuimus et precipiendo mandamus, ut nullus canonicus extra claustrum seu metas suo claustro adjacentes, per villas seu campos discurrendo, proficiscatur sine abbatis licentia speciali, cui omnes in omnibus reverenter obediant, vel in abbatis absentia, prioris claustralis; qui pre ceteris post abbatem potens esse debet in opere et sermone, ut exemplo vite verboque doctrine fratres suos et instruere possit in bono et a malis etiam revocare; zelum religionis

habens secundum scientiam, ut delinquentes corripiat et castiget, obedientes foveat et confortet. Et precipimus predictis abbati et priori, ut omnia et singula, que ad ordinem et regulam eorum pertinent, faciant ab omnibus suis confratribus et concanonicis observari cum appositione pene que in regula continetur; rebelles vero et incorrigibiles ad nos vel nostrum officialem referant, et inobedientiam vel rebellionem ipsorum nobis ostendant, ut ipsorum rebellio per suorum corporum detentionem seu alias per nos compescatur. Et si aliqui, ut premittitur, absque suorum prelatorum licentia habitum suum temere dimittendo ac per seculum dampnabiliter evagando reperti fuerint, tales publice in ecclesia moneantur, ut infra quindecim dies ad suum claustrum revertantur, veniam de perpetratis delictis petituri; quod si non fecerint, per juris remedia ulterius contra eos procedatur.

Insuper attendentes quod, ubi gubernaculum discipline contempnitur, restat ut religio naufragetur, censuimus esse prohibendum et per presentes prohibemus canonicis monasterii, ne extra refectorium comedere absque prelatorum suorum licentia, si presentes fuerint, vel deputatorum ab ipsis, si absentes exstiterint, presumant ullo modo, provisionemque illi, quibus incumbit onus providendi de victu canonicis, eisdem provideant sufficienter et decenter, non in pecunia sed in victualibus, prout cuilibet opus erit; decernentes quod, si qui redditus aliquibus ex canonicis conjunctim vel divisim hactenus pro victualibus fuerint assignati, nullatenus dimittantur eisdem; omnes enim assignationes hujusmodi revocamus et pro revocatis haberi volumus, et eas deinceps fieri prohibemus. Et ipsis ibidem in refectorio lectio de ipsorum regula aut alia scriptura devota legatur, nec tunc solum fauces sumant cibum, sed et aures esuriant Dei verbum. In quo quidem refectorio, oratorio et dormitorio, continuum silentium semper observent; nec in villa de Flones seu villis adjacentibus nocturno tempore permanere seu pernoctare, aut tabernas publicas intrare, nisi in itinere constituti, nec et in locis ipsis comedere, nisi cum suo prelato vel

superiore, presumant. Nec in suis domibus vinum publice aut indorenter (1) vendant vel per alios vendi permittant. In oratorio quippe nemo aliquid agat, nisi ad quod est factum, unde et nomen accepit. In dormitorio autem omnino habeant sub una clausura et custodia manere et ibidem dormire, nisi de superiorum immediatorum prelatorum licentia ex rationabili causa ad tempus ducerent abstinendum; sintque celle omnes ipsius dormitorii taliter ordinate, quod a parte anteriori debeant aperiri, nec velamina aliqua possint apponi, sed a transeuntibus hii qui intra fuerint conspici valeant et videri. Item, cum expediat infirmos de domo seu loco congruo provideri, statuimus quod abbas, cum consilio et consensu sui conventus, locum hujusmodi sufficientem juxta statum et facultates monasterii infra tres menses, vel quantocius fieri poterit, deputare seu construere teneatur, et eisdem infirmis sufficienter de lectis, victualibus, servitoribus, medicis et aliis quibuslibet necessariis providendo. Et idem in casu consimili duximus statuendum de hospitali pauperum ante portam ipsius monasterii situato, de cujus bonis, proventibus et fructibus, ecclesia Flonensis in sui exordio dicitur fuisse fundata; nam vero quod non habet Christus rapit fiscus. Abraham enim et Loth per hospitalitatis opera Deo placere et angelos hospitio recipere meruerunt.

Item ordinamus quod in ipso monasterio unus habeatur magister seu fidelis instructor, qui novicios doceat in scepta claustri in scientiis primitivis aliisque divinis officiis ac observantia regulari.

Item statuimus et ordinamus, quod infra duos menses a die publicationis presentium numerando, quanto citius commode poterint, conficiantur registra in quibus possessiones, census, jura et cetera bona immobilia, quecumque et qualiacumque fuerint, ad ipsum monasterium et loca sibi subjecta spectantia, singillatim et specifice describantur. Fiant etiam registra in locis sibi subjectis, et duplicentur; quorum unum in loco superiori et aliud in loco subjecto serventur.

(1) Peut-être faut-il lire *indecenter*.

Item scribatur una nova regula, cum illa que tempore quo visitavimus ibidem sit inutilis, dilacerata, destructa et quasi ad nichilum omnino redacta.

Precipimus, ne abbas etiam cum suo conventu, seu administratores ipsius monasterii, sine causa necessaria vel utili loca sua vel proventus ipsorum locorum ad firmam vel emphitheosim perpetuam tradere valeant, nisi solemnitate juris ad id interveniente; mandantes insuper ut statim post mortem prelatorum vel administratorum quorumcumque de bonis relictis ab ipsis fiant inventaria et registra per illos ad quos id pertinet, in tabellionis vel saltem in aliarum personarum publicarum presentia, antequam ad alia divertatur, futuro successori reservandis, nisi ex privilegio, aut consuetudine rationabili legitime prescripta, de ipsis bonis aliter debeat ordinari.

Item statuimus quod qualibet septimana saltem semel, vel sepius si expediens fuerit, statim post primam, vel quando est ibidem fieri consuetum, capitulum teneatur, in quo, antequam ad tractanda alia procedatur, canonicorum excessus, transgressiones et negligentie corrigantur, ac de disciplina et reformatione regulari tractetur salubriter et agatur, nullo ibidem proterve ac clamorose seu irreverenter se habere quomolibet presumente.

Preterea administratores bonorum temporalium quolibet mense singularem de receptis et redditis, et bis in anno coram abbate et conventu generalem teneantur reddere rationem, juxta formam ordinationis seu statuti divisionis seu discretionis bonorum temporalium per abbatem et conventum concorditer moderatam, renovatam et in melius reformatam, videlicet in defalcatione centum modiorum spelte pro hospitum supervenientium custibus et expensis, quia non debet os bovis triturantis alligari nec etiam reprehensibile judicari, si secundum varietatem temporum statuta varientur humana.

Verum quia habundans cautela non consuevit nocere et etiam bonarum mentium est sibi suas culpas agnoscere, etiam ubi minima reperitur, hortamur ut, quanto citius commode poterunt, ad sedem apostolicam pro una generali absolu-

tione in penitentiaria impetranda juxta stilum communem (1) abbas illos qui sententias excommunicationum a jure vel ab homine incurrerint possit absolvere, et si se divinis immiscuerint, super irregularitate sic contracta auctoritate apostolica nunc dispensare; sed correctionem excessuum in nostra visitatione repertorum et per ipsos canonicos perpetratorum nobis vel nostro officiali tantummodo reservamus.

Rursus dignum fore censentes, ut canonici religionis prefate non solum morum et vite, sed etiam habitus et vestimentorum fulgeant honestate, nam in eorum regula legitur : « Non sit notabilis habitus vester, nec affectetis vestibus placere sed moribus », precipimus, ut in qualitate predictorum religiosorum regularium modestia non excedatur, nec quod pretiosius et subtilius exquiratur, sed quod utilius valeat inveniri. Sitque vester superior habitus pretexta rotunda per circuitum et non fissa, nec longitudine nimia aut brevitate notanda; sed vestes, quas sibi de cetero facient, facient canonici novas usque ad talum vel prope longas, nec manicas ipsarum vel *wardecorsio* ligatas, nimium in longitudine vel latitudine pretensas, nec in apparenti consutitias vel *botonatas* habeant, nisi causa infirmitatis vel alterius necessitatis evidentis et rationabilis per abbatem circa subditos aliter fuerit dispensatum, cujus conscientiam super hoc oneramus; mandantes, ut ipsi religiosi vestibus bruni, nigri aut mixti coloris, magis ad premissos quam ad alios quoscumque colores notabiliter declinantis, dumtaxat utantur; nec portent seculares eversos rostratos vel alterius quam solius nigri coloris. Et illi, qui a festo Omnium Sanctorum usque ad festum Pasce voluerint uti cappis choralibus vulgariter nuncupatis, licite possint locis et temporibus consuetis, declarantes etiam, quod ipsi religiosi in suo monasterio sive claustro residentes loco sui habitus superpellicium lineum efferant; nec utantur capuciis sed almuciis secundum consuetudinem loci antiquitus observatam. Nec per premissa intendimus prohibere, quin predicti religiosi in itinere con-

(1) Suppléez *recurrant*.

stituti vestes bruniores deferre et cincti desuper (1) incedere, etiam si fisse fuerint, dum tamen alias non sint notabiles sed honeste, et eis publice non utantur absque toga vel rondello; quas si dimittere voluerint, statim vestem rotondam et non fissam reassumere teneantur; nec utantur epitogio, seu tabardo, vel tunica forata usque ad oram. Qui vero vestem vel habitum contra presentis constitutionis tenorem deferre presumpserit, per ejus superiorem sic debite puniatur, quod ceteri a similibus archeantur, et nichilominus ut auferatur vestis prelibata pauperibus eroganda. Item inhibemus predictis religiosis, ne zonas vel cingulos aut magnos cultellos, auro, argento vel gemmis ornatos, in aliquo loco publice habeant deportare. Ipsique coronas seu tonsuras bene largas, barbasque rasas et capillos capitis non in totum rasos vel detonsos, sed inferius decurtatos et auribus in totum vel saltem in majori parte patentibus, decenter deferant et honeste, nec ultra quindenam differant eas renovare.

Ceterum a venationibus et aucupationibus omnes professi, precipue claustrales, semper abstineant, nec eis interesse, aut canes vel aves venaticas per se vel alios tenere presumant, nec venationi presentiam exhibeant personalem, nec infra septa sui monasterii vel claustri nullatenus arma, precipue invasoria, teneant sine licentia sui prelati, nec etiam ad aleas, taxillos, portam vel pilam, seu alios ludos indecentes, causa questus seu lucri ludant aut in suis locis ludere permittant, vel hujusmodi ludis intersint.

Ceteraque regularia tam nostris statutis sinodalibus statum religiosorum concernentia quam eorum constitutionibus et regulis contenta, que eorumdem salutem sapiunt et profectum, diligenter observent. Si quis autem premissorum temerarie violator extiterit, regulari subjaceat discipline. Et prefata statuta bis in anno legantur, statutis aliis et consuetudinibus dicti loci, si qua forsan hujusmodi exstiterint, omni quoad hec deinceps robore carituris.

In quorum omnium testimonium sigillum nostrum ad causas presentibus duximus litteris apponendum.

(1) Suppléez ici *possint*.

Datum anno a Nativitate Domini millesimo tricentesimo octuagesimo sexto, mensis octobris die xx^ma^.

Cartulaire, fol. 11 v°-13.

CCVII.

Complément des Statuts donnés à l'abbaye de Flône par Arnold de Horne, le 20 octobre précédent.

22 novembre 1386.

Arnoldus, Dei gratia Leodiensis episcopus, venerabilibus ac religiosis nobis in Christo carissimis fratribus, abbati et conventui monasterii Flonensis, ordinis sancti Augustini, nostre diocesis, salutem et sinceram in Domino veritatem. Ideo legum et constitutionum vigor medium (1) a sanctis patribus et ecclesiarum moderatoribus est indultus, ut ignara refrenetur temeritas et vagabunda subtrahatur nocendi facultas; cum, teste Apostolo, lex data est propter transgressores. Sane, cum nuper, pastoralis nostri sollicitudine compulsi, monasterium vestrum causa visitationis adiverimus, et audientes ipsum in spiritualibus et temporalibus pati non modicam lesionem, nosque, quibus divina permissione ecclesiarum civitatis et diocesis nostrarum cura commissa est, volentes propterea, quantum in nobis est, ecclesiarum defectus et lapsus reparare et in melius reformare, pro viribus ad reformationem ejusdem vestri monasterii inter cetera, de prudentum consilio, auctoritate nostra ordinaria certa statuta condiderimus et ordinaverimus, ac per vos et vestrum quemlibet observari mandaverimus, prout in aliis nostris litteris super hoc confectis et presentibus annexis plenius et latius continentur. Cum autem per hujusmodi nostram visitationem invenerimus dictum vestrum monasterium tantis debitis et oneribus obnoxium, et quosdam ex vobis, quos fama proclamaverat, tam super dilapidationem bonorum ejusdem monasterii quam aliorum excessuum opere complevisse, sic quod pro sustentatione onerum et solutione debitorum, sicut notorium reperimus, bona non

(1) Lisez : *in remedium.*

sufficiant ipsius vestri monasterii, nisi a portionibus, que vobis hactenus ministrari consueverunt, aliqualiter restringatur, ne commissarum excessuum remissio et venie facilitas aliis intentionem tribuat delinquendi, nostra alia statuta, que a vobis firmiter teneri et observari precipimus et mandamus, renovantes, eisdem superaddendo ulterius statuimus et ordinamus, ac in virtute sancte obedientie firmiter injungimus ac observari mandamus, quod de cetero per administratorem bonorum dicte ecclesie de omnibus fructibus et redditibus ipsius ecclesie singulis annis ante omnia recondentur seu sequestrentur in tuto loco ducenti modii spelte, vel ipsorum valor, pro supervenientibus necessariis tam subsidii curie Romane, guerris et aliis periculis et accidentalibus, que possent oriri; quibus cessantibus, volumus et mandamus in augmentationem cultus divini, sacrorum vasorum, vestimentorum et aliarum necessitatum in communem utilitatem ecclesie converti; et inter ipsos distribui seu partiri sub excommunicationis pena prohibemus. Item pro aliis omnibus expensis refectorii, quod per confratres seu canonicos dicti conventus observari precipimus, secundum quod in aliis nostris statutis et constitutionibus est constitutum, singulis annis, videlicet pro vino, carnibus, piscibus, cerevisia, allecibus, aceto, speciebus et aliis expensis dicti refectorii necessariis, etiam de rata bonorum dicto conventui competente per administratorem ipsius conventus in certo loco seu granario tuto reponantur trecenti modii spelte, ex quibus fiant expense communes et cotidiane ipsius refectorii. Item pro vestiariis cuilibet presbitero seu emancipato dicti conventus ultra quatuordecim modios spelte, et non emancipato seu scolari ultra septem modios spelte, et cuilibet etiam pro pane, ultra septem modios spelte emancipato aut non emancipato, nullatenus singulis annis ministretur, sed ipsis portionibus a preposito seu administratore dicte ecclesie singulis annis contentantur. Si quid autem de bonis dicte ecclesie supercreverit ultra summas predeclaratas, omnibus solutis et completis ipsius monasterii, volumus per administratorem ipsius ecclesie, juxta statuta et

ordinationes vestras inter vos abbatem et conventum dividi seu distribui; et non aliis. Et hanc ordinationem per vos et vestrum singulos firmiter observari mandamus, et per quemlibet vestrum jurentur. Quodque etiam nullus de cetero ad prebendam vestri monasterii recipiatur sive admittatur, nisi prius statuta vestra et ordinationes vestras et nostras etiam presentes juraverit se observaturum.

Quibus premissis mediantibus, nos, attendentes vos et vestrum monasterium esse multiplicibus debitis involutos et gravatos, vobiscum misericorditer agentes, ut exire et evadere valeatis usurarum voraginem et alia graviora incommoda, de communibus bonis vestri monasterii uni vel pluribus personis, id emere valentibus, usque ad summam ducentorum modiorum spelte, mensure Hoiensis, annue pensionis ad vitam unius persone, non plurium personarum, justo ac competenti pretio mediante, vendere possitis, dummodo hujusmodi pretium in utilitatem ac usus dicti monasterii ac solutionem debitorum vestrorum vestramque liberationem et quitationem totaliter convertatur, vobis tenore presentium indulgemus et concedimus.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum ad causas presentibus litteris duximus apponendum.

Datum anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo sexto, mensis novembris die xxii.

Cartulaire, fol. 13.

CCVIII.

Reconnaissance d'une rente d'épeautre au profit de l'abbaye de Flône.

22 mars 1388.

Devant la cour de Grand-Modave, Gérard de Vilen dit de Pailhe se reconnaît débiteur d'une rente de dix-huit muids, dont neuf muids sont dus à Wathelet, fils de feu Jean de Xhoche, six muids à l'église de Flône, un aux abbayes de Saint-Gilles-en-Publémont, de Neufmoustier et du Val-Notre-Dame. Les héritages grevés de cette rente sont « unc bosket

et dois viviers, li queis sont appelees Roystemont et Meremont, une pieche de terre que ons appelle les *antres* se tient envyron sies bonnier et demy, et le bois que on dist Hermanbuxhiche jusque a Hoyoule, une taune et une favaige a toutes les appendiche; trois bonniers de terre gisans en une pieche sour le comble de cestial, deleis le gros thier, asseis pres de communes; une pieche de terre gisans a meleez le tiexhon; le bois de Heinche ».

« Johans de Trois maisons maire; Wathier Soteal de Romont, Thirion fils Kinial de Modaule, Henemot Donfus, Renier de Jardien, Huscien de Gerbyhay et Antonne fils Renar de Jemeppe », échevins.

Cités : Waltier de Modave chevalier et Ivette sa femme; les « remanants de feu Arnul voueit de Huy ».

« Lan delle Nativiteit notre Saignour Jhesucrist m. ccc. lxxx et viii, xxii jours en mois de marche ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CCIX.

Relief d'une rente devant la cour de Terwagne en Condros.

22 mai 1388.

Devant la cour de Saint-Hubert, à Terwagne, *Teruwange*, Hugues de Vernoy, chanoine de Neufmoustier, mandataire de l'abbaye de Flône, fait le relief d'une rente de six muids d'épeautre, due par Gérard de Vilen dit de Pailhe. Les gages sont mouvans de la cour de Grand-Modave et sont appelés l'héritage *de Bruwiers*.

« Lambert delle Taverne, maire, Connar de Petit-Modave, Lambesine de Terwagne, Gerard fils de Remvar Roussial jadis, Lowis de Fanchons, Renwar li vrai Dieu et Johans Bakelar ».

« Faict et donneez lan delle Nativiteit notre segnour Jhesu-Crist, mille ccc. oittante owit, en moy de may xxii jours ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CCX.

Record de la cour de Rosoux concernant les propriétés de l'abbaye.

2 juin 1388.

« L'an mccc. lxxx. et viii, second jour de june ».

Cartulaire, fol. 57.

CCXI.

Reconnaissance d'une rente due par Thiry de Berloz, écuyer, devant la cour de Geer.

18 mai 1390.

« Faites et donnees lan de grasce mille ccc. et nonante, la vigile delle feste delle Ascension ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CCXII.

Décision de la cour des tenants de l'autel de Saint-Nicolas au château de Clermont, concernant les biens de ce bénéfice situés à Chaumont sous Clermont.

23 octobre 1391.

« Che fut fayt lan delle Nativiteit nostre sengnour Jhesu-Crist mille trois cent et nonante, xxiii jours en mois doctobre ».

Cartulaire, fol. 103.

CCXIII.

Les échevins de Liège approuvent la sentence arbitrale prononcée par Wilhem de Waroux, Colar de Lavoir, Henri Coen, jadis maître de Liège, et Jean Huwar, dans une contestation survenue entre l'abbaye de Flône et la douairière de Lambert de Chantemerle Mahaut de Vinalmont et son fils Jean. Maître Lambert Grégoire est cité comme secrétaire des échevins.

7 septembre 1392.

« Lan de grasce mil trois cens nonante dois, sept jour en mois de septembre ».

Cartulaire, fol. 25.

CCXIV.

Mahaut de Vinalmont et son fils Jean de Chantemerle ou de Fontein donnent quittance de 220 écus vieux, qu'ils ont reçus de l'abbaye de Flône, par les mains de Colar Paignon d'Ouppey, changeur.

11 janvier 1393.

« Lan de grasce mccc.lxxxxiii, xi jours en mois de jenvier ».

Cartulaire, fol. 84.

CCXV.

Marsilhe dele Dorpe, chevalier et mambour de l'abbaye de Flône, fait déclarer par la cour censale de Libair le Cafréal d'Ampsin, que celui-ci n'avait pas le droit de réclamer de l'abbaye quatre deniers de cens.

23 juin 1393

« Chu fut fait lan delle Nativiteit nostre sangnour Jhesu-Crist mille trois cens nonante et trois, xxiii jours en mois de june condist resailhemois ».

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

CCXVI.

Reconnaissance d'une rente de deux et demi muids d'épeautre, au profit de l'abbaye de Flône, par les quatre fils de Libair delle Fontaine delle Chaveie.

5 mai 1394.

« Lan de grausce m. ccc. xciiii, en mois de may chinque jours ».

Cartulaire, fol. 67.

CCXVII.

Devant le bailli de la terre de Moha et la cour allodiale de Wanze, l'abbaye de Flône est investie de deux bonniers de terre, gisant en terroir de Warnant, par Hubin et Otteles, fils d'Ottard d'Otremont.

27 janvier 1395.

« Faites et doney lan de grausce m. ccc. xcv, en mois de janvier le xxvii jours ».

Cartulaire, fol. 66.

CCXVIII.

Record de la haute cour de justice de Geer concernant les charges et les droits respectifs des manants et du seigneur en la seigneurie de l'abbaye de Flône à Geer.

11 mars 1395.

A tous chiaus qui ces presentes lettres veront et oront le maires et li esquevins delle haute court et justice delle ville de Geire deleis Darion, salut en Dieu et cognoistre veriteit. Sachet tuit que constitueis personeiment par devant nos, comme par devant haute court et justice, homme religious sangnoir Gerar de Vinalmont, canone reguleis delle englise de Flone sour Muese, delle ordenne saint Augustin, Johan dit Petis, Johans de Hodege, Marsilhes de Lidorp, clers, et Johans dit de Marchiens li parliers, mambours et procureurs des venerables et religious sangnour le abbeit et le covent delle dite englise de Flonez, sangnours temporeils de la dite ville de Geire ensi que de la dite mamburnye, et procuration nos constat par chiertaines lettres saieleies des seauls de vailhans sangnours et honorables les sangnours maieur et esquevins de Liege, et nos requisent en nom des dis sangnour abbeit et convent a avoir une recort coment nos salvons et wardons queles droitures, cens, rentes et chapons le deseurdis sangnours abbeit et covent ont en la dite ville de Geire, et queles droitures les terres tirchauls del dit ville

et haulteur devoient et doient chascun an aux dis sangnurs; et ansi que li dis sangnurs doient aus manans et sorseans de la dite ville et haulteur.

Sour le queile requeste nos li esquevins sor ce par notre maieur somons, convoitans a chascun wardier son droit, ensengnames que notre dit maieur adjournast par devant nos les manans et sourseans de la dite ville et tous chiaus aus queis ce puet et doit tochier par son forstier et a son delle cloke, et ensi quilh appartient ale quinsaine por oijr celi recort et pour dire et aligier encontre, se aucune chose dire y voloient. La queile quinzaine venant, comparurent personeiment par devant nos de rechief li deseurnommeis manbours, pour les dis sangnurs abbeit et covent dune part, et li masuiers, manans et sorseans de la dite ville de Geer a ce, comme dit est, adjourneis dautre part. Et nous requisent de rechief li dis manbours et procureurs, en nom des dis sangnours abbeit et covent, a avoir de nos le recort par le manieir desous declareit. Pour quoy nous li esquivins sour ce somons eut entre nous conseilh, par meure deliberation, avons la meismes en presenche des dis masuiers, manans et sourseans, recordeit et raporteit, et par ces presentes recordons et raportons, salvons et wardons pour plaine sieute de nous tous sens debat que solonc que nous avons apris de nous et de nous devantrains et predecesseurs :

Premierement, que li venerables sangnours abbeit et covent de Flones deseurdis ont toutes haulteurs et justices de forches, de hars, de ruwes, de forjugement, de planteir tiers et bones, et de tous autres exploys appartenant a toutes hauteurs si comme saugnours de la dite ville de Geire, et que les autres sangnours chevaliers, escuiers ont acoustumeit a avoir en leur villes hauteurs et justices.

Item, que toutes terres tierchauls de la dite ville et haulteur doient estre wangnies (1) : a savoir les juxieres de cinq roies (2) entiers de temps et de saisons, sens fraude ou malen-

(1) *Wangnies*, labourées.
(2) *Roies*, sillons.

gien ; et doient li hiriers (1) on cherewiers tenans les dites tirchauls terres, chascune pieche de terre anssineir (2) suffissament une fois a moyns dedens douse ans; et se li heiriers ou wangnours, tenans les dites terres ou parties dycelles estoient defalans de ce acomplir, li maires de dis sangnurs ou leurs procureurs et messaigez soy poioient traire par devant nos les esquevins devant lawost que ons deverat colhier les bleis, et demostreir celi defaute des dites juxiers par especials nient wagnies de chinque roies; car adont alle requeste de dit maire ou de procureur et message des dis venerables sangnurs, nous les esquevins nous devons traire sour les terres ensi mal wagnies ou mal anssinees et viseteir les bleis sus extans, et devons examiner celi defaute solonc les terres circumstantes et marchissantes la entour; la queile defaut serat ou seiront li wagnours des dites terres mal wagnies ou mal anssinees rendre et restitueir aus dis sangnours ou a cely qui en ce arat cause pour yaus. Et quant les bleis des dites tirchauls terres sieront colhijes et loijes a le messon del awost, le hiriers ou cherewiers doit laissir savoir a cely qui tenrat les dismes des dis sangnours en le ville de Geire pour demeir et veoir demeir et prendre la tirche jarbe; et se li demeur venier ny voloit, li wagnours ou hiriers des dites terres doit appeleir dois personnes dignes de foid, et devant yaux demeir les jarbes et lassier sour le lieu. Et deveront avoir les colheurs de onse jarbes une pour leurs scontours; les queiles scontours et demes des dites terres tirchauls premierement fuer prises et osteies, adont competerat aux dis abbeit et covent, ou a celi qui pour yaux commis y serat, todis de trois jarbes une jarbe. Et doient li wangnours ou tenans les dites terres tirchauls toutes les dites tirches jarbes appartenans aux dis sangnurs sour leur chairs et harnas acheireir (3) di champs en le batreie del grangne de dis sangnurs en le ville de Geire;

(1) *Hiriers* ou *heiriers* dérive du mot *arare*, labourer.

(2) *Anssineir*, enfumer.

(3) *Acheireir*, charrier.

et se li porte nastoit ovierte, ilh le puet lassier ale pourte. Et en cas ou li tenans les dites tirchauls terres seroient defalans des chouses deseurdites en tout ou en partie, donc poront li dis abbeit et covent ou le comis de part yaus faire demineir por celi defaulte sour les defalans par trois plais generales ou solonc le loy de pays, et yaus faire resasier des dites terres sour les queiles celi defaute trovey seiroyt.

Et ne poront li tenans des dit tirchauls terres foreir les bleis en terre, sen quilh ne soient tenus de payr et paieront le tierch jarbe de ce quilh aroient ensi foreyt; mays quant les dites terres seront a tremois (1), li wangnours dycelles porat prendre une diveroule ou unc faxhe por ses chevals, sens fourfaire et sens fraude ou malengien.

Et doient tous chiaux tenans les dites tierchauls terres venir a playt generales trois fois l'an.

Et doit chascun bonier des dites terres tierchauls, quant ilh gisent a juxieres, aux dis sangnours unc denier de fourt cens en le ville de Geer a jour des fieste saint Johan Baptiste.

Et toutes fois que nous maires et le esquivins irons visiteir le defaute des dites tirchaus terres, nos devons avoir de chascune pieche une warde pour nous drois.

Item avons recordeit et recordons, salvons et wardons que li masuiers et manans et habitans delle ville de Geire doient faire et detenir, a leurs costes et frais, le pont de Geire; et li dis abbes et covent doient detenir les voies entour le pont, si avant que li hauteur de Geire se contient. La harnais vont a chars et a cherettes; et parmi ce doient li dis abbeis et covent avoir le winage, a savoir de chascun char a quatres ruwes un viez noir tournois, et de chescune charette demy viez noire tournois.

Et tous chiaux qui doient cens et chapons a dis sangnurs abbeit e covent, doient payer les cens le vigile delle Nativiteit notre Sangnoir, et a cely jour offrir les chapons les queis ilh doient payer dedens li jour delle Epiphanie, con dist *le Treme*, apres siwant. Et se payer nastoient, li dis abbeis et covent ou leur procureurs poront faire demineir

(1) *Tremois*, grain d'été.

sour les defalans des dis cens et chapons ledemain delle Treme, solonc le loy de pays.

Et tous chiauz qui tiennent cheruwes en le ville de Geire ou font chereweir pour argent doient chacun an hiretablement apourteir a maiour delle dite ville le nuyt saint Remy un retors, a savoir trois pates de bleis, trois pates dorges et trois rauges de vechs (1), sour poine delle amende a payer de par les defalans toutes fois quilh seront troveis en faute, se li sangnurs prende le vuelent.

Et tous chiauz qui doient avowerie payer, li doient le jour saint Remy; voire que le recheveur ou commis de part le dis abbeis et covens le doient aleir quiere et rechevoir a tote le mensure en le mainson de cely qui la dit avowerie doit en la ville de Geire; et se ilh masewirs estoit de cely defalans de payer sour ce requis, ilh serat alle amende.

Et tous chiauz qui doient rentes hiretables, payer le doient sour poine delle amende dedens le jour delle Purification Notre Dame Chandeleur sour le grenier de dis abbeis et covent en le ville de Geire, al mesure de Huy.

Et doient li dis abbeis et covent a leur frais livreir stier ou dosin.

Et ne puet ons ne doit bresseir cervoisse que de brays de tremois tant soulement, et le quarte ale mesure de Huy a plus haute fuer (2) vendre que a unc noir tournois; et ne doit ons useir de mesure en la dite ville que mesure de Huy; et qui ferat le contraire, ilh seirat alle amende.

Et ne doit ons tenir alcune revenderie en la ville de Gere sens le greit et consentement de dis sangnurs.

Et oussi le dis sangnours abbeis et covent doient en leur grangne livreir unc van, unc rege (3) et unc xhifle (4), des queis soy poront aidieir li mansuiers et wangnours.

Item avons apris de nos predecesseurs esquevins et avons acoustumeit de nos que, partant que li dis sangnours abbeis

(1) *Vechs*, vesce.
(2) *Fuer*, prix.
(3) *Rege*, crible.
(4) *Xhifle*, signification inconnue.

et covent ont acoustumeir a payer a nous les esquevins chascun an a Noiel unc muy de spelte; nos les esquivins devons estre presens a leveir les cens, rentes et chapons, que ons doit aux dis sangnoirs, sens autres drois a payer plus avant a nos pour cely cas. Et en cas ou li dis sangnours defaroient ou payer ne voroient cely muy de spiaulte, nos ne sieriens point aux dites rechuites presens.

Et aussi portant que encour le dis sangnours nous doient payer troys pleyes de cervoise a savoir : a chascun plait general unc pleyet, nous ne poiions ne devons aux dis sangnours ne a leur procureurs autre chouse ne plus avant aucun droit demandeir a yauz ne a leur procureurs de tous areste, deminement, de forcomans, de wardes, de planteir tiers ou bonnes, ne dautre jugemens ou explois de justices, fuer mys de viseteir les tirchauls terres mal wangnies, des queils nous devons avoir nos drois, si comme deseur est contenut.

Le queil recort ensi fait par nous les dis esquevins Jacquemins de Bodegneez, maires pour le temps en feaulte, ale requeste des dis mambours et procureurs et aussi des masewirs et sorseans delle dite ville la presens, ce greant et ratifiant et qui rins ne posont encontre, mist en le warde de nous les esquevins a savoir : Thiry de Fresien cuvelier, Wilhame Soteal manant a Geire, Hubier Govenar, Jakemien fis Henri Pangnar, Johans fis damoiselle Sibilie et Armant delle Haye, a ces presens, qui bien en awiemmes nous drois.

En tesmonage desqueils chouses nous maires et esquevins deseurnommeis, qui a ce fumes presens a toutes les chouses deseur devisees, salvons et wardons comme court, avons appendus nos propres seals a ces presentes lettres.

Et ju aussi Johan de Coir, sire de Rameilhoul, escuier, esquevin delle dite court, qui les chouses deseurdites ausi salve et warde con esquevins a recort de mes compangnons devant nommeis qui la dite recort ont fayt, ay appendut mon propre seal a ces presentes lettres, fait et doneyes onze jours en mois de marche, lan de grausce mille trois cens nonantechinque.

Cartulaire, fol. 41.

CCXIX.

L'abbé Jean de Bodeur, élu au mois d'octobre 1408, *rend compte au chapitre de son abbaye de la liquidation des nombreuses dettes que lui avait léguées son prédécesseur et des dépenses qu'il a faites depuis le commencement de sa gestion* (1408-1413).

14 juin 1413.

In nomine Domini. Amen.

Universis et singulis presens publicum instrumentum visuris et audituris pateat evidenter, quod anno a Nativitate ejusdem Domini millesimo quadringentesimo decimo tertio, indictione sexta, die mercurii, decima quarta mensis junii, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Johannis, divina providentia hujus nominis pape vicesimi tertii, anno quarto, in mei notarii publici et testium subscriptorum presentia propter infra scripta personaliter constitutis venerabili ac religioso in Christo patre dompno Johanne de Bondeur, Dei patientia abbate ecclesie seu monasterii sancti Mathei Flonensis, ordinis sancti Augustini, Leodiensis diocesis, ex una parte; necnon religiosis dompnis Liberto dicto Libon, de Verlens; Johanne dicto de Villari, de Hermalle; Hallardo, de Helenchinez; Johanne dicto Matton, de Engis; Gerardo dicto de Vinalmont, de Antey; Lamberto dicto de Flone, de Borsut; Arnoldo dicto de Borlois, de Gecora; dicte diocesis ecclesiarum parochialium curatis seu investitis; Johanne de Flone, preposito, Johanne de Fossis et Henrico de Cornu, canonicis regularibus confratribus predicti monasterii, ex alia, presentibus in capitulo dicti monasterii hora capitulari de mane capitulariter congregatis et capitulantibus, capitulo ad hoc, ut dicebatur, indicto; ipsisque et singulis aliis dicti monasterii confratribus, licet absentibus, ad diem et horam hujusmodi ad ea que sequuntur audiendum, faciendum, fierique videndum et audiendum; ut asserebatur, specialiter et litteratorie vocatis, prefatus dompnus Johannes abbas ibidem sonora voce et seriose exponere curavit quod, cum currente anno a Nativitate Domini 1408, et

de mense octobris ejusdem anni, gratia suffragante divina, ad pastoralis officii prefati monasterii Flonensis apicem assumptus et confirmatus fuisset, ac ejusdem regimini preesset, necnon curis sollicitaretur continuis et assidua meditatione urgeretur, ut juxta commissum sibi hujusmodi officium monasterii et conventus predictorum, in quorum prosperitate utique jocundabatur et jocundatur jugi, quantum eidem ab Altissimo concessum fuerat et est, commodis et utilitatibus sollicitudinis studio intenderet et intendere vellet, ac circa singula dicto monasterio et ejus superioribus incumbentia vigilanti animo possetenus circonspiciens, per effectum comperisset dictum monasterium et ipsius confratres, tam per minus debitum regimen pie recordationis dompni Eustacii, prefati monasterii abbatis, ejusdem predecessoris, ac ipsius negligentiam et desidiam, quam per et propter atroces guerras in patria Leodiensi inter reverendum in Christo patrem et dominum Johannem de Bavaria, electum Leodiensem, ac militares, armigeros et alios sibi in ea parte assistentes, ex una, necnon commune et populum civitatis et opidorum dicti patrie Leodiensis, ex alia partibus, novissime, proh dolor! suscitatas et habitas, ac dampna et incendia eis illata, fuisse et esse multis personis promiscui sexus ex diversis causis et actionibus ac pro nonnullis annis et temporibus tunc preteritis in magnis et diversis summis pecuniarum et florenorum ac bladorum quantitatibus efficaciter obnoxios et obligatos et alias multimode oppressos, gravatos et dampnificatos; et tandem premissorum pleniorem scire veritatem cupiens, convocatis ad hoc et presentibus, certis die et hora ad et propter hoc statutis, dictis suis confratribus ipsius monasterii, deliberatione matura et digesta prehabita, idem dompni abbas et confratres computationem inierant ad invicem concordem et finalem, revolutis et examinatis cum diligentia singulis dicti monasterii registris et ceteris rite calculatis, inspectis et actis fecerant, per quam reperierant dictum monasterium et ipsius confratres fuisse et tunc esse multis personis ex diversis causis obligatos in summa duorum millium trecentorum et unius modiorum spelte, necnon

in quadraginta tribus coronis cum dimidia de Francia auri, et in mille ducentis sexaginta quatuor libris duodecim solidis et sex denariis communis pagamenti tunc Leodii currentis, facientibus, decem libris et decem solidis dicti pagamenti pro una corona Francie computatis, in coronis reductis : centum et viginti coronas Francie et quatuor libras dicti pagamenti. Que summe simul unite, preter speltam predictam, faciebant in coronis auri centum sexaginta tres et dimidiam coronas auri de Francia et quatuor libras pretacti pagamenti; quas summas spelte et coronarum Francie auri predictas eumdem dompnum abbatem modernum, post dictam computationem factam, solvere oportuit et solvit personis predictis, ut dixit.

Insuper exposuit illico et narravit prenominatus dompnus Johannes abbas, quod post ejus ad prelibatum pastorale officium suis humeris impositum assumptionem et confirmationem ac computationem prescriptam factam, ipse necessario facere habuit ac facti fuerunt et soluti sumptus et expense qui sequuntur :

Primo, pro reconciliatione ecclesie seu monasterii Flonensis predicti post regressum prefati domini electi Leodiensis ad civitatem Leodiensem, et etiam pro absolutione plurium fratrum dicti monasterii, qui tempore guerrarum predictarum in eodem monasterii et patria Leodiensi remanserant, ac sententiis suspensionis a divinis et excommunicationis, ut dicebatur, innodati erant, ducente corone Francie auri.

Item pro confirmatione dicti dompni abbatis moderni dicto domini electo Leodiensi solute fuerunt ducente corone Francie auri.

Item pro expensis circa dictam confirmationem et ejus prosecutionem factis, necnon salario reverendi domini suffraganei prefati domini Leodiensis,quinquaginta corone Francie.

Item pro receptione seu juribus receptionis dicti domni abbatis ratione dicte sue confirmationis solutis venerabilibus viris domnis majoris et sancti Pauli ecclesiarum Leodiensium decanis et canonicis, viginti corone Francie.

Item domno Franconi, decano moderno ecclesie sancti Johannis Leodiensis, pro suis penis et laboribus circa impetrationem confirmationis predicti domni abbatis in curia Romana per eum impetrate factis, quinquaginta quinque corone premissis similes.

Item illustri principi domino duci Brabantie ratione cujusdam tallie seu impositionis per eumdem ducem in ducatu Brabantie, in quo iidem dompni abbas et conventus nonnullos habent redditus, anno Nativitatis dominice 1408 facte, centum corone auri.

Item eidem domino duci Brabantie pro una alia tallia seu impositione in dicto suo ducatu anno 1409 per eum facta, ducente corone auri de Francia.

Item eidem domino duci pro una alia tallia seu impositione aut exactione per ipsum novissime facta, quadringente et xl. corone auri.

Item prefato domini duci in recompensationem expensarum per dominos ambatiatores ipsius domini ducis apud et in concilio generali Pysano ultimo celebrato per ipsum missos, viginti quinque corone premissis similes.

Exposuit etiam inibi dictus domnus abbas quod, post factam computationem, de qua supra habetur mentio, ac preter et ultra premissa ipse diversis dicti monasterii et confratrum ejusdem creditoribus satisfacere et solvere habuit ea que sequuntur :

Primo : Johanni de Bertinhers centum sexaginta sex coronas Francie.

Item Servatio de Uffeyo viginti coronas auri.

Item Baldevino Buttoir de Lymont viginti coronas Francie.

Item pro redemptione plurium ciphorum argenti et annulorum auri, ad monasterium predictum et ejus abbatem spectantium, pluribus personis usurariis et aliis pignori per prefatum quondam dompnum Eustacium, predicti dompni abbatis predecessorem immediatum, obligatorum, viginti quinque coronas Francie.

Item pro subsidio reverendi domini electi Leodiensis eidem per ecclesias et clerum civitatis et diocesis Leodiensis novissime concesso centum coronas Francie.

Item pro redemptione unius calicis erga Walterum Yvinum Leodiensem, per antedictum dompnum quondam Eustacium pignori obligati, decem coronas Francie.

Item venerabili viro magistro Johanni de Oxhem, canonico et scolastico Leodiensi, viginti coronas Francie.

Et Arnoldo de Nethenis, curie Leodiensis notario, pro diversis servitiis predicto quondam dompno Eustacio per eumdem Arnoldum prestitis et impensis, sedecim coronas auri Francie.

Quarum solutionum omnium premissorum summa est mille sexingente et sexaginta septem corone auri de Francia, et duo millia tricenti et unus modii spelte.

Denuo et ibidem exposuit quod pro solutionibus et satisfactionibus omnium premissorum et aliorum, de quibus infra dicetur, faciendis, eumdem dompnum abbatem et confratres dicti monasterii necessario vendere oportuit, ac per eosdem personis subscriptis vendite et sigillate fuerunt et sunt pensiones infrascripte pro pretiis subtus declaratis :

Primo : Judoco, campsori Bruxellensi, quadraginta corone auri Francie pro pretio quingentorum florenorum Renensium.

Item dompno Johanni Crepy, presbitero in ecclesia Leodiensi, viginti modii spelte annue pensionis pro et mediante pretio centum et quadraginta florenorum Hollandie auri.

Item Johanni de Chinstreez, clerico procuratori, decem modii spelte annue pensionis pro pretio octuaginta florenorum Hollandie auri.

Item Conrardo de Biernawe, campsori et civi Leodiensi, viginti sex modii spelte annue pensionis pro et mediante pretio centum et triginta griffonum auri, monete auree pretacti domini Leodiensis.

Item Ivette, uxori Walteri de Malle, viginti unus modii spelte annue pensionis pro et mediantibus centum coronis auri Francie.

Item Johanni de Bertinhers, civi Leodiensi, viginti quinque modii spelte annue pensionis pro pretio centum et sexaginta sex coronarum Francie auri, in quibus confratres dicti monasterii eidem obligabantur.

Item cuidam Laurentio, opidano opidi Diestenensis, duodecim modii annue pensionis mediantibus octuaginta coronis auri Francie.

Et domino Wynando, militi de Thenismonte, septem modii frumenti mediantibus septuaginta florenis auri Hollandie.

Summa pretiorum hujusmodi pensionum, ut premittitur, venditarum est quingenti floreni Renenses, trecente quadraginta sex corone Francie, centum triginta griffones auri, ducenti nonaginta floreni Hollandie. Qui siquidem floreni Renenses, griffones auri, et floreni Hollandie in et ad coronas auri reducti, quinque florenis Renensibus pro quatuor coronis, sex griffonibus pro quinque coronis, et tribus florenis Hollandie pro duabus coronis de Francia auri computatis et in coronis auri reductis, faciunt in universo mille et quadraginta octo coronas Francie auri.

Ceterum asseruit illico et exposuit quod, preter et ultra solutiones supra scriptas, per ipsum dompnum abbatem factas, exposite sunt et solute personis subscriptis summe et quantitates speltorum que sequuntur :

Primo : Johanni Lempereur et Colardo, ejus fratri, octuaginta et novem modii spelte.

Item Petro Lamborteal et suis liberis centum octuaginta novem modii spelte.

Item Katherine de Ponte viginti octo modii spelte.

Item Johanne de Xhoche, moniali, viginti modii spelte.

Item Katherine et Agneti de Okiers, sororibus, duodecim modii spelte.

Item domicelle Katharine, relicte quondam Johannis de Falais, opidani Hoiensis, et Basilie, ejus filie, quindecim modii spelte.

Item cuidam mulieri dicte Eufemie duodecim modii spelte.

Item dompno Walrando Vallis sancti Lamberti duodecim modii spelte.

Item Marie, filie Egidii de Bastonia, decem modii spelte.

Item Dyonisio Garchon viginti quatuor modii spelte.

Item Marie de Warnant, moniali monasterii de Pace Dei, viginti quatuor modii spelte.

Item Marie de Aleur, moniali ejusdem monasterii, quatuor modii spelte.

Item Marie de Solliers duodecim modii spelte.

Item Bertrando dicto le Pothier octuaginta unus modii spelte.

Item magistro Liberto de Fons et domicelle Marie, ejus uxori, decem modii spelte.

Item domicelle Marie Chodron nonaginta duo modii spelte.

Item Johanni Masson juniori quatuordecim modii spelte.

Item Arnoldo delle Malaise viginti modii spelte.

Item Johanni de Chinstree, clerico, decem modii spelte.

Item adhuc Johanni Lempereur duodecim modii siliginis, extimati ad viginti quatuor modios spelte.

Item Bertrando d'Anttines quingenti et quinquaginta modii spelte.

Item Lamberto, cultori terrarum de Hottines, tricenti et triginta modii spelte.

Item Johanni de Verviers, flaconifici seu placentifici Leodiensi, viginti sex modii spelte.

Item Baldevino Bottoir de Lymont quadraginta unus modii spelte.

Item Johanni dicto Staskin quatuor modii spelte.

Item Wilhelmo Coco septem modii spelte.

Item domino Baldevino Surlet novem modii spelte.

Item Gerardo Henrici de Haneffe triginta quatuor modii spelte.

Item Johanni Drumair de Havelange sex modii spelte.

Item Jacobo Bealarmee tres modii spelte.

Item domno Johanni de Boudeur, investito de Hermalle, centum quatuor modii spelte.

Item domino temporali de Hermalle septem modii spelte.

Et Lamberto de Hottines adhuc in attenuationem centum et octuaginta modiorum spelte eidem debitorum centum quadraginta modii spelte.

Deinde asseruit esse notandum et exposuit idem domnus abbas quod pro anno Nativitatis Domini 1408° pluribus personis accensitoribus et colonis dicti monasterii, ratione

guerrarum predictarum dicto anno et annis precedentibus habitarum in patria Leodiensi, necnon incendiorum et dampnorum eisdem accensitoribus et colonis factorum et impensorum, deducti et discomputati et defalcati fuerunt ducenti modii spelte. Et sic, ut dicit, summa omnium istorum novissimorum seu ultimo scriptorum modiorum spelte, ut premittitur, solutorum et defalcatorum ascendit ad duo millia centum sexaginta tres modios. Et summa antiquorum debitorum, in qua obligabantur confratres et conventus predicti diversis personis tempore assumptionis et confirmationis dicti domni Johannis abbatis ad ipsius monasterii abbatialem dignitatem, post computationem desuper rite factam, de qua predicitur, ascendebat ad duo millia trecentos et unum modios spelte; in quorum defalcationem soluti fuerunt per eumdem dompnum abbatem creditoribus ipsorum confratrum duo millia centum et sexaginta tres modii spelte, et sic restarunt et restant creditoribus eorumdem confratrum adhuc centum et triginta octo modii spelte.

Summa vero omnium levatorum et receptorum ex et pro pretiis omnium pensionum venditarum predictarum ascendit ad mille et quadraginta septem coronas Francie; et summa omnium solutorum et expositorum per eumdem dompnum abbatem suprascriptorum, inclusa et pro soluta computata summa centum sexaginta trium coronarum cum dimidia auri et quatuor librarum dicti pagamenti supra primo loco scriptarum, ascendebat et ascendit ad mille octingentas triginta coronas cum dimidia de Francia auri et quatuor libras dicti pagamenti. Et sic facta legitima compensatione de perceptis et levatis ad exposita et soluta patet, ut asseruit, evidenter quod summa expositorum et solutorum per ipsum dompnum abbatem excedit summam per eumdem receptorum et levatorum in septingentis octuagintis coronis cum dimidia Francie auri et quatuor libris dicti pagamenti. Preterea et asseruit exposuit ibidem dictus dompnus abbas quod post ejus assumptionem ad dictum pastorale officium et confirmationem predictas, manus apposuerat ad bona, fructus et redditus ipsius monasterii tam episcopatu Leodiensi quam

ducatu Brabantie consistentes, et illos ascendentes pro anno 1408° et festo beati Andree, apostoli, illius anni, ad 1230 modios et unum sextarium spelte, necnon 240 modios siliginis mensure de Thenismonte, perceperat et levaverat, de quibus defalcatis et discomputatis treffondis, pensionibus et aliis oneribus in registris ipsius monasterii plenius declaratis et descriptis, remanserant duntaxat eisdem abbati et conventui 317 modii et quatuor sextaria spelte pro ipsorum expensis, victualibus et vestimentis, et quod illos in hujusmodi victualibus et vestibus exposuerant.

Item quod fructus et redditus dicti monasterii pro anno 1409° ascenderant ad 1295 modios 5 sextaria 2 dosinos 2 1/2 quartas spelte, 240 modios siliginis dicte mensure de Thenismonte, per dictum dompnum abbatem levatos, de quibus solutis treffundis et pensionibus, in quibus obligabatur dictum monasterium pro dicto anno, ac oneribus dicto monasterio pro eodem anno incumbentibus supportatis, remanserant duntaxat in cremento eisdem abbati et conventui pro ipsorum victu et vestitu ipsis ministratis 1860 libre et 12 solidi communis pagamenti Leodiensis.

Item quod fructus et redditus prefati monasterii pro anno 1410 ascenderant ad 1290 modios 5 sextaria 2 dosinos et 2 1/2 quartas spelte, necnon 240 modios siliginis mensure de Thenismonte — de quibus solutis solvendis remanserant pro victu etc. 1793 libre et 9 solidi dicti pagamenti.

Item quod fructus etc. pro anno 1411 ascenderant ad 1290 modios, 5 sextaria 2 dosinos 2 1/2 quartas spelte, necnon 240 modios siliginis mensure de Thenismonte, ex quibus solutis solvendis remanserant pro victu etc. 300 modii spelte.

Et quod anno 1412°, adhuc currente secundum datam registrorum monasterii, nondum erat conputatum per et inter ipsos dompnos abbatem et confratres.

Et subsequenter idem dominus abbas clara voce et seriose inibi exposuit ad finem, ut omnia et singula per ipsum illis temporibus, quibus dicto monasterio et ejus regimini prefuerat, gesta et acta in luce clarescerentur et veritas inde suis confratribus predictis et singulis aliis, quorum interest

et intererit, panderetur, eosdem suos confratres litteratorie et alias debite ad diem, horam et locum capitularem suprascriptos evocari fecerat, mandaverat et evocaverat, visuros et audituros per ipsum dompnum abbatem reddi debitam et congruam computationem et rationem de omnibus et singulis bonis et redditibus dicti monasterii per ipsum aliumve seu alios suos mandato temporibus predictis perceptis, etc.

Et quia ipsum monasterium et illius confratres et supposita, necnon redditus et bona, excusso possetenus negligentie sompno, utiliter rexerat, et ne forsitan, instigante humani generis inimico, zizaniam et discordias inter fratres sepius seminante, impingi inputari minus veraciter successu temporis prefato dompno abbati a quocumque valeat, ipsum bona et redditus ipsius monasterii inutiliter consumpsisse, ipsum vero monasterium et suos confratres minus debite rexisse, supplicabat et supplicavit eisdem suis confratribus, eos instanter exhortans, requirens, quatenus abjectis cunctis persuasionibus et palliationibus super et de premissis omnibus et singulis per predictum dompnum abbatem expositis et narratis, gestis, computatis, gubernatis et actis, plenam et meram coram astantibus dicerent et profiterentur veritatem. Qui siquidem dompni confratres predicti, habita prius per et inter eos aliqua deliberatione, dixerunt ac sponte ex certa sua scientia ac expresse confessi fuerunt quod prenominatus dompnus abbas... de omnibus et singulis bonis, fructibus et redditibus... necnon damnis, expensis, etc. plenam et debitam rationem et satisfactionem... reddiderat... et omnia et singula... laudaverunt et ratificaverunt......

Le chapitre reconnaît cette reddition de compte pour vraie, exacte, et l'approuve. Tous les chanoines louent la bonne gestion de leur abbé en ces temps difficiles et calamiteux, et continuent :

Subjungentes dicti confratres quod prenominatus dompnus abbas, divina sibi cooperante gratia, a temporibus pretactis citra et infra continue prefatos suos confratres, sub debitis habitu et regula beati Augustini, Domino nostro Jesu Christo, gloriose Virgini Marie sue Genitrici, beatis Augustino et Matheo, ceteris sanctis, in divinis horis nocturnis et diurnis

decenter famulando, prenominatum monasterium et eorum fructus et redditus et bona, ut bonus pastor, salubriter, prudenter, honeste et laudabiliter, submovendo noxia et agendo profutura, sui cordis oculis circa ea sedula diligentia vigilantibus, rexerat et regebat; sperantes indubie eumdem dompnum abbatem de bono in melius perseveraturum. Unde laudes Deo et eidem dompno abbati gratiarum actiones multiplices referebant.

Super et de quibus omnibus prefatus dompnus abbas sibi a me notario subscripto fieri petiit unum publicum instrumentum vel plura, si eidem foret opus.

Acta fuerunt hec in suprascripto capitulari loco ipsius monasterii, presentibus ibidem venerabilibus ac discretis viris domno Roberto dicto Polarde, preposito et canonico ecclesie Amaniensis, Jacobo, ejus nepote, Henrico dicto Sotteal de Geldonia, Balduino de Wynes et Nicholao de Waremmia, clericis ejusdem diocesis, testibus ad premissa vocatis et specialiter rogatis.

L'abbé de Flône et le prevôt d'Amay ont apposé leurs sceaux, et le notaire Jean de Glons son signe monogrammatique.

Cartulaire, fol. 85-88.

CCXX.

L'évêque de Liège Jean de Bavière ordonne aux chanoines de Flône, occupant des cures de l'abbaye, de se soumettre au décret de réformation porté en 1386, et de ne rien attenter contre leur abbé ou leurs confrères conventuels.

19 octobre 1414.

Johannes de Bavaria, Dei gratia electus confirmatus Leodiensis, universis et singulis ecclesiarum prelatis, pastoribus rectoribus, curatis ac vicariis, ceterisque aliis presbiteris, tabellionibus publicis et clericis beneficiatis nobis subditis, salutem in Domino nostrisque firmiter obedire mandatis. Cum monasterium beati Mathei Flonensis, ordinis sancti Augustini, nostre Leodiensis diocesis, diu in spiritualibus et temporalibus notorie pateretur dispendia, nos ex officii de-

bito pastoralis, previa inquisitione debita, ad reformationem ejusdem monasterii duximus intendere, jamque Altissimi gratia concurrente, taliter actum est quod dicte reformationis virtus per opus ad extra ibidem prodiit et apparet; qua ex re profecto gaudium mentis non modicum concepimus; et ut eadem reformatio felicibus, Dei adjutorio mediante, prosperetur successibus, que huic rei nociva existere possunt, tollere proponimus. Sane tamen ad nostram, quod dolenter referimus, pervenit notitiam quod nonnulli confratres et concanonici dicti monasterii extra idem monasterium curas seu parochiales ecclesias existentes reformationem predictam, que cum maturo consilio nostraque ordinaria auctoritate processit et cepta est, nituntur motibus inconsultis et temere perturbare seu impedire, ac illi sese dampnabiliter opponere, querentes vias, fraudes et ingenia, quibus hec tam solempnis et opportuna reformatio fine frustretur concupito. Nos vero, tam pravis machinationibus, diabolo zizaniante, procuratis, obviare volentes, vobis ac vestrum singulis in virtute sancte obedientie districteque precipiendo sub excommunicationis pena mandamus, quatenus ad prefatum monasterium Flonense, dum et quando fuerit opus et requisiti per latorem presentium fueritis, personaliter accedentes inhibeatis omnibus et singulis predicti monasterii concanonicis et confratribus curas seu parochiales ecclesias extra idem monasterium tenentibus et habentibus, videlicet rectoribus ecclesiarum de Hermalle, de Helechinial, de Engys, de Anthey, de Draiher, de Borsu, de Gecora, ac etiam fratri Arnoldo de Oley, magistro domus de Creymont, quibus, et eorum singulis, tenore presentium inhibemus sub pena suspensionis a divinis et etiam excommunicationis majoris, ne feria tertia proximo veniente aut alio quovis tempore futuro communiter vel divisim, per se vel alium seu alios, aliquid infra predictum monasterium vel extra illud contra dominos suos abbatem et confratres conventuales dicti monasterii residentes aliquid machinentur, tractent, attemptent vel conspirent, aliudve faciant vel fieri procurent, quod sit aut esse possit antedicte reformationi grave, prejudiciale vel nocivum; sed potius sese

studeant modis omnibus eidem salutari reformationi tam vita quam statu, habitu et moribus possetenus conformare, intimantes eis quod, si secus presumpserint, nos contra eos et ipsorum quemlibet ad penas et censuras prescriptas et alias graviores, justitia mediante, procedemus, ita tamen quod, si ex adverso fortassis aliquid pretendere vellent communiter vel divisim, ex tunc eosdem pretendentes citetis nostra auctoritate peremptorie et personaliter coram nobis Leodii seu coram fidelibus et dilectis nostris officiali et sigillifero Leodiensibus (quibus in absentia nostra presentem causam tenore presentium audiendam et tractandam fineque debito terminandam committimus) ad certos diem et horam competentes juxta latoris presentium voluntatem, contra prefatos dominos abbatem et conventum ejusdem monasterii ad allegandum, dicendum et proponendum judicialiter causam vel causas contradictionis, si quam vel quas rationabiles habent, ulteriusque ad procedendum procedique videndum, ut jus fuerit, cum intimatione debita et consueta; et quid inde feceritis, diemque et horam vestrarum executionis et citationis unacum nominibus personarum citatarum nobis fideliter rescribatis.

Datum anno Nativitatis millesimo quadringentesimo decimo quarto, mensis octobris die decima nona, sub sigillo nostro ad causas.

Arnoldus Buck.

Original sur parchemin, aux archives de l'État, à Liège.

TABLE DES MATIÈRES.

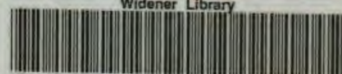
NOTICES.

DOCUMENTS.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES.

CORRECTIONS.

Page 14, ligne 26 : vel, *lisez* uel.
» 15, ligne 8 : vendi, *lisez* uendi.
» » , ligne 17 : eorum, *lisez* earum.
» 41, ligne 27 : 1147, *lisez* 1047.
» 105, ligne 27 : 9 septembre, *ajoutez* 1426.
» 122, ligne 33 : quelle, *lisez* quel.
» 172, ligne antépénultième : Zeuner, *lisez* Zeumer.
» 205. Contrairement à ce que nous affirmons dans la note de cette page, la dix-huitième année de l'épiscopat s'étend du 12 mai 1162 au 11 mai 1163. Il y a donc contradiction entre le millésime 1164 de la charte et la dix-huitième année de l'épiscopat de Henri de Leyen Il est probable que le rédacteur du document s'est trompé sur cette dernière.
Page 233, ligne 28 : XXIV, *lisez* XXVI.
» 277, ligne 20 : orignal, *lisez* original.
» 307, ligne 7 : Ascoritensem, *lisez* Astoricensem.
» 333, ligne 16 : 6 mars, *lisez* 16 mars.
» 398, note 1 : du Aius, *lisez* de Aius.
» 430, lignes 23 et 25 : *Anthey*, lisez *Antheit*.


Widener Library
3 2044 105 238 562